Ville-Marie
Montréal

Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mardi 12 novembre 2019 à 18 h 30

Maison de la culture Janine-Sutto
2550, rue Ontario Est

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance

10.02 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 novembre 2019

10.03 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande de dérogation mineure - Période d'intervention du public
- 1300, avenue des Pins Ouest (40.04)
- 1927, avenue Papineau (40.07)
- 1459, rue Chomedey (40.08)
- 2055, rue Drummond (40.11)

10.04 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public
- 420, rue Sherbrooke Ouest (40.05)

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1192701009

Période de questions du public

10.06 Questions
CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil

10.07 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701072

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 octobre 2019

10.08 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701069

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019

10.09 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701070

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 octobre 2019

10.10 Procès-verbal
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701071

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition 23 octobre 2019

20 – Affaires contractuelles

20.01 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1190619007

Modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ accordée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu

20.02 Entente
CA *Direction des travaux publics* - 1196164002

Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, pour la conception des plans et devis et pour la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

District(s) : Saint-Jacques
Sainte-Marie

20.03 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318029

Approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 et accorder une contribution de 10 000 $

District(s) : Saint-Jacques

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318031

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Antenne Créative pour l'organisation de l'événement Hub Montréal et accorder une contribution de 15 000 $

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1194701002

Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal

20.06 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1198668001

Accorder un contrat de 210 415,75 $ à Neveu et Neveu Ltée pour des travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude-Malépart située au 2333, rue Ontario Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $, taxes incluses, (appel d'offres publique IMM-15545 - 6 soumissionnaires)

20.07 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1194680003

Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

District(s) : Peter-McGill

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1194105005

Approuver la convention se terminant le 12 juin 2020 avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $

District(s) : Saint-Jacques

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1195907010

Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » et accorder une contribution de 15 000 $ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019

District(s) : Saint-Jacques

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318030

Approuver la convention, se terminant le 31 janvier 2020, avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) et accorder une contribution de 18 855,90 $ pour son projet d'illumination de la rue Ontario Est

District(s) : Saint-Jacques

20.11 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1193405005

Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2020, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal et accorder une contribution de 25 000 $

District(s) : Peter-McGill

20.12 Appel d'offres public
CA *Direction des travaux publics* - 1198220003

Accorder un contrat de 197 205,12 $ à Poulin Électriques inc. pour le projet d'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy de l'arrondissement Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ (appel d'offres public VMP-19-018 – 4 soumissionnaires)

20.13 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1195377003

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 30 000 $

District(s) : Sainte-Marie

20.14 Subvention - Soutien financier avec convention
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social* - 1194105004

Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

20.15 Subvention - Contribution financière
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1190619010

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 20 000 $

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701068

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 septembre 2019

40 – Réglementation

40.01 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1170607010

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.02 Ordonnance - Domaine public
CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1198214004

Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 8e partie, B)

40.03 Règlement - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195914008

Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de stationnement interdit de 18h-00h, débarcadère seulement, face au 1333 boulevard Robert-Bourassa

District(s) : Peter-McGill

40.04 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1196723004

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'agrandissement du bâtiment ne respectant pas la marge latérale gauche de 2,5 mètres pour le bâtiment situé au 1300, avenue des Pins Ouest

District(s) : Peter-McGill

40.05 Urbanisme - Usage conditionnel
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1196723003

Autoriser l'usage « université » pour une partie du rez-de-chaussée et le 2e étage du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

District(s) : Saint-Jacques

40.06 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction des travaux publics* - 1195275005

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Hermine, entre les rues de la Gauchetière et Viger

District(s) : Saint-Jacques

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198398002

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant aménagement de 4 cases de stationnement en cour avant donnant sur l'avenue Goulet pour le bâtiment situé au 1927, avenue Papineau

District(s) : Sainte-Marie

40.08 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1198398003

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation permettant l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant ne respectant pas les dispositions sur la superficie et la profondeur pour le bâtiment sis au 1459, rue Chomedey

District(s) : Peter-McGill

40.09 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195275006

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Duke entre les rue de la Commune et Brennan

District(s) : Saint-Jacques

40.10 Urbanisme - Dérogation mineure
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1196255015

Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la marge latérale et à l'empiètement de la surhauteur dans un secteur de surhauteur de 65 mètres pour une construction située au 2055, rue Drummond

District(s) : Peter-McGill

40.11 Règlement - Autre sujet
CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1192701067

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2020 - Avis de motion et dépôt

40.12 Règlement - Avis de motion
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318026

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Avis de motion et dépôt

District(s) : Saint-Jacques

40.13 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318027

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Avis de motion et dépôt

District(s) : Saint-Jacques

40.14 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318028

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Avis de motion et dépôt

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1190318025

Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 - Avis de motion et dépôt

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

40.16 Règlement - Urbanisme
CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1195289003

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles - Avis de motion et dépôt

40.17 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1194680004

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

40.18 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social -* 1195907009

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 9e partie, A) et édicter les ordonnances

40.19 Ordonnance - Bruit

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1196220002

Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2019-2020

District(s) : Saint-Jacques

40.20 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1190607008

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et abroger la résolution CA12 240383 - Habitations Le Moyne/Saint-Paul -2e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.21 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CA *Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs* - 1195384002

Adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service - Avis de motion et dépôt

70 – Autres sujets

70.00 Levée de la séance

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Levée de la séance

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.05

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-01-28 11:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public

CONTENU

CONTEXTE

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-07

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.07

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701072

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 octobre 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 octobre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-22 09:52

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701072

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 octobre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 octobre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

10 octobre 2019
8h30

Salle Pont Jacques-Cartier
800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente
M. Richard Ryan, vice-président

Mme Caroline Déom, membre
M. Christian Ducharme, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Karl Dorais Kinkaid, membre
Mme Anniken Kloster, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Louis Stabile, membre

M. Jean-François Morin, chef de la division de l'urbanisme
M. Billy Chérubin, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Jean-Philippe Gagnon, agent de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme

Présentent leurs dossiers

Mme Karine Ayotte, conseillère en aménagement
M. Bruno Collin, conseiller en aménagement – chef d'équipe
M. Samuel Ferland, conseiller en aménagement
M. Thomas Fontaine, architecte
Mme Charlotte Horny, conseillère en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
M. Christophe Ripeau, conseiller en aménagement
M. Louis Routhier, architecte

1. Ouverture de la séance
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Richard Ryan, vice-président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8 h 33.

2. Adoption de l'ordre du jour
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.

3. Dépôt des procès-verbaux
Le procès-verbal de la séance du comité du 12 septembre 2019 ainsi que le procès-verbal de la séance du sous-comité du 8 octobre 2019 sont déposés lors de la séance du comité.

4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations

4.1 Article 89
Aucun dossier

4.2 Projet particulier

4.2.1	3001539357	2105, rue De Bleury	Favorable avec conditions et commentaire
4.2.2	3001647692	2050, boulevard Saint-Laurent	Défavorable avec commentaires

4.3 Modifications réglementaires

4.3.1	s. o.	Présentation du PPU des Faubourgs	*Dossier présenté mais avis du CCU reporté*
4.3.2	s. o.	Modifications au Règlement d'urbanisme 01-282	*Dossier présenté mais avis du CCU reporté*

4.4 Dérogation mineure

4.4.1	3001657606	1300, avenue des Pins Ouest	Favorable avec commentaire
4.4.2	3001660820	2055, rue Drummond	Favorable avec conditions et commentaires
4.4.3	3001659193	1459, rue Chomedey	Favorable avec conditions
4.4.4	3001653500	1927, avenue Papineau	Favorable

4.5 Usage conditionnel

4.5.1	3001624544	420, rue Sherbrooke Ouest	Favorable

4.6 Titre VIII – Révision de projet

4.6.1	3001639937	425, boulevard De Maisonneuve Ouest	Favorable
4.6.2	3001632776	1981, avenue McGill College	Favorable
4.6.3	3001521676	1000, rue Saint-Denis	Favorable
4.6.4	3001642895	460, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable avec conditions
4.6.5	3001646445	1781, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.6	3001643059	1318, rue Sainte-Catherine Est	Favorable
4.6.7	3001650775	204, place d'Youville	Favorable
4.6.8	3001612140	1901, boulevard De Maisonneuve Est	Favorable
4.6.9	3001633282	3407, rue Peel	Favorable
4.6.10	3001631916	4, place Ville-Marie	Défavorable
4.6.11	3001646403	2070, rue Saint-Denis	Favorable
4.6.12	3001615319	1231, Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.13	3001653436	1230, rue Sainte-Catherine Ouest	Défavorable
4.6.14	3001643295	705, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.15	3001632637	666, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions
4.6.16	3001629649	2516-2518, rue Logan	Favorable avec conditions
4.6.17	3001629299	1635, rue Fullum	Favorable
4.6.18	3001614418 3001614424	3180, chemin Saint-Sulpice	Favorable
4.6.19	3001621918	3184, chemin Saint-Sulpice	Favorable

4.6.20	3001642896	2035, rue Crescent	Favorable avec conditions
4.6.21	3001652276	2000, rue Mansfield	Favorable avec conditions
4.6.22	3001644194	2100, boulevard de Maisonneuve Est	Favorable
4.6.23	3001587894	65, rue Saint-Paul Ouest	Favorable avec conditions
4.6.24	3001645279	1170, rue Mackay	Favorable
4.6.25	3001615525	1625, rue Fullum	Favorable avec conditions
4.6.26	3001632163	1506, rue Victor-Hugo	Favorable
4.6.27	3001632172	1510, rue Victor-Hugo	Favorable
4.6.28	3001592854	330, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.29	3001586780	1201, place Phillips	Favorable
4.6.30	3001606766	1300, avenue des Pins Ouest	Favorable
4.6.31	3001519454	1891, boulevard René-Lévesque Est	Favorable avec conditions
4.6.32	3001658631	2385, rue Sainte-Catherine Est	Favorable

4.7 Surhauteur
Aucun dossier

4.8 Avis préliminaire
Aucun dossier

4.9 Autres dossiers

4.9.1	3001660758	99999, avenue Pierre-Dupuy	Favorable avec condition

5. Prochaine rencontre
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 novembre 2019 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 novembre 2019. Considérant le manque de temps lors de la présente séance, une séance spéciale aura lieu le 28 octobre 2019, afin de permettre aux membres d'émettre leurs commentaires au sujet du PPU des Faubourgs.

6. Varia
Aucun dossier

7. Levée de l'assemblée
L'ordre du jour étant épuisé, la présidente lève la séance à 12h17.

Sophie Mauzerolle 2019-10-18 — Billy Chérubin 2019-10-18

Sophie Mauzerolle — date — Présidente

Billy Chérubin — date — Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001539357
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2105, rue De Bleury

Responsable : Charlotte Horny

Description : La demande vise la construction d'un terrain vacant et la transformation des 5 immeubles présents qui seront conservés dans leur majeure partie. L'immeuble situé au sud serait tronqué dans sa partie arrière (ailes formant un U), tandis que les 4 autres sont visés par une démolition de leurs dépendances, extensions et projections sur la façade arrière. La section de ruelle est déplacée à l'arrière des bâtiments existants.

Sur les terrains vacants, au pourtour de cette rangée d'immeubles, serait érigé un immeuble de 8 à 9 étages (25 m), comprenant 308 logements et un stationnement de 33 cases et 84 supports à vélo. Le rez-de-chaussée sur rue sera occupé par des commerces.

Les façades des bâtiments existants seront restaurées, incluant un retour aux composantes d'origine pour les rez-de-chaussée commerciaux qui ont subi des transformations. Les fenêtres seront changées. Les locaux commerciaux situés au rez-de-chaussée seront conservés. Les deux logements situés au rez-de-chaussée seront transformés en bureaux et cases postales pour le nouvel immeuble.

Le nouvel immeuble comprend un premier volume situé de l'autre côté de la ruelle (soit à 5,4 m des immeubles existants). Le second volume donnant directement sur la rue s'inscrit sur la ligne de lot et comprend un basilaire de 4 étages (11 m) au-dessus duquel les étages sont légèrement en retrait. Le rez-de-chaussée commercial comprend deux entrées.

À l'arrière, le bâtiment s'implante à 1,5 m de recul par rapport à la ruelle. Le 9^{e} étage est réduit puisqu'une terrasse collective occupe la partie sud et qu'un retrait allant de 3 m à 5,25 m par rapport à la ruelle permet l'aménagement de terrasses individuelles. Un appentis mécanique prend place à l'extrémité nord de la toiture.

Le sous-sol accueille le stationnement pour autos et vélos ainsi que des espaces de rangement. La typologie de logement comprend 77 % de studios (37 m² ou 400 pi² en moyenne), 18,5 % de deux chambres à coucher et 4,5 % d'une chambre à coucher.

L'entrée de garage se situe sur la ruelle, à l'extrémité sud de l'immeuble, adjacent à l'entrée de la cour arrière (stationnement extérieur) de l'immeuble voisin.

Le projet comprend également une cour intérieure de 104 m² (4,5 m de large) au rez-de-chaussée. Le toit accueille deux terrasses collectives, une piscine et comprend une partie de toiture végétalisée.

Le traitement architectural comprend de la pierre calcaire grise pour le basilaire, et un jeu de deux briques pour les autres plans de façade.

Le projet comporte une dérogation à la hauteur maximale autorisée de 16 m puisqu'il atteint 25 m (hauteur maximum autorisée par le Plan d'urbanisme).

Élément particulier : Le bâtiment se situe dans l'aire de protection des façades de la Rue-Jeanne-Mance.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La nouvelle version du projet remplit la quasi-totalité des conditions émises par le CCU en juin 2019.

Considérant que : Concernant la condition portant sur l'impact du volume sur l'ensoleillement des cours de l'autre côté de la ruelle et l'effet massif du bâtiment à l'arrière, il faut prendre en considération le changement d'implantation dû au déplacement de la ruelle, au lieu de son acquisition.

Considérant qu' : Une étude d'ensoleillement avec intégration du contexte a été demandée et elle démontre que le projet génère un impact mineur sur l'éclairage naturel et sur l'ensoleillement des propriétés résidentielles de l'autre côté de la ruelle, en raison de la présence de tours à l'ouest de la rue de Bleury.

Considérant que : L'appentis mécanique à l'extrémité nord du toit a été déplacé en recul par rapport à la façade de la ruelle afin de minimiser son impact visuel. L'appentis mécanique qui était situé sur le volume sud a été intégré au volume.

Considérant que : Le projet de construction intègre la conservation et la restauration d'une rangée d'immeubles d'intérêt et permet ainsi de pérenniser cet ensemble.

Considérant que : La nouvelle proposition visant à déplacer la ruelle à l'arrière des bâtiments existants permet de les préserver comme volumes indépendants.

Considérant que : Le projet vise également à combler un terrain vacant utilisé comme stationnement depuis plusieurs décennies.

Considérant que : La continuité commerciale est assurée. Toutefois, la division historique du rez-de-chaussée devrait être reprise, tel que montré dans la version du mois de juin 2019.

Considérant que : Les démolitions demandées, qui visent les ajouts et les projections pour quatre des bâtiments et l'arrière des bâtiments, sont acceptables dans la mesure où l'intégrité des édifices est maintenue, les façades restaurées avec un retour aux composantes d'origine et que leur occupation sera poursuivie.

Considérant que : Le nouveau volume proposé a un impact restreint sur la rue puisqu'une partie se situe à l'arrière des bâtiments existants, donc à 27 m du trottoir. Le volume situé sur rue s'accorde au gabarit de plusieurs immeubles de la rue.

Considérant que : L'ajout de juliettes pour les fenêtres des façades de la rue De Bleury permet une meilleure condition de vie pour les logements et anime la façade. Leur traitement architectural devrait toutefois être raffiné.

Considérant que : La vue protégée depuis la Place-des-Arts vers le mont Royal a été étudiée et le bâtiment n'entrave pas la vue.

Considérant que : Le nombre de logements de deux chambres à coucher a été bonifié depuis la version précédente.

Considérant que : La plupart des logements situés au rez-de-chaussée ayant une ouverture réduite de moitié ou plus en raison de la topographie sont aménagés sur deux étages (rez-de-chaussée et 2e étage).

Considérant que : Les terrasses sur le toit devraient être végétalisées en partie et la proposition d'aménagement pour la ruelle verte déposée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un retrait du 8e étage de la façade arrière, similaire à celui proposé du 9e étage, comme exigé par le comité lors de la séance du 13 juin 2019.**
- **Retravailler le rapport à la ruelle déplacée du nouveau volume, en y introduisant des entrées privatives, en favorisant un recul du bâtiment et en proposant un aménagement paysager pour la ruelle, et ce, afin de favoriser l'animation et l'entretien de la ruelle et d'améliorer la qualité de vie des occupants.**
- **Assurer que tous les logements situés au rez-de-chaussée ayant une ouverture réduite de moitié ou plus soient aménagés sur deux étages.**
- **Soumettre un plan d'aménagement paysager incluant la toiture verte, la cour intérieure, la ruelle verte et les terrasses collectives, favorisant les revêtements perméables pour les espaces au sol, et une végétalisation abondante.**
- **Revoir la composition architecturale des façades visibles depuis la rue de Bleury afin d'assurer une bonne intégration avec les façades des bâtiments existants et de favoriser l'animation de la rue et d'améliorer le dialogue entre le basilaire et les étages supérieurs.**
- **Revenir à la proposition précédente présentée lors de la séance du 13 juin 2019, quant à la composition architecturale du rez-de-chaussée et la division en 4 sections.**

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que le demandeur devrait prévoir dès maintenant le respect des exigences de la Stratégie d'inclusion des logements sociaux et abordables ainsi que des logements pour les familles.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001647692
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 2050, boulevard Saint-Laurent

Responsables : Gabrielle Leclerc-André et Bruno Collin

Description : La demande vise à démolir le bâtiment actuel et à ne conserver que les 2e et 3e étages de la façade principale, en démontant les pierres et les réintégrant à la façade. La programmation du bâtiment de remplacement prévoit des commerces au rez-de-chaussée sur St-Laurent, 95 logements (dont 18 unités de 2 et 3 chambres) répartis sur Clark et aux étages supérieurs, ainsi qu'un stationnement de 42 unités et un espace pour 42 supports à vélo aux sous-sols. Le bâtiment dont l'implantation au sol est de 89 % atteint une hauteur près de 25 m, représentant 7 ou 8 étages selon le dénivelé du site. Le concept architectural présente des volumes cubiques détachés les uns des autres avec un retrait progressif à chaque étage, ainsi qu'à chaque 2,7 m et 3,7 m de linéaire. Ces retraits suivent le dénivelé du site et l'axe de la rue Saint-Norbert, offrant à partir du 4e niveau, un dégagement de 2,4 m à 6,1 m de la façade d'origine. Des coursives sont aménagées aux niveaux 4 à 7 sur la façade sud.

Le concept architectural du volume ajouté reproduit des éléments architecturaux de la façade d'origine comme les différents formats des pierres, les allèges et les chambranles. Sur St-Laurent, les 2e et 3e niveaux reprennent ces mêmes éléments en ajoutant des ouvertures verticales sans meneaux, et les éléments d'origine reproduits disparaissent progressivement sur le reste de la façade. Ils apparaissent également sur la façade donnant sur Clark, mais de façon plus épisodique. La matérialité du projet est principalement composée de pierre calcaire, ainsi que de métal pour certaines parties de mur en retrait. Sur Clark, les façades des niveaux inférieurs sont à l'inverse constituées majoritairement d'un revêtement métallique.

Sur Clark se trouve l'entrée principale des logements, l'entrée du stationnement ainsi qu'une entrée individuelle pour une unité donnant sur 2 étages. La façade a un retrait d'alignement de 0,50 m et 2,4 m, tandis que le 3e niveau surplombe les étages inférieurs pour venir s'aligner à la limite de lot, créant ainsi une saillie de près de 3 m. Une saillie se retrouve aussi du côté du passage au sud qui a été élargi afin d'y aménager deux entrées individuelles pour les maisons de ville et un escalier menant à une entrée commune.

Selon le *Règlement d'urbanisme 01-282*, le bâtiment doit avoir une hauteur minimale de 11 m et atteindre un maximum de 16 m, alors que le projet n'atteint que 9,50 m dans sa partie la plus basse et s'élève jusqu'à

24,5 m (articles 8 et 10). Selon l'article 81 du même règlement, un mur latéral d'un bâtiment non érigé sur la limite latérale d'un terrain doit être implanté à une distance égale ou supérieure à 2,5 m, alors que la marge latérale du passage au sud varie entre 1,3 m et 4,4 m.

Le local d'un rez-de-chaussée situé dans une catégorie d'usage M.7 doit être occupé par un usage commercial ou un équipement collectif ou institutionnel, alors que le projet prévoit des logements à ces niveaux sur la rue Clark (article 228).

Le projet ayant une superficie commerciale de 735 m², une unité de chargement de petite dimension est exigée (article 582). Le nombre d'unités de stationnement de plus petites dimensions ne doit pas représenter plus de 25 %, alors que ce sont toutes les unités du projet qui se classent dans cette catégorie (article 617.1).

Élément particulier : Le bâtiment se situe dans les aires de protection de La maison William-Notman et du monastère du Bon-Pasteur.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le contexte urbain du boulevard Saint-Laurent correspond à l'un des plus importants ensembles d'intérêt patrimonial de Montréal.

Considérant que : Le projet présente une volumétrie excentrique par rapport au contexte urbain du secteur, qui se caractérise par une hauteur moyenne en milieu d'îlot de 3 étages et un parcellaire variant entre 6 m et 14 m.

Considérant que : La façade du boulevard Saint-Laurent serait démontée et remontée et non conservée in situ.

Considérant que : Le projet offre l'occasion de combler une dent creuse qui marque le paysage urbain du boulevard depuis plus de 50 ans, et d'améliorer l'actuelle interface déficiente avec la rue Clark (quai de chargement en façade et ouverture barricadées).

Considérant que : L'aménagement de locaux commerciaux au rez-de-chaussée du boulevard Saint-Laurent est respectueux du caractère du boulevard, et que les logements proposés au rez-de-chaussée du côté de la rue Clark, s'harmonisent également à sa nature domestique.

Considérant que : Toutefois, la contigüité d'un local commercial et d'un logement pourrait nuire à la cohabitation harmonieuse des usages.

Considérant que : Sur le boulevard Saint-Laurent, l'alignement de la nouvelle façade qui se retire légèrement par rapport à celle de 1912, marque subtilement les époques des parties du bâtiment. Toutefois, sur la rue Clark, l'implantation du projet ne reprend aucun alignement des bâtiments adjacents.

Considérant que : Les niveaux de plancher des espaces commerciaux mettent en valeur la topographie en pente du site.

Considérant que : Les retraits progressifs d'un étage à l'autre attribuent au projet une expression architecturale plutôt horizontale, en opposition avec la modénature du tissu urbain environnant. La saillie du 3^{e} étage sur la façade ouest et du côté du passage contribue également à cet aspect, en plus d'assombrir les étages inférieurs et d'accentuer le décalage des niveaux avec le bâtiment voisin au sud.

Considérant que : L'utilisation de la pierre calcaire s'harmonise au cadre bâti d'origine de la Main, mais que la maçonnerie doit cependant être utilisée pour les niveaux inférieurs sur la rue Clark, et qu'à cet effet, une brique d'argile pourrait être envisagée compte tenu de l'importance de ce matériau sur cette rue.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, le comité mentionne qu'il pourrait être ouvert à étudier un nouveau projet de construction, si celui-ci respectait les conditions suivantes :

- **Volumétrie et design**
  - **Conserver in situ le mur d'origine sur le boulevard Saint-Laurent et offrir un recul du volume surplombant la façade d'au moins 5 mètres en tout point par rapport à la façade d'origine;**
  - **Ou si cela s'avère impossible, conserver le volume existant sur une profondeur de 11 mètres et ne pas construire au-dessus;**
  - **Rehausser les façades de façon à respecter en tout point la hauteur minimale prescrite par le *Règlement d'urbanisme 01-282*;**
  - **Réduire la hauteur du projet de façon à réduire son impact sur les rues et à s'harmoniser à celles du cadre bâti environnant. Prendre en considération la perspective offerte sur le projet à partir de la rue St-Norbert;**
  - **Réduire la saillie du 3e niveau au-dessus du passage au sud;**
  - **Bonifier l'expression architecturale du mur latéral nord;**
  - **Fournir un devis technique sur la méthode d'étaiement de la façade sur Saint-Laurent;**
  - **Fournir les détails de la restauration de cette façade.**

- **Façade sur Clark**
  - **Reprendre l'alignement des bâtiments adjacents sur la rue Clark;**
  - **Marquer davantage le parcellaire d'origine de la rue Clark;**
  - **Favoriser la maçonnerie au niveau de la rue plutôt qu'aux étages supérieurs et de façon à atteindre le critère de 80% de maçonnerie, tel qu'énoncé par le *Règlement d'urbanisme 01-282*;**
  - **Revoir l'intégration de la porte de garage donnant sur Clark, afin de permettre une meilleure insertion des portes d'entrée des maisons de ville;**
  - **Éviter l'effet de mur aveugle pour la portion sud de la façade sur Clark.**

De plus, une étude sur les techniques d'insonorisation à mettre en place entre le logement et le commerce devra être fournie.

De même, la demande de certificat d'autorisation de démolition devra être accompagnée d'une lettre de garantie monétaire égale à 15 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, et une seconde lettre de garantie monétaire égale à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment à démolir et de son terrain, afin de garantir la conservation et la restauration de la façade, et ce, tel que requis par le Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
s. o.
4.3.1

Objet : **PRÉSENTATION DU PPU DES FAUBOURGS**

Endroit : Arrondissement de Ville-Marie

Responsable : Bruno Collin, Charlotte Horny, Olivier Légaré et Christophe Ripeau

Description : Le territoire visé par le programme particulier d'urbanisme (PPU) est compris entre la rue Saint-Hubert à l'ouest, la rue Sherbrooke au nord et la rue Fullum à l'est. Il s'étend jusqu'au fleuve et comprend également les abords de la rue Notre-Dame, jusqu'à la rue du Havre. Couvrant une partie des districts électoraux de Saint-Jacques et de Sainte-Marie, ce territoire de 263 hectares représente près de 15 % de la superficie de l'arrondissement de Ville-Marie. Le secteur sud de l'arrondissement est une zone industrielle monofonctionnelle principalement accessible en automobile malgré son emplacement à l'entrée du centre-ville. Les portions qui sont demeurées résidentielles au nord du territoire des Faubourgs ont également vécu les impacts de ces années de rénovation urbaine et de croissance du trafic automobile qui ont rendu le domaine public beaucoup plus dangereux pour les piétons et les cyclistes.

Le PPU propose de rétablir la relation du quartier avec le fleuve, le Vieux-Montréal et l'est du centre-ville. Cette intention de décloisonnement et d'ouverture sur le fleuve oriente les propositions pour la trame de rue, les espaces verts et le cadre bâti. Les interventions majeures proposées pour le domaine public nécessiteront l'engagement de plusieurs acteurs publics et privés.

Une intégration urbaine renouvelée du pont Jacques-Cartier est également présentée dans l'optique d'améliorer les conditions de vie aux abords, de mettre en valeur cet ouvrage emblématique et les espaces verts l'entourant et de favoriser les transports actifs et collectifs.

L'approche générale pour la requalification du secteur au sud du territoire est de considérer tous les projets et les interventions en interrelation avec le milieu existant. Cela implique à la fois d'inscrire la requalification dans une dynamique de continuité et de complémentarité avec les quartiers environnants, et de prendre en compte les répercussions potentielles. Les qualités du milieu sont donc réaffirmées et renforcées, notamment sa diversité sociale, son patrimoine architectural, son réseau d'équipements collectifs et communautaires, ses activités commerciales et culturelles et ses pôles d'emplois.

Compte tenu de ces positions, le secteur de 53 hectares à redévelopper présente un potentiel de près de 7 500 logements, dont 1 500 logements sociaux, ainsi que de nouveaux équipements collectifs, des espaces

commerciaux et des bureaux pouvant regrouper plus de 14 000 emplois. Cela s'inscrit également dans la dynamique du réaménagement des Faubourgs montréalais – des Récollets, Saint-Laurent – privilégiant une densité de moyenne intensité et une mixité sociale et fonctionnelle.

Le tissu urbain tout comme le tissu social de Centre-Sud sont caractérisés par une mixité de populations et de fonctions, ainsi qu'une diversité de services et de lieux d'activités qui sont à préserver. Les interventions viseront donc à soutenir la vie qui s'y déroule et à conserver un quartier inclusif. Il s'agit aussi d'assurer le dynamisme et la diversité des commerces et des lieux d'emplois.

Les nouveaux secteurs qui vont être redéveloppés dans le sud du territoire devront répondre aux mêmes objectifs d'inclusion et de diversité, tout en développant leur propre identité, autour de nouveaux lieux de rassemblements et équipements collectifs.

L'un des premiers enjeux est de préserver, à court, moyen et long termes, une part de logements et de locaux abordables. En effet, le redéveloppement d'une partie du territoire représente à la fois une opportunité de répondre à des besoins et un risque pour le maintien des conditions d'abordabilité du milieu existant. Le second enjeu transversal est d'assurer les bonnes conditions pour une mixité de populations et d'activités, en misant sur les espaces communautaires et les espaces publics.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : En 2018, l'arrondissement de Ville-Marie a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour mener une démarche participative encadrant l'élaboration du PPU des Faubourgs. Cette consultation a pris la forme d'une séance d'information et de quatre forums thématiques, tenus en février et mars 2019. L'OCPM a déposé son rapport le 7 août 2019.

Par conséquent, suite à la présentation du PPU des Faubourgs, les membres désirent qu'une séance spéciale du Comité consultatif d'urbanisme soit organisée, afin de prendre le temps nécessaire pour les discussions et les commentaires.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
s. o.
4.3.2

Objet :	**MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE**
Endroit :	Arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	La demande vise à réviser les immeubles actuellement identifiés comme immeubles d'intérêt au *Règlement d'urbanisme 01-282* en intervenant sur le plan de l'annexe A pour retirer 6 immeubles d'intérêt existants découlant d'erreurs d'identification initiales lors de la précédente révision en 2013 (« Omnibus 1 »), de corriger le tracé de 27 immeubles d'intérêt existants, par l'ajout ou le retrait de parties de bâtiment résultant d'erreurs de délimitations lors de la précédente révision, et d'ajouter 73 nouveaux immeubles d'intérêt, dont 39 listés par le Plan d'urbanisme. Les changements proposés seront introduits à même le plan intitulé « Unités de paysage et immeubles d'intérêt » de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Les articles 127 et 127.23 du *Règlement d'urbanisme 01-282* prévoient des critères et caractéristiques supplémentaires à considérer dans le cadre d'une révision de projet préalable à la délivrance d'un permis ou certificat, notamment à l'égard du respect du caractère distinctif du bâtiment, à la protection de ses parties ou caractéristiques exprimant les conditions sociales, politiques, économiques ou technologiques de son époque de construction, au plan et aux matériaux d'origine. La proposition de modification est conforme aux objectifs du Plan d'urbanisme et du document complémentaire du Schéma d'aménagement.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Dans l'ensemble, les changements réglementaires proposés sont de nature à parfaire le cadre réglementaire actuel en bonifiant la protection de certains témoins incontournables du patrimoine montréalais.
Considérant que :	La proposition améliore également la cohérence entre la réglementation locale et les visées du Plan d'urbanisme en complétant l'exercice d'identification, comme immeubles d'intérêt, des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural du Plan, en plus de prévoir l'ajout de certains bâtiments complémentaires à ceux-ci ou aux anciens noyaux de quartier ou composant des alignements bâtis remarquables.

Considérant que : Cette révision permettra à l'arrondissement et au CCU d'avoir les outils nécessaires pour favoriser la préservation et la transmission de ce bâti d'exception.

Considérant que : Le détail de la centaine d'interventions proposées illustrées dans la présentation, ne pourra faire l'objet d'une évaluation adéquate de la demande et qu'il serait préférable pour les membres d'en prendre connaissance adéquatement avant de pouvoir émettre un avis lors d'une séance subséquente.

Par conséquent, le comité consultatif d'urbanisme reporte ce dossier à une séance subséquente.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001657606
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE (RÉVISION DE PROJET : VOIR 4.6.30)**
Endroit :	1300, avenue des Pins Ouest
Responsables :	Karine Ayotte et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser une marge latérale gauche de 1,5 m au lieu de 2,5 m tel que prescrit par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, dans le but d'assurer une intégration harmonieuse du concept architectural dans le cadre bâti et de la trame urbaine en autorisant un agrandissement de même gabarit que le bâtiment existant. Depuis 2016, plusieurs propositions du projet ont été présentées et toutes les propositions présentaient une marge latérale gauche de 1,5 m au lieu de 2,5 m. Le dernier concept architectural qui a été présenté au comité consultatif d'urbanisme en août dernier dans le cadre d'un avis préliminaire a reçu un avis favorable considérant que le gabarit de la proposition permet une intégration adéquate dans le paysage du secteur. Qui plus est, le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) a également émis un avis « verbal» favorable au présent projet. La proposition déroge à une disposition du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment à la marge latérale minimale de 2,5 m exigée étant donné que la hauteur maximale de la zone est de 16 m (article 81).
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et dans l'aire de protection de La maison Ernest-Cormier.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures.
Considérant que :	L'application de la disposition visée a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés, ce qui pourrait faire diminuer la qualité du projet en ayant un agrandissement moins compatible au niveau du gabarit du bâtiment existant.
Considérant qu' :	Une étude d'ensoleillement a été déposée et que cela permet d'affirmer que la dérogation mineure ne porterait pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Considérant que : L'implantation du bâtiment ayant une marge latérale de 1,5 m a toujours été présenté à l'Arrondissement depuis 2016.

Considérant que : Le *Règlement d'urbanisme 01-282* autorise dans certaines zones une marge latérale de 1,5 m lorsque la hauteur maximale est de 12,5 m et que conformément à ce qui précède, le projet proposé aurait une hauteur de +/- 10,68 m.

Considérant que : Le projet a reçu un avis favorable à la suite d'un avis préliminaire en août 2019.

Considérant que : La dérogation mineure ne concerne pas l'usage et ni la densité d'occupation du sol.

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que le demandeur devrait porter une attention particulière sur le drainage de la cour latérale comportant une pente importante.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001660820
4.4.2

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 2055, rue Drummond

Responsable : Bruno Collin et Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à déroger à la marge latérale du Règlement *d'urbanisme 01-282* ainsi qu'à la résolution CA17 240225 concernant l'implantation d'un volume en hauteur, pour la construction d'un complexe immobilier mixte comportant deux tours.

En 2017, une résolution de projet particulier a été adoptée afin d'autoriser la construction d'une tour sur ce même emplacement avec un empiétement d'un volume d'une hauteur de 120 m à l'intérieur d'une zone de 65 m de hauteur. Cet empiétement, d'une largeur de 10 m, comportait un porte-à-faux au-dessus de l'édifice patrimonial La Citadelle. Considérée trop massive, cette proposition n'a finalement jamais obtenu les autorisations requises. Le projet actuel présente une approche diamétralement opposée, qui requiert néanmoins une autorisation de dérogation mineure pour la marge latérale sud et l'implantation d'un volume en hauteur.

L'emplacement est situé dans le Mille carré doré, à même la partie sud du site patrimonial classé de la Maison Alcan, et entre les rues Drummond et Stanley. Il correspond plus précisément aux lots des bâtiments du Winter club (Donnacona), de « La Citadelle / Emmanuel Congregationnal », dont les entrées donnent sur la rue Drummond, et de la tour de l'Armée du Salut, accessible depuis la rue Stanley. L'îlot est sillonné par un réseau d'espaces verts privés et de galeries qui connectent aux bâtiments adjacents.

L'édifice projeté comprend un basilaire de 1 à 2 étages qui inclut le volume original du Winter Club, surmonté de deux tours de 38 étages (120 m), l'une positionnée du côté de la rue Drummond et l'autre en bordure de la rue Stanley. Le programme est constitué d'espaces commerciaux et d'espaces communs au basilaire, de 437 unités résidentielles, plusieurs terrasses communes végétalisées, ainsi qu'un stationnement intérieur pouvant accueillir 96 vélos et 405 voitures, qui connecte avec celui du Complexe de la Maison Alcan.

Le projet comporte plusieurs volumes disposés de façon à dégager les bâtiments existants et à maximiser les plans de façades fenestrés. Sur la rue Drummond, le volume de 6 étages qui se déploie au-dessus de la partie ouest de l'édifice Winter Club offre un retrait en angle par rapport à la façade existante. Au-dessus de ce volume s'élève une fine tour d'une

superficie de plancher brute de 640 m^2 par étage, implantée en retrait de la limite latérale sud. Sur Stanley, la seconde tour jumelle vient s'implanter plus au nord, à l'endroit où se trouve actuellement l'édifice de l'Armée du Salut. Les tours sont reliées au 17e étage par une passerelle. Le basilaire connecte quant à lui à la Citadelle par l'aménagement d'un jardin d'hiver intérieur.

Les volumes décalés offrent plusieurs surfaces de toits dotés de jardins suspendus, en plus de celui au sol entre les édifices Winter Club et La Citadelle. Des plantations sont également prévues en façade des 17 premiers étages de la tour ouest.

Élément particulier : Le bâtiment est situé dans le site patrimonial de la Maison Alcan et dans les aires de protection de L'édifice du Mount Stephen Club et de L'édifice du Mount Royal Club.

Remarque importante : CA17 240225 adoptée le 11 avril 2017 - *Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte*

Considérant que : La subdivision du projet avec deux tours fines (d'au plus 640 m^2 par étage) permet de conserver le volume de l'ancien Winter Club, ainsi que sa façade originale de la rue Stanley.

Considérant que : La volumétrie très verticale de la proposition permet le dégagement de l'édifice La Citadelle.

Considérant que : L'implantation étroite du projet en bordure de la rue Stanley permet de déplacer l'accès véhiculaire de façon à augmenter la largeur du passage piétonnier traversant le site.

Considérant que : La marge latérale de la tour Drummond permet d'offrir une façade fenêtrée du côté sud, visible depuis le boulevard De Maisonneuve.

Considérant que : La marge latérale de l'édifice Lechter (adjacent au sud du projet) est généralement égale à celle proposée immédiatement au nord et que le dégagement proposé permet une meilleure luminosité dans les fenêtres existantes.

Considérant que : Le traitement architectural proposé pour la nouvelle construction présente une grande sobriété en accord avec le caractère du complexe de l'ancienne Maison Alcan.

Considérant que : Les tours sont dénuées de balcon en hauteur permettant ainsi une expression architecturale d'une grande neutralité.

Considérant que : Le traitement architectural du côté de la rue Drummond est harmonisé avec la devanture conservée de l'édifice Winter Club (façade et premier volume) ainsi qu'avec l'édifice La Citadelle.

Considérant que : Les dérogations visées sont mineures, qu'elles ne causent aucun préjudice au voisinage et qu'elles permettent d'améliorer l'intégration architecturale du projet.

Considérant que : L'empiétement de la tour Drummond dans la zone de 65 m est beaucoup moins invasif que l'empiétement initialement autorisé à l'arrière de l'édifice La Citadelle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La façade originale de l'édifice Winter Club située en bordure de la rue Stanley devra être restaurée et intégrée au projet, de même que les arches métalliques de la structure intérieure.**
- **La marquise originale en façade de l'édifice Winter Club devra être restaurée et remise en place.**
- **La hauteur de la partie basse de la tour Drummond devra être réduite, afin de s'aligner le plus possible avec le bâtiment voisin au sud, l'édifice Lechter, et d'éviter la création d'un mur aveugle.**

Par ailleurs, les membres du comité font état de leurs inquiétudes face au maintien et à l'entretien de la végétation proposées aux balcons et dans les autres espaces communs. Ils sont d'avis qu'une clause de responsabilités pour ce volet devrait être incluse dans la convention de copropriété.

De plus, bien que l'idée de la passerelle soit acceptée à la majorité par le comité, certains membres soulignent qu'ils n'y sont pas favorables.

Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la salle et ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote de ce dossier.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001659193
4.4.3

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1459, rue Chomedey

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à autoriser l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant dérogeant à certaines normes du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Ce dernier stipule une série de normes devant être respectées lors de l'aménagement de ce type de construction. Or, la configuration particulière de la cour avant ainsi que l'implantation du bâtiment sur le lot 1 064 490, ne permettent pas de respecter l'ensemble des normes prescrites. La cour anglaise pourrait être aménagée en ajustant certaines normes à la configuration particulière de la cour avant et du bâtiment. Le propriétaire de l'immeuble désire profiter de la réalisation de ces travaux pour agrandir l'entrée principale du bâtiment. Selon le requérant, l'ajout de la cour anglaise permettrait une meilleure accessibilité au logement actuel. De plus, cela permettrait d'accroitre la luminosité au sous-sol. Aucun ajout de logement n'est, pour l'instant, envisagé.

L'immeuble visé est constitué du lot 1 064 490 du cadastre du Québec. Le bâtiment résidentiel comporte actuellement un logement réparti sur deux étages. Le sous-sol est assez élevé par rapport à la rue et constitue un espace habitable et passablement bien éclairé. Le bâtiment, en pierre grise, date de l'époque victorienne. Une mansarde en ardoise est présente à l'étage. Selon le registre foncier, le bâtiment aurait été construit dans les années 1870, il semble en bon état. Il fait partie d'un ensemble de cinq maisons de ville typique du secteur. En effet, plusieurs bâtiments similaires sont adjacents au bâtiment à l'étude ainsi que dans plusieurs rues limitrophes. Cependant, plusieurs de ces résidences ont été démolies au profit de grand complexe immobilier.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.

Considérant que : La construction de la cour anglaise en cour avant aurait un impact minime sur l'architecture générale du bâtiment. La superficie de 4,78 m² permet de conserver l'entièreté des ouvertures au sous-sol puisque le mur de béton de la cour anglaise sera construit vis-à-vis celle-ci. La partie restante de la cour sera végétalisée afin d'assurer un maximum de percolation des eaux de pluie et fournir de la verdure aux résidents de

l'immeuble et du secteur. Quant à la profondeur supérieure à celle prescrite, elle assure un meilleur dégagement pour les utilisateurs de la nouvelle entrée créée, soit 2,45 m entre le sol de la cour anglaise et le soffite perforé sous le balcon.

Considérant que : Le projet comporte un volet de rénovation de la façade du bâtiment, nécessitant une révision architecturale par le CCU. En plus des critères applicables pour la rénovation de la façade du bâtiment, les critères énoncés à l'article 433 du *Règlement d'urbanisme 01-282* seront observés par les membres du CCU lors d'une séance prochaine.

Considérant que : Plusieurs maisons de ville dont l'architecture est comparable, possèdent des cours anglaises en cour avant dans le secteur. Ces dernières s'intègrent harmonieusement au paysage urbain en plus de permettre la création de logements dans un secteur en demande. L'aménagement de cette cour anglaise permettra de rehausser la valeur du bâtiment sans pervertir son architecture typique de la fin du 19e siècle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La partie de la cour avant n'étant pas touchée par l'aménagement de la cour anglaise devra rester végétalisée. En ce sens, un plan d'aménagement paysager devra être présenté à l'arrondissement démontrant que cet aménagement tend à conserver environ 50 % de verdure en cour avant.**
- **Aucun arbre mature ne devra être coupé ou blessé.**
- **Les plans fournis pour la révision architecturale prévue à l'alinéa 2 de l'article 102 ainsi qu'à l'article 433 du *Règlement d'urbanisme 01-282* devront comprendre l'ensemble des éléments techniques nécessaires à l'aménagement de la cour anglaise.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001653500
4.4.4

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1927, avenue Papineau

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à autoriser l'aménagement de 4 cases de stationnement en cour avant sur l'avenue Goulet. Cette demande, exceptionnelle, fait suite à une erreur survenue lors de l'émission du permis de transformation 3000339819-13 le 9 juillet 2013. En effet, une modification réglementaire datant du 7 mai 2013, soit antérieure à la demande du permis, a révisé la définition de « façade ». Conséquemment, la cour donnant sur l'avenue Goulet, considérée comme une cour arrière avant la modification réglementaire, est devenue une cour avant. Malgré cela, les plans démontrant l'aménagement des quatre cases de stationnement ont été approuvés par l'arrondissement pour l'émission du permis précédemment cité. Or, l'article 610 du *Règlement d'urbanisme 01-282* n'autorise pas l'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant.

L'immeuble visé est constitué du lot 1 567 358 du cadastre du Québec, comprenant un bâtiment de 3 étages, occupé par l'usage « résidentiel ». Le bâtiment est composé de 8 logements dont 3 sont de superficie « 5 1/2 » pouvant ainsi accueillir des ménages avec enfant. L'immeuble se situe sur l'alignement zéro face à l'avenue Papineau. L'arrière du bâtiment donne sur l'avenue Goulet. Cette cour est également une cour avant. C'est dans cette dernière que le propriétaire désire aménager les 4 cases de stationnement faisant l'objet de cette étude.

Comme complément d'information, il faut savoir que le permis de transformation 3000339819-13 du 9 juillet 2013 autorisait l'aménagement d'une aire de stationnement dans la cour donnant sur l'avenue Goulet, et ce, malgré la modification réglementaire du 7 mai 2013 faisant de cette cour une cour avant. Le permis émis aurait dû prohiber cet aménagement. À la suite d'une contestation judiciaire en Cour municipale, suivi d'un avis de l'Ombudsman de Montréal, il a été recommandé à l'arrondissement d'autoriser l'aménagement des 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet. Selon l'Ombudsman de Montréal, les travaux devraient être exécutés selon les plans présentés dans le permis du 9 juillet 2013.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 9 mai 2013, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet avec conditions.

Décision déléguée 2136090086 du 16 juillet 2013 - *D'approuver, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, la réalisation des travaux tel qu'illustrés aux documents préparés par Grégory Giroux, architecte, et la Direction de l'habitation, et déposés le 2 juillet 2013 à l'arrondissement, concernant l'immeuble situé au 1925, avenue Papineau, suite à la demande de permis de transformation 3000704830.*

À la séance du 15 mai 2014, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet.

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.

Considérant que : La dérogation mineure permet de régulariser une erreur administrative lors de l'approbation du permis originel en plus d'éviter un futur préjudice lors de la vente de l'immeuble.

Considérant que : L'Ombudsman de la Ville de Montréal recommande à l'arrondissement de régulariser le litige avec le demandeur en autorisant l'aménagement de l'aire de stationnement tel que démontré dans les plans d'origine du permis de transformation 3000339819-13.

Considérant que : La qualité d'ensemble du projet soit l'utilisation d'un pavé alvéolé permettant de transformer l'aire de stationnement en terrain de jeu accessible aux familles de l'immeuble, maximise la perméabilité de la cour en plus d'offrir un minimum de verdissement pour les occupants de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001624544
4.5.1

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 420, rue Sherbrooke Ouest

Responsable : Karine Ayotte

Description : La demande vise à autoriser l'usage « Université » pour une partie du rez-de-chaussée afin d'y aménager un vestibule pour l'entrée des usagers de l'université et occuper le 2e étage dans le but d'y aménager des classes pour des activités éducatives.

L'immeuble visé est situé au 420, rue Sherbrooke Ouest où est autorisé l'usage principal « maison de chambres » pour une résidence étudiante. La conversion complète du bâtiment a été réalisée en 2014 dans le cadre d'un réaménagement de l'hôtel en maison de chambres pour étudiants.

Ce projet est nécessaire dans le cadre de la rénovation des auditoriums de l'université situés dans le Pavillon Learock sis au 855, rue Sherbrooke Ouest. L'Université McGill a alors signé un bail afin de louer une superficie de 30 207p² comprenant le 2e étage où seront situées les classes et une superficie supplémentaire pour le vestibule au rez-de-chaussée pour l'entrée des usagers.

Il n'implique aucune modification extérieure du bâtiment.

Des travaux au rez-de-chaussée sont prévus afin de limiter l'accès aux locaux destinés aux usagers de l'Université McGill. En effet, une entrée dédiée à l'usage exclusif des usagers de l'Université McGill serait aménagée et cette entrée serait située à l'intérieur d'un vestibule qui donnerait accès aux classes par des escaliers mécaniques. Les ascenseurs ne seraient utilisables que par des personnes en situation de handicap ne pouvant utiliser les escaliers mécaniques.

Un réaménagement des espaces communs situés au 2e étage de la maison de chambres qui sont présentement utilisés comme salles d'études serait nécessaire dans le but de créer 3 classes totalisant 410 sièges pour les activités éducatives des étudiants, professeurs, employés et invités de l'Université McGill. Étant donné que les travaux pour l'aménagement des salles d'études ont été réalisés en 2019, les travaux pour créer ces classes seront mineurs. Un permis de transformation sera déposé dans les prochaines semaines dans le cadre de la présente demande. Notons que ces classes seraient uniquement utilisées pour l'usage « université ».

Aucun stationnement pour voiture n'a été prévu, néanmoins l'Université

McGill a fait ajouter des stationnements à vélo dans les installations du propriétaire et l'immeuble est situé à proximité du bâtiment Strathcona Music qui possède déjà des stationnements pour vélo.

Enfin, les locaux seraient accessibles de 7h30 à 22h30 seulement, ce qui concorde avec les heures d'ouverture régulières de l'Université. Ces heures permettraient de limiter les conflits de cohabitation avec la résidence pour étudiants.

L'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant qui se caractérise par une zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité et une zone de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal autorisant des commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CA15 240172 adoptée le 14 avril 2015 - *Autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour le stationnement souterrain existant du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie*

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande d'usage conditionnel.

Considérant que : L'usage proposé est en lien avec l'usage actuel « maison de chambres » pour étudiants.

Considérant que : Une gamme variée d'établissements commerciaux et institutionnels sont à proximité, dont plusieurs pavillons de l'Université McGill.

Considérant que : Des travaux seraient seulement réalisés à l'intérieur du bâtiment.

Considérant que : Le vestibule distinct permettrait uniquement aux usagers de l'Université McGill d'accéder aux locaux de l'usage « université » qui seraient situés au 2e étage.

Considérant que : Les espaces réservés pour l'Université seraient seulement accessibles entre 7h30 et 22h30 tels que les heures d'ouverture régulières de l'Université.

Considérant que : Des espaces à vélo ont été ajoutés dans le bâtiment pour suffire à la demande.

Considérant que : Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001639937
4.6.1

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	425, boulevard De Maisonneuve Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne lumineuse en lettres de type « channel » hautes de 0,36 m, formant l'inscription « La Capitale » accompagnée du logo de l'entreprise. Cette enseigne, installée au bandeau métallique à gauche de la marquise d'entrée, remplace une enseigne présentée précédemment au comité. Cette dernière était de plus grande envergure et son installation était proposée au-dessus de la marquise.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Un projet d'enseigne similaire a été présenté aux membres du CCU à la séance du 11 avril 2019 dans le cadre de la révision de projet, et a reçu un avis favorable. La proposition est modifiée et nécessite un nouvel avis du comité.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est positionnée à un endroit adéquat à proximité de la marquise d'entrée du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001632776
4.6.2

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	1981, avenue McGill College
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux podiums d'affichage communautaire à l'esplanade avant de l'édifice BNP Paribas, conçu par l'architecte René Menkes en 1981. Les panneaux supportant l'affichage des podiums existants sont remplacés, alors que les bases de granit sont conservées *in situ* et réutilisées pour les nouveaux podiums. Le podium n° 1, situé dans la portion Nord de l'esplanade, présente une hauteur de 5 m, incluant la base de granit existante de 1,2 m. Les lettres découpées au laser sont illuminées, alors que le fond est en métal opaque de couleur noire. Le podium n° 2, situé dans la portion sud de l'esplanade, présente une hauteur de 5,3 m, incluant la base de granit existante de 1,5 m. Comme pour l'autre podium, les lettres découpées au laser sont illuminées, alors que le fond est en métal opaque de couleur noire.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 519 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les podiums présentent une facture assez sobre, en réutilisant les bases de granit existantes.
Considérant que :	La proposition de deux podiums peut être justifiée par la présence de la sculpture *Illuminated crowd* de l'artiste Raymond Masson, qui scinde l'esplanade en deux sous-espaces.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001521676
4.6.3

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1000, rue Saint-Denis
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de vingt unités mécaniques au toit de la phase 01 du complexe du CHUM. Les unités, hautes de 1,4 m, sont un peu plus élevées que les parapets existants au pourtour de la toiture, eux-mêmes hauts de 1,1 m. Les équipements sont déjà installés sur le site.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Le projet a déjà fait l'objet d'une quinzaine de présentations au CCU depuis 2012, à la fois pour le plan d'ensemble incluant les phases 1 et 2, de même que pour plusieurs modifications apportées à la phase 1 au cours du chantier de construction. Décret 703-2009 du 18 juin 2009 - *Adoption d'un décret faisant du territoire visé par le CHUM une zone d'intervention spéciale et modifiant certains paramètres du règlement 06-040* ; CM10 0398 du 17 mai 2010 - *Adoption d'une modification du Règlement autorisant l'implantation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) au 1000, rue Saint-Denis (06-040-1). Cette modification concerne la capacité du stationnement du CHUM et la volumétrie du CRCHUM* ; D2104400232 de juin 2010 - *Délivrance du permis de construction du CRCHUM situé entre les rues Saint-Antoine et Guy-Frégault, l'avenue Viger et le prolongement de la rue Sanguinet* ; D2104400138 du 25 août 2010 - *Délivrance des permis de démolition pour les bâtiments sis aux 1010 à 1048, rue Saint-Denis et 256, rue de La Gauchetière* ; Décret 540-2011 du 1er juin 2011 - *Adoption d'un décret faisant du territoire visé par le CHUM une zone d'intervention spéciale et modifiant certains paramètres du décret 703-2009* ; D2126090046 du 21 décembre 2012 - *Délivrance du permis de construction pour la structure et l'enveloppe du bâtiment principal situé sur le quadrilatère compris entre le boulevard René-Lévesque, les rues Sanguinet et Saint-Denis et l'avenue Viger* ;

D2146347058 du 21 octobre 2014 - *Délivrance du permis de construction du bâtiment A' du CHUM situé sur l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Sanguinet, de la Gauchetière et Saint-Elizabeth* ;

CA15 240496 adoptée le 9 septembre 2015 - *Dérogation mineure afin d'autoriser une dérogation mineure pour la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Sanguinet* ;

D2156347225 de juillet 2015 - *Délivrance du permis de transformation relatif à la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Sanguinet* ;

D2146347270 du 4 mai 2016 - *Délivrance du permis de transformation relatif à la construction du clocher de la rue Saint-Denis* ;

CM08 0407 du 26 mai 2018 - *Adoption du Règlement autorisant l'implantation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) au 1000, rue Saint-Denis (06-040).*

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences et aux critères du *Règlement 06-040.*

Considérant que : Les unités ne sont que légèrement plus élevées que les parapets de la toiture, et ne sont pas visibles depuis la voie publique.

Considérant que : Selon le *Règlement 06-040*, les éléments mécaniques et techniques doivent être intégrés à la volumétrie des bâtiments.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001642895
4.6.4

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	460, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne non lumineuse de forme carrée d'environ 1,25 m de côtés dans l'alcôve d'accès d'un bâtiment de 10 étages datant de 1910, selon les registres de la ville. L'enseigne consiste en une plaque d'acier inoxydable avec l'insertion de lettre en plexiglas de couleur bleue. L'enseigne est fixée au mur latéral de l'alcôve, à proximité du soffite.
Élément particulier :	Aucun
Remarques importantes :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La suspension est un mode d'accrochage existant pour les enseignes de certains commerces de ce bâtiment (H&M et Best Buy).
Considérant qu' :	Une seule enseigne non lumineuse et de dimensions réduites pourrait être envisagée dans cette alcôve d'accès commun du bâtiment.
Considérant que :	L'installation asymétrique dans un coin de l'alcôve convient peu à la composition générale du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir une enseigne non lumineuse d'un carré maximal de 0,6 m de côté, suspendue au centre de l'alcôve. Cette enseigne serait la seule autorisée dans les limites de cette alcôve.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001646445
4.6.5

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1781, rue Saint-Denis
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser la démolition d'un avant-corps sur un bâtiment datant de 1875, selon les registres de la ville. L'avant-corps n'est pas contemporain de la construction du bâtiment et daterait plutôt de 1948 selon les archives des permis. Des travaux de ragréage sont prévus à la façade, de même que l'aménagement d'une cour anglaise ceinte d'un garde-corps en acier.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127.16 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les modifications proposées visent la restauration de la volumétrie d'origine du bâtiment.
Considérant que :	La proposition de façade, d'une facture simple, reste compatible à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Le traitement proposé de la cour anglaise et l'installation du garde-corps auront pour effet de créer une zone en dépression relativement au niveau du trottoir.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Bonifier le traitement du coin en évitant le plus possible le garde-corps sur Ontario et privilégier des changements de niveau plus progressifs.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001643059
4.6.6

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1318, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement d'une fenêtre au 2e étage d'un bâtiment datant de 1875, mais donc l'apparence semble avoir été transformée au cours des années 1950. La nouvelle fenêtre comporte un pied-droit de 12 cm de large séparant deux sections fixes, et deux autres sections à battant aux extrémités. Le remplacement se fait dans le cadre de la transformation de cet étage en résidence et le pied-droit dissimule une nouvelle cloison intérieure. La fenêtre existante a été installée en 2000 (permis n° 1000909800).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	CA19 240193 adoptée le 9 avril 2019 - *Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « habitation » aux 2e et 3e étages d'un bâtiment situé au 1318 rue Sainte-Catherine Est*
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282.*
Considérant que :	La fenêtre proposée est similaire à celle autorisée par permis en 2000.
Considérant que :	La proposition de fenêtre reste compatible à l'architecture du bâtiment, les fenêtres à battant étant alignées sur celles présentes au 3e étage.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001650775
4.6.7

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	204, place D'Youville
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne de type potence à la façade avant d'un édifice de 4 étages datant de 1894, selon l'inventaire patrimonial du Vieux-Montréal. L'enseigne, haute de 0,6 m et large de 0,4 m, est épaisse de 9 cm. Les lettres « Uville, hôtel sur le parc » sont lumineuses sur un fond opaque de couleur noire.
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal).
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 514 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est positionnée à un endroit adéquat à proximité de l'entrée du bâtiment. Ses dimensions permettent une intégration adéquate à son architecture.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001612140
4.6.8

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1901, boulevard de Maisonneuve Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le percement d'une nouvelle ouverture au niveau rez-de-chaussée de la façade ouest d'un édifice d'usage mixte (commercial et résidentiel) construit en 1987 selon les registres de la ville. La nouvelle fenêtre fixe, large de 2,1 m et haute de 1,3 m, est sensiblement alignée sur l'alcôve du niveau directement supérieur et dessert un espace commercial.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.21 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	La proposition permet une ouverture sur le domaine public qui participera positivement à son animation.
Considérant que :	La proposition reste compatible à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001633282
4.6.9

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3407, rue Peel
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser le retrait du parement de crépis de la façade ouest de l'aile de 15 étages située sur la rue Sherbrooke, et son remplacement par de nouveaux panneaux métalliques EZ-clip de la compagnie Panfab. Les panneaux sont de couleur grise de la base jusqu'au 12^{e} étage, alors que les volumes arrière (incluant les 14^{e} et 15^{e} étages) sont recouverts de panneaux métalliques de couleur noire. Des panneaux noirs sont également proposés comme accent entre les fenêtres. Des ouvertures sont percées aux 20^{e} et 21^{e} étages de la façade est. Le bâtiment à l'étude fut construit en 1956, et transformé en 1983 à la suite d'un incendie majeur. Les revêtements extérieurs de béton furent alors remplacés par un nouveau parement de crépis toujours en place aujourd'hui.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Une demande pour appliquer le même traitement à la façade de la rue Sherbrooke du bâtiment a reçu un avis favorable du CCU lors de la séance de septembre 2018.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.8 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux tendent vers une amélioration de l'apparence extérieure du bâtiment, et une meilleure intégration de celui-ci au milieu d'insertion.
Considérant que :	Les matériaux préconisés dans l'unité de paysage Centre-Ville sont le béton, la brique, l'acier et le verre.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001631916
4.6.10

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	4, place Ville-Marie
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne lumineuse à la tête d'un des bâtiments du complexe de la place Ville-Marie, et qui serait visible depuis l'axe de l'avenue McGill Collège. L'enseigne consiste en des lettres de type « channel » formant l'inscription « Station Fintech Montréal » accompagnées du logo de l'entreprise. Considérant la hauteur d'installation de 31 m, la superficie préconisée au règlement est de 3,1 m². L'enseigne, large de 5 m et haute d'environ 2 m, présente une superficie totale de 10 m² soit plus de trois fois le critère prévu au règlement.
Élément particulier :	Le bâtiment est un immeuble d'intérêt à la réglementation d'urbanisme.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 517 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est d'une superficie allant au-delà de celle préconisée au *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le complexe de la place Ville-Marie est techniquement un seul lot, et le règlement préconise qu'une seule enseigne au-dessus de 16 m ne doit pas être visible d'un même point.
Considérant que :	L'ajout de cette enseigne aurait un impact négatif sur le paysage de l'avenue McGill College considérant la présence de l'enseigne déjà en place au 3, place Ville-Marie.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001646403
4.6.11

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	2070, rue Saint-Denis
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes à plat sur la façade du commerce. On retrouvera l'inscription « PUB SHOBY » en lettrage blanc rétroéclairé sur fond noir sur les deux enseignes. La première, d'une dimension de 2,79 m par 0,36 m et disposée en arc, sera localisée au-dessus de la porte d'entrée du commerce. L'autre, mesurant 0,77 m par 13 m, sera localisée au sud de la porte d'entrée, au-dessus d'une boîte servant à afficher le menu du commerce (qui ne nécessite pas de certificat d'autorisation).
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les deux enseignes en saillie proposées s'harmonisent à l'architecture du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001615319
4.6.12

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1231, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en saillie d'une dimension de 1,8 m par 0,6 m, sur laquelle on retrouvera l'inscription « ESPORTS CENTRAL » en lettrage blanc rétroéclairé sur un fond noir et rouge. L'enseigne sera localisée près de l'entrée du commerce, à 2,4 m du niveau du trottoir.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne en saillie proposée s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	La localisation de l'enseigne en saillie proposée est harmonisée avec les autres enseignes déjà présentes sur le bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001653436
4.6.13

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	1230, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne en saillie sur l'édifice d'une dimension de 0,64 m par 0,51 m, localisée à 3,0 m au-dessus du niveau du trottoir. On y retrouvera l'inscription « OAKLEY » en lettrage blanc rétroéclairé ainsi que le logo du commerce sur un fond noir.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'établissement compte déjà 2 enseignes à plat de taille importante.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001643295
4.6.14

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroits :	705, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne à plat sur la façade du commerce. L'enseigne proposée, d'une dimension de 3,40 m par 0,37 m, est composée de lettrage blanc rétroéclairé formant l'inscription « VÊTEMENTS ». Cette inscription reprend la largeur de l'enseigne « GAP » déjà présente sur la façade. Une fois combinées, ces deux enseignes auront une superficie de 3,40 m par 3,24 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 472.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée s'intègre à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée reprend la même largeur et coloris que l'enseigne déjà présente sur la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001632637
4.6.15

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	666, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes à plat sur l'édifice. L'inscription « TIDAN » en lettrage blanc rétroéclairé se retrouvera sur les deux enseignes comportant un fond noir. Celle localisée sur la rue Sherbrooke, au-dessus de la porte d'entrée, aura une dimension de 4,19 m par 0,50 m. Elle sera située devant la portion fenestrée haute de la vitrine commerciale. La deuxième enseigne surplombera une porte d'entrée secondaire sur le boulevard Robert-Bourassa et aura une dimension de 2,43 m par 1,21 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat surplombant l'entrée localisée sur le boulevard Robert-Bourassa s'intègre à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée sur la rue Sherbrooke obture une grande portion de la partie haute de la vitrine commerciale.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer une enseigne à plat sur la rue Sherbrooke dont la largeur s'harmonise avec l'imposte surmontant la porte d'entrée double de l'édifice.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001629649
4.6.16

Objet :	**DEMANDES DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2516-2518, rue Logan
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser de deux portes en façade. Les deux portes proposées, en acier peint noir, comportent un vitrage de 0,56 m de large par 1,63 m de haut. Le modèle proposé ne reprend pas forme d'origine supposée de la porte, qui comporterait un vitrage d'une hauteur variant entre 1,1 m et 1,27 m et un caisson au bas.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les portes proposées ne reprennent pas la forme et l'apparence de celles qu'on retrouvait à l'origine sur le bâtiment.
Considérant que :	Le maintien des caractéristiques d'origine sur les façades des bâtiments du secteur contribue à l'ambiance du secteur et permet de préserver le patrimoine vernaculaire.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des portes comportant un caisson au bas et un vitrage clair d'une hauteur variant entre 1,1 m et 1,27 m.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001629299
4.6.17

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1635, rue Fullum
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement des portes et fenêtres des 2e et 3e étages sur la façade arrière ainsi que l'ajout de 2 portes patio à l'arrière. Cette façade est visible depuis la rue Logan, mais les nouvelles ouvertures du rez-de-chaussée ne seront à peu près pas visibles puisque le terrain est clôturé.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est très faible puisque la portion de la façade arrière modifiée est peu visible depuis la rue Logan.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001614418 et 3001614424
4.6.18

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS ET DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	3180, chemin Saint-Sulpice
Responsable :	Louis Routhier
Description :	Les demandes visent à autoriser des modifications mineures aux éléments suivants : ▪ L'élimination d'une fenêtre en façade arrière au sous-sol 1 ; ▪ Une composition différente des fenêtres au sous-sol 2, afin que ces dernières reprennent la composition des fenêtres des étages supérieurs ; ▪ Des modifications mineures à l'escalier de pierre en cour latérale et à certaines bordures de pierre.
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans le site patrimonial cité du Mont-Royal.
Remarque importante :	À la séance du 5 octobre 2017, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet, aux conditions suivantes : ▪ Sur la façade latérale, abaisser la hauteur de la nouvelle porte afin qu'elle soit située entièrement dans le mur de fondation ; ▪ Dans la cour arrière, conserver la topographie naturelle du terrain ; ▪ Mettre en place des mesures pour protéger les arbres pendant les travaux. Les travaux visés par les deux présentes demandes n'ont pas fait l'objet de condition de la part du Comité.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 103, 104, 105 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact des interventions sur l'architecture du bâtiment est très faible.
Considérant que :	Les modifications au plan d'aménagement paysager sont mineures et n'altèrent pas son concept original.
Considérant que :	Les interventions proposées ne sont pas visibles de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de ces demandes.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001621918
4.6.19

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS**
Endroit :	3184, chemin Saint-Sulpice
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la construction d'un escalier en pierre en cour latérale de la maison construite en 1929. Les travaux ont déjà été réalisés.
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans le site patrimonial cité du Mont-Royal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 100, 103, 104, 105 et 127.10 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment est faible et que les matériaux utilisés sont de qualités.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001642896
4.6.20

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2035, rue Crescent
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres aux 2e et 3e étages de l'édifice construit en 1900. Un seul modèle de fenêtre est proposé, en bois recouvert d'aluminium à l'extérieur. Il comporte une imposte fixe divisée en 9 carreaux et occupant le quart supérieur de la fenêtre. On retrouve également un battant ainsi qu'une portion fixe, de même largeur, dans la partie basse de la fenêtre. Le modèle de fenêtre proposé ne reprend la forme des fenêtres d'origine du 2e étage ni du 3e étage. Une autorisation est requise en vertu de *la Loi sur le patrimoine culturel du Québec* (LPC).
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans les aires de protection de L'édifice du Mount Royal Club et de La façade des Appartements-Bishop Court.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment des travaux est important, puisqu'il fait disparaître des composantes d'origine de la façade.
Considérant que :	La proposition efface toute trace de la hiérarchie entre les 2e et 3e étages que l'on pouvait lire en façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Proposer des fenêtres aux 2e et 3e étages qui reprennent la forme et l'apparence d'origine de celles en place.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001652276
4.6.21

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2000, rue Mansfield
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le percement de deux nouvelles portes dans le mur-rideau de l'édifice. La porte proposée donnant sur la rue Mansfield, localisée dans la portion Nord de la façade, sera complètement vitrée. Afin de ne pas débattre sur le domaine public, une alcôve de 1,41 m par 2,74 m, occupant deux baies du mur-rideau, sera créée. Son mur sud sera recouvert d'aluminium et son mur nord sera fenêtré. La base en granit de la vitrine sera également coupée afin de dégager un passage. Sur la façade latérale, visible de la rue Mansfield, une porte sera percée au niveau de la terrasse, en contrebas d'un mètre par rapport au trottoir. La porte, dans le plan du mur-rideau existant, sera vitrée dans son ensemble et une imposte ainsi qu'un panneau latéral sont prévus afin de remplir le module remplacé du mur-rideau. Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC).
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans l'aire de protection de l'aire de protection de L'édifice du Club-Universitaire-de-Montréal.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment de la porte sur la terrasse sera faible vu sa position.
Considérant que :	L'ajout d'une alcôve sur la partie nord de la façade Mansfield altérera la façade en créant une interruption importante dans le mur-rideau ainsi que dans la base de granit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Localiser la porte et son alcôve en bordure d'un changement de niveau de la base de granit afin de diminuer l'importance de l'interruption de l'assise du bâtiment. Par exemple, elle pourrait être localisée tout juste au sud de l'axe structural 8.**
- **Proposer du verre pour les deux murs bordant l'alcôve proposée.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001644194
4.6.22

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	2100, boulevard De Maisonneuve Est
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le percement de 5 nouvelles fenêtres sur la façade Laforce du bâtiment. Ces ouvertures, de forme allongée, sont situées au rez-de-chaussée dans une portion actuellement aveugle de la façade. Elles seront fixes et leur limite supérieure sera alignée avec les vitrines qu'on retrouve ailleurs au rez-de-chaussée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres proposées s'intègrent adéquatement à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Les nouvelles ouvertures contribueront à l'animation du rez-de-chaussée et de la rue Laforce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001587894
4.6.23

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**

Endroit : 65, rue Saint-Paul Ouest

Responsable : Louis Routhier

Description : La demande vise à autoriser le retrait de terrasses combustibles, la construction d'une nouvelle passerelle menant aux issues, des modifications à la volumétrie des constructions hors toit ainsi que l'installation d'un parement de zinc sur ces dernières.

La majorité des terrasses et des édicules leur donnant accès ont été construits sans permis au fil des années. Ces éléments n'ont pas obtenu d'autorisation de la part de l'arrondissement ni du ministère de la Culture et des Communications et ont fait l'objet de plusieurs litiges.

Suite à un incendie en 2015, la Régie du bâtiment du Québec a exigé une série travaux et de mesures de mitigation pour assurer la sécurité des résidents du complexe. Ces travaux ont nécessité une longue planification et font l'objet de la présente demande. Les travaux sont présentés au comité dans leur globalité et seront ensuite subdivisés en demandes individuelles des copropriétaires de l'édifice. Les demandes individuelles devront respecter l'ensemble des paramètres présentés dans les plans accompagnant cette demande. Il est à noter que le projet tel que présenté respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Onze terrasses privatives seront donc reconstruites avec des dalles de porcelaine, 10 édicules privatifs et une salle mécanique seront recouverts d'un revêtement de zinc et 3 édicules (614, 615 et 619) seront modifiés puis recouvert du même revêtement de zinc afin de bonifier les reculs par rapport aux façades. Des garde-corps en verre borderont les terrasses et des écrans d'intimité de 2 m de haut sont prévus entre chaque terrasse.

Une autorisation est requise en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec (LPC). L'avis préliminaire de la Division du patrimoine est favorable.

Élément particulier : Le bâtiment se situe dans le site patrimonial déclaré de Montréal (Vieux-Montréal).

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.22 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Globalement, l'impact sur l'architecture du bâtiment des constructions hors toit est faible et qu'elles demeurent peu visibles depuis la voie publique.

Considérant que : L'uniformisation des matériaux de revêtement, des terrasses et des garde-corps favoriseront l'intégration des constructions horst-toit aux volumétries variables.

Considérant qu' : Un recul suffisant des constructions hors toit par rapport aux façades devrait être proposé.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Éliminer la verrière de l'unité 619 afin de respecter l'alignement avec les autres constructions hors toit.**
- **Positionner les écrans d'intimité en recul de deux fois leur hauteur par rapport à toutes les façades du bâtiment.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001645279
4.6.24

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1170, rue Mackay
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser des modifications mineures à la façade du bâtiment en construction. La vitrine du rez-de-chaussée a été modifiée afin de prévoir une entrée dédiée au local des cases postales. Une vitrine d'un futur local commercial a également été modifiée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.16 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'impact sur l'architecture du bâtiment des modifications est nul.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001615525
4.6.25

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1625, rue Fullum
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser le remplacement de deux balcons sur l'immeuble. La configuration du balcon du rez-de-chaussée, qui donne accès à tous les logements, sera modifiée. Un accès latéral remplacera l'accès par devant. Quatre poteaux de bois massif supporteront les balcons et garde-corps en barrotins de bois proposés. Le balcon de l'étage comportera un fascia ouvragé rappelant la corniche supportant la fausse mansarde du bâtiment. Finalement, un treillis est prévu pour obturer le vide sous le balcon du rez-de-chaussée. Ce dernier sera situé à 0,53 m de la limite de lot.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105 et 127.21 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le balcon proposé participera à la mise en valeur du bâtiment à l'étude.
Considérant que :	La configuration proposée de l'escalier est en rupture avec la typologie dominante que l'on retrouve sur la rue Fullum.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Opter pour un palier réduit permettant un escalier perpendiculaire à la rue, à l'image de ce qui se fait dans la rue.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001632163
4.6.26

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1506, rue Victor-Hugo
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la réfection de l'entrée véhiculaire et du perron de la résidence. Les murets courbes seront remplacés par des murets orthogonaux, mais les surfaces pavées et les surfaces végétalisées demeurent les mêmes. Un pavé de béton est prévu au sol, tandis que les murets et le perron d'entrée seront en béton coulé. Des garde-corps en verre avec des cadres d'aluminium soudés sont proposés.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 102, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux de réfection des aménagements paysagers proposés sont discrets auront peu d'impact sur le milieu.
Considérant que :	Les surfaces végétalisées de l'aménagement paysager proposé sont équivalentes à celles actuelles.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001632172
4.6.27

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX EXTÉRIEURS**
Endroit :	1510, rue Victor-Hugo
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser la réfection du perron de la résidence. Le perron d'entrée et son muret de béton seront en béton coulé. Des garde-corps en verre avec des cadres d'aluminium soudés sont proposés.
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 102, 103, 104, 105 et 127.8 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Les travaux de réfection des aménagements paysagers proposés sont discrets auront peu d'impact sur le milieu.
Considérant que :	Les surfaces végétalisées de l'aménagement paysager proposé sont équivalentes à celles actuelles.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001592854
4.6.28

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNES COMMERCIALES**
Endroit :	330, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Louis Routhier
Description :	La demande vise à autoriser l'installation de deux enseignes à plat. Puisque le bâtiment fait face à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, les enseignes doivent être révisées en vertu du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282*. La première enseigne à plat, d'une dimension de 0,68 m par 2,36 m, comporte une face en faux bois sur laquelle on peut lire les inscriptions « Marché Coin d'Asie » ainsi que « VICEVAPE » en lettrage blanc rétroéclairé. Elle est localisée sur le coin tronqué du bâtiment, à cheval entre l'ouverture de l'alcôve d'entrée et les murs de maçonnerie. La deuxième enseigne à plat, d'une dimension de 0,91 m par 5,74 m, comporte une face en faux bois sur laquelle on peut lire l'inscription « Marché Coin d'Asie » en lettrage blanc rétroéclairé. Elle est localisée sur la façade Sherbrooke du bâtiment, au-dessus d'une fenêtre et de l'alcôve d'entrée.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 12 septembre 2019, le CCU a émis un avis préliminaire favorable pour un autre commerce situé au rez-de-chaussée du même bâtiment aux conditions suivantes : ▪ Éliminer les 2 enseignes en saillie ; ▪ Proposer, si requis, une enseigne à plat de petite dimension localisée dans l'alcôve de l'entrée du commerce afin de le rendre visible depuis la rue Sherbrooke.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences de l'article 455.2 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne à plat proposée au coin du bâtiment s'intègre ne s'intègre pas adéquatement au bâtiment et a pour effet de réduire la hauteur libre de l'alcôve d'entrée.
Considérant que :	L'enseigne à plat sur la façade Sherbrooke est adéquatement localisée dans l'entablement du bâtiment.

Considérant que : L'enseigne à plat sur la façade Sherbrooke est de trop grande dimension.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Éliminer l'enseigne à plat au coin du bâtiment.**
- **Proposer, sur la façade Sherbrooke, une enseigne à plat de plus petite hauteur.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que le fond en faux bois proposé de l'enseigne à plat n'est pas adéquat pour le contexte du bâtiment et invite le demandeur à opter pour un fond s'y intégrant mieux.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001586780
4.6.29

Objet : **DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION**

Endroit : 1201, place Phillips

Responsable : Bruno Collin

Description : La demande vise les deux premières phases du projet « 1 Square Phillips », qui compte trois phases. Pour rappel, ce projet vise la construction d'un complexe immobilier mixte sur un des derniers grands terrains vacants du centre des affaires, aux abords du square Phillips. Il est soumis à la procédure de révision du titre VIII du *Règlement d'urbanisme 01-282* parce qu'il comporte une volumétrie en surhauteur et parce qu'il est situé dans l'unité de paysage CV.

Le projet a déjà fait l'objet d'un avis favorable du CCU lors de la séance du 11 avril 2019. À cette occasion, le CCU a également demandé de revoir le projet dans le cadre de l'étude du permis de construction. Cette deuxième révision devait comporter des précisions quant aux aspects suivants :

- Détails relatifs au stationnement pour vélos (quantité, accessibilité et localisation) ;
- Analyse des impacts éoliens ;
- Détails de construction du mur-rideau et des garde-corps de balcon ;
- Détails de l'aménagement paysager au sol, et sur les toits-terrasses ;
- Dépôt des échantillons de matériaux.

Le CCU a également recommandé de porter une attention particulière au traitement architectural de la façade sur rue, qui devrait être en parfaite continuité avec le rythme des ouvertures et les proportions de maçonnerie des édifices significatifs du square. L'usage d'une pierre grise et d'un métal naturel de type zinc est enfin mentionné comme étant souhaitable.

Précisions demandées
Tout d'abord, mentionnons que le projet comportera 275 supports à vélo au sous-sol pour la première phase de construction (la tour) et 162 supports additionnels, également au sous-sol, pour la phase 2 (la barre de 20 étages). L'accès du stationnement pour vélo sera aménagé en parallèle de la rampe d'accès au stationnement d'autos, qui est prévue dans la cour intérieure.

L'étude des impacts éoliens démontre que le projet aura peu de conséquences sur les conditions actuelles, ce qui s'explique en grande partie par le fait que le projet est protégé par un massif bâti au pourtour de

l'îlot, et aussi par le fait que le volume de grande hauteur est relativement étroit en considération de la dimension du site. Les principaux impacts se feront sentir en hiver dans la cour intérieure, et plus précisément dans le passage de la porte-cochère prévue du côté est de la cour.

De la même façon, les impacts sur l'ensoleillement sont relativement faibles sur le domaine public puisque l'ombre portée s'ajoute tout simplement à celle causée par le bâti existant.

Le dossier soumis comprend l'ensemble des détails attendus quant à la matérialité du concept architectural, de même qu'en regard de l'aménagement paysager au sol et sur les toits-terrasses. Les échantillons de matériaux sont également complets.

Éléments d'analyse
Bien que la phase 3 du projet ne fasse pas partie de la présente demande de permis, la présente proposition indique que ce bâtiment sera revêtu de pierre calcaire. Une révision plus élaborée lui sera néanmoins consacrée lorsqu'une demande sera déposée.

Les matériaux proposés pour la tour sont très distincts selon qu'il s'agit des façades est-ouest ou nord-sud. Les façades dénuées de balcons sont composées d'un verre relativement réfléchissant qui permet de camoufler les tympans et d'assurer ainsi une grande uniformité du rendu, laquelle permet à son tour d'atténuer la présence de la construction dans le paysage urbain du square.

Les façades de la tour comprenant des balcons sont segmentées en trois travées verticales marquées par des petites coursives marquées de garde-corps composés de barrotins en acier galvanisé peint charbon. Le résultat offrira une apparence très contrastée avec celle des façades est-ouest puisque les coursives dotées de ce type de garde-corps retiendront la lumière alors que les façades de verre feront l'inverse. Au final, ce traitement devrait magnifier la verticalité de la construction et lui donner un caractère particulièrement élancé.

Le traitement de la phase 2, soit la barre de 20 étages qui se déploie aux abords de la tour, est plutôt constitué d'une grille de béton préfabriqué spécialement texturé avec un ciment couleur sable et un agrégat blanc poli. Ce traitement vise notamment à assurer une luminosité intéressante de la cour. La simplicité de la trame de béton est par ailleurs en phase avec le traitement très épuré de la tour. Cette trame est également marquée par la présence de balcons en loggia, qui sont dotés de garde-corps composés de barrotins en acier galvanisé peint couleur charbon. Mentionnons que ces garde-corps sont également présents entre les balcons en loggia, de sorte qu'ils participent au rythme de la trame de béton.

Élément particulier : Le terrain se situe dans l'aire de protection de La maison William-Dow.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les détails de matériaux soumis correspondent aux attentes, de même que le traitement proposé pour l'aménagement paysager qui permettra une végétalisation notable malgré le fait que le site sera pratiquement entièrement construit.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001606766
4.6.30

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	1300, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'agrandissement en cour latérale d'un bâtiment de 3 étages datant de 1914 et conçu par les architectes Saxe & Archibald. L'agrandissement abritera 12 nouvelles unités résidentielles s'ajoutant aux 8 déjà existantes, pour un total de 20 unités au final, s'adressant principalement à la communauté universitaire. Il présente une volumétrie modulée revêtue de pierre calcaire naturelle Adair de teinte sépia, fini meulé, et est percé d'ouvertures ceintes d'un fini métallique de couleur bronze. Le gabarit fait l'écho de celui du bâtiment agrandi, qui présente une hauteur relativement réduite en façade avant, et un volume dévalant la topographie accentuée du site, pour un total de 4 étages supplémentaires en sous-sol. Un interstice entre le bâtiment nouveau et l'existant abrite une issue de secours et est fermé d'un grillage ornemental. Un aménagement paysager consistant en des passerelles et des plateformes de bois descendant la pente du site en cour arrière est également proposé. Le projet a été révisé depuis la dernière présentation au mois d'août 2019. La composition de la façade est subtilement modifiée par l'ajout de sections légèrement en retrait entre les fenêtres. L'aménagement de la cour avant est modifié par le déplacement d'un des escaliers d'accès afin de le rendre moins visible depuis la voie publique. Le revêtement de pierre calcaire Adair Sepia fini meulé moyen est conservé.
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans les limites du site patrimonial du Mont-Royal et de l'aire de protection de la maison Ernest-Cormier.
Remarque importante :	Le projet a été présenté de façon préliminaire au comité au mois d'août 2019, et a reçu un avis favorable avec conditions.
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 105, 127,127.13 et 713 du règlement d'urbanisme 01-282.

Considérant que : Le gabarit de la proposition permet une intégration adéquate dans le paysage du secteur.

Considérant que : Le travail des volumes permet d'établir un dialogue avec le bâtiment agrandi.

Considérant que : La composition modifiée de la façade présente un rythme plus marqué faisant écho de celui de la façade du bâtiment d'origine.

Considérant que : La pierre Adair Sepia est un nouveau type de parement de pierre dans le paysage du secteur immédiat, mais les nouveaux précédents et échantillons déposés par le concepteur permettent d'envisager une intégration adéquate au paysage du secteur.

Considérant que : L'aménagement paysager permet une intégration somme toute assez discrète en modifiant minimalement la topographie du site.

Considérant que : Le déplacement d'un des escaliers permet de simplifier l'aménagement de la cour, vue depuis la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001519454
4.6.31

Objet :	**DEMANDE DE PERMIS DE TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT**
Endroit :	1891, boulevard René-Lévesque Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise l'agrandissement dans deux cours latérales d'un bâtiment de 3 étages datant de la fin du XIX^{e} siècle. Le bâtiment existantprésente toujours un couronnement qui semble être celui d'origine, alors que son revêtement de bloc de béton semble d'installation relativement récente. Une portion de bâtiment présentant peu d'intérêt architectural et localisée sur la rue Dorion est démolie afin de laisse place à la nouvelle construction. Le projet, qui abrite 12 unités résidentielles de types variés, comporte une entrée commune sur le boulevard René-Lévesque Est. Les deux élévations proposées présentent une composition relativement similaire, incluant des loggias en alcôves et des ouvertures de grandes dimensions. La portion haute comporte une série de six ouvertures de proportions verticales. Les nouvelles façades sont revêtues de briques Belden Black Diamond velour en format modulaire, alors que le bâtiment existant est revêtu d'un nouveau parement de brique Sioux City Brick Red velour, également en format modulaire. Les deux logements du 3^{e} étage comportent un 2^{e} niveau en mezzanine, ouvrant sur des terrasses privées.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 23, 99, 103, 105, 127.21, 128 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	Le gabarit général de la proposition permet une intégration adéquate dans le paysage du secteur.
Considérant que :	La volumétrie et la composition de l'agrandissement pourraient proposer un dialogue plus riche avec le bâtiment agrandi et ceux à proximité directe, particulièrement en regard de la forme des fausses mansardes et des alignements des ouvertures.

Considérant que : Des accès directs depuis la voie publique pour les logements du niveau rez-de-chaussée favoriseraient une meilleure animation de la voie publique.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Augmenter la qualité du dialogue du nouveau bâtiment avec son contexte en termes d'alignements horizontaux de la composition et des proportions des ouvertures, notamment en réduisant leur taille. Moduler les deux façades proposées en fonction du caractère des voies sur lesquelles elles donnent.**
- **Prévoir des accès directement depuis la voie publique pour les logements du niveau rez-de-chaussée.**
- **Améliorer l'intégration du nouveau 3e étage contemporain entre deux fausses mansardes, aux deux façades de l'agrandissement. Une composante architecturale en légère projection pourrait par exemple permettre d'atteindre cet objectif.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions ; à l'expiration de ce délai, toute condition non respectée résultera en un avis défavorable du comité envers la demande.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001658631
4.6.32

Objet :	**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION D'ENSEIGNE COMMERCIALE**
Endroit :	2385, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne non-lumineuse en lettres de type « channel » hautes de 0.38 m, formant l'inscription « TaxCoop ». L'enseigne est installée au bandeau métallique au-dessus de l'entrée, et remplace une enseigne existante.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 472.1 et 713 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.
Considérant que :	L'enseigne est positionnée à un endroit adéquat à proximité de l'entrée du commerce.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001660758
4.9.1

Objet : **AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN SITE PATRIMONIAL CITÉ**

Endroit : 99999, avenue Pierre-Dupuy

Responsable : Étienne Longtin

Description : La demande vise à autoriser divers travaux de réfection du pont d'étagement de la jetée Mackay, comprenant principalement :

- la réparation mineure des piliers avec spécifiquement un enrobage de béton pour les piliers de l'axe 6 en respect de leur forme d'origine préservée;
- la réparation de la pile numéro 2, représentant la culée nord-est de la structure à sa jonction avec la partie principale du pont de la Concorde, par un enrobage de béton projeté, en reproduisant les rainures de coins d'origine préservées et introduisant un chanfrein à 45° pour la jonction entre l'enrobage et le reste de la structure existante;
- la réfection des glissières métalliques par l'application d'un revêtement anticorrosion de couleur similaire à celle d'origine et précédemment approuvée pour la réfection du pont de la Concorde, soit la couleur « ruisseau (SW6499 (174-C2)) » de Sherwin Williams.

L'immeuble visé est constitué du lot 2 296 190 du cadastre du Québec, représentant l'emprise du pont d'étagement, une composante du pont de la Concorde située à la Cité du Havre, en bordure du parc de Dieppe (parc de la Cité-du-Havre avant 2017) et de l'espace vert bordant Habitat 67, et donnant accès au parc Jean-Drapeau depuis l'avenue Pierre-Dupuy. Ce pont a été construit dans le cadre de l'Exposition universelle et internationale de 1967, « Expo 67 » et comprenait originellement deux voies ferroviaires pour la circulation de l'Expo-Express, un train assurant un lien entre les divers secteurs d'Expo 67.

Les travaux visés doivent tendre à respecter les conditions de conservation et de mise en valeur prévues au chapitre IV du *Règlement sur la constitution du site du patrimoine de l'Île-Sainte-Hélène (07-036)* : tous les travaux affectant les ouvrages de génie doivent contribuer à la mise en valeur de leurs concepts d'ingénierie et de leurs techniques constructives (article 9).

Élément particulier : Le pont fait partie du site patrimonial cité de l'Île-Sainte-Hélène.

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Les travaux proposés pourraient répondre aux conditions de conservation et de mise en valeur du site patrimonial cité prévues à la réglementation.

Considérant que : La proposition s'harmonise aux interventions précédemment approuvées pour les autres composantes de cette série d'ouvrages de génie municipaux, notamment quant à la couleur des éléments métalliques ou le maintien des détails d'origine des culées ou de la forme des piliers, même lorsqu'enrobés, et pourraient avoir un impact visuel limité sur la situation proche de celle d'origine encore actuellement perceptible.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :

- **Préconiser, lors de la réalisation de ces travaux, un choix de teinte ou de couleur de béton similaire à celle existante et, si techniquement possible, le maintien de l'effet de cannelures subtil d'origine des piliers.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville de Montréal

Arrondissement de Ville-Marie
Comité consultatif d'urbanisme

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Conformément à l'article 11 des Règles de régie interne du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement du Ville-Marie, un membre est présumé avoir un intérêt et doit se récuser dans l'un ou l'autre des cas ci-après énumérés.

Je, soussigné(e), Christian Ducharme, membre du comité, déclare mon incapacité à agir pour cause d'intérêt personnel dans le dossier n° 3001660820 2055, rue Drummond, parce que :

(Veuillez préciser votre situation.)

- ☐ J'ai reçu mandat de la part du requérant relativement au projet soumis;
- ☐ J'ai un intérêt personnel ou professionnel à ce que la demande soit accordée ou refusée, ou que le projet soit approuvé ou rejeté;
- ☐ Le requérant, au moment de la demande, recourt à mes services professionnels relativement à d'autres projets;
- ☐ Je suis le conjoint, le parent ou l'allié en ligne directe, le tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, héritier présomptif ou donataire du requérant;
- ☐ Je suis moi-même requérant, membre, parent ou allié en ligne directe d'un membre d'une coopérative ou d'une corporation requérante, ou lorsque le requérant est une compagnie, je suis actionnaire ou administrateur de la compagnie ou parent ou allié en ligne directe d'un actionnaire ou administrateur de ladite compagnie.

Montréal, le 10 octobre

Signature du membre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.08

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701069

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-24 10:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701069

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le mercredi 2 octobre 2019 à 18 h 30 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
Mme Cathy Wong, conseillère du district de Peter-McGill
M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie
M. Richard Ryan, Conseiller désigné
Mme Anne-Marie Sigouin, Conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Marc Labelle, directeur d'arrondissement délégué
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement
Mme Jacinthe Meilleur, analyste de dossiers
M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Maryse Bouchard, directrice de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement social
M. Sylvain Villeneuve, directeur de l'Aménagement urbain et de la mobilité
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs
M. Cédric Couture, inspecteur du poste 21 du Service de police

---

10.01 - Ouverture de la séance

La mairesse déclare la séance ouverte à 18 h 37. Elle souhaite la bienvenue aux participants, au nombre d'environ 31, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne des explications quant au fonctionnement du conseil d'arrondissement.

10.02 - Période d'intervention du public sur la demande de dérogation mineure

Aucune demande.

10.03 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

1437, rue Chomedey (40.11) : aucune intervention
138, rue Saint-Pierre (40.12) : aucune intervention
2645, rue Bercy (40.05) : aucune intervention

CA19 240437

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 2 octobre 2019 en ajoutant le dossier :

40.04 Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance réduisant la limite de vitesse prescrite à 30 km/h sur toutes les rues locales, ainsi que certaines collectrices, et réduire la vitesse prescrite à 40 km/h sur certaines rues artérielles dans l'arrondissement Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

10.04

10.05 - Période de questions du public

Nom du demandeur et objet de la question

Monsieur Maxime Therrien
- poubelles et déchets
- sacs à ordures dans les poubelles publiques

Madame Johanne Caporicci
- vie de quartier

Monsieur Luc Pelletier
- Bâtiment en construction au 901, rue Viger

Madame Jessica Louisé
- réno-victions

Madame Irène Mayer
- herbes à poux

Monsieur Robert Hajaly
- logement social sur le site du Children's
- condominiums Maestria

- -

La mairesse déclare la période de questions du public terminée à 19 h 21. Les 6 personnes inscrites ont été entendues.

10.06 - Période de questions des membres du conseil

Aucune question.

CA19 240438

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.07 à 10.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240439

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 septembre 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 12 septembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1192701064

CA19 240440

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1192701062

CA19 240441

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 septembre 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 25 septembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1192701063

CA19 240442

Adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 septembre 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement du 26 septembre 2019.

Adoptée à l'unanimité.

10.10 1192701065

CA19 240443

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 12.01 et 12.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240444

Approuver le Plan local de déplacement (PLD) de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver le Plan local de déplacement (PLD) de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1198393002

CA19 240445

Approuver les catégories de reconnaissance obtenue par quatre organismes à but non lucratif en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des OBNL de l'arrondissement de Ville-Marie, et ce, jusqu'au 18 mars 2023

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les catégories de reconnaissance des quatre (4) organismes à but non lucratif suivants de l'arrondissement de Ville-Marie ayant déposé une demande dans le cadre de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes à but non lucratif, jusqu'au 18 mars 2023.

Club de Volleyball Everton	C
Dianova Canada	B
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	B
La Relance-Jeunes et Famille (RJF) inc.	B

Ces catégories ont été attribuées conformément aux résultats obtenus lors de l'analyse des demandes avec la grille d'évaluation produite à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

12.02 1197709002

CA19 240446

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240447

Accorder un contrat de 68 525,10 $, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de la Place des Montréalaises, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ (appel d'offres public 19-17791 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense maximale de 68 525,10 $ pour le service de déneigement et chargement de la neige à la Place des Montréalaises, l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus, dans l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 19- 17791- 4 soumissionnaires);

D'accorder, à cette fin, un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de six (6) mois, au prix de sa soumission, soit 68 525,10 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1198028001

CA19 240448

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec la Société de développement commerciale Destination centre-ville dans le cadre de l'événement « Jurassic Peel » et accorder une contribution de 20 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, à la Société de développement commerciale Destination centre-ville pour la réalisation de l'événement « Jurassic Peel »;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 20 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1190318024

CA19 240449

Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour la réalisation du plan de revitalisation de Sainte-Marie, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM) et accorder une contribution de 40 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2020, avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud pour la réalisation du plan de revitalisation de Sainte-Marie, en conformité avec les paramètres de la stratégie de revitalisation urbaine intégrée (RUI) et ceux du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole (FIRM);

D'accorder, à cette fin, une contribution de 40 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1195179006

CA19 240450

Conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec les firmes suivantes: Les services EXP inc. (contrat No 1: 965 213,70 $, taxes incluses), FNX-INNOV (contrat No 2: 751 669,45 $, taxes incluses) et WSP Canada (contrat No 3: 329 248,16 $, taxes incluses), pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-19-016 - 4 soumissionnaires)

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De conclure trois (3) ententes-cadres, d'une durée de trente-six (36) mois, pour la fourniture de services professionnels en ingénierie pour la conception, la préparation des plans et devis et la surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement Ville-Marie;

D'accorder aux firmes ayant obtenu le plus haut pointage, conformément aux documents de l'appel d'offres public VMP-19-016, les contrats à cette fin, pour les montants maximaux indiqués ci-dessous :

Firme	Montant maximal, taxes incluses
Les services EXP Inc.	**965 213,70** $
FNX-INNOV	**751 669,45** $
WSP Canada	**329 248,16 $**
TOTAL	**2 046 131,31$**

D'imputer ces dépenses conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1195258002

CA19 240451

Approuver les modifications apportées au Programme de soutien financier aux initiatives culturelles et au Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans l'arrondissement de Ville-Marie sous la responsabilité de la Division de la culture et des bibliothèques.

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver les modifications apportées au Programme de soutien financier aux initiatives culturelles et au Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans l'arrondissement de Ville-Marie sous la responsabilité de la Division de la culture et des bibliothèques.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1194673007

CA19 240452

Modifier la résolution CA19 240025 et approuver la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2020

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA19 240025 adoptée à sa séance du 12 février 2019, modifié la résolution CA18 240235 et approuvé la convention modifiée avec Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2019;

Attendu que Mu a du reporter la fin du projet en 2019 à la suite de l'étendue des travaux qui ont cours aux abords des surfaces ciblées par la murale;

Attendu que les travaux aux abords de la Maison du développement durable empêchent l'organisme MU de procéder à la création de la murale :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention modifiant la convention intervenue entre l'arrondissement de Ville-Marie et Mu afin de permettre la réalisation de projets de murales PAM volet 2 durant l'année 2020;

De conserver le montant de la contribution prévue au projet de la Maison du développement durable au budget 2018 et de modifier la résolution CA19 240025 pour le report du budget et la réalisation en 2020;

D'imputer ce montant conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1186890015

CA19 240453

Approuver la convention avec l'Association étudiante de Polytechnique dans le cadre de la cérémonie commémorative en mémoire des victimes de l'École Polytechnique et accorder une contribution hors programme de 25 000 $.

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention avec l'Association étudiante de Polytechnique dans le cadre de la cérémonie commémorative en mémoire des victimes de l'École Polytechnique;

D'accorder, à cette fin, une contribution de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1198518001

CA19 240454

Approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du programme « TAPAJ » pour reconduire le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2019-2020 et accorder une contribution maximale de 6 000 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'approuver la convention avec Spectre de rue dans le cadre du Programme TAPAJ pour la reconduction du projet de déneigement pour personnes à mobilité réduite qui se déroulera au cours de l'hiver 2019-2020;

D'accorder, à cette fin, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 6 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1194206005

CA19 240455

Autoriser une dépense supplémentaire de 10 125 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Axia Services pour le service d'entretien ménager des bureaux de la Cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie majorant ainsi le montant du contrat à 351 974,92 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution du CA17 240649 adoptée à sa séance du 12 décembre 2017, accordé un contrat de 341 849,92 $, taxes incluses, à Axia Services pour service d'entretien ménager des bureaux de la Cour de services de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public 17-16264);

Attendu qu'en période hivernale, des surplus de travaux sont nécessaires pour assurer le maintien des lieux propres et sécuritaires pour l'ensemble des employés;

Attendu qu'il faut augmenter le nombre d'heures requises pour ces surplus de travaux :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense additionnelle de 11 641,22 $, taxes incluses, pour le service d'entretien ménager des bureaux de la Cour de voirie de l'arrondissement de Ville-Marie, majorant ainsi le montant du contrat de 341 849,92 $ à 353 491,14 $ (appel d'offres public 17-16264 -4 soumissions);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1175876007

CA19 240456

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 9083-0126 Québec inc. (Creusage RL) pour des services d'excavation pneumatique et travaux connexes dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 293 761,13 $, taxes incluses, pour la période 2019 à 2020, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 881 283,38 $

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240013 adoptée à sa séance du 13 février 2018, accordé un contrat de 587 522,25 $, taxes incluses, à 9083-0126 Québec inc. (Creusage R.L.), du 22 février 2018 au 21 février 2020, pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes et autorisait une dépense maximale de 587 522,25 $ (appel d'offres public 17-16536 - 2 soumissionnaires);

Attendu que le cahier des charges prévoit la possibilité de prolonger le contrat pour un période d'un an :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une dépense additionnelle de 293 761,13 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat à 9083-0126 Québec inc (Creusage RL) pour le service d'excavation pneumatique et travaux connexes, majorant ainsi le dépense maximale de 587 522,25 $ à 881 283,38 $;

D'accorder, à cette fin, la prolongation du contrat accordé à 9083-0126 Québec inc (Creusage RL) pour une période de un an;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1186937001

CA19 240457

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 11 550 $

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 2 500 $ à la Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud;
- 2 500 $ au Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal;
- 1 050 $ à la Fondation de l'Hôpital chinois de Montréal (1972);
- 3 000 $ au Carrefour alimentaire Centre-Sud (fiduciaire de la Table CIGAL);
- 2 000 $ à Sentier urbain;
- 500 $ au Jardin communautaire Versailles de Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 11 550 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1190619009

CA19 240458

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.03.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240459

Autoriser une affectation de surplus supplémentaire de 350 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail

Attendu que le conseil a, par sa résolution CA18 240044 adoptée à sa séance du 13 février 2018, autorisé une affectation de surplus de 690 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail, pour les années 2018 et 2019;

Attendu qu'un montant supplémentaire est nécessaire pour couvrir les dépenses reliées aux assignations temporaires jusqu'au 31 décembre 2019 :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser une affectation supplémentaire de 350 000 $ pour le financement de la rémunération des employés en assignation temporaire, des formations et des actions de communications en matière de santé et de sécurité au travail;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1187729001

CA19 240460

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 août 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2019 comparé au 31 août 2018

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 août 2019, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2019 comparé au 31 août 2018.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1195158003

CA19 240461

Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 août 2019

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 31 août 2019.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1192701056

CA19 240462

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240463

Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre l'ajout d'une définition pour l'usage hôtel - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le Règlement CA-24-282.118 intitulé Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin de permettre l'ajout d'une définition pour l'usage « hôtel » et permettre, dans la catégorie M.10 et M.11 que l'usage « hôtel » soit soumis à la procédure des usages conditionnels.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-282.118
1194869008

CA19 240464

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un restaurant au-delà de la superficie maximale permise, pour l'immeuble situé au 1860-1862, boulevard De Maisonneuve Ouest, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) - Adoption

Attendu qu'un deuxième projet de règlement a été adopté à la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

1) D'accorder, pour l'immeuble situé au 1860-1862, boulevard De Maisonneuve Ouest, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation d'occuper le rez-de-chaussée par un seul restaurant, et ce, en dérogation au paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 163 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 412
1197400003

CA19 240465

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes - Adoption

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019 par sa résolution CA19 240422;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes » lors de la séance du conseil d'arrondissement du 10 septembre 2019 par sa résolution CA19 240422;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;
Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le Règlement intitulé Règlement modifiant le Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085) afin de régir l'utilisation des souffleurs ou aspirateurs à feuilles, de procéder à des corrections de nature technique et de réviser certaines amendes.

Adoptée à l'unanimité.

40.03
CA-24-307
1197199005

CA19 240466

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance réduisant la limite de vitesse prescrite à 30 km/h sur toutes les rues locales, ainsi que certaines collectrices, et réduire la vitesse prescrite à 40 km/h sur certaines rues artérielles dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'édicter, en vertu du paragraphe 9° de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 250 réduisant la limite de vitesse prescrite à 30 km/h sur toutes les rues locales, ainsi que certaines collectrices, et réduire la vitesse prescrite à 40 km/h sur certaines artérielles dans l'arrondissement.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1195275002

CA19 240467

Autoriser, l'ajout de 4 logements au sous-sol, supérieur au nombre maximal prescrit, pour un maximum de 31 logements pour le bâtiment situé au 2645, rue Bercy, en vertu de la procédure des usages conditionnels

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'ajout de 4 logements au sous-sol, supérieur au nombre maximal prescrit, pour un maximum de 31 logements, pour le bâtiment situé au 2645, rue Bercy, et ce, conformément au paragraphe 2° de l'article 136 de ce règlement et à la condition suivante :

- les demandes de permis doivent être accompagnées de plans d'aménagement pour la cour avant en bordure de la rue Bercy.

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1194869010

CA19 240468

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1, article 40), l'ordonnance, E-7.1, o. 60 fixant :

- la période au cours de laquelle peuvent être présentées les demandes de permis d'artistes ou d'artisans pour la saison 2020, soit du 21 au 25 octobre 2019;
- la date, l'heure et le lieu des séances d'attribution des emplacements pour la saison 2020, soit le 20 novembre pour les artisans et le 21 novembre 2019 pour les artistes;
- les dates d'émission des permis pour la saison 2020, soit du 3 janvier au 28 février 2020 pour les artisans et les artistes;

Toutes les activités en lien avec ces demandes seront tenues au bureau d'arrondissement situé au 17^{e} étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, à l'exception des séances d'attribution des emplacements qui se tiendront à la salle du conseil de l'arrondissement au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1194673006

CA19 240469

Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 8^{e} partie, A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 8^{e} partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 613 permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 563 permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 149 permettant de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560), l'ordonnance 01-282, o. 232 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures autoportantes et tentes selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 252 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1195907008

CA19 240470

Confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser les demandes de certificats d'autorisation de démolition pour les immeubles situés aux 170 à 180 boulevard René-Lévesque Est et 188 à 198 boulevard René-Lévesque Est

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD), rendue le 21 août 2019, d'autoriser les demandes de certificats d'autorisation de démolition pour les immeubles situés aux 170 à 180 boulevard René-Lévesque Est et 188 à 198 boulevard René-Lévesque Est.

Adoptée à l'unanimité.

40.08 1191044001

CA19 240471

Adopter une résolution autorisant la démolition du bâtiment industriel de deux étages situé au 2225, rue Parthenais et la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant une hauteur supérieure au maximum prescrit, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1er projet de résolution

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le bâtiment projeté sur le lot 1 423 907 conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de démolir le bâtiment situé au 2225, rue Parthenais;
   b) de déroger notamment au paragraphe 1° de l'article 9 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   c) de construire un bâtiment de 5 étages (16 m hors tout) abritant 42 logements, 18 unités de stationnement souterrain ainsi que 43 unités de stationnement pour vélo conformément aux plans numérotés de A-10 à A-14, de A-20 à A-24 et A-30 réalisés par David Smith Architect et estampillés par l'arrondissement le 15 août 2019;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
   a) Revoir le couronnement du 4e étage afin de réduire l'impact du garde-corps et de la différence de hauteur avec le bâtiment voisin du côté nord;
   b) Remplacer la brique de béton par une brique d'argile de format Québec;
   c) Prévoir un aménagement paysager détaillé sur l'ensemble du site dans lequel on retrouve principalement des surfaces végétales ainsi que la plantation d'arbres en cour avant;
   d) Déposer, avant l'émission du certificat de démolition, une garantie monétaire irrévocable de 40 560 $ qui devra demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient terminés;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 415
1194869011

CA19 240472

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 mars 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 27 mars 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De modifier le second projet de résolution comme suit :

par l'insertion, » à l'article 1), entre les mots « Est » et « conformément » des mots suivants « (lots 1 567 783 et 1 567 784);

par le remplacement du paragraphe c) de l'article 1) par le suivant :

« c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans des pages 35 à 47 inclusivement, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution. »

par le remplacement de tous les paragraphes et sous-paragraphes de l'article 2) par les suivants :

« a) la volumétrie, l'alignement sur rue et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés et les hauteurs figurant dans ces plans sont maximales;
b) les reculs, les terrasses et les jardins prévus aux plans doivent être réalisés et paysagés tel qu'indiqué dans l'ensemble de ces plans;
c) l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures apparaissant aux plans doivent être conservés en totalité;
d) un commerce abondamment vitré et d'une superficie maximum de 210 m² doit être prévu en rez-de-chaussée, au coin Sainte-Catherine et Papineau;
e) un local communautaire, d'une superficie d'au moins 106 m², doit être réalisé dans le projet, être facilement accessible à partir de la rue et il ne peut être occupé que par un usage « activité communautaire ou socioculturelle »;
f) la réinterprétation de l'ancien cinéma Champlain doit être conforme aux plans indiqués ci-dessus ainsi qu'aux plans des pages 26, 28, 29, 33 et 34, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;
g) le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
h) le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma, et être très visible;
i) la photo de l'ancienne façade du cinéma sérigraphiée doit apparaître en rez-de-chaussée pleine hauteur parmi les autres sérigraphies des anciennes affiches du cinéma pleines hauteur;
j) la citation de Michel Tremblay doit être sérigraphiée ou gravée en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma;
k) les aménagements paysagers (aux 2e, 4e, 5e étages et en toiture) doivent être soignés et leur entretien permanent doit être prévu avec le remplacement des espèces végétales au besoin;
l) la demande de permis de démolition doit être accompagnée :
    i. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville Marie;
    ii. d'une lettre d'entente, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation, relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables et de 11 % de logements familiaux de 3 chambres à coucher ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;
    iii. d'une lettre d'engagement relative :

(a) d'une part aux normes d'opération des camions : types et dimensions, fréquence, étalement des livraisons et avertisseurs de recul;
(b) d'autre part aux recommandations 1, 3 et 4 concernant les feux, miroirs et système de contrôle des pages 27 et 28 de l'étude de circulation datée de mai 2019, réalisée par Aristomen Anéziris, ingénieur, M.ing. 41954, et jointe au présent projet de résolution. À la recommandation numéro 1, on précise que les feux ne sont pas permis et qu'un autre système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, doit être assuré, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès;

iv. d'une lettre d'engagement relative à la location du local communautaire dont le montant doit être dans l'ordre de grandeur des montants demandés par les centres communautaires de loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie (Centre Jean-Claude Malépart, Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie), le Studio 428 du MAI (Montréal Arts Interculturels), ainsi que dans le règlement sur les tarifs en vigueur de l'arrondissement de Ville-Marie;

m) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :
(c) la reprise du volume sur rue de l'ancien cinéma et le marquage net de ce volume par rapport au reste du projet;
(d) la superposition de l'ancienne façade réinterprétée et de la nouvelle façade, avec les encadrements marqués des nouvelles ouvertures;
(e) l'éclairage de la marquise et de l'enseigne;
(f) les matériaux choisis qui doivent être des matériaux durables pour tout ce qui concerne la commémoration;

i. une attention particulière doit être donnée au traitement architectural du mur aveugle, côté est, sur Sainte-Catherine;
ii. les constructions et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

par le remplacement, à l'article 3), du chiffre « 24 » par le chiffre « 60 ».

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (lots 1 567 783 et 1 567 784), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
   c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans des pages 35 à 47 inclusivement, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la volumétrie, l'alignement sur rue et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés et les hauteurs figurant dans ces plans sont maximales;
   b) les reculs, les terrasses et les jardins prévus aux plans doivent être réalisés et paysagés tel qu'indiqué dans l'ensemble de ces plans;
   c) l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures apparaissant aux plans doivent être conservés en totalité;
   d) un commerce abondamment vitré et d'une superficie maximum de 210 m² doit être prévu en rez-de-chaussée, au coin Sainte-Catherine et Papineau;

e) un local communautaire, d'une superficie d'au moins 106 m², doit être réalisé dans le projet, être facilement accessible à partir de la rue et il ne peut être occupé que par un usage « activité communautaire ou socioculturelle »;
f) la réinterprétation de l'ancien cinéma Champlain doit être conforme aux plans indiqués ci-dessus ainsi qu'aux plans des pages 26, 28, 29, 33 et 34, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;
g) le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
h) le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma, et être très visible;
i) la photo de l'ancienne façade du cinéma sérigraphiée doit apparaître en rez-de-chaussée pleine hauteur parmi les autres sérigraphies des anciennes affiches du cinéma pleines hauteur;
j) la citation de Michel Tremblay doit être sérigraphiée ou gravée en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma;
k) les aménagements paysagers (aux 2e, 4e, 5e étages et en toiture) doivent être soignés et leur entretien permanent doit être prévu avec le remplacement des espèces végétales au besoin;
l) la demande de permis de démolition doit être accompagnée :
    i. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
    ii. d'une lettre d'entente, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation, relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables et de 11 % de logements familiaux de 3 chambres à coucher ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;
    iii. d'une lettre d'engagement relative :
        (a) d'une part aux normes d'opération des camions : types et dimensions, fréquence, étalement des livraisons et avertisseurs de recul;
        (b) d'autre part aux recommandations 1, 3 et 4 concernant les feux, miroirs et système de contrôle des pages 27 et 28 de l'étude de circulation datée de mai 2019, réalisée par Aristomen Anéziris, ingénieur, M.ing. 41954, et jointe au présent projet de résolution. À la recommandation numéro 1, on précise que les feux ne sont pas permis et qu'un autre système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, doit être assuré, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès;
    iv. d'une lettre d'engagement relative à la location du local communautaire dont le montant doit être dans l'ordre de grandeur des montants demandés par les centres communautaires de loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie (Centre Jean-Claude Malépart, Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie), le Studio 428 du MAI (Montréal Arts Interculturels), ainsi que dans le règlement sur les tarifs en vigueur de l'arrondissement de Ville-Marie;
m) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
    i) la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :
        (c) la reprise du volume sur rue de l'ancien cinéma et le marquage net de ce volume par rapport au reste du projet;
        (d) la superposition de l'ancienne façade réinterprétée et de la nouvelle façade, avec les encadrements marqués des nouvelles ouvertures;
        (e) l'éclairage de la marquise et de l'enseigne;
        (f) les matériaux choisis qui doivent être des matériaux durables pour tout ce qui concerne la commémoration;
    i. une attention particulière doit être donnée au traitement architectural du mur aveugle, côté est, sur Sainte-Catherine;
    ii. les constructions et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.10
pp 374
1170607010

CA19 240473

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.11 et 40.12.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240474

Autoriser l'usage « centre d'hébergement et de soins de longue durée » dans un bâtiment résidentiel de trois étages comportant un logement pour le bâtiment situé au 1437, rue Chomedey, en vertu de la procédure des usages conditionnels

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage centre d'hébergement et de soins de longue durée dans un secteur de la catégorie R.3 pour un bâtiment résidentiel de trois étages situé au 1437, rue Chomedey (lot 1 064 496), comportant 1 logement, et ce, conformément au paragraphe 1° de l'article 136 de ce règlement.

– –

Des questions sont posées et des commentaires formulés.

– –

Adoptée à l'unanimité.

40.11 1198399002

CA19 240475

Autoriser, l'usage « école d'enseignement spécialisé » dans une partie du bâtiment situé au 138, rue Saint-Pierre, en vertu de la procédure des usages conditionnels

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), l'usage « école d'enseignement spécialisé » pour une partie du bâtiment situé au 138, rue Saint-Pierre, et ce, conformément aux articles 301, 315 et 318 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.12 1196723002

CA19 240476

Réunion, pour étude et adoption, d'articles de l'ordre du jour

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De réunir, pour étude et adoption, les articles 70.01 et 70.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA19 240477

Adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le calendrier et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020 :

Date	Heure	Lieu	Adresse
11 février 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
10 mars 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
14 avril 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
12 mai 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
9 juin 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 juillet 2020 (mercredi)	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 septembre 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
13 octobre 2020	18 h 30	Maison de la culture Janine Sutto	2550, rue Ontario Est
10 novembre 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée
8 décembre 2020	18 h 30	Salle du conseil	800, boul. De Maisonneuve Est, Rez-de-chaussée

Adoptée à l'unanimité.

70.01 1192701061

CA19 240478

Refuser quinze demandes en suspens ayant reçu du Comité consultatif d'urbanisme (CCU) un avis favorable avec condition(s) non remplie(s) par les demandeurs ou un avis défavorable

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De refuser sept demandes de permis en suspens ayant reçu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés (3001429962, 3001019581, 3001547681, 3001509174, 3001395048, 3001395051 et 3001395054) et huit demandes de permis en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (3001529414, 3001466852, 3001428511, 3001455705, 3001548980, 3001541734, 3001492216 et 3001453021), et ce, pour les motifs indiqués au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

70.02 1198309002

Levée de la séance

La mairesse indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 novembre 2019 à 18 h 30, à la Maison de la culture Janine-Sutto (Frontenac), situé au 2550, rue Ontario Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 19 h 34

70.03

Valérie Plante Mairesse	Domenico Zambito secrétaire d'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA19 240440
lors de la séance du conseil tenue le 12 novembre 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.09

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 octobre 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 octobre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 09:29

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701070

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 octobre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 octobre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-11-01

Ville-Marie
Montréal

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

23 octobre 2019
17 h 30

Salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Madame Sophie Mauzerolle, présidente d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Jean-François Morin, chef de division de l'urbanisme;

Madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement;

Maître Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Madame Sophie Mauzerolle, conseillère de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru le 5 octobre 2019 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 18 h 15.

34 personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DU PROJET ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) 2225, rue Parthenais - pp 415 (dossier 1194869011)

La présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, mentionne que le conseil a adopté, lors de sa séance du 2 octobre 2019, le premier projet de résolution autorisant la démolition du bâtiment industriel de deux étages situé au 2225, rue Parthenais et la construction d'un bâtiment résidentiel comprenant une hauteur supérieure au maximum prescrit, et ce, en dérogation notamment au paragraphe 1° de l'article 9 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* relatif, entre autres, à la hauteur maximale.

La présidente d'assemblée indique que madame Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *de protéger des activités de production culturelle et artistique dans le quartier;*
- *de préserver le bâtiment existant;*
- *de respecter les orientations du PPU Sainte-Marie;*
- *de ne pas autoriser un projet résidentiel, mais plutôt en faire un endroit de création culturelle et artistique;*
- *à la volumétrie trop imposante du projet comparativement aux bâtiments voisins;*
- *au fait que le projet occupe quasiment la totalité du terrain;*
- *à l'architecture générique du projet;*
- *au fait que le projet ne s'intègre pas bien dans le quartier;*
- *au risque que le projet nuise à la qualité de vie des résidents du quartier;*
- *au besoin d'inclure des espaces verts dans le projet;*
- *au fait que le projet risque d'augmenter les îlots de chaleur dans le secteur;*
- *au manque d'ensoleillement que pourrait occasionner le projet dans le quartier.*
- *aux inconvénients liés à l'achalandage occasionné par l'augmentation du nombre de logements;*
- *le projet risque de créer de la gentrification dans le quartier;*
- *aux impacts des travaux de construction sur la structure des bâtiments voisins;*
- *le projet risque de faire augmenter les loyers dans le quartier*
- *de diminuer la hauteur du bâtiment afin qu'il s'intègre mieux avec les bâtiments voisins;*
- *de ne pas autoriser un projet résidentiel, mais plutôt en faire un endroit de création culturelle et artistique;*
- *d'inverser l'aménagement de cour intérieure afin de la positionner au nord;*

- *à l'importance de maintenir l'identité du faubourg des arts dans le quartier.*

Les participants qui désiraient être entendus l'ayant tous été, la présidente de l'assemblée remercie toutes les personnes qui ont participé à la consultation publique sur ce projet et elle la déclare terminée.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, la présidente d'assemblée, Madame Sophie Mauzerolle, déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 19 h 37.

2019/10/24

Me Domenico Zambito — date
Secrétaire d'arrondissement

2019-10-29

Mme Sophie Mauzerolle — date
Présidente d'assemblée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.10

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701071

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition 23 octobre 2019

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition 23 octobre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 09:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701071

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition 23 octobre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la séance du comité d'étude des demandes de démolition 23 octobre 2019

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-11-01

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

23 octobre 2019
16 h 30

salle du conseil
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Mme Sophie Mauzerolle, présidente du comité et conseillère de la ville

M. Richard Ryan, vice-président du comité et conseiller de la ville

Mme Anniken Kloster, membre

Mme Caroline Deom, membre

Mme Maria Karteris, membre

M. Karl Dorais-Kinkaid, membre

M. Antonin Labossière, membre

M. Jean-François Morin, chef de division Urbanisme

M. Thomas Fontaine, architecte

M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 26 personnes

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, madame Sophie Mauzerolle, présidente du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 16 h 35. Elle présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

La présidente fait lecture de l'ordre du jour; après que monsieur Richard Ryan eut proposé son adoption et que monsieur Karl Dorais-Kinkaid eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

La présidente précise qu'après la présentation de la demande une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. ÉTUDE DES DEMANDES

a) 2358 et 2360, rue Logan

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 7 octobre 2019, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant les numéros 2358 et 2360, rue Logan, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages comprenant 7 appartements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Le commentaire exprimé à trait, entre autres :

- *à la possibilité de retirer l'obligation d'inclure dans le projet de remplacement des logements de deux chambres.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que madame Maria Karteris eut proposé son adoption et que monsieur Antonin Labossière eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment existant ne présente pas de caractéristiques lui induisant une valeur architecturale notable;

Considérant que le projet de réutilisation du sol présente un gabarit et une matérialité qui permet généralement une intégration adéquate au contexte de la rue Logan.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant les numéros 2358 et 2360, rue Logan, et ce, aux conditions suivantes :

- *de revoir la typologie des logements afin d'inclure dans le projet de remplacement des logements de deux chambres;*
- *déposer un plan d'aménagement paysager à jour pour les portions avant et arrière du site.*

Adoptée à l'unanimité

La présidente rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

---

b) 2190 à 2198, rue Sainte-Catherine Ouest

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 7 octobre 2019, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par le secrétaire d'arrondissement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition des bâtiments portant les numéros 2190 à 2198, rue Sainte-Catherine Ouest, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble mixte commercial et résidentiel de 14 étages comportant 57 appartements au total. La portion avant du bâtiment existant est conservée, réhabilitée et intégrée au projet de remplacement.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à l'importance de préserver la façade des bâtiments existants;*
- *à la nécessité d'inclure dans le projet de remplacement des logements de deux chambres.*

La présidente fait lecture du projet de décision; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que monsieur Karl Dorais-Kinkaid eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment existant présente une valeur architecturale élevée de par la qualité de sa matérialité et des détails de son ornementation, affectée, mais non détruite par les modifications apportées au fils des années.

Considérant que l'intérieur du bâtiment existant ne présente plus de trace des aménagements d'origine, la conservation du volume avant et son intégration à un projet de redéveloppement est un aspect positif de la proposition.

Considérant que le projet de réutilisation du sol présente une volumétrie qui incarne la vision induite par la réglementation pour l'évolution du cadre bâti de la rue Sainte-Catherine. Le recul de 4 mètres de la tour est suffisant pour permettre la lisibilité du volume victorien d'origine et permettra d'établir une référence pour des projets de surhauteur à venir sur d'autres résidences victoriennes sur ce côté de la rue.

Considérant que le projet de réutilisation du sol fera l'objet d'une révision architecturale au cours de la démarche d'autorisation du permis de construction.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition des bâtiments portant les numéros 2190 à 2198, rue Sainte-Catherine Ouest, et ce, aux conditions suivantes :

- *déposer les devis et plans complets détaillant la restauration de la portion avant du bâtiment existant, dans le cadre de son intégration au projet de réutilisation du sol;*
- *de revoir la typologie des logements afin d'inclure dans le projet de remplacement un minimum de 10% de logements de deux chambres.*

Adoptée à l'unanimité

La présidente rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

---

c) 2086 à 2092, rue Harmony

La présidente fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 7 octobre 2019, que les membres du comité ont reçu, avant la

présente séance, les documents pertinents et que des lettres d'opposition à cette demande ont été reçues par le secrétaire d'arrondissement.

La présidente invite alors monsieur Thomas Fontaine, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant les numéros 2086 à 2092, rue Harmony, et sur un projet de réutilisation du sol prévoit la construction de trois immeubles résidentiels de 3 étages comprenant 4 unités résidentielles chacune (12 unités au total);

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

La présidente invite les membres du comité et le public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les commentaires exprimés ont trait, entre autres :

- *à la hauteur du bâtiment;*
- *à la volumétrie trop imposante du projet de remplacement comparativement aux bâtiments voisins;*
- *à l'architecture générique du projet;*
- *au fait que le projet de remplacement occupe quasiment la totalité du terrain;*
- *au manque d'ensoleillement que pourrait occasionner le projet de remplacement dans le quartier;*
- *au fait que le projet de remplacement ne s'intègre pas bien dans le quartier;*
- *au risque que le projet nuise à la qualité de vie des résidents du quartier;*
- *aux inconvénients liés à l'achalandage occasionné par l'augmentation du nombre de logements;*
- *au besoin d'inclure des espaces verts ou même des toits verts dans le projet de remplacement;*
- *au fait que le projet risque d'augmenter les îlots de chaleur dans le secteur;*
- *à l'importance de conserver l'implantation d'origine du bâtiment existant;*
- *au fait qu'il n'y a pas suffisamment de places stationnements de disponibles dans le quartier pour accueillir les nouveaux résidents.*

La présidente propose de retirer cette demande de démolition de l'ordre du jour de la présente séance; après que monsieur Richard Ryan eut appuyé cette proposition, elle invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant les commentaires exprimés par les résidents voisins;

Considérant que les membres du comité souhaitent que le demandeur soumette un projet de remplacement révisé.

Il est résolu :

De retirer de l'ordre du jour la demande de démolition du bâtiment portant les numéros 2086 à 2092, rue Harmony afin qu'elle soit étudiée à une séance ultérieure du comité d'étude des demandes de démolition

Adoptée à l'unanimité

La présidente rappelle que tout intéressé peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4. LEVÉE DE LA SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, le vice-président lève la séance à 18 h 06.

2019/10/24 — 2019-10-29

M[e] Domenico Zambito	date	Mme Sophie Mauzerolle	date
Secrétaire d'arrondissement		Présidente du comité	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.01

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ accordée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu

De modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ octroyée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu et qu'il ne sera pas reporté à une date ultérieure;
De modifier la dépense totale de 13 300 $ à 11 300 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-16 15:33

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 3 juillet 2019	Résolution: CA19 240340

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 300 $

Il est proposé par Anne-Marie Sigouin

appuyé par Richard Ryan

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 000 $ à Logis Phare;
- 1 000 $ à Équipe Montréal;
- 1 000 $ à Ensemble pour le respect de la diversité;
- 1 000 $ à Les Oeuvres de Saint-Jacques;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;
- 800 $ à Univers Populaire des Savoirs de Montréal;
- 2 500 $ à Y des Femmes de Montréal;
- 2 000 $ à Tradau inc.;
- 500 $ à Comité social Centre-Sud;
- 500 $ à Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance;
- 1 000 $ à Société écocitoyenne de Montréal;

D'imputer cette dépense totale de 13 300 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.19 1190619007

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 4 juillet 2019

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ accordée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu

CONTENU

CONTEXTE

De modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ octroyée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu et qu'il ne sera pas reporté à une date ultérieure;
La résolution CA19 240340 adoptée par le conseil d'arrondissement à sa séance du 3 juillet 2019, approuvait le versement d'une contribution de 2 000 $ au Projet T.R.I.P. pour la tenue du festival de courts-métrages du Centre-Sud qui devait avoir lieu le 27 septembre 2019.

Le 16 septembre dernier, l'organisme a confirmé au secrétariat du Cabinet des élus que l'événement n'aurait pas lieu et qu'il ne serait pas reporté à une date ultérieure. À notre demande le chèque #11846386 a été retourné à l'arrondissement .

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

514 868-5531
Tél :
Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 300 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 1 000 $ à Logis Phare;
- 1 000 $ à Équipe Montréal;
- 1 000 $ à Ensemble pour le respect de la diversité;
- 1 000 $ à Les Oeuvres de Saint-Jacques;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;
- 800 $ à Univers Populaire des Savoirs de Montréal;
- 2 500 $ à Y des Femmes de Montréal;
- 2 000 $ à Tradau inc
- 500 $ à Comité social Centre-Sud
- 500 $ à Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance
- 1 000 $ à Société écocitoyenne de Montréal

D'imputer cette dépense totale de 13 300 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-07-02 14:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 300 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 $	Monsieur Daniel Harpin Logis Phare 1-2288, rue Prince-George Montréal (QC) H2K 1S9 Téléphone : 514-523-3135 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie
1 000 $	Monsieur Yannick Fabre Équipe Montréal 715, avenue Desmarchais Montréal (QC) H4H 1S7 Téléphone : 438-502-1304 * Fonctionnement de l'organisme	Sainte-Marie

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 $	Madame Marie José Fiset Ensemble pour le respect de la diversité 402-2120, rue Sherbrooke Est Montréal (QC) H2K 1C3	Sainte-Marie

	Téléphone : 514-842-4848 * Fonctionnement de l'organisme	
1 000 $	Monsieur Charles Lacas Les Œuvres de Saint-Jacques 430A, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2L 2C5 Téléphone : 514-424-8123 * Fonctionnement de l'organisme	Saint-Jacques
2 000 $	Monsieur René Obregon-Ida Projet T.R.I.P. 1728-2000, rue Parthenais Montréal (QC) H2K 3S9 Téléphone : 514-596-5711, #1327 * Organisatin du Festival de courts-métrages du Centre-Sud	Sainte-Marie
800 $	Monsieur Étienne Lepage Univers Populaire des Savoirs de Montréal 2219, rue Cartier Montréal (QC) H2K 4E9 Téléphone : 438-340-6180 * Célébration de la 10ième année d'existence de l'organisme	Sainte-Marie
2 500 $	Madame Mélanie Thivierge Y des Femmes de Montréal 1355, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (QC) H3G 1T3 Téléphone : 514-866-9941 * Clinique d'information juridique	Peter-McGill
2 000 $	Monsieur Vincent Prager Tradau inc 3900-1, Place Ville-Marie Montréal (QC) H3B 4M7 514-673-7431	Peter-McGill
500 $	Madame Amandine Siess Comité social Centre-Sud 1710, rue Beaudry Montréal (Québec) H2L 3E7 Fête nationale - Publicité	Saint-Jacques
500 $	Madame Chantal Liard Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance 3621, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2X 2K4 Téléphone : 514 844-6157	Saint-Jacques

1 000 $	Madame Roxanne L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal 2187, rue Larivière Montréal (Québec) H2K 1P5 Téléphone : 514 523-9220	Saint-Jacques

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse:
- Sainte-Marie:hone: 5 800 $
- Saint-Jacques: 3 000 $
- Peter-McGill: 4 500 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Kemly DESTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-28

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ accordée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière _GDD no 1190619007_addenda.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-15

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190619007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 300 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190619007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kemly DESTIN
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-07-02

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514-872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

N° de dossier : 1190619007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 11

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Logis Phare	198973
2.	Équipe Montréal	152017
3.	Ensemble pour le respect de la diversité	263259
4.	Les Œuvres de Saint-Jacques	282766
5.	Projet T.R.I.P.	144254
6.	Univers Populaire des Savoirs de Montréal	318172
7.	Y des Femmes de Montréal	318172
8.	Tradau inc	436807
9.	Comité social Centre-Suc	119441
10.	Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance	245658
11.	Société écocitoyenne de Montréal	380164

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			13 300,00 $					**13 300,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	03	juillet	2019	Date de fin :	03	juillet	2019

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 22 October 2019 11:45:36

Organisme demandeur	Projet	District
Monsieur Daniel Harpin Logis Phare 1-2288, rue Prince-George Montréal (QC) H2K 1S9 Téléphone : 514-523-3135	Fonctionnement de l'organisme.	Sainte-Marie
Monsieur Yannick Fabre Équipe Montréal 715, avenue Desmarchais Montréal (QC) H4H 1S7 Téléphone : 438-502-1304	L'organisme veut se doter d'outils pour développer l'OSBL « Équipe Montréal » afin de mener à bien ses missions dans le milieu des sports et loisirs.	Sainte-Marie
Madame Marie José Fiset Ensemble pour le respect de la diversité 402-2120, rue Sherbrooke Est Montréal (QC) H2K 1C3 Téléphone : 514-842-4848	Fonctionnement de l'organisme dont leur mission est de continuer leur action de promotion des valeurs humanistes, de tolérance et de lutte contre toutes formes de discrimination.	Sainte-Marie
Monsieur Charles Lacas Les Œuvres de Saint-Jacques 430A, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2L 2C5 Téléphone : 514-424-8123	Fonctionnement de l'organisme. Cet OBNL offre quotidiennement des soupers à prix modiques aux personnes démunies, sans abris et/ou avec des troubles mentaux légers.	Saint-Jacques
Monsieur René Obregon-Ida Projet T.R.I.P. 1728-2000, rue Parthenais Montréal (QC) H2K 3S9 Téléphone : 514-596-5711, #1327	Organisation du Festival de courts-métrages du Centre-Sud (Projet qui regroupe un concours de courts-métrages et une soirée de gala qui aura lieu le 27 septembre 2019).	Sainte-Marie
Monsieur Étienne Lepage Univers Populaire des Savoirs de Montréal 2219, rue Cartier Montréal (QC) H2K 4E9 Téléphone : 438-340-6180	Célébration de la 10ième année d'existence de l'organisme dont la mission est de favoriser le développement de l'exprit critique et la démocratisation du savoir, par une approche participative et multidisciplinaire.	Sainte-Marie
Madame Mélanie Thivierge Y des Femmes de Montréal 1355, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (QC) H3G 1T3 Téléphone : 514-866-9941	Subvention demandée pour le fonctionnement de la clinique d'information juridique. Leur mission est axée sur les enjeux de l'exclusion, les inégalités sociales et de genre et de l'ensemble des violences faites aux femmes et filles.	Peter-McGill
Madame Sandrine Guillot Amnistie internationale 500-50, rue Sainte-Catherine Ouest Montréal (QC) H2X 3V4 Téléphone : 514-766-9766, # 225	Événement-bénéfice au centre-ville de Montréal en partenariat avec l'hôtel Fairmont Reine Elizabeth.	Saint-Jacques
Monsieur Vincent Prager Tradau inc	Organisation du barbecue estival annuel qui aura lieu le 7 juillet 2019, de 17h à 20h.	Peter-McGill

Organisme demandeur	Projet	District
3900-1, Place Ville-Marie Montréal (QC) H3B 4M7 Téléphone : 514-673-7431		
Madame Amandine Siess Comité social Centre-Sud 1710, rue Beaudry Montréal (Québec) H2L 3E7	Fête Nationale – Autofinancement - publicité	Saint-Jacques
Madame Chantal Liard Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance 3621, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H2X 2K4 Téléphone : 514 844-6157	Achat de nouveaux outils et boyaux (cause vol et vandalisme)	Saint-Jacques
Madame Roxane L'Écuyer Société écocitoyenne de Montréal 2187, rue Larivière Montréal (Québec) H2K 1P5 Téléphone : 514 523-9220	Soutien à l'animation verte et assurer la pérennité de projets et animer l'espace public.	Sainte-Marie

Montréal, le 29 mai 2019

Madame Sophie Mauzerolle
Conseillère de la Ville
District de Sainte-Marie, arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Objet : Demande d'appui financier – Festival de courts-métrages jeunesse du Centre-Sud

Madame Mauzerolle

C'est avec enthousiasme que nous vous transmettons cette demande de soutien financier au profit des jeunes du quartier Centre-Sud de Montréal participant au projet **« Festival de courts-métrages jeunesse du Centre-Sud ».**

Le Festival de courts-métrages du Centre-Sud est un projet qui regroupe un **concours de courts-métrages** et une **soirée gala**. C'est un événement culturel gratuit qui s'adresse aux **jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud**. Pour participer, les jeunes doivent vivre, travailler ou étudier sur le territoire de Saint-Marie-Saint-Jacques.

Les jeunes sont invités à nous faire parvenir un court-métrage d'un maximum de 7 minutes avant **le 30 août 2019**. La thématique est libre. Que ce soit une vidéo fictive, documentaire, humoristique ou autre type de courts-métrage, il s'agit de présenter leur vision du monde, de leur quartier, leurs questionnements, leurs intérêts et/ou leurs préoccupations.

Ce festival est aussi une compétition amicale. Le public et un jury composé de personnalités du quartier, du cinéma et de la culture, offriront une récompense aux trois films qui auront su le mieux allier message et qualités « cinématographiques ». **Le gala aura lieu à la fin du mois de septembre.** Lors de cette soirée, les courts-métrages seront présentés dans un théâtre du quartier et les trois gagnants recevront leur prix. Les prix seront offerts en bourses, en certificats cadeaux, en matériel de cinéma ou en autre services.

Les courts-métrages contenant de la violence gratuite, de l'intimidation, des propos discriminatoires ou fondés sur des préjugés seront refusés.

La soirée gala de présentations de réalisations de jeunes aura lieu le **27 septembre 2019.**

De façon indirecte, le projet compte rejoindre plus de 1500 citoyens de l'arrondissement Ville-Marie par les activités d'exposition et de projections futures.

Ainsi, **TRIP sollicite un soutien financier de 4 000$** afin de permettre la réalisation de ce projet innovateur. Nos partenaires jouiront évidemment d'une visibilité dans les outils promotionnels de l'événement, sur notre site web et sur la page de l'évènement. De plus, votre participation sera soulignée lors de la soirée gala de présentation le 27 septembre prochain.

Projet TRIP est un organisme communautaire autonome jeunesse (OCAJ) qui réside dans l'école secondaire Pierre-Dupuy. Incorporé en 1990, Projet TRIP est un organisme à but non lucratif et reconnu par le gouvernement du Canada comme organisme de bienfaisance. La mission de l'organisme se lit comme suit : *accompagner les jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud dans la réalisation de leur plein potentiel, par des moyens adaptés à leurs besoins et axés sur la prévention de la toxicomanie et de la violence, l'éducation à la sexualité et la promotion de la citoyenneté.*

Pour ce faire, Projet TRIP compte sur une solide base de membres, des bénévoles dévoués, des administrateurs passionnés et une équipe compétente à l'éthique de travail rigoureuse, comportant quatre intervenants psychosociaux et un directeur général engagé. Aussi, Projet TRIP est reconnu par ses partenaires pour son rôle majeur dans la concertation locale, grâce à l'implication active et soutenue de chaque membre de l'équipe sur diverses tables de concertation et comités d'action local.

TRIP vous remercie à l'avance de votre soutien pour la réalisation d'un événement contribuant au bien-être des jeunes du Centre-Sud. En espérant une réponse positive de votre part, nous vous prions de recevoir l'expression de nos sentiments les meilleurs.

René Obregon-Ida
Directeur
Projet TRIP
2000, rue Parthenais
Montréal (Québec) H2K 3S9
www.projet-trip.org


FESTIVAL DE COURTS-MÉTRAGES
DU CENTRE-SUD
FESTIVAL DE COURTS MÉTRAGES
Le FESTIVAL est un concours et une soirée gala de présentations des films!
Participe au CONCOURS de courts-métrages pour les jeunes de 12 à 20 ans du quartier Centre-Sud !
Prix pour les courts-métrages qui se démarqueront pour leurs qualités cinématographiques !
Toutes les informations sur le CONCOURS et le FESTIVAL sont sur le code QR!
As-tu des questions?
Viens nous voir PROJET-TRIP.ORG
L'affiche est une idée originale de Mélodie Châteauvert et Dana Chan
CYBERCAP

Fwd: Funding Request - Tradau Summer Party 2019Cathy WONG A : Ginette OUIMET, Nady JEAN-LOUIS 2019-06-07 10:14
De : Cathy WONG/MONTREAL
A : Ginette OUIMET/MONTREAL@MONTREAL, Nady JEAN-LOUIS/MONTREAL@MONTREAL
Bonjour Ginette,

Voici une demande de financement pour une fête en juillet (montant de 2500$). Puisque le prochain CA est seulement en août, comment ça fonctionne si l'événement se tient avant?

Merci,

Cathy

Cathy Wong
Présidente - Conseil municipal de la Ville de Montréal
Conseillère de la Ville - District de Peter-McGill

800, boul. De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Téléphone : 514 868-5169
Télécopie : 514 872-8347
cathy.wong@ville.montreal.qc.ca

Début du message transféré :

Expéditeur: "Prager, Vincent" <vincent.prager@dentons.com>
Date: 6 juin 2019 à 11:53:17 UTC−4
Destinataire: "'cathy.wong@ville.montreal.qc.ca'" <cathy.wong@ville.montreal.qc.ca>
Objet: Funding Request - Tradau Summer Party 2019

Dear Cathy

As in the past Tradau Inc., the Association of homeowners in the Trafalgar/Daulac area, which has protected the interests of over 200 households in the area for over 60 years, and of which I am President, is requesting a grant from the Ville-Marie Borough for its social activities, the main one being an annual summer barbecue. This year the party will take place on July 7th from 5 – 8 pm and we are looking forward to greeting as many of our residents as are able to attend. We normally have in excess of 75 attendee including many kids. We will have activities for the kids as well as, for the first time, a live jazz band.

In the past we have received a grant to help cover our expenses. If it were possible to have a grant of $2500 this year, that would be most appreciated;

Of course, as usual, you and anyone else in the Peter McGill administration and their families are invited and we hope you will attend.

Thank you so much

Regards

Vincent

DENTONS

Vincent Prager
Counsel

D +1 514 673 7431
vincent.prager@dentons.com
Bio | Website

Dentons Canada LLP
1 Place Ville Marie, Suite 3900 Montréal, Québec H3B 4M7 Canada

Hamilton Harrison & Mathews > Mardemootoo Balgobin > HPRP > Zain & Co. > Delany Law > Dinner Martin > Maclay Murray & Spens > Gallo Barrios Pickmann > Muñoz > Cardenas & Cardenas > Lopez Velarde > Rodyk > Boekel > OPF Partners > 大成

Dentons is a global legal practice providing client services worldwide through its member firms and affiliates. This email may be confidential and protected by legal privilege. If you are not the intended recipient, disclosure, copying, distribution and use are prohibited; please notify us immediately and delete this email from your systems. To update your commercial electronic message preferences email dentonsinsightsca@dentons.com or visit our website. Please see dentons.com for Legal Notices.

Montréal, le mardi 28 mai 2019

Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est,
19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

OBJET : Demande d'appui, 10ème de l'UPop Montréal

Mme Plante,

Cette lettre est pour porter à votre attention les activités de l'OBNL UPop Montréal, un organisme entièrement auto financé qui organise, depuis 2009, des cours et activités variés dans lieux divers et accessibles - bibliothèques, bars, galeries d'art et théâtres – dont plusieurs dans le Centre-Sud.

L'UPop a pour mission de favoriser le développement de l'esprit critique et la démocratisation du savoir, par une approche participative et multidisciplinaire. L'UPop se pose ainsi comme une variante essentielle aux institutions académiques traditionnelles et contribue à l'épanouissement individuel et collectif. L'Upop présente en moyenne 8 cours par session (automne et hiver) et touche près de 4000 personnes annuellement. Nous sommes fières et fiers de cette réalisation, qui, loin de stagner, enregistre une croissance continue (30% d'augmentation de l'assistance au cours des 3 dernières années).

Cet automne, l'UPop célèbrera sa 10 année d'existence. Pour l'occasion nous comptons organiser un évènement festif et rassembleur le 27 septembre 2019 au Lion d'Or à Montréal (1676 rue Ontario Est, Montréal H2L 1S7). Il sera gratuit et ouvert à tous - nous attendons 300 personnes. Cette soirée visera à célébrer ces dix années d'éducation populaire gratuite à Montréal, de brassage d'idées audacieuses, d'implication bénévole tant du collectif d'organisation que de l'ensemble des professeurs (plus de 200) ayant accepté de partager leur savoir au plus grand nombre. Animée par Frédéric Legris, professeur de philosophie et membre fondateur de l'UPop Montréal, cette soirée proposera une série de présentations sur des thèmes variés par d'anciens professeurs de l'Upop : philosophie, biologie, numérique, sociologie, politique, économie...ponctuées par une série d'interventions artistiques (contes, fanfare, DJ).

Comme vous le savez, l'organisation d'un tel événement est un travail de longue haleine qui nécessite des fonds qu'une organisation bénévole comme la nôtre ne dispose pas. Le soutien de plusieurs personnes qui ont à cœur le développement d'une vie culturelle et citoyenne riche et diversifiée nous est absolument essentiel et c'est pourquoi, nous sollicitons aujourd'hui votre appui sous la forme d'une contribution financière au projet progressiste et communautaire qu'est l'UPop Montréal. Nous sollicitons votre aide à hauteur de 800$.

Le budget de ce projet de 10e de l'Upop s'élève à 6000$. Nous bénéficions par ailleurs du soutien d'Ecosociété (maison d'édition indépendante), de Médias Libres (collectif en média alternatif d'autodéfense communicationnelle et d'intervention sociale du GRIP-UQAM) et de dons de participants à nos cours pour la réalisation de ce projet.

N'hésitez pas à communiquer avec nous, au plaisir de pouvoir vous compter au nombre de nos partenaires et de vous accueillir parmi nous lors de nos activités.

Veuillez agréer, Mme, nos salutations les meilleures et notre plus chaleureux appui à Projet Montréal.

Étienne Lepage
Université Populaire des Savoirs de Montréal
2219, rue Cartier
Montréal, Québec, H2K 4E9
info@upopmontreal.com



YWCA
Y DES FEMMES
MONTRÉAL

De nouvelles voies
pour les femmes
depuis 1875

Le 30 mai 2019

Madame Cathy Wong
Conseillère de ville, District Peter-McGill (Arrondissement Ville-Marie)
Présidente du conseil municipal
Bureau d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la Conseillère,

Depuis 1875, les enjeux de l'exclusion, des inégalités sociales et de genre et de l'ensemble des violences faites aux femmes et filles sont au cœur de toutes les actions posées par le Y des femmes de Montréal. Depuis 144 ans, nous avons travaillé au développement des compétences, de l'estime de soi et de l'autonomie, ainsi qu'à l'épanouissement personnel de plus de 350 000 femmes et des filles, à travers différents programmes adaptés à leurs besoins. Ces programmes sont regroupés en quatre familles d'action : les services résidentiels, les services d'employabilité, les services jeunesse et les services à la collectivité.

Parmi nos services à la collectivité, nous avons une Clinique d'information juridique, ouverte depuis plus de 30 ans.

La Clinique d'information juridique du Y des femmes de Montréal[1]
Chaque année, la clinique d'information reçoit plus de 2000 demandes. Elles proviennent de femmes et familles qui vivent des situations difficiles, sont vulnérables et sont aux prises avec des problèmes urgents touchant des enjeux de survie (violence familiale ou conjugale, immigration, garde d'enfants, pensions alimentaires, logement, travail, etc.) Ces femmes bénéficient d'information juridique, d'écoute, de référencement et de consultations individuelles grâce à une équipe de plus de 25 bénévoles, dont 12 avocat-e-s/notaires, 10 étudiantes en droit Pro Bono, 2 consultantes en immigration et 3 agentes d'accueil. La responsable voit à la coordination de ces bénévoles, veille au suivi des demandes et répond à de multiples demandes d'information de base au téléphone.

Nous complétons le continuum de nos services d'information juridique par le biais de l'EnDroit communautaire, un projet du Fond Accès Justice. L'EnDroit vise à offrir un accompagnement plus poussé aux clientes de la clinique, notamment pour la rédaction de lettres ou la préparation de dossiers, pour remplir des formulaires, pour de l'accompagnement à la cour ou en médiation.

Finalement, la Clinique est aussi une source de référencement vers d'autres professionnels de la santé et des services sociaux (ex. intervenants du CLSC, les maisons d'hébergement, etc.), ainsi que

[1] Vous trouverez en annexe de l'information détaillée sur le fonctionnement de la clinique.

1355, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3G 1T5 Tél. : 514 866-9941 Téléc. : 514 866-4856
ydesfemmesmtl.org

vers d'autres services juridiques.

État de situation

Le revenu annuel approximatif de la Clinique d'information est d'environ $40 000. Il provient du financement reçu de Centraide, du Programme de soutien aux organismes communautaire (PSOC) et des maigres revenus générés par les consultations.

Pendant plusieurs années, une subvention salariale nous a permis de minimiser les dépenses. Aujourd'hui, les exigences du poste de la responsable de la clinique permettent difficilement de trouver et garder des candidates éligibles à la subvention salariale. En même temps, afin de répondre aux besoins exprimés par notre clientèle, les services et activités offerts se sont accrus et le financement actuel ne couvre qu'en partie la réponse à ces besoins. La Clinique doit donc trouver des moyens pour combler la différence pour poursuivre ses activités.

Ainsi, au cours des dernières années, nous avons reçu des dons ponctuels (Prix Solidaire de Centraide, profits de la soirée dédiée aux récipiendaires de la distinction *Avocat émérite* du Barreau du Québec, le Fonds d'accès à la justice, entre autres). Ces revenus, bien qu'ils ne soient pas stables, nous ont permis de poursuivre les activités de la Clinique malgré sa situation financière précaire.

Notre demande

Le manque à gagner est d'environ $40 000 par an et nous sommes en recherche de financement pour assurer la poursuite des activités. Pour ce faire, nous sollicitons votre soutien et solidarité.

La collaboration exceptionnelle de tous les membres de l'équipe; avocats, notaires, étudiantes Pro Bono, entre autres, nous permet de varier notre offre de services, d'aider et d'accompagner les personnes les plus démunies de notre société et de rendre la justice encore plus compréhensible et abordable. Depuis plus de 30 ans, la Clinique d'information juridique du Y des femmes est un modèle exemplaire qui facilite l'accès à la justice et nous en sommes très fières.

Le Y des femmes de Montréal vous remercie à l'avance pour votre appui et attention. N'hésitez pas à nous joindre si vous désirez de plus amples renseignements.

En attente d'une réponse positive, je vous prie d'agréer, Madame la Conseillère, mes salutations distinguées.

Mélanie Thivierge
Présidente-directrice générale

P.J. : document d'information sur la Clinique d'information juridique

Original suit par la poste

1355, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3G 1T3 Tél. : 514 866-9941 Téléc. : 514 866-4866
ydesfemmesmtl.org

ANNEXE
FONCTIONNEMENT DE LA CLINIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE

Équipe

- 1 responsable – technicienne juridique
- 10 étudiantes bénévoles dont 8 du Réseau national d'étudiant-e-s Pro Bono
- 3 bénévoles préposées à l'accueil et agentes administratives
- 2 consultantes en immigration
- 15 avocat-e-s/notaires bénévoles membres du Barreau ou de la Chambre des notaires

Horaire
Du lundi au jeudi : 9h à 20h
Le vendredi : 9h à 17h

Principaux domaines de consultation:

Famille: 46%	Civil: 14%	Immigration: 12%
Criminel: 6%	Travail: 9%	Logement: 5%

Statistiques (1 juillet 2017 au 30 juin 2018)

Nombre total de demandes*	Information téléphonique directe	Rendez-vous individuels	Ateliers et conférences	EnDroit Comunautaire	Assermentation
1608	498	865o	208	32	25

**Les personnes que nous ne sommes pas en mesure de servir sont référées vers d'autres cliniques juridiques ou d'autres ressources appropriées à leurs besoins, telles que le Bureau d'aide juridique, les références du Barreau, des sites web - SOS Violence conjugale, Éducaloi, CLSC, etc.*

Revenu brut annuel de la clientèle

Moins de $15 000	Entre $ 15 000 et $30 000	Entre $30 000 et $50 000	Plus de $50 000
53%	18%	17%	12%

Partenariat avec le Réseau national d'étudiant(e)s Pro Bono - Université de Montréal
Depuis le printemps 2014 la Clinique d'information juridique maintient un partenariat avec le Réseau national d'étudiant(e)s Pro Bono de l'Université de Montréal, afin d'enrichir l'accès à l'information juridique auprès des citoyens. Des étudiants en droit peuvent ainsi effectuer de la recherche, préparer et animer des ateliers sur différents sujets juridiques ainsi que rédiger un bulletin communautaire d'information légale sur des thèmes tels que le droit du travail et les régimes de protection.

De même, les étudiants rencontrent des clientes qui se présentent sans rendez-vous et répondent aux demandes spontanées et urgentes (par ex.: guider les personnes dans la rédaction de lettres ou de documents tels qu'une mise en demeure). Au total, pendant l'année 2017-2018, les étudiantes ProBono ont offert des services à 110 personnes.

Tout leur travail est fait sous la supervision de la responsable et des avocates/notaires bénévoles. Ce partenariat nous permet de développer des activités complémentaires, d'augmenter l'offre de service à la population et de fournir un lieu d'enseignement pratique pour des étudiantes en droit.

1355, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3G 1T3 Tel : 514 866-5941 Télec : 514 866-4865
ydestemmesmtl.org

ENSEMBLE
pour le respect de la diversité

Montréal, le 28 mai 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Mairesse d'arrondissement – Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la Mairesse,

Dans un contexte où les différences suscitent le débat, sensibiliser les jeunes générations aux notions d'inclusion et de mieux vivre ensemble devient plus actuel que jamais.

Chef de file en matière d'éducation à la diversité depuis près de 25 ans, ENSEMBLE *pour le respect de la diversité* a pour mission d'**engager le dialogue autour de l'inclusion et la diversité**. L'organisation œuvre auprès des 9-18 ans pour promouvoir **un milieu scolaire qui respecte les différences de chacun**. Par ses ateliers interactifs – les Caravanes de la tolérance – et ses programmes de mobilisation jeunesse – les Projets Empreintes –, ENSEMBLE rejoint chaque année plus de **25 000 jeunes des écoles primaires et secondaires du Québec**.

Les questions de **racisme, de sexisme et d'homophobie** constituent un combat quotidien pour notre équipe passionnée qui œuvre avec ardeur vers un Grand Montréal plus ouvert et inclusif. Durant l'année scolaire 2017-2018, nos caravanes ont rencontré au total **27 146 jeunes** : notre équipe d'animation a donné **1 210 ateliers** et notre organisme a visité **118 écoles** primaires et secondaires, privées et publiques, anglophones et francophones. Nous sommes notamment déjà intervenus dans **trois établissements situés dans Ville-Marie** : l'école Pierre-Dupuy, le Collège de Montréal et le Collège Ville-Marie.

Jusqu'à présent, c'est grâce à l'appui de de personnalités politiques sensibles à ces enjeux que nous avons réussi à mener nos activités année après année. C'est pourquoi nous vous écrivons aujourd'hui pour vous demander de nous **aider à poursuivre cette mission**.

Notre financement demeure précaire, votre contribution nous aiderait à continuer notre action de promotion des valeurs humanistes, de tolérance et de lutte contre toutes formes de discrimination.

Veuillez agréer, Madame Plante, l'expression de nos plus sincères salutations.

Marie José Fiset

Marie José Fiset
Directrice générale
ENSEMBLE *pour le respect de la diversité*

Demande de soutien financier à Équipe Montréal

Yannick Fabre A : ginette.ouimet 2019-06-08 10:21

Yannick Fabre	Demande de soutien financier à Équipe Montréal	

1 pièce jointe

Équipe Montréal - Projet.pdf

Madame Ouimet,

Équipe Montréal (ÉM) est un organisme qui regroupe les différents clubs de sports et loisirs LGBT+ de la grande région de Montréal.

L'organisme oeuvre dans la lutte contre les LGBT-phobies dans les sports et loisirs; apporte un soutien au développement des sports et loisirs LGBT+ ; et encourage l'inclusion et l'acceptation de tous, peu importe leur identité de genre, de sexe ou d'orientation sexuelle et ce, depuis 28 ans. Nous touchons plus de 2500 personnes, qui sont âgées de 18 à 75 ans. Annuellement, ÉM met en valeur ses groupes à travers des évènements rassembleurs et des personnes qui brillent dans leur milieu.

Pour cela nous voulons nous doter d'éléments visuels, à l'image d'ÉM, cohérents et utilisables en plusieurs occasions pour nous aider à toucher un plus grand public. Ainsi vous nous aideriez à atteindre nos objectifs d'inclusion, en particulier des femmes et des personnes transgenres ; de lutte contre les LGBT-phobies dans le milieu des sports et loisirs ; et nos objectifs de développement d'une vie saine dans la communauté LGBT+. Ces outils aideront également à la promotion des sports et loisirs. Vous trouverez un document détaillant nos projets en pièce jointe.

Afin de nous aider dans la réalisation de nos missions, nous vous invitons à offrir une contribution participative discrétionnaire de 2000$.

Souhaitant vivement que vous accéderez à notre requête, nous vous prions d'agréer, Madame Ouimet, nos salutations distinguées.

Yannick Fabre

Président

ÉQUIPE MONTRÉAL

SPORTS ET LOISIRS
LGBT+ & ALLIÉ-E-S

Projet : Développement de l'OSBL « Équipe Montréal »

Objectifs :
Se doter d'outils pour développer l'OSBL « Équipe Montréal » et mener à bien nos missions dans le milieu des ports et loisirs. En particulier, lutter contre les LGBT-phobies, aider à développer des liens sociaux en donnant une image positive de la communauté LGBT+, et faciliter l'inclusion de tou.te.s.

Description :
Équipe Montréal est un organisme qui regroupe différents clubs de sports et loisirs de la communauté LGBT+ et ses Allié-e-s de la grande région de Montréal, en :

- apportant un soutien au développement des sports et loisirs au sein de la communauté LGBT+ et ses Allié-e-s;
- œuvrant pour contrer les LGBT-phobies dans les sports et loisirs;
- sensibilisant la population et encourageant l'inclusion et l'acceptation de toutes les diversités sexuelles et pluralités de genres dans les sports et loisirs.

Nous sommes l'unique structure de sports et loisirs pour la communauté LGBT+ et ses Allié.e.s du Québec; cela fait de nous des leaders dans la communauté. Cependant, nous avons besoin d'aide et de soutien pour faire rayonner nos actions auprès d'un public plus large.

Pour réaliser nos missions, nous menons toute l'année plusieurs actions, auprès de nos groupes, mais aussi de publics spécifiques. Nous intervenons lors des semaines queer dans des cégeps et universités, nous participons activement à la Semaine de la fierté et nous organisons des matchs thématiques avec les grands clubs de sports à Montréal : les Canadiens, les Alouettes, l'Impact et la Coupe Rogers.

Durant tous ces événements, nous aimerions communiquer beaucoup plus sur différents supports adaptés à l'événements (réseaux sociaux, dépliants, stands, bannières, etc.). Nos événements sont connus de la communauté LGBT+ et ses Allié.e.s; cependant, pour les faire rayonner encore davantage et atteindre de nouveaux publics, il devient important que nous nous dotions d'éléments visuels cohérents et utilisables en plusieurs occasions.

Nous pensons notamment à plusieurs projets pour nous développer, soit :

- développer notre marque et notre identité visuelle pour être plus facilement connu et reconnu pour les événements que nous organisons déjà et nos événements futurs;
- transformer notre OSBL en organisme de bienfaisance enregistré (OBE), car cela nous aidera à communiquer nos missions et nos valeurs à de nouveaux partenaires et donateurs et ainsi augmenter nos capacités d'action.

Ces deux projets structurants pour notre organisme permettront de promouvoir toutes les actions menées au sein de la communauté de Montréal pour l'intégration de la communauté LGBT+ et de ses Allié.e.s dans le monde des sports et loisirs. Ils seront également un bon moyen de promouvoir les actions de lutte contre les LGBT-phobies dans le milieu des sports et loisirs avec les grands clubs de sports de Montréal.

Ces projets demandent l'accompagnement de professionnels et des outils que nous ne pouvons-nous offrir aujourd'hui sans votre soutien. Nous agissons toujours dans l'optique de faire rayonner le plus largement possibles toutes nos actions et aussi pour que la ville de Montréal soit reconnue comme le leader qu'elle est sur la question de la place de la communauté LGBT+ dans le domaine des sports et des loisirs. C'est pour cela que nous sollicitons pour un montant discrétionnaire de 2 000$ de votre part.

CANTINE
DES OEUVRES
ST-JACQUES

LES ŒUVRES ST-JACQUES

O.S.B.L laïque pour personnes démunies ou sans-abris

Mme Valerie Plante
Mairesse Ville Marie de Montréal

Montréal, le 14 mai 2019

Chers Donatrices
Chers Donateurs

La Cantine des Œuvres St-Jacques est un organisme du centre-ville de Montréal à but non lucratif qui offre quotidiennement des soupers à prix modiques aux personnes démunies, sans abris et/ou avec des troubles mentaux légers.

Depuis sa fondation en 1998, notre organisme a survécu grâce aux nombreux bénévoles, partenaires et donateurs qui ont ainsi permis de servir plus de 375 000 repas.

La Cantine St-Jacques organise également des activités sociales afin de permettre à ces gens du quartier de sortir de leur solitude, de faire des rencontres, de construire un réseau d'entraide, d'acquérir une confiance en soi et de retrouver leur autonomie. Dans le cadre de la dernière année nous avons notamment organisé : une partie de sucre, une cueillette de pommes ainsi qu'une croisière sur le fleuve Saint-Laurent. De plus, tous les après-midis, des joueurs de cartes se rencontrent pour discuter et nous avons une fois par mois le bingo en après-midi et le cinéma en soirée.

Nous nous permettons ainsi de solliciter votre soutien financier dans le cadre de notre campagne de financement pour la survie de notre organisme. Nous incluons notre dépliant qui donne toutes les informations sur l'organisme ainsi qu'une enveloppe de retour pour votre don. Notez que sur réception de votre don, un reçu d'impôt vous sera remis à la fin de l'année

Nous vous remercions à l'avance de l'attention que vous porterez à notre demande et vous prions de recevoir nos plus sincères salutations.

Robert Astell,
Président

Charles Lacas,
Coordonateur, directeur

1280 rue Berri, Montréal (Québec) H2L 4S6 | Tél. : (514) 424-8123 | Fax. : (514) 845-8279

QUI NOUS SOMMES

La ***Cantine des Oeuvres St-Jacques*** est un organisme à but non lucratif ouvert aux personnes qui désirent améliorer leurs conditions de vie et retrouver leur autonomie.

L'organisme travaille en solidarité avec les autres organismes communautaires du centre-ville. L'esprit est à la collaboration et à l'entraide.

Tout le monde est bienvenu à la ***Cantine des Oeuvres St-Jacques***, que ce soit pour combattre la solitude au quotidien, pour recevoir de l'appui le temps de se reprendre en main ou pour trouver durablement un milieu d'échange et d'amitié.



LE DON D'UN PEU DE TEMPS C'EST IMPORTANT ET ÇA FAIT DU BIEN

Cantine des Oeuvres St-Jacques
430-A, rue Ste-Catherine Est
Montréal, Qc H2L 2C5

Administration : (514) 424-8123
Intervenante : (438) 395-2826

cantine.st.jacques@gmail.com
www.cantinestjacques.com

CANTINE
DES OEUVRES
ST-JACQUES



NOURRIR AVEC LE

Plus de 320 000 repas servis depuis 1998

Cantine des Oeuvres St-Jacques
430-A, rue Ste-Catherine Est
Montréal, Qc H2L 2C5

Administration : (514) 424-8123
Intervenante : (438) 395-2826

cantine.st.jacques@gmail.com
www.cantinestjacques.com

LA CANTINE

C'est le nom donné à la salle communautaire, située au sous-sol de la Chapelle Notre-Dame de Lourdes. Nous avons tous besoin d'aide lorsque l'obscurité nous envahit. Plus que les oiseaux, nous désirons nous élever au-dessus des préjugés et retrouver notre dignité humaine.

La ***Cantine des Oeuvres St-Jacques*** est là pour apporter un peu de lumière à ceux qui cherchent leur route.

NOTRE MISSION

Donner aux personnes seules, du centre-ville de Montréal et d'ailleurs, la possibilité de sortir de leur isolement et d'être accueillies dans un endroit chaleureux, solidaire et agréable.

Offrir à ces personnes un soutien moral et l'aide dont elles ont besoin pour se reprendre en main.

Les dons destinés à la Cantine des Oeuvres St-Jacques sont déductibles d'impôt - des reçus sont émis tous les ans en janvier. **Prière de les transmettre à l'adresse suivante** :

Cantine des Oeuvres St-Jacques
430-A, rue Ste-Catherine Est
Montréal, Qc H2L 2C5

LES MEMBRES

Les membres de la ***Cantine des Oeuvres St-Jacques*** obtiennent une réduction sur le prix du repas.

Tout le monde peut devenir membre. Qu'on vive ou non une situation difficile, comme l'est la perte d'un emploi ou la solitude. Que l'on cherche ou non à améliorer ses conditions de vie.

La
est offerte à 6$ et reste valide pendant un an.

OUVERTURE DE LA SALLE

La Cantine ouvre ses portes de **13H00 à 16H30**.

Le souper est servi du **LUNDI au VENDREDI entre 17H00 et 18H00**.

COÛT DES REPAS

- **MEMBRE : 2,00 $**
- **NON-MEMBRE : 2,50 $**

LE BÉNÉVOLAT

Un organisme comme la ***Cantine des Oeuvres St-Jacques*** ne pourrait jamais fonctionner sans l'apport de ses bénévoles. Merci pour le travail inestimable que vous accomplissez, vous êtes un rayon d'espoir!

La Cantine se fait un devoir de fournir à ses bénévoles un environnement respectueux et sécuritaire; d'aménager ses activités en fonction de leur disponibilité; et de ne jamais exiger d'eux ce qu'ils ne peuvent pas ou ne veulent pas offrir.

LE BÉNÉVOLE TRAVAILLE DANS LA JOIE ET DANS LE RESPECT DE TOUS LES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

LES ACTIVITÉS

Les repas communautaires constituent le coeur des activités de la Cantine. En outre, plusieurs activités culturelles et de loisir sont organisées tout au long de l'année : soirées cinéma, bingo, sorties au musée, croisières sur le fleuve, cueillette des pommes, les sucres, et plus encore.

demande de soutienDaniel Harpin \(Logis Phare\) A : ginette.ouimet 2019-06-11 10:59
De : "Daniel Harpin \(Logis Phare\)" <dharpin@logisphare.ca>
A : <ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca>

0 Attachment

image001.gif

Bonjour madame Ouimet.

Cette demande s'adresse aux élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie.

En 2018, la Ville de Montréal nous a octroyé un don de 1 000.00$.

Nous aimerions réitérer notre demande de soutien financier pour nous supporter dans les activités que nous offrons à nos parents et leurs enfants.

Je suis disponible pour tout complément d'information que vous jugerez pertinent.

En vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez à notre demande, veuillez recevoir, madame Ouimet, nos sincères salutations.

Daniel Harpin - Directeur
Logis Phare
2288, Prince George app. 1
Montréal – Québec H2K-1S9
Téléphone : 514-523-3135
Télécopieur : 514-523-4011
www.logisphare.ca

Société écocitoyenne de Montréal

Membres du conseil d'arrondissement
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Québec), H2L 4L8

Montréal, le 14\06\2019

Objet : Demande de soutien financier pour l'animation des ruelles vertes dans Sainte-Marie

Mesdames, Messieurs

La *Société écocitoyenne de Montréal*, mandataire du programme éco-quartier de Sainte-Marie, a réalisée depuis 2008 : 16 ruelles vertes et une 17e en cours de réalisation où près de 4000 végétaux se développent sur 1700 mètres carrés aménagés.

Comme l'ensemble des projets de ruelles vertes réalisées jusqu'ici par notre organisme, la participation et l'implication des résidents dans ces projets est essentielle et assure une pérennité pour les années à venir. La mobilisation citoyenne et l'implication des résidents dans des projets rassembleurs et des fêtes de quartier contribuent au sentiment d'appartenance et diminue grandement le sentiment d'insécurité en ville ; nous supportons ces initiatives depuis la toute première ruelle verte en 2008 et les animations de ruelles vertes continuent d'être en forte demande.

En 2018, il y'eut plus de 500 participants à plusieurs fêtes de ruelles comme la fête d'Halloween (qui, à elle seule a rassemblée plus de 400 personnes et ce, malgré la pluie qui était au rendez-vous), la Fête des voisins dans la ruelle *L'échappée Belle*...

D'année en année, les demandes pour les animations de ruelles sont populaires et attirent de plus en plus de gens, c'est pourquoi nous aimerions susciter votre soutien à l'animation des ruelles vertes sous forme d'un appui financier de **1000$**, afin d'assurer la pérennité de nos projets et animer l'espace public. Le montant demandé servira donc essentiellement à l'organisation d'évènements (matériel d'animation, nourriture, accessoires etc) dans une démarche de mobilisation citoyenne et de pérennisation de nos projets.

Vous trouverez en annexe, quelques photos de fêtes de ruelles vertes, afin que vous puissiez constater le succès de ces animations de l'espace public.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Roxanne L'Écuyer
Directrice générale

2187, RUE LARIVIÈRE, MONTRÉAL QC, H2K 1P5
TÉLÉPHONE : 514-523-9220 TÉLÉCOPIEUR : 514-523-2653
INFO@SEM-MONTREAL.ORG

Ville-Marie
Montréal

* dans le fichier les commentaires étaient déjà inscrit 1000

ANALYSE DE DOSSIER
CONTRIBUTION DES ÉLUS

Animation des ruelles vertes de Sainte-Marie
SOCIÉTÉ ÉCOCITOYENNE DE MONTRÉAL

Demande adressée aux membres du conseil d'arrondissement
Animation des ruelles vertes de Sainte-Marie
Montant demandé : 1 000 $

- La SEM est un organisme de l'arrondissement;
- La SEM joue un rôle important en matière de mobilisation citoyenne dans le district de Sainte-Marie, notamment auprès des comités de citoyens des ruelles vertes;
- La SEM, comme gestionnaire du Programme éco-quartier, anime les ruelles vertes du district de Sainte-Marie, et ce, au bénéfice des citoyens;
- La SEM a reçu une contribution financière de 174 520 $ pour la mise en œuvre du plan d'action 2019 du Programme éco-quartier. Le plan d'action prévoit la mobilisation citoyenne dans les ruelles vertes ce qui inclut l'animation dans cet espace public.

RECOMMANDATION

À la discrétion des élus. La SEM bénéficie déjà d'une importante contribution financière associée à la mise en œuvre d'un plan d'action 2019 qui prévoit l'animation des ruelles vertes. Par ailleurs, les demandes d'animation qui émanent des citoyens sont plus nombreuses que par le passé.

Bureau du directeur d'arrondissement délégué
2019-06-25

Ville-Marie
Montréal

ANALYSE DE DOSSIER
CONTRIBUTION DES ÉLUS

36e fête de quartier - Fête nationale
COMITÉ SOCIAL CENTRE-SUD

Demande à M. Beaudry
Événement extérieur
Demande d'achat d'un espace publicitaire
Achat d'un espace publicitaire variant de 100 $ à 500 $

- Événement se tenant au coin des rues Beaudry et Robin dans l'arrondissement de Ville-Marie
- Les permis pour la tenue de l'événement traitée par la division de la culture
- Organisme de l'arrondissement
- Événement ouvert à tous
- Soutenu au montant de 500 $ en 2013 par les élus
- Événement non soutenu en 2018, 2017, 2016, 2015 et 2014, mais organisme soutenu pour son fonctionnement et autres activités

RECOMMANDATION

À la discrétion des élus. Évènement non soutenu précédemment par Ville-Marie, mais soutenu par le comité de la fête nationale. Demande d'achat espace publicitaire.

Source : Division des communications et relations avec les citoyens
2019-06-17

Comité social Centre-Sud
1710, rue Beaudry, Montréal, Québec, H2L 3E7
Téléphone : 514-596-7092 Télécopieur : 514-596-7093

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de la Ville de Montréal
District Saint-Jacques
800, boul De Maisonneuve Est
19e étage
Montréal (Qc) H2L 4L8

Montréal, le 11 juin 2019

INVITATION à la Fête Nationale du Québec 2019 et demande de participation financière

Monsieur Beaudry,

Pour une trente-sixième édition, le Comité social Centre-Sud organise une grande fête de quartier pour célébrer le Québec. À cette occasion, près de cinq cents personnes participent à la fête, peignant, jouant, dansant, discutant, trinquant, dégustant, tout ce qui contribue à la réussite d'une commémoration nationale digne de ce nom. Cette année, nous mettrons de l'avant les traditions d'un Québec inclusif et ouvert sur ses diversités, en particulier celles qui colorent notre quartier.

Nous serions heureux de vous accueillir à cette occasion. L'édition 2019 se tiendra comme chaque année au coin des rues Beaudry et Robin le **lundi 24 juin de 15h à 23h**.

Nous souhaitons également vous demander de parrainer notre événement. Nous avons déjà reçu l'appui moral et financier du Comité organisateur de la Fête nationale. Cependant, nous devons nous autofinancer en bonne partie afin d'assurer le succès de l'événement. C'est pourquoi nous vous offrons d'acheter un espace publicitaire dans le dépliant de la programmation qui paraîtra le jour de la fête et sera offert à toutes les personnes présentes. Cette publicité vous donne droit à la visibilité suivante : une annonce au micro par la maîtresse de cérémonie et la diffusion de votre publicité dans l'édition spéciale de notre dépliant.

Votre participation est importante pour nous. Dans cette attente, nous demeurons disponibles pour répondre à vos questions et vous remercions de l'intérêt que vous portez à la présente demande.

Recevez, Monsieur Beaudry, nos plus sincères salutations.

Armandine Siess
514-596-7092 poste 7099
direction@comite.social

Comité social Centre-Sud
1710, rue Beaudry, Montréal, Québec, H2L 3E7
Téléphone : 514-596-7092 Télécopieur : 514-596-7093

Grille Tarifaire 2019

Annonce dans le dépliant de la programmation

Format	Tarifs
Page complète	500 $
½ page	300 $
¼ page	175 $
Carte d'affaire	100 $

Les publicités sont en noir et blanc

Envoi d'une facture et d'un exemplaire du dépliant

5

REÇU LE

18 JUIN 2019

Le 12 juin 2019

Monsieur Robert Beaudry
Conseiller de la Ville

Bureau d'arrondissement
800, boul. De Maisonneuve Est
17è étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Demande de renouvellement de la subvention en appui au Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance

---

Monsieur,

En 2018, vous avez remis au Jardin Habitations Jeanne-Mance une généreuse contribution pour soutenir nos activités de jardinage communautaire. Nous vous en sommes très reconnaissants. Ainsi, nous avons pu aménager notre terrain d'arbustes fruitiers, de plantes ornementales, et attirer des insectes pollinisateurs, oiseaux, écureuils et nous avons même été les hôtes d'un chat heureux de trouver un territoire aussi accueillant. De magnifiques papillons, dont le Monarque, de plus en plus rare, sont venus explorer ce terrain nourricier.

Cette année, nous souhaitons occuper les espaces ombragés avec des plantes adaptées à ces conditions. D'autres arbustes fruitiers sont aussi prévus, dont une troisième vigne à raisin, des bleuetiers, d'autres cassissiers et, selon l'offre des jardineries, d'autres variétés de végétaux.

Les jardiniers sont d'origines diverses et leurs cultures en sont la preuve. De part et d'autre, nous pouvons observer un magnifique registre de couleurs et d'odeurs. Il est fréquent de voir des touristes prendre en photos cet espace surprenant de verdure que nous souhaitons voir durer le plus longtemps possible.

D'un point de vue plus pratique, nous avons besoin de nouveaux outils, à la fois pour jardiner ou utilitaires comme un marteau, sécateurs, pinces, etc. Quelques boyaux sont aussi arrivés à la fin de leur vie utile et nous voulons ajouter de courts boyaux supplémentaires pour les jours de canicule.

Malheureusement, et malgré nos efforts, nous avons subi des vols importants et du vandalisme en début de saison. Deux cadenas dispendieux et divers bris dans le cabanon ont eu lieu en pleine nuit. Nous avons depuis mis plus d'emphase sur la sécurité des lieux, mais notre budget a été, de ce fait, grevé, et nous souhaitons un peu plus d'aide de votre part, en espérant que cette situation ne se reproduise pas.

Nous espérons vivement que Québec Solidaire puisse, cette année encore, renouveler le geste de soutien dont nous avons bénéficié par les années passées. Vous trouverez en annexe notre bilan financier pour la dernière année, budget dont nous sommes fiers, vu que nous avons maintenu une réserve satisfaisante en cas d'urgence.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'informations et nous vous prions d'agréer, Madame, nos plus cordiales salutations.

Chantal Liard

Chantal Liard
Présidente
Conseil d'administration
Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance

liardchantal@yahoo.ca

3621, Jeanne-Mance
Montréal (Québec) H2X 2K4
514 844-6157

p.j. (2)

/2

JARDIN COMMUNAUTAIRE HABITATIONS JEANNE-MANCE

État des revenus et des dépenses du 1er avril 2017 au 31 mars 2018

State of income and expenses from April 1st, 2017 to March 31st, 2018

Revenus/Income

Solde de fin d'exercice au 31 mars 2017/Closing bank balance	**388,61$**
Cotisations des membres/*Membership fees*	540,00$
Subvention de la Ville de Montréal/*City of Montreal grant*	500,00$
Subvention de Québec Solidaire/*Québec Solidaire grant*	250,00$
6 clés (dépôt)/*6 keys (deposit)*	30,00$
Don	10,00$
Total des revenus/*Total income*	**1718,61$**

Dépenses/Expenses

Assurances-jardin/*Garden insurance*	42,13$
Frais d'incorporation/*Incorporation fees*	34,00$
Frais bancaires /*Bank fees J*	25,35
Frais divers /*Misc expenses*	112,25$
Cadenas et clés / *locks and entrance keys*	166,41$
1 boyau d'arrosage/*1 garden hose*	41,38$
Photocopies et timbres/*Copies and stamps*	32,63$
Arbustes et fleurs/*Shrubs and flowers*	303,81$
Outils jardinage/*Garden tools*	259,78$
Total des dépenses/*Total expenses*	**1017,74$**

Solde des revenus et dépenses/Balance of income and expenses	**700,87$**

Encaisse/*Cash balance*

Petite caisse/*Petty cash*	**75,00$**
Solde en banque au 31 mars 2018/***Bank balance*** *to March 2018*	**626,00$**
TOTAL	**701,00$**

Nous avons aussi reçu les dons suivants : arbustes, vivaces, fleurs de la Ville, semences, bulbes, pierres. La Ville a apporté du compost. De mars à novembre, nous recevons aussi les conseils de M. Normand Watier, notre animateur horticole.

We also received the following donations: shrub, perennials, flowers from the City, seeds, bulbs, stones. The City brought us compost. From March to November, we also receive Normand Watier's advice, *our horticultural coordinator.*

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat:

" Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 000 $ à Logis Phare;
- 1 000 $ à Équipe Montréal;
- 1 000 $ à Ensemble pour le respect de la diversité;
- 1 000 $ à Les Oeuvres de Saint-Jacques;
- 2 000 $ à Projet T.R.I.P.;
- 800 $ à Univers Populaire des Savoirs de Montréal;
- 2 500 $ à Y des Femmes de Montréal;
- 2 000 $ à Tradau inc
- 500 $ à Comité social Centre-Sud
- 500 $ à Jardin communautaire Habitations Jeanne-Mance
- 1 000 $ à Société écocitoyenne de Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) **13 300,00 $**

	Années antérieures	**2019**
Montant		13 300,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: **13 300,00 $**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante seront réservés par l'engagement de gestion no **VM90619007**
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Kemly Destin

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-07-02**

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619007

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Projet T.R.I.P.	144254

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			-2 000,00 $					**-2 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	novembre	2019		12	novembre	2019

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 22 October 2019 11:45:49

Re: Tr : Projet T.R.I.P. / Annulation du Festival de courts-métrages du Centre-Sud / Référence: Contribution de 2 000 $ des élus octroyée le 03-07-2019

Direction TRIP A : ginette.ouimet 2019-09-25 13:01

Veuillez répondre à direction .trip

1 pièce jointe

noname

Bonjour Madame Ouimet,

Veuillez m'excuser pour le délai de réponse, je suis plus que débordé depuis mon entrée en fonction! Le chèque a été posté ce matin, vous devriez le recevoir sous peu. Dans le cas contraire, n'hésitez pas à me contacter. Je comprends tout à fait les raisons pour lesquelles nous devons retourner le chèque.

Au plaisir d'une future collaboration,

Blaise Guillotte
Directeur Général
Projet TRIP
514-596-5711 #1327

Le mar. 24 sept. 2019 à 13:35, <ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca> a écrit :

> Bonjour monsieur Guillotte,
>
> Je fais un suivi concernant le retour du chèque.
>
> Je vous remercie pour votre très bonne collaboration.

Ginette Ouimet
Chargée de secrétariat
Cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5531 / Télec.: 514 872-8347
ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie Montréal

Restez branchés :
Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

Montréal

Service des finances
C.P. 4500, succ. B
Montréal QC H3B 4B5

11846386

Numéro	Nom du fournisseur / bénéficiaire
144254	PROJET T.R.I.P.

2019-07-08
AAAA-MM-JJ

Date			
2019-07-04	ca19240340		
Contribution des élus de Ville-Marie suite au CA du 3 juillet 2019		2,000.00	2,000.00

Montant du chèque
$ 2,000.00

DÉTACHEZ AVANT D'ENCAISSER

16.51.777-0 (03-2007)

Chèque imprimé sur du papier sécuritaire contenant un filigrane visible sous la lumière, un motif bleu et des fibres fluorescentes

Montréal

Service des finances
C.P. 4500, succ. B
Montréal QC H3B 4B5

Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ)
1, Complexe Desjardins
Bureau 2822
Montréal, Québec H5B 1B3

11846386

DATE **20190708**
A A A A M M J J

Payez **DEUX MILLE dollars et 00 cent

$ *******2,000.00

À L'ORDRE DE

PROJET T.R.I.P.
2000 RUE PARTHENAIS
LOCAL 2520
MONTREAL,QC
H2K 3S9 Canada

Mairesse

Trésorier

⑈11846386⑈ ⑆98000⑈815⑆ 000⑈897⑈9⑈

Projet T.R.I.P. / Annulation du Festival de courts-métrages du Centre-Sud / Référence: Contribution de 2 000 $ des élus octroyée le 03-07-2019

Ginette OUIMET A : Sophie MAUZEROLLE, Robert BEAUDRY, Anne-Marie SIGOUIN, Richard RYAN, Cathy WONG, Félix GRAVEL, Mariam GAGNON, Jeremie LEVESQUE

2019-09-16 10:17

Cc : jllarcheveque, Johanne C BEAULIEU

Cci : Ginette OUIMET

Ginette OUIMET Projet T.R.I.P. / Annulation du Festival de courts-métrages du Centre-Sud / R

Bonjour,

Ce matin, je viens de recevoir un appel de monsieur Blaize Guillotte, nouveau directeur de Projet T.R.I.P. (514-596-5711, poste 1327)

On m'a informée que l'organisation du Festival de courts-métrages du Centre-Sud (Projet qui regroupe un concours de courts-métrages et une soirée de gala qui devaient avoir lieu le 27 septembre 2019 étaient annulés. J'ai demandé qu'on me retourne le chèque étant donné que la contribution n'est plus requise.

Bonne journée.

Ginette Ouimet
Chargée de secrétariat
Cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5531 / Télec.: 514 872-8347
ginette.ouimet@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie Montréal

Restez branchés :

Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "1) modifier la résolution CA19 240340 afin d'annuler la contribution de 2 000 $ octroyée au Projet T.R.I.P. dû au fait que le Festival de courts-métrages du Centre-Sud n'a pas eu lieu et qu'il ne sera pas reporté à une date ultérieure;

  2) modifier la dépense totale de 13 300 $ à 11 300 $;"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 11 300,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		11 300,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 11 300,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM90619007

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-10-15**

Date et heure système : 15 octobre 2019 10:14:51

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

D'autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ taxes incluses pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier;
Autoriser une dépense de 152 543,08 $ taxes incluses avec Vlan paysages inc. conformément à l'entente-cadre 18-17150;
Autoriser un budget prévisionnel de contingence de 15 254,31 $ taxes incluses;
D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-31 14:37

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196164002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de supporter l'équipe municipale, la Direction des travaux publics désire engager des services professionnels d'une firme spécialisée en architecture de paysage pour l'élaboration des plans, devis, estimation et surveillance de travaux pour les aménagements des passages Ste-Rose.

Le passage Sainte-Rose a la double particularité d'être à la fois un lieu ordinaire à vocation très locale et il a, en même temps, un caractère exceptionnel car il n'est ni une rue inscrite dans la trame orthogonale du secteur, ni une ruelle.

Il représente une alternative piétonne à la rue Sainte-Catherine, plus achalandée, avec à ses extrémités l'accès aux stations de métro Beaudry et Papineau.

La vision d'aménagement devra répondre à une ambiance de jardin linéaire.

À plus grande échelle, le passage est concerné par le PPU des Faubourgs qui prévoit :

- Au sud du boulevard René-Lévesque, dans les 10-15 prochaines années, environ 13000 habitants et 15 000 emplois vont s'y installés. L'ensemble de la zone à redévelopper étant à moins de 1000 mètres des stations de métro, les accès au transport collectif se feront par les rues nord-sud qui croisent le passage, augmentant potentiellement son achalandage.

- La rue de la Visitation, appelée à se prolonger au sud jusqu'au fleuve, aura une emprise sur toute sa longueur qui intègre la surlargeur devant l'église Saint-Pierre Apôtre. La limite nord de cette promenade élargie sera donc le passage Sainte-Rose et une articulation des circulations actives sera donc à privilégier entre ces deux axes est-ouest et nord-sud.

Dans ce contexte, le concept d'aménagement du passage devra concilier de garder son caractère convivial et de proximité, tout en intégrant un achalandage potentiellement plus élevé à terme.

Le projet bénéficie d'une aide financière dans le cadre du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux correspondant à 100 % des coûts admissibles.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CM18 1220: Conclure cinq ententes-cadres de services professionnels d'une durée de 36 mois avec Les services EXP inc. (2 069 601,74 $, taxes incluses), Lemay Co inc. (2 316 449,90 $, taxes incluses), Daoust-Lestage inc. (1 035 536,13 $, taxes incluses), Affleck de la Riva architectes (794 212,81 $, taxes incluses) et Vlan paysages inc. (824 697,27 $, taxes incluses) pour des services en architecture de paysage, en design urbain, en architecture, en design industriel et en éclairage d'ambiance pour la conception de plans et devis ainsi que pour la surveillance de travaux d'aménagement pour les différents grands projets sur le territoire de la Ville de Montréal / Appel d'offres public 18-17150 (6 soum. pour chaque contrat)
CE19 0298 -Séance ordinaire du mercredi 20 février 2019 d'adopter les critères d'admissibilité des projets, les critères de répartition des crédits et les modalités de gestion du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021). -**Numéro de dossier :** 1188169001

CM19 0229 règlement d'emprunt 7719014 19-014 Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux **Numéro de dossier :** 1186620013

DESCRIPTION

Le présent contrat consiste à offrir à l'arrondissement de Ville-Marie les services professionnels en architecture de paysage pour l'élaboration des plans et devis, l'estimation et la surveillance de travaux pour les aménagements du passage Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier.

L'adjudicataire devra être appuyé par une firme d'ingénierie (civil, électrique et circulation) qui sera sous sa charge. L'architecte paysagiste s'engage à agir comme coordonnateur. Cependant, cette responsabilité de coordination ne doit pas être considérée comme conférant à l'architecte paysagiste un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'ingénieur. Les services pour l'ingénierie civile ne font pas parti de l'offre de services du présent dossier.

La firme devra coordonner et contrôler l'ensemble des activités pour la mise en œuvre du projet conformément à l'entente-cadre. Chaque discipline demeure responsable de l'information qui sera incluse dans les documents soumis pour appel d'offres.

Le mandat consiste principalement à offrir les services professionnels pour :

- l'élaboration du concept d'aménagement;
- la préparation des plans d'aménagement détaillés;
- la préparation des documents d'appel d'offres selon les normes de la Ville incluant les plans et devis de réalisation;
- le suivi pendant et après la période de l'appel d'offres;
- la surveillance du chantier lors de la construction.

Tout au long du projet, l'expertise-conseil et le support technique de l'équipe en matière d'aménagement seront mis à contribution afin de mettre sur pied un projet qui répond au besoin de l'arrondissement.

De façon générale, le projet vise à :

- assurer la sécurité des usagers;
- améliorer le domaine public en le rendant plus accueillant et confortable pour les résidents et les piétons;

La portée des travaux vise dans une première phase un réaménagement des passages déjà piétons, le segment entre la rue Dalcourt et la rue Alexandre-De-Sève et le segment dans le parc Charles S Campbell.

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'Offre de services en aménagement, Passage Ste-Rose, le 25 octobre 2019 par Vlan paysages.

Le total de la dépense admise dans le cadre du projet des passages Ste-Rose est de 1 210 014,88 $ net de ristourne (1 325 124,05 taxes incluses). La totalité de ce montant sera donc transféré à l'Arrondissement et la différence de 1 056 793.50 $ (net de ristournes) sera utilisé pour les étapes subséquentes.

JUSTIFICATION

Le mandat sera effectué tel que présenté dans l'offre de services en aménagement en date du 25 octobre 2019 par Vlan paysages inc. (numéro de fournisseur est le 120694) adjudicataire du contrat no 5 dans le cadre de l'Appel d'offres public 18-17150 - (6 soumissions).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le 20 juin 2019, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) a confirmé l'admissibilité du projet du passage Ste-Rose au financement du Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (voir p.j.). Le requérant est le SGPMRS et l'exécutant est l'arrondissement de Ville-Marie.

Aspects financiers :

Le coût total maximal de ce contrat de 167 797,39 $ incluant 10 % des travaux contingents prévus et les taxes. taxes incluses sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 153 221,38 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-014 - Travaux et acquisitions d'immeubles visant réfection et verdissement parcs locaux.

Le Programme des parcs locaux prévoit 100 % des dépenses admissibles à la charge de la ville centrale.

Considérant les paramètres du programme, le montant total net arrondi (après ristourne) de 153 221,38 $ se répartit comme suit :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux	62 992,50 $	90 228,88$		

L'arrondissement s'engage à respecter la portée des travaux comme indiqué au dépôt du projet et tout dépassement des coûts sera absorbé à 100 % par l'arrondissement.

Échéancier:

2019-2020

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette intervention est faite en respectant *le Plan Montréal durable 2016-2020* et le *Plan local de développement durable de Ville-Marie 2016-2020.* Le consultant devra aussi proposer une vision d'ensemble (concept global) pour tous les passages, portions de rues,

et parvis de l’église St-Pierre-Apôtre. Dans l'optique de livrer des intersections sécuritaire et conviviale, celles-ci devront être revues en y intégrant, entre autre, des saillies végétalisées. Le concept devra tenir compte des principes d’accessibilité universelle, de développement durable et le verdissement devra être au cœur de la proposition.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat par le CA (serv. prof.) : 12 novembre 2019

Début du mandat plans et devis : novembre 2019 Fin du mandat plans et devis : janvier 2020 Appel d'offres travaux : mi-janvier 2020 Octroi du contrat par le CA (travaux) : visé: mars 2020
Début du mandat de surveillance : mai 2020 Fin du mandat de surveillance et bilan: novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dominique LEMAY, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
José PIERRE, Ville-Marie
Ramy MIKATI, Ville-Marie

Éric BELLEVILLE, Ville-Marie
Amélie BILODEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Dominique LEMAY, 28 octobre 2019
Alain DUFRESNE, 24 octobre 2019
José PIERRE, 23 octobre 2019
Ramy MIKATI, 23 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

José PIERRE
Chef de division parcs

Tél : 514 872-1462
Télécop. : 514 872-6135

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-31

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense totale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

ProgParcsLocaux_RepartitonCredits_REVISE_20190619.pdf

Ville-Marie_ProgrammeParcsLocaux_ProjetsRetenus.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève P PLANTE
Architecte paysagiste

Tél : 514-872-1478
Télécop. : 514-868-3293

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense totale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1196164002 GPMR.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Tél : 514-872-5911

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-25

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1196164002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'aménagement des parcs et actifs immobiliers
Objet :	Autoriser une dépense totale de 167 797,39 $ pour des services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1196164002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-28

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens

Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux (2019-2021)

Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

15 Espaces verts | 60 Familles | 25 Défavorisés

		2019	2020	2021	Total	*Répartition initiale*
1	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce	480 748,54 $	1 922 994,16 $	2 163 368,43 $	4 567 111,13 $	*4 567 111,13 $*
2	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	479 354,77 $	1 917 419,08 $	2 157 096,47 $	4 553 870,32 $	*4 553 870,32 $*
3	Ahunstic-Cartierville	447 110,63 $	1 788 442,52 $	2 011 997,83 $	4 247 550,98 $	*4 247 550,98 $*
4	Mercier - Hochelega-Maisonneuve	410 598,49 $	1 642 393,94 $	1 847 693,18 $	3 900 685,61 $	*3 900 685,61 $*
5	Le Plateau Mont-Royal	399 427,23 $	1 597 708,91 $	1 797 422,52 $	3 794 558,66 $	*3 794 558,66 $*
6	Rosemont - La Petite-Patrie	398 211,19 $	1 592 844,75 $	1 791 950,35 $	3 783 006,29 $	*3 783 006,29 $*
7	Montréal-Nord	372 135,49 $	1 488 541,95 $	1 674 609,69 $	3 535 287,13 $	*3 535 287,13 $*
8	Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles	354 842,31 $	1 419 369,25 $	1 596 790,41 $	3 371 001,97 $	*3 371 001,97 $*
9	Saint-Léonard	347 061,04 $	1 388 244,16 $	1 561 774,67 $	3 297 079,87 $	*3 297 079,87 $*
10	Ville-Marie	302 503,72 $	1 210 014,88 $	1 361 266,74 $	2 873 785,33 $	*2 873 785,33 $*
11	Saint-Laurent	299 833,21 $	1 199 332,85 $	1 349 249,46 $	2 848 415,53 $	*2 848 415,53 $*
12	Le Sud-Ouest	268 859,84 $	1 075 439,35 $	1 209 869,27 $	2 554 168,47 $	*2 554 168,47 $*
13	Pierrefonds-Roxboro	267 050,29 $	1 068 201,17 $	1 201 726,32 $	2 536 977,79 $	*2 536 977,79 $*
14	LaSalle	247 100,13 $	988 400,51 $	1 111 950,57 $	2 347 451,21 $	*2 347 451,21 $*
15	Verdun	245 943,15 $	983 772,60 $	1 106 744,18 $	2 336 459,93 $	*2 336 459,93 $*
16	Anjou	212 190,82 $	848 763,27 $	954 858,68 $	2 015 812,76 $	*2 015 812,76 $*
17	Outremont	175 478,55 $	701 914,19 $	789 653,46 $	1 667 046,20 $	*1 667 046,20 $*
18	Lachine	165 123,01 $	660 492,05 $	743 053,55 $	1 568 668,61 $	*1 568 668,61 $*
19	L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève	126 427,60 $	505 710,40 $	568 924,20 $	1 201 062,20 $	*1 201 062,20 $*
		6 000 000,00 $	**24 000 000,00 $**	**27 000 000,00 $**	**57 000 000,00 $**	*57 000 000,00 $*

Montréal

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Bureau de la directrice
801 rue Brennan, 4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Note

Destinataire : M. Marc Labelle
Directeur d'arrondissement délégué
Arrondissement Ville-Marie

Expéditrice : Louise-Hélène Lefebvre *(original signé)*

Date : Le 20 juin 2019

Objet : **Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux / Planification annuelle révisée et projets retenus (2019-2021)**

Répartition des crédits

La Ville de Montréal a complété la révision budgétaire de son programme triennal d'immobilisation (PTI). La planification annuelle du programme de réfection et de verdissement des parcs locaux a été ajustée pour les années prévues.

Les montants accordés à votre arrondissement afin de rénover au moins un parc par année reflètent cette nouvelle planification (voir la nouvelle répartition des crédits en pièce jointe).

Les modalités du programme, adoptées par le comité exécutif le 20 février 2019 (CE 19 0298 / Sommaire 1188169001), demeurent inchangées.

Projets retenus

À la suite de l'analyse des demandes reçues dans le cadre de l'appel de projets effectué en mars 2019, les projets suivants sont retenus :

- Aménagement du parc Sainte-Marie
- Aménagement du passage Sainte-Rose
- Aménagement du parc P.A.Q. 37
- Aménagement du parc Olivier-Robert
- Aménagement du parc Hector-Charland

Si une priorisation de ces projets est requise, veuillez nous en aviser d'ici le 15 juillet 2019.

…2

Versement des crédits

Les crédits du programme seront versés à l'octroi des contrats, à la suite d'une validation du service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS).

Lors de l'élaboration de vos sommaires décisionnels, vous devrez :

- Inscrire comme lectrices :
  - Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
  - Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Inscrire comme partie prenante : Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS
- Demander une intervention financière du Service des finances - Point de service Brennan

Plantation d'arbres

Pour les projets qui prévoient la plantation d'arbres, vous devrez :

- Vous assurez que les arbres plantés n'ont pas fait, ou ne feront pas, l'objet d'un soutien financier dans le cadre d'un des programmes du Plan de gestion de la forêt urbaine (remplacement de frênes ou renforcement de la canopée) qui sont gérés par le SGPMRS
- En faire la démonstration en fournissant les informations pertinentes en amont de l'octroi des contrats
- Indiquer si des abattages de frênes sont prévus et fournir au SGPMRS les informations pertinentes permettant d'identifier les frênes concernés par ces travaux (ex. : un plan de localisation)

Afin de répondre à vos questions, une rencontre d'information se tiendra le jeudi 27 juin à 13h au 801, rue Brennan, salle 4200.

Meilleures salutations

LHL / va / ab

p. j. Répartition des crédits / Planification annuelle révisée, juin 2019

c. c. Marie-Ève Plante, architecte paysagiste, Ville-Marie
Véronique Angers, c/d - Stratégies et développement du réseau, SGPMRS
Amélie Bilodeau, conseillère en planification, SGPMRS

…2

Le budget net au projet 34375-Programme de réfection et de verdissement des parc locaux est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2019	2020	2021	Ultérieur
34375-Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	63	90	-	-

NO GDD : **1196164002**

Taux : 1.0951303727

No d'engagement **CC96164002**

Financement de 100% implique une dépense nette à la charge des contribuables de: **153 221.38 $**

Provenance

Programme de réfection et de verdissement des parc locaux		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 19-014	6101.7719014.802503.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	167 797.39 $	153 221.38 $	153 223 $

Imputation

Élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier - Entente-cadre 18-17150 Vlan paysages inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7719014.801550.07165.54301.000000.0000.181631.000000.15010.00000	152 543.08 $	139 292.16 $	139 293 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1196164002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 167 797,39 $ pour l'obtention de services professionnels pour l'élaboration d'un concept d'aménagement, la conception des plans et devis, et la surveillance des travaux pour le réaménagement des passages Ste-Rose, entre les rues Beaudry et Cartier, conformément à l'entente-cadre 18-17150 avec Vlan paysages inc."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 167 797,39 $

	Années antérieures	2019
Montant		167 797,39 $

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 153 221,38 $

	Années antérieures	2019
Montant		153 221,38 $

Cette dépense est entièrement assumée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), via le Programme des parcs locaux, comme indiqué dans l'intervention du Service des finances.

Informations comptables :

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 139 292,16 $ **Contrat**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	000000	15010	00000

Montant: 13 929,22 $ **Contingences**

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	6101	7719014	801550	07165	54301	000000	0000	181631	050816	15010	00000

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-10-28**

Date et heure système : 28 octobre 2019 09:17:48

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 et accorder une contribution de 10 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec l'organisme ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 ;
D'accorder à cette fin, une contribution de 10 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 14:05

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318029**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 et accorder une contribution de 10 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Le salon des Artisans récupérateurs est un événement qui marque la période des Fêtes sur le territoire de l'arrondissement depuis 2006. Créé dans le but de promouvoir de bonnes pratiques environnementales, le salon, alors appelé Salon des Artistes-Récupérateurs, a constitué une exposition phare à la Biosphère de 2006 à 2012.
À la suite de la fermeture de la Biosphère, l'organisme ENvironnement JEUnesse a pris la responsabilité de poursuivre l'événement en 2014 et lui a donné son nom actuel.

En 2015, l'événement s'est déplacé à la Maison du développement durable et bénéficie d'un soutien financier de l'arrondissement depuis 2016. Trois facteurs justifient le soutien financier de Ville-Marie: sa contribution à l'achalandage du Quartier des spectacles durant une période moins animée, le fait qu'il contribue à mettre en valeur le savoir faire d'artistes et d'artisans locaux spécialisés dans la création d'oeuvres d'art, de design et d'artisanat à partir de matières recyclées de qualité et enfin, pour encourager une activité économique émergente.

L'exposition se tiendra du vendredi 29 novembre au dimanche 1er décembre et réunira 36 exposants, dont près de 60 % sont établis à Montréal.

Le présent sommaire a pour objectif de statuer sur la demande de soutien financier de 10 000 $ formulée par ENvironnement JEUnesse et d'approuver la convention à intervenir. La somme demandée est la même que le soutien accordé en 2018 et le projet est admissible au Volet 3 du Programme de soutien financier au développement économique commercial de Ville-Marie. L'organisme est constitué en vertu de la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) et en règle au Registre des entreprises du Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240477 - 11 septembre 2018 - Approuver la convention avec ENvironnement JEUnesse dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2018 pour la tenue de l'édition 2018 du « Salon des artisans récupérateurs » et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000 $;
CA16 240434 - 13 septembre 2016 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la

convention avec ENvironnement JEUnesse dans le cadre de l'édition 2016 du Salon des artisans récupérateurs et accorder une contribution de 5 000 $.

DESCRIPTION

Mettant en application concrète les principes des 3RVE, le Salon des Artisans récupérateurs se tiendra du 29 novembre au 1er décembre à la Maison du développement durable, rue Sainte- Catherine ouest. Pour l'aider à tenir ce salon annuel, qui valorise des créations d'art et d'artisanat composées d'au moins 75 % de matières récupérées, l'organisme ENvironnement JEUnesse (ENJEU) demande un soutien financier de 10 000 $ à l'arrondissement.
L'offre de ce salon est composée, entre autres, d'accessoires de mode fabriqués à partir de tissus et cuirs recyclés, de bijoux faits à partir d'anciens ustensiles de cuisine ou sertis d'éclats de verre polis par les marées, d'articles de cuisine en bois de construction, de lampes d'écorce de bouleau, de peluches nées d'anciens T-shirts, de meubles modulaires en carton et d'articles de maroquinerie faits à partir d'anciennes ceintures de cuir patiné par les années. Se voulant aussi un marché de Noël, le salon des Artisans récupérateurs fait la promotion de l'économie circulaire, est accessible à tous et sans frais d'entrée. Les profits générés par les contributions des exposants permettent de soutenir la mission d'éducation environnementale d'ENJEU auprès des jeunes, notamment en permettant à l'organisme d'offrir aux moins de 18 ans un membership de 3 ans sans frais.

En 2018, la stratégie d'ENJEU à l'égard du Salon des Artisans Récupérateurs a reposé sur un déploiement plus important des tactiques de communication et l'ajout d'un programmation susceptible d'attirer une clientèle extérieure à son créneau traditionnel. Ce qui a donné des résultats intéressants et permis d'accroître l'achalandage à près de 5 000 visiteurs sur 3 jours.

Pour l'édition 2019 du Salon des Artisans récupérateurs, Environnement JEUnesse mise sur trois pistes d'amélioration et de croissance :

1. Le réaménagement de l'entrée au salon pour attirer davantage l'attention des passants ;
2. L'amélioration de l'expérience des visiteur·euse·s par l'ajout d'un service de nourriture et de boissons chaudes, en collaboration avec le bistro-traiteur Marius ;
3. Un effort accru en activités de relations publiques et de publicité pour rejoindre un public plus large, à l'échelle du Québec.

Avec la couverture médiatique prévue, l'organisme estime rejoindre 125 000 personnes et se faire connaître auprès d'un million d'utilisateurs des réseaux sociaux.

JUSTIFICATION

Le projet répondant aux conditions du Volet 3 du Programme de soutien au développement économique commercial de Ville-Marie, il est admissible au soutien financier demandé. Ce soutien financier ferait de l'arrondissement un des 4 grands contributeurs au salon; les autres étant le Fonds de solidarité FTQ, la SODEC et RECYC-QUÉBEC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique en usage, les modalités du soutien financier sont précisées dans le projet de convention joint à la présente.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus de contribuer à la promotion d'une économie locale et circulaire, ENJEU s'engage dans la gestion écoresponsable de l'événement, permettant au Salon des artisans

récupérateurs de se distinguer encore davantage des autres marchés. L'événement se tient dans un bâtiment certifié LEED® platine doté d'installations pour la gestion des déchets à trois voies et met en pratique la réduction à la source des déchets (zéro papier, réutilisation des décorations, emprunt et location au lieu d'achats, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion de l'événement est prévue dans la convention à intervenir avec l'organisme ENvironnement JEUnesse (ENJEU).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conformément aux conditions énoncées à la convention, un premier versement de 80 % du soutien financier serait versé dès la ratification de l'entente et le solde, au dépôt du bilan final attendu au plus tard le 29 février 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-24
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique		Sylvain VILLENEUVE Directeur	
Tél :	514-872-5603	**Tél :**	514 868-8723

Télécop. : **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 et accorder une contribution de 10 000 $

2019_SAR_Demande_ArrVM.pdfConvention_ENJEU_2019.docx

Aspect financier_GDD 1190318029.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318029

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 29 février 2020, avec ENvironnement JEUnesse (ENJEU) pour le projet « Salon des artisans récupérateurs 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 et accorder une contribution de 10 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318029.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-30

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

SALON DES ARTISANS RÉCUPÉRATEURS

DEMANDE DE FINANCEMENT

Salon des artisans récupérateurs

Organisé par
ENvironnement JEUnesse

Version du 16 octobre 2019

Table des matières

1. Faits saillants de l'édition 2018 3
2. À propos d'ENvironnement JEUnesse 4
3. Présentation sommaire du Salon des artisans récupérateurs 4
4. Historique de l'événement 5
5. Aspects distinctifs du Salon des artisans récupérateurs 5
6. Objectifs pour l'édition 2019 6
7. Rayonnement et partenariats 7
8. Demande de financement à l'Arrondissement Ville-Marie 7
9. Sélection des artisan·e·s 8
Annexe. Liste des artisan·e·s 10
Annexe. Budget prévisionnel 12

1. Faits saillants de l'édition 2018



+ 2 000 000	personnes rejointes par les communications de l'événement
4 000	visiteur·euse·s
+ de 200	publications sur les réseaux sociaux Facebook, LinkedIn et Twitter
+ de 125	photos de l'événement
88 %	taux moyen de matériaux récupérés dans les créations présentées
+ de 35	artisan·e·s écoresponsables
75 000 $	de retombées immédiates
+ de 45	bénévoles dévoué·e·s
près de 50	parutions dans les médias
10	partenaires engagés
3	jours d'exposition
1	marché de Noël incontournable

2. À propos d'ENvironnement JEUnesse

Créé en 1979, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) est un organisme d'éducation relative à l'environnement qui vise à conscientiser les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outiller à travers ses projets éducatifs et les inciter à agir dans leur milieu. ENvironnement JEUnesse est un réseau qui valorise le développement de l'esprit critique et qui donne la parole aux jeunes engagé·e·s s afin qu'ils·elles fassent connaître leurs préoccupations, leurs positions et leurs solutions concernant les enjeux environnementaux actuels.

Nos activités d'éducation environnementale visent ainsi à informer et à former un ensemble d'individus, d'organisations et d'entreprises sur des enjeux environnementaux. Les activités, les projets pédagogiques et les événements d'ENvironnement JEUnesse touchent divers enjeux, dont la gestion des matières résiduelles et la consommation responsable.

Dans cette perspective, le Salon des artisans récupérateurs correspond tout à fait à la mission d'éducation environnementale de l'organisme. L'organisation de ce marché de Noël écoresponsable permet de combiner les préoccupations environnementales liées à la consommation tout en s'attaquant à la gestion des matières résiduelles. Les créations et les collections présentées misent sur la réutilisation, le recyclage et la revalorisation.

3. Présentation sommaire du Salon des artisans récupérateurs

Organisé par ENvironnement JEUnesse (ENJEU), le Salon des artisans récupérateurs aura lieu du 29 novembre au 1er décembre prochain. Il propose aux familles une foule de trouvailles et de créations d'une remarquable qualité qui toutes, ont un point en commun : elles sont composées d'au moins 75 % de matières récupérées.

Imaginez des accessoires de mode faits à partir de tissus et cuirs recyclés, des bijoux tendance faits à partir d'anciens ustensiles en inox ou sertis d'éclats de verre polis par les marées, des articles de cuisine en bois de construction, des lampes en écorces de bouleau, des peluches nées d'anciens T-shirts, des meubles modulaires en carton robuste pour la salle de jeu des petits, ou encore des articles de maroquinerie faits à partir d'anciennes ceintures en cuir patiné par le temps. La Salon des artisans récupérateurs, c'est un marché de Noël qui offre tout cela, et plus encore.

Ce grand événement annuel réunit une trentaine d'écodesigners québécois·es varié·e·s. Vêtements, bijoux, accessoires de mode, objets utilitaires et décoratifs, meubles et autres sont proposés par les créateur·trice·s.

Le marché de Noël est accessible gratuitement et tous les dons permettront de soutenir la mission d'éducation environnementale de l'organisme auprès des jeunes. Les membres d'ENJEU auront droit des réductions jusqu'à 20 % sur leurs achats. Les moins de 18 ans pourront devenir membres d'ENJEU sans frais pour trois ans.

4. Historique de l'événement

De 2006 à 2012, le Salon des Artistes-Récupérateurs était une exposition phare de la Biosphère de l'Île Sainte-Hélène lors de son mois thématique du « Noël Vert », visant à promouvoir de bonnes pratiques environnementales autour du temps des fêtes. Au cours de cette période, le Salon des Artistes-Récupérateurs se tenait au début du mois de décembre pour présenter le travail d'une soixantaine d'artistes-récupérateurs et rejoindre de 5 000 à 7 000 visiteur·euse·s.

Avec la fermeture de la Biosphère à la fin 2013, le Salon des Artistes-Récupérateurs n'a pas eu lieu cette année-là. Grâce à la volonté de trois artistes du milieu de faire revivre l'événement, ENvironnement JEUnesse a repris le flambeau de l'événement en 2014. C'est ainsi que la première édition du Salon des Artistes Récupérateurs organisé par ENvironnement JEUnesse a eu lieu du 5 au 7 décembre 2014, à la Chaufferie du Cœur des Sciences de l'UQAM.

L'année suivante, en 2015, l'événement déménageait à la Maison du développement durable, un bâtiment écologique certifié LEED® PLATINE. Le Salon des Artistes Récupérateurs s'est par la suite tenu avec une quarantaine d'artisan·e·s et d'entreprises en métiers d'art à la Maison du développement durable du 4 au 6 décembre 2015, 2 au 4 décembre 2016 et du 1er au 3 décembre 2017 sous le nom de Salon des artisans récupérateurs.

Lors de l'édition 2018, les efforts significatifs en publicité et en relations publiques ont permis d'accroître significativement le rayonnement de l'événement ainsi que des artisan·e·s autant dans les médias traditionnels que sur le web. Entre plusieurs apparitions sur les blogues écolos, l'événement a été mentionné dans les grands médias québécois, dont La Presse, le journal Métro, le Journal de Montréal, la populaire plateforme Nightlife et l'émission Salut Bonjour Week-End. Au total, on a recensé une cinquantaine de parutions dans des médias variés.

Les bons coups de l'édition 2018 ainsi que les leçons apprises lors des éditions précédentes permettront à ENvironnement JEUnesse de poursuivre l'ancrage de l'événement comme étant le marché de Noël des artisan·e·s écoresponsables au Québec.

5. Aspects distinctifs du Salon des artisans récupérateurs

Le Salon des artisans récupérateurs permet à tout le monde de voir en application les principes des 3RVE voulant qu'il faille réduire, réutiliser, recycler, valoriser… avant de recourir à l'élimination. Les artisan·e·s démontrent ainsi qu'il est possible de créer des objets de grande qualité, abordables et variés, et qui vont à contre-courant du prêt-à-jeter.

Sur l'Île de Montréal, on recense une cinquantaine de marchés de Noël, dont une dizaine la même fin de semaine que le Salon des artisans récupérateurs. Le Salon des artisans récupérateurs se distingue par (1) son envergure, (2) son lieu stratégique d'exposition, (3) ses retombées pour l'économie locale et circulaire et (4) son volet écoresponsable.

En évaluant l'originalité de l'événement, notamment quant à la singularité des produits offerts, il est adéquat de situer le salon dans la fourchette des événements de moyenne à grande envergure. Ce sont tout de même 4 000 à 5 000 visiteur·euse·s qui se sont déplacés pour prendre

part à cet événement au caractère unique. Il faut également souligner qu'il s'agit du seul marché de Noël d'envergure pour les artisan·e·s écoresponsables au Québec.

Le Salon des artisans récupérateurs se distingue également grâce à son lieu d'exposition. Lors de l'édition 2017, un visiteur·euse sur cinq a visité le salon après avoir été invité·e à le faire en passant devant la Maison du développement durable. En plus d'être stratégiquement situé près de deux stations de métro (stations de métro Place-des-Arts et Saint-Laurent), le Salon des artisans récupérateurs se déroule à l'intérieur d'un bâtiment écologique certifié LEED® platine.

Cet événement contribue à la promotion d'une économie locale et circulaire, en faisant sa promotion et en facilitant l'accès des consommateur·trice·s à des produits plus écologiques. Selon l'Observatoire de la consommation responsable (OCR), c'est le cas de 86 % des Québécois·es (données de 2017). Ces données révèlent aussi que les 25 à 44 ans privilégient majoritairement les accessoires de mode issus de matières premières recyclées. Au cours d'une seule fin de semaine, les ventes immédiates réalisées représentent plus de 75 000 $, contribuant ainsi au dynamisme commercial de l'Arrondissement Ville-Marie.

Le Salon des artisans récupérateurs se démarque dans son environnement au niveau de son volet écoresponsable. En effet, les artisan·e·s sélectionné·e·s arrivent, en moyenne, à créer des objets à 88 % de matières récupérées. Ce souci pour la récupération et la consommation responsable ajoute une plus-value au travail et aux objets des artisan·e·s puisqu'il nécessite une démarche beaucoup plus difficile et exhaustive.

Enfin, la gestion écoresponsable de l'événement permet de distinguer encore davantage le Salon des artisans récupérateurs des autres marchés. L'événement bénéficie d'un bâtiment certifié LEED® platine, possède des installations pour la gestion des déchets à trois voies et réduit à la source les déchets (zéro papier, réutilisation de décoration, emprunt et location au lieu d'achats, etc.).

6. Objectifs pour l'édition 2019

Pour l'édition 2019 du Salon des artisans récupérateurs organisée par ENvironnement JEUnesse, trois pistes d'amélioration et de croissance seront mises en œuvre :

1. Réaménager l'entrée de l'événement afin d'inciter davantage de passants à entrer dans l'espace d'exposition à la Maison du développement durable ;
2. Améliorer l'expérience des visiteur·euse·s en servant de la nourriture et des boissons chaudes, notamment par un kiosque en collaboration avec le bistro-traiteur Marius ;
3. Renouveler les efforts de relations publiques et les publicités – notamment par de l'affichage dans les lieux publics – afin de rejoindre un public plus large, et ce, à la grandeur du Québec.

Les objectifs sont également multiples :

- Maintenir le nombre de visiteur·euse·s au Salon des artisans récupérateurs ;
- 125 000 personnes rejointes par la couverture médiatique ;

- 1 000 000 de personnes rejointes sur les réseaux sociaux ;
- 35 artisan·e·s québécois·es mis·es en valeur.

Au-delà de ces objectifs chiffrés, les efforts de communication visent à :

- Ancrer l'événement comme un incontournable de la période des fêtes ;
- Accroître la portée et la visibilité des artisan·e·s et des entreprises en métiers d'art, notamment au niveau médiatique ;
- Augmenter le nombre de Québécois·es sensibilisé·e·s à l'importance d'offrir des produits et des créations écoresponsables ;
- Augmenter la notoriété d'ENvironnement JEUnesse, de ses partenaires et de ses commanditaires.

7. Rayonnement et partenariats

Le Salon des artisans récupérateurs connaît un grand rayonnement, entre autres, grâce à la qualité et à la diversité de ses artisan·e·s. Bien que l'événement ait lieu à Montréal, une dizaine de régions à travers le Québec sont représentées par les artisan·e·s participant à l'événement. En plus des partenaires et des commanditaires, les artisan·e·s contribuent à la diffusion et à la promotion d'un marché de Noël unique et écoresponsable.

Les outils de diffusion sont variés et adaptés à différentes clientèles : réseaux sociaux (Facebook, Twitter et LinkedIn), affiche, publicité, invitation par courriel, entrevue dans les médias (écrit, radio, télévision), etc. Au total, on estime que l'événement rejoint 125 000 personnes.

Quant aux partenariats, ils se déclinent en trois grandes catégories : (1) des partenaires financiers ; (2) des partenaires qui offrent une contribution en nature telle que le prêt de matériel, l'appui à la diffusion, une équipe de bénévoles, etc. ; (3) et un partenaire média.

Au niveau des partenaires financiers, l'événement peut compter sur le renouvellement du soutien du Fonds de solidarité FTQ. Parmi les partenaires en nature, on compte sur la Maison du développement durable et le bistro-traiteur Marius, entre autres. Quant partenaire média, la collaboration avec le Journal Métro sera renouvelée. Au total, l'événement peut compter sur une dizaine de partenaires.

8. Demande de financement à l'Arrondissement Ville-Marie

Le Salon des artisans récupérateurs s'inscrit dans la programmation d'activités ponctuelles et d'une durée limitée, en plus de mettre en valeur des artisan·e·s Montréalais·es. Dans ce contexte, ENvironnement JEUnesse souhaite demander à l'Arrondissement Ville-Marie un soutien financier d'une hauteur de 10 000 $.

Pour reconnaître le soutien de l'Arrondissement Ville-Marie, ENvironnement JEUnesse offre plusieurs éléments de visibilité :

- Mention dans les avis aux médias et les communiqués de presse du Salon des artisans récupérateurs ;
- Remerciements dans le discours d'ouverture de l'événement avec la possibilité de prononcer une allocution ;
- Laissez-passer pour la soirée de lancement ;
- Mention et logo sur les affiches du Salon des artisans récupérateurs ;
- Bandeau publicitaire sur Facebook, sur Twitter et sur LinkedIn avec mention et logo pour une période de trente (30) jours ;
- Mention et logo sur la page web du Salon des artisans récupérateurs ;
- Mention dans les réseaux sociaux de l'organisme (Facebook, Twitter et LinkedIn), notamment par la création d'un événement Facebook pour le Salon des artisans récupérateurs.

9. Sélection des artisan·e·s

Le processus ainsi que les critères de sélection des artisan·e·s ont été clairement expliqués dans un Guide de mise en candidature (disponible sur notre site web). L'appel de candidatures a été lancé en février 2019 et a pris fin le 22 avril 2019. L'analyse des dossiers de candidatures se fait au cours du mois d'avril et de mai pour annoncer la sélection finale auprès des artisan·e·s en juin 2019.

Les critères d'évaluation sont répartis en huit (8) catégories qui guident l'analyse par le comité de sélection, formé d'un représentant de l'organisme et de deux artisan·e·s du milieu. Ce comité d'analyse conjoint entre des artisan·e·s et l'organisateur favorise une analyse équilibrée, où les artisan·e·s peuvent contribuer à la gouvernance du projet (les artisan·e·s sont impliqué·e·s à différents moments dans l'organisation de l'événement dont le choix des dates retenues, la sélection des artisan·e·s, les outils de promotion, le parcours de l'événement, etc.).

Dans la sélection des artisan·e·s, la démarche écologique, la conception et la fabrication au Québec de manière éthique, la qualité des créations et leur pertinence, le coût raisonnable et l'originalité sont évalués. De même, les artisan·e·s membres du Conseil des métiers d'art québécois et celles et ceux qui présentent une collection renouvelée sont priorisé·e·s. Enfin, la présentation d'un dossier complet et l'acceptation des règlements constituent des critères éliminatoires.

Voici les critères de sélection tels que présentés dans le guide de mise en candidature :

- Environnement : Démarche écologique, avantage environnemental, durabilité du produit, utilisation d'un minimum de 75 % de matières récupérées dont la provenance est vérifiable ; ou produit « zéro déchet » ;
- Conception : Produits conçus et fabriqués de manière éthique au Québec, par l'artisan·e (et son équipe) présentant sa candidature ;
- Qualité : Qualité des produits, apparence, fonction ou besoin comblé ;

- Accessibilité : Coût raisonnable du produit, offert à une clientèle variée ;
- Originalité : Produits originaux, unicité et innovation dans un souci de présenter des produits dans des catégories variées ;
- Autres : Membre du Conseil des métiers d'art québécois, collection renouvelée, etc. ;
- Dossier complet (critère éliminatoire) : Formulaire dûment rempli et photos envoyées avant la date limite ;
- Respect des règlements (critère éliminatoire) : Acceptation des règlements du Salon des artisans récupérateurs.

Annexe. Liste des artisan·e·s

Veuillez noter que cette liste est fournie à titre indicatif.

Nom d'artisan·e	Ville	Région administrative	Artisan·e de la relève*	Première participation
Andréane et ses crochets	Montréal	6	x	x
Aniela Mieko	Montréal	6		
Anne Macot	Vaudreuil-sur-le-Lac	16		x
Atelier Entre-Peaux	Montréal	6		
Atoca	Montréal	6	x	
Chikiboom	Montréal	6	x	
Créations Capsule	Montréal	6		
D'hier à Denim	St-Zotique	16		x
De Filles en Aiguille	Vaudreuil-Dorion	16		
Femme Planète	Sainte-Anne-de-Bellevue	6		x
Foehn Kids	Montréal	6		
Francine Legault	Sainte-Adèle	15		
Geneviève Chloé Delage Design	Montréal	6		x
Isalie	Val-David	15	x	x
Julie Larivière	St-Adolphe-d'Howard	15		
KAZAK	Montréal	6		
LaZophia	Saint-Louis-de-Gonzague	16		
Les Gaspilleurs	Montréal	6	x	x
Les Guenilloux	Montréal	6		
Les Vieilles Sacoches	Terrebonne	14		
Marie Robitaille bijoux	Québec	3		
Marik fait des bijoux	Montréal	6		x
Maw Studio Design	Montréal	6		
Meha verre recyclé	St-Christophe d'Arthabaska	17		
Minuit moins cinq	L'anse-Saint-Jean	2	x	
Montréal Machin	La Conception	15		
NAURY	St-Cuthbert	14		x
o2ceintures	Varennes	16		
Petits Plis atelier-boutique	Montréal	6		

Sarah dans la lune	Montréal	6		
Takaé créations	Montréal	6	x	x
Tonic Mtl	Montréal	6	x	
UNIC	Montréal	6	x	
Verre Vert	Montréal	6		
Vincent Daoust	Montréal	6		

*Les artisan·e·s de la relève sont des artisan·e·s âgé·e·s de 35 ans et moins.











Annexe. Budget prévisionnel

Dépenses	
Salaires et charges sociales	Montant
Directrice générale	7 000$
Chargé(e) de projet	18 000$
Agente de communication et de logistique	16 000$
Sous-total des dépenses	41 000$
Logistique et programmation	Montant
Location de salles, installations et matériel informatique	15 000$
Service traiteur	750$
Location et achat de tapis	500$
Matériel d'événement divers	500$
Sous-total des dépenses	16 750$
Communications	Montant
Relations de presse	7 500$
Identité visuelle, graphisme et web	4 500$
Publicités et outils promotionnels	2 500$
Photographe	1 000$
Impressions (cocardes, bannière, impressions variées, etc.)	500$
Sous-total des dépenses	16 000$
Total des dépenses	73 750$

Revenus	
Sources de revenus	Montant
Fonds de solidarité FTQ (confirmé)	40 000$
SODEC (confirmé)	10 000$
Frais d'inscription payés par les artisan·e·s (estimation)	11 000$
Autres partenaires	12 750$
Sous-total des revenus	73 750$
Total des revenus	73 750$

Solde budgétaire	0$

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **ENJEU et ENVIRONNEMENT JEUNESSE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le 3000, rue Omer-Lavallée, bureau 122, Montréal, Québec, H1Y 3R8 agissant et représentée par madame Catherine Gauthier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 10 octobre 2019 et jointe à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No fournisseur: 116420

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet - Soutien aux projets économiques non commerciaux* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour le projet « *Salon des Artisans Récupérateurs 2019* » (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du *Salon des Artisans Récupérateurs 2019*

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles, pour lesquelles la contribution financière est accordée;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande;

4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine au plus tard le 29 février 2020.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de huit mille dollars (8 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de deux mille dollars (2 000 $) après réception du rapport final, tel que prévu au paragraphe 3.8 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Madame Catherine Gauthier
Directrice générale
Enjeu et ENvironnement JEUnesse
3000, rue Omer-Lavallée, bureau 122
CP 55070 - Champlain PO
Montréal, Québec, H1Y 3R8

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de novembre 2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de novembre 2019

ENJEU et ENVIRONNEMENT JEUNESSE

Par : _____
Catherine Gauthier, directrice

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318029, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 _____ du conseil, lors de la séance du 12 novembre 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

RÉSOLUTION DE L'ORGANISME

Environnement Jeunesse

ENvironnement JEUnesse conscientise les jeunes du Québec aux enjeux environnementaux, les outille à travers ses projets éducatifs et les incite à agir dans leur milieu.

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'ENJEU ET ENvironnement JEUnesse INC.
Tenue le jeudi 10 octobre 2019

Présences : Sébastien Jodoin, Loïc de Fabritus, Marie Legivre, Hugue Asselin, Erika Salem, Alix Ruhlmann, David Morin, René Coignaud, Eddy Pérez, Marikim Thibodeau et Laurence Williams
Direction générale : Catherine Gauthier

Attendu qu'ENJEU et ENvironnement JEUnesse inc. organise le Salon des artisans récupérateurs du 29 novembre au 1er décembre 2019.

Attendu que les membres du conseil d'administration d'ENJEU et ENvironnement JEUnesse inc. ont tenu des échanges le 10 octobre 2019 concernant le Salon des artisans récupérateurs.

Attendu que les membres du conseil d'administration comprennent le rôle essentiel des subventions pour assurer la réalisation de la mission de l'organisme et de son Salon des artisans récupérateurs, et qu'ils jugent essentiel que la directrice générale de l'organisme, Catherine Gauthier, puisse représenter l'organisme dans le cadre du démarchage de ces subventions.

PROPOSÉ PAR : Eddy Pérez
APPUYÉ PAR : Loïc de Fabritus

CA-19-10-24
« Que le conseil d'administration autorise la directrice générale d'ENJEU et ENvironnement JEUnesse inc., Madame Catherine Gauthier, à effectuer les demandes de subventions – notamment auprès de l'arrondissement Ville-Marie – et la désigne comme signataire de l'organisme pour tout engagement relatif à ces demandes. »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le 10 octobre 2019 à Montréal

Marie Legivre, secrétaire

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

3. Présentation sommaire du Salon des artisans récupérateurs

Organisé par ENvironnement JEUnesse (ENJEU), le Salon des artisans récupérateurs aura lieu du 29 novembre au 1er décembre prochain. Il propose aux familles une foule de trouvailles et de créations d'une remarquable qualité qui toutes, ont un point en commun : elles sont composées d'au moins 75 % de matières récupérées.

Imaginez des accessoires de mode faits à partir de tissus et cuirs recyclés, des bijoux tendance faits à partir d'anciens ustensiles en inox ou sertis d'éclats de verre polis par les marées, des articles de cuisine en bois de construction, des lampes en écorces de bouleau, des peluches nées d'anciens T-shirts, des meubles modulaires en carton robuste pour la salle de jeu des petits, ou encore des articles de maroquinerie faits à partir d'anciennes ceintures en cuir patiné par le temps. La Salon des artisans récupérateurs, c'est un marché de Noël qui offre tout cela, et plus encore.

Ce grand événement annuel réunit une trentaine d'écodesigners québécois·es varié·e·s. Vêtements, bijoux, accessoires de mode, objets utilitaires et décoratifs, meubles et autres sont proposés par les créateur·trice·s.

Le marché de Noël est accessible gratuitement et tous les dons permettront de soutenir la mission d'éducation environnementale de l'organisme auprès des jeunes. Les membres d'ENJEU auront droit des réductions jusqu'à 20 % sur leurs achats. Les moins de 18 ans pourront devenir membres d'ENJEU sans frais pour trois ans.

5. Aspects distinctifs du Salon des artisans récupérateurs

Le Salon des artisans récupérateurs permet à tout le monde de voir en application les principes des 3RVE voulant qu'il faille réduire, réutiliser, recycler, valoriser... avant de recourir à l'élimination. Les artisan·e·s démontrent ainsi qu'il est possible de créer des objets de grande qualité, abordables et variés, et qui vont à contre-courant du prêt-à-jeter.

Sur l'Île de Montréal, on recense une cinquantaine de marchés de Noël, dont une dizaine la même fin de semaine que le Salon des artisans récupérateurs. Le Salon des artisans récupérateurs se distingue par (1) son envergure, (2) son lieu stratégique d'exposition, (3) ses retombées pour l'économie locale et circulaire et (4) son volet écoresponsable.

En évaluant l'originalité de l'événement, notamment quant à la singularité des produits offerts, il est adéquat de situer le salon dans la fourchette des événements de moyenne à grande envergure. Ce sont tout de même 4 000 à 5 000 visiteur·euse·s qui se sont déplacés pour prendre

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

part à cet événement au caractère unique. Il faut également souligner qu'il s'agit du seul marché de Noël d'envergure pour les artisan·e·s écoresponsables au Québec.

Le Salon des artisans récupérateurs se distingue également grâce à son lieu d'exposition. Lors de l'édition 2017, un visiteur·euse sur cinq a visité le salon après avoir été invité·e à le faire en passant devant la Maison du développement durable. En plus d'être stratégiquement situé près de deux stations de métro (stations de métro Place-des-Arts et Saint-Laurent), le Salon des artisans récupérateurs se déroule à l'intérieur d'un bâtiment écologique certifié LEED® platine.

Cet événement contribue à la promotion d'une économie locale et circulaire, en faisant sa promotion et en facilitant l'accès des consommateur·trice·s à des produits plus écologiques. Selon l'Observatoire de la consommation responsable (OCR), c'est le cas de 86 % des Québécois·es (données de 2017). Ces données révèlent aussi que les 25 à 44 ans privilégient majoritairement les accessoires de mode issus de matières premières recyclées. Au cours d'une seule fin de semaine, les ventes immédiates réalisées représentent plus de 75 000 $, contribuant ainsi au dynamisme commercial de l'Arrondissement Ville-Marie.

Le Salon des artisans récupérateurs se démarque dans son environnement au niveau de son volet écoresponsable. En effet, les artisan·e·s sélectionné·e·s arrivent, en moyenne, à créer des objets à 88 % de matières récupérées. Ce souci pour la récupération et la consommation responsable ajoute une plus-value au travail et aux objets des artisan·e·s puisqu'il nécessite une démarche beaucoup plus difficile et exhaustive.

Enfin, la gestion écoresponsable de l'événement permet de distinguer encore davantage le Salon des artisans récupérateurs des autres marchés. L'événement bénéficie d'un bâtiment certifié LEED® platine, possède des installations pour la gestion des déchets à trois voies et réduit à la source les déchets (zéro papier, réutilisation de décoration, emprunt et location au lieu d'achats, etc.).

6. Objectifs pour l'édition 2019

Pour l'édition 2019 du Salon des artisans récupérateurs organisée par ENvironnement JEUnesse, trois pistes d'amélioration et de croissance seront mises en œuvre :

1. Réaménager l'entrée de l'événement afin d'inciter davantage de passants à entrer dans l'espace d'exposition à la Maison du développement durable ;
2. Améliorer l'expérience des visiteur·euse·s en servant de la nourriture et des boissons chaudes, notamment par un kiosque en collaboration avec le bistro-traiteur Marius ;
3. Renouveler les efforts de relations publiques et les publicités – notamment par de l'affichage dans les lieux publics – afin de rejoindre un public plus large, et ce, à la grandeur du Québec.

Les objectifs sont également multiples :

- Maintenir le nombre de visiteur·euse·s au Salon des artisans récupérateurs ;
- 125 000 personnes rejointes par la couverture médiatique ;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- 1 000 000 de personnes rejointes sur les réseaux sociaux ;
- 35 artisan·e·s québécois·es mis·es en valeur.

Au-delà de ces objectifs chiffrés, les efforts de communication visent à :

- Ancrer l'événement comme un incontournable de la période des fêtes ;
- Accroître la portée et la visibilité des artisan·e·s et des entreprises en métiers d'art, notamment au niveau médiatique ;
- Augmenter le nombre de Québécois·es sensibilisé·e·s à l'importance d'offrir des produits et des créations écoresponsables ;
- Augmenter la notoriété d'ENvironnement JEUnesse, de ses partenaires et de ses commanditaires.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis à la demande de soutien, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318029

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	ENJEU ET ENVIRONNEMENT JEUNESSE	116420

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		8 000,00 $	2 000,00 $					**10 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 3

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	novembre	2019	Date de fin :	29	février	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 24 octobre 2019 10:44:51

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318029

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver, en confromité avec le volet 3 du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, la convention avec ENvironnement JEUnesse et accorder, à même le budget de fonctionnement, une contribution de 10 000 $ pour la tenue de l'édition 2019 du « Salon des artisans récupérateurs »."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 10 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		8 000,00 $	2 000,00 $					**10 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 10 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM90318029
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-10-29**

Date et heure système : 29 octobre 2019 17:20:59

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318031

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Antenne Créative pour l'organisation de l'événement Hub Montréal et accorder une contribution de 15 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec l'organisme Antenne créative pour la réalisation du projet « HUB Montréal 2019 » dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019 - 2020, volet 3 ;
D'accorder à cette fin, une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 10:58

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190318031**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Antenne Créative pour l'organisation de l'événement Hub Montréal et accorder une contribution de 15 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa Stratégie de développement économique «Accélérer Montréal», le Service du développement économique a lancé un premier appel à projets appelé *Projets 2018 Entreprendre Montréal* en juin 2018. Cet appel à projet s'inscrit en continuité avec le soutien offert par la Ville de Montréal depuis 2013 à des organismes réalisant des vitrines et des marchés culturels et créatifs. Ceux-ci contribuant fortement au rayonnement de Montréal, à la mise en valeur et à l'exportation des produits et expertises culturels et créatifs d'ici tant au plan national qu'à l'international.
En 2019, Antenne créative, un organisme sans but lucratif établi sur le territoire de Ville-Marie, bénéficie d'une partie de l'enveloppe accordée au soutien aux vitrines et aux marchés culturels et créatifs pour l'organisation de la tenue de la 3e édition de HUB Montréal, la 9e de Mundial Montréal et la 14e édition de M pour Montréal. Ces événements se tenant sur le territoire de Ville-Marie et réunissant des entreprises créatives aussi établies dans Ville-Marie, Antenne créative sollicite un soutien financer de 15 000 $ pour l'organisation de la 3e édition de Hub Montréal dans le centre de création de l'organisme circassien Les 7 doigts, en novembre prochain.

Le présent sommaire recommande l'octroi d'un soutien financier de 15 000 $ à l'organisme Antenne créative en vertu du Programme de soutien financier en développement économique et commercial, volet 3, pour la contribution de son événement HUB Montréal, 3e édition au développement de l'activité économique de Ville-Marie et et l'approbation de la convention préparée à cet effet et insérée en pièce jointe.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0655 - 24 avril 2019: 1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 220 000 $ aux organismes ci-après désignés, pour l'année 2019 et selon le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour la réalisation de vitrines et marchés culturels et créatifs (Antenne créative - 25 000 $), 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel,
CE18 1499 - 5 septembre 2018 : 1 - d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 125 000 $, aux cinq organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, à la suite du dépôt de projets, *Entreprendre Montréal été 2018* (Antenne créative - 50 000 $), 2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces

soutiens financiers, 3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

HUB Montréal est un événement voué à créer des passerelles entre les talents et les entreprise issues d'écosystèmes créatifs différents des domaines de la culture et du numérique. L'événement annuel contribue aussi à favoriser et à amplifier le rayonnement de ces entreprise aux niveaux local, national et international.
Du 18 au 21 novembre 2019, une soixantaine de délégués internationaux seront dans les ateliers de Les 7 doigts, boulevard Saint-Laurent, pour découvrir les projets innovants et porteurs des entreprises d'ici. HUB Montréal permettra la présentation de 40 projets d'entreprises en créativité numérique (réalité virtuelle et augmentée, effets visuels, intelligence artificielle, cinéma, environnements multimédias, expériences immersives et interactives en marge de laquelle, des activités de maillage et de réseautage adaptées seront offertes aux participants pour leur permettre de s'inspirer du savoir d'experts locaux et internationaux, de découvrir les nouvelles tendances dans différentes disciplines, de développer des liens et des collaborations et de générer des partenariats.

Les entreprises participant au Parcours créatif C3, financé par le Service de développement économique, seront aussi invitées à participer à HUB Montréal 2019.

En termes statistiques, l'événement HUB Montréal, en 2018, se résume par les données suivantes :

- Plus de 500 participants
- Plus de 60 acheteurs / influenceurs internationaux
- Plus de 15 pays représentés
- Plus de 40 entreprises en vitrine

- Plus de 4 millions de $ de contrats estimés sur les marchés étrangers pour l'ensemble de 40 entreprises en vitrine
- Plus de 1 400 contacts
- Plus de 280 rendez- vous planifiés entre acheteurs internationaux et entreprises créatives d'ici
- Plus de 30 offres faites à des entreprises montréalaises lors de l'événement
- Plus de 230 opportunités d'affaires en discussion.

Pour l'événement HUB Montréal 2019, Antenne créative mise sur les sources budgétaires apparaissant au tableau qui suit.

HUB Montréal -- Budget 2018 / 19 - Operations	Budget 2019 - 2020
REVENUS	
SUBVENTIONS	
FÉDÉRAL	
Patrimoine Canada	25 000,00
Téléfilm Canada	7 500,00
TOTAL FÉDÉRAL	32 500,00
PROVINCIAL	
SODEC	25 000,00
Ministère de la Culture et des Communications	20 000,00
Secrétariat à la région métropolitaine	60 000,00
Ministère de L'Économie et de l'Innovation	25 000,00
TOTAL PROVINCIAL	130 000,00
MUNICIPAL	
Ville de Montréal - Foires et marchés	25 000,00
Ville de Montreal - Service de developpement Economique	15 000,00
Arrondissement de Ville Marie	15 000,00
Tourisme Montréal	25 000,00
TOTAL MUNICIPAL	80 000,00
COMMANDITES (incluant échange en biens et services)	171 500,00
REVENUS AUTONOMES	
Accréditations Hub Pro (pass)	30 000,00
Revenus reservation Hotel	7 500,00
Billeterie Souper de résautage	20 000,00
Inscription vitrine	30 000,00
Autres Revenus	2 000,00
TOTAL REVENUS AUTONOMES	89 500,00
AUTRES REVENUS	
Comité organisateur des fêtes du 375e	175 000,00
TOTAL AUTRES REVENUS	175 000,00
TOTAL REVENUS	**678 500,00**

JUSTIFICATION

Les vitrines et les marchés culturels et créatifs s'inscrivent dans la Politique de développement culturel adoptée par le conseil municipal en juin 2017. Dans le chantier « L'entrepreneuriat culturel et créatif afin de pérenniser la création », la Ville de Montréal souhaite notamment mettre en place les conditions nécessaires pour établir un climat favorable à l'entrepreneuriat culturel et créatif et à l'exportation. De plus, en terme de rayonnement, l'administration municipale souhaite faire rayonner la marque Montréal, les créations et le savoir-faire de ses artistes et entreprises culturelles et créatives. L'événement HUB Montréal fait partie des stratégie de mise en valeur de cet écosystème. Par l'octroi de ce soutien financier, l'arrondissement de Ville-Marie contribuerait à un événement significatif au positionnement de Montréal à titre de plaque tournante des marchés culturels et créatifs nationaux et internationaux et à la consolidation d'entreprises culturelles et numériques de son propre territoire, qui y participent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le soutien financier est demandé à l'arrondissement pour la première fois pour la tenue de cet événement en raison d'une réduction de l;a contribution financière du Service de développement économique. La portion de l'arrondissement Ville-Marie, soit 15 000$, sera financée par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants :

- positionner et renforcer Montréal comme métropole culturelle;
- contribuer au rayonnement national et international de la métropole;
- soutenir le développement et la promotion des industries culturelles et créatives montréalaises;
- stimuler l'exportation internationale de nos produits culturels, de nos artistes, de notre créativité et de notre expertise;
- générer des retombées culturelles et économiques importantes pour les différentes industries visées.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra offrir à l'arrondissement dans le cadre des projets faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gina TREMBLAY, Ville-Marie

Lecture :

Gina TREMBLAY, 31 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-10-31
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190318031

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2019, avec Antenne Créative pour l'organisation de l'événement Hub Montréal et accorder une contribution de 15 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190318031.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **ANTENNE CRÉATIVE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le 100, rue Sherbrooke Est. Suite 2000, Montréal, Québec, H2X 1C3, agissant et représentée par monsieur Sébastien Nasra, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 25 avril 2017 et jointe à la présente convention.

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No fournisseur Ville: 447452

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet - Soutien aux projets économiques non commerciaux* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour le projet « *HUB Montréal 3e édition»* (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé (*Formulaire d'inscription – Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux*) sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation du « *HUB Montréal 3e édition».*

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020 / Volet Soutien aux projets économiques non commerciaux* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles, pour lesquelles la contribution financière est accordée;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande;

4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine le 31 décembre 2019.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de quinze mille dollars (15 000 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à 80 % de la contribution, soit un montant de douze mille dollars (12 000 $) dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à 20 **%** de la contribution, soit un montant de trois mille dollars (3 000 $) après réception du rapport final, tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve, directeur
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur Sébastien Nasra, directeur général
Antenne Créative
100, rue Sherbrooke Est, Suite 2000
Montréal (Québec) H2X 1C3

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de novembre 2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de novembre 2019

ANTENNE CRÉATIVE

Par : _____
Sébastien Nasra, directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel 1190318031, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 _____ du conseil, lors de la séance du 12 novembre 2019.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

RÉSOLUTION DE L'ORGANISME

Nomination d'un Directeur Général autorisé aux affaires gouvernementales pour

Antenne Créative FAS HUB Montréal.

ATTENDU QUE M. Sébastien Nasra a été nommé en tant que Directeur Général pour la gestion des affaires administratives pour l'organisme Antenne Créative F.A.S. Hub Montréal

IL EST RÉSOLU QUE M. Sébastien Nasra est autorisé à agir comme signataire pour Antenne Créative concernant les affaires gouvernementales tel que les rapports et demandes de subventions, et autres documents et renseignements légales nécessaires pour l'administration de l'Organisme.

Adopté et signé à Montréal, le 25 Avril 2017

Sébastien Nasra / Président du conseil

Marcel Choquette / Administrateur

Marcel Dessureault / Administrateur

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

Du 18 au 21 novembre 2019, Hub Montréal mettra en valeur le talent de nos créateurs d'expériences transdisciplinaires à travers la présentation de 40 projets d'entreprises en créativité numérique (réalité virtuelle et augmentée, les effets visuels, l'intelligence artificielle, le cinéma, les environnements multimédias, les expériences immersives et interactives, en bref de tous les secteurs de la créativité numérique).

Des projets novateurs et porteurs pour le développement et le rayonnement de la créativité montréalaise à l'international et des activités de maillage et de réseautage adaptées permettront aux participants de s'inspirer du savoir d'experts locaux et internationaux, de découvrir les nouvelles tendances dans différentes disciplines, de développer des liens et des collaborations et de générer des partenariats.

Se déroulant aux 7 doigts de la main en 2019, Hub Montréal permettra aux artistes, professionnels et acheteurs participants de s'inspirer du savoir d'experts locaux et internationaux et de découvrir les nouvelles tendances dans différentes disciplines par le biais de présentations de projets (pitch sessions) dans des formules éclatées. Au gré de toute cette effervescence, l'évènement proposera des séances de réseautage tantôt ludique, tantôt plus structurées, donnant lieu à des maillages fructueux et à des rencontres qu'on aurait cru improbables avec en tête des retombées d'affaires palpables !

La clientèle visée est la suivante :
• Entreprises, artistes, créateurs, idéateurs et développeurs du milieu de la créativité expérientielle en culture et en divertissement.
• Recruteurs, décideurs, acheteurs d'expériences internationaux et investisseurs.
• Regroupements professionnels des milieux de la créativité numérique, travailleurs autonomes, talents émergents, étudiants.
• Médias spécialisés et/ou généralistes.

Afin de rejoindre ces clientèles, HUB Montréal a un plan de communication solide et élargi comprenant des relations de presse, du placement publicitaire, des outils promotionnels imprimés (affichage etc.) et numériques (bannières web, campagne de publications etc,), un site Web retravaillé, des infolettre, une présence importante sur les médias sociaux, des podcasts, etc.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis à la demande de soutien, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION HORS PROGRAMME

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution hors programme ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE SOUTIEN – 2019

Programme de soutien financier
au développement économique commercial 2019-2020

Volet 3 – Soutien aux projets économiques non commerciaux

1. Nom de l'OBNL (tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec)

Antenne Créative

2. Coordonnées principales

Adresse 100, rue Sherbrooke E. Suite 2000	
Téléphone 1 514 925 0050 poste 221	Téléphone 2 514 266 4405
Courriel dir.financement@avalancheprod.com	
Site Internet www.hubmontreal.com	

3. Contact autorisé, par résolution du c.a., à formuler la présente demande

Nom Sébastien Nasra	
Statut ou fonction pour l'association Directeur général et fondateur	
Téléphone 1 514 925 0050	Téléphone 2
Courriel seb@avalancheprod.com	

4. Titre ou nom du projet

HUB Montréal 3e édition

5. Lieu de l'événement (si applicable)

Les 7 doigts, 2111 boulevard Saint-Laurent, Montréal, QC, H2X 2T5

6. Dates ou période de l'événement / du projet

Du 18 novembre	Au 21 novembre	Année 2019

7. Coût net estimé du projet (**excluant** les commandites et les échanges de services)

530 000 $

8. Soutien financier demandé

tel que discuté, 15 000 $

9. Portrait de l'organisme

Décrire l'organisme demandeur, sa mission, sa structure organisationnelle. Si l'organisme représente un groupe d'artistes, d'artisans ou d'établissements, décrire le milieu d'affaires concerné et le lien avec l'organisme demandeur.

HUB Montréal est un événement qui met en valeur les talents de la créativité numérique dans les domaines de la culture. La mission de Hub Montréal est de créer des passerelles entre les différents écosystèmes créatifs, de favoriser et d'amplifier leur rayonnement local, national et international. Durant 4 jours, une soixantaine de délégués internationaux sont invités à Montréal afin de découvrir les projets innovants et porteurs des entreprises d'ici. En proposant un grand rendez-vous des industries culturelles et créatives, HUB Montréal est une opportunité pour les entreprises montréalaises en créativité numérique d'amplifier leur rayonnement international. La présence de décideurs influents vise à stimuler la découvrabilité de leurs réalisations et savoir-faire.

L'idée de Hub Montréal a été lancée par Sébastien Nasra en 2012, lors du Rendez-vous de mi-parcours de Montréal Métropole culturelle, et s'inspirait d'une forte concentration au mois de novembre d'évènements culturels dédiés au développement d'affaires et à l'exportation. En effet, novembre est depuis longtemps un moment privilégié pour l'exportation de la créativité montréalaise. C'est un moment où acheteurs et leaders de tendances dans plusieurs disciplines viennent s'abreuver de talent local et de créations innovantes. L'initiative voulait également répondre à la nécessité, pour les entrepreneurs culturels de la nouvelle génération, de revoir leurs modèles et d'y intégrer une approche collaborative.

10. Description du projet

Décrire le projet proposé avec le plus de précisions possible. Décrire entre autres, en quoi le projet répond au programme de soutien économique de Ville-Marie et constitue une valeur ajoutée à l'économie de l'arrondissement comme à celle de la Ville de Montréal. Préciser la nature du projet, les objectifs visés, le lien avec le plan d'action ou la stratégie de l'organisme, sa portée économique, les retombées attendues, les engagements en matière de développement durable ou d'économie circulaire, le lieu, la date ou la période du projet (si pertinent), sa programmation, ses échéances, les partenariats établis en soutien au projet ainsi que sur quelles études ou données celui-ci est fondé. Tout document pertinent à sa compréhension peut être joint.

Du 18 au 21 novembre 2019, Hub Montréal mettra en valeur le talent de nos créateurs d'expériences transdisciplinaires à travers la présentation de 40 projets d'entreprises en créativité numérique (réalité virtuelle et augmentée, les effets visuels, l'intelligence artificielle, le cinéma, les environnements multimédias, les expériences immersives et interactives, en bref de tous les secteurs de la créativité numérique). Des projets novateurs et porteurs pour le développement et le rayonnement de la créativité montréalaise à l'international et des activités de maillage et de réseautage adaptées permettront aux participants de s'inspirer du savoir d'experts locaux et internationaux, de découvrir les nouvelles tendances dans différentes disciplines, de développer des liens et des collaborations et de générer des partenariats.

Se déroulant aux 7 doigts de la main en 2019, Hub Montréal permettra aux artistes, professionnels et acheteurs participants de s'inspirer du savoir d'experts locaux et internationaux et de découvrir les nouvelles tendances dans différentes disciplines par le biais de présentations de projets (pitch sessions) dans des formules éclatées. Au gré de toute cette effervescence, l'évènement proposera des séances de réseautage tantôt ludique, tantôt plus structurées, donnant lieu à des maillages fructueux et à des rencontres qu'on aurait cru improbables avec en tête des retombées d'affaires palpables !

11. Historique et expertise

Présenter quelques réalisations de l'organisme qui sont pertinentes à la compréhension du projet et qui démontrent que celui-ci détient l'expertise ou le savoir-faire requis. Identifier tout copromoteur ainsi que les responsabilités de chacun.

STATISTIQUES 2018
+ 500 participants
+ 60 acheteurs / influenceurs internationaux
+ 15 pays représentés
+ 40 entreprises en vitrine

RETOMBÉES ESTIMÉES DE 2018
+ 4 millions de $ de contrats estimés sur les marchés étrangers pour l'ensemble des 40 entreprises en vitrine
+ 1 400 contacts
+ 280 rendez- vous planifiés entre acheteurs internationaux et entreprises créatives d'ici
+ 30 offres faites à des entreprises montréalaises lors de l'évènement
+ 230 opportunités d'affaires en discussion

12. Identifier, avec le plus de précision possible, les **clientèles visées** par l'événement ou le projet, les **tactiques de communication** prévues et les grandes lignes du **plan de communication** relié au projet. Un plan de communication et de promotion plus complet sera requis à la convention à intervenir à la suite de l'approbation du projet.

La clientèle visée est la suivante :
• Entreprises, artistes, créateurs, idéateurs et développeurs du milieu de la créativité expérientielle en culture et en divertissement.
• Recruteurs, décideurs, acheteurs d'expériences internationaux et investisseurs.
• Regroupements professionnels des milieux de la créativité numérique, travailleurs autonomes, talents émergents, étudiants.
• Médias spécialisés et/ou généralistes.

Afin de rejoindre ces clientèles, HUB Montréal a un plan de communication solide et élargi comprenant des relations de presse, du placement publicitaire, des outils promotionnels imprimés (affichage etc.) et numériques (bannières web, campagne de publications etc,), un site Web retravaillé, des infolettre, une présence importante sur les médias sociaux, des podcasts, etc.

13. Visibilité et communications

Décrire la **visibilité** que l'organisme entend laisser à l'arrondissement de Ville-Marie **en amont et durant** la tenue de l'événement ou dans le cadre du projet.

- faire état de la contribution de l'arrondissement de Ville-Marie et souligner le partenariat dans toutes les Communications relatives au Projet
- Mentionner verbalement la participation financière de l'Arrondissement Ville-Marie lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan
- Apposer le logo de l'Arrondissement de Ville-Marie sur tous les outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, etc.

14. Budget du projet

Présenter le **budget prévisionnel** détaillé de l'association pour l'année en cours. Les éléments importants à documenter sont :

- **Revenus** : l'estimation, les sources anticipées (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres) et identification des contributeurs et partenaires (membres, municipal, gouvernemental, OBNL, privé, fondation, autres, doits, ventes, etc.)
- Les **dépenses prévues** en spécifiant leur nature, spécifiquement celles reliées aux dépenses admissibles selon le Programme. Identifier clairement les commandites et les échanges de biens et de services à intervenir. Identifier de manière précise les dépenses auxquelles l'aide financière de l'arrondissement sera affectée et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

Une documentation complémentaire peut être jointe.

Voir ci-joint

15. Autres contacts (si pertinent)

Partenaire 1	
Adresse	
Téléphone 1	Téléphone 2
Courriel	

Partenaire 2	
Adresse	
Téléphone 1	Téléphone 2
Courriel	

16. En plus des informations transmises par le présent formulaire et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- ☑ Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ;
- ☑ La liste des administrateurs de l'organisme ;
- ☑ Une résolution du conseil d'administration attestant que le signataire de la présente demande est autorisé à représenter l'organisme pour la signature de la convention à intervenir avec l'arrondissement de Ville-Marie et pour tout autre engagement relatif à cette demande ;
- ☑ Les états financiers du dernier exercice comptable terminé, signés par le conseil d'administration de l'organisme ;
- ☐ Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de sources municipales autres que de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement de Ville-Marie ou du Partenariat du Quartier des spectacles ont été demandées, reçues ou confirmées par pour la réalisation du projet ;
- ☐ Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés.

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire comprend qu'il devra par la suite, dans le cadre d'une convention à intervenir avec l'arrondissement de Ville-Marie, s'engager à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet associatif tel que décrit. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permette pas la réalisation du projet, tel que présenté dans la présente demande, une révision budgétaire des dépenses devra être remise à l'arrondissement ;
- Soumettre promptement toute modification des objectifs, de l'échéancier ou de tout autre aspect du projet financé par l'arrondissement de Ville-Marie ;
- Faire part, dans toute annonce publique ainsi que dans toute tactique de communication employée, de la contribution financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie ;
- Produire, à l'échéance de la période du financement accordé, un bilan final du cheminement parcouru et des résultats atteints, et ce, au plus tard, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date d'échéance de l'entente (12 mois).

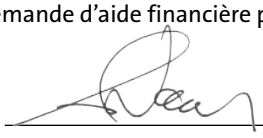
ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés Antenne Créative

Nom de l'organisme

attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 de Ville-Marie, Volet *3 – Soutien aux projets économiques non commerciaux* , et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : 

Nom et fonction du demandeur : Sébastien Nasra, Directeur général et fondateur

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318031

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Antenne créative	447452

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		15 000,00 $						**15 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 2

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :		novembre	2019	Date de fin :	31	décembre	2019

Formulaire complété par : Denis Collerette

Prénom, nom

Date et heure système : 31 octobre 2019 11:19:21

HUB Montréal -- Budget 2018 / 19 - Operations	Budget 2019 - 2020
REVENUS	
SUBVENTIONS	
FÉDÉRAL	
Patrimoine Canada	25 000,00
Téléfilm Canada	7 500,00
TOTAL FÉDÉRAL	32 500,00
PROVINCIAL	
SODEC	25 000,00
Ministère de la Culture et des Communications	20 000,00
Secrétariat à la région métropolitaine	60 000,00
Ministère de L'Économie et de l'Innovation	25 000,00
TOTAL PROVINCIAL	130 000,00
MUNICIPAL	
Ville de Montréal - Foires et marchés	25 000,00
Ville de Montreal - Service de developpement Economique	15 000,00
Arrondissement de Ville Marie	15 000,00
Tourisme Montréal	25 000,00
TOTAL MUNICIPAL	80 000,00
COMMANDITES (incluant échange en biens et services)	171 500,00
REVENUS AUTONOMES	
Accréditations Hub Pro (pass)	30 000,00
Revenus reservation Hotel	7 500,00
Billeterie Souper de résautage	20 000,00
Inscription vitrine	30 000,00
Autres Revenus	2 000,00
TOTAL REVENUS AUTONOMES	89 500,00
AUTRES REVENUS	
Comité organisateur des fêtes du 375e	175 000,00
TOTAL AUTRES REVENUS	175 000,00
TOTAL REVENUS	**678 500,00**
DÉPENSES	
Consultants & Sous-Traitans	
Consultants - Dévéloppement	60 000,00
Directeur des opérations	15 000,00
Programmation	2 000,00
Contenu	1 500,00
Divers	1 500,00
TOTAL Consultants & Sous-Traitans	80 000,00
Événement Professionnels	
Techniciens Son & Lumiere	10 000,00
Location de sallles	20 000,00
Location Équipements	8 000,00
Location autres équipements	3 500,00
Sécurité	400,00
Services (Loaders etc.)	5 000,00

Souper Resautage	15 000,00
Catering	10 000,00
Direction Technique	3 500,00
Divers	1 500,00
TOTAL Événements Pro.	76 900,00
Déplacement & Accueil	
Billets D'avion	51 250,00
Hébergements	25 200,00
Transport local	1 600,00
Frais de représentation	350,00
Divers	200,00
TOTAL Déplacement & Accueil	78 600,00
Conference de Presse	
Location de salles	500,00
Location Équipements	250,00
Photographie	500,00
Vidéo	500,00
Catering	150,00
Divers	100,00
TOTAL Conferenced de Presse	2 000,00
Publicités, Communications & Promotions	
Graphisme	6 000,00
Relation de presse	7 500,00
Traduction et révision	3 500,00
Matériel imprimé	3 000,00
Photographe	1 500,00
Site Web	15 000,00
Media Sociaux	250,00
Vidéo	3 500,00
Échange médias	60 000,00
TOTAL Publicités, Communications & Promo.	100 250,00
TOTAL Salaires & Avantages Soc.	94 431,48
TOTAL Honoraires Pro.	72 300,00
Frais Généraux & Admin.	
Frais comptables et judiciaires	1 500,00
Frais de loyer	6 600,00
Frais de gestion OBNL	126 525,00
Autres dépenses (dons, assurances, internet, frais de rep, etc.)	6 975,00
Total Frais Généraux et Admin.	141 600,00
TOTAL DÉPENSES	646 081,48
Contingence (5%)	32 304,07
TOTAL DÉPENSES avec Contingence & IN Kind	678 385,55
Surplus / Deficit	114,45

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318031

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention se terminant le 31 décembre 2019 avec l'organisme Antenne Créative et accorder une contribution de 15 000 $ pour l'organisation de l'événement Hub Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		15 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM90318031

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-01**

Date et heure système : 01 novembre 2019 10:44:16

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194701002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal

D'autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal, qui aura lieu le 1er novembre 2019 ;

D'accorder à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 690 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 14:05

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194701002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie participe chaque année à la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal, qui honore les athlètes et les entraîneurs qui œuvrent au niveau du sport d'élite sur le territoire sportif Montréal-Concordia.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240590 - Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 33e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal
CA17 240566 - Autoriser une dépense de 689,90 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 32e édition de la Soirée des lauréats montréalais organisée par la Commission sportive Montréal-Concordia.

CA16 240527 - Autoriser une dépense de 1149,75 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par la Commission sportive Montréal-Concordia.

CA15 240510 - Autoriser une dépense de 1 149,80 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 30e édition de la Soirée des lauréats montréalais 2015, organisée par la Commission sportive Montréal-Concordia.

DESCRIPTION

Acheter six (6) billets au coût unitaire de 115 $ taxes incluses, pour participer à la Soirée des Lauréats montréalais qui aura lieu le 1er novembre 2019 au Chalet du Mont-Royal. Des billets seront gracieusement offerts à des athlètes, des entraîneurs et/ou des bénévoles s'étant démarqués au sein de nos organismes partenaires pour représenter l'arrondissement à la Soirée des Lauréats montréalais. Ces derniers seront accompagnés des représentants de l'arrondissement de Ville-Marie.

JUSTIFICATION

Par sa participation, l'arrondissement encourage le développement et le soutien d'athlètes de haut niveau et contribue à soutenir les associations régionales de sports. De plus, inviter des membres importants des organismes partenaires de l'arrondissement de Ville-Marie permet de consolider les liens de partenariat et de reconnaître leurs efforts au niveau du développement sportif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'accorder une contribution de 690$. Cette somme sera financée par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-01

Karin HUM
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-3291
Télécop. :

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194701002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal



Lettre invitation Josée Poirier.pdf



Aspect financier_ LAURÉATS 1194701002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karin HUM
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 868-3291
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194701002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Autoriser une dépense de 690 $ pour la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194701002.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Montréal, le 3 septembre 2019

34e Soirée des Lauréats montréalais

Objet : 34e Soirée des Lauréats montréalais

Madame Poirier,

J'ai le plaisir, au nom du comité organisateur de la 34e édition de la Soirée des Lauréats montréalais, de vous convier à assister à cet événement durant lequel seront dévoilés les lauréates et lauréats sportif par excellence de l'ensemble de l'île de Montréal.

Cette soirée d'envergure se tiendra le **vendredi 1 novembre**, à nouveau au prestigieux Chalet du Mont-Royal, à compter de 17h30 pour le cocktail, qui sera suivi du banquet à 19h, au cours duquel nous procéderons à la remise des honneurs.

Nous serions très heureux si vous pouviez être présent en réservant vos billets, au coût de 115$ par personne (taxes incluses) en utilisant le lien suivant :

https://www.eventbrite.ca/e/billets-34e-soiree-des-laureats-montrealais-66707372547

Au plaisir de vous accueillir Madame Poirier, lors de cette soirée sportive.

Salutations amicales,

Danièle Sauvageau,

Présidente du comité organisateur de la Soirée des Lauréats montréalais

Informations :
soireelaureats@csport.ca
514-872-1550

N° de dossier : 1194701002

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Excellence sportive de l'île de Montréal	223341

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			690 $					**690,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début : jour (si connu) | mois | année

Date de fin : jour (si connu) | mois | année

Formulaire complété par : Karin Hum

Prénom, nom

Date et heure système : 02 octobre 2019 10:28:40

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194701002

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Autoriser la participation de l'arrondissement de Ville-Marie à la Soirée des Lauréats montréalais, organisée par Excellence sportive de l'île de Montréal, qui aura lieu le 1er novembre 2019 et accorder à cette fin, et à même le budget de fonctionnement, une contribution de 690 $ à Excellence sportive de l'Île de Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 690,00 $

	Années antérieures	2019
Montant		690,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 690,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 620396

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-04**

Date et heure système : 04 novembre 2019 12:05:15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198668001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 210 415,75 $ à Neveu et Neveu Ltée pour des travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude-Malépart située au 2333, rue Ontario est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $, taxes incluses, (appel d'offres publique IMM-15545 - 6 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $ pour travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude Malépart;

D'accorder, à cette fin, un contrat à l'entreprise Neveu et Neveu ltée., plus bas soumissionnaire conforme de 210 415,75$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public IMM-15545 - 6 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 31 059,76 $;
D''Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents d'un montant de 21 041,58 $

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 14:22

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198668001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 210 415,75 $ à Neveu et Neveu Ltée pour des travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude-Malépart située au 2333, rue Ontario est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $, taxes incluses, (appel d'offres publique IMM-15545 - 6 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La piscine du centre Jean-Claude Malépart a été inaugurée au mois de janvier 2009 pour répondre aux engagements de la Charte montréalaise des droits et responsabilités et au besoin des résidents de l'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal.

Le système de chauffe-eau piscine installé lors la construction et présentement en place ne serait pas conçu pour répondre aux besoins en chauffage de plans d'eau importants (piscine et pataugeoire) et ce selon l'exploitant en entretien du bâtiment et la firme externe d'ingénieurs spécialisés en mécanique mandatée par le Service de la planification et de la gestion immobilière (SGPI) de la Ville de Montréal.

Les pièces intérieures de ce système sont sensibles aux conditions d'eau chlorée de piscine, causant une usure prématurée ainsi qu'un besoin constant d'entretien et de remplacement de pièces souvent difficile à obtenir, causant arrêts de service avec délais significatifs.

En date du 16 avril 2019, un incident est survenu sur l'un (1) des deux (2) chauffe-eau piscine, le rendant inutilisable et une location d'un chauffe-eau a du être fait en urgence pour combler la capacité de chauffage des plans d'eau.
Cette location a engendrée des coûts de mobilisation et d'installation significatifs et de plus les frais de location sont toujours en cours à ce jour.

Le système de chauffe-eau piscine en location installé en urgence a du être branché sur des circuits électriques dédiés au chauffage en période hivernale.

Comme la saison de chauffe débute au mois d'octobre, les circuits électriques dédiés au chauffage ont du êtres libérés et disponibles et le système temporaire est présentement branché sur des circuits dédiés à la climatisation en période estivale.
Situation qui doit être considérée comme solution temporaire.

Au mois de mai 2019, le Service de la gestion et de planification immobilière (SGPI) de la Ville de Montréal à mandatée la firme externe Parizeau Pawulski architectes S.E.N.C. et MLC afin de produire des plans et devis.
Un design a été proposé et produit par la même firme externe d'ingénieurs en mécanique consistant à installer un système à double boucle avec ajout d'échangeurs de chaleur.
Ce design fonctionne sur le principe de redondance qui permet au système de rester fonctionnel, même en cas de bris ou d'arrêt pour entretien, contrairement au système existant.

Un appel d'offres public portant le numéro IMM-15545 a été lancé dans le système électronique d'appels d'offres (SEAO) et publié dans le Journal de Montréal en date du lundi 19 août 2019, pour une durée de trente-deux (32) jours calendrier.

Des visites obligatoires ont été planifiées et se sont déroulées du 3 au 9 septembre 2019

Deux (2) addenda ont été émis et publiés durant la période d'appels d'offres.

Addenda 1-Devis/Amendement au 28 août 2019,(prescriptions normalisés et spéciales sur la régulation automatique des dispositifs de commande);
Addenda 2-Devis/Amendement au 05 septembre 2019,(tableau descriptif des caractéristiques et performances des échangeurs de chaleurs EC-1 et EC-2).

Il y a eu neuf (9) preneurs de cahier auprès du SEAO.

Les soumissions ont été déposées et ouvertes au bureau du greffe de la Ville de Montréal en date du jeudi 19 septembre 2019 à 14 h.

La durée de validité des soumission est de cent vingt (120) jours calendrier à compter de la date d'ouverture des soumissions.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA08 240169 (20 mars 2008) Engagement de l’équipe Saïa Barbarese Topouzanov Architectes, Les Consultants Gemec inc. et MLC Associés inc. pour rendre des services professionnels en architecture et ingénierie pour le projet de construction de la piscine intérieure du centre Jean-Claude-Malépart.

CA08 240773 (6 novembre 2008) Autorisation d’agrandir le centre Jean-Claude-Malépart pour construire une piscine et une pataugeoire, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d’occupation d’un immeuble (adoption).

CE09 0048 (21 janvier 2009) Autoriser le financement, par le Fonds d'énergie, du projet de construction de la piscine intérieure adjacente au centre Jean-Claude-Malépart, située dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme maximale de 300 000 $, conditionnellement à ce qu’un contrat soit accordé pour la construction de la piscine et que les fonds nécessaires provenant de la Ville soient disponibles.

CA09 240005 Accorder à T.E.Q. inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat relatif à l’exécution de travaux de réhabilitation des sols et de construction de la piscine du Centre Jean-Claude-Malépart, au prix de sa soumission, plus les taxes et les contingences, soit un

total de 8 357 920,50 $, conformément aux plans et au cahier de charges préparés pour ce contrat (08-52216);

CG18 0615 Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Parizeau Pawulski Architectes s.e.n.c. et MLC Associés inc. pour la mise en oeuvre de divers projets relatifs au maintien de l'actif immobilier - Dépense totale de 2 714 020,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17094 (7 soum.)

DESCRIPTION

Remplacement et Installation d'un système de (2) chauffe-eau piscine avec deux (2) plaques échangeurs de chaleurs et travaux connexes relié à l'installation.

JUSTIFICATION

En vertu des exigences dictées aux documents d'appels d'offres et suite à l'analyse des soumissions déposées et reçues des six (6) entrepreneurs déposants.
Toutes les six (6) soumissions déposées sont conformes, se référer au tableau d'analyse et à la lettre de recommandation des professionnels mandatés.

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Neveu & Neveu ltée	210 415,75 $	31 562,36 $	241 978,11 $
9106-4154 Québec L'Heureux, Mongeau, J.C. Lauzon	210 806,66 $	33 023,93 $	243 830,59 $
Tuyauterie Expert inc.	222 787,06 $	33 418,06 $	256 205,12 $
Groupe Mécano inc	226 551,57 $	33 982,74 $	260 534,31 $
Le groupe Gentco inc.	233 339,25 $	35 000,89 $	268 340,14 $
Mécaniaction inc.	248 294,27 $	37 244,14 $	285 538,41 $
Dernière estimation réalisée ($)	141 224,94 $	21 183,74 $	162 408,68 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			259 404,45 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			7,20%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			43 560,30 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			18,00%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			79 569,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			48,99%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			1 852,48 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			0,77%

L'écart entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation des professionnels est de 79 569,49$$ soit 48,99%.
Il semble que cet écart est dû selon l'avis, la recommandation, l'estimé et l'analyse produit par la firme externe d'ingénieurs MLC
aux coûts sous-estimés du marché qui serait présentement en surchauffe.

Suite à une recherche auprès de projets similaires ou de même nature à titre de comparatifs, il n'a pas été possible d'obtenir des comparables.
Nous recommandons tout de même malgré l'écart significatif de procéder pour les raisons suivantes:

Les impacts sont majeurs puisque la piscine du centre Jean-Claude Malépart offre des services sportifs directement aux citoyens de l'arrondissement de Ville-Marie.
Comme les plans d'eau doivent êtres chauffés et maintenus à une température rendant la

baignade praticable, les températures doivent êtres maintenues et contrôlées par des systèmes dont le système de chauffe-eau piscine fait partie.

Si la température des plans d'eau n'est pas maintenue à des températures de consignes propres à la baignade, les répercussions pourraient se refléter sur la programmation offerte par le centre Jean-Claude Malépart pouvant aller jusqu'à la fermeture des plans d'eau (piscine et pataugeoire).

De plus, la location du système temporaire actuellement en place engendre des coûts excédentaires et de l'entretien récurent.

Finalement, ce sont les citoyens de l'arrondissement Ville-Marie qui seront les premiers pénalisés d'un arrêt des services ou d'une fermeture des plans d'eau.

Les vérifications démontrent que l'entreprise Neveu et Neveu Ltée ne figure pas au Registre d'entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), qu'elle possède une licence de la Régie du bâtiment du Québec RBQ conforme et que son attestation de Revenu Québec est valide.
De plus, l'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.
L'exécution de ces travaux ne requiert pas l'attestation de l'AMP.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal du contrat à octroyer est de 210 415,75$, taxes incluses.

Le budget prévisionnel de contingences représente 15% du montant du contrat, soit 31 562,36$, taxes incluses.

Le budget prévisionnel d’incidences représente 10% du montant du contrat, soit 21 041,58 $, taxes incluses.

Le coût total maximal du projet est de 263 019,69$, contingences, incidences et taxes incluses.

Cette dépense sera entièrement assumée par l’arrondissement de Ville-Marie et représente un coût net de 240 172,03$, lequel est financé par le Règlement d'emprunt #CA-24-270 « Protection des bâtiments ».

Cette dépense est prévue au PTI 2019-2021 de l’arrondissement de Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'entrepreneur aura la responsabilité de réaliser le présent contrat en respectant les principes du développement durable applicables, notamment la gestion et l'élimination des déchets de construction sur le chantier ainsi qu'a la réutilisation ou le recyclage des matériaux si requis indiqués aux documents contractuels.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Se référer à la partie justification.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

SGPI: Projet: IM-PR-18-0058, Contrat: 15545, Mandat: 19383-2-001;

Approbation par le CA d'Arrondissement de Ville-Marie;
Début des travaux fin janvier 2020;
Fin des travaux prévue au mois de mars 2020;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Erlend LAMBERT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Erlend LAMBERT, 1er novembre 2019
Isabelle FORTIER, 31 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Claude B BROUILLARD
Concepteur des aménagements

Tél : 514-872-1257
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice

Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198668001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Accorder un contrat de 210 415,75 $ à Neveu et Neveu Ltée pour des travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude-Malépart située au 2333, rue Ontario est, dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $, taxes incluses, (appel d'offres publique IMM-15545 - 6 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198668001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Dominique MARTHET
Chef de division

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15545
Numéro de référence : 1297130
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Remplacement et installation de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude Malépart

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Madame Geneviève Lacourse Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1631001)** 2019-08-20 8 h 25 **Transmission :** 2019-08-20 8 h 25	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Mécano inc. 894 rue Bergar Laval, QC, H7L 5A1 NEQ : 1168580356	Monsieur Louis-Paul Parent Téléphone : 450 736-2006 Télécopieur :	**Commande : (1631328)** 2019-08-20 13 h 24 **Transmission :** 2019-08-20 13 h 24	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Le Groupe Centco inc 6500 St-Jacques O Montréal, QC, H4B 1T6 http://www.centco.com NEQ : 1165903742	Monsieur Sébastien Hamel Téléphone : 514 483-4550 Télécopieur : 514 483-4394	**Commande : (1631548)** 2019-08-20 17 h 02 **Transmission :** 2019-08-20 23 h 36	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L'heureux Mongeau J.C. Lauzon 1955 rue Cabot Montréal, QC, H4E1E2 http://www.plomberie.com NEQ : 1160226933	Monsieur Jonathan Dallaire Téléphone : 514 271-5555 Télécopieur : 514 766-0947	**Commande : (1636233)** 2019-09-03 13 h 47 **Transmission :** 2019-09-03 13 h 47	3176860 - Addenda 1 2019-09-03 13 h 47 - Téléchargement 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
MécanicAction Inc 6660 P.E. Lamarche Montréal, QC, H1P 1J7 NEQ : 1166046475	Madame France Robillard Téléphone : 514 666-9770 Télécopieur : 514 325-9019	**Commande : (1630968)** 2019-08-20 7 h 26 **Transmission :** 2019-08-20 7 h 26	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Naxo 1062 Rue Levis Terrebonne, QC, J6W 4L1 NEQ : 1166494014	Monsieur Patrice Lacelle Téléphone : 450 818-9714 Télécopieur : 450 818-9715	**Commande : (1633345)** 2019-08-26 9 h 38 **Transmission :** 2019-08-26 10 h 02	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Neveu & Neveu ltée. 290 boul de la Concorde O Laval, QC, H7N 1J1 NEQ : 1149500135	Monsieur Claude Neveu Téléphone : 450 669-3545 Télécopieur : 450 669-1910	**Commande : (1637459)** 2019-09-05 17 h 26 **Transmission :** 2019-09-05 17 h 26	3176860 - Addenda 1 2019-09-05 17 h 26 - Téléchargement 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 17 h 26 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	TechnoSolis 4225 Montée St-Hubert Saint-Hubert, QC, j3y 1v2 NEQ : 1145046398	Monsieur Hugo Marsolais Téléphone : 514 444-6680 Télécopieur :	**Commande : (1633003)** 2019-08-23 13 h 06 **Transmission :** 2019-08-23 13 h 06	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Tuyauterie Expert inc. 740, rue Marion Joliette, QC, J6E8S2 NEQ : 1167231472	Monsieur Benoit Charette Téléphone : 514 365-3663 Télécopieur : 514 365-8693	**Commande : (1630802)** 2019-08-19 15 h 04 **Transmission :** 2019-08-19 15 h 04	3176860 - Addenda 1 2019-08-28 10 h 16 - Courriel 3179789 - Addenda 2 2019-09-05 9 h 03 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0484

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 19 septembre 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique – Service du greffe
Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Jacques Rochon, préposé à l'atelier d'imprimerie – Service du greffe

APPEL D'OFFRES IMM-15545

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Remplacement et installation de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude Malépart » sont ouvertes par l'analyste juridique Marie-Eve Lapointe du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
NEVEU & NEVEU LTÉE 290, boulevard de la Concorde Ouest Laval (Québec) H7N 1J1	210 415,75 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
9106-4154 QUÉBEC INC. (L'HEUREUX, MONGEAU, J.C. LAUZON) 1955, rue Cabot Montréal (Québec) H4E 1E2	210 806,66 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
TUYAUTERIE EXPERT INC. 740, rue Marion Joliette (Québec) J6E 8S2	222 787,06 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
GROUPE MÉCANO INC. 894, rue Bergar Laval (Québec) H7L 5A1	226 551,57 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
LE GROUPE CENTCO INC.[1] (CENTCO) 6500, rue Saint-Jacques Montréal (Québec) H4B 1T6	233 399,25 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	
MÉCANICACTION INC. 6660, rue P.-E.-Lamarche Saint-Léonard (Québec) H1P 1J7	248 294,27 $
(Cautionnement de 10 % du montant de la soumission)	

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

.../2

SP19 0484/2

L'appel d'offres du Service de la gestion et de la planification immobilière a été publié le 19 août 2019 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.G.P.I. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Le 27 septembre 2019

PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES
9880, rue Clark – bureau 2050
Montréal (Québec) H3L 2R3

À l'attention de M. Yannick Des Landes, architecte

Objet : **Remplacement et installation de chauffe-piscine au Centre sportif Jean-Claude Malépart**
Appel d'offres no IMM-15545
N/D : 19-2563-M
Analyse des soumissions

Monsieur,

Suite à l'ouverture des soumissions qui a eu lieu le 19 septembre dernier, il nous fait plaisir de vous soumettre notre analyse des soumissions reçues dans le cadre du projet en titre.

Présentation des résultats

Six (6) soumissions ont été reçues, telles que montrées au tableau suivant :

Entrepreneurs	Montant total soumis (avant taxes)	Écart entre le montant de la soumission et l'estimation
Neveu & Neveu Ltée	183 010,00 $	49,0 %
9106-4154 Québec inc.	183 350,00 $	49,3 %
Tuyauterie Expert inc.	193 770,00 $	57,8 %
Groupe Mécano	197 044,20 $	60,4 %
Centco	203 000,00 $	65,3 %
Mécanicaction inc.	215 955,00 $	75,8 %
Estimation préliminaire MLC	**122 831,00 $**	--
Moyenne des soumissions	**196 021,53 $**	--

mlc associés inc. experts conseils www.mlcassocies.com

Laval 2990 avenue Pierre-Péladeau, bureau 400 / Laval (Qc) H7T 3B3 Tél.: 450-687-7077 Fax. : 450-687-5700
Montréal 555 Chabanel Ouest, bureau 1509 / Montréal (Qc) H2N 2J2 Tél.: 514-948-6105 Fax. : 450-687-5700

Analyse et interprétation des résultats

L'écart entre les soumissions obtenues et notre estimation préliminaire s'explique par le marché qui est actuellement en surchauffe, surtout à cette période de l'année.

Par conséquent, nous vous recommandons d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire, soit *Neveu & Neveu Ltée*, à condition que sa soumission soit jugée conforme.

Espérant le tout à votre satisfaction, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

MLC ASSOCIÉS inc.

François Théobald, ing. associé
Vice-président
FT/jg
I:\PROJETS\19-2563-M Centre Jean-Claude Malépart\6-Secretariat\19-2563_Rapport soumission.docx

Montréal

Appel d'offres Exécution de travaux	
No SEAO:	1297130
No Appel d'offres:	**IMM-15545**

FORMULAIRE DE SOUMISSION
CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Publié le:			Ouverture prévue le :			À :
Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour	Service du greffe Édifice Lucien-Saulnier, 155, rue Notre-Dame Est, R.D.C Montréal (Québec) H2Y 1B5, avant 13 h 30
2019	8	19	2019	9	19	

Titre de l'Appel d'offres

Remplacement et istallation de chauffe-piscine au Centre sportif Jean-Claude Malépart

Nom du projet:

Remplacement et installation de chauffe-piscine au Centre sportif Jean-Claude Malépart

Adresse de l'Ouvrage:			**Montant**
2633, rue Ontario Est, Montréal (QC), H2K 1W8		Montant total avant taxes :	183 010.00$
Numéro de l'Ouvrage:	2390	Taxe sur les produits et services 5 % :	9 150.50$
Numéro de mandat:	19383-2-001	Taxe de vente du Québec 9,975 % :	18 255.25$
Numéro de Contrat:	15545	**Montant total avec taxes:**	210 415.75$

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1149500135	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Neveu & Neveu Ltée

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

290, boul. de la Concorde ouest, Laval des Rapides (Québec) H7N 1J1

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

Claude Neveu	Président
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)
Signature	19/09/2019 Date
	Téléphone : 450-669-3545
	Courriel : neveu.neveu@videotron.ca

Note: Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1198668001

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense maximale de 263 019,69 $ pour travaux de remplacement de chauffe-eau piscine au Centre Jean-Claude Malépart;

Accorder, à cette fin, un contrat à l'entreprise Neveu et Neveu ltée., plus bas soumissionnaire conforme de 210 415,75$, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public IMM15545 - 6 soumissionnaires);

Autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 31 059,76 $;

Autoriser un budget prévisionnel de frais incidents au montant de 21 041,58 $."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1966553000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
	240,0		240,0

Imputation

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1966553200 Piscine du Centre Jean-Claude Malépart- Remplacement de chauffe-eau

2019	2020	2021	Total
	240,0		240,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
263 019,69 $	240 172,03 $	210 415,75 $	192 137,63 $

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM98668001 au montant de 240 172,03 $ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Règlement d'emprunt:

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 240 172,03 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Informations pour les bons de commande:

Imputation : **Contrat** Dépenses (taxes incluses): 210 415,75 $ Crédits (Net ristourne): 192 137,63 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	07121	57401	000000	0000	181244	000000	22035	00000

Imputation : **Contingences** Dépenses (taxes incluses): 52 603,94 $ Crédits (Net ristourne): 48 034,41 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	07121	57401	000000	0000	181244	028057	22035	00000

Imputation : **Incidences** Dépenses (taxes incluses): 21 041,58 $ Crédits (Net ristourne): 19 213,77 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	07121	57401	000000	0000	181244	028058	22035	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-04**

Date et heure système : 04 novembre 2019 09:16:25

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194680003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

Autoriser une dépense au montant maximal de 45 000 $ à titre de soutien financier dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019 ;*

D'approuver la convention avec l'organisme Diffusions gaies et lesbiennes du Québec;

D'accorder à cet effet une contribution au montant de 15 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

D'approuver la convention avec l'organisme Atelier Entremise;

D'accorder à cet effet une contribution au montant de 30 000 $ selon les modalités et conditions de versement;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-08 08:34

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194680003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	-
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2016, le conseil d'arrondissement de Ville-Marie a approuvé la création du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie (FSOC* dans le but de mieux encadrer les demandes de soutien financier déposées par divers organismes.
Les objectifs du programme visent à offrir :

- Une aide ponctuelle à un organisme pour consolider sa présence dans l'arrondissement ou pour maintenir une activité en péril en raison d'une conjoncture temporaire et imprévisible;
- Une aide pour développer un projet;
- Un soutien aux partenaires culturels de l'arrondissement pour la réalisation de leur plan d'action ou programmation, conformément aux orientations et priorités d'intervention de l'arrondissement;
- Une aide à des projets d'envergure métropolitaine, en complémentarité avec d'autres instances municipales.

La hauteur du soutien accordé est en fonction de la nature du projet tel que défini dans le Guide du programme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240470 - 1186673030 : Approuver la convention avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec pour la réalisation de la 31^{e} édition d'Image + nation et accorder une contribution de 12 500 $ dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie.

DESCRIPTION

Deux projets font l'objet de ce sommaire :
La 32e édition d'image + nation, festival de cinéma LGBTQ est présenté du 21 novembre au 1er décembre 2019 par l'organisme Diffusions gaies et lesbiennes du Québec. Cet événement à rayonnement métropolitain présente une programmation cinématographique variée, incluant des documentaires, des courts et des longs métrages queer francophones, anglophones et allophones. Des ateliers, des panels et des rencontres en tête-à-tête avec les différents créateurs sont également mis de l'avant afin de favoriser les échanges avec les différents cinéastes. À cet égard, l'arrondissement accorde une contribution de 15 000 $ en soutien à la réalisation de ce projet en complémentarité avec le Service de la culture qui participe à la hauteur de 17 000 $.

Le projet Espace ville autrement, présenté par l'organisme Atelier Entremise en partenariat avec l'UQAM et le Collectif ville autrement, est un projet d'urbanisme transitoire qui prendra place à partir de janvier 2020 dans l'espace situé au 201, rue Sainte-Catherine Est qui est vacant depuis plusieurs années. Des représentants du milieu académique, professionnel ainsi que des acteurs du quartier investiront les lieux pour développer un réseau d'espaces transitoires qui répondra à un besoin d'espaces abordables. Un lieu événementiel collectif proposera une programmation variée d'expositions, conférences et événements éducatifs et ludiques. Le financement de 30 000 $ de l'arrondissement s'inscrit dans l'objectif d'une aide aux projets en développement.

Les descriptions complètes de ces deux activités se trouvent dans la section pièces jointes.

JUSTIFICATION

La contribution financière s'inscrit dans l'objectif de soutenir des projets d'envergure métropolitaine ou en développement pour consolider leur présence dans l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les contributions devront être versées conformément aux dispositions des conventions signées entre les parties.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens puisqu'ils favorisent la diversité, le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens, le décloisonnement intergénérationnel, social et interculturel et encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets renforceront le caractère culturel de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, en plus d'accroître les retombées économiques et d'améliorer la qualité de vie des résidants et des travailleurs culturels du quartier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les organismes s'engagent à accorder une visibilité à l'arrondissement dans tous ses outils de communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.
Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement. Un rapport final incluant le bilan financier sur l'utilisation de l'aide accordée est requis trois mois après la date de fin de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-24

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194680003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

Les documents suivants pour chacun des organismes ont été déposés au bureau de la Division de la culture :
- Lettres patentes;
- Résolution du conseil d'administration;
- Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) du Registraire des entreprises;
- États financiers;
- Rapports annuels;

Annexe 2 - DGLQ.pdf Annexe 2 - Entremise.pdfAspect financier_GDD 1194680003.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194680003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194680003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-07

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



CONV- DGLQ - FSOC2019.doc



CONV- ATELIER ENTREMISE - FSOC2019.doc

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE | Programme de soutien financier aux organismes culturels qui oeuvrent dans Ville-Marie

Section réservée à l'administration

Date de réception de la demande: _____ Numéro de dossier: _____

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Diffusions gaies et lesbiennes du Qu.bec/ image+nation

Statut juridique : organisme . but non lucratif Date d'incorporation : 1987 08 24

Adresse du siège social 4067 St-Laurent #404 Code postal : H2W 1Y7

Téléphone : 514 249 3825 Télécopieur : _____

Site Internet : www.image-nation.org

Nom du mandataire désigné : Charlie Boudreau Titre : Directrice

Téléphone (bureau) : _____ Cellulaire : 514 249 3825

Adresse courriel : charlie@image-nation.org

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet. Le document est joint en annexe.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Diffusions Gaies et Lesbiennes du Qu.bec (DGLQ) est un organisme . but non lucratif dont le mandat est de pr.senter, de promouvoir et dÕaider la production des arts m.diatiques et des artistes lesbiens, homosexuels, bisexuels, transsexuel.les, queer+ (LGBTQ). Sa mission centrale est de mettre de lÕavant la cr.ation dÕimages et dÕhistoires qui repr.sentent plus justement les r.alit.s socio culturelles des communaut.s LGBTQ, contribuant . la diversit. et lÕinclusivit.de notre soci.t. contemporaine.
Depuis sa cr.at ion en 1987, DGLQ produit annuellement image+nation, le Festival international de cin.m a LGBTQ de Montr.al , le premier du genre au Canada, qui sÕest taill. une renomm.e internationale avec sa programmation innovante. Au cours de ses 32 ans d'existence, DGLQ a .gal ement pr.s ent. des expositions et des .v .nem ents d'arts visuels, y compris un festival international de films traitant des repr.s entations culturelles du VIH / sida et a collabor. avec de nombreux groupes culturels locaux, nationaux et internationaux pour diffuser davantage les . uvres des artistes LGBTQ. R.c emment, image+nation . lanc. son volet ProLab sous la th.m atique dÕexploration du nouveau narratif queer et son impact dans notre soci.t . contemporaine [ex. les s.ri es web, le monde du gaming].
En plus de nos objectifs artistiques, nous jouons .gal ement un r.l e socio-culturel important dans la province gr.c e . nos activit.s de sensibilisation aux groupes communautaires et aux diff.rent s groupes d.m ographiques [rendant les . uvres disponibles pour les jeunes, les personnes .g.es (dont il y a tr.s peu de ressources disponibles), les groupes ethniques, nouveaux arriv.s , etc.], facilitant l'acc.s aux images qui refl.t ent leurs exp.ri ences non seulement . travers le Festival, mais aussi en ligne [accessibilit. permanente . travers notre partenariat avec lÕONF] et pendant lÕann.e avec nos collaborations avec dÕautres .v .nem ents et organisations culturels locaux et internationaux.

Information sur le projet

Titre du projet : image+nation. festival film LGBTQueer Montr.al

Date(s) de réalisation : 21 novembre au 1 d.cembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : Cin.ma Imp.rial, JA de S.ve Concordia, Mus.e McCord, Centre PHI, Centre Never Apart

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☒ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 398340 $

Montant du soutien financier demandé : 17000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

En 2019, DGLQ pr.sentera la 32e .dition d'image+nation, le festival de cin.ma LGBTQ de Montr.al, le plus vieux festival du genre au Canada.

Pour souligner ce moment historique, outre la pr.sentation de notre programmation locale et internationale r.guli.re , nous cr.ons le premier proLab queer canadien dont le but est de r.fl.chir sur ces 30 ans d'images et d'histoires Q ueer et d.fricher comment les modes de repr.sentation ont .volu. pour mieux permettre l'auto d.finition . travers le s nouveaux moyens de productions/diffusion du 21e si.cle (en partenariat avec le Consulat G.n.ral USA). Nous me ttrons aussi . l'avant les voix d'ici dans le programme Queerment Qu.bec en collaboration avec le Centre PHI, perm ettant aux publics montr.alais de d.couvrir les productions qui peignent un portrait de la soci.t. qu.becoise actuell e. Ce programme, vieux de 18 ans, est une soir.e de discussion en compagnie des cin.astes qui, . chaque ann.e, nous apportent leurs visions de comment on vit en tant que LGBTQ . Montr.al et au Qu.bec. Pour couronner le tou t, nous revisiterons ces 30 ans d'expression queer . travers des documentaires et films de fiction d'ici et du monde e ntier.

En bref, un moment fier pour l'expression de diversit. montr.alaise et l'occasion pour nos citoyen.nes de faire partie de ce moment charni.re de notre histoire collective.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☒

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☒

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Nos principales strat.gies promotionnelles incorporent les m.dias traditionnels et les m.dia sociaux.

image+nation re.oit une couverture importante apr.s de nos partenaires m.dia officiels, soit Fugues, La Vitrine, Global TV. Ces derniers nous permettent de rejoindre un grand nombre diversifi. de publics ici et sur une base nationale. Cette approche est rench.rie avec nos collaborations avec des .v.nements et organisations culturelles [voire la liste dans les Commanditaires page 14 du document en annexe].

Tous nos moyens de visibilit. sont mis . la disposition de l'Arrondissement de Ville-Marie: notre programme, notre site web, nos m.dia sociaux et les .l.ments de promotion . diffusion grand public [bande annonce, etc]

Vous en trouverez les d.tails en pages 12-13 du document annex..

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- [x] Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- [x] Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- [x] Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- [x] La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- [x] Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- [x] Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- [x] La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- [x] Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- [x] Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- [ ] Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- [ ] Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- [x] Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- [ ] Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Diffusions gaies et lesbiennes du Qu.bec (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Charlie Boudreau Directrice

Date : 10 ao.t 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
La colonne « FINAL » devra être complétée lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Diffusions gaies et lesbiennes du Qu.bec/ image+nation

Nom du projet : image+nation. festival film LGBTQueer Montr.al

Date de réalisation : 21 novembre au 1 d.cembre

REVENUS	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Conseil des arts du Canada	17000	0	
Conseil des arts du Canada - projet sp.cial	7000		
Conseil des arts du Canada- Outreach	6500		
PCH-50- d.criminalisation homosexualit.	0		
Provincial (précisez les programmes)			
SODEC (. confirmer)	25000		
- discr.tionnaire/ varia	4000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture	17000		
Conseil des arts de Montréal	0		
Arrondissement – Fonds de soutien aux organismes culturels	17000		
Autre (précisez) remb OBNL/ aide ponctuelle	5340		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	98840		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités	50000		
Commandites	27000		
Commandites en biens et services	200000		
Dons (précisez)	18000		
Campagne de financement	500		
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	500		
Vente de boisson	3000		
Vente de nourriture	500		
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL DES REVENUS	298340		

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Nom de l'organisme : Diffusions gaies et lesbiennes du Qu.bec/ image+nation

Nom du projet : image+nation. festival film LGBTQueer Montr.al

Date de réalisation : 21 novembre au 1 d.cembre

DÉPENSES	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	10000		
Honoraires professionnels	70000		
Main-d'œuvre technique	3000		
Cachets	2000		
Droits d'auteur, droits de suite	14000		
Location de salle ou de site	32000	9000	
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	500		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	2000		
Matériel	2000		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules	1800	1000	
Assurances	2140		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson	1500		
Achat de nourriture	500		
Achat de produits dérivés	200		
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	700		
Autre (précisez) d.pistage local/international	28000		
Autre (précisez) production-**PROLAB international**	40000	5000	
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	210440	15000	
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	6000	1000	
Frais de représentation	3400		
Dossiers de presse	600		
Cartons d'invitation, frais de vernissage	3000		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	17400	1000	
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	117000		
Frais de traduction	3500		
Frais d'affichage			
Photographie	1500		
Production vidéo	1500		
Bannières, oriflammes			
Autre (précisez) frais invité.és	34000		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	187900		

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

	PRÉVU	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT	FINAL
ADMINISTRATION			
Salaires et avantages sociaux	19000		
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi	2600		
Frais de déplacement et de représentation	2500		
Locations de bureaux	13000		
Autre (précisez) internet-informatique- varia bureau	2500		
TOTAL ADMINISTRATION	39600		
TOTAL DES DÉPENSES	398340	17000	
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

Arrondissement de Ville-Marie

image+nation : le festival de cinéma lgbtq de Montréal

INSCRIPTION 2019

Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie

mai 2019

TABLE DE MATIÈRE

p **2** identification du promoteur
p **3** concept> image+nation
p **4** lieux de présentation> image+nation 2019
p **5** programmation> image+nation 2019
p **9** calendrier de réalisations du projet
p **11** développement promotionnel de l'événement/ visibilité de la Ville
p **14** liste de commanditaires et organismes subventionneurs 2018-2019

résolution du conseil d'administration
liste de membres du conseil d'administration
lettres patentes
historique dglq 1988-2018
états financiers 2018 (à venir)
rapport 2018 (remis)

identification de l'organisme

organisme à but non lucratif

Diffusions gaies et lesbiennes du Québec
image+nation. le festival de cinéma lgbtq de Montréal
4067, boul. St-Laurent, bureau 404
Montréal, Qc, H2W 1Y7
c >info@image-nation.org
i >www.image-nation.org

Personne responsable
Charlie Boudreau
p >514.249 3825
c >charlie@image-nation.org

Diffusions gaies et lesbiennes du Québec (DGLQ) est un organisme sans but lucratif formé en 1987 avec le but de promouvoir et de diffuser les représentations culturelles gaies et lesbiennes [aujourd'hui LGBTQ]. Son mandat consiste en la production d'un festival de cinéma (**image+nation**), d'expositions d'arts médiatiques, la diffusion et la création de productions LGBTQ, et la recherche de l'évolution de ces représentations culturelles et des moyens novateurs de création.

Responsable
Charlie Boudreau, directrice générale DGLQ
514 249 3825
charlie@image-nation.org

image+nation/ concept. objectifs

Le festival de cinéma LGBTQ image+nation a été créé en 1988 pour promouvoir et diffuser la production culturelle et artistique LGBTQ, mandat de son organisme producteur, Diffusions gaies et lesbiennes du Québec (DGLQ). Son but est de mettre de l'avant la création d'images et d'histoires qui représentent plus justement les réalités socio-culturelles des communautés LGBTQ (lesbienne.gaie.bisexuelle.transgenre.queer).

image+nation occupe principalement le rôle de diffuseur de cinéma LGBTQ à Montréal. Sa mission est de rendre quotidienne la place de ces histoires et de ces vécus à l'intérieur de la société - l'humanité partagée par tous et toutes. En 2019, notre 32e édition, nous passons de l'avant en forgeant des partenariats et des projets qui vont nous aider à encourager, faciliter et créer une production de voix d'ici. Une nouvelle contribution au rayonnement de notre événement et de celle de la ville de Montréal.

Événement de longue date de la culture montréalaise, image+nation offre depuis 32 ans une programmation originale et diversifiée, accessible à tous et toutes, qui nous permet de découvrir les réalités LGBTQ d'ici et du monde entier. Ainsi, image+nation contribue à la diversité culturelle montréalaise en y amenant des histoires cinématographiques qui ne seraient pas autrement présentés en salle ou accessibles hors festival. Ce faisant, le festival offre la possibilité aux cinéphiles montréalais, et ses visiteurs, de voir des exclusivités touchant des visions culturelles qui sont peu souvent abordées dans la production cinématographique. Le festival donne également la possibilité à de jeunes réalisateurs et réalisatrices du Québec de présenter chaque année leurs premières œuvres et de les confronter à un public avide de nouveautés (Queerment Québec), tout en poursuivant son soutien à des cinéastes déjà connus. Nous présentons généralement un court métrage québécois en soirée d'ouverture dans le but d'attirer l'attention médiatique d'ici et celle des programmateurs internationaux vers un cinéaste local. Depuis les dernières années, ce sont d'ailleurs des courts montréalais qui se sont mérités le Prix du Public et le Grand Prix du Jury.

En bref, image+nation se démarque en étant le seul événement montréalais à offrir au public une programmation d'œuvres cinématographiques et médiatiques à thématique LGBTQ, représentant ainsi la diversité culturelle des événements montréalais. image+nation est une expérience qui regroupe les communautés LGBTQ d'ici et d'ailleurs et la communauté cinéphile à travers son contenu et ses événements satellites, tous créateurs d'une expérience discursive dynamique et unique. Depuis 2012, image+nation offre une visibilité accrue à ces voix en augmentant ses événements et prestations pendant toute l'année, notamment notre collaboration avec la Cinémathèque québécoise et le PHI.

image+nation 2019

image+nation 32/ du 21 novembre au 1 décembre

lieux

Cinéma Imperial

Cinéma J.A. de Sève/ Université Concordia

Cinéma du Musée McCord

Centre PHI

Cinéma moderne

Centre Never Apart

District Lounge

programmation

En entamant notre 32e année, nous comptons sur l'équipe image+nation et ses programmateurs invités pour offrir une programmation diversifiée et dynamique à l'image de la société dans laquelle notre public évolue. Nous poursuivons en 2019 notre proLab inauguré en 2017 : un lieu de réflexion sur l'évolution du narratif Queer contemporain et les nouveaux moyens de production et de diffusion contemporains qui laissent place à une meuilleure représentation de diversité dans nos sociétés (en partenariat avec le Consul Général USA). Cette année, nous lançons le premier Lab de production LGBTQ francophone et international dont le but est de financer la production de films qui représentent les voix contemporaines Queer (en partenariat avec la SODEC, le Consul Général USA avec l'appui du Consul Général de France à Montréal, entres autres).

PHILOSOPHIE

Notre objectif est de recueillir un cinéma LGBTQ qui reflète la place des lesbiennes, gais, transgenres, queer dans le quotidien, faisant partie du tissu social. En bref, un cinéma qui raconte des histoires qui touchent l'humanité et donc tous les montréalais.es. Le festival demeure aussi un lieu de découverte de l'expérience d'autrui et continuera à nous faire voyager dans des lieux connus et des pays qui produiront pour la première fois un film LGBTQ (2015 - les premiers films de la

Lithuanie, d'Afrique du sud et du Kenya ; 2016 - deux focus de sociétés en évolution : focus USA/ nouvelles voix LGBTQ dans la culture contemporaine américaine et focus Irlande/ le cinéma d'une société qui est la seule au monde à obtenir les droits égaux LGBTQ par vote populaire ; 2017 - ; 2019 - le cinéma Queer ukrainien en partenariat avec le festival international Molodiast de Kyiv). Ainsi, l'équipe image+nation offrira un profil de films qui abordent ces récits dans leurs complexités particulières - locales et internationales. De plus, ayant lieu dans un environnement culturel et politique aussi unique que celui de Montréal, image+nation est conscient de sa responsabilité de promouvoir la production artistique et cinématographique locale. En tant que seul festival de cinéma du genre au Québec (et le seul francophone en Amérique du Nord), nous participons activement à la recherche et au support de nouveaux talents afin de motiver et stimuler la production locale et la rendre accessible au public montréalais. L'accent sur ces productions contribue aussi à l'attrait du festival pour les visiteurs intéressés à mieux connaître la culture locale. Queerment Québec (notre programme de courts) est devenu un incontournable d'image+nation.

PRATIQUE

:: En 2019, nous poursuivons le développement d'interaction cinéaste/ professionnels/ public en créant des moments de rencontres, de discussions, et d'information pendant le festival et à l'année à travers nos multiples collaborations (PHI, Never Apart, Cinémathèque québécoise, etc). Le proLab mentionné plus tôt fait également partie d'une volonté de notre part d'apporter de nouvelles expériences pour les montréalais.es.

programmation générale

Longs métrages:

image+nation présentera une sélection des longs métrages locaux internationaux les plus innovateurs et primés pour leur créativité.

Documentaires:

Notre série «vies vécues» offre la possibilité de voir des documentaires qui abordent des sujets englobant largement le spectrum des thèmes de l'identité et de l'histoire LGBTQ.

Courts métrages:

Chaque année, image+nation propose plus de soixante dix courts métrages, soit accompagnant un film ou groupés en programmes thématiques. Œuvres d'artistes provenant de toutes les régions du globe, ces productions abordent une vaste gamme de sujets et nous permet de faire connaissance de cinéastes en herbe ainsi que des œuvres de réalisateurs/trices déjà connu/e/s.

Prix:

image+nation décernera les Prix du Jury et Prix du Public du meilleur *long métrage*, *documentaire* et *court métrage*. Nous introduirons un prix en argent pour le meilleur court québécois de Queerment Québec.

programmation spéciale

événements/ ateliers professionnels

Notre 32e édition ajoutera des séances rassemblant les cinéastes et le public dans le but de mieux connaître les créateurs et leurs démarches. Nous planifions une présence internationale de cinéastes pour créer un moment de partage d'Histoire/s et du développement des pratiques cinématographiques régionales. En 2019, nous lancerons notre volet image+nation en ligne pour assurer une meilleure diffusion d'entrevues et de discussions avec le public.

Séances proposées :

PUBLIC

théâtre/ littérature II en collaboration avec Métropolis Bleu et The Violet Hour, sélection de films basés sur des romans accompagnés de présentation et discussion écrivain.e/cinéaste [d'autres thématiques émergerons avec la sélection finale de films]

discussion jeunes voix québécoises : les cinéastes du Queerment Québec au PHI

W Hotel. Queer Me Out speakers series table ronde de discussion sur les nouveaux mouvements Queer en culture

W Hotel. That's What She Said table ronde de discussion entre réalisatrices locales et internationales sur la place des créatrices dans l'industrie culturelle contemporaine [diffusion internationale]

classe de maître (à déterminé selon la programmation sélectionnée)

PUBLIC/ PROFESSIONNEL

I+N PROLAB 3 [INVITÉ.ES LOCAUX ET INTERNATIONAUX]

image+nation: Forum de production - le nouveau narratif queer

Dans sa première phase, en 2019, nous comptons introduire un forum de discussion de production d'histoires contemporaines. Réunissant nos cinéastes locaux et internationaux invité.es, cet événement d'une journée sera composé d'ateliers, de panels et rencontres en tête-à-tête où les créteurs et créatrices partageront leurs parcours et leurs idées sur comment on représente les histoires LGBTQ dans des sociétés en changement - ici et dans le monde.

Ces sessions seront enrégistrées, en plus de créer des capsules plus personnelles avec les participant.es. Le tout sera rendu disponible au public sur notre site web dans la nouvelle section FORUM+. L'objectif est de rendre public ces réflexions et de contribuer à la création de nouvelles histoires en encourageant la production plus variée de récits. Nous offrirons un espace sur note site web pour la diffusion de projets qui en resulteront.

/ atelier sur la création et le '*storytelling*' traditionnel et digital : discussion de la place importante que cette plateforme de création et de diffusion représente pour la valorisation de la diversité et de l'identification. Comment créer une histoire? Nos invité.es discuterons des aspects de la cinématographie, de l'histoire pour plateforme médias sociaux, séries web, etc.

table ronde sur les stratégies de collaboration internationales de production

activité de réseautage avec les participant.es et professionnel.les québécois.es

image+nation en ligne

en partenariat avec QUEER TECH MONTREAL [regroupement de 'technologues' et entrepreneurs oeuvrant au développement d'un écosystème de leadership LGBTQ en tech]

Avec QTMtl, nous discutons de moyens de diffusions équitables au plan national et international [gratuit en partie pour rejoindre un maximum de personnes - surtout les jeunes et les personnes n'ayant pas d'accès financier - tout en créant un modèle payant 60-40% qui reviendra aux artistes, contribuant concrètement au cycle de création cinématographique et l'évolution du récit queer]. Avec un potentiel éventuel de diffusion de films internationaux aux populations internationales, nous nous intéressons à son potentiel de création et de diffusion de d'histoires régionales, donnant une voix aux minorités qui souvent vivent dans des conditions intolérantes aux personnes LGBTQ. Aussi, l'inclusion d'un Forum où des intervenant.es invité.es discutent cinéma, création, production avec le public et entre eux.elles, établissant un modèle de réseautage professionnel virtuel servant à faire avancer l'accès aux moyens de production d'images LGBTQ.

Queerment Québec 20

QQ, notre programmation qui souligne le travail d'artistes de chez nous - une soirée-rencontre cinéastes, public, et professionnels culturels montréalais - fête ses 20 ans lors de notre 32e édition. Tenue de nouveau en partenariat avec le Centre Phi, c'est l'occasion parfaite de réseautage avec les organismes culturels, distributeurs, cinéastes, écoles de production pour en arriver à offrir des moments qui célèbrent et encouragent la production de nouvelles voix LGBTQ dans un contexte culturel et professionnel évolutif.

Les avant gardistes_ portraits de créateurs.trices et innovateurs.trices

Cette programmation documentaire illustre les forces, personnalités, convictions qui ont marqué les années pionnières de la création des cultures LGBTQ actuelles.

génération q(ueer)_ voix de l'avenir

Notre programmation annuelle pour et par les jeunes comprend une série de documentaires et de films touchant la réalité des jeunes LGBTQ. Nous élaborons également des soirées qui regroupent un jeune public et des cinéastes pour discuter de leurs oeuvres dans un contexte détendu.

PROGRAMMATION promotionnelle

image+nation à l'année
image+nation collabore avec les institutions culturelles montréalaises à l'année longue pour apporter et promouvoir les films LGBTQ aux publics montréalais (PHI, Cinémathèque québécoise, FNC, Fantasia, POP Montréal, Mural, entres autres). Ces présentations hors festival accordent une place quasi permanente aux productions LGBTQ, leur donnant un accès régulier au public montréalais tout en contribuant au rayonnement de Montréal en offrant un attrait additionnel aux touristes qui souhaitent enrichir leur visite avec une sortie cinématographique.

image+nation@onf
Programmation de films sur le site web ONF. C'est aussi un rappel de l'événement annuel.

calendrier de réalisations du projet

déc	retour de films	DP	1
	production de divers rapports/ revue de presse	DG/DC/DP	3
	réunions avec les divers comités pour évaluation	DG	7
	préparation du bilan	DP/DG	2
	planification des projets 2018	DG/DP	2
déc_janvier	début d'élaboration plus détaillé du concept d'i+n 2018	DP/DG	2
	début d'élaboration d'événements/ programmation	DP/DG/DC	3
	mise à jour des bases de données	DG/DP	2
janvier	programmation : dépistage - Sundance (consultant)	DP	1
	élaboration du plan de communication et de marketing	DG/DC	2
	recherche active de commanditaires (jusqu'en septembre)	DG/DM	2
	recherche de demandes de subvention	DG/DP	2
	élaboration du budget	DG	2
février	programmation : dépistage - Berlinale	DG/DP	2
	planification image+nation@automne	DG/DP	2
mars	début de réservation de films sélectionnés (jusqu'en oct)	DP	1
	rencontres avec représentants municipaux et gouvernementaux	DG	1
	développement et production de matériel promotionnel	DC	3
avril	programmation: dépistage- BFI Flare London	DG/DP	2
	début de recherche de vente de publicité (jusqu'en octobre)	DG/DM	2
	rencontres/ planification d'ateliers et événements/ MCQ	DG/DP+	4
mai	programmation : dépistage - Insideout Toronto	DP	1
	programmation: dépistage- MOLODIST Kiev FF + présentation du programme Queerment Québec	DG	1
juin	programmation : dépistage - San Francisco	DG, DP	2
	évaluation de la recherche de commandites/ publicité	DM/DG	2
	développement du forfait touristique > avec Tourisme Montréal et agent de voyage	DG	1
juillet	programmation : dépistage (consultant) - Los Angeles	DG, DP	2

	visionnement et sélection des films/videos (jusqu'en octobre)	DP, DG	4
	réservation des films - suite	DP, Book.	2
	début de rédaction et traduction du catalogue	DP/DG	5
	élaboration de stratégie de relations de presse	DC/DG	3
	coordination de la production (salles, événements)	DG/DP	3
	préparations pour Fierté Montréal	DG/DP	2
août	Fierté Montréal : promotion	DG/DP	5
	suivi de rencontres avec instances gouvernementales	DG	1
	suite rencontres/ planification d'ateliers et événements	DG/DP	4
	évaluation de vente de publicité et de commandite	DG/DM	3
septembre	programmation: dépistage (consultant) - TIFF Toronto	DG/DP	2
	finaliser vente de publicité	DM/DG	3
	finaliser commandites	DM/DG	2
	finaliser réservation de films et rédaction/ traduction	DP/DG	6
octobre	production des publications : affiches, invitations, catalogue, etc.	DG/graph.	2
	invitation de réalisateurs/coordination de séjour	DP	3
	mise en place du festival/ catalogue - coordination	DG/DP	5
	coordination logistique	DG/DB/DC	4
	mise en page du catalogue	DG/DP	5
	co-présentation image+nation@Festival du nouveau cinéma	DG/DP	2
novembre	lancement du site internet (1 novembre)	DP/DB	4
	co-présentation image+nation@RIDM	DG/DP	2
	co-présentation image+nation@Cinémania	DG/DP	2
	prévente de billets - internet	DP/DC	4
	distribution de catalogues, affiches	DC/réseau	2
	prévente de billets	DB/DG	2
	Festival (21 novembre - 1 décembre)	Équipe	75
décembre	préparation de rapports	DG/DC	1
	suivi avec partenaires	DG/DC	1

stratégie de promotion et de communication

En planifiant notre 32e édition, notre objectif de développement principal de est l'augmentation de la visibilité du festival tant au niveau local qu'international en le positionnant sur la scène événementielle montréalaise. La teneur du festival et son positionnement sur la scène culturelle montréalaise en fait un événement important et attrayant tant pour toute la population, en plus des touristes LGBTQ et les touristes en général. Le festival, profitant des particularités géo-culturelles de Montréal, mise sur une programmation qui met l'accent sur un judicieux mélange de productions internationales et de productions locales et canadiennes.

/ image+nation offre donc une programmation inclusive multi-linguistique et culturellement riche qui peut rejoindre de nombreux publics.

En bref

• image+nation vise un public curieux de découvrir et de connaître les réalités LGBTQ à travers des films qui ne seront pas autrement accessibles. Par ce fait, il est un important représentant de diversité culturelle montréalaise.

• Nous veillons au développement continu de notre produit pour attirer et garder notre clientèle touristique, tout particulièrement celle de la Nouvelle Angleterre et des régions ontariennes situées à proximité de Montréal, visant, dans ce cas, un public et francophone et anglophone. Nous entretenons des liens particuliers avec le milieu culturel bostonien et bâtissons des alliances co-promotionnelles pour une mise en valeur mutuelle de nos festivals et activités.

• Nos dates en début d'hiver nous donnent accès à la nouvelle cuvée de films issus de festivals majeurs d'automne (TIFF, Venise, etc.) - nous plaçant au premier rang des festivals LGBTQ. Ce positionnement privilégié devient attrayant pour tous les cinéphiles, qu'il soient LGBTQ ou autre. Nous recevons régulièrement des cinéphiles de provenance internationale venus à Montréal expressément pour connaître les nouveautés d'image+nation.

•• image+nation doit continuer à se démarquer des autre événements et festivals en offrant un produit évolutif, frais et dynamique. Pour ce faire, nous devons pouvoir constamment renouveler ce produit et le garder compétitif en présentant chaque année une qualité croissante de films et d'événements satellites. Ici, le réseautage est de mise. Ainsi, nous participons annuellement à une sélection de festivals et événements culturels dont la pertinence est ciblée selon les tendances actuelles de production.

outils de promotionnels

- Notre site web et le réseautage social sont toujours nos outils de promotion et de visibilité principaux : ils nous permettent de développer un produit informatif évolutif tout en devenant une vitrine adaptable sur la production LGBTQ et une plateforme de présentation de productions ciblées.

  Du côté plateformes de présentation, notre canal Youtube lié à notre site nous laisse cueillir des productions dans une banque de donnée - devenant un lieu vivant de distribution d'images et de discussions/ échange représentant le festival et son contexte.

  En bref, nous continuerons notre recherche de diversification de moyens de promotion en incorporant les outils à notre disposition.

- image+nation entretien des partenariats internet touchant l'ensemble de ses besoins promotionnels: LGBTQ, presse, cinéma, tourisme (LGBTQ et autre).

cibles

média/ cutlurel. cinéma. touristique. lgbtq. montréal. voyage. événements.

média sociaux

nos outils promotionnels principaux

site web

page facebook (+28% en 2018)

twitter (+29% en 2018)

instagram (+89% en 2018)

catalogue version papier

catalogue version pdf sur le site web

youtube/ canal imagenationxx

nos partenaires promotionnels principaux

Fugues couverture extensive du festival et des événements pendant l'année

La Vitrine promotion digitale et sur leurs réseaux [métro, etc]

Global TV diffusion de la bande annonce

- placement publicitaire et promotion/ organisations culturels locales et internationales

visibilité de l'Arrondissement de Ville-Marie

catalogue/ page de commanditaires

catalogue/ mot de la Mairesse

catalogue/ remerciements

site web/ page de commanditaires

site web/ rotation logos commanditaires en page d'accueil

affiche/ logo

bande annonce/ logo. diffusion télévision + site web + média sociaux

communiqué de presse/ reconnaissance

invitations/ événements spéciaux + festival

soirée d'ouverture/ logo sur écran

soirée d'ouverture/ reconnaissance verbale. discours

soirée de clôture/ logo sur écran

soirée de clôture/ reconnaissance verbale. discours

invitation/ mairesse de l'Arrondissement à la soirée d'ouverture/ discours

liste des commanditaires et des subventionneurs

image+nation 2018-2019 [liste partielle]

commanditaires

- Delta Air Lines

- Accenture
- ViiV Healthcare
- La Chambre de commerce LGBT du QUébec
- Chez Priape

- Centre Phi
- Musée d'art contemporain de Montréal
- Musée McCord
- Never Apart
- QueerTechMontréal
- ONF

- Global Montréal
- Fugues
- Edge
- La Vitrine

- Hotel Épik
- Hotel W
- Hotel Reine Elizabeth
- Lounge L'un et L'autre
- Renard
- Pullman
- District Vidéo Lounge

- MURAL Festival
- Festival du nouveau cinéma
- POP Montréal
- Festival Fantasia
- Métropolis Bleu/ Blue Met
- Centaur Theater
- Présence Autochtone
- Fierté Montréal
- Inside Out Toronto

- Cégep du Vieux Montréal
- Fondation Émergence
- Arc-en-ciel d'Afrique/ Massimadi
- ATQ/ aide aus trans du Québec
- GRIS
- Interligne
- Astérix
- Conseil québécois LGBT
- Réseau des lesbiennes du Québec
- Conseil de solidarité lesbienne
- Équipe Montréal
- CCGLM + bibliothèque à livres ouverts
- Coalition des familles LGBT
- ACCM

liste des commanditaires et des partenaires financiers

image+nation 2018-2019

partenaires financiers

- Conseil des arts du Canada
- Patrimoine Canada
- Ville de Montréal
  Division festivals & événements
- Arrondissement de Ville-Marie

- Consulat Général de France à Montréal
- Consulat Général d'Israël à Montréal
- Ambassade canadienne de la Suisse
- Ambassade canadienne d'Autriche
- Ambassade canadienne de Finlande

[autres ambassades et consulats à confirmer]

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

☐ Volet 1 ☐ Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : Entremise

Statut juridique : OBNL Date d'incorporation : le 13 mai 2016

Adresse du siège social 5605 Rue de Gaspé, Local 106 Code postal : H2T 2A4

Téléphone : 514 546-9133 Télécopieur :

Site Internet : www.entremise.ca

Nom du mandataire désigné : Mallory Wilson Titre : Directrice générale

Téléphone (bureau) : 514 546-9133 Cellulaire :

Adresse courriel : mallory@entremise.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Entremise active des espaces transitoires qui contribuent à créer une ville plus solidaire et durable. En redonnant vie aux espaces vacants, tout en les rendant accessibles aux projets à portée entrepreneuriale, sociale et culturelle, nous facilitons la gestion et le développement de projet immobilier collectif.
Composée de spécialistes en aménagement, en patrimoine et en finance, l'organisation offre une expertise multidisciplinaire dans la gestion de projets uniques et novateurs. Porté par une volonté de redonner une place de choix aux bâtiments délaissés dans leur quartier d'insertion, Entremise s'assure également de la participation de la communauté locale dans différentes étapes de son travail.
En 2016, Entremise sensibilise le public aux enjeux de l'inoccupation immobilière, en ciblant des acteurs concernés par la problématique. Elle obtient ainsi des mandats lui permettant d'approfondir la recherche liée à sa mission et de soumettre des propositions concrètes, pour aider les décideurs(-ses) à changer les règles du jeu en faveur de nouvelles pratiques. À la suite de ce travail, l'Université de Concordia a accordé à l'équipe d'Entremise le titre de « Futuristes urbains en résidence », ainsi que des postes de travail subventionnés, qui propulsent le développement du projet. En 2017, Entremise continue le travail de sensibilisation avec l'événement « Montréal transitoire » réunissant plus de 200 professionnels(-les), en deux jours. Avec la concrétisation du partenariat « Laboratoire Transitoire » — entre la Ville de Montréal, la MIS Maison de l'innovation sociale et le programme « Des Villes pour tous » de la Fondation McConnell — Entremise amorce sa phase de démarrage et une étude de faisabilité pour le premier projet transitoire à Montréal : le Projet Young. En 2018, le Projet Young ouvre ses portes. De janvier à mars, Entremise met en place le chantier de sécurisation, l'appel des candidatures et le comité de sélection, ainsi qu'un système de codesign et de cogestion. Entremise accompagne ensuite la Société du Parc Jean-Drapeau, et les arrondissements du Plateau Mont-Royal,Ville-Marie, Verdun et la Ville Centre (développement économique et diversité et inclusion) dans l'élaboration de stratégies transitoires.

Information sur le projet

Titre du projet : Espace Ville Autrement

Date(s) de réalisation : Jan 2020-Dec 2024

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) :

Lieu(x) de réalisation : 201 Sainte Catherine Est

Discipline :
- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☐ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☐ arts multidisciplinaires
- ☐ musique
- ☐ danse
- ☐ arts du cirque
- ☑ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 1 067 482 $

Montant du soutien financier demandé : 35 000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Un quartier général pour faire la Ville Autrement!

L'Espace Ville Autrement est un projet d'urbanisme transitoire, porté par Entremise en partenariat avec l'UQAM et le Collectif Ville Autrement, qui prend place dans un local identitaire du campus de l'UQAM vacant depuis plusieurs années. Durant une période minimale de 5 ans, l'espace en vitrine du 201 rue Ste-Catherine Est, au croisement de la Rue Hôtel de Ville, sera ainsi investi par nos partenaires, l'écosystème de nos collaborateurs et la collectivité.
L'Espace Ville Autrement est un lieu ouvert sur les façons collectives de fabriquer et d'habiter la ville, où collaborent les professionnels, les chercheurs et la collectivité. Un lieu de travail, de rendez-vous et de diffusion pour des événements et des projets, qui alimentent la réflexion collective sur la Ville Autrement.
L'Espace Ville Autrement sera d'abord un quartier général qui a pour but d'inciter la collaboration entre les praticiens en aménagement, les chercheurs qui s'intéressent à leur travail, et la collectivité - pour qui les aménagements sont destinés.
C'est un lieu unique dans son genre à Montréal, où se croisent trois fonctions principales:
Un lieu de travail partagé pour des professionnels et des chercheurs qui travaillent à faire la ville Autrement;
Une vitrine, ou un "guichet d'information", qui sert à démystifier l'urbanisme transitoire et d'autres pratiques innovantes en aménagement;
Un espace événementiel collectif qui propose une programmation variée d'expositions, conférences et événements éducationnels et ludiques.

C'est d'ici qu'Entremise, l'UQAM, et nos collaborateurs, travailleront à développer un réseau d'espaces transitoires dans le secteur de l'UQAM, dans le but de répondre à un besoin en espaces abordables du secteur. C'est ici que seront diffusés des oeuvres, des projets divers, des travaux d'étudiants, des résultats de recherche, et ce, dans une visée d'ouverture, de transparence et d'échanges avec le grand public. Il s'agit d'un lieu de référence pour les différents acteurs qui s'intéressent aux nouvelles pratiques d'aménagement. C'est ici que se réuniront les acteurs du milieu, pour échanger et participer à la diffusion de connaissances. Puisque le projet a pour objectif d'être ancré dans son quartier, la programmation sera variée et ouverte autant à des praticiens, qu'aux étudiants et résidents engagés du secteur.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

Le plan de communication détaillé se trouve dans le dossier du projet général en annexe, le volet associé à la visibilité Ville ci dessous.

Entremise s'engagera à :

Relations publiques :
Mentionner la participation financière de l'arrondissement Ville-Marie lors :
des conférences de presse ou des activités de lancement, s'il y a lieu
de communiqués de presse:pour les lancements, bilans, etc.
de remerciements
d'entrevues radiophoniques ou télévisées, s'il y a lieu
dans les communiqués sur le bilan du projet ou des activités

Offrir à l'arrondissement Ville-Marie la possibilité d'insérer un communiqué de presse dans la pochette de presse des événements.

Inviter un représentant de l'arrondissement Ville-Marie, à assister aux évènements publics et activités protocolaires liés au projet, et à prendre la parole: lancement, rencontre des partenaires, conférence de presse, etc.

Publicité et promotion :

Insérer le logo de l'arrondissement Ville-Marie sur les supports promotionnels.
programme promotionnel;
page couverture d'un programme officiel;
affiches promotionnelles;
affiches et/ou écrans de remerciements lors de l'événement;
dans les infolettres;

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☑ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés Entremise (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : _____

Nom et fonction du représentant autorisé : Mallory Wilson Directrice générale

Date : le 21 octobre 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : Entremise

Nom du projet : Espace Ville Autrement

Date de réalisation : Jan 2020 - déc 2024

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Provincial (précisez les programmes)			
FIRM - prévu	60 000		
MEI - prévu	30 000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture			
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	35 000 - demandé		
Autre (précisez)	155 000 - demandé		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	280 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	75 000		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez)			
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur	20 000		
Contribution des partenaires en argent	31 400		
Contribution des partenaires en services	241 600		
Vente de produits dérivés			
Vente de boisson			
Vente de nourriture			
Autre (précisez)	445 000		
Autre (précisez)	location de bureau		
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	813 000		
TOTAL DES REVENUS	1 093 000		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	300 000		
Honoraires professionnels	15 000		
Main-d'œuvre technique	20 000		
Cachets			
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction			
Location de salle ou de site			
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)			
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	85 625		
Matériel	63 360		
Location d'un système de communication			
Location d'installations sanitaires			
Location de véhicules			
Assurances	1000		
Agence de sécurité			
Service ambulancier (premiers soins)			
Achat de boisson			
Achat de nourriture			
Achat de produits dérivés			
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)			
Autre (précisez)			
Autre (précisez)			
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	484 985		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	5 000		
Frais de représentation			
Dossiers de presse			
Cartons d'invitation, frais de vernissage	25 000		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	25 000		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)			
Frais de traduction			
Frais d'affichage			
Photographie			
Production vidéo	5 000		
Bannières, oriflammes	7 500		
Autre (précisez)	15 000		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	82 500		
ADMINISTRATION			
Coordination du projet	15 000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	15 000		
Frais de déplacement et de représentation			
Locations de bureaux	450 497		
Autre (précisez)	19 500		
TOTAL ADMINISTRATION	499 997		
TOTAL DES DÉPENSES	1 067 482		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	25 518		



Espace Ville Autrement

Un Quartier Général pour faire la ville autrement.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE **2**

GENÈSE DU PROJET **3**

ESPACE VILLE AUTREMENT **4**

- Un quartier général pour faire la Ville Autrement 4
- Mission 4
- Objectifs 5
- Aménagement 5
- Programmation publique 6
  - Un lieu de travail pour se réunir et s'engager 6
  - Une guichet d'information pour les intéressés de la ville Autrement 6
  - Un espace événementiel pour échanger, diffuser et apprendre 6
- Échéancier et étapes de développement prévus 7

QUI SOMMES NOUS ? **8**

- Entremise 8

PARTENAIRES **9**

- Partenaires fondateurs préliminaires 9
  - Collectif Villes Autrement 9
  - UQAM 9
- Écosystème préliminaire 9

PRÉCÉDENTS **11**

STRATÉGIE DE COMMUNICATION **14**

ANNEXE 1 - LETTRES D'APPUI **17**

ANNEXE 2 - REVUE DE PRESSE **18**

SOMMAIRE

Espace Ville Autrement

Un quartier général pour faire la Ville Autrement

Cela fait trois ans qu'Entremise et ses collaborateurs - les institutions publiques, les fondations privées, les PME montréalaises et citoyens engagés - participent à une réflexion commune sur l'innovation en ville, et agissent pour des pratiques et réglementations adaptées à des pratiques émergentes au croisement de l'économie sociale et l'aménagement. Fort d'une première collaboration, en évaluation d'impacts sociaux et urbains, Entremise et l'UQAM, par le biais du groupe de recherche le Collectif Ville Autrement, proposent un "quartier général" au service de cet écosystème au 201, Rue Sainte-Catherine Est, au coeur du Centre-Ville historique de Montréal.

Espace Ville Autrement est un lieu ouvert sur les façons collectives de fabriquer et d'habiter la ville, où collaborent les professionnels, les chercheurs et la collectivité. Un lieu de travail, de rendez-vous et de diffusion pour des événements et des projets, qui alimentent la réflexion collective sur la Ville Autrement.

C'est d'ici qu'Entremise, l'UQAM, et nos collaborateurs, travailleront à développer un réseau d'espaces transitoires dans le secteur de l'UQAM, dans le but de répondre à un besoin en espaces abordables du secteur. C'est ici que seront diffusés des oeuvres, des projets divers, des travaux d'étudiants, des résultats de recherche, et ce, dans une visée d'ouverture, de transparence et d'échanges avec le grand public. Il s'agit d'un lieu de référence pour les différents acteurs qui s'intéressent aux nouvelles pratiques d'aménagement. C'est ici que se réuniront les acteurs du milieu, pour échanger et participer à la diffusion de connaissances. Puisque le projet a pour objectif d'être ancré dans son quartier, la programmation sera variée et ouverte autant à des praticiens, qu'aux étudiants et résidents engagés du secteur.

En intérim, l'espace a déjà servi à l'exposition *Can I Sneak it !?* dans le cadre du Festival UnderPressure en août 2019, et servira au Young Leaders, à Fusion Jeunesse et à Exeko, entre autres.

L'Espace Ville Autrement ouvrira officiellement ses portes en janvier 2020.

Soutenez-nous et soyons des partenaires fondateurs de #villeautrementMTL !

GENÈSE DU PROJET

L'occupation transitoire s'est peu à peu imposée comme un mode légitime et avantageux d'usage de l'espace urbain et comme un outil de préfiguration urbaine et d'innovation sociale. Réhabiliter l'existant, expérimenter et faire cohabiter de nouveaux usages, donner accès à l'espace à tous types d'acteurs, y compris les plus vulnérables: voilà le programme de l'occupation transitoire!

Depuis 2016, **Entremise** travaille à assurer le développement de cette nouvelle pratique dans la métropole, afin de contribuer à faire une ville plus solidaire et durable. L'urbanisme transitoire est entendu ici comme la mise en œuvre de projets d'occupation temporaire de surfaces dont le propriétaire n'a pas l'usage immédiat et qui, compte tenu de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent accueillir certaines activités pour une durée limitée. Il s'agit d'offrir aux acteurs municipaux, aux propriétaires et aux citoyens un espace-temps pour réfléchir au futur de l'espace occupé, pour développer des initiatives nouvelles, tout en réactivant l'activité du site en collaboration avec la communauté.

La **Ville de Montréal** a maintes fois reconnu la pertinence de l'urbanisme transitoire et le travail d'Entremise depuis ses débuts. La pratique est d'ailleurs mentionné dans 5 plans d'action, ainsi que dans la *Stratégie du Centre-ville*. En 2017, avec Entremise, la MIS Maison d'Innovation Sociale et la Fondation McConnell, la Ville s'est aussi positionnée en tant que propriétaire exemplaire, en participant au premier projet d'urbanisme transitoire, le Projet Young, à Griffintown.

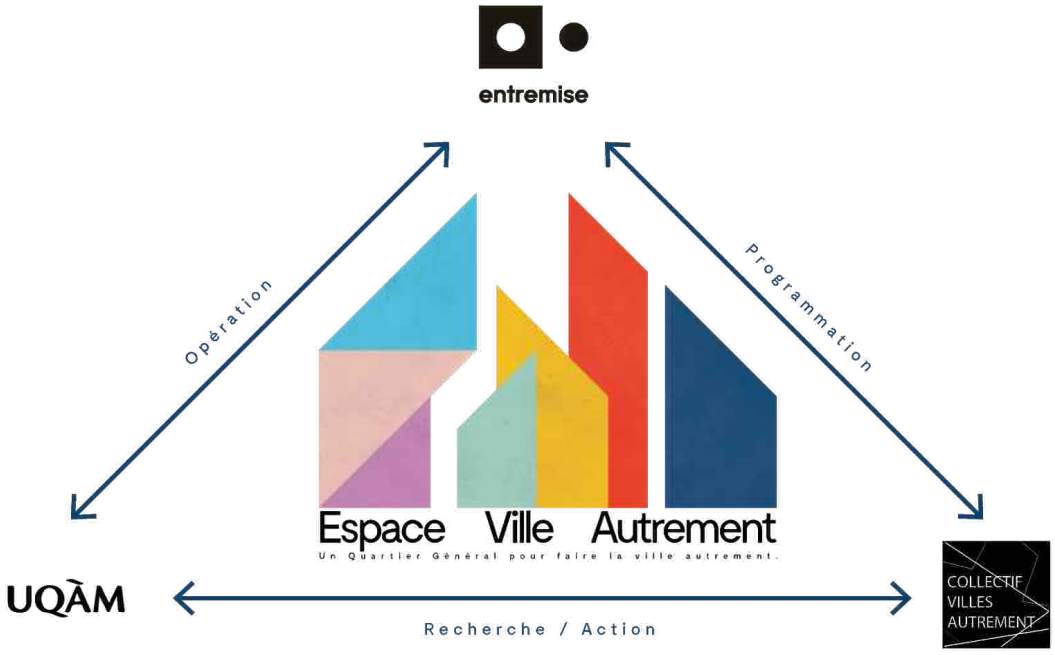
Conscient de l'importance de mesurer les impacts sociaux et urbains reliés à ses projets, Entremise a créé un partenariat avec des chercheurs de l'UQAM qui se spécialisent en pratiques émergentes**,** le **Collectif Villes Autrement**. C'est ainsi qu'est née l'idée de collaborer à la mise en place d'un réseau d'espaces transitoires dans le quartier d'insertion de l'UQAM - quartier qui a subi une gentrification intense au cours de la dernière décennie - et de mesurer l'impact. Dans la foulée, l'UQAM propose l'utilisation d'un local sur la Rue Sainte-Catherine qui lui appartient, vacant depuis longtemps, pour implanter le premier espace transitoire du futur réseau.

Nommé **Espace Ville Autrement**, il s'agit d'un lieu ouvert sur les nouvelles façons de fabriquer et d'habiter la ville, où collaborent les professionnels, les chercheurs et la collectivité. Un lieu de travail, de rendez-vous et de diffusion, pour des événements et projets qui alimentent la réflexion collective sur la Ville Autrement.

ESPACE VILLE AUTREMENT

Un quartier général pour faire la Ville Autrement

L'Espace Ville Autrement est un projet d'urbanisme transitoire, porté par Entremise en partenariat avec l'UQAM et le Collectif Ville Autrement, qui prend place dans un local identitaire du campus de l'UQAM vacant depuis plusieurs années. Durant une période minimale de 5 ans, l'espace en vitrine du 201 rue Ste-Catherine Est, au croisement de la Rue Hôtel de Ville, sera ainsi investi par nos partenaires, l'écosystème de nos collaborateurs et la collectivité.



Mission

L'Espace Ville Autrement est un lieu ouvert sur les façons collectives de fabriquer et d'habiter la ville, où collaborent les professionnels, les chercheurs et la collectivité. Un lieu de travail, de rendez-vous et de diffusion pour des événements et des projets, qui alimentent la réflexion collective sur la Ville Autrement.

Objectifs

L’Espace Ville Autrement sera d’abord un quartier général qui a pour but d’inciter la collaboration entre les praticiens en aménagement, les chercheurs qui s'intéressent à leur travail, et la collectivité locale, pour qui les aménagements sont destinés.

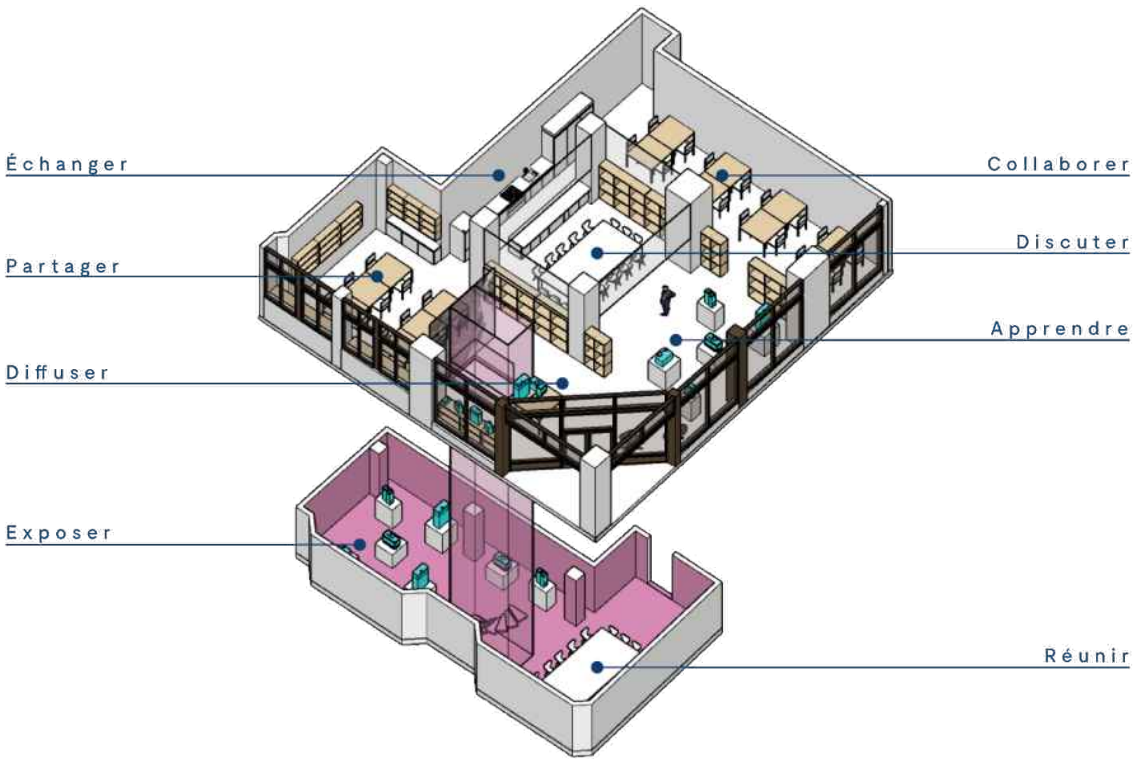
C’est un lieu unique dans son genre à Montréal, où se croisent trois fonctions principales:

Un lieu de travail partagé pour des professionnels et des chercheurs qui travaillent à faire la ville Autrement;

Une vitrine, ou un “guichet d’information”, qui sert à démystifier l’urbanisme transitoire et d’autres pratiques innovantes en aménagement;

Un espace événementiel collectif qui propose une programmation variée d’expositions, conférences et événements éducationnels et ludiques.

Aménagement



Un lieu de travail pour se réunir et s'engager

Bien que l'Espace Ville Autrement constitue un milieu de travail pour des acteurs professionnels et académiques, Entremise souhaite rendre une partie de l'espace accessible pour un certain nombre d'activités qui se rapprochent des valeurs et de la mission du projet. Ainsi, il sera possible de réserver un espace de rencontre pour des activités hebdomadaires ou mensuelles variées, par exemple, des formations, des cours, des rencontres citoyennes, des rencontres de travail, des activités organisées, etc. L'idée est ainsi d'encourager les échanges et la collaboration, mais aussi d'assurer que l'Espace Ville Autrement reste accessible à une grande diversité d'acteurs et qu'il soit animé de jour comme de soir et ce, tout au long de la semaine.

D'ici l'ouverture de l'Espace Ville Autrement, en janvier 2020, le RDC du Pavillon Ste-Catherine servira à des activités très diversifiées. À l'été 2019, l'espace a servi au Festival UnderPressure et à l'organisation Young Leaders. À l'automne 2019, il servira notamment à l'organisme Exeko ainsi qu'à l'organisme Manoeuvres. Des étudiants de l'École de Design et du département de Géographie auront également accès à l'espace dans le cadre d'activités scolaires.

Une guichet d'information pour les intéressés de la ville Autrement

La Galerie de l'Espace Ville Autrement, située en vitrine de la rue Ste-Catherine et au sous-sol du bâtiment, sera accessible au public de manière continue tout au long de l'année. La programmation sera ouverte aux projets liés à l'innovation urbaine, en mettant l'emphase sur les projets locaux, et ce, à un prix modique de manière à permettre à des acteurs variés de présenter leurs projets. Dans ce contexte, les chercheurs et étudiants pourront par exemple utiliser cet espace pour présenter leurs oeuvres, travaux et résultats de recherche, de manière à rendre accessible aux citoyens des projets scolaires ou parascolaires.

Un espace événementiel pour échanger, diffuser et apprendre

L'Espace Ville Autrement sera aussi muni d'un espace événementiel permettant d'offrir une programmation variée tout au long de l'année. Les activités proposées s'inscrivent dans un désir de diffuser et de promouvoir les pratiques innovantes en aménagement et permettent également le rayonnement de plusieurs acteurs montréalais: chercheurs, professionnels, artistes, étudiants et citoyens. Certaines activités reviendront de façon hebdomadaire, alors que d'autres seront associées à des évènements spéciaux durant

l'année. L'Espace Ville Autrement sera l'endroit où se croisent des acteurs d'aménagement ville, d'économie sociale et d'engagement citoyen, grâce à l'organisation de conférences et de 5 à 7.

En parallèle d'une programmation pour la galerie et d'un calendrier d'activité, l'Espace Ville Autrement accueillera également un certain nombre d'évènements en lien ses partenaires. Par exemple, en en octobre 2019, l'espace accueillera le Colloque et la charrette *L'UQAM : un campus vivant et urbain au cœur de la ville* organisé pour le 50e anniversaire de l'UQAM.

Échéancier et étapes de développement prévus

Coordonner occupations temporaires (événements portées par la collectivité) - septembre à décembre 2019

Gérer travaux de mise à niveau - **novembre à décembre 2019**

Mettre en place Comité de cogestion des partenaires - **décembre 2019 - janvier 2020**

Débuter occupation Entremise et le Collectif - **janvier 2020**

Lancer Espace Ville Autrement - **février 2020**

Publier programmation publique - **mars 2020**

Développer un ressourcerie Ville Autrement - **été 2020**

Compléter l'inventaire des espaces vacants du secteur - **automne 2020**

Collaborer autour d'hypothèses pour un réseau d'espaces transitoires - **hiver 2021**

Catalyser un réseau d'espaces transitoires - **printemps 2021 ++**

QUI SOMMES NOUS ?

Entremise

Entremise active des espaces transitoires qui contribuent à créer une ville plus solidaire et durable. En redonnant vie aux espaces vacants, tout en les rendant accessibles aux projets à portée entrepreneuriale, sociale et culturelle, nous facilitons la gestion et le développement de projet immobilier collectif.

Composée de spécialistes en aménagement, en patrimoine et en finance, l'organisation offre une expertise multidisciplinaire dans la gestion de projets uniques et novateurs. Porté par une volonté de redonner une place de choix aux bâtiments délaissés dans leur quartier d'insertion, Entremise s'assure également de la participation de la communauté locale dans différentes étapes de son travail.



PARTENAIRES

Partenaires fondateurs préliminaires

Collectif Villes Autrement

Le Collectif Villes Autrement est un réseau de chercheurs et de collaborateurs dédiés à l'étude de courants émergents et de tendances innovatrices en urbanisme et aménagement du territoire. Les membres du Collectif travaillent de pair avec des organisations et entreprises qui expérimentent de nouvelles pratiques, les aidant à structurer et à évaluer leurs projets, tout en implantant une stratégie de recherche adaptée à leur besoin. Une équipe multidisciplinaire de 5 chercheurs seniors collaborent avec Entremise dans le cadre de ce projet, en plus de nombreux étudiants. Cette équipe est notamment récipiendaire du prix étincelle 2019, pour le projet de réseau d'usages transitoires.

UQAM

Institution incontournable dans le milieu académique québécois et canadien, l'UQAM se distingue par sa mission de démocratisation et d'accessibilité. Il s'agit d'une université qui travaille en étroite collaboration avec son quartier d'ancrage et les collectivités qui y prennent place. Dans le cadre de ce projet, Entremise collabore notamment avec le Bureau des transactions immobilières, le Services aux collectivités et le Service des partenariats et du soutien à l'innovation.

Écosystème préliminaire

Chercheurs

Sylvain Lefebvre, professeur titulaire au département de Géographie, directeur du Groupe de recherche sur les Espaces Festifs et co-fondateur du Collectif Villes Autrement
Taïka Baillargeon, professeure associée au département de Géographie et co-fondateur du Collectif Villes Autrement
Sinisha Brdar, professeur à l'École de Design
Michel Rochefort, professeur au département d'Études urbaines et touristiques
Jérémy Diaz, doctorant au département d'Études urbaines et touristiques et co-fondateur du Collectif Villes Autrement

Praticiens

Solon
Lande
La Pépinière
Manoeuvres
Architecture sans frontière Québec (ASFQ)
Maison d'Architecture de Québec (MAQ)
Passerelles Coop en patrimoine
Nouveaux Voisins
Mon Loyer

Collectivité

Table de concertation du Faubourg
UnderPressure
Young Leaders
Fusion Jeunesse
Exeko

Ville de Montréal

Ville de Montréal
Arrondissement Ville-Marie
PME Montréal

Gouvernement de Québec

Ministère de l’Économie et de l’Innovation
Ministère de la Culture et des Communications

Réseau international

Agence intercalaire
Délégation d'experts en urbanisme de 3 villes européennes (Paris, Lyon et Bruxelles)
Ville de Sherbrooke
École nationale supérieure d'architecture Clermont-Ferrand (ENSACF)
Wide open Project
Communa
Plateau urbain
CitizenDev Bruxelles

PRÉCÉDENTS

Space10, une vitrine-laboratoire pour des projets de design novateurs



Situé à Copenhague, Space10 est un laboratoire de recherche et de design qui héberge, incube et diffuse des projets liés au développement durable. La mission de cet espace-vitrine est double: il s'agit d'abord de rassembler un réseau de praticiens et de chercheurs de différents horizons, autour de projets inhérents aux nouvelles pratiques intégrées en développement durable. Il vise également à diffuser ces projets au grand public sous la forme de publications, de conférence, d'exposition et de projection. Bien que principalement financé par le privé, le Space10 collabore avec différents acteurs publics et institutionnels dans une logique de recherche appliquée.

Space10 démontre bien le double rôle que peut jouer un espace-vitrine en tant qu'interface entre les citoyens d'une ville et les projets de recherche appliquée qu'il incube. Avec une structure et une mission claire, Space10 permet à des projets et des praticiens divers de se retrouver sous une même bannière et de s'enrichir entre eux. C'est la vision que nous portons pour l'Espace Ville Autrement.

Lieux infinis, démocratiser et diffuser les nouvelles pratiques (Pavillon Français de la Biennale de Venise)



Une installation de recherche visant à rassembler les apprentissages de 10 projets immobiliers qui repense les pratiques en architecture et en urbanisme.

Lieux infinis a servi de plateforme de réflexion pour les différents projets présentés. Plusieurs ateliers thématiques visent à partager les apprentissages des différents porteurs de projets et rendre visibles ces nouvelles pratiques au grand public, en expliquant les projets sous la forme d'exposition et de publication.

Maison du développement durable, l'adresse d'un écosystème

La Maison du développement durable est née d'une volonté de créer un pôle de rencontre, d'échange, de réflexion et d'innovation autour de la thématique du développement durable. En réunissant 8 acteurs à une même adresse, l'objectif était de centraliser différentes activités complémentaires, tout en mutualisant des ressources de structure et de diffusion. Plus qu'un lieu de travail, la Maison du développement durable veut créer des synergies entre les citoyens, les experts et les élus autour d'une thématique commune complexe.

Cette adresse est désormais connue de tout l'écosystème du développement durable et fait office de quartier général démonstratif des nouvelles pratiques dans ce domaine. Les nouvelles pratiques en urbanisme fleurissent à Montréal et nous croyons qu'un espace-vitrine pourrait jouer un rôle fédérateur pour cet écosystème émergent. Tout comme la Maison du développement durable, l'Espace Ville Autrement pourrait faciliter la mutualisation de ressources, de projets et initiatives qui y travailleront, tout en offrant un lieu de diffusion et de démonstration des nouvelles pratiques en urbanisme.

4th Space Concordia, diffuser la recherche extramuros



L'Université Concordia a récemment lancé 4th Space, un espace ayant pignon sur rue dont la mission est d'engager un dialogue entre les projets issus de communautés universitaires et le public. Conçu comme un espace pédagogique, 4th Space veut offrir un lieu polyvalent pour mettre de l'avant la pédagogie expérimentale, la recherche création et l'apprentissage expérientiel. Il propose différents événements sous forme d'ateliers d'exposition, de résidences et d'installation. C'est l'occasion pour les chercheurs et les étudiants d'interagir avec le public en présentant leur projet sous différente forme.

Bien que 4th Space soit principalement porté par Concordia, nous voyons dans cette initiative un exemple des nouvelles formes d'interface entre la communauté universitaire et le public. En offrant un espace d'exposition polyvalent, l'Espace Ville Autrement pourra lui aussi repenser le dialogue entre les chercheurs et leur quartier, un espace-vitrine où les chercheurs, les praticiens et la société civile, partageront des idées et des projets sur les nouvelles pratiques en urbanisme.

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Notre stratégie de communication se veut inclusive : elle vise à toucher des publics cibles divers et peu homogènes dans leurs habitudes de loisirs et d'information. Certains parmi les riverains, comme les retraités et familles immigrantes, peuvent avoir une utilisation moindre d'internet et des réseaux sociaux. Notre stratégie se doit donc d'être à large portée, tout en intégrant plusieurs axes d'approche.

L'objectif principal que vise notre stratégie de communication est de présenter l'espace comme une ressource et un lieu ouvert à tous, afin de susciter l'adhésion et la participation des citoyens et de la communauté à ce projet. Nous souhaitons que la communauté s'approprie l'espace, notamment les riverains et résidents, dont certains ont le sentiment d'avoir été dépossédés de leur quartier par les grands projets immobiliers. Nous souhaitons faire de cet espace la vitrine qui reflète le dynamisme et l'attractivité du quartier et qu'il s'intègre dans la vie du quartier et de la communauté. Dans cette optique, nous avons identifié différents points de contact pour atteindre les cibles, et pour lesquels nous proposons des canaux de communication et activités adaptés à chaque cible.

Approche traditionnelle

Principalement basée sur l'organisation d'évènements et d'activités de quartier, elle favorise les points de contact directs et les supports classiques de communication, afin d'aller à la rencontre des riverains (familles, retraités, commerçants), de se faire connaître auprès d'eux et de les encourager à s'impliquer. Cela passe notamment par le fait de lister les évènements qui auront lieu dans l'espace, mais aussi dans le quartier, et de rendre les informations accessibles à tous.

- Organiser des évènements avant l'ouverture de l'espace et inviter les acteurs du quartier, pour les connaître, se présenter, proposer des partenariats et commandites. Par la suite, des évènements seront organisés en partenariat avec les commerces et artisans du quartier, pour mettre en valeur leurs activités et le quartier : cuisine de rue, gastronomie, micro-brasserie, etc.;
- Identifier des prescripteurs (chercheurs et enseignants, magazines professionnels, publications académiques et universitaires à portée plus ciblée, mais aussi à large diffusion) : pour les magazines, proposer des articles à publier.

Des activités doivent aussi cibler spécifiquement les familles et autres publics cibles moins accessibles par internet et/ou davantage sensibles au contact direct, à la dimension communautaire et à la vie de quartier :

- Dimanche « famille » : brunch communautaire, fête des voisins, ateliers, conférences, projection de films;
- Mercredi « découverte » : balades, visites et tours guidés thématiques (exemple : gastronomie restaurant/micro-brasserie ; architecture; arts : galerie d'art ou exposition, découverte d'un artiste ou d'un collectif d'artistes; histoire)
- Jeux de piste et chasse aux trésors dans le quartier, pour les riverains, familles, étudiants et touristes
- Collaboration avec des artistes à travers une performance artistique et/ou une œuvre collective en direct, avec le public : par exemple, associer les enfants et toute personne intéressée autour d'une fresque murale, sculpture, théâtre de rue, danse…

Réseau sociaux

Moyens de diffusion peu coûteux, mais au potentiel d'impact important, ils visent à donner de la visibilité, à faire parler de l'espace, des évènements, ainsi que d'Entremise, du Collectif, de l'UQAM et des autres partenaires. Cela passe avant tout par l'activation de marque, dans le but de se faire connaître et de contribuer à associer dans l'esprit des publics cibles l'idée/le concept de "ville autrement" avec le projet et ses parties prenantes : créer et utiliser un *hashtag* #villeautrementMTL dans toute publication. On peut, par exemple, envisager d'organiser un concours Instagram de la meilleure photo (avec l'utilisation du *hashtag* #villeautrementMTL).

Nous envisageons des publications régulières d'articles sur différents canaux de communication :

- Comptes Twitter et pages Facebook : page Collectif Villes Autrement , page Entremise
- Blog d'Entremise et les blogs des divers partenaires
- Médias de l'UQAM en format numérique et papier : Actualités UQAM (http://www.actualites.uqam.ca/), journal imprimé Journal Montréal Campus, radio (CHOQ).

Il est également essentiel d'identifier des influenceurs (architectes, artistes, etc.) susceptibles d'être intéressés par le projet et les associer à la marque, notamment lors des évènements, afin de diffuser les informations auprès de leurs abonnés.

Communications dans la rue

En plus des moyens habituels, comme les affiches avec code QR dans les magasins, bars, bistrots et divers lieux (panneaux d'affichage de l'UQAM), et les flyers distribués dans la rue par des équipes les jours précédant l'événement, nous pensons exploiter les possibilités artistiques et recourir à des stratégies marketing moins conventionnelles, comme le *guerilla marketing*:

- *Tags* : création de messages éphémères sur les trottoirs ou dans des espaces dédiés (voir la possibilité de collaboration avec des *street artist* et UnderPressure pour créer le message). On peut aussi réaliser un parcours avec ces tags propres dans le quartier ou en mettre juste devant l'Espace pour le signaler.

- *Geofencing* : lors d'évènements précis (par exemple, lancement et évènement annuel), recourir à des applications pour communiquer directement sur les mobiles des participants (Snapchat, Whatsapp)

ANNEXE 1 - LETTRES D’APPUI

ANNEXE 2 - REVUE DE PRESSE

Entremise

Août 2017 - **Le choix de l'éphémère pour habiter durablement une ville** - Le Devoir

https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/506632/le-choix-de-l-ephemere-pour-habiter-durablement-une-ville

- Septembre 2018 - **Projet Young, ce projet québécois qui rend la ville à ceux qui l'habitent** - l'ADN

https://www.ladn.eu/nouveaux-usages/innovation-positive/projet-young-premiere-initiative-durbanisme-transitoire-au-quebec/

- Juin 2018 - **De Montréal à Paris, l'urbanisme transitoire au service de l'inclusion** - Le Hub Smart City

https://hub-smartcity.com/dossier/le-tour-du-monde-des-tiers-lieux/de-montreal-paris-urbanisme-transitoire-au-service-de

- Mai 2018 - **No vacancy** - Corporate knights

https://www.corporateknights.com/channels/built-environment/no-vacancy-15265332/

- Mars 2018 - **Le Montréal de demain se dessine dans ses bâtiments vacants** - Métro

https://journalmetro.com/actualites/montreal/1439306/le-montreal-de-demain-se-dessine-dans-ses-batiments-vacants/

- Mars 2018 - **Le Projet Young : un espace de travail temporaire au coeur du quartier Griffintown** - Index design

https://www.index-design.ca/article/le-projet-young-espace-de-travail-temporaire-au-coeur-du-quartier-griffintown

- Février 2018 - **Bâtiments vacants : occuper sans squatter : se réapproprier la ville, un immeuble vide à la fois** - Urbania

https://urbania.ca/article/batiments-vacants-occuper-squatter

- Janvier 2018 - **Projet Young : repenser Montréal** - Quartier de l'innovation

https://quartierinnovationmontreal.com/fr/article/projet-young-repenser-montreal

- Août 2017 - **Un «laboratoire» pour transformer les espaces vides en lieux à impacts positifs** - Novae

https://novae.ca/2017/08/laboratoire-transformer-espaces-vides-lieux-a-impacts-positifs/

- Août 2017 - **Le choix de l'éphémère pour habiter durablement une ville** - Le Devoir

https://www.ledevoir.com/societe/transports-urbanisme/506632/le-choix-de-l-ephemere-pour-habiter-durablement-une-ville

- Décembre 2016 - **Entremise : utiliser les espaces vacants de Montréal** - Novae

https://novae.ca/2016/12/entremise-utiliser-espaces-vacants-de-montreal/

Collectif Ville Autrement

Avril 2019 - **Le projet "Réseau Ville Autrement" lauréat du prix Étincelle UQAM 2019** - UQAM, Département de Géographie

https://geo.uqam.ca/babillard/le-projet-reseau-ville-autrement-laureat-du-prix-etincelle-2019/

- Avril 2019 - **Le Prix Étincelle pour un projet d'urbanisme transitoire** - Le Devoir

https://www.ledevoir.com/societe/science/551353/concours-de-l-idee-a-l-innovation

- Mars 2019 - **Concours "De l'idée à l'innovation" Équipe finaliste Prix Étincelle** - UQAM TV

https://tv.uqam.ca/concours-lidee-linnovation-equipe-finaliste-prix-etincelle-reseau-ville-autrement

- Mars 2019 - **De l'idée à l'idée à l'innovation: les finalistes** - Actualités UQAM

https://www.actualites.uqam.ca/2019/concours-idee-innovation-les-finalistes

COLLECTIF VILLES AUTREMENT

Montréal, 7 août 2019

En tant que réseau de chercheurs et de collaborateurs dédiés à l'étude de courants émergents et de tendances innovatrices en urbanisme et aménagement du territoire, le **Collectif Villes Autrement** est fier de s'associer à l'organisme Entremise dans la création de l'**Espace Ville Autrement**.

Ce projet d'urbanisme transitoire, qui assurera l'animation du secteur tout en réanimant un bâtiment vacant depuis plusieurs années, se veut le premier d'une série dans le secteur de l'UQAM. Le Collectif Villes Autrement travaille avec Entremise depuis déjà deux ans, appuyant l'organisme au travers de projets de recherches documentaires et de mesure d'impacts. Avec l'**Espace Ville Autrement**, le Collectif souhaite s'impliquer plus concrètement dans le développement de nouvelles pratiques en aménagement.

Cet espace **d'expérimentation**, de **collaboration** et de **diffusion** où se croiseront **chercheurs**, **étudiants**, **praticiens** et **citoyens** se veut un lieu phare pour le développement de projets qui changeront la manière de faire la ville. Il s'agit pour nous de permettre des échanges qui n'ont pas aisément lieu entre les murs de l'université. Il s'agit également d'offrir à nos étudiants un terrain d'étude et d'action pertinent, innovant et stimulant. Il s'agit finalement pour nous de tisser un lien direct avec le public, les organismes et les différents acteurs présents sur le territoire de l'université de manière à assurer leur participation aux transformations urbaines qui y prenne place.

L'Espace Ville Autrement est la continuité d'un partenariat solide entre le Collectif et Entremise, c'est aussi et surtout le début d'une longue aventure qui souhaite encourager le faire-ensemble dans le quartier et dans la ville.

Sylvain Lefebvre, professeur titulaire
Département de géographie, UQAM

Michel Rochefort, professeur
Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

Taïka Baillargeon, professeur associée
Département de géographie, UQAM

Sinisha Brdar, professeur
École de design, UQAM

Jérémy Diaz, Doctorant
Département d'études urbaines et touristiques, UQAM

UQÀM | **Bureau des transactions immobilières**
Université du Québec à Montréal

Montréal, le 26 août 2019

Objet : Appui au projet Espace Ville Autrement

Mesdames, Messieurs,

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je vous fais part, par la présente lettre, de mon appui et de ma collaboration au projet de Réseau Ville Autrement et plus précisément à la première étape du projet : l'Espace Ville Autrement. Il s'agit d'une initiative innovante et stimulante qui saura plaire aux différents acteurs qui évoluent au sein de l'UQAM et dans le quartier avoisinant.

L'Espace Ville Autrement, un projet d'occupation transitoire, prendra place dans l'espace-vitrine du Pavillon Ste-Catherine à partir de janvier 2020. D'ici là, Entremise accueillera également dans l'espace différents acteurs et différents événements afin d'animer le lieu et de tisser des liens avec les communautés du secteur. Le Bureau des transactions immobilières souhaite que cet espace puisse être réanimé, participe à la vie du quartier et serve au développement de nouveaux projets innovants dans le secteur, tout en permettant la rencontre entre le milieu académique, le milieu professionnel et les différents acteurs du quartier.

Convaincu de l'intérêt et de la pertinence du travail d'Entremise et interpellé par ce nouveau projet d'envergure, je participe personnellement à son développement à titre de conseiller depuis déjà plus d'un an. Je suis convaincu que cette initiative aura une portée importante sur le secteur d'insertion de l'UQAM et c'est sans aucune hésitation que je l'appuie.

Veuillez accepter, Mesdames, Messieurs l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Alain Milette
Directeur
Bureau des transactions immobilières

Adresse postale
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
CANADA

Adresse géographique
Université du Québec à Montréal
Pavillon Athanase-David, 4e étage
1430, rue Saint-Denis, local D-4400
Montréal (Québec) H2X 3J8

Téléphone : 514 987-3568
Télécopieur : 514 987-6619
milette.alain@uqam.ca
bti.uqam.ca

Société de développement du Quartier latin
352, rue Émery
Montréal, Qc, H2X 1J1

Le 27 septembre 2019,

Madame, Monsieur.

Objet : Appuie au projet Espace Ville Autrement

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que je vous fais part, par la présente lettre, de mon appui au projet Espace Ville Autrement.

Nous souhaitons que le projet d'urbanisme transitoire, porté par *Entremise* en partenariat avec l'UQAM et le Collectif Ville Autrement, voit le jour dans l'espace en vitrine du 201 rue Ste-Catherine Est, aujourd'hui vacant. En tant que "quartier générale" pour les pratiques émergentes en aménagement, l'espace sera investi par un écosystème de collaborateurs associés aux nouveaux pratiques en aménagement, dans une logique de collaboration avec la collectivité. Comme organisme œuvrant dans le secteur depuis 25 ans, nous souhaitons collaborer à la mise en place de ce lieu unique et des futurs espaces transitoires qui pourraient se développer au sein du quartier environnant.

Il s'agit d'une initiative innovante et stimulante qui pourrait contribuer à répondre aux enjeux des locaux vacants dont nos artères commerçantes sont touchées. Avec prêt de 17% de locaux vacants au sein de la société de développement commerciale du Quartier latin, nous encourageons vivement cette initiative et nous sommes prêts à regarder les opportunités pour que notre territoire soit également un laboratoire pour le projet Espace Ville Autrement.

Je vous prie d'agréer Madame, Monsieur mes salutations distinguées.



Angélique Lecesve
Directrice générale

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194680003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 2

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Diffusions gaies et lesbiennes	108933
2.	Entremise	418788

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Diffusions gaies et lesbiennes : 15 000 $;
Atelier Entremise : 30 000 $;

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		36 000,00 $	9 000,00 $					**45 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	13	novembre	2019	Date de fin :	13	novembre	2020

Formulaire complété par : Soraya Miranda
Prénom, nom

Date et heure système : 07 novembre 2019 13:10:30

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **DIFFUSIONS GAIES ET LESBIENNES DU QUÉBEC,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 4067, boul. Saint-Laurent, bureau 404, Montréal (Québec) H2W 1Y7 agissant et représentée par madame Charlie Boudreau, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 5 mai 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1143194794
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur: 108393

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Image + nation – Festival film*;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), devant être affectée exclusivement au paiement des cachets des artistes dans le cadre de la réalisation du projet *Image + nation – Festival film LGBTQueer Montréal*, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille dollars (3 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police

d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Charlie Boudreau
Directrice
4067, boul. Saint-Laurent, bureau 404
Montréal (Québec) H2W 1Y7

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Madame Charlie Boudreau, directrice

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1194680003** ; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 12 novembre 2019.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET

Pièce jointe

Annexe2_Formulaire_soutien_financier

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**REVENUS PRÉVUS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Date de réalisation _____

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				
Location de bureaux				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **ATELIER ENTREMISE,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 5605. rue de Gaspé, bureau 106, Montréal (Québec) H2T 2A4 agissant et représentée par madame Mallory Wilson, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 11 juin 2019.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1171857015
No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
No. de fournisseur: 418788

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet *Espace ville autrement;*

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de trente mille dollars (30 000 $), devant être affectée exclusivement à la réalisation du projet *Espace ville autrement,* conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de vingt quatre mille dollars (24 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de six mille dollars (6 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Madame Mallory Wilson
Directrice
5605, rue de Gaspé, bureau 106
Montréal (Québec) H2T 2A4

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Madame Mallory Wilson, directrice

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1194680003** ; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 12 novembre 2019.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET

Pièce jointe

Annexe2_Formulaire_soutien_financier

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;
- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);
- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;
- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);
- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encouru es sont remboursées.
- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);
- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visi bilité et du soutien accordé par l'arrondissement;
- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);
- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des renseignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**REVENUS PRÉVUS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____

Nom du projet _____

Date de réalisation _____

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				
Location de bureaux				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194680003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver les conventions avec Diffusions gaies et lesbiennes du Québec et Atelier Entremise dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019 » et accorder des contributions totalisant 45 000 $"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 45 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		36 000,00 $	9 000,00 $					**45 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 45 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM94680003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-07**

Date et heure système : 07 novembre 2019 14:48:18

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 12 juin 2020 avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $

D'approuver la convention, se terminant le 12 juin 2020, pour le programme activités physiques et de loisirs pour une clientèle de 6-12 ans ;
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 12 800 $ à l'Association Les Chemins du Soleil ;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 08:42

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194105005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 12 juin 2020 avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis trois ans, l'arrondissement soutient l'Association Les Chemins du Soleil par l'octroi d'une contribution financière spécifique pour sa clientèle de 6-12 ans. Cette dernière a permis d'engager un nouvel animateur pour une période de trente-neuf (39) semaines et ainsi offrir un meilleur encadrement lors des périodes d'activités ainsi qu'un animateur supplémentaire lors de la semaine de relâche.
Suite aux résultats positifs, l'organisme a de nouveau fait une demande de soutien financier dans le cadre du Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs.
Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention pour une période se déroulant du 29 août 2019 au 12 juin 2020 et d'accorder une contribution financière de 12 800 $ dans le cadre du programme activités physiques et de loisirs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240394 (1184105008) : Approuver la convention, se terminant le 14 juin 2019, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $
CA16 240632 (1166145031) : Approuver la création du « Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs » et affecter un montant total de 1 000 000 $ des surplus de l'arrondissement au financement de ce fonds pour les années 2017 à 2021

DESCRIPTION

D'une durée de 39 semaines, ce programme est destiné aux jeunes de 6 à 12 ans habitant l'arrondissement de Ville-Marie. Il vise à offrir aux enfants une programmation d'activités physiques, sportives, culturelles, socioéducatives, scientifiques, récréatives et de plein air variée après l'école leur permettant d'accroître leur autonomie et de développer de saines habitudes de vie. Ceci, dans le cadre d'un milieu de vie où les idées et les intérêts des jeunes sont au cœur du calendrier d'activités. Ce service entièrement gratuit pour les participants inclue les sorties, le transport et une collation par jour. Basé sur l'approche inclusive et participative « par, pour et avec » les jeunes, le programme 6-12 permet à une quarantaine d'enfants — fréquentant majoritairement l'école Garneau — de vivre des réussites positifs, et ce, peu importe leur milieu culturel, leur statut socioéconomique ou

leur rendement scolaire dans un environnement sécuritaire. Quatre intervenants sont en tout temps avec le groupe (ratio 1 pour 6 de manière générale et de 1 pour 8 maximum).

JUSTIFICATION

Au cours des trois dernières années, le taux de fréquentations et le nombre d'enfants desservis dans le cadre de ce programme n'ont cessé d'augmenter. L'année 2018-2019 ne fait pas exception avec une augmentation de 17,5 % par rapport à l'année 2017-2018. L'ajout d'un quatrième intervenant sur le terrain a été nécessaire pour assurer la sécurité des jeunes. De plus, trente (30) minutes ont aussi été ajoutées quotidiennement (fermeture à 17 h 30 plutôt qu'à 17 h) comparativement aux années antérieures afin de répondre aux besoins des familles.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 12 800 $ sera versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le développement et l'accessibilité aux activités ont un impact direct sur le développement social et physique ainsi que sur la santé et les saines habitudes de vie des jeunes de 6 à 12 ans inscrits aux activités.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'Association Les Chemins du Soleil se retrouvent sur son site Internet et sur sa page Facebook. De plus, l'organisme est inscrit dans le répertoire des activités des sports, des loisirs et des plaisirs de l'arrondissement ainsi que sur le site Loisirs Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention ;
Réalisation et évaluation de l'offre de service ;
Visites d'observation réalisées en collaboration avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-30
Linda GOULET Agente de développement		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	514 868-4182	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :		**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-04

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194105005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention se terminant le 12 juin 2020 avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme « activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution de 12 800 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194105005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens

Convention : CDS_2019-2020_6-12_convention.doc

Annexe 1 : CDS_2019-2020_6-12_Demande1.pdf

CDS_2019-2020_6-12_Demande2.pdf

Plan d'action : CDS_2019-2020_6-12_Plan_action.pdf

N° de dossier : 1194105005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Association Les Chemins du Soleil	133186

Financement : Autre

Précision: Fond de soutien financier aux organismes en sports et loisirs

Budget : 306125-07189-61900-016491-002581

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		11 520,00 $	1 280,00 $					**12 800,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 10

	Date de début :			Date de fin :		
	29	août	2019	12	juin	2020
	jour (si connu)	mois	année	jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Linda Goulet

Prénom, nom

Date et heure système : 30 octobre 2019 12:14:33

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL INC.**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38,) dont l'adresse principale est le 1155, rue Alexandre-de-Sève, Montréal, Québec, H2L 2T7, agissant et représentée par monsieur Daniel Lauzon, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

No d'inscription TPS :	N/A
No d'inscription TVQ :	N/A
No d'organisme de charité :	106729890 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme activités physiques et de loisirs pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme activités physiques et de loisirs**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.5 « **Annexe 5** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.6 «**Responsable**» : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session d'hiver : du 1er janvier au 15 avril; la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 décembre;

2.12 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de douze mille huit cents (12 800 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 Ajustement de la contribution financière

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 INSTALLATIONS

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 10 juillet 2020 de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvé par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 INSTALLATIONS

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux million de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 12 juin 2020

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de

dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1155, rue Alexandre, Montréal, Québec, H2L 2T7 et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito,
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL

Par : _____
Daniel Lauzon
Directeur général

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Demandes de soutien financier

Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME (le format de ce tableau pourra être modifié)

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures
Chalet Parc des Vétérans	1655, Papineau	Salle commune 0055-E0 2 casiers de rangement Accès à la cuisine et aux salles de bain de l'aire commune	annuel	annuel	annuel	annuel

[ANNEXE 3
NORMES DE VISIBILITÉ

Ville-Marie
Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES CONVENTIONNÉS

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



- Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : **Association Les Chemins du Soleil**

Tableau des versements 2019-2020					
Année	**Montant global**	**1er versement**	**2e versement**		
		À la signature de la convention	**Sur réception du rapport final**		
2019	**12 800,00 $**	11 520 $			
2020			1 280 $		

ANNEXE 5

REDDITION DE COMPTES

PROGRAMME D'ACTIVITÉS PHYSIQUES ET DE LOISIRS

Le suivi du Projet fait l'objet d'une évaluation conjointe entre l'organisme et l'arrondissement. Des rencontres seront prévues afin d'évaluer la conformité de la mise en place du programme et l'adéquation des ressources prévues au Projet.

Durant les termes du Projet, l'organisme doit fournir les documents suivants :

DOCUMENTS	FRÉQUENCE	ÉCHÉANCE
Programmation	Par session	Avant le début de la session
Bilan du Projet *(niveau d'atteinte des objectifs mesurables incluant l'état des dépenses réelles)*	Annuelle	Le 1er décembre
Plan d'action	Annuelle	Le 1er décembre
Rapport d'inscription *(incluant les codes postaux)*	Par session	1 mois après le début de la session
Rapport de fréquentation	Mensuelle	Selon la fréquence entendue
Rapport d'accident	Ponctuelle	3 jours après l'événement

Tous les renseignements spécifiques détaillés ci-dessus doivent être remis à l'arrondissement en **VERSION ÉLECTRONIQUE** (ex. : PDF, Excel, Word, etc.) dans les délais et les fréquences indiqués.

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER | Fonds de soutien aux organismes en sports et loisirs

Année : 2017

Pour le projet Programme 6-12 ans (période scolaire 2019-2020)

Section 1 : Identification

Statut juridique de l'organisme

Nom légal de l'organisme : Association Les Chemins du Soleil

N° d'enregistrement : 1143918911 Date d'incorporation : 11/25/1983

Représentant désigné par l'organisme pour la présente demande

Nom : Daniel Lauzon Titre : Directeur général

Adresse de l'organisme

N° civique : 1155 Local : Rue : Alexandre-DeSève

Ville : Montréal Province : Québec Code postal : H2L 2T7

Téléphone : 514 528-9991 Poste n° Télécopieur :

TPS : TVQ : # Charité : 106729890RR0001

Courriel : daniel.lauzon@lescheminsdusoleil.org Site Web : lescheminsdusoleil.org

Mission de l'organisme : (max. 3 lignes)

L'Association Les Chemins du Soleil a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie à Montréal, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Calendrier de réalisation du projet (entre le 29 août 2019 et le 12 juin 2020)

Date prévue de début du projet : 29 août 2019

Date de remise du rapport d'étape (si applicable) : _____

Date prévue de la fin du projet : 12 juin 2020

Date de remise du rapport final (max 30 jours après la date de fin du projet) : 10 juillet 2020

Description du projet

D'une durée de 39 semaines, ce programme est destiné aux jeunes de 6 à 12 ans (1re à 6e année) qui habitent l'arrondissement Ville-Marie. Il vise à offrir aux enfants une programmation d'activités physiques, sportives, culturelles, socioéducatives, scientifiques, récréatives et de plein air variées après l'école leur permettant d'accroître leur autonomie et de développer de saines habitudes de vie. Ceci, dans le cadre d'un milieu de vie où les idées et les intérêts des jeunes sont au cœur du calendrier d'activités. Ce service est entièrement gratuit pour les participants (aucun frais de membership) incluant les sorties, le transport et une collation par jour.

Basé sur l'approche inclusive et participative « par, pour et avec » les jeunes, le programme 6-12 permet à une quarantaine d'enfants — fréquentant majoritairement l'école Garneau — de vivre des réussites, et ce, peu importe leur milieu culturel, leur statut socioéconomique ou leur rendement scolaire. Le tout, dans un environnement sécuritaire. À titre d'exemples, les intervenants en animation vont directement chercher et reconduire les enfants à l'école Garneau avant et suivant les activités, quatre intervenants sont en tout temps avec le groupe (ratio 1 pour 6 de manière générale et de 1 pour 8 maximum).

PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PROGRAMME :

• Augmenter la participation et l'engagement des enfants de 6 à 12 ans dans la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs en complémentarité avec la programmation scolaire.

• Offrir des activités diversifiées et novatrices permettant aux enfants de développer de saines habitudes de vie, de nouvelles compétences ainsi que des habiletés personnelles et sociales.

• Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans un encadrement et un environnement sécuritaire.

• Permettre aux enfants de s'approprier les espaces qui leur sont offerts et augmenter leur sentiment d'appartenance à l'organisme et au quartier.

UN BESOIN GRANDISSANT :

Au cours des trois dernières années, le taux de fréquentations et le nombre d'enfants desservis dans le cadre de ce programme n'ont cessé d'augmenter. L'année 2018-2019 ne fait pas exception (voir tableau de fréquentations fourni en annexe). L'ajout d'un quatrième intervenant-animateur sur le terrain a été nécessaire pour assurer la sécurité des jeunes. 30 minutes ont aussi été ajoutées quotidiennement (fermeture à 17 h 30 plutôt qu'à 17 h) l'an dernier afin de répondre aux besoins des familles.

Bref, ce programme prend de l'ampleur et, par conséquent, nous mettons tout en œuvre pour répondre à ce besoin sans cesse grandissant.

Section 2 : Description du projet et objectifs mesurables

2.1 Objectifs mesurables de l'organisme pour répondre aux objectifs de la contribution

Objectifs visés par la contribution de l'arrondissement	Principaux objectifs de l'organisme dans le cadre du projet	Actions pour atteindre les objectifs dans le cadre du projet
Accroître la participation et l'engagement des clientèles prioritaires à la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs.	Augmenter la participation des enfants de 6 à 12 ans dans la pratique de sports et de loisirs en complémentarité avec l'école.	• Offrir nos activités gratuitement aux participants (aucun frais de membership) • Proposer un calendrier et un horaire
a) Mise en place ou consolidation d'activités ou d'événements novateurs en matière de sports et de loisirs	Offrir des activités diversifiées permettant de développer de saines habitudes de vie, de nouvelles	• Valoriser l'approche "par, pour et avec" les jeunes en invitant les enfants à participer activement à la
b) Optimisation de l'utilisation des terrains et des plateaux sportifs.	Permettre aux enfants de s'approprier	Développer des activités de sports et d
c) Acquisition ou renouvellement d'équipements sportifs et de loisirs.	Offrir aux jeunes un encadrement et u	Renouveler le partenariat avec des for

2.2 Activités offertes

Identifiez les activités que vous souhaitez offrir aux citoyens

Nombre d'activités	Type d'activtiés/ services	Durée (n/h par session)	Dates prévues	Nombre de participants
12 à 15 différentes/mo	Sports et loisirs	min 2h30/jour (lundi au	29 août 2019 au 12 jui	40 environ

2.3 Impacts du projet

Identifiez les impacts souhaités du projet et la façon de les évaluer

Impacts	Moyen d'évaluation des impacts
Permettre à une quarantaine d'enfants de 6 à 12 ans d'av	Quantitatif: Nombre de familles et d'enfants rejoints par la
Permettre aux enfants de s'épanouir et de se dépenser ap	Prise des présences afin de constater la participation. Qua
Amener les jeunes à développer de nouvelles compétence	Qualitatif: Faire un retour à la fin des activités avec les enf
Permettre à 40-45 membres d'une famille (autres que jeun	Quantitatif: Nombre de membres des familles rejoints lors

2.4 Ressources humaines

Décrivez le profil des ressources humaines qui seront affectées au projet.

Fonctions (animateur, moniteur, autre)	Tâches effectuées	Formation demandée et expérience recherchée
4 intervenants en animation	Préparer, animer et évaluer une progra	Formation pertinente en animation/ int
Coordonnatrice	• Coordonner l'organisation et la répar	D.E.C en intervention en loisir, travail s

Section 3 : Partenaires impliqués et concertation dans le milieu

Nommez chacun des partenaires impliqués dans la réalisation du projet et décrire leur implication pour l'atteinte des objectifs du projet.

Partenaires	Implications
Table de concertation 6-12 ans + comité activités 6-12	Veille à la défense des intérêts et des droits des 6 à 12 an
École Garneau	Références et suivis de jeunes qui fréquentent l'école et n
Carrefour de ressources en interculturel (CRIC)	Référence d'enfants, traducteurs bénévoles auprès des pa
Le PAS de la rue	Partenaire du projet intergénérationnel (activités entre les
Centre Père Sablon	Offre de jeux physiques et sportifs gratuits dans nos locau
Carrefour alimentaire Centre-Sud	Ateliers de cuisine "boîte à lunch"

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Association Les Chemins du Soleil
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature : _____
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Daniel Lauzon, directeur général — 09/27/2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel auprès de la DSLDS à l'adresse courriel suivante dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Budget-Revenus

Sources des revenus prévus					
	Précisez la source des revenus	**Revenus prévus**			**Revenus réels (ne pas compléter au moment de la demande)**
Subventions	**Gouvernement du Canada**		Confirmé	Anticipé	
	Précisez		☐	☐	
	Gouvernement du Québec				
	Précisez		☐	☐	
	Programme: Soutien financier demandé	23000	☐	☒	
	Arrondissement		☐	☐	
	Autres (Précisez)		☐	☐	
	(A) Total des subventions	23000			0
Revenus autonomes Ex.: Frais d'inscription, dons, commandites, contribution	Contribution de MAP		☐	☐	
	Dons	4000	☐	☒	
	Réchaud bus	2500	☐	☒	
	Chemins du Soleil	84071	☒	☐	
	(B) Total des revenus autonomes	90571			0
(C) TOTAL DES REVENUS (A+B) Le total des revenus doit correspondre au total des dépenses (H)		113571			0

Budget-Dépenses

	Nature des dépenses		Dépenses totales	Répartition du soutien financier demandé à la Ville *
Salaires et avantages sociaux Ex.: responsable du projet, entraîneurs, moniteurs, etc.	Titre du poste	Nb d'heures x taux horaire + av. sociaux		
	Coordonnateur	546hX20,49$X18%	13201	
	4 intervenants	3850hX17,15$X17%	77252	23000
	(D) TOTAL SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX		90453	23000
MAXIMUM 20 %				
Frais d'opération Ex. Équipements, etc.	Sorties et activités		7300	
	alimentation		4500	
	Formations		500	
	(E) TOTAL DES FRAIS D'OPÉRATION		12300	0
Communication et publicité Ex. Graphisme pour site Internet et médias sociaux, dépliants, etc.	Photocopies/pub		500	0
	(F) TOTAL COMMUNICATION ET PUBLICITÉ		500	0
MAXIMUM 10 %				
Frais d'administration Ex. téléphonie, assurance, papeterie, tenue de livres, etc.	comptabilité, assura		10318	
	(G) TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION		10318	0
(H) BUDGET GLOBAL DU PROJET - TOTAL DES DÉPENSES (D+E+F+G)		total réel: 113 571$	114472	23000

Engagement de l'organisme

Note : L'engagement de l'organisme est une demande du Vérificateur général.

Nous soussigné Association Les Chemins du Soleil
Nom de l'organisme

☒ Après avoir pris connaissance du **Fonds de soutien financier aux organismes en sports et loisirs**, nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts et complets. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif, conseil municipal ou conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

☒ Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet

Signature :
Représentant désigné par l'organisme pour la présente convention

Daniel Lauzon, directeur général — 09/27/2019
Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente convention — date

Documents à remettre

Veuillez cocher les documents que vous déposez.

1. Documents obligatoires au moment de la demande financière

☒ Le formulaire de demande de soutien, incluant la partie relative au budget, dûment complété et signé

☒ Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande

2. Document à remettre quinze jours avant le début des activités

☒ Copie du certificat d'assurances requis pour le programme.

Date limite de dépôt de la demande de soutien financier

Le formulaire de demande de soutien financier rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés, au plus tard le numérisés et envoyés par courriel auprès de la DSLDS à l'adresse courriel suivante dslds-ville-marie@ville.montreal.qc.ca

Veuillez noter que :

- les renseignements demandés doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet;
- les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité du programme seront automatiquement retournés à l'organisme.

Association
Les Chemins du Soleil

Plan d'action programme 6-12 ans

2019-2020

Plan d'action programme 6-12 ans

2019-2020

Objectif général :

D'une durée de 39 semaines, ce programme vise à offrir aux jeunes de 6 à 12 ans de l'arrondissement Ville-Marie une programmation d'activités physiques, sportives, culturelles, socioéducatives, scientifiques, récréatives et de plein air variées leur permettant d'accroître leur autonomie et de développer de saines habitudes de vie. Ceci, dans le cadre d'un milieu de vie où les idées et les intérêts des enfants sont au cœur du calendrier d'activités.

Objectifs spécifiques :

1- Augmenter la participation et l'engagement des enfants de 6 à 12 ans dans la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs en complémentarité avec la programmation scolaire.

2- Offrir des activités diversifiées et novatrices permettant aux enfants de développer de saines habitudes de vie, de nouvelles compétences ainsi que des habiletés personnelles et sociales.

3- Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans un encadrement et un environnement sécuritaire.

4- Permettre aux enfants de s'approprier les espaces qui leur sont offerts et augmenter leur sentiment d'appartenance à l'organisme et au quartier.

Horaire prévu :

Les activités régulières se dérouleront du lundi au vendredi de 15 h à 17 h 30, et ce, dès la première semaine de classe.

Lieux :

Lorsque les conditions climatiques le permettent (généralement d'août à octobre et de mai à juin), nous accueillons les enfants au 1655 avenue Papineau — petit chalet situé à l'intérieur du Parc des Vétérans. De novembre à avril, les activités se déroulent à l'intérieur de nos locaux au 1155 rue Alexandre-DeSève.

Plan d'action 2019-2020

Objectifs de l'organisme en lien avec le programme	Moyens	Résultats attendus
Augmenter la participation et l'engagement des enfants de 6 à 12 ans dans la pratique régulière d'activités physiques, sportives et de loisirs en complémentarité avec la programmation scolaire.	➢ Offrir nos activités **gratuitement** à tous les participants (aucun frais de membership). ➢ Permettre les inscriptions en tout temps durant l'année scolaire (selon les places disponibles). ➢ Rendre nos activités accessibles aux familles en allant chercher et reconduire (au besoin) les enfants dans la cour de l'école Garneau. ➢ Permettre aux jeunes et à leurs parents de choisir, en tout temps, les jours où ils souhaitent participer aux activités. ➢ Proposer un calendrier et un horaire complémentaire à celui des écoles : • Offrir nos services dès la fin des classes soit de 14 h 55 à 17 h 30 ; • Offrir nos services dès la **première** semaine de classe et terminer seulement une semaine avant la fin de l'année scolaire ; • Organiser des activités thématiques ou des sorties lors de certaines journées pédagogiques, et ce, sans frais pour les participants ; ➢ Contacter l'équipe-école pour leur faire connaître nos services (ex. : orthopédagogue, travailleur social). ➢ Permettre aux parents et aux familles de s'impliquer dans les activités, ex. : bénévolat lors de sorties, ateliers de cuisine interculturels, participation aux fêtes, etc.	➢ Desservir une quarantaine de jeunes âgés de 6 à 12 ans (1re à sixième année) dans le cadre de la programmation régulière. ➢ Desservir une trentaine de familles différentes. ➢ Accueillir, chaque semaine, une vingtaine d'enfants différents. ➢ Accueillir 22 enfants de 6 à 12 ans durant le camp de la relâche. ➢ Recruter une dizaine de nouveaux jeunes dont certains seront référés par l'équipe-école. ➢ Maintenir le taux de participation des familles aux activités spéciales : 40-45 personnes (autres que jeunes inscrits). ➢ Amener une dizaine de parents ou grands-parents à s'impliquer bénévolement dont au moins un parent sur le CA de l'organisme. ➢ Donner accès à des activités variées et de qualité, peu importe la culture ou la situation socioéconomique généralement précaire des familles du quartier.

Objectifs de l'organisme en lien avec le programme	Moyens	Résultats attendus
Offrir des activités diversifiées et novatrices permettant aux enfants de développer de saines habitudes de vie, de nouvelles compétences ainsi que des habiletés personnelles et sociales.	➢ Valoriser l'approche « par, pour et avec » en invitant les enfants à participer à la réalisation du calendrier mensuel et à la réalisation d'activités. ➢ Responsabiliser les jeunes dans différentes tâches et les impliquer dans l'évaluation des activités. ➢ Proposer des activités physiques et sportives diversifiées sur une base quotidienne (ex. : roller-hockey, soccer, basket, jeux de tag et de ballons, période, etc.) ➢ Offrir des ateliers de cuisine dans le cadre du projet « gourmets-gourmands » et à l'intérieur de la programmation régulière. ➢ Proposer des activités artistiques variées : bricolage, ateliers de cirque, danse, musique, etc. ➢ Offrir une variété d'activités de loisirs : grand-jeux, ateliers scientifiques, jeux coopératifs, etc. ➢ Planifier des activités sportives, culturelles et de loisirs à l'extérieur de nos locaux (ex. : sorties à la bibliothèque, piscine, patin à l'aréna, etc.) ➢ Proposer des activités et des projets novateurs (ex. : roller disco, grandeur nature volet jeu de rôle et couture, etc.) ➢ Offrir des activités en partenariat avec d'autres organismes comme : Père Sablon, PAS de la rue (projet intergénérationnel), carrefour alimentaire, etc. ➢ Proposer des activités thématiques en vue de souligner certaines fêtes ou journées spéciales comme l'Halloween, Noël, la Saint-Valentin, etc.	➢ Pratiquer au moins 30 minutes d'activités physiques et/ou sportives par jour après l'école. ➢ Permettre à une quarantaine d'enfants de développer de nouveaux intérêts et de nouvelles compétences : ➢ 1 période de jeux libre et 1 à 2 activités dirigées par jour ; ➢ 12 à 15 activités **différentes** offertes chaque mois ; ➢ 6 à 8 sorties culturelles et sportives dans le quartier : piscine, aréna, bibliothèque… ; ➢ 2 à 4 sorties ou activités spéciales lors de journées pédagogiques ➢ Permettre à une quarantaine d'enfants de découvrir de nouveaux aliments et de s'initier à l'art culinaire : 12 à 14 ateliers de cuisine ➢ Une dizaine d'activités réalisées avec des organismes partenaires ➢ Développer l'ouverture aux autres et les valeurs d'entraide d'une vingtaine de jeunes (projet intergénérationnel).

Objectifs de l'organisme en lien avec le programme	Moyens	Résultats attendus
Offrir aux jeunes de 6 à 12 ans un encadrement et un environnement sécuritaire.	➢ Voir à maintenir un petit ratio jeunes/intervenant. (maintenir l'ajout d'un quatrième intervenant sur le terrain avec les jeunes). ➢ Voir à ce que les membres de l'équipe d'animation suivent une formation de premiers soins adéquate. ➢ S'assurer que l'équipe d'animation possède une formation et/ou une expérience pertinente en animation et en intervention jeunesse. ➢ Vérifier les antécédents judiciaires du personnel et des bénévoles. ➢ S'assurer d'avoir en main la fiche santé de chaque enfant. ➢ Mettre à la disposition de l'équipe une trousse de premiers soins à jour. ➢ Vérifier l'état du matériel et des installations avant les activités. ➢ Proposer des interventions adaptées aux besoins et aux problématiques des jeunes : élaboration d'un cadre d'intervention, outils de communications internes, suivi auprès des parents et rencontres avec un psychoéducateur. ➢ Tenir des réunions d'équipe afin d'évaluer les activités et les besoins des jeunes. ➢ Référer, au besoin, l'enfant et sa famille vers des ressources spécialisées (banques alimentaires, CLSC, etc.) ➢ Renouveler le matériel afin qu'il demeure sécuritaire.	➢ 1 intervenant pour 8 enfants maximum. ➢ Au moins 3 des 4 intervenants présents sur le terrain possèdent une formation de premiers soins à jour. ➢ Renouveler la formation de premiers soins des intervenants-animateurs aux 2 ans. ➢ Vérification des antécédents judiciaires du personnel et des bénévoles à l'embauche et aux trois ans. ➢ 1 réunion d'équipe par semaine. ➢ 1 rencontre mensuelle avec un psychoéducateur. ➢ Réduire au maximum les risques d'accidents et de blessures. ➢ Permettre aux jeunes, à leur famille et aux intervenants d'obtenir du soutien en cas de besoins.

Objectifs de l'organisme en lien avec le programme	Moyens	Résultats attendus
Permettre aux enfants de s'approprier les espaces qui leur sont offerts et augmenter leur sentiment d'appartenance à l'organisme et au quartier.	➢ Utiliser les espaces publics et les installations disponibles dans l'arrondissement Ville-Marie pour la réalisation d'activités (Ex. : aréna, bibliothèques, piscines intérieures, parc des Vétérans, parc des Faubourgs, parc Charles.S-Campbell, etc.) ➢ S'impliquer et impliquer les enfants dans les activités municipales destinées à la jeunesse (ex. : festival sportif, plaisir d'hiver) ➢ Maintenir notre implication auprès des différentes tables de concertation jeunesse : Table 6-12 ans, TCJCS, inter-table jeunesse CDC ➢ Maintenir notre implication à l'intérieur du comité activités de la table 6-12. ➢ Voir à développer et à participer à des activités inter-organismes autres que celles liées à table 6-12 (ex. : projet intergénérationnel avec le PAS de la rue, jeux physiques et sportifs offerts par le centre Père Sablon, Carrefour alimentaire, etc.)	➢ Activités sportives et de loisirs réalisés dans au moins 3 parcs de l'arrondissement. ➢ 6 à 8 sorties culturelles et sportives dans le quartier : piscine, aréna, bibliothèques. ➢ 7 organismes et 3 institutions membres de la table 6-12 : 5 à 6 réunions par année. ➢ Comité activités de la table 6-12 rejoint 220 enfants, entre 120 et 150hrs implication pour notre organisme (5 activités réalisées dont le projet « gourmet gourmand »). ➢ 4 à 6 activités réalisées avec le *Pas de la rue* rejoignant chaque fois de 14 à 25 enfants. ➢ Réalisation d'activités (autre que table 6-12) et d'ateliers avec au moins 2 autres organismes partenaires. ➢ Connaître les espaces publics et installations du quartier afin que les familles les utilisent.

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

  Approuver la convention, se terminant le 12 juin 2020, avec l'Association Les Chemins du Soleil pour le programme activités physiques et de loisirs ;

  Accorder, à cette fin, une contribution financière de 12 800 $."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 12 800,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		11 520,00 $	1 280,00 $					**12 800,00 $**

Informations comptables :

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 12 800,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	002581	000000	00000	00000

- Les crédits pour 2019 sont réservés par la demande d'achat numéro 620382.
- Les crédits pour 2020 seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-11-04**

Date et heure système : 04 novembre 2019 11:18:04

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195907010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » et accorder une contribution de 15 000 $ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019

D'approuver la convention, d'une durée de trois mois, avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;
D'accorder, à cette fin, une contribution de 15 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 13:43

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195907010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » et accorder une contribution de 15 000 $ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le Festival Noël dans le parc s'est implanté à la place Émilie-Gamelin pour la première fois en 2016, contribuant ainsi à l'animation hivernale de la Place. En conformité avec les objectifs de l'apport au rayonnement culturel et métropolitain, la qualité de la programmation et sa bonification sont essentielles pour le maintien de cet événement dans l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240597 - 1182624005 - Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2018 » dans le cadre du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution de 15 000 $;
CA17 240532 - 1171211002- Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour l'année 2017, avec L'Auguste Théâtre pour le Festival Noël dans le Parc et accorder une contribution de 90 000 $;

DESCRIPTION

Le Festival Noël dans le parc propose aux citoyens, aux visiteurs et aux touristes de la Ville de Montréal et de ses environs, un événement festif sous la forme d'un village en ville durant le temps des fêtes. Ce festival, avec son ambiance féerique où l'odeur des sapins et du feu de bois, combinée à une programmation artistique variée et conviviale, font vivre une expérience unique à tous les participants.
Le Festival Noël dans le parc se déroulera du 30 novembre au 24 décembre 2019 et aura au programme:

- spectacles variées
- vente de sapins
- vente d'alcool et de nourriture
- présence du Père Noël
- abri avec des moutons
- balançoires
- promenades en carriole

- contes et légendes
- performances d'artistes circassiens

JUSTIFICATION

Le Festival Noël dans le parc s'inscrit dans une perspective d'enrichissement de la qualité de vie des citoyens montréalais et dans l'objectif de soutenir un projet d'envergure métropolitaine.
L'organisme assure depuis 1994, l'animation du domaine public permettant ainsi de rassembler les citoyens, les passants et les touristes autour d'une célébration commune. Ce festival est donc devenu avec le temps, un rendez-vous annuel permettant aux citoyens de l'arrondissement de se familiariser avec le voisinage et ce, dans une ambiance unique du temps des fêtes. La tenue de cet événement engendre des répercussions positives sur l'occupation du domaine public puisqu'il permet d'animer les lieux et d'améliorer la qualité de vie des citoyens en contribuant à l'esprit de cohabitation et à la paix sociale du secteur pendant la période du temps des Fêtes.

Le soutien financier de l'arrondissement contribue à la mise en œuvre du festival. Il permettra la bonification de la programmation présentée au parc Émilie-Gamelin qui devient un lieu de diffusion culturelle accessible à tous en présentant des spectacles gratuits.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de la culture de la ville centre octroi la somme de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000$). La contribution de l'arrondissement de Ville-Marie est complémentaire et sera affectée aux versements des cachets d'artistes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le dynamisme et la diversité culturelle permettent une qualité de vie vivifiante pour les résidents du secteur et les citoyens de Montréal.
L'arrondissement de Ville-Marie maintient sa position de plaque tournante pour les événements de grande envergure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'animation hivernale au centre-ville par l'occupation du parc Émilie-Gamelin et par une programmation festive, engendre des retombées positives pour ce secteur névralgique.
Le plan d'aménagement devra être approuvé par les instances municipales concernées, sous réserve de l'obtention des autorisations du domaine public et de l'accord des partenaires concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Auguste Théâtre doit mentionner que le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie dans tous les documents promotionnels relatifs audit projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Montage du 10 au 29 novembre 2019
Événement du 30 novembre au 24 décembre 2019
Démontage du 25 décembre au 12 janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 872-8862
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-10-31

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195907010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Objet :	Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » et accorder une contribution de 15 000 $ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195907010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-30

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



CONV- L'Auguste Théâtre-NDLP 2019.doc

Ville-Marie
Montréal

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie

✔Volet 1 Volet 2

Information sur l'organisme et sur le mandataire

Nom légal de l'organisme : L'AUGUSTE THÉÂTRE

Statut juridique : Organisme de bienfaisance Date d'incorporation : 14 octobre 1994

Adresse du siège social 4355 rue De Lanaudière #11 Code postal : H2J 3P3

Téléphone : 514 281-8942 Télécopieur :

Site Internet : www.noeldansleparc.com

Nom du mandataire désigné : Alain Gingras-Guimond Titre : Directeur général et artistique

Téléphone (bureau) : 514 281-8942 Cellulaire : 514 576-4880

Adresse courriel : gingras_alain@videotron.ca

Profil de l'organisme

Décrire la mission, les objectifs, la structure organisationnelle, la desserte, les services et la clientèle visée de votre organisme, ainsi que les principales réalisations de votre organisme au cours des dernières années. Vous pouvez joindre en annexe tout document pertinent à cet effet.

Les critères d'évaluation de cette rubrique sont la capacité de l'organisme à bien gérer ses activités et la qualité de ses réalisations antérieures.

Le Festival Noël dans le Parc (NDLP), produit par l'OBNL L'Auguste Théâtre, permet à une multitude d'artistes locaux et étrangers de faire des prestations dans un décor féerique d'un village de Noël et dans un contexte professionnel au niveau technique. Ainsi, musiciens, conteurs, poètes, amuseurs publics, marionnettistes et artistes pyrotechniques sont au rendez-vous chaque année. Sa mission est de stimuler et d'offrir un lieu de prestation à un grand nombre d'artistes de renoms, émergents et de la relève. Noël dans le Parc en un village en ville en plein coeur du centre-ville de Montréal. De plus, l'engagement du Festival NDLP est de créer un esprit de partage et d'inclusion sociale auprès de la population. Ainsi, la diversité est au cœur de la programmation musicale et artistique et la gratuité des activités permet l'accès aux sites à tous les citoyens sans discrimination.

Nos principaux objectifs:

- Contribuer à l'offre touristique culturelle locale montréalaise.
- Offrir aux artistes établis et de la relève une occasion supplémentaire de se produire dans un contexte professionnel.
- Rendre l'art accessible à un plus grand nombre de personnes.
- Démocratiser l'art et faire découvrir au grand public des arts peu connus et moins accessibles tels que les arts visuels, l'art littéraire, la poésie, le conte et les arts du cirque et de la rue.
- Faire le pont entre la société québécoise et les autres cultures par le biais de l'art.
- Créer de l'emploi pour plusieurs professionnels du milieu de la culture et des communications.
- Stimuler directement l'économie québécoise : nos infrastructures sont conçues et fabriquées par des artisans locaux et nous privilégions la distribution de produits locaux.

Information sur le projet

Titre du projet : Festival Noël dans le Parc édition 2019

Date(s) de réalisation : Du 30 novembre 2019 au 24 décembre 2019

Date(s) du montage/démontage (s'il y a lieu) : Du 10 au 29 novembre 2019 / Du 25 décembre au 12 ianvier 2020

Lieu(x) de réalisation : Place Émilie-Gamelin

Discipline :

- ☐ exposition extérieure
- ☐ arts médiatiques
- ☑ arts visuels
- ☐ cinéma et vidéo
- ☐ théâtre
- ☑ arts multidisciplinaires
- ☑ musique
- ☑ danse
- ☑ arts du cirque
- ☐ autre (spécifiez):

Budget global du projet : 763250 $

Montant du soutien financier demandé : 140000 $

Description sommaire du projet :

Résumer votre projet en 1 ou 2 paragraphes.

Le Festival Noël dans le Parc offre depuis maintenant 25 ans l'ambiance chaleureuse et conviviale des Noëls d'autrefois. En collaboration avec des musiciens, des artistes en arts visuels, des conteurs et des amuseurs publics, l'événement fait surgir une féerie de Noël à travers des architectures originales et une programmation artistique diversifiée (voir noeldansleparc.com). En théâtralisant un lieu au sein duquel s'expriment des artistes d'ici et de diverses cultures, nous créons une plateforme d'expression artistique multiculturelle, chaude et pourvoyeuse de bonheurs simples auprès des familles. En s'investissant dans des lieux particuliers, le Festival Noël dans le Parc s'intègre naturellement à la vie des citoyens de tous les âges et, ce, sans exclure les différences. Cette proximité est voulue; elle rend ce festival accessible, permettant ainsi aux citoyens de s'y rendre plusieurs fois dans le mois. Noël dans le Parc s'implante donc comme un festival rassembleur, une oasis de nature et d'art sans prétention, au cœur de l'urbanité, un rendez-vous pour les résidents du grand Montréal et les touristes d'ici et d'ailleurs. Le concept de Noël dans le Parc, avec sa dimension humaine, sa structure conviviale et son implantation au cœur d'un parc ou d'un quartier, possède un potentiel extraordinaire de développement, un développement horizontal multipliant les Noël dans le Parc. Notre plan d'affaires à long terme projette d'ailleurs l'implantation du festival dans plusieurs parcs et autres lieux publics. Une histoire à suivre, un rêve à réaliser… Nous sommes implantés depuis décembre 2016 à la Place Émilie-Gamelin dans le Quartier Latin de Montréal (le Pôle Est du Quartier des spectacles). Ainsi, le Festival Noël dans le Parc après 25 éditions est devenu au fil des ans un événement majeur et essentiel dans le paysage culturel hivernal de la métropole. L'ajout d'un grand Festival dans le Quartier Latin de Montréal favorise assurément des activités et investissements considérables au Centre-Ville. Les éditions 2016-2017-2018 à la Place Émilie-Gamelin nous auront permis de nous développer davantage, faisant ainsi rayonner simultanément trois secteurs importants de la métropole durant tout le mois de décembre. Nous avons ainsi participé directement à la revitalisation de ce secteur de l'arrondissement Ville-Marie qui en avait grandement besoin à cette période de l'année. Le Festival Noël dans le Parc contribue directement à la paix sociale et à l'esprit de cohabitation dans ce secteur névralgique du Centre-Ville. Nous sommes convaincus, étude d'achalandage à l'appui, que notre événement est maintenant devenu une tradition du temps des fêtes dans le Quartier Latin à Montréal. C'est avec optimisme et effervescence que nous travaillons déjà sur l'édition 2019 afin d'offrir aux festivaliers une expérience féérique durant le mois de décembre.

Description détaillée

Décrire en quoi votre projet correspond aux objectifs du programme. Préciser la nature du projet, ses objectifs généraux et spécifiques, ses composantes, la programmation et le plan de site détaillé lorsque cela s'applique, les lieux et les dates où il sera réalisé, les étapes et le calendrier de réalisation, les formes de partenariat développées, etc.

La description détaillée est jointe en annexe ☑

Budget prévisionnel

Présenter de façon détaillée le budget prévisionnel du projet en faisant clairement ressortir :

- Les différents types de revenus envisagés : autonomes, de financement privé (notamment, commandites et les échanges de biens et de services comptabilisés et non comptabilisés), de financement public (spécifier les subventions attendues des différents paliers, instances et programmes).

- Les dépenses prévues en spécifiant leur nature – notamment en lien avec les dépenses admissibles au Fonds et faisant ressortir les commandites et les échanges de biens et de services. Mettez en lumière les dépenses auxquelles vous appliquerez l'aide financière de l'arrondissement et pour lesquelles des pièces justificatives pourront vous être demandées.

- Les revenus totaux et les dépenses totales ainsi que les surplus (déficit) prévus pour le projet.

- Vous pouvez joindre tout document pertinent à cet effet.

Remplir l'annexe 1 – Budget prévisionnel

Visibilité liée au projet

Présenter la stratégie de promotion et de communication du projet incluant le plan de visibilité offert à l'arrondissement (devant se conformer aux paramètres fixés par ce dernier) ainsi que le profil des clientèles visées, les outils de promotion et de communication privilégiés et le rayonnement prévu.

Le plan de communication et de promotion est joint en annexe ☑

Résumer le plan de communication et de promotion du projet en 2 ou 3 paragraphes

En résumé, nous allons rayonner dans toutes les différentes plateformes médiatiques et touristiques existantes au niveau québ écois ainsi que dans les réseaux sociaux et y investir le maximum d'argent possible en concurrence avec le budget de la prog rammation.

1. Continuer le développement des alliances de visibilité avec les médias télévisuels, radiophoniques et numériques afin d'acc roître le rayonnement de l'événement.
2. Consolider la présence du Festival dans les lieux actuels au sein des arrondissements du Plateau Mont-Royal et Ville-Marie afin d'assurer la croissance de l'événement.
3. Poursuivre les démarches de développement en concertation avec le milieu des arts, du tourisme et du développement socia l afin de créer de nouveaux partenariats.
4. Présenter davantage d'artistes établis (comme Louis-Jean Cormier, Ariane Moffatt, Jean Leloup, etc.) afin d'augmenter la notoriété et le nombre de visiteurs.
5. Élargir notre gamme de produits dérivés et accroître le rendement de nos kiosques de restauration et de ventes au détail et e n ligne afin d'augmenter les revenus autonomes.
6. Développer, accroître et diversifier l'offre d'animation dans les sites afin de bonifier notre offre actuelle pour attirer plus de participants.
7. Profiter de la notoriété du Quartier des Spectacles pour augmenter l'achalandage à 150 000 personnes par année.
8. Développer des collaborations avec d'autres événements (États-Unis, Europe et Canada) afin de permettre à des artistes étr angers de venir se produire ici et que nos artistes aillent se produire à l'étranger.

Voir le plan complet en annexe.

Plan de visibilité:

La signature de la Ville de Montréal et de l'arrondissement Ville-Marie à titre de partenaires financiers sera apposée sur les o

Documents à joindre avec le formulaire

Assurez-vous que le formulaire a été signé et que tous les renseignements requis sont inclus. Vous devez également joindre les documents suivants :

- ☑ Le formulaire d'inscription dûment rempli;
- ☑ Un document d'information sur l'organisme demandeur;
- ☑ Une copie complète des lettres patentes faisant la preuve de la constitution de l'organisme et confirmant son statut juridique ;
- ☑ La liste des membres du conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ Une copie de la résolution de son conseil d'administration appuyant la demande et autorisant le signataire à signer l'entente à intervenir entre l'organisme et l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du présent programme et de tout autre engagement relatif à cette demande;
- ☑ Un rapport d'activités et les états financiers de l'exercice précédent. Ces derniers doivent être signés par le conseil d'administration de l'organisme;
- ☑ La description détaillée du projet, les moyens mis en œuvre pour le réaliser et son calendrier de réalisation;
- ☑ Le budget détaillé du projet indiquant clairement les commandites et les échanges de services (annexe 1);
- ☑ Une déclaration des subventions demandées, reçues ou à recevoir des autres paliers de gouvernements, et notamment d'autres instances municipales, pour la réalisation du projet;
- ☐ Dans le cas d'un projet regroupant plusieurs organismes, une lettre de chacun confirmant leur participation au projet signée par les représentants des organismes partenaires;
- ☐ Le cas échéant, une copie du contrat liant l'organisme à son ou ses organismes apparentés;
- ☑ Le plan de visibilité de l'arrondissement;
- ☑ Des lettres d'appui des partenaires.

Les demandes ne seront analysées que lorsque tous les documents auront été reçus par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie. Il est à noter que les documents fournis dans le cadre de ces demandes ne seront pas retournés à l'organisme. Il est préférable de soumettre des copies plutôt que les originaux des documents exigés.

Obligations de l'organisme bénéficiaire

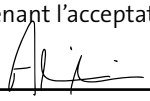
En contrepartie de l'aide financière accordée par l'arrondissement de Ville-Marie, l'organisme bénéficiaire s'engage à :

- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel que soumis, en vertu des présentes. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permettrait pas la réalisation complète du projet, ce dernier devra présenter un budget révisé à l'arrondissement et réaliser une version modifiée du projet telle qu'approuvée par l'arrondissement;
- Aviser promptement et faire approuver par la Division de la culture et des bibliothèques de l'arrondissement de Ville-Marie tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière a été accordée;
- Offrir une visibilité à l'arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs audit projet;
- Produire à la satisfaction de la Division de la culture et des bibliothèques un bilan des réalisations et un compte rendu financier du projet soutenu dans les trois mois suivant sa réalisation, faute de quoi l'organisme ne pourra bénéficier d'une nouvelle subvention.

Engagement de l'organisme bénéficiaire

Nous soussignés L'Auguste Théâtre (nom de l'organisme), après avoir pris connaissance du présent *Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie*, certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signature : 

Nom et fonction du représentant autorisé : Alain Gingras-Guimond Directeur général et artistique

Date : 01 septembre 2019

Ville-Marie
Montréal

ANNEXE 1 – BUDGET PRÉVISIONNEL

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquer les revenus et dépenses strictement reliés à celui-ci.
Les colonnes « FINAL » et « AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme : L'AUGUSTE THÉÂTRE

Nom du projet : Festival Noël dans le Parc édition 2019

Date de réalisation : Du 30 novembre au 24 décembre 2019

REVENUS	PRÉVU (à remplir lors de la remise du dépôt de la demande)	FINAL (à remplir lors de la remise du bilan final)	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT (à remplir lors de la remise du bilan final)
SUBVENTIONS			
Fédéral (précisez les programmes)			
Patrimoine Canada	70 000		
Aide discrétionnaire	1 000		
Retour TPS/TVQ	15 000		
Provincial (précisez les programmes)			
FIRM	100 000		
Tourisme Québec	25 000		
Emploi-Québec - SODEC	40 000		
Municipal (précisez les programmes)			
Service de la culture	150 000		
Conseil des arts de Montréal			
Arrondissement – Programme de soutien financier aux initiatives culturelles	15 000		
Autre (précisez) Tourisme Montréal	6 000		
Valeur du soutien technique accordé par la Ville			
TOTAL DES SUBVENTIONS	422 000		
REVENUS AUTONOMES			
Billetterie et entrées : _____ spectateurs ou visiteurs _____ représentations ou jours d'activités			
Commandites	115 000		
Commandites en biens et services			
Dons (précisez) Arbre à Souhaits	1 250		
Campagne de financement			
Contribution de l'organisme demandeur			
Contribution des partenaires en argent			
Contribution des partenaires en services			
Vente de produits dérivés	25 000		
Vente de boisson	25 000		
Vente de nourriture	12 500		
Autre (précisez) Revenus d'activités spéciales	2 500		
Autre (précisez) Location d'espace et de kiosques	35 000		
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	216 250		
TOTAL DES REVENUS	638 250		

DÉPENSES	PRÉVU	FINAL	AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT
RÉALISATION ET PRODUCTION			
Salaires et avantages sociaux	58 300		
Honoraires professionnels	49 500		
Main-d'œuvre technique	41 500		
Cachets	125 000		
Droits d'auteur, droits de suite, droits de reproduction	5 350		
Location de salle ou de site	3 000		
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)	35 000		
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)	71 000		
Matériel	59 000		
Location d'un système de communication	1 400		
Location d'installations sanitaires	3 200		
Location de véhicules	6 500		
Assurances	4 200		
Agence de sécurité	19 000		
Service ambulancier (premiers soins)	1 000		
Achat de boisson	3 000		
Achat de nourriture	3 000		
Achat de produits dérivés	5 000		
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)	1 500		
Autre (précisez) Transports et essence	14 000		
Autre (précisez) Entretien du site	5 000		
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION	514 450		
PROMOTION ET PUBLICITÉ			
Relations de presse	10 000		
Frais de représentation	1 500		
Dossiers de presse	2 000		
Cartons d'invitation, frais de vernissage	-		
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression	7 750		
Placement média (journaux, internet, télé, radio...)	54 000		
Frais de traduction	1 000		
Frais d'affichage	4 000		
Photographie	1 000		
Production vidéo	2 500		
Bannières, oriflammes	4 000		
Autre (précisez) Abonnements - Étude d'achalandage	14 000		
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ	101 750		

ADMINISTRATION			
Coordination du projet	6 000		
Messagerie, téléphonie, photocopies, frais d'envoi	4 750		
Frais de déplacement et de représentation	3 500		
Locations de bureaux	5 000		
Autre (précisez) Frais bancaire	2 800		
TOTAL ADMINISTRATION	22 050		
TOTAL DES DÉPENSES	638 250		
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	0		

DESCRIPTION DÉTAILLÉE

1. Concept et objectifs
2. La programmation
3. Les lieux
4. Les mesures de sécurité prévues
5. Les activités de vente sur le domaine public
6. La clientèle visée
7. Calendrier de réalisation

1. Concept et objectifs

Avec son Festival Noël dans le Parc, l'Auguste Théâtre permet à une multitude d'artistes de faire des prestations dans un décor enchanteur et un contexte professionnel; musiciens, conteurs, poètes, amuseurs publics, marionnettistes et artistes pyrotechniques sont au rendez-vous chaque année. Sa mission est de stimuler et d'offrir un lieu de prestation à une kyrielle d'artistes, jeunes et moins jeunes, émergents, de la relève et de renom, afin de faciliter l'accès à la culture aux citoyens et aux touristes. Les activités offertes dans le cadre du Festival Noël dans le Parc sont gratuites.

Notre Festival bénéficie de partenaires importants qui investissent environ 550 000$. Des partenaires majeurs tels que Patrimoine Canada (programme de développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine), le FIRM (Fond d'Investissement pour le Rayonnement de la Métropole), Tourisme Québec, Tourisme Montréal, les Caisses Desjardins, la Brasserie Dieu du Ciel!, etc… En effet, ces partenariats ont un lien direct avec notre ascension notable des dernières années. De plus, il est important de noter que plus du tiers du financement global du Festival provient de revenus autonomes tels que la vente de produits de sapinage ainsi que la vente générée par nos kiosques de restauration.

Patrimoine Canada 110 000$
Gouvernement du Québec 165 000$
Grands partenaires et commanditaires 115 000$
Revenus autonomes 160 000$

À travers une offre culturelle abondante, l'événement se distingue en s'adressant à un public de tous âges afin de développer l'intérêt des jeunes et moins jeunes pour la musique, la culture et le patrimoine québécois. L'Auguste Théâtre s'est donné pour mandat de transmettre aux nouvelles générations les traditions et valeurs québécoises et de transposer celles-ci dans le contexte actuel. Le souci de préserver l'identité et la culture est toujours présent derrière l'objectif de faire connaître notre patrimoine. Le Festival est un pont entre la société québécoise et les autres cultures par le biais de l'art. Expression même du multiculturalisme, la programmation du Festival est éclectique et diversifiée. À l'image du Québec moderne, une grande place est donnée à la musique du monde.

L'événement est géographiquement favorisé parce qu'il est tenu à plusieurs endroits en même temps dans différents secteurs et quartiers de la ville. Les visiteurs peuvent donc s'y rendent plusieurs fois dans le mois et très facilement en métro, en autobus, à pied ou à vélo. Il y a

autour de nos parcs plusieurs stationnements gratuits et/ou payants qui sont disponibles. Les spectacles et activités sont offerts tant pendant la journée qu'en soirée afin que l'ensemble de la population puisse en profiter. Les festivaliers ont depuis 2016 un accès direct sur l'un de nos sites par le Métro Berri-UQAM (Place Émilie Gamelin). Le Festival contribue à faire rayonner le patrimoine et la culture québécoise avec ses structures et installations inspirées du Québec rural d'autrefois. Ainsi, les artistes performent à l'intérieur de cabanes-scène chauffées aux larges fenêtres, qui évoquent l'architecture québécoise d'antan. Grâce à nos «villages en ville», nous recréons la campagne au cœur de la métropole, ce qui plaît énormément aux Montréalais, ainsi qu'aux touristes ou aux nouveaux immigrants qui découvrent les joies de l'hiver et du folklore québécois. Le concept de Noël dans le Parc s'intègre dans l'ambiance festive qui règne à Montréal en prolongeant la saison estivale des festivals à la période hivernale. Les artistes apprécient énormément notre événement car il leur permet de se produire en plein air l'hiver dans des installations uniques avec une assistance technique professionnelle de qualité. À chacune des éditions du Festival, en engageant des artistes de plusieurs styles différents, nous leurs offrons une occasion supplémentaire de se produire en public ce qui contribue à améliorer leur visibilité et leur notoriété. L'événement est donc reconnu comme étant un excellent tremplin pour les artistes de la relève et est également fort apprécié des artistes établis. Tous y retrouvent une grande proximité avec le public dans le cadre de la fête de Noël. Nous avons pu remarquer un accroissement de l'achalandage au fil des ans : de 2010 à 2018 l'achalandage est passé de 50 000 personnes à 100 000. Pour la prochaine édition, nous prévoyons une hausse d'achalandage de plus de 50%.

Nos objectifs relatifs à notre mission ont été présentés dans le formulaire de la demande sous la section profil de l'organisme. Par ailleurs, grâce à votre aide financière, nous pourront également viser l'atteinte d'objectifs de développements :

- Poursuivre les démarches de relance et le développement en concertation avec le milieu artistique, touristique, politique et économique afin d'impliquer de nouveaux partenaires et acteurs de développement.
- Développer un Marché de Noël adjacent au site du Festival Noël dans le Parc.
- Prolonger la programmation musicale et artistique jusqu'au 1er janvier.
- Présenter davantage d'artistes de renoms afin d'augmenter l'achalandage.
- Développer, accroître et diversifier les animations afin de bonifier notre offre actuelle.
- Continuer de développer des stratégies publicitaires avec les médias télévisuels, radiophoniques et écrits afin d'accroître le rayonnement de l'évènement.
- Élargir notre gamme de produits dérivés et accroître le rendement de nos kiosques de restauration et de ventes au détail et augmenter les sources de revenus autonomes.
- Augmenter l'achalandage de plus de 50% dès cette année avec l'ajout de la prolongation de la programmation artistique et l'implantation du Marché de Noël.

2. <u>La programmation</u>

L'élaboration de la programmation artistique et musicale pour 2019 est en cours. À titre d'exemple, vous trouverez en annexe la programmation papier de la dernière édition. Pour l'édition 2019, nous souhaitons présenter plusieurs artistes de renoms. Une multitude de

spectacles et activités seront au menu tout au long du mois de décembre prochain. Nous sommes présentement en négociation avec plusieurs agences d'artistes dont Grosse Boîte, Preste et BonSound afin de mettre sous contrat des artistes tels que Klô Pelgag, Milk & Bone, Samian, Keith Kouna, Kandle et Safia Nolin pour ne nommer que ceux-là. Encore une fois, des artistes de la relève seront aussi invités à se produire aux côtés d'artistes établis.

De plus, afin de répondre à une population multiculturelle très présente dans la métropole et au Québec, nous offrons une programmation musicale diversifiée et de tout genre (chant de gorge inuit, musique traditionnelle québécoise, musique des Balkans, musique style manouche, latino, irlandaise, hawaïenne, orientale, africaine, etc.)

Tout au long de l'année, les membres de l'équipe permanente sont en repérage et à l'affût des nouveaux talents et de ce qui se fait ailleurs. De plus, plusieurs artistes et agents d'artistes nous proposent leur dossier par courriel, et ce, tout au long de l'année. Ces dossiers sont classés par disciplines puis conservés pour les années futures si le dossier n'est pas retenu immédiatement. Nous allons aussi sur le terrain faire du repérage tant dans la grande région de Montréal que partout au Québec.

Le directeur artistique s'occupe de la sélection des artistes en collaboration avec son équipe de programmation. À partir du mois de février, la sélection se fait selon les orientations du Festival et en fonction des prévisions budgétaires.

La ligne artistique est claire : certains genres musicaux ne sont pas acceptés tels que la musique pop très commerciale, le heavy métal, le rap et hip-hop avec message haineux, etc. L'accent est mis sur les artistes francophones. Une grande place est accordée à la relève et à la musique du monde. L'événement veut conserver son caractère patrimonial, la musique traditionnelle s'inscrit donc inévitablement chaque année dans la programmation.

Voici un résumé des lignes qui guident l'élaboration de notre programmation :

- Être une vitrine pour les artistes de la relève et de renom.
- Avoir un caractère multidisciplinaire.
- Avoir un aspect multiculturel et multi-générationnel.
- Offrir des références au patrimoine québécois.
- S'adresser à un public de tous âges.

Nous poursuivrons toujours certaines activités qui nous distinguent:

- Spectacles d'artistes professionnels et de la relève dans des architectures uniques au monde (cabanes en bois rond traditionnelles).
- Carriole de Contes et Légendes avec un conteur à bord.
- Performance des artistes des arts du cirque et de la rue.

Une multitude d'activités et installations connexes sont aussi offertes aux visiteurs:

- Le Père Noël ambulant.
- L'abri des moutons: évocation de la crèche, un air de campagne au cœur de la ville.

- La place du feu : soirées spéciales où des musiciens troubadours font voyager dans le temps autour d'un feu de joie; lieu de rassemblement multi-générationnel favorisant l'échange et la fraternité.
- Balançoire et balançoire à bascule en bois rond.
- L'arbre à souhaits.

3. Les lieux

Le Festival Noël dans le Parc se déroule dans trois parcs de la métropole :

1. Place Émilie-Gamelin (Berri / Sainte-Catherine)
2. Parc des Compagnons-de-St-Laurent (Mont-Royal / Cartier)
3. Parc Lahaie (St-Laurent / St-Joseph)

4. Les mesures de sécurité prévues

La sécurité et l'accueil sont assurées 24h par jour par une agence de sécurité accréditée, par du personnel de l'Auguste Théâtre et par des bénévoles. Lors des spectacles un ou des agents supplémentaires sont ajoutés.

5. Les activités de vente sur le domaine public

- Vente de sapins, de produits de sapinage et de produits dérivés.

Du 24 novembre au 25 décembre de 9h à 23h.

- Bière, vin chaud, spiritueux.

Du 30 novembre au 31 décembre de 9h à 23h.

- Saucisses guimauves, café, chocolat chaud, jus de pomme chaud.

Du 30 novembre au 31 décembre de 9h à 23h

6. La clientèle visée

Nous avons élaboré un événement original et authentique à l'image de notre public (7-77 ans). Ce travail d'animation, étant une responsabilité citoyenne, est l'expression de notre conscience sociale et culturelle. Contrairement à la plupart des festivals, NDLP accorde, par sa vocation familiale, une grande place tant aux enfants qu'aux personnes âgées en offrant des activités à des heures raisonnables et dans des lieux accessibles pour tous. Cet événement est donc un moment magique pour les enfants, les adultes, les familles et les personnes du troisième âge. C'est donc un lieu de rencontre intergénérationnel multi-ethnique où chacun trouve sa place. NDLP fait vivre des rapprochements uniques dans un contexte accessible en partenariat avec des organismes tant culturels que communautaires issus des endroits où il s'implante.

70% de notre clientèle sont des résidents du grand Montréal et 30% des touristes. Nous avons donc une clientèle de proximité.

7. Calendrier de réalisation / échéancier : Festival Noël dans le Parc

Janvier 2019	Fin du démontage (14 janvier) Rencontre d'équipe : post mortem Rédaction du Rapport d'activité annuel et du Bilan de l'édition 2018 Rédaction de rapports aux différents bailleurs de fonds Rédaction de la demande de subvention à Patrimoine Canada
Février 2019	Rédaction du Rapport d'activité annuel et du Bilan de l'édition 2018 Rédaction de rapports aux différents bailleurs de fonds Rédaction des demandes de subventions (FIRM, SODEC, Tourisme-Québec, Tourisme-Montréal, Ville-Marie, Plateau Mont-Royal, Emploi-Québec) Élaboration du Plan média de l'édition 2019 Recherche de financement privé – Commanditaires majeurs Dépôt de la proposition au Quartier des spectacles
Mars 2019	Rédaction de rapports aux différents bailleurs de fonds Rédaction des demandes de subventions Recherche de financement privé – Commanditaires majeurs Recherche de partenaires médias
Avril 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires
Mai 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires
Juin 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires Début de l'optimisation du site Internet
Juillet 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires
Août 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires Préparation des états financiers Recrutement de ressources humaines Début de la mise sur pied de la programmation artistique Préparation de la stratégie de visibilité et de relations de presse
Septembre 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires Recrutement de ressources humaines
Octobre 2019	Rédaction des demandes de subventions Recherche de nouveaux commanditaires Recrutement de ressources humaines Finalisation de la programmation artistique
Novembre 2019	Recrutement de ressources humaines Dévoilement de la programmation 2019 - Communiqués de presse - entrevues médias Début du montage des sites (2 novembre) Début de la vente de sapins (23 novembre)

	Lancement du premier spectacle – soirée des dignitaires (30 novembre)
Décembre 2019	Programmation artistique du 30 novembre au 25 décembre Spectacle de clôture – (22 décembre) Journée «Un cœur pour les autres» – (24 décembre) Début du démontage (26 décembre)
Janvier 2020	Fin du démontage (13 janvier) Rencontre d'équipe : post mortem Rédaction du Rapport d'activité annuel et du Bilan de l'édition 2019 Rédaction de rapports aux différents bailleurs de fonds Rédaction de la demande de subvention à Patrimoine

FESTIVAL NOËL DANS LE PARC



DOSSIER DE PRÉSENTATION



Noël dans le Parc offre depuis ses débuts l'ambiance chaleureuse et conviviale des Noëls d'autrefois. En collaboration avec des musiciens, des artistes en arts visuels, des conteurs et des amuseurs publics, l'événement fait surgir une féerie de Noël à travers des architectures originales et une programmation artistique diversifiée (voir noeldansleparc.com). En théâtralisant un lieu au sein duquel s'expriment des artistes d'ici et de diverses cultures, nous créons une plateforme d'expression artistique multiculturelle, chaude et pourvoyeuse de bonheurs simples auprès des familles. En s'investissant dans des lieux particuliers, le Festival Noël dans le Parc s'intègre naturellement à la vie des citoyens de tous âges et de manière inclusive. Une proximité qui rend le festival accessible, permettant ainsi aux citoyens de s'y rendre plusieurs fois dans le mois. Noël dans le Parc s'est implanté comme un festival rassembleur, une oasis de nature et d'art sans prétention, au cœur de l'urbanité. Un rendez-vous pour les résidents du grand Montréal et les touristes d'ici et d'ailleurs.

Le concept de Noël dans le Parc, avec sa dimension humaine, sa structure conviviale et son implantation au cœur d'un parc ou d'un quartier, possède un potentiel extraordinaire de développement, un développement horizontal multipliant les Noël dans le Parc. Notre plan d'affaires à long terme projette d'ailleurs l'implantation du festival dans plusieurs parcs et autres lieux publics. Une histoire à suivre, un rêve à réaliser…

LE PLUS GRAND FESTIVAL DE NOËL À MONTRÉAL

Le Festival Noël dans le Parc propose cette année trois sites aux citoyens de Montréal et ses environs. Trois villages en ville, dans une ambiance féerique du temps des fêtes avec l'odeur des sapins et du feu de bois combiné à une programmation artistique variée des plus conviviale qui font vivre aux visiteurs une expérience unique au monde.

PLACE ÉMILIE-GAMELIN

Angle Berri / Sainte-Catherine

Conjointement avec le Partenariat du Quartier des spectacles, en collaboration avec l'arrondissement Ville-Marie.

PARC DES COMPAGNONS DE SAINT-LAURENT

Angle Mont-Royal / Cartier

En collaboration avec l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, et en partenariat avec la SDC de l'Avenue du Mont-Royal.

PARC LAHAIE

Angle Saint-Laurent / Saint-Joseph

Au cœur du Mile End, en collaboration avec l'arrondissement Du Plateau-Mont-Royal.





NOTRE PORTE-PAROLE : DAMIEN ROBITAILLE

«J'ai des jeunes enfants maintenant et on commence à faire le jeu du père Noël et tout ce qui l'entoure. Ils sont même à un âge où je pourrais les amener à Noël dans le parc, lance le père de deux enfants de 3 ans et 1 an. C'est un festival très convivial. C'est le fun. Tu viens avec ta famille. Il y a vraiment du monde de tous les âges qui viennent. Il n'y a pas meilleure façon d'accueillir Noël!»

- Damien Robitaille

ARTISTES DE RENOM, ÉMERGENTS ET DE LA RELÈVE

Le Festival Noël dans le Parc est devenu au fil des ans un incontournable dans le paysage culturel hivernal de la métropole. C'est un événement rassembleur avec des installations et des décors axés sur le patrimoine qui offre des spectacles d'envergure d'artistes de renom, émergents et de la relève.

Depuis 7 ans, la nouvelle administration travaille à produire des spectacles d'artistes d'ici et d'ailleurs, afin qu'ils bénéficient d'une vitrine culturelle professionnelle.

En constante croissance depuis 2010, le festival Noël dans le Parc présente chaque année plus de 100 spectacles et animations durant le mois de décembre.





PROGRAMMATION

Plus d'une centaine de spectacles et d'activités seront au menu tout au long du mois de décembre. Nous sommes présentement en négociation avec plusieurs agences d'artistes dont Grosse Boîte, le Groupe Phaneuf et BonSound afin de mettre sous contrat des artistes tels que Patrick Watson, Safia Nolin, Mes Aïeux, Matt Holubowski, Fanny Bloom, Radio Radio, Émile Bilodeau, Tire Le Coyote, Les Soeur Boulay, Lydia Képinski, Philippe Brach, Beyries et bien d'autres encore.



VALAIRE



LOUIS-JEAN CORMIER

PRÉSENTÉ PAR Desjardins

FESTIVAL NOËL DANS LE PARC



NOS PARTENAIRES :

Brasserie Dieu du Ciel!

QUARTIER DES SPECTACLES MONTRÉAL

L'AVENUE DU MONT-ROYAL

Vieux-Montréal

UQÀM

QUARTIER LATIN.CA

GOUVERNEUR HÔTELS

TMdesign

PUBLICITÉ sauvage

CISM 89,3

EXPRESS MONDOR

HORIZON LUSSIER

Kiroule Location Autos • Camions

ÉCHAFAUDS Plus

KUBOTA MONTRÉAL



ACTIVITÉS DIVERSES

BALLADE EN CARRIOLE
La carriole Contes et Légendes du Festival Noël dans le Parc sillonne les rues du centre-ville accompagnée d'un conteur «live»!

PALISSADE DE SAPINS
Nos parcs sont ceinturés de centaines de sapins qui embaument l'air et nous plongent au cœur d'une forêt en plein centre-ville. La vente de sapin représente une importante portion du financement du festival.



L'ABRI DES MOUTONS
Un air de campagne au cœur de la ville au grand plaisir des plus petits.





MUSÉE À CIEL OUVERT
Des parcs transformés en lieux féeriques avec une scénographie et des installations de divers patrimoines; un attrait indéniable pour le visiteur, particulièrement en soirée où la conception d'éclairage ajoute à la magie.



LA PLACE DU FEU
Saucisses, guimauves, marrons, rêveries, on s'y chauffe le cœur et les pieds!

LE BAR
Vin chaud épicé, jus de pomme chaud à la cannelle, chocolat chaud, bière de micro-brasserie, etc.



L'ARBRE À SOUHAITS
Venez écrire un souhait pour la nouvelle année et ensuite, accrochez-le à une branche de l'arbre magique afin qu'il se réalise!





LE PÈRE NOËL AMBULANT
Avec sa petite maisonnette sur roue unique au monde, accompagné de la Mère Noël et de chanteurs a cappella.

PLAN MÉDIA



- Important partenariat avec un média télévisuel national
- Publicité diffusée sur différentes chaînes télévisuelles, sur internet et sur les réseaux sociaux
- Grande visibilité dans les communications du Quartier des spectacles
- Achat de publicités et publi-reportage dans divers médias
- Partenariat avec diffaérentes Sociétés de développement commerciales (SDC du centre-ville de Montréal)
- Abonnement privilège et espace dépliant à la Vitrine Culturelle de Montréal
- Oriflamme - Ville de Montréal
- Importante visibilité sur les plates-formes de Tourisme Québec, Tourisme Montréal et Festival et Événement Québec
- Achat de visibilité - Métro Vision (STM - diffuse dans toutes les stations de métro)
- Achat de publicités commanditées sur Facebook
- Organisation de plusieurs concours en ligne
- Partenariats avec différentes radios étudiantes et communautaires telles que CISM et CIBL
- Présence accrue sur les différents médias sociaux: Instagram, Facebook, Twitter et Youtube
- Porte-parole de renom (Damien Robitaille, 2018/2019 - Mara Tremblay, 2016/2017 - Nicolas Pellerin, 2015 - Stéphane Fallu, 2014)

Pour toute demande média ou renseignement complémentaire, communiquer avec :

Julie Bourbonnière

Directrice, relations publiques

jubourbonniere@gmail.com cell : 514-993-8530

PLAN DE VISIBILITÉ

Au cœur de la métropole, le Festival Noël dans le Parc est devenu un incontournable du paysage culturel hivernal.

- Le plus grand festival de Noël à Montréal
- La nouvelle tradition du temps des Fêtes au centre-ville
- Des emplacements prisés dans le Quartier des spectacles de Montréal et sur le Plateau-Mont-Royal
- Une programmation complètement gratuite de spectacles, d'activités, et d'animations pour tous
- Des « scènes-cabanes » en bois ronds spectaculaires et uniques au monde
- L'originalité des lieux et sa féerie

PLACE ÉMILIE-GAMELIN
Angle Berri / Sainte-Catherine

PARC DES COMPAGNONS DE SAINT-LAURENT
Angle Mont-Royal / Cartier

PARC LAHAIE
Angle Saint-Laurent / Saint-Joseph

NOËL DANS LE PARC EN CHIFFRES



- 120 spectacles et animations gratuites
- 125 000 visiteurs
- Achalandage : 300 000 jours de participations
- Plus de 30 jours d'exposition en plein centre-ville
- 75 000 programmes promotionnels
- 1 000 affiches promotionnelles
- 100 affiches géantes dans la ville
- Plus de 250 apparitions médiatiques
- Plus de 500 artistes et artisans d'ici
- Un achalandage périphérique de plus de 50 000 personnes par jour



ANIMATION DÉAMBULATOIRE



CARNAVAL ABRAXAS





LES FÉES DE NOËL


L'Auguste Théâtre
4355 de Lanaudière # 11
Montréal (Québec) H2J 3P3
(514) 281-8942
info@noeldansleparc.com
www.noeldansleparc.com
DESIGN
COMMUNICATIONS
MARKETING
ÉVÉNEMENTS
Photos : Emmanuel Crombez

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195907010

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	L'Auguste théâtre	129050

Financement : Autre

Précision : Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie 2019

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		12 000,00 $	3 000,00 $					**15 000,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 4

Date de début : 12 (jour (si connu)) novembre (mois) 2019 (année)

Date de fin : 31 (jour (si connu)) mars (mois) 2020 (année)

Formulaire complété par : Geneviève Ledoux (Prénom, nom)

Date et heure système : 29 octobre 2019 16:36:07

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL (Arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public, ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal (Québec) H2L 4L8, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

ci-après appelée l' **« Arrondissement »**

ET: **L'AUGUSTE THÉÂTRE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 4355, rue de Lanaudière, bureau 11, Montréal (Québec) H2J 3P3 agissant et représentée par monsieur Alain Gingras-Guimond, autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le 30 août 2018.

No d'entreprise du Québec (NEQ) : 1141213562
No d'inscription TPS : 12050 9773 RT0001
No d'inscription TVQ : 10097 15831 TQ0001
No. de fournisseur: 129050

ci-après appelée l' **« Organisme »**

ATTENDU QUE l'organisme demande la collaboration de l'Arrondissement afin de réaliser le projet Festival Noël; dans le parc – Édition 2019;

ATTENDU QUE l'Arrondissement désire appuyer le présent projet dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

ATTENDU QUE la Ville désire que la population du milieu bénéficie d'activités qui sont offertes par l'organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIT :

ARTICLE 1
OBJET

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « Directeur » : le directeur de l'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « Projet » : l'organisation d'activités décrites à l'Annexe 2 et devant être tenues dans le cadre du projet mentionné au préambule;

1.3 « Annexe 1 » : objectifs et modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie;

1.4 « Annexe 2 » : la description du projet de l'Organisme et le budget afférent déposée dans le cadre du *Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie 2019;*

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

1.5 « Annexe 3 » : le bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

ARTICLE 2
OBJET

L'Annexe 1, 2 et 3 font partie intégrante du présent protocole sans qu'il soit nécessaire de les annexer physiquement. Le texte du présent protocole prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1, 2 et 3 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBLIGATIONS DE LA VILLE

3.1 Sous réserve des approbations requises, l'Arrondissement convient d'assurer une participation financière maximale de quinze mille dollars (15 000 $), devant être affectée exclusivement au paiement des cachets des artistes dans le cadre de la réalisation du Festival Noël dans le parc édition 2019, conformément à l'Annexe 2;

Cette participation financière inclut, le cas échéant, toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.) et sera remise à l'Organisme en deux versements :

3.1.1 un premier versement au montant de douze mille dollars (12 000 $), soit 80 %, dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties;

3.1.2 conditionnel à la réception d'un rapport détaillé de l'Organisme, tel que stipulé à l'article 4.13, démontrant son utilisation effective des sommes versées par la Ville, celle-ci versera alors à l'organisme un dernier versement, le solde de trois mille dollars (3 000 $) soit 20 %;

3.1.3 l'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

3.2 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En contrepartie de la participation financière offerte par l'Arrondissement, l'Organisme s'engage à :

4.1 réaliser le Projet conformément à l'Annexe 2;

4.2 affecter exclusivement la totalité de l'aide financière de l'Arrondissement à la réalisation du Projet;

4.3 assumer toute l'organisation et le financement complet de son projet. L'Arrondissement ne s'engage pas à prêter des équipements et à fournir les services techniques ou autres requis par l'organisme. L'Arrondissement n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement;

4.4 soumettre, le cas échéant, à l'Arrondissement, pour approbation, sa demande d'événement public sur le site choisi accompagné de tous les documents requis;

4.5 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police

d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet;

4.6 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

4.7 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

4.8 obtenir l'approbation écrite du Directeur avant de procéder à toute modification majeure du contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

4.9 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou des assureurs;

4.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

4.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqué, site Internet de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrit dans le document en annexe intitulée *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.*

La présence d'un élu ou d'un représentant à l'événement de presse ou à tout autre événement officiel, ainsi que les prises de parole devront également être approuvées au préalable par la Division des communications;

4.12 à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place ses livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives et à fournir à ces derniers les copies requises;

4.13 remettre au représentant de l'Arrondissement, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du projet un rapport d'activité détaillé selon le guide présenté à l'annexe 3, incluant un rapport financier et indiquant clairement à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquant les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet, le cas échéant. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives.

Pour les contributions financières de la Ville d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, les états financiers doivent être vérifiés et une copie doit en être transmise dans les trente (30) jours de leur adoption par son conseil d'administration au vérificateur de la Ville, au 1550, rue Metcalfe, bureau 1201, à Montréal, Québec, H3A 3P1, ainsi qu'au représentant de l'Arrondissement, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*. Ces états financiers doivent présenter les informations financières relatives aux activités faisant l'objet de la présente convention, séparément, le cas échéant, de celles des autres secteurs d'activités de l'Organisme;

4.14 rembourser à l'Arrondissement, dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet, la portion non utilisée de l'aide financière telle qu'elle pourra être déterminée par le Directeur après examen des pièces justificatives.

ARTICLE 5
DÉFAUT

5.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

5.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 5.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

5.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe ii) du paragraphe 5.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

ARTICLE 6
RÉSILIATION

6.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 5 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

6.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

6.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

L'Organisme ne peut céder ni transférer, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente convention sans l'autorisation préalable de l'Arrondissement.

ARTICLE 8
AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :
M^{me} Gina Tremblay
Chef de la Division de la culture et des bibliothèques
Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 18^{e} étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :
Monsieur Alain Gingras-Guimond
Directeur général
L'Auguste théâtre
4355, rue de Lanaudière, bureau 11
Montréal (Québec) H2J 3P3

ARTICLE 9
CONDITIONS GÉNÉRALES

9.1 Statut d'observateur

L'Organisme accorde au Directeur, pendant toute la durée de la présente convention, un statut d'observateur à son assemblée générale et à toutes les assemblées de son conseil d'administration traitant un des sujets de la présente convention et l'Organisme doit aviser le Directeur de toute assemblée, au moins cinq (5) jours à l'avance.

9.2 Élection de domicile

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 8 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

9.3 Modification

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

9.4 Validité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

9.5 Relations des parties

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

9.6 Lois applicables

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

9.7 En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____ Date: _____
M^{e} Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

POUR L'ORGANISME

Par : _____ Date : _____
Monsieur Alain Gingras-Guimond, directeur général

Ce document a été soumis au conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1195907010**; il a été approuvé par la résolution _____ adoptée le 12 novembre 2019.

Ville-Marie Montréal

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE
ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

Avec le soutien de Ville-Marie Montréal

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

ANNEXE 2

DESCRIPTION DU PROJET

Pièce jointe

Annexe2_Formulaire_soutien_financier

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

GUIDE POUR LE BILAN DU PROJET SOUTENU

L'organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre de ce programme est tenu de déposer un bilan final et un rapport des coûts faisant état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme (Annexe 2).

Ce rapport devra inclure, minimalement, les éléments suivants :

- ☐ Un rappel de la mission, des orientations et des objectifs poursuivis par l'organisme;

- ☐ Le bilan critique du projet réalisé (étapes, concept, données réelles du projet après sa réalisation, nature des activités et activités phares, nombre total de jours de programmation, lieu(x) et date(s) de réalisation, éléments positifs et à améliorer, atteinte ou non des objectifs ainsi que toute autre information nécessaire à la bonne compréhension du projet);

- ☐ La clientèle rejointe et sa provenance ainsi que les statistiques de fréquentation (achalandage) incluant la méthode de calcul utilisée. Précisez la proportion de résidents de Ville-Marie;

- ☐ Les retombées réelles du projet (pour l'organisme et pour les citoyens de Ville-Marie);

- ☐ Un bilan financier faisant état de l'utilisation de la subvention ayant été accordée (voir formulaire ci-joint). Vous devez : mettre en relation les dépenses et les revenus prévus, et les dépenses et revenus réels; expliquer les écarts; confirmer les dépenses admissibles au programme pour lesquelles vous avez utilisé l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande;

  En cas d'activités annulées, quels qu'en soient les motifs, seules les dépenses réellement encourues sont remboursées.

- ☐ Trois photographies en haute résolution libres de droits du projet réalisé en format électronique (en DVD ou clé USB);

- ☐ Des exemplaires du matériel promotionnel utilisé faisant état de la visibilité et du soutien accordé par l'arrondissement;

- ☐ Un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique);

- ☐ Toute autre information pertinente.

L'arrondissement de Ville-Marie se réserve le droit de réclamer des pièces justificatives ou des ren seignements supplémentaires.

Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet, par courriel, au responsable du dossier à l'arrondissement.

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

REVENUS	REVENUS PRÉVUS		REVENUS RÉÉLS	
SUBVENTIONS	**REVENUS PRÉVUS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**REVENUS RÉÉLS**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Fédéral (précisez les programmes)				
Provincial (précisez les programmes)				
Municipal (précisez les programmes)				
Service de la culture				
Conseil des arts de Montréal				
Arrondissement de Ville-Marie (précisez) :				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
Valeur du soutien technique accordé par la Ville				
TOTAL DES SUBVENTIONS				
REVENUS AUTONOMES				
Billetterie et entrées : ____ spectateurs ou visiteurs_____représentations ou jours d'activités				
Commandites (précisez)				
Commandites en biens et services (précisez)				
Dons (précisez)				
Campagne de financement (précisez)				
Contribution de l'organisme demandeur				
Contribution des partenaires en argent				
Contribution des partenaires en services				
Vente de produits dérivés				
Vente de boisson				
Vente de nourriture				
Autre (précisez)				
Autre (précisez)				
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES				
TOTAL DES REVENUS				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

BILAN FINANCIER

Ce modèle de formulaire doit être adapté selon votre projet. Indiquez les revenus et les dépenses strictement reliés à celui-ci. Les colonnes « Revenus réels » devront être complétées lors de la remise du bilan final de votre projet.

Nom de l'organisme _____
Nom du projet _____
Date de réalisation _____

DÉPENSES	DÉPENSES PRÉVUES		DÉPENSES RÉÉLLES	
RÉALISATION ET PRODUCTION	**DÉPENSES PRÉVUES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**	**DÉPENSES RÉÉLLES**	**AFFECTATION DE L'AIDE DE L'ARRONDISSEMENT**
Salaires et avantages sociaux				
Honoraires professionnels				
Main-d'œuvre technique				
Cachets				
Droits d'auteur, droits de suite				
Location de salle ou de site				
Location d'équipements (scène, éclairage, etc.)				
Aménagement de la salle ou du site (achat, location)				
Matériel				
Location d'un système de communication				
Location d'installations sanitaires				
Location de véhicules				
Assurances				
Agence de sécurité				
Service ambulancier (premiers soins)				
Achat de boisson				
Achat de nourriture				
Achat de produits dérivés				
Frais reliés aux bénévoles (chandails, repas, etc.)				
Autre (précisez)				
TOTAL RÉALISATION ET PRODUCTION				
PROMOTION ET PUBLICITÉ				
Relations de presse				
Frais de représentation				
Dossiers de presse				
Cartons d'invitation, frais de vernissage				
Production d'imprimés : conception, rédaction et impression				
Placements média (journaux, internet, télé, radio)				
Frais de traduction				
Frais d'affichage				
Photographie				
Production vidéo				
Bannières, oriflammes				
Autre (précisez)				
TOTAL PROMOTION ET PUBLICITÉ				
ADMINISTRATION				
Salaires et avantages sociaux				
Messagerie, téléphonie et photocopies, frais d'envoi				
Frais de déplacement et de représentation				
Location de bureaux				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Autre				
TOTAL ADMINISTRATION				
TOTAL DES DÉPENSES				
ÉCART DES REVENUS SUR LES DÉPENSES				

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195907010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention avec L'Auguste Théâtre pour le « Festival Noël dans le Parc édition 2019 » et accorder une contribution de 15 000$ à partir du Fonds de soutien aux organismes culturels oeuvrant dans Ville-Marie."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 15 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		12 000,00 $	3 000,00 $					**15 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 15 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306124	07289	61900	016491	0000	002579	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM95907010
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **29/10/2019**

Date et heure système : 29 octobre 2019 15:43:28

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 janvier 2020 avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) et accorder une contribution de 18 855,90 $ pour son projet d'illumination de la rue Ontario Est

D'approuver la convention avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) pour la réalisation du projet d'illumination de la rue Ontario Est. ;

D'accorder à cette fin une contribution maximale de 18 855.90 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 14:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318030**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 janvier 2020 avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) et accorder une contribution de 18 855,90 $ pour son projet d'illumination de la rue Ontario Est

CONTENU

CONTEXTE

Par leurs politiques et leurs différents programmes, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie ont entre autres objectifs d'améliorer la qualité des milieux de vie, de favoriser l'accès aux arts et à la culture, d'encourager l'engagement des citoyens dans l'amélioration de leur milieu, d'entretenir et d'embellir la ville et de soutenir et mettre en valeur la création artistique. À cet égard, la Société de promotion des arts gigantesques (S.P.A.G.), qui est un organisme à but non lucratif dont la mission est de soutenir les créateurs, toutes disciplines confondues et qui est notamment connu comme propriétaire du Bain Mathieu.
Fort de l'expérience d'un de ses partenaires en installations lumineuses et de l'appui de la communauté du quartier, la SPAG demande un soutien financier hors programme pour réaliser un projet d'illumination de la rue Ontario Est pour la période des Fêtes. Le concept consiste à illuminer de blanc les 42 lampadaires qui bordent la rue entre Berri et l'avenue De Lorimier.

La rue Ontario connaissant un intérêt pour bon nombre d'établissements d'affaires qui s'y sont installés récemment mais n'étant pas structurée en Société de développement commercial, la SPAG, appuyée par l'association d'affaires Faubourgs Ontario et par la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud désire néanmoins contribuer à sa vocation commerciale et au plaisir de la fréquenter.

Le présent sommaire a pour objectif de statuer sur la demande de soutien financier de 17 820 $ formulée par la Société de promotion des arts gigantesques (SPAG) et d'approuver la convention insérée en pièce jointe. L'organisme est reconnu par sa communauté, constitué en vertu de la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38) et en règle selon le Registre des entreprises du Québec.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240479 - 11 septembre 2018 : Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 18 960 $ (3 000 $ à SPAG, Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques) ;
CA18 240482 - 11 septembre 2018 : Approuver le don de mobiliers à l'organisme SPAG (Société pour Promouvoir les Arts Gigantesques - Bain Mathieu), dans le cadre de la mise à

niveau des équipements scéniques et de la rénovation de la salle de spectacle de la maison de la culture Frontenac de l'arrondissement de Ville-Marie

DESCRIPTION

Depuis plus de dix ans la SPAG, un obnl ayant son siège social dans l'édifice du Bain Mathieu, e
mettre en valeur la rue Ontario en créant des murales rendant hommage à des artistes du spec
d'attribuer à la rue Ontario une vocation nouvelle, celles de galerie de portraits à ciel ouvert.
Malgré sa vocation commerçante, Ontario est une des rares grandes rues Montréalaises à ne pa
spécifiquement pour remédier à cette lacune en s'associant cette fois à René Jacques, un artist
soutien financier de l'arrondissement consiste à créer un corridor de lumière blanche à l'aide de
au faîte de chacun des lampadaires situés de part et d'autre de la rue et compris entre la rue B

L'équipe de la SPAG se rend responsable de l'ensemble de projet, incluant l'acquisition des guir
personnel technique, l'entretien et la désinstallation tels que décrits dans le tableau qui suit.

OBJET : Soumission pour pose des décorations hivernal sur la ru
42 lampadaires de Berri à Delorimier

CONTRIBUTION DE LA SPAG	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx h
PRÉPARATION			
Préparation du devis d'installation	Inclus		
Planification des travaux	Inclus		
Visite et concertation avec les commerçants	Inclus		
Achat du matériel			
Recherche et réalisation du design	Inclus		
Préparation et fabrication des bannières lumineuses	1 homme	40	3
Remplacement des lumières défectueuses	Inclus		
Entreposage	Inclus		

INSTALLATION	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx h
Location du matériel roulant (nacelle)			
Main d'œuvre pour l'installation	3	20	3
Main d'œuvre (escorte de la nacelle)	2	20	3
Main d'œuvre (supervision des travaux)	1	16	3

DÉMONTAGE	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx h
Location du matériel roulant (nacelle)			
Main d'œuvre (escorte de la nacelle)	2	20	3
Main d'œuvre (supervision des travaux)	1	16	3
Main d'œuvre pour démontage	3	20	3
Conception et design			

REMISAGE	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx ho
Détermination du Lieu D'entreposage	Inclus dans la subvention de fo		
Coûts D'entreposage	Inclus dans la subvention de fo		

JUSTIFICATION

L'illumination de rues commerciales à des fins d'ambiance fait partie de projets bénéficiant d'un soutien financier de l'arrondissement depuis quelques années. Malgré que la rue Ontario soit une rue dont la vocation commerciale est confirmée par le *Portrait commercial 2016 de Ville-Marie* du Service du développement économique, elle n'est pas structurée en Société de développement commercial et ne peut compter sur une contribution financière des établissements d'affaires pour ce projet. La part demandée à l'arrondissement représente 100 % des coûts du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Affecter, conformément aux dispositions prévues au projet de convention, un soutien de 18 855.90$, payable en deux versements. Cette somme sera financée par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention fait mention de la visibilité que l'organisme devra offrir à l'arrondissement dans le cadre des projets faisant l'objet d'un soutien financier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-05

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318030

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Approuver la convention se terminant le 31 janvier 2020 avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) et accorder une contribution de 18 855,90 $ pour son projet d'illumination de la rue Ontario Est

Description du projet (1).pdf
Soumission Noël.pdf
LeFO_soutienilluminationOntariohiver19_20.pdf
flettre CDC.pdf
Aspect financier_GDD 1190318030.pdf
Convention_S.P.A.G._Ontario_2019.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Depuis plus de dix ans la SPAG – société OBNL ayant son siège sociale dans l'édifice du Bain Mathieu rue Ontario - associé à l'artiste mosaïste Laurent Gascon ont concentré leur énergie pour embellir les murs en mettant en valeur des personnalités d'ici : artistes du spectacle, de la chanson, de la poésie et de la dramaturgie. Ce faisant, la rue Ontario est devenue avec le temps une véritable galerie de portraits qui lui donne l'allure d'une voie cérémoniale.

Cette rue commerçante est une des rares avenues de Montréal à ne pas être illuminée pendant la période des fêtes.
C'est pourquoi, afin de remédier à cette lacune, René Jacques, artiste de la lumière, propose un concept simple et efficace pour doter la rue Ontario d'une étincelle de magie qui viendra toucher les visiteurs et les citoyens du quartier, ce qui aura pour effet d'apporter espoir, réconfort et sourires à l'ensemble des commerçants de cette partie de la ville.

Simple mais efficace

Ce corridor de lumière blanche se présente sous forme de guirlandes lumineuses torsadées, d'une longueur de 23 pieds, suspendue au faîte de chaque lampadaire de part et d'autre de la rue Ontario en partant de la rue Berri pour finir à la rue DeLormier.

(Voir l'esquisse accompagnant cette proposition)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Dès l'approbation du projet, nous allons mettre en ouvre la stratégie d'installation.

1. Demande de permis d'installation auprès de l'arrondissement
2. Location de la nacelle
3. Achats et préparation des guirlandes
4. Sélection du personnel
5. Installation début décembre 2019

OBJET : Budget pour pose des décorations hivernal sur la rue Ontario est 2019-2020
42 lampadaires de Berri à Delorimier

CONTRIBUTION DE LA SPAG	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx horaire	Sous-total	Période de temps : Du 09 nov au 27 nov
PRÉPARATION					
Préparation du devis d'installation	Inclus				
Planification des travaux	Inclus				
Visite et concertation avec les commerçants	Inclus				
Achat du matériel				2500,00 $	
Recherche et réalisation du design	Inclus				
Préparation et fabrication des bannières lumineuses	1 homme	40	30 $	1200,00 $	
Remplacement des lumières défectueuses	Inclus				
Entreposage	Inclus				
				3700,00 $	

INSTALLATION	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx horaire	Sous-total	Période de temps : Du 30 nov au 10 déc
Location du matériel roulant (nacelle)				2000,00 $	
Main d'œuvre pour l'installation	3	20	30	1800,00 $	
Main d'œuvre (escorte de la nacelle)	2	20	30	1200,00 $	
Main d'œuvre (supervision des travaux)	1	16	30	500,00 $	
				5500,00 $	

DÉMONTAGE	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx horaire	Sous-total	Janvier à déterminer
Location du matériel roulant (nacelle)				1500,00 $	
Main d'œuvre (escorte de la nacelle)	2	20	30	1200,00 $	
Main d'œuvre (supervision des travaux)	1	16	30	500,00 $	
Main d'œuvre pour démontage	3	20	30	1800,00 $	
Conception et design				2200,00 $	
				7200,00 $	

REMISAGE	Main d'oeuvre	Nb heures	Tx horaire	Sous-total	
Détermination du Lieu D'entreposage	Inclus dans la subvention de fonctionnement				
Coûts D'entreposage	Inclus dans la subvention de fonctionnement				

Total de la demande :		**TOTAL : 16 400,00 $** TPS 5% : 820$ TVQ 9,975% :1635,90$ **TOTAL AVEC TAXES : 18 855,90$**

Montréal, Octobre 2019

La rue Ontario : l'artère vivante du quartier des Faubourgs !

À qui de droit,

L'association de commerçants Faubourg Ontario souhaite apporter un appui fort au projet de décoration hivernal 2019-2020 de la Société de promotion des arts gigantesques (SPAG).

La rue Ontario Est, particulièrement entre les rues Berri et De Lorimier, connait une vitalité et un dynamisme notable depuis quelques temps. Parmi les raisons de cette vitalité, les commerçants et les acteurs économiques locaux tiennent un rôle de premier plan.

Faubourgs Ontario, association de commerçants et d'acteurs économique de ce quartier, souhaite soutenir le plus grand nombre possible de réflexions et d'actions visant à soutenir et à entretenir cette dynamique, profitant au premier plan à tous les résidents du quartier.

En ce sens, nous avons récemment participé à l'Office de consultation publique du secteur des faubourgs (OCPM) et avons soumis un mémoire présentant une première réflexion de ce que peut devenir l'activité commerciale de la rue Ontario au service d'une ambition plus forte et plus large d'un quartier vivant, résidentiel et culturel et possédant une signature communautaire forte.

Cette dynamique locale, doublée d'une ambition d'image et d'attractivité à l'échelle métropolitaine, doit s'accompagner des gestes soulignant l'espace public, le partage, l'accessibilité et la sécurité. La signalétique lumineuse ainsi envisagée permettra ainsi de tracer un chemin, de souligner cette période festive et propice à la bienveillance envers chacun, et enfin de renforcer le sentiment de sécurité des citoyens, tant résidents que de transit.

Le projet de décoration hivernal proposé par la Société de promotion des arts gigantesques répond aux besoins et objectifs soulevés lors de l'OCPM du secteur des faubourgs. Pour ces raisons, il va de soi que nous les appuyions dans ce projet.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

Pour Faubourgs Ontario, Christelle PERRINE, Présidente.



CDC
Centre-Sud

Corporation de développement communautaire
Centre-Sud

Montréal, le 25 juillet 2019

Société de promotion des arts gigantesques
2915, rue Ontario Est,
Montréal (Québec)
H2K 1X7

Objet: Soutien au projet de décoration hivernal 2019-2020

À qui de droit,

La Corporation de développement communautaire du Centre-Sud (CDC) souhaite apporter son appui au projet de décoration hivernal 2019-2020 que Société de promotion des arts gigantesques.

La CDC Centre-Sud est le regroupement multisectoriel des organismes communautaires qui desservent la population du territoire Centre-Sud. Elle est titulaire du mandat d'encadrement du mécanisme de concertation locale de quartier dans le cadre du programme de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, et coordonne la Table de développement social Centre-Sud ainsi que la démarche de Revitalisation Urbaine Intégrée de Sainte-Marie.

La CDC Centre-Sud tient à souligner que ce projet fait écho aux souhaits maintes fois énoncés par les résidents et les commerçants d'améliorer l'ambiance de la rue Ontario. Il nous parait indéniable qu'il y a un grand besoin de dynamiser et encourager l'appropriation de cette artère, au grand potentiel, par les résidents du secteur. Un tel projet aura également un effet bénéfique pour les commerçants qui pourront en profiter de l'attractivité de l'installation pour consolider l'achalandage sur la rue Ontario.

La CDC Centre-Sud connait et suit les accomplissements de Société de promotion des arts gigantesques
Depuis plusieurs années et croyons en la pertinence de l'organisme pour mener ce projet porteur pour le quartier.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, nos meilleures salutations.

François Bergeron
Directeur

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318030

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	SOCIETE POUR LA PROMOTION DES ARTS GIGANTESQUES (SPAG)	117532

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		18 855,90 $						**18 855,90 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	novembre	2019	Date de fin :	31	janvier	2020

Formulaire complété par : Denis Collerette
Prénom, nom

Date et heure système : 04 novembre 2019 13:48:21

CONVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée l' « **Arrondissement** »

ET : **SOCIÉTÉ POUR PROMOUVOIR LES ARTS GIGANTESQUES,** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le **2915 rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2K 1X7** agissant et représentée par monsieur René Jacques, président directeur général, autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée à une assemblée tenue le **18 octobre 2019**;

No d'inscription TPS :
No d'inscription TVQ :
Numéro de fournisseur: 117532

Ci-après appelée l' **« Organisme »**

L'Arrondissement et l'Organisme, ci-après appelés collectivement « les Parties ».

À moins que le contexte n'indique un sens différent dans la présente convention, le mot « Directeur » signifie le Directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité ou son représentant autorisé.

ATTENDU que l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la Loi sur les cités et villes, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU que la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU que l'Organisme a déposé une demande au *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Hors programme* géré par la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement pour le projet **Décoration hivernale 2019-2020** (ci-après appelé le « Projet »).

ATTENDU que l'Arrondissement accepte la demande de soutien financier dont le formulaire incluant le budget détaillé sont présentés en **Annexe A** (ci-après appelé la « Demande »).

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT ENTRE ELLES DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la contribution financière de l'Arrondissement à l'Organisme pour la réalisation **du projet Décoration hivernale 2019-2020**.

2. OBLIGATIONS DE L'ARRONDISSEMENT

L'Arrondissement doit verser à l'Organisme sa contribution financière conformément à l'article 6 (Clauses financières).

3. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme doit :

3.1 réaliser le Projet tel que décrit à l'**Annexe A** ou modifié avec l'accord exprès de l'Arrondissement;

3.2 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou licence exigé par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et les redevances qui pourraient être exigées en raison des présentes;

3.3 respecter les conditions et les modalités du *Programme de soutien financier au développement économique commercial 2019-2020 / Volet – Hors programme* et ce, toute la durée de l'entente convenue dans la présente convention;

3.4 lorsque requis, obtenir à ses frais et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile générale accordant pour la réalisation du projet une protection minimale de trois millions de dollars (3 M $) pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville de Montréal est désignée comme co-assurée. La police d'assurance doit protéger l'Organisme et la Ville de Montréal durant toute la période au cours de laquelle l'Organisme aura accès à l'espace public. L'avenant à la police d'assurance de l'Organisme doit être remis à l'Arrondissement au moins dix (10) jours avant la réalisation du Projet.

3.5 ne pas transgresser ou violer les marques de commerce, le droit d'auteur ou autres droits de propriété corporelle ou intellectuelle d'un tiers et respecter ses obligations contractuelles envers tout contributeur au Projet;

3.6 respecter le milieu de vie et assurer une cohabitation harmonieuse en lien avec les activités, les usagers et les riverains;

3.7 appliquer les règles de propreté et préserver l'environnement (exemple : récupération des matières recyclables);

3.8 réparer à ses frais les dommages ou les bris causés à l'espace public pendant la réalisation du projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.9 soumettre à la Direction le bilan final et complet du Projet selon le guide présenté à l'**Annexe B** au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la réalisation du Projet. Ce bilan devra clairement indiquer à quelles fins la contribution financière de l'Arrondissement a été utilisée et expliquer les écarts entre les prévisions et les résultats réels du Projet. L'Arrondissement se réserve le droit d'exiger de plus amples informations ou des pièces justificatives;

3.10 prendre fait et cause pour l'Arrondissement et le tenir en tout temps indemne de toute réclamation et de tout dommage de quelque nature que ce soit, résultant des présentes;

3.11 mettre en évidence la participation et la visibilité de l'Arrondissement dans toutes les communications publiques (publicité imprimée, médias électroniques, communiqués, site internet du projet ou de l'événement, entrevues dans les médias, etc.) visées par la présente convention, cette visibilité devant, avant diffusion, être approuvée par le responsable du projet en arrondissement et réalisée selon les paramètres décrits dans le document à l'**Annexe C** intitulé *Objectifs et modalités d'utilisation du logo de l'arrondissement de Ville-Marie.* Les partenaires et sous-contractants de l'Organisme sont également tenus de respecter ces paramètres, il est donc recommandé qu'une copie leur soit remise.

3.12 utiliser la contribution financière versée par l'Arrondissement aux seules fins visées par la présente convention, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du Projet et associées aux dépenses admissibles du programme, pour les quelles la contribution financière est accordée;

3.13 fournir, sur demande de l'Arrondissement, toute information financière ou autre, et tout document que peut raisonnablement exiger l'Arrondissement relativement au Projet;

3.14 tenir une comptabilité distincte démontrant la contribution financière de l'Arrondissement, toutes les dépenses ainsi que tous les revenus provenant de toutes sources, obtenus directement ou indirectement d'organismes tiers ou de leurs mandataires ou des pouvoirs publics liés au Projet;

3.15 conserver les comptes, livres, registres relatifs au Projet et au soutien financier reçue de l'Arrondissement pendant au moins cinq ans suivant l'achèvement du Projet;

3.16 aux fins de vérification du respect de la présente convention et à la demande du Directeur, permettre à ses représentants de vérifier sur place les livres comptables ainsi que les originaux des pièces justificatives du Projet et à fournir à ces derniers les copies requises;

3.17 dans le cas où l'Organisme ne peut réaliser, en tout ou en partie, le projet pour lequel il a reçu un soutien financier de l'Arrondissement, il doit en informer l'Arrondissement dans les meilleurs délais. Le montant octroyé pourra être révisé. Un montant reçu qui n'aura pas été utilisé aux fins du projet devra être remboursé.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

3.18 remettre à l'Arrondissement lorsque la convention prend fin (par résiliation ou par l'arrivée du terme), les sommes d'argent non dépensées, versées par l'Arrondissement, conformément à la présente convention;

4. DÉCLARATIONS

L'Organisme garantit et déclare ce qui suit (ci-après collectivement : «les Déclarations»);

4.1 Il possède la capacité juridique de conclure la présente convention;

4.2 Il possède tous les droits nécessaires à la réalisation du Projet;

4.3 Il n'existe ni poursuite judiciaire, ni menace de poursuite imminente, ni jugement non satisfait ou autres réclamations de quelque nature que ce soit contre lui ou un de ses administrateurs ou représentants sauf celles, le cas échéant, dont l'Arrondissement a été avisé par écrit avant la signature de la présente convention;

4.4 Il n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer ses engagements en vertu de la présente convention ou encore de modifier l'analyse du projet et la décision de l'Arrondissement d'accorder, de modifier ou de refuser sa demande.

4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente convention entre en vigueur au moment de sa signature par la personne autorisée de l'Arrondissement et se termine au plus tard le 31 janvier 2020.

6. CLAUSES FINANCIÈRES

6.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de tous et chacun de ses engagements, l'Arrondissement s'engage à lui verser une somme maximale de dix-huit mille huit cent cinquante-cinq dollars et quatre-vingt-dix cents (18 855,90 $), payable en deux versements :

6.1.1 le premier versement correspondant à **80 % de la contribution, soit un montant de quinze mille cinq cent quatre-vingt-quatre dollars et soixante-douze cents (15 084,72 $)** dans les plus brefs délais après la signature de la convention par la personne autorisée de l'Arrondissement et dès que :

- l'Organisme aura déposé à l'Arrondissement et que celui-ci aura accepté son plan de communication et de visibilité pour l'Arrondissement comme énoncé au paragraphe 3.11 de la présente convention;

6.1.2 le deuxième versement correspondant à **20 % de la contribution, soit un montant de trois mille sept cent soixante-et-onze dollars et dix-huit cents (3 771.18 $)** après réception du bilan final et complet tel que prévu au paragraphe 3.9 de la présente convention, faute de quoi l'Arrondissement se réserve le droit de retenir le dernier versement. Des pièces justificatives des dépenses effectuées pour le Projet pourront être exigées;

6.2 L'Arrondissement peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements;

6.3 L'Arrondissement peut modifier le montant du dernier versement en fonction du bilan financier final qui sera déposé par l'Organisme;

6.4 Aucun intérêt n'est payable par l'Arrondissement pour tout versement effectué en retard.

7. DÉFAUT

En cours d'exécution de la présente convention, le gouvernement peut obliger l'organisme et les autres entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à cette convention, à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers dans les délais et selon les modalités particulières qu'il aura déterminés.

7.1 Il y a défaut :

i) si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention; ou

ii) si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;

iii) si l'Organisme fait ou a fait, directement ou par l'intermédiaire de ses représentants, une déclaration fausse ou trompeuse directement ou par omission particulièrement quant aux Déclarations; et

iv) si l'Organisme cède ou transfère, en tout ou en partie, à un tiers, sans l'accord préalable, exprès et écrit de l'Arrondissement, un droit ou une obligation découlant de la présente convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe i) du paragraphe 7.1, le Directeur avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. Le Directeur peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par l'Arrondissement pour les dommages occasionnés par ce défaut;

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes ii) à iv) du paragraphe 7.1, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai.

8. RÉSILIATION

8.1 S'il est mis fin à la présente convention en application de l'article 7 (Défaut), toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à l'Arrondissement toute somme non encore employée, reçue de celui-ci;

8.2 L'Arrondissement peut également, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente convention, sur préavis écrit de 30 jours;

8.3 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre l'Arrondissement, en raison de la résiliation de la présente convention.

9. AVIS

Tout avis qui doit être donné en vertu de la présente convention doit être adressé, par écrit, comme suit :

Pour l'Arrondissement :

Monsieur Sylvain Villeneuve
Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Pour l'Organisme :

Monsieur René Jacques
Président directeur général
2915 rue Ontario Est
Montréal, Québec, H2K 1X7

10. CONDITIONS GÉNÉRALES

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

10.1 **Élection de domicile**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie, conformément à l'article 9 (Avis) de la présente convention. Une partie à la présente convention ne peut cependant élire domicile ailleurs que dans le district judiciaire de Montréal.

10.2 **Modification**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

10.3 **Validité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

10.4 **Relations des parties**

L'Organisme n'est pas le mandataire de l'Arrondissement et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de celle-ci ou la lier de quelque autre façon.

10.5 **Lois applicables**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE CONVENTION, EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de_____2019

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de_____2019

SOCIÉTÉ POUR PROMOUVOIR LES ARTS GIGANTESQUES

Par : _____
René Jacques, président directeur général

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

La présente convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe au sommaire décisionnel **1190318030**, cette convention a été approuvée par la résolution CA19 _____ du conseil, lors de la séance du **12 novembre 2019.**

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE A
LA DEMANDE – DESCRIPTION DU PROJET

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DU PROJET

Depuis plus de dix ans la SPAG – société OBNL ayant son siège sociale dans l'édifice du Bain Mathieu rue Ontario - associé à l'artiste mosaïste Laurent Gascon ont concentré leur énergie pour embellir les murs en mettant en valeur des personnalités d'ici : artistes du spectacle, de la chanson, de la poésie et de la dramaturgie. Ce faisant, la rue Ontario est devenue avec le temps une véritable galerie de portraits qui lui donne l'allure d'une voie cérémoniale.

Cette rue commerçante est une des rares avenues de Montréal à ne pas être illuminée pendant la période des fêtes.

C'est pourquoi, afin de remédier à cette lacune, René Jacques, artiste de la lumière, propose un concept simple et efficace pour doter la rue Ontario d'une étincelle de magie qui viendra toucher les visiteurs et les citoyens du quartier, ce qui aura pour effet d'apporter espoir, réconfort et sourires à l'ensemble des commerçants de cette partie de la ville.

Simple mais efficace

Ce corridor de lumière blanche se présente sous forme de guirlandes lumineuses torsadées, d'une longueur de 23 pieds, suspendue au faîte de chaque lampadaire de part et d'autre de la rue Ontario en partant de la rue Berri pour finir à la rue DeLormier.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Dès l'approbation du projet, nous allons mettre en ouvre la stratégie d'installation.

1. Demande de permis d'installation auprès de l'arrondissement
2. Location de la nacelle
3. Achats et préparation des guirlandes
4. Sélection du personnel
5. Installation début décembre 2019

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE B

GUIDE POUR LE BILAN DE L'INITIATIVE SOUTENUE

Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2019-2020

Volet – Soutien financier aux initiatives des organismes

Le bilan final de l'initiative soutenue doit faire état de la conformité du projet réalisé en fonction du projet présenté au formulaire d'inscription au Programme.

1. **Projet réalisé en fonction du projet prévu :** présenter le projet réalisé en expliquant dans quelle mesure il correspond ou non au projet prévu et présenté dans le formulaire d'inscription au programme. Indiquer les éléments positifs du projet et ceux à améliorer.

   Fournir les documents de présentation ou de promotion produits dans le cadre du projet ainsi que des photos libres de droit du projet réalisé.

2. **Budget réel en fonction du budget prévu :** mettre en relation les dépenses et les revenus prévus du projet, et soumis au formulaire d'inscription au programme, et les dépenses et les revenus réels du projet. Expliquer les écarts et confirmer les dépenses admissibles au programme auxquelles vous avez appliqué l'aide financière de l'arrondissement. Les pièces justificatives pour ces dépenses devront être fournies sur demande de l'arrondissement.

3. **Visibilité effective du projet :**
   - ~ présenter la visibilité dont a bénéficié l'arrondissement à travers la réalisation du projet (fournir les documents faisant état de la visibilité offerte à l'arrondissement de Ville-Marie).
   - ~ présenter un bilan des retombées médiatiques et promotionnelles du projet (joindre la revue de presse, lorsque cela s'applique, des photos libres de droit, et tout autre document pertinent démontrant ces retombées).

4. **Évaluation du projet réalisé :** présenter l'évaluation que l'organisme fait des impacts du projet sur l'expérience urbaine et la dynamique commerciale de l'arrondissement de Ville-Marie.

Nous vous invitons à nous fournir toute autre information qui pourrait être utile à considérer dans le bilan du projet. Ce bilan doit être déposé au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la réalisation du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE C

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION
DU LOGO DE VILLE-MARIE

ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN
(CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS
- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS
Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :
- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX
L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.
- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190318030

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

  "Approuver la convention avec la Société pour promouvoir les arts gigantesques (S.P.A.G.) pour la réalisation du projet d'illumination de la rue Ontario Est et accorder à cette fin une contribution maximale de 18 855,90 $"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 18 855,90 $

	Années antérieures	2019
Montant		18 855,90 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 18 855,90 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306128	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par la demande d'achat numéro DA 620502

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-01**

Date et heure système : 04 novembre 2019 16:09:24

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2019/11/12
18:30

(2)

Dossier # : 1193405005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2020, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal et accorder une contribution de 25 000 $

D'approuver la convention, se terminant le 30 juin 2020, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal;
D'accorder une contribution de 25 000 $;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 14:52

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193405005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2020, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal et accorder une contribution de 25 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Le déménagement de l'organisme *The Open Door* sur le Plateau Mont-Royal en décembre 2018 a fragilisé la population en situation d'itinérance fréquentant le square Cabot et ses environs. Une recrudescence de personnes se sont retrouvées désorganisées dans l'espace public expérimentant un manque flagrant d'un endroit pour se reposer, manger et avoir accès à des services de soins et psychosociaux. La situation a été difficile pour tous: la clientèle sans ressources, les animateurs et travailleurs de milieu débordés et impuissants et les citoyens qui ont vu leur sentiment de sécurité s'amoindrir. Même la belle cohabitation acquise depuis le réaménagement du parc s'est trouvée compromise.
L'arrondissement de Ville-Marie, la Ville de Montréal et les membres du Comité d'action sur la sécurité urbaine et l'amélioration de la qualité de vie au square Cabot se sont donc mobilisés en force pour documenter ce besoin et remettre en place un centre de jour juste à côté du square Cabot. Le Foyer pour femmes autochtones de Montréal, en co-responsabilité avec la Communauté Nazareth, ont pris en charge ce projet, qui sera coordonné avec un comité de suivi et réalisé en collaboration avec un ensemble de partenaires du milieu.
Globalement, le projet vise à assurer la sécurité, stabiliser et améliorer la qualité de vie des personnes en situation d'itinérance, ainsi qu'à préserver leurs conditions de santé et de bien -être.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1619 du 16 octobre 2019
Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal et accorder un soutien financier de 78 715 $ à l'organisme afin de réaliser le projet "Centre de jour Résilience Montréal", pour l'année 2019, dans le cadre du Pan d'action montréalais en itinérance 2018-2020 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale et des objectifs de réconciliation avec les peuples autochtones portés par le Bureau des relations gouvernementales et municipales.

DESCRIPTION

Organisme : Foyer pour femmes autochtones de Montréal
Projet : Centre de jour Résilience Montréal

Montant : 25 000 $

Afin de répondre aux besoins urgents et prioritaires des populations vulnérables du square Cabot dont les personnes autochtones, un partenariat entre la communauté Nazareth et le Foyer pour femmes autochtones de Montréal est proposé. Ainsi, ils pourront cogérer le projet de centre de jour ouvert 7/7, de 8 h à 20 h. C'est un projet d'envergure, qui embauchera une douzaine d'employés et totalisera un budget de 887 715 $. Ce projet se veut une solution immédiate visant à répondre rapidement à l'urgence. Toutefois, une solution à long terme devra être envisagée. Ce projet est également soutenu par la Ville de Montréal (Service de la diversité et de l'inclusion sociale et Bureau des relations gouvernementales et municipales), le Ministère de la santé et des services sociaux, le Secrétariat aux affaires autochtones, Architecture sans frontières, la Ville de Westmount et des bailleurs de fonds privés.

Le Centre de jour Résilience Montréal offrira à toutes les personnes en situation d'itinérance des services d'accueil, un soutien psychosocial et de l'aide aux besoins de base tel que l'accès à des toilettes, des repas, un lieu pour se reposer, etc. L'établissement de cette ressource permettra d'assurer leur sécurité et leur bien-être.

L'ouverture du centre est prévue au plus tard à la mi-novembre 2019 et se prolongera minimalement jusqu'au 30 juin 2020 dans l'emplacement du 4000 Ste-Catherine ouest. Un comité de suivi du projet a pour mandat de trouver un lieu permanent.

JUSTIFICATION

L'arrondissement de Ville-Marie est préoccupé par la situation de crise en cours au square Cabot depuis quelques mois. Des moyens ont été mis en place depuis le déménagement de l'organisme *The Open Door* pour palier au manque de ressources mais les initiatives n'ont malheureusement pas été suffisantes pour répondre adéquatement aux besoins de la population en situation d'itinérance. Les principaux problèmes observés sont : une recrudescence de personnes en désorganisation dans l'espace public et des enjeux quant à la sécurité des personnes et à la cohabitation sociale. On observe également une hausse de consommation (alcool et drogues) dans les lieux publics.
Le projet Résilience Montréal est le fruit d'un travail de concertation au sein du Comité d'action sur la sécurité urbaine et l'amélioration de la qualité de vie au square Cabot et ses environs. Actif depuis février 2014 et coordonné par la conseillère en développement social de l'arrondissement de Ville-Marie, le comité regroupe une trentaine d'organisations, dont des organismes communautaires, le réseau de la santé et des services sociaux et le Service de police de la Ville de Montréal, qui se rencontrent régulièrement pour faire le point. Soucieux de la situation actuelle autour du square Cabot, il a mis en place un plan d'action pour une amélioration des services pour la population en situation d'itinérance dans le secteur. Celui-ci inclut de nombreuses initiatives portées par le réseau de partenaires, dont l'ouverture d'un nouveau centre de jour.

Afin de faciliter la cohabitation au square Cabot, la Ville de Montréal, l'arrondissement de Ville-Marie, l'arrondissement du Sud-Ouest et la Ville de Westmont ont uni leurs efforts pour soutenir financièrement la création d'un service de médiation communautaire permettant de prévenir les situations de crise au square et ses alentours. Sous la responsabilité du Foyer pour femmes autochtones et en partenariat avec Dialogue du YMCA et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, l'équipe de médiateurs communautaires en poste depuis juin 2019 travaille principalement auprès des personnes en situation d'itinérance et assure la sécurité de tous à cet endroit. Des intervenants de milieu ont également établi un système de distribution de nourriture et s'assurent de distribuer de l'eau, principalement durant la saison estivale.

Par ailleurs, un dépliant informatif contenant les numéros de téléphone de l'équipe de

médiation et d'intervenants sociaux a été distribué aux résidents de ce secteur par le Service des communications de l'arrondissement de Ville-Marie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée par l'arrondissement de Ville-Marie provient du Fonds de soutien financier en développement social. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par cette initiative, un lieu sécuritaire sera offert aux personnes en situation d'itinérance, permettant d'améliorer à coup sûr leur qualité de vie et voire même de sauver la vie de certaines personnes, en particulier alors que l'hiver s'installe. Par ailleurs, le secteur du square Cabot verra aussi une diminution de la tension dans l'espace public considérant que le manque de lieu pour la situation itinérante avait augmenté le niveau de consommation et d'agressivité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec la division des communications et des relations avec les citoyens de même qu'avec les autres partenaires impliqués dans ce projet. Un protocole de visibilité est en vigueur, Annexe 2 du projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 Novembre 2019 : Présentation au conseil d'arrondissement pour approbation
Mi-novembre 2019: Ouverture du centre de jour

Conforme au calendrier de réalisation du projet, celui-ci fera l'objet d'un suivi de la part de la Division des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie. Un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet et l'organisme s'engage à le fournir à la date prévue à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-23
Annie GAUTHIER Conseillère en développement communautaire		Josée POIRIER Chef de division	
Tél :	868-4211	**Tél :**	514 872-1769
Télécop. :	868-4160	**Télécop. :**	514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Josée POIRIER
Chef de division
Tél : 514 872-1769
Approuvé le : 2019-10-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1193405005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 30 juin 2020, avec le Foyer pour femmes autochtones de Montréal pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal et accorder une contribution de 25 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1193405005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs



Convention FFA Résilience.pdf



Annexe 1 Description projet Résilience.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1377, rue St-Jacques, Montréal, Québec, H3c 1H2, agissant et représentée par Mme Marci Shapiro (Nakuset), directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

No d'inscription TPS : 81746 9745 RT0001
No d'inscription TVQ : 1208763004
No d'inscription d'organisme de charité : S.O.

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme refuge pour les femmes d'origine autochtone, métisse et Inuit :

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.6 « **Responsable** » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT CINQ MILLE DOLLARS (25 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de VINGT DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS (22 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de DEUX MILLE CINQ CENT DOLLARS (2 500 $), au plus tard le 30 juillet 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses

sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1377, rue St-Jacques, Montréal, Québec, H3C 1H2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice exécutive. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 17e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL

Par : _____
Marc Shapiro (Nakuset), directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le e jour de …….. 2019 (Résolution _____).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Se référer au document de description du projet.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

OBJECTIFS ET MODALITÉS D'UTILISATION DU LOGO DE VILLE-MARIE ORGANISMES RECEVANT UNE CONTRIBUTION DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN (CONTRIBUTION FINANCIÈRE OU DE SERVICE)

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (contribution, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)
- Contribuer au sentiment d'appartenance
- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents partenaires

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en partenariat avec l'arrondissement, dans le cadre d'une contribution ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre du projet soutenu

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.) ;
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.) ;
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux).

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement et **son application graphique doit être approuvée par le responsable du projet dans l'arrondissement.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME



- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Project proposal for *Resilience Montreal* day centre close to Cabot Square

Project summary

In order to meet the urgent and crucial needs of the vulnerable Cabot Square population, a partnership is proposed between the Native Women's Shelter of Montreal (NWSM) and Nazareth Community to co-manage a project to open a “wellness” centre, to be open 7 days a week from 8 a.m. to 8 p.m. The site of the former Miso Restaurant at the corner of Sainte-Catherine Street and Atwater Avenue is available for short-term rental. Its proximity to Cabot Square makes it an ideal location for such a project. This project is an immediate solution to provide a rapid response to the current health crisis; until a long-term solution is found. Resilience Montreal is the result of a collaborative effort with the City of Montréal, the Ministry of Health and Social Services, the Ville-Marie borough, the CIUSSS du Centre Sud de l'Île de Montréal, the Secrétariat aux affaires autochtones, the City of Westmount and Architecture Without Borders Québec.

Background:

The departure of The Open Door raised many concerns among the users, partners and the neighbourhood, as it deprived the vulnerable users of Cabot Square of almost all crucial services. In particular, persons living in Cabot Square no longer have access to basic support services. Community partners in the health and homelessness sectors say that a day centre located close to Cabot Square is essential to help this vulnerable population, which suffers from multi-generational trauma, substance abuse, mental and physical health problems, and the majority are members of the Indigenous community .

Project details

Management:

The Native Women's Shelter of Montreal will spearhead the project, be the fiduciary and will oversee the intervention workers (total 9). The clinical and project coordination staff needs will be determined by NWSM and Nazareth community and be supervised by Nazareth community. This co-management structure will bring a broader range of expertise into the centre.

Funding:

All levels of government are involved to deal with this situation of extreme vulnerability. Discussions have begun with the private sector: McConnell Foundation within its Reconciliation Initiative, Foundation of Greater Montréal, J.A. DeSève Foundation, The Pathy Foundation, Centraide, the Echo Foundation and the Jean-Coutu Foundation.

Co-ordinators;
Two Co-ordinators will collaborate; 35 hrs per week each (including weekends); supervising and organizing the day-to-day operations and the intervention team.

Project Coordinator
1) Interviewing for hire the intervention team and support staff; support and daily debrief with intervention workers. Charge of financial viability, reporting and fundraising. He will also maintain harmonious relations with the City of Westmount and the City of Montreal.

Operations Manager (Coordinator)
2) The coordinator will organize the day-to-day aspects of the project, including showers, food services, renovations, repairs and purchases, in kind donations, Staff and volunteer scheduling, basic administration and volunteer supervision

Intervention work:

The centre's MINIMUM requirements are: 3 intervention workers per shift (shift = max 8 hrs covering 7h on the floor, 1 hr of supervision/note taking/follow-up and 1 hr to overlap with the evening team) + 1 program coordinator + 1 project manager coordinator + 1 kitchen worker
Work shift: 8am - 4pm, 12pm - 8pm.

1 Program coordinator 35 hrs + 1 project manager coordinator 35hrs + 1 kitchen worker 35hrs.

The above description sets out the **minimum** requirements of this project. *Resilience Montreal* must be a priority. Our aim is to set up a functional and well-supported resource to ensure the safety of our clients and employees. We are asking for your support to enable us to help the neediest members of our community.

Partner involvement

Community partners will be joining our team of intervention workers on set days and at set times. Face à Face, Stella, the SPVM, Anonym, Cactus/ASSTEQ, PAQ, Benedict Labre, Santé Publique, Médecins du monde, YMCA, Moisson Montreal, The First People's Justice Centre, the Native Friendship Centre, Ivirtivik, Southern Quebec Inuit Association and Execo have expressed a commitment to offering this project their support by providing human resources, workshops, accompaniments and advocacy (depending on their respective mandates) have confirmed their participation.

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193405005

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Foyer pour femmes autochtones de Montréal	255693
2.		
3.		
4.		
5.		

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Fonds de développement social

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			22 500.00 $	2 500.00 $				**25 000.00 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8 mois

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	12	novembre	2019	Date de fin :	30	juin	2020

Formulaire complété par : Annie, Gauthier

Prénom, nom

Date et heure système : 05 November 2019 16:56:49

Montage financier projet centre de jour Suqare Cabot (12 mois)
Du 30 septembre 2019 au 25 septembre 2020 (52 semaines) et médiation dans Square Cabot (de janvier à décembre 2020)

			43												
			4	5	4	5	4	4	4	5	4	5	4	4	
Centre de jour Resilience Montreal	**Total annuel**		octobre	novembre	décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Oct-déc	TOTAL
Salaires			**Dépenses**													
6 intervenants (au démarrage)																
Du 21 octobre 2019 au 25 septembre 2020																
6 x 19,50$/h * 35 heures * 49 sem. X 14% av. sociaux	228 746.70 $			28 009.80 $	18 673.20 $	23 341.50 $	18 673.20 $	18 673.20 $	18 673.20 $	23 341.50 $	18 673.20 $	23 341.50 $	18 673.20 $	18 673.20 $		**228 746.70 $**
3 intervenants (par la suite)																
Du 2 décembre 2019 au 25 septembre 2020																
3 x 19,50$/h * 35 heures * 43 sem. X 14% av. sociaux	100 368.45 $				9 336.60 $	11 670.75 $	9 336.60 $	9 336.60 $	9 336.60 $	11 670.75 $	9 336.60 $	11 670.75 $	9 336.60 $	9 336.60 $		**100 368.45 $**
Coordonnateur des opérations																
Du 30 sept. 2019 au 25 septembre 2020																
1 x 24,50$/h * 35 heures * 52 sem. X 14% av. sociaux	50 832.60 $		3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	3 910.20 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	3 910.20 $		**50 832.60 $**
Coordonnateur clinique																
Du 30 sept. 2019 au 25 septembre 2020																
1 x 24,50$/h * 35 heures * 52 sem. X 14% av. sociaux	50 832.60 $		3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	3 910.20 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	4 887.75 $	3 910.20 $	3 910.20 $		**50 832.60 $**
Sous total coord. et intervenants	**430 780.35 $**		**7 820.40 $**	**37 785.30 $**	**35 830.20 $**	**44 787.75 $**	**35 830.20 $**	**35 830.20 $**	**35 830.20 $**	**44 787.75 $**	**35 830.20 $**	**44 787.75 $**	**35 830.20 $**	**35 830.20 $**		**430 780.35 $**
Médiateurs dans le Square Cabot																
1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	64 000.00 $					5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $	16 000.00 $	**64 000.00 $**
TOTAL SALAIRES	**494 780.35 $**		**7 820.40 $**	**37 785.30 $**	**35 830.20 $**	**50 121.08 $**	**41 163.53 $**	**41 163.53 $**	**41 163.53 $**	**50 121.08 $**	**41 163.53 $**	**50 121.08 $**	**41 163.53 $**	**41 163.53 $**	**16 000.00 $**	**494 780.35 $**
Opérations																
Conciergerie assurée par Projet Propulsion	18 000.00 $		1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $	1 500.00 $		**18 000.00 $**
Exterminateur	5 000.00 $		416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $		**5 000.04 $**
Loyer (15 000$ x 12 mois +15% taxes)	207 000.00 $		17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $	17 250.00 $		**207 000.00 $**
Énergie (1000$ x 12 mois)	12 000.00 $		1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $	1 000.00 $		**12 000.00 $**
Assurances (400$ x 12 mois)	4 800.00 $		400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $	400.00 $		**4 800.00 $**
Téléphonie	5 000.00 $		416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $	416.67 $		**5 000.00 $**
Nettoyage, produits matériel	10 000.00 $		833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $	833.33 $		**10 000.00 $**
Matériel de bureau	5 000.00 $			5 000.00 $												**5 000.00 $**
Nourriture	15 000.00 $		1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $	1 250.00 $		**15 000.00 $**
Matériel divers	8 000.00 $			3 000.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $	500.00 $		**8 000.00 $**
Imprévus	8 000.00 $		666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $	666.67 $		**8 000.00 $**
Frais administratifs (9,29 %)	75 000.00 $		6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $	6 250.00 $		**75 000.00 $**
Frais aménagement réparation	15 000.00 $		7 500.00 $	7 500.00 $												**15 000.00 $**
Imprévus aménagement	5 134.65 $			5 134.65 $												
TOTAL OPÉRATION	**392 934.65 $**		**37 483.34 $**	**50 617.99 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**	**30 483.34 $**		**387 800.04 $**
TOTAL DU PROJET	**887 715.00 $**		**45 303.74 $**	**88 403.29 $**	**66 313.54 $**	**80 604.42 $**	**71 646.87 $**	**71 646.87 $**	**71 646.87 $**	**80 604.42 $**	**71 646.87 $**	**80 604.42 $**	**71 646.87 $**	**71 646.87 $**	**16 000.00 $**	**887 715.04 $**

Note sur les dépenses
Les dépenses pourront varier selon les coûts réels et les imprévus

0.03 $

		Financement	Revenus octobre	novembre	décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Oct-dec 2020	
	300 000.00 $	Ville/CCSMTL/MSSS	2 083.34 $	22 345.70 $	14 241.87 $	19 437.75 $	20 480.20 $	20 480.20 $	29 646.87 $	18 604.42 $	19 646.87 $	28 604.42 $	44 781.52 $	59 646.84 $		**300 000.00 $**
	100 000.00 $	SAA	16 666.67 $	16 666.67 $	16 666.67 $	16 666.67 $	16 666.67 $	16 666.67 $								**100 000.00 $**
- $	38 715.00 $	Ville SDIS	12 905.00 $	12 905.00 $	12 905.00 $											**38 715.00 $**
	40 000.00 $	Ville BRGM	8 648.73 $	18 017.93 $	13 333.33 $											**40 000.00 $**
	25 000.00 $	Ville-Marie		8 333.34 $	4 166.67 $	4 166.67 $	4 166.67 $	4 166.67 $								**25 000.00 $**
	40 000.00 $	Westmount							6 666.67 $	6 666.67 $	6 666.67 $	6 666.67 $	6 666.67 $	6 666.67 $		**40 000.00 $**
	30 000.00 $	MSSS	5 000.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $	5 000.00 $								**30 000.00 $**
	573 715.00 $		**45 303.74 $**	**83 268.64 $**	**66 313.54 $**	**45 271.08 $**	**46 313.53 $**	**46 313.53 $**	**36 313.54 $**	**25 271.09 $**	**26 313.54 $**	**35 271.09 $**	**51 448.19 $**	**66 313.51 $**		**573 715.00 $**
	16 000.00 $	Arr Sud Ouest				5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $								
	16 000.00 $	Westmount							5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $					
	16 000.00 $	Ar. Ville-Marie										5 333.33 $	5 333.33 $	5 333.33 $		
	16 000.00 $	SDIS													16 000.00 $	**64 000.00 $**
Total fonds publics	64 000.00 $															637 715.00 $ public
637 715.00 $																
	250 000.00 $	**Dons privés**	**- $**	**5 134.65 $**		**30 000.00 $**	**20 000.00 $**	**20 000.00 $**	**30 000.00 $**	**50 000.00 $**	**40 000.00 $**	**40 000.00 $**	**14 865.35 $**			**250 000.00 $**
	887 715.00 $	TOTAL	45 303.74 $	88 403.29 $	66 313.54 $	80 604.42 $	71 646.87 $	71 646.87 $	71 646.87 $	80 604.42 $	71 646.87 $	80 604.42 $	71 646.87 $	71 646.84 $	16 000.00 $	887 715.00 $

Note: La Ville/MSSS/CCSMTL ont également un montant de 150 000 $ réservé pour le secteur du Square Cabot. Selon les besoins, il servira à des services essentiels tels la navette, soutien à Chez Doris. Il pourra aussi servir à Resilience Montréal si le besoin se présente (la situation sera réévaluée en mars 2020 environ). D'autres dons privés (en argent ou matériel) pourront aussi combler des besoins non prévus et s'ajouter au budget prévisionnel.

Financement du 1er octobre 2019 au 31 décembre 2019

Montant	Source	Dates	Dépenses admissibles	Statut
300 000.00 $	Ville/CCSMTL/MSSS (entente en cours d'approbation)	De novembre 2019 à septembre 2020	Loyer, administration, frais courant, dépenses diverses, partie des salaires	300 000 $ confirmé; 150 000 $ seront à l'étude selon les besoins.
100 000.00 $	SAA (complément de financement, entente en cours d'analyse)	D'octobre 2019 à mars 2019	Contribution au financement du salaire des intervenants	En voie de confirmation
38 715.00 $	Ville-SDIS (entente en cours d'approbation)	D'octobre 2019 à décembre 2019	dépenses diverses, partie des salaires	Confirmé
40 000.00 $	Ville (réconciliation) (entente en cours d'approbation)	D'octobre 2019 à décembre 2019	dépenses diverses, partie des salaires, coordo pour recherche autre loyer	Confirmé
25 000.00 $	Ville-Marie (entente en cours d'approbation)	De novembre 2019 à mars 2020	dépenses diverses, partie des salaires	En voie de confirmation
40 000.00 $	Westmount (demande sera déposée en novembre 2019 pour une approbation prévue au 1er avril 2020	D'avril 2020 à septembre 2020	dépenses diverses, partie des salaires	Demande à faire en 2020
30 000.00 $	Ministre MSSS (déscrétionnaire coordo médiation sociale) en cours d'approbation	D'octobre 2019 à mars 2020	Partie des salaires, coordination	En attente de réponse
573 715.00 $	**Centre de jour et coordo clinique en lien avec médiateurs**			
16 000.00 $	Arr. Sud-Ouest (médiation) en cours d'analyse	du 1er janvier au 31 mars 2020	Médiateurs dans le Square Cabot	En voie de confirmation
16 000.00 $	Westmount (médiation) approuvé	du 1er avril au 30 epst 2020	Médiateurs dans le Square Cabot	Confirmé
16 000.00 $	Arr. Ville-Marie (médiation) en cours d'approbation	1er juillet au 30 sept 2020	Médiateurs dans le Square Cabot	Demande à faire en 2020
16 000.00 $	Ville - SDIS (médiation) approuvé	1er octobre au 31 décembre 2020	Médiateurs dans le Square Cabot	Demande à faire en 2020
64 000.00 $	**Médiation sociale dans le Square Cabot**			
637 715.00 $	**Total financement public**			
250 000.00 $	Financement privé ou autres sources (en cours de demande)	1er octobre 2019 au 25 septembre 2020	Nourritures, complément aux dépenses diverses, administration	En attente de réponse

887 715.00 $ Total du projet

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1193405005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

"Accorder une contribution de 25 000 $ au *Foyer pour femmes autochtones de Montréal* pour la réalisation du projet Centre de jour Résilience Montréal."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		22 500,00 $	2 500,00 $					**25 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 25 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM93405005
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-10-23**

Date et heure système : 23 octobre 2019 15:56:15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.12

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198220003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 197 205,12 $ à Poulin Électriques inc. pour le projet d'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy de l'arrondissement Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires)

D'autoriser une dépense maximale de **216 925,63 $** pour **l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy;**

D'accorder, à cette fin, un contrat à **Poulin Électrique inc**., plus bas soumissionnaire conforme de 197 205,12 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires);

D'autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 19 720,51 $;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-06 15:35

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198220003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de 197 205,12 $ à Poulin Électriques inc. pour le projet d'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy de l'arrondissement Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Cette volonté de migrer vers l'électrification des transports pour assurer la mobilité des employés de la Ville dans le cadre de leurs fonctions s'inscrit dans la Stratégie d'électrification des transports 2016-2020 adoptée en 2016.

La Ville encourageant l'électrification des transports, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a élaboré sa Politique verte du matériel roulant (2016-2020). Découlant de cette politique, une analyse des besoins de chacune des unités d'affaires (services et arrondissements) est effectuée par le SMRA afin d'identifier les véhicules du parc de la Ville qui pourraient être remplacés par des véhicules électriques dans les prochaines années. Le SMRA a ensuite diffusé fin décembre 2017 sa liste pour la Planification PTI 2018-2020 : Programme de remplacement de véhicules Ville. La livraison d'approximativement 225 véhicules électriques du parc automobile de la Ville est ainsi prévue pour l'horizon 2018-2020.

Pour permettre la recharge de ces véhicules, des stations de recharge doivent être installées dans les stationnements. Le SGPI a ainsi instauré son programme Implantation de stations de recharge pour véhicules électriques au PTI du SGPI (2018-2020). Ce programme établit des lignes directrices à suivre et rend disponibles des crédits aux unités d'affaires qui se chargeront de la réalisation des projets d'implantation des stations de recharge (conception du projet, fourniture et installation des stations ainsi que l'aménagement des stationnements).

En conséquence, un total de quatorze (14) stations de recharge, dont dix (10) pour véhicules électriques du parc Ville et quatre (4) pour les véhicules des employés, seront installées au 1455 Bercy sous la responsabilité des Travaux Publics Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0168 – 3 avril 2018 - Accorder un contrat à Coupal Brassard Chambly pour la fourniture de 100 automobiles électriques de marque et modèle Nissan Leaf, pour une

somme maximale de 3 862 930,05 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16247 (7 soum.)

CG18 0169 – 3 avril 2018 - Approuver une entente cadre de 1 150 342,12 $ taxes incluses avec le distributeur Westburne pour la fourniture de 270 stations de recharge avec accessoires d'installation pour les véhicules électriques selon les projections 2018-2020 du programme du SGPI - Appel d'offres public 18-16629 (2 soum.) - Entente cadre #1268917 pour l'acquisition des bornes de recharge électriques

CG18 0302 – 1 juin 2018 - Approuver les paramètres et consignes utilisés pour encadrer la gestion du programme du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour l'implantation de stations de recharge pour véhicules électriques

Entente cadre #1232492 pour l'acquisition des pancartes de signalisation de bornes de recharge électriques

Dossier décisionnel # 2188220001 - 11 avril 2019 - Accorder un contrat de services professionnels de 22 339,64 $ à Stantec Experts-conseils Ltée afin de préparer les plans et devis pour ajouter des bornes de recharge électrique et autoriser une dépense maximale de 24 573,61 $

DESCRIPTION

Les travaux auront place à la cours de voirie au 1455 Bercy et consistent notamment à l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques, d'un cabinet électrique extérieur, à la relocalisation de services électriques, ainsi qu'a divers travaux de génie civil en plus de la signalisation des nouvelles bornes de recharge électrique.

La fourniture des bornes de recharge ne fait pas partie du présent mandat de l'entrepreneur. La Direction des travaux publics de Ville-Marie fournira les bornes de recharge à l'entrepreneur, soit via l'entente cadre pour les bornes remboursées par le SGPI ou soit via une liste de prix hors entente cadre pour les autres bornes de recharge. L'acquisition des bornes de recharge via l'entente cadre fera l'objet d'un Dossier Décisionnel à venir.

Au total, quatorze (14) bornes de recharge seront installées, soit (dix) 10 pour les véhicules de la Ville, dont deux (2) à l'intérieur du bâtiment, et quatre (4) pour les véhicules des employés. Les bornes pour les employés sont à utilisation payante.

Parmi ces quatorze (14) bornes qui seront installées, sept (7) sont éligibles au programme de remboursement des dépenses du SGPI étant donné les sept (7) véhicules Ville inscrits au SMRA.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du processus d'appel d'offres public VMP-19-018, publié le 2 octobre 2019 dans le système électronique d'appel d'offres (SEAO) et ouvert publiquement le 28 octobre 2019, un total de huit (8) organisations (2 organismes publics et 6 entrepreneurs) se sont procurés les documents et quatre (4) entreprises ont déposés une soumission.

Une soumission a été jugé non conforme puisque le total des items "Frais généraux de chantier" et "assurances et cautionnements" dépasse la limite autorisée, soit un maximum de sept pour cent (7%) de la valeur totale de la soumission (clause 3.8.1.4.2).

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	CONTINGENCES (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Poulin Électrique inc.	197 205,12 $	19 720,51 $	216 925,63 $
Construction Fluet	272 663,21 $	27 266,32 $	299 929,53 $
Bruneau Électrique	398 543,59 $	39 854,36 $	438 397,95 $
Dernière estimation réalisée ($)	202 187,38 $	20 218,74 $	222 406,12 $
Coût moyen des soumissions conformes reçues ($)			318 417,70 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			46,79%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)			221 472,32 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			102,10%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			-5 480,49 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-2,46%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			83 003,90 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			38,26%

Nous recommandons d'octroyer le présent contrat au plus bas soumissionnaire au prix de sa soumission soit 197 205,12 $. La dépense totale à autoriser est de 216 925,63 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense pour contrat: 197 205,12 $ taxes incluses
Frais incidents:
Budget prévisionnelle de contingence 10% : 19 720,51 $ taxes incluses

Dépense maximale pour ce projet: 216 925,63 $ taxes incluses

Des crédits seront disponibles pour le remboursement des montants jugés recevables suite à l'approbation du sommaire décisionnel et ce, conformément aux conditions spécifiées dans les directives générales. Cette somme proviendra du PTI du SGPI (2018-2020).

Dans notre projet au 1455 Bercy, sept (7) bornes de recharges sur les quatorze (14) sont éligibles au programme de remboursement, donc 50% des coûts d'installation sans contingence seront remboursés par le SPGI. Donc le SGPI financera 50% de 197 205,12$, soit 98 602,56$ taxes incluses. Les contingences étant assumées en totalité par l'arrondissement, le montant total à budgéter par l'arrondissement sera de 118 323,07$ taxes incluses.

Pour les travaux d'installation des stations, 90% des crédits seront disponibles lors de l'acceptation du dossier. La retenue de 10% sera disponible seulement lorsque la documentation est jugée complète par l'administrateur du programme en vue de la demande de subventions. Il est donc possible que Travaux Publics Ville-Marie doive payer ce 10% avant qu'il ne soit remboursé par le SGPI.

De plus, Travaux Publics Ville-Marie devra s'assurer de prévoir les coûts récurrents à son budget de fonctionnement (services cellulaires de mise en réseau, frais d'énergie, entretien/réparation, etc.) Le coût du service cellulaire pour la mise en service est évalué à 128,40$ (avant taxes) annuellement par station de recharge.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le déploiement et l'implantation de stations pour la recharge de véhicules électriques est en accord avec la priorité d'intervention «Réduire les émissions de GES et la dépendance aux

énergies fossiles» du plan Montréal durable 2016-2020 émis par le Bureau du développement durable de la Ville.

L'implantation de bornes au 1455 Bercy pour assurer la recharge des véhicules électriques répond aux engagements de la Ville de Montréal et de l'arrondissement en matière de transition écologique. Elle favorise l'électrification de nos modes de transport et participe ainsi la réduction de notre impact sur l'environnement, plus spécifiquement, sur la réduction des émissions de GES corporatives.

Cette initiative s'inscrit dans l'action 2 du *Plan Montréal durable 2016-2020* de l'agglomération de Montréal qui prévoit « réduire, optimiser et électrifier la flotte de véhicules et installer des bornes de recharge pour les véhicules électriques de l'organisation. » Elle est aussi en cohérence avec la *Stratégie d'électrification des transports 2016-2020* de la Ville de Montréal dont une des orientations est d'installer des bornes de recharge pour appuyer la conversion progressive du parc automobile montréalais.

Finalement, l'implantation de bornes de recharge répond à l'engagement pris par notre arrondissement à l'action 2.1 du *Plan de développement durable de Ville-Marie 2016-2020* qui prévoyait de « participer aux efforts d'électrification du parc de véhicules municipaux » de même qu'aux grandes orientations du *Plan local de déplacement 2020-2030* récemment adopté par notre administration.

La Ville de Montréal vise à réaliser le présent projet en s'alignant sur le Plan stratégique de développement durable de la collectivité montréalaise. Les exigences concernant la gestion d'un chantier, des déchets de construction et de démolition à réaliser de façon durable, s'appliqueront au présent projet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est primordial d'installer des stations de recharges pour s'arrimer au remplacement des véhicules thermiques du parc de la Ville par des véhicules électriques amorcé par le SMRA. Le retard d'implantation de stations de recharge pourrait retarder ou compromettre l'utilisation des véhicules électriques livrés par le SMRA.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'octroi du contrat est prévu le 12 novembre 2019. La fourniture des documents administratifs et des dessins d'atelier doit se faire en 2019 pour commander les équipements à longs délais de livraison le plus tôt possible.
· Les travaux sur site pourront débuter dès le début 2020.
· Les travaux et la mise en service devront être terminés le 19 juin 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le processus d'appel d'offres et d'adjudication du contrat respecte la politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal, incluant les clauses de prévention de la collusion et de la fraude, incluses au cahier des charges de l'appel d'offres.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christian BISSONNETTE, Ville-Marie
Virginie LESSARD, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C MIRON
ingenieur(e)

Tél : 514-868-5825
Télécop. : 514-868-3293

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

José PIERRE
Chef de division de l'aménagement des parcs et des actifs immobiliers

Tél : 514 872-1262
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-11-05

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198220003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 197 205,12 $ à Poulin Électriques inc. pour le projet d'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy de l'arrondissement Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1198220003 - Bornes électriques Ville-Marie.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514-872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-05

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198220003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat de 197 205,12 $ à Poulin Électriques inc. pour le projet d'ajout de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy de l'arrondissement Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198220003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-05

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Soumission VMP-19-018

Projet: ***Cour de voirie Bercy - Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques***

Calcul du coût des travaux			**TPS 5,0%**	**TVQ 9,975%**	**Total**
Contrat					
Montant travaux		171 520,00 $	8 576,00 $	17 109,12 $	197 205,12 $
Montant contingences	10%	17 152,00 $	857,60 $	1 710,91 $	19 720,51 $
Total - Contrat		**188 672,00 $**	**9 433,60 $**	**18 820,03 $**	**216 925,63 $**
Dépenses incidentes					
Générales		0,00 $			
Spécifiques		0,00 $			
Coût des travaux (montant brut à autoriser)		**188 672,00 $**	**9 433,60 $**	**18 820,03 $**	**216 925,63 $**
Calcul du coût après la ristourne					
Ristourne TPS 100% du 5%			9 433,60 $		9 433,60 $
Ristourne TVQ 50% du 9,975%				9 410,02 $	9 410,02 $
Coût net des travaux après ristourne					**198 082,02 $**

Montréal

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	**VMP-19-018**
Titre d'AO :	**Installation de bornes de recharge - Cour de voirie Bercy**
Date d'ouverture :	**2019-10-28**
Heure d'ouverture :	**11h**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Poulin Électrique inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	197 205,12 $
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Fluet
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	271 663,21 $
Dernière estimation :	202 187,37 $
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-2%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	38%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis $	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Poulin Électrique Inc.	197 205,12 $	Conforme	CONFORME	
2	Senterre Entrepreneur Général Inc.	219 000,00 $	Conforme	NON CONFORME	
3	Construction Fluet	272 663,21 $	Conforme	CONFORME	
4	Bruneau Électrique Inc.	398 543,59 $	Conforme	CONFORME	
5					
6					
7					
8					
9					
10					

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : Julie Roy — Date : 2019-10-28

Vérifiée par : Catherine Grenier — Date : 2019-10-31

N° de dossier : 1198220003

Nature du dossier : Contrat de construction

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	POULIN ELECTRIQUE INC.	487702

Financement : Sources multiples

Source 1 PTI

Source 2 Revenus / Subventions / Contributions

Source 3

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Subvention du SPGI à 45% avec le PTI arrondissement

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant-Source 1		9 232,16 $	109 090,91 $					**118 323,07 $**
Montant-Source 2		7 693,47 $	90 909,09 $					**98 602,56 $**
Total	**0,00 $**	**16 925,63 $**	**200 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**216 925,63 $**

☐ Le responsable du projet s'engage à produire une évaluation de la performance du(des) fournisseur(s) à la fin du contrat.

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 8

Date de début :	jour (si connu)	mois	année	Date de fin :	jour (si connu)	mois	année
	12	novembre	2019		30	juin	2020

Formulaire complété par : Catherine, Grenier

Prénom, nom

Date et heure système : 05 novembre 2019 15:28:10

Ville-Marie
Montréal

Installation de bornes de recharge pour véhicules électriques- Cour de voirie Bercy, arrondissement de Ville-Marie

VMP-19-018

Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 28 octobre 2019, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 2 octobre 2019 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Josée Kenny, analyste de dossiers, et en présence de madame Nathalie Deret, agente de recherche et de madame Julie Roy, préposée à la gestion des dossiers.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
Poulin électrique inc. 1148666176	197 205,12 $
Senterre entrepreneur général inc. 1163476766	219 000,00 $
Construction Fluet inc. 1169370047	272 663,21 $
Bruneau Électrique inc. 1142851337	398 543,59 $

Josée Kenny — 2019-10-28 — date
Analyste de dossiers

Nathalie Deret — 19/10/28 — date
Agente de recherche

Julie Roy — 2019-10-28 — date
Préposée à la gestion des contrats

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : VMP-19-018

FORMULAIRE DE SOUMISSION

CONTRAT À PRIX FORFAITAIRE

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	Arrondissement Ville-Marie 800, boulevard de Maisonneuve est, 17e étage Montréal (Québec) H2L 4L8 avant 11h00
2	**10**	**2019**	**28**	**10**	**2019**	

Titre de l'Appel d'offres

(ADDENDA 6) Installation de bornes de recharge - Cour de voirie Bercy

Nom du projet:

Installation de bornes de recharge pour voiture électriques à la cour de voirie Bercy

Adresse de l'Ouvrage:			**Montant**
1455, rue Bercy, Montréal		Montant total avant taxes :	171 520,00 $
Numéro de l'Ouvrage:	N/A	Taxe sur les produits et services 5 % :	8 576,00 $
Numéro de mandat:	N/A	Taxe de vente du Québec 9,975 % :	17 109,12 $
Numéro de Contrat:	VMP-19-018	**Montant total avec taxes:**	**197 205,12 $**

POULIN ÉLECTRIQUE INC.

Identification du Soumissionnaire (nom de l'entreprise)

1148666176	Si établissement hors Québec et non inscrit au REQ
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) :	cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): Poulin Électrique Inc.

Nom du Soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1828, Chemin Sainte-Angélique, Saint-Lazare, Qc, J7T 2X8

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du Cahier des charges et, si tel est le cas, des Addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du Cahier des charges, l'exécution des travaux, la fourniture et l'installation des biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres.

AGNES HORVATH	GESTIONNAIRE DE CONTRACTS ET PROJETS		
Nom du signataire (en lettres majuscules) :	Titre ou fonction du signataire(en lettres majuscules)		
Signature	2019/10/25 Date	Téléphone :	450-218-4600
		Courriel :	gestion@poulinelectrique.com

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres peut entraîner le rejet de la soumission.

NO GDD : 1198220003

Taux 2019: 1.0951303727

No d'engagement 2019: CC98220003

Provenance (information pour les finances uniquement)

		Dépenses taxes incluses	*Crédits*	*Crédits arrondis au $ supérieur*
Protection et développement durable d'immeubles				
18-028	*6101.7718028.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000*	*98 602.56 $*	*90 037.28 $*	*90 038 $*

Imputations à des fins de bon de commande

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
1966169-018 - Cour Ville-Marie (0879) - implantation bornes électriques				
travaux	6101.7718028.801550.03107.**57201**.000000.0000.181705.000000.45010.00000	98 602.56 $	90 037.28 $	90 038 $

Les crédits seront versés à 90% lors de l'acceptation de la décision et de l'intervention du SGPI. La retenue de 10% sera disponible seulement lorsque la documentation sera jugée complète par le SGPI.

Le projet d'installation de 7 des 14 stations de recharge au 1455 Bercy (arrondissement Ville-Marie) est éligible au programme «Implantation de stations de recharge pour véhicules électriques au PTI du SGPI (2018-2020)». Par conséquent, 50% de la soumission de l'entrepreneur de 171 520, 00 $ est éligible à un remboursement dans le cadre de ce programme du SGPI. Les contingences additionnelles ne sont toutefois pas couvertes par ce programme du SGPI. Ces bornes sont installées pour des véhicules électriques corporatifs (SMRA) de 2018.

Le virement des crédits du PTI autorisé dans le cadre de cette demande est de 85 760,00 $ avant taxes. Le détail est ci-dessous:

- Les crédits pour le remboursement des travaux (85 760,00 $ avant taxes) seront disponibles à 90% lors de l'acceptation de la décision déléguée. La retenue de 10% sera disponible seulement lorsque la documentation sera jugée complète par l'administrateur du programme en prévision de la demande de la subvention provinciale Branché au travail.

Les coûts pour la signalisation de ces espaces de stationnement et l'acquisition des 7 bornes et de leurs

N° de dossier : 1198220003

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que l'arrondissement devra assumer en lien avec les éléments suivants de la recommandation, tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

Autoriser une dépense maximale de 216 925,63 $ pour l'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques à la cour de voirie Bercy;

Accorder, à cette fin, un contrat à Poulin Électrique inc., plus bas soumissionnaire conforme de 197 205,12 $, taxes incluses, conformément au cahier des charges (appel d'offres public VMP-19-018 - 4 soumissionnaires);

Autoriser un budget prévisionnel de contingences au montant de 19 720,51 $.

La portion de la dépense assumée par l'arrondissment de Ville-Marie s'élève à 118 323,07 $. L'autre portion de la dépense est assumée par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1966553000 - Arrondissement

2019	2020	2021	Total
8,0	100,0		108,0

Imputation

Projet: 66553 Programme de protection des bâtiments

Sous-projet: 1966553170 Clos Bercy-Achat et inst de bornes de recharge électriques

2019	2020	2021	Total
8,0	100,0		108,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
118 323,07 $	108 044,73 $	98 602,56 $	90 037,28 $

- Les crédits pour cette portion de la dépense sont réservés par l'engagement de gestion numéro VM98220003.

Provenance des crédits Compétence Arrondissement Crédits: 108 044,73 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Contrat Dépenses (taxes incluses): 98 602,56 $ Crédits (Net ristourne): 90 037,28 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	03107	57201	000000	0000	178209	000000	45010	00000

Imputation : Contingences Dépenses (taxes incluses): 19 720,51 $ Crédits (Net ristourne): 18 007,45 $

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
6438	3817270	801550	03107	57201	000000	0000	178209	028057	45010	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-11-05**

Date et heure système : 05 novembre 2019 15:39:05

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.13

2019/11/12
18:30

(2)

Dossier # : 1195377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 30 000 $

D'approuver la convention avec l'organisme Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission;
D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 30 000 $ se terminant le 31 décembre 2020;

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-06 15:47

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195377003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 30 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, l'arrondissement de Ville-Marie soutient financièrement le Centre Récréatif Poupart inc. dans toutes ses opérations. À l'automne 2018, l'arrondissement a procédé à la relocalisation de leurs activités dans des locaux plus appropriés situés au 2421, rue la Fontaine, toujours dans le district de Sainte-Marie.
La Politique de l'enfant de la Ville de Montréal place les enfants (0-17 ans) au cœur des priorités. Elle veut aider à répondre aux besoins des enfants en rendant leur milieu de vie plus accueillant, en favorisant l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs et à une saine alimentation, agissant ainsi à l'amélioration de la réussite éducative et sociale. La mission du Centre Poupart inc. rejoint en tout point la vision et les valeurs de cette Politique municipale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 24033 (1185377002) : Approuver la convention, se terminant le 30 septembre 2019, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour le projet de camp de jour et favoriser l'accès à ce programme pour les familles à faible revenu et accorder une contribution annuelle de 11 500 $, pour une contribution totale de 23 000 $
CA17 240637 (1175377004) : Approuver la convention, pour les années 2018, 2019 et 2020, avec Le Centre récréatif Poupart de l'arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du programme « Programme Activités physiques et de loisirs » et accorder une contribution annuelle de 50 000 $ pour un montant total de 150 000 $

DESCRIPTION

Depuis 40 ans, le Centre Récréatif Poupart joue un rôle important dans la vie des familles et des enfants. Il contribue au développement des enfants en les aidant à faire l'apprentissage de la vie en groupe dans le respect d'autrui et en leur offrant des temps de découvertes et d'expérimentation dans un contexte ludique et récréatif. Il est soucieux de répondre adéquatement aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de ce milieu défavorisé. Il agit sur le capital social de chacun d'eux.
Considéré comme un véritable milieu de vie stimulant et sécuritaire dans un secteur présentant un taux élevé de défavorisation, le Centre Récréatif Poupart inc. est un lieu de rassemblement unique où règne un fort sentiment d'appartenance. Offrant une

programmation d’activités de loisir gratuites ou à faible coût ainsi que des activités parascolaires pour les enfants et les adolescent.e.s, le Centre apporte une contribution significative à l’amélioration des conditions de vie des résidant.e.s de la partie sud du quartier de Sainte-Marie. Il représente un acteur significatif dans son milieu. Il entretient une relation de proximité avec les jeunes et leurs familles. En participant aux différentes activités de loisirs proposées, ces citoyen.ne.s expérimentent et vivent l'amélioration de leur cadre de vie individuel et social.

JUSTIFICATION

Depuis sa relocalisation dans des nouveaux locaux, le Centre connaît une recrudescence de participation de jeunes âgé.e.s entre 5 et 12 ans. Un nombre record d’inscriptions est constaté. À la même date l'année dernière, il y a une hausse de plus de 40% du nombre d'inscriptions. 75 enfants sont inscrits aux diverses activités: jeux libres, cuisine, danse et basketball. De plus, la fréquentation quotidienne a augmenté de 33 %. Régulièrement, près de 50 jeunes sont répartis sur les deux étages du Centre.
Le manque de ressources financières ne permet pas au Centre de faire l'embauche d'un.e animateur.trice supplémentaire nécessaire pour assurer un service de qualité auprès des jeunes fréquentant l'organisme. Dans ce sens, l'octroi de la contribution financière permettra l'embauche de cette nouvelle ressource et permettra à l'organisme de contribuer à la vitalité sociale en rendant accessible au plus grand nombre possible de jeunes un milieu de vie qu'est le Centre Récréatif Poupart inc. et ainsi participer à la réduction de la pauvreté par la création du lien autant individuel que collectif.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier.
La contribution de 30 000 $ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les parties et les sommes requises proviendront du budget de fonctionnement de l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution financière permettra à un plus grand nombre de jeunes de profiter de l'offre de services en loisir du Centre Récréatif Poupart inc. Ce financement, par l'entremise d'une convention de contribution, s'inscrit dans une perspective de dynamisation des milieux de vie et d'amélioration de la qualité de vie des jeunes et de leurs familles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les activités de l'organisme se retrouvent sur leur site Internet et leur page Facebook. De plus, l'organisme est inscrit dans le répertoire des activités de sports, de loisir et de plaisir de l'arrondissement ainsi sur le site Loisirs Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Application et suivi de la convention ;
Réalisation et évaluation de l'offre de services ;
Visites d'observation réalisées en collaboration avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 514 868-4160

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Josée POIRIER
Chef de division

Tél : 514 872-1769
Télécop. : 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-01

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 30 000 $



Demande AppuiCRP2019.pdf



Aspect financier_GDD 1195377003.xls



ConventionSportsLoisirs2020.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle LEGAULT
Agente de développement

Tél : 514 872-9587
Télécop. : 514 868-4160

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1195377003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2020, avec le Centre Récréatif Poupart inc. pour un soutien à la mission et accorder une contribution de 30 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1195377003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-07

Samba Oumar ALI
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-4512
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Centre Récréatif Poupart

Montréal le 11 octobre 2019

Mme Josée Poirier
Chef de division
Culture, loisirs et développement communautaire
800,rue de Maisonneuve est,
Montréal Québec H2L 4M3

Objet : Demande de soutien financier à la mission de l'organisme

Mme Poirier,

Depuis plus de 40 ans, le Centre Récréatif Poupart inc. offre aux jeunes de âgés entre 5 à 12 ans, la principale clientèle desservie par notre organisme, un milieu de vie où le sport et les loisirs servent d'outils de développement personnel et d'intégration sociale. Pour ce faire, nous proposons gratuitement et quotidiennement (du lundi au vendredi) de nombreuses activités récréatives, culturelles, sportives ainsi que des projets stimulants et structurants basés sur une approche participative et démocratique.

Depuis notre relocalisation dans de nouveaux locaux, le nombre d'inscription et le taux de fréquentation connaissent une ascension constante, mais fulgurante en ce début d'année d'activité 2019-2020. Pour la même période l'année dernière, nous constatons une augmentation de 40% des jeunes âgés de 5 à 12 inscrits à la période de jeux libres ainsi qu'à une hausse de 33% de la fréquentation quotidienne du milieu de vie.

Offrant depuis toujours un milieu de vie sécuritaire et bienveillant, notre priorité est de répondre aux besoins grandissants des jeunes et de leurs familles. Nous souhaitons poursuivre harmonieusement notre mission sociale dans ce quartier qui nous tient tant à cœur. Un appui financier de 30 000 $ de votre part est essentiel afin que nous puissions y arriver. Nous pourrions alors embaucher un/e animateur/trice supplémentaire et ainsi rendre accessible notre ressource à un plus grand nombre de jeunes du quartier.

En espérant une réponse favorable, je vous prie d'agréer, Madame Josée Poirier, mes plus sincères salutations.



Carole Daraiche, directrice générale
(514)524-7543 (B) ou (514)436-7461 (cel)
2421 rue La Fontaine, Montréal Québec H2K2A1

N° de dossier : 1195377003

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 1

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Centre Récréatif Poupart inc.	119427

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

15 000,00 $ / 306125-07121-54590
15 000,00 $ / 306125-07123-55202

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			25 000.00 $	5 000.00 $				**30 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 13

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	01	décembre	2019	Date de fin :	31	décembre	2020

Formulaire complété par : Isabelle, Legault

Prénom, nom

Date et heure système : 07 November 2019 15:08:32

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **(Arrondissement de Ville-Marie),** personne morale ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après appelée « la Ville »

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **CENTRE RÉCRÉATIF POUPART INC.,** personne morale, constituée en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 2421 La Fontaine, Montréal, (Québec), H2K 2H1, agissant et représentée par Madame Carole Daraîche, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention en vertu d'une résolution de son conseil d'administration.

N° d'inscription TPS: 89365026RP0001
N° d'inscription TVQ: 1006274443RS0001
No d'inscription d'organisme de charité: 141291633 RR001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

Ci-après appelée « l'organisme »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme communautaire qui a pour mission d'offrir des activités de loisirs aux jeunes de 5 à 17 ans.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;
2.5 « **Responsable** » :	la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
2.6 « **Installations** » :	les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.7 « **Projet** » :	l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables,

les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.8 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.9 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.10 « **Session** » : Du 1er décembre 2019 au 31 décembre 2020

2.11 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de **trente mille dollars (30 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 30 septembre de chaque année de la

présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat

de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptable ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil

d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 30 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2421, rue La Fontaine, Montréal, Québec, H2K 2A1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Carole Daraîche, Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17^{e} étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE (VILLE DE MONTRÉAL)

Par : _____
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

CENTRE RÉCRÉATIF POUPART

Par : _____
Carole Daraîche, directrice générale

La présente convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le 12e jour de novembre 2019. (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Centre Récréatif Poupart

Montréal, le 11 octobre 2019

RÉSOLUTION

Résolution: Soutien financier à la mission- du 01 décembre 2019 au 31 décembre 2020

Extrait du procès-verbal d'une consultation via courriel des membres du conseil d'administration du CENTRE RÉCRÉATIF POUPART tenue à Montréal le 11 octobre 2019.

**Cette résolution, telle que convenu durant la consultation, sera entérinée lors de la prochaine rencontre du C.A., soit le 29 octobre 2019.*

Numéro de la résolution: no.11-10-2019-01

SUR PROPOSITION de Josianne Bouchard, Administratrice, APPUYÉ par Karoline Guy, Administratrice, il est résolu unanimement de désigner Carole Daraîche, directrice générale pour signer, au nom de Centre récréatif Poupart, une convention avec l'Arrondissement de Ville-Marie pour une contribution financière au montant de 30 000$ en soutien à la mission du Centre récréatif Poupart pour la période du 1er décembre 2019 au 31 décembre 2020.

Claudia Marcoux

présidente (signature)	secrétaire (signature)
Claudia Marcoux	Charles Tremblay-Bergeron
président (en lettres moulées)	secrétaire (en lettres moulées)

2421 rue La Fontaine, Montréal (Québec) H2K2A1
Tél.514-524-7543
Site web: www.crpoupart.qc.ca
Courriel:crpoupart@gmail.com

1094206032

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable.

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations.

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable.

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations.

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Au besoin

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Objectifs et Modalités d'utilisation du logo de Ville-Marie
Organismes conventionnés

OBJECTIFS

- Mettre en évidence la participation de l'arrondissement de Ville-Marie dans les projets auxquels celui-ci collabore d'une manière ou d'une autre (convention, contribution, commandite, logistique, service-conseil, prêt de personnel, d'équipement, temps et autres types d'échanges)

- Contribuer au sentiment d'appartenance

- Promouvoir les liens de l'arrondissement avec les différents organismes conventionnés

OBLIGATIONS

Tout tiers œuvrant en collaboration avec l'arrondissement, dans le cadre d'une convention, d'une contribution financière ou d'une commandite, doit apposer la signature visuelle de l'arrondissement sur les outils promotionnels et documents publics élaborés dans le cadre de l'entente intervenue.

Cela inclut :

- les outils imprimés (dépliants, brochures, affiches, publicités, etc.)
- le pavoisement (oriflammes, bannières autoportantes, etc.)
- les outils électroniques (site Internet et médias sociaux)

SIGNATURE AUTORISÉE ET CRITÈRES GÉNÉRAUX

L'utilisation de la signature visuelle de l'arrondissement sur un document produit par un tiers doit faire l'objet d'une entente préalable avec l'arrondissement **et son application graphique doit faire l'objet de l'approbation du responsable du projet.**

- Le texte et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.

- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).

- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'arrondissement.

- Il y a trois adaptations possibles de la signature visuelle, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).







- Le logo doit être entouré d'un espace vital (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous)



OÙ SE PROCURER LES DIFFÉRENTS FORMATS DU LOGO DE L'ARRONDISSEMENT ?

Le logo est transmis par le responsable du projet dans l'arrondissement et ne doit être utilisé qu'aux fins de l'entente en cours.

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Nom de l'organisme : Centre Récréatif Poupart inc.

Année	Montant global	1er versement	2e versement
		À la signature de la convention	Suite au dépôt du bilan
2019	30 000 $	25 000 $	
2020			5 000 $

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1195377003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

  "Accorder une contribution financière de 30 000 $ à l'organisme *Centre Récréatif Poupart inc.*"

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 30 000,00 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		25 000,00 $	5 000,00 $					**30 000,00 $**

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 30 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306125	07123	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM95377003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-07**

Date et heure système : 07 novembre 2019 14:30:54

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.14

2019/11/12
18:30

(2)

Dossier # : 1194105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 25 688 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018 - 2021) :

Carrefour de ressources en interculturel Direction Chrétienne in.c - Centre Innovation Jeunes Service des loisirs St-Jacques de Montréal Association Les Chemins du Soleil	5 910 $ 5 537 $ 8 330 $ 5 911 $

Approuver les six (6) projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

Imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-06 16:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194105004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

CONTENU

CONTEXTE

Relativement au Programme d'Intervention de Milieu Jeunesse (PIMJ 2019)
La clientèle jeunesse représente une priorité pour l'ensemble des arrondissements, cependant comme les ressources financières sont limitées, peu de nouveaux programmes ont été développés depuis quelques années. Les problématiques (obésité, décrochage scolaire, intégration difficile, etc.) augmentent et le besoin d'agir davantage en amont grâce à des activités, des projets et par la prévention est prouvé depuis longtemps.
Suite à un exercice de priorisation en matière d'intervention municipale jeunesse effectué auprès des directions culture, sport, loisir et développement social de tous les arrondissements, des directions corporatives concernées dont celles du Service de la Qualité de Vie et de certains grands partenaires institutionnels jeunesse, la Ville de Montréal a adopté le Programme d'Intervention de Milieu Jeunesse (PIMJ) (sommaire 1071535001) en mai 2007. Les actions du PIMJ s'actualisent tant sur le plan régional que sur le plan local (dans tous les arrondissements). Depuis 2007, pour sa mise en œuvre, le PIMJ bénéficie du soutien financier de la Ville de Montréal ainsi que du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), ce dernier par le biais d'ententes signées par les deux parties.
La treizième édition du Programme d'Intervention de Milieu auprès des jeunes de 12 à 30 ans est officiellement lancée. Elle s'inscrit dans le cadre du plan d'action montréalais pour les jeunes 2018-2020 et du plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant.

Relativement à l'Entente administrative MIDI-Ville 2018 - 2021
Depuis 1999, le partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec a permis la réalisation de nombreuses interventions dans le cadre de la réalisation du Plan d'action visant les activités d'accueil et l'intégration en français des immigrants. En août 2017, le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville signaient une entente sur une période d'une année afin de poursuivre les actions auprès de la clientèle issue des communautés culturelles. L'entente MIDI-Ville 2017-2018 a pris fin le 31 mars 2018.

Le 26 mars 2018, le conseil municipal a approuvé la nouvelle entente triennale entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal de 12 M$, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021. Cette entente relève du Programme Mobilisation-Diversité du MIDI visant à soutenir les municipalités dans ses efforts à favoriser la concertation et la mobilisation préalables à une collectivité accueillante et inclusive.

Les projets financés doivent répondre, notamment, aux critères suivants :

· Les projets doivent s'inscrire dans les domaines d'intervention du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans les grandes politiques et orientations du gouvernement et doivent soutenir les priorités stratégiques montréalaises en matière d'harmonisation des relations interculturelles, l'amélioration des milieux de vie et dans les quartiers où s'installent les nouveaux arrivants et les quartiers à forte concentration multiethnique et la lutte au racisme et à la discrimination.
· Les projets et interventions font l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités et d'une concertation avec les représentants du milieu.
· L'aide financière accordée ne doit pas se substituer aux programmes réguliers des ministères ou organismes, mais peut contribuer à bonifier ces programmes;
· Les organismes admissibles à une aide financière sont les personnes morales et les organismes à but non lucratif;
· Les salaires doivent correspondre à ceux habituellement versés par l'organisme aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables ou aux salaires versés par des organismes comparables du milieu local ou régional. Ils doivent tenir compte de l'expérience et de la compétence des personnes embauchées. Le nombre d'heures salariées admissibles est celui qui correspond aux exigences de l'emploi et aux pratiques en usage au sein de l'organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions relatives à l'arrondissement de Ville-Marie :
CA18 240599 (1184105009) : Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2019, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2018 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution de 25 688 $
CA17 240582 (1174105006) : Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2018, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2017 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2017 - 2018) et accorder une contribution de 18 504 $;
CA16 240588 (1160173004) : Approuver les 4 conventions avec divers organismes dans le cadre du programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans et accorder une contribution totale de 18 504 $;

Décisions relatives à la Ville de Montréal :
CE18 1998 - 05 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants
CM18 0383 26 mars 2018
Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'un soutien

financier à la Ville de 12 M$, pour la période 2018-2021, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période

CM17 1000 21 août 2017

Approuver le projet de protocole d'entente entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 2 000 000 $, pour la période 2017-2018, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période

CE07 0768: Accorder un montant de 150 000 $ à la Direction de la diversité sociale du Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du « Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales »

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie bénéficie d'une enveloppe totale de 25 688 $ dans le cadre du programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans pour l'année 2019. Un comité interne recommande le soutien des quatre projets suivants s'inscrivant dans les orientations du plan d'action montréalais pour les jeunes 2018-2020 ainsi que de la Politique de l'enfant et ce dans l'un des trois volets suivants, soit la diversité et l'inclusion, les activités culturelles, sportives et de loisirs et les saines habitudes de vie et l'environnement et développement durable.

Programme intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans				
Organismes	**Projets**	**Détails**	**Montant recommandé**	**Districts électoraux**
Direction chrétienne inc. - Centre Innovation jeunes	Mon jardin, ma ville	Projet en agriculture urbaine visant à développer les compétences sociales et professionnelles des jeunes ainsi que leur engagement communautaire.	5 537 $	District de Peter -McGill
Association les Chemins du Soleil	CIEC Centre-Sud	Projet de mise sur pied d'une coopérative jeunesse de services favorisant le développement global des jeunes de 12 à 17 ans.	5 911$	Districts de Sainte-Marie et de Saint-Jacques
Carrefour de ressources en interculturel	Les rendez-vous interculturels du Centre-Sud : 13e édition	Projet favorisant une réflexion approfondie des jeunes sur des thèmes interculturels, tels que l'identité et les préjugés	5 910 $	Districts de Sainte-Marie et de Saint-Jacques
Service des loisirs St-Jacques de Montréal	4 Quarts Temps pour agir	Projet s'adressant aux personnes de 17 à 25 ans offrant la pratique d'activités sportives, des conférences ainsi que des ateliers d'employabilité.	8 330 $	District St-Jacques

JUSTIFICATION

Les projets s'inscrivent dans les paramètres de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans. Les projets recommandés sont des projets structurants pour les quartiers dans lesquels ils sont réalisés, ils ont fait leurs preuves et visent des enjeux locaux identifiés par le milieu.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 25 688 $ demeure non récurrent. Le financement de la contribution financière se répartit ainsi :

- Un montant de 12 048$ sera assumé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'Entente entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (MIDI-Ville 2018-2021).
- Un autre montant de 13 640 $ sera assumé par le budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale. .

Organisme	Projet	Soutien accordé		Soutien recommandé 2019	Soutien recommandé sur budget global du projet (%)
		2017	2018		
Direction chrétienne inc. - Centre Innovation jeunes	Mon jardin, ma ville	4 626 $	4 540 $	5 537 $	21%
Association les Chemins du Soleil	CIEC Centre-Sud	4 626 $	4 537 $	5 911 $	20%
Carrefour de ressources en interculturel	Les rendez-vous interculturels du Centre-Sud : 13e édition	4 626 $	4 53 $	5 910 $	12%
Service des loisirs St-Jacques de Montréal	4 Quarts Temps pour agir	S/O	S/O	8 330 $	61%

Voir fichier en pièce jointe pour les aspects financiers relatifs au dossier décisionnel. Les informations budgétaires et comptables seront indiquées dans l'intervention du Service des finances.
Les sommes du programmes doivent être engagées avant le 15 novembre 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets d'intégration visent au rapprochement interculturel et une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Ils participent ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Ces projets ont dans le sens de la réalisation de l'Action 9 du Plan de développement durable « Montréal durable 2016-2020 » : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion. Par cette action, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets sont offerts à des jeunes vivant dans des zones identifiées comme défavorisées. Les jeunes touchés par ces projets sont d'origines culturelles diverses. Ces projets s'inscrivent dans la philosophie de l'intervention municipale en favorisant l'implication des jeunes dans les processus de décision.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon le protocole de visibilité de l'entente MIDI-Ville, ci -joint en annexe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation de chacun des projets.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Samba Oumar ALI)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Mourad BENZIDANE, Direction générale

Lecture :

Mourad BENZIDANE, 4 novembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-30
Linda GOULET Agente de développement	Josée POIRIER Chef de division	
Tél : 514 868-4182	**Tél :** 514 872-1769	

Télécop. : **Télécop. :** 514 868-4160

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1194105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1194105004 Ville-Marie.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-06

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1194105004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver les conventions, se terminant le 30 juin 2020, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2019 du « Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans » et dans le cadre de « l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants » conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018-2021) et accorder une contribution totale de 25 688 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1194105004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens
Tél : 514 872-2661

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

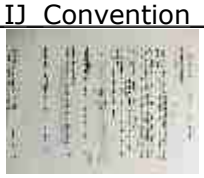
Tél : 514 872-2995
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs_du greffe et des relations avec les citoyens

Identification du document :

Direction chrétienne inc. - Centre Innovation Jeunes :

PIMJ_IJ_Convention_2019.doc

PIMJ_IJ_formulaire1_2019.pdf



PIMJ_IJ_formulaire2_2019.jpeg

Association Les chemins du Soleil (CIEC Centre-Sud) :

PIMJ_CDS_Convention_2019.doc

PIMJ_CDS_formulaire.pdf

Carrefour de ressouces en interculturel :

PIMJ_CRIC_Convention_2019.doc

PIMJ_CRIC_Formulaire_2019.doc

Service des loisirs St-Jacques de Montréal :

PIMJ_LSJ_Convention_2019.doc

PIMJ_LSJ_formulaire1.pdf

PIMJ_LSJ_formulaire2.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **DIRECTION CHRÉTIENNE INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1450, City Councillors, bureau 520, Montréal, Québec, H4A 2E6, agissant et représentée par Madame Jenna Smith, directrice Innovation Jeunes, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 13032 6424 RT 0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : S/O
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 130326424 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme offre un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui fréquentent ou résident le centre-ville afin d'ouvrir les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, sociale et familiale;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2017, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la

Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille cinq cent trente-sept dollars (5 537 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatre dollars (4 984 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq cent cinquante-trois dollars (553 $), au plus tard au plus tard trente jours de la réception du rapport final

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8

RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1450 City Councillors, bureau 520, Montréal, Québec, H3A 2E6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice Innovation Jeunes. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

DIRECTION CHRÉTIENNE INC. – CENTRE INNOVATION JEUNES

Par : _____
Jenna Smith
Directrice Innovation Jeunes

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier

Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Innovation Jeunes (Direction Chrétienne Inc.)

Titre du projet : De la racine à la ville

Réservé à l'administration

Date de début du projet :
Date de fin du projet :

Montant demandé :
Montant accordé :

Date de dépôt de la demande :

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
X PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	*Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

Lettres patentes de votre organisme (charte)

La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Direction Chrétienne Inc. – centre Innovation Jeunes	
Adresse : 1450 City Councillors, bur. 520 . Activités : 2205 Rue Tupper, Mtl Que	
Ville : Montréal	Code Postal : H3A2E6
Numéro d'inscription TPS : 13032 6424 RT0001	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 130326424 RR0001	
Arrondissement : Ville Marie	
District électoral de Montréal : Peter-McGill	
Circonscription électorale du Québec : Westmount St-Louis	
Circonscription électorale fédérale : Westmount Ville Marie	
Responsable de l'organisme : Jenna Smith	
Fonction : Directrice Innovation Jeunes	
Téléphone : 514 843-3996	Télécopieur :
Courriel : jsmith@direction.ca	Site Web : www.innovationjeunes.com
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

La mission d'Innovation Jeunes est d'offrir un espace communautaire aux jeunes et aux familles qui fréquentent ou résident le centre-ville afin d'ouvrir les possibilités d'intégration harmonieuse à la vie scolaire, sociale et familiale. Nos services comprennent :

- Programme « Connections » pour l'obtention du diplôme d'études secondaires pour jeunes en difficulté.
- Sécurité alimentaire, pour jeunes et familles qui résident le quartier.
- Intervention/médiation familiale.
- Agriculture urbaine pour jeunes et familles.
- Engagement communautaire (fêtes de quartier, Quartier en Mouvement, participation à la concertation locale)
- Bibliothèque pour enfants.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : De la racine à la ville	
Personne responsable du projet : Jenna Smith	
Fonction : Directrice d'Innovation Jeunes	
Téléphone : 514 843-3996	Télécopieur :
Courriel : jsmith@direction.ca	
Nouvelle initiative	X Reconduction de projet

Motifs de la reconduction

1) Les besoins en développement des espaces verts, accessibles aux résidents et au grand public, sont confirmés par la concertation locale et par la Ville de Montréal à chaque année. Le projet continue à répondre à ce besoin.
2) Le projet continue à atteindre ses objectifs et à maintenir des résultats positifs, autant dans son intervention auprès des jeunes éloignés du marché de travail que dans son maintien et développement des potagers et espaces verts dans un milieu urbain.
3) Bien que la structure de base du projet ne change pas, de nouveaux partenariats et des nouveaux sites sont à l'horizon pour cette initiative. Il y a des modifications à chaque année afin d'assurer la validité et la pertinence du projet. Cette année, nous avons trois volets du projet qui sont novateurs : a) la structure du stage changera; b) nous incluons dans le projet la recherche d'un nouveau site dans le quartier ; c) nous ajoutons la création du programme des paniers d'Agriculture Soutenue par la Communauté (ASC).

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

La concertation locale a établi deux problématiques du milieu dans lesquelles s'inscrit ce projet : premièrement, le manque d'un sentiment d'appartenance au quartier de la part des jeunes et des familles, et deuxièmement, Peter-McGill a besoin d'un plus grand accès aux espaces verts. En conséquence, le Comité d'Action Jeunesse a établi l'objectif suivant : « Que les jeunes et les familles développent un attachement au quartier grâce à des interventions pertinentes à leurs besoins. » Les initiatives en agriculture urbaine pour jeunes sont nommées comme axe d'action. Interaction Peter-McGill affirme dans ses objectifs « avoir accès à une plus grande étendue d'espaces verts » et la nécessité d'être en partenariat avec Concordia et les institutions du milieu pour ce faire.

Résumé du projet

"De la Racine à la Ville" est un projet de saine alimentation et d'employabilité. Le projet permet à 6 jeunes, en situation de vulnérabilité, à avoir accès à des emplois d'été comme stagiaires en agriculture urbaine. Ces jeunes formeront notre équipe de leadership (un nouveau volet dans le projet) et travailleront avec nous 4 jours par semaine pendant tout l'été. Ces jeunes, âgés de 16-21 ans, seront en mesure d'acquérir des connaissances techniques en horticulture tout en s'impliquant au sein de leur communauté pour augmenter la qualité de vie dans leur quartier. Ensuite, nous offrirons un stage de découverte de 4 semaines à 13 jeunes adolescents (12-18 ans) afin d'exposer un plus grand nombre de jeunes à l'univers de l'agriculture urbaine et à la saine alimentation. Les jeunes seront amenés à développer leurs compétences sociales par la nécessité constante du travail d'équipe. Ils assisteront à une série d'ateliers qui les initieront aux différents volets du développement durable, aux réalités du marché du travail, à la cuisine, aux saines habitudes de vie, etc.

Le projet servira aux jeunes et à leurs familles, mais également à toute la communauté de Peter-McGill car nous avons développé 3 sites (à l'Église Evangel, à l'Université Concordia et sur la rue Ste-Catherine) qui sont utilisés à des fins de jardinage mais qui sont également des lieux d'accueil et de découvertes. La communauté aura une implication toute nouvelle : nous créerons, cette année, le programme d'Agriculture Soutenue par la Communauté (paniers ASC) par lequel les résidents de Peter-McGill pourront bénéficier d'une récolte poussée à Peter-McGill. Nous visons, cette année, 15 adhérents à ce programme et nous sommes de l'avis que cette initiative permettra aux jeunes d'acquérir un sens d'entreprenariat, fera la promotion de la saine alimentation à Peter-McGill et développera un sentiment d'appartenance des résidents envers leurs espaces verts, voire leur quartier.

Finalement, en 2020 nous serons à la recherche d'un nouveau site pour De la Racine à la Ville. Le projet doit continuer à évoluer. Le projet a la capacité d'entreprendre l'ajout d'un quatrième terrain.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

- Renforcer la capacité des participants de travailler en équipe, parfaire leurs compétences liées à l'employabilité (ponctualité, assiduité, exécution de tâches, respect du superviseur), développer leurs compétences du « leadership », et leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances en agriculture urbaine
- Accroître chez les jeunes et leurs familles leur sentiment d'appartenance au quartier de Peter-McGill pendant qu'ils s'engagent dans la vie communautaire de leur milieu.
- Rendre accessible les espaces verts du quartier, et les récoltes poussées dans le quartier, à un plus grand nombre de jeunes et des familles par le biais de l'agriculture urbaine.
- Encourager la mixité sociale par le biais de l'apprentissage autour de l'agriculture des plants indigènes et par les visites au Café de la Maison Ronde au Square Cabot.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :

12-17 ans : 13 (et + pour les familles du programme ASC)

18-30 ans : 6 (et + pour les familles du programme ASC)

Caractéristiques : Le stage attire surtout des jeunes issus de milieux défavorisés et qui sont soit résidents du quartier Peter-McGill (30 à 50% des participants) ou bien qui vivent à proximité de Peter-McGill et qui fréquentent régulièrement le centre-ville. Innovation Jeunes rejoint beaucoup de jeunes qui ont des difficultés d'apprentissage et qui sont éloignés du marché de travail à cause de ces difficultés et de leur manque d'expériences professionnelles. Nous atteignons également beaucoup de jeunes issus de minorités linguistiques (anglophones et allophones). L'équipe leadership (6 jeunes 16-21) sera composée principalement par les jeunes avec les difficultés d'apprentissage ; nous recruterons ces jeunes en part des écoles comme Summit, avec lesquelles nous avons un partenariat déjà. Les familles du programme ASC seront les familles résidents du quartier Peter-McGill (100% des participants), particulièrement les familles avec les enfants et jeunes adolescents.

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

Notre quartier est très multiculturel, et le projet recrute environ 60% de ses participants des communautés culturelles ou des minorités visibles. Nous travaillons avec Valorisation Jeunesse pour s'assurer un recrutement auprès des communautés culturelles.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Ville Marie
Précisez le quartier ou le secteur :	Peter-McGIll
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
	Diversité sociale
	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
X	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1.Recherche d'un nouveau site à ajouter au projet	6 janvier – 6 avril 2020	1-2 jours par semaine
2.Ouverture et maintien de de trois sites (Evangel, Concordia, Ste-Catherine/Square Victoria) dans le district de Peter-McGill qui seront utilisés aux fins de l'agriculture urbaine et du verdissement du quartier.	15 avril – 10 octobre 2020	4-5 jours par semaine
3. Embauche des stagiaires (leadership et découvertes) Établissement des objectifs pour tous les participants avec un plan de suivi	15 mai – 30 juin 2020	Ponctuel (2-4 fois)
4.Programmation : horaire de jardinage, ateliers socio-professionnels, ateliers en environnement et alimentation, création des paniers ASC	1 juin – 15 septembre 2020 (équipe leadership); 6 juillet – 14 août (deux équipes découvertes)	4 fois par semaine (équipe leadership); 1-2 fois par semaine (deux équipes découvertes)

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Au moins trois espaces verts (utilisés aux fins de potagers, agriculture urbaine ou verdissement du quartier), dont au moins un qui sera accessible au grand public, seront mis à la disposition des participants et de leurs familles, leur permettant de d'acquérir une expérience en agriculture urbaine et de participer à l'amélioration du paysage urbain de Peter-McGill par le biais du verdissement. Les sites : Église Évangel Pentecostal (la cour) Visual Arts Building Concordia (coin René Lévesque et Crescent) et sur la rue Ste Catherine près de Square Victoria ; autres sites à trouver dans les premières mois du 2020	Qualité de la récolte. Rétroaction des résidents et des jeunes. Évaluations de l'équipe.	Nombre de jardins/ espaces verts dans le projet. Quantité de récolte.
2. Les participants montreront leur autonomie et l'acquisition de connaissances et de compétences en travaillant dans le jardin, indépendamment du coordonnateur, en adoptant un esprit équipe dans le jardin et dans la cuisine. Ils partageront leurs connaissances et feront preuve de leadership en animant des ateliers auprès des enfants du quartier et en créant des activités selon leurs priorités et leurs propres idées.	Observation des participants. Évaluations et auto-évaluations des participants Contenu/réponses dans les grilles d'objectifs personnels.	Observation des participants. Évaluations et auto-évaluations des participants Contenu/réponses dans dans les grilles d'objectifs personnels.
3. Un sentiment d'appartenance pour les jeunes stagiaires et pour les familles du quartier renforcé par l'ajout des paniers ASC, par l'augmentation des échanges entre diverses clientèles, par le don de récoltes au Café de la Maison Ronde et par les activités et ateliers offerts en plein air au Square Cabot, visant à briser les barrières entre les populations diverses.	Rétroaction des participants. Évaluation des partenaires et de l'équipe. Évaluation du programme ASC par familles participantes	# d'interventions nécessitées. # d'ateliers offerts. # de visites au Café de la Maison Ronde. # des familles continuelle dans l'ASC oendant tout l'été

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	MESS-Ville	Arboplus	Service Canada	
A – Personnel lié au projet					
Titre : Horticultrice principale 18 $ Taux hor. **x** 16 Heures/ semaine **+** 1.15 % Avantages. sociaux/sem. **x** 20 Semaines **=**	3900 $ $	2724 $	$	$	6624.00 $
Titre : Animatrice 14.50 $ Taux hor. **x** 30 Heures/ semaine **+** 1.15 % Avantages. sociaux/sem. **x** 16 Semaines **=**	$ $	4584 $	$	3420 $	8004.00 $
Titre : Animatrice assistance 14.50 $ Taux hor. **x** 30 Heures/ semaine **+** 1.15 % Avantages. sociaux/sem. **x** 10 Semaines **=**	$ $	3004 $	1998.50 $	$	5002.50 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**3900 $**	**10312 $**	**1998.50 $**	**3420 $**	**22632 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**		**FGM**		
Équipement : achat ou location	1226 $	2500 $	1000 $	$	2826 $
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$411	100 $	1000 $	$	1400 $
Photocopies, publicité	$	200 $	$	$	200 $
Déplacement	$	$	150 $	$	150 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	200 $	$	200 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**1637 $**	**2800 $**	**2350 $**	**$**	**6776 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$ $	420 $	$	$	420 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**420 $**	**$**	**$**	**420 $**
Total des contributions	**5537 $**	**13432 $**	**4348.50 $**	**3420 $**	**25826.50 $**

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Université Concordia	Prêt de terrain, espace d'entreposage, prêt d'outils
Église Évangel	Prêt de terrain, espace d'entreposage, prêt d'outils, assistance dans l'entretien
Foyer des femmes autochtones	Participation aux vendredis autochtones (Square Cabot) par les jeunes jardiniers (présentation des récoltes surtout les espèces indigènes), échanges d'expertise par le biais d'ateliers, assistance dans recherche de terrain.
Café de la Maison Ronde	Transformation des récoltes, expertise-conseil, point de chute pour les paniers ASC.

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 40
Date de début du projet 2020-01-06 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape N/A
Date de fin de projet 2020-10-10
Date de remise du rapport final 2020-10-30 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les subventions de Service Canada, L'entente MESS-Ville Lutte à la pauvreté, Arboplus et Fondation du Grand Montréal (FGM) ne sont pas confirmées. Par contre, le projet a assez de partenaires pour assurer une continuité.

Nous avons des fournisseurs spécialisés en plants indigènes et espèces patrimoniales.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom :	Fonction :
Date :	Signature

Engagement de l'organisme

Nous soussignés Centre Innovation Jeunes (Direction Chrétienne)

Nom de l'organisme

Après avoir pris connaissance du Programme *La pratique artistique amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers*, certifions que les renseignements et les documents fournis à l'appui de notre demande d'aide financière sont exacts et complets.

Nous nous engageons, en signant la présente demande d'aide financière, à respecter toutes les obligations contenues dans le programme et dans la présente demande d'aide financière, ceux-ci constituant, avec la résolution adoptée par les autorités compétentes de la Ville, «l'entente» entre les parties, advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière.

L'entente entre les parties est assujettie au Règlement sur la gestion contractuelle dont nous reconnaissons avoir obtenu copie et avoir pris connaissance sur le site : https://ville.montreal.qc.ca/cultureloisir/nouveau-la-pratique-artistique-amateur-vers-une-citoyennete-culturelle-dans-les-quartiers/

Les modalités de versement de l'aide financière seront celles prévues à la résolution accordant l'aide financière.

Les parties élisent domicile dans le district judiciaire de Montréal.

Signature Jenna S. Smith

Représentant désigné par l'organisme pour la présente entente

Jenna Smith, directrice 04-Oct-2019

Nom et fonction du représentant désigné par l'organisme pour la présente entente Date

Approbation par l'arrondissement

Nous soussignés, de l'arrondissement (nom de l'arrondissement), avons pris connaissance de la présente demande de soutien financier et l'appuyons.

Signature

Chef de division (culture, sport, loisir, développement social) Date

Nom et fonction du représentant désigné par l'arrondissement pour la présente entente Date

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 1155, rue Alexandre-de-Sève, Montréal, Québec, H2L 2T7, agissant et représentée par monsieur Daniel Lauzon, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :	N/A
N° d'inscription T.V.Q. :	N/A
N° d'inscription d'organisme de charité :	106729890 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans, issus principalement de l'arrondissement de Ville-Marie, par le biais du sport et du loisir avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales ;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2017, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant

de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait

être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille neuf cent onze dollars (5 911 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq mille trois cent vingt dollars (5 320 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq cent quatre-vingt-onze dollars (591 $), au plus tard au plus tard trente jours de la réception du rapport final

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1155, rue Alexandre-de-Sève, Montréal, Québec, H2L 2T7, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL

Par : _____
Daniel Lauzon
Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier

Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Association Les chemins du Soleil
(Organisme fiduciaire, projet concerté)

Titre du projet : Coop d'initiation à l'entrepreneuriat collectif (CIEC) Centre-Sud

Réservé à l'administration

Date de début du projet :
Date de fin du projet :

Montant demandé :
Montant accordé :

Date de dépôt de la demande :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans** **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	Montréal *Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☒ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☒ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☒ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Association Les Chemins du Soleil	
Adresse : 1155 Alexandre-DeSève	
Ville : Montréal	Code Postal : H2L 2T7
Numéro d'inscription TPS :	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 106729890RR0001	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : Ville-Marie / Saint-Jacques	
Circonscription électorale du Québec : Sainte-Marie / Saint-Jacques	
Circonscription électorale fédérale : Laurier / Sainte-Marie	
Responsable de l'organisme : Daniel Lauzon	
Fonction : Directeur général	
Téléphone : 514 528-9991	Télécopieur :
Courriel : daniel.lauzon@lescheminsdusoleil.org	Site Web : lescheminsdusoleil.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

L'Association Les Chemins du Soleil est un organisme de charité incorporé en vertu de la loi sur les compagnies du Québec en date du 25 novembre 1983 et considéré comme un organisme à but non lucratif du point de vue fiscal. Ce dernier a pour mission principale d'intervenir particulièrement auprès des jeunes de 6 à 18 ans issus principalement de l'arrondissement Ville-Marie de Montréal, par le biais du sport et du loisir et avec une approche éducative, dans le but de prévenir notamment la délinquance et d'autres problématiques sociales.

Offrant un lieu où se retrouver, se divertir, échanger et s'impliquer, L'Association Les Chemins du Soleil est plus qu'un milieu de vie puisqu'elle permet aux jeunes de se réaliser et de développer leur plein potentiel tant sur le plan personnel que social. Pour ce faire, l'organisme propose – gratuitement et quotidiennement – de nombreuses activités récréatives, culturelles et sportives ainsi que des projets stimulants et structurants liés aux différentes réalités jeunesse.

Activités régulières :

- Activités sportives, culturelles et de loisirs après l'école pour les enfants de 6 à 12 ans (lundi au vendredi, 15 h à 17 h 30)
- Camp de jour de la relâche scolaire et camp de jour estival pour les 6 à 12 ans (lundi au vendredi, 9 h à 16 h).
- Activités sportives, culturelles et de loisirs en soirée pour les 12 à 17 ans (lundi au jeudi 18 h à 21 h, vendredi 18 h à 22 h)
- Activités sportives, culturelles et de loisirs pour les 16-30 ans (lundi au jeudi 21h à 22h, vendredi 22h à 23h et certains dimanches en journée et soirée).
- Magasin partage de la rentrée scolaire

Bien que l'Association Les Chemins du Soleil coordonne et soit le fiduciaire de la CIEC Centre-Sud, il importe de souligner qu'il s'agit d'un projet de quartier. Ce dernier est encadré par un comité local regroupant différents représentants des secteurs socio-économiques et communautaires du Centre-Sud.

Pour l'édition 2020, le comité local regroupe 6 membres (d'autres partenaires pourraient s'ajouter d'ici janvier 2020). Composition du comité : **L'Association Les Chemins du Soleil, le Carrefour Jeunesse emploi, le groupe information travail, Oxy-jeunes, l'organisatrice communautaire du CIUSSS CLSC des Faubourgs et un parent.**

Mission et activités des organismes membres du comité local :

Carrefour Jeunesse emploi (CJE)

Mission : Le Carrefour jeunesse emploi Centre-Sud/Plateau Mont-Royal/Mile-End accueille, soutient et accompagne les jeunes de 16 à 35 ans dans leur démarche professionnelle de manière personnalisée et adaptée à leurs besoins.

Services :

- Service d'aide à la recherche d'emploi
- Orientation scolaire et professionnelle
- Réalisation d'un plan d'affaires : travail autonome et carrière artistique
- Placement en entreprise (16-31 ans)
- Information PVT et autre permis de travail

Groupe information travail (GIT)

Mission : Le GIT est un organisme à but non lucratif qui s'adresse aux personnes éloignées du marché du travail de la région de Montréal. Il offre des services en employabilité dans une perspective de réinsertion socioprofessionnelle.

Clientèle visée: Personnes âgées de 16 à 65 ans ayant des difficultés à intégrer le marché du travail.

Services :

- D'une durée de seize semaines, le programme préparatoire à l'emploi (PPE) comprend cinq semaines d'ateliers en groupe, des ateliers de développement personnel et onze semaines de recherches intensives d'emploi ou de stage.

- D'une durée de 3 à 6 mois, Écolo-Boulot est un programme de préemployabilité qui favorise la réinsertion sociale et professionnelle en proposant de l'accompagnement socioprofessionnel et des plateaux de travail en lien avec l'environnement, l'ébénisterie écologique et l'implication communautaire.

Oxy-Jeunes

Mission : Depuis 1985, Oxy-Jeunes a pour mission de soutenir l'expression et l'épanouissement des jeunes montréalais de 12 à 17 ans et d'encourager la créativité et l'inclusion, en offrant des espaces et des projets de création et de diffusion artistiques.

Activités offertes:

- Ateliers d'initiation et de créations artistiques / studio de pratique libre
- Spectacles, concerts, expositions / sorties et activités culturelles
- Soutien et mentorat par des artistes professionnels
- Formation en production et techniques de scène / Bénévolat jeunesse
- Disciplines: chant, danse, musique, beatbox, arts médiatiques, théâtre, etc.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Coop d'initiation à l'entrepreneuriat collectif (CIEC) Centre-Sud
Personne responsable du projet : Annie Lalonde
Fonction : coordonnatrice
Téléphone : 514 528-9991 Télécopieur :
Courriel : coordination@lescheminsdusoleil.org
☐ Nouvelle initiative ☒ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction
Le projet CIEC (anciennement nommé CJS) existe dans le quartier Centre-Sud depuis plus de 20 ans et est très formateur pour les jeunes, et ce, tant sur le plan personnel, social que professionnel. Il s'agit d'un projet concerté dont les prévisions budgétaires totalisent un peu plus de 29 000 $, dont 22 925 $ en frais de personnel. Permettant de défrayer, en partie, le salaire de la chargée de projet et d'un des animateurs CIEC pour le démarrage du projet, le programme PIMJ est un partenaire financier indispensable.

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Diverses problématiques touchent les familles du quartier Centre-Sud. Voici quelques données soulignant celles-ci tirées du guide « Quartier à la loupe : portrait de la population du territoire du CSSS Jeanne-Mance, deuxième édition 2015 », du Réseau Réussite Montréal et du MEES.

Statistiques entourant la situation sociale et socio-économique des familles du Centre-Sud :

- 34 % de la population vit dans des conditions sociales et matérielles des plus défavorables;
- 30,7 % des ménages vivent avec un revenu annuel de moins de 20 000 $ après impôt (territoire CLSC des Faubourgs);
- 46,9 % des jeunes de moins de 18 ans font partie d'un ménage vivant sous le seuil du faible revenu (territoire CLSC des Faubourgs);
- 41,9 % des enfants vivent dans une famille où aucun parent ne travaille à temps plein;

Données et statistiques entourant la persévérance et la réussite scolaire dans le Centre-Sud :

- 63,6 % (76,9 % garçons / 44,4 % filles) sortent de l'école secondaire du quartier, École secondaire Pierre-Dupuy, sans diplôme ni qualification (2014-2015);
- Sur une échelle de 1 (moins défavorisé) à 10 (plus défavorisé), cette même école présente un indice de défavorisation de rang 10 tant au niveau du seuil de faible revenu qu'au niveau du milieu socio-économique;
- La grande majorité des élèves du primaire et du secondaire sont issus de l'immigration (1ere et 2e générations).

Ces problématiques ont un impact considérable sur le quotidien des jeunes du quartier Centre-Sud puisque ceux-ci rencontrent des difficultés économiques et sociales tant à l'école que dans leur milieu familial.

Lien avec le plan d'action jeunesse montréalais

Favorisant l'intégration sociale et professionnelle des adolescents, ce projet s'inscrit concrètement à l'intérieur du plan d'action montréalais pour les jeunes 2018-2020 en répondant à ces deux orientations : 3 — **Des jeunes citoyens mobilisés et engagés**, 4 — **Des jeunes outillés pour leur parcours professionnel.**

La réussite éducative est également au cœur du projet CIEC et correspond au troisième axe du plan d'action de la politique de l'enfant : **La persévérance scolaire et la réussite éducative**, car outre les formations liées directement au projet, ce dernier favorise le lien entre les apprentissages scolaires et la création de la CIEC.

Différents objectifs du volet A « la diversité et l'inclusion » sont ciblés par ce projet, dont principalement :

- **La diversité et l'inclusion :** Les adolescents qui participent au projet CIEC sont principalement issus de communautés culturelles variées (85 % à 95 %) dont le statut socio-économique des familles est souvent précaire. De plus, un jeune qui vit avec un trouble du spectre de l'autisme ou des difficultés d'apprentissage peut joindre ce projet et être traité sur le même pied d'égalité tant par les animateurs que par ses pairs.
- **La participation citoyenne :** Il s'agit du fondement même d'une CIEC puisque les jeunes prennent eux-mêmes en charge le projet et partage les tâches liées à la création de leur coopérative de travail. Ceci, dans une approche démocratique et participative (ex. : réunion hebdomadaire du CA des jeunes) devenant ainsi les leaders positifs de demain.
- **La formation et l'insertion socioprofessionnelle :** Une formation pratique et intensive en leadership et en entrepreneuriat collectif est offerte aux jeunes entrepreneurs de la CIEC. De plus, ce projet les initie au marché de l'emploi et leur permet d'acquérir leurs premières expériences de travail.

Résumé du projet

Maintenant chapeautés par le Fonds étudiant II de la FTQ partout au Québec en collaboration avec le CQCM, les projets CJS se sont renouvelés l'an dernier pour devenir « Coop d'initiation à l'entrepreneuriat collectif (CIEC) ». Ce projet de coopérative jeunesse existe dans le quartier Centre-Sud depuis plus de 20 ans. Il s'agit d'une initiative d'organismes du milieu qui s'inscrit directement dans le modèle introduit en 1988 par le Regroupement québécois des coopératrices et coopérateurs du travail (RQCCT) qui facilite l'intégration socio-économique des adolescents.

Parrainée par L'Association Les Chemins du Soleil depuis 2002 et encadrée par un comité local composé de représentants des secteurs sociaux économiques et communautaires du quartier, la CIEC Centre-Sud regroupe une quinzaine de jeunes âgés entre 12 et 17 ans issus majoritairement de communautés culturelles. Soutenus et formés par 2 animateurs, un aide-animateur (ancien jeune de la CIEC) et le comité local, ces jeunes entrepreneurs unissent leurs efforts afin d'offrir une gamme de services — à faibles coûts — à leur communauté (ex. : jardinage, entretien ménager, implication dans les fêtes de quartier, implication aux jeux de la rue, etc.). Ceci, en mettant sur pied une entreprise de type coopérative au cours de la période estivale.

Suivant une solide formation en ressources humaines, finances, visibilité, santé-sécurité au travail et en service à la clientèle, ce sont les jeunes qui participent à la gestion de l'entreprise par l'entremise de différents comités, dont un conseil d'administration. Ils se dotent ainsi d'une structure décisionnelle et partagent les tâches liées à la gestion en plus d'effectuer des contrats. Chaque coopérant s'implique de manière volontaire à l'intérieur de sa coopérative ce qui favorise chez lui une prise de conscience de ses capacités et de ses responsabilités collectives.

Une CIEC est avant tout un projet éducatif qui mise sur la capacité des jeunes à prendre en charge le projet. Ses retombées sont nombreuses : la coopérative initie les jeunes au fonctionnement démocratique d'une association, à l'organisation collective de travail, à la gestion coopérative et aux rouages du marché de l'emploi. Elle leur permet de développer la responsabilisation, l'autonomie, l'estime de soi ; de créer des liens avec de nombreux adultes. Ce projet intervient également au niveau de la réussite éducative, de l'inclusion sociale, de la participation citoyenne en plus d'accroitre l'intégration sociale et professionnelle des adolescents dans leur quartier tout en leur permettant de gagner un petit revenu durant l'été.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

L'Objectif principal de la CIEC est de favoriser chez les jeunes une prise de conscience de leurs capacités et de leurs responsabilités collectives afin qu'ils deviennent des leaders positifs au sein de leur communauté.

Objectifs spécifiques pour un jeune :

- Offrir aux jeunes une formation pratique et intensive en leadership et en entrepreneuriat collectif ;
- Développer des compétences utiles sur le marché du travail par des expériences significatives et enrichissantes ;
- S'initier à la gestion d'une entreprise économique coopérative ;
- Favoriser le lien entre l'apprentissage scolaire et la création d'une CIEC ;
- Prévenir le décrochage scolaire et l'exclusion sociale ;
- Découvrir et développer ses forces, ses compétences et son sens de l'autonomie ;
- Créer son propre emploi rémunéré et s'assurer un petit revenu pendant la période estivale.

Objectifs spécifiques pour la communauté :

- Former de jeunes leaders positifs ;
- Réunir différents organismes et institutions autour d'un projet d'économie sociale ;
- Favoriser l'intégration sociale des jeunes à leur communauté ;
- Favoriser le lien entre l'école, le marché du travail et le milieu communautaire ;
- Agir sur des problématiques locales tels le décrochage scolaire et le rapprochement interculturel ;
- Favoriser le rapprochement intergénérationnel ;
- Encourager la relève dans le milieu coopératif.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Le projet s'adresse à 15 jeunes âgés entre 12 et 17 ans (de niveau secondaire) résidant dans le quartier Centre-Sud. Ces jeunes sont principalement issus de communautés culturelles variées et dont le statut socioéconomique des familles est souvent précaire. L'expérience CIEC offre à ces adolescent.e.s un milieu de vie tout aussi formateur que stimulant et prend forme à partir de leurs besoins et aspirations (« par, pour et avec »). La CIEC cible tous les jeunes sans distinction quant à leur provenance culturelle, leur statut économique ou leur rendement scolaire. La promotion du projet se fait dans les écoles secondaires Pierre-Dupuy et Jeanne-Mance qui rejoignent une majorité des adolescents du quartier. Le recrutement se fait également dans les différents organismes jeunesse qu'ils fréquentent par le biais de kiosques d'information. **Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :** 12-17 ans : 12 à 17 ans 18-30 ans : Au cours des dernières années, nous avons pu observer une hausse accrue de la mixité ethnique dans le quartier. D'ailleurs, lors des projets CIEC/CJS Centre-Sud 2015 à 2019 de 85 % à 95 % des jeunes participants étaient issus de communautés culturelles comparativement à 61 % en 2014.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Arrondissement Ville-Marie
Précisez le quartier ou le secteur :	Quartier Centre-Sud
Plusieurs arrondissements :	Non
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
X	Diversité sociale
	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Mise en place du projet par le comité local : • Réunions du comité; • Recherche de financement; • Embauche des animateurs; • Promotion du projet et aide à la recherche de contrats; • Appui aux jeunes et aux animateurs au cours de l'été.	janvier à la fin août 2020	4 à 6 rencontres
2. Début pour les animateurs et recrutement des 15 jeunes entrepreneurs par les animateurs et le comité local : • Formation des animateurs • Création d'affiches et de dépliants promotionnels; • Présentation du projet et recrutement à l'école Jeanne-Mance et Pierre-Dupuy (kiosque sur l'heure du dîner); • Tournée des organismes jeunesse du quartier et lors d'évènement destinés aux jeunes; • Collaborer avec la CIEC Mile-End et la CIEC du plateau pour le recrutement (jeunes référés selon le territoire); Sélectionner les jeunes entrepreneurs par le biais d'entrevues de groupe et individuelles.	20 mai au 21 juin 2020	Une douzaine de lieux visités.
3. Mise en place de la CIEC avec les jeunes entrepreneurs : • Formation générale des jeunes; • Création des comités de jeunes (ressources humaines, finance, visibilité, CA) et formation liées à ces derniers; • Réunion hebdomadaire du CA de jeunes • Formations complémentaires (ex. : atelier de CV et préparation aux entrevues, cours de maquillage pour fêtes de quartier); • Promotion porte-à-porte et appels pour la recherche de contrats; • Réalisation des contrats de service; • Campagne d'autofinancement pour les activités sociales; • Fermeture de la CIEC	Du 22 juin au 14 août 2020	• 1 ½ journée • ½ journée par comité • 1 fois semaine • 1 fois dans l'été • 2-3 X dans l'été • 18 à 26 contrats 2 fois dans l'été
4. Faire le bilan de l'édition 2020 de la CIEC avec le comité local et le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)	Août ou septembre 2020	1 fois

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. La CIEC aura favorisé l'intégration d'une quinzaine de jeunes à leur communauté en leur permettant de s'impliquer activement dans de la gestion d'une entreprise économique coopérative.	Par le biais des différents contrats réalisés auprès de particuliers et d'organismes publics ou privés (service client)	Nombre de jeunes rejoints. Nombre de contrats réalisés Compilation des contrats par catégories (particuliers, organismes, etc.) et par genre (entretien, service et animation lors de fêtes de quartier, etc.)
2. Les jeunes auront développé de nouvelles forces et compétences ainsi que leur sens du leadership à travers les différents contrats et activités de la CIEC ce qui facilitera leur insertion socio-économique et encouragera leur participation citoyenne.	Autoévaluation et évaluation en début et fin de projet en collaboration avec le CQCM entourant l'implication des jeunes et leurs apprentissages au sein de la CIEC. Rédaction d'un CV présentant les compétences acquises au cours du projet.	Grilles d'auto-évaluation et d'évaluation chiffrées Suivi auprès des anciens jeunes entrepreneurs afin de déterminer ceux qui ont trouvé un emploi suivant leur participation au projet.
3. Le projet aura permis de réunir divers organismes et institutions autour d'un projet qui favorise le développement social des adolescents du quartier Centre-Sud.	Implication des membres sur le comité local et implication des jeunes dans les fêtes de quartier.	Nombre de membres sur le comité local et évaluation chiffrée de ce dernier par le CQCM.

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)					Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	MVF À confirmer	FTQ À confirmer	EEC À confirmer	Desjardins À confirmer	Chemins du Soleil	
A – Personnel lié au projet							
Titre : Chargée de projet CIEC Centre-Sud 20,49 $ Taux hor. **x** 5 Heures/semaine **+** 21% Avantages. sociaux/sem. **x** 30 Semaines **=**	**2 718 $**	1 001 $					3 719 $
Titre : Animateur CIEC 16,57 $ Taux hor. **x** 35 Heures/semaine **+** 17% Avantages. sociaux/sem. **x** 12 Semaines **=**		904 $	7 239 $				8 143 $
Titre : Animateur CIEC 16,57 Taux hor. **x** 35 Heures/semaine **+** 17% Avantages. sociaux/sem. **x** 12 Semaines **=**	**2 903 $**	600 $	1 000 $	3 640 $			8 143 $
Titre : Aide-animateur 13 $ Taux hor. **x** 20 Heures/semaine **+** 17% Avantages. sociaux/sem. **x** 8 Semaines **=**		1 995 $			925 $		2 920 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**5 621 $**	**4 500 $**	**8 239 $**	**3 640 $**	**925 $**	**0$**	**22 925 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**						
Équipement : achat ou location, fourniture bureau						450 $	450 $
Matériel d'animation et matériel contrats des jeunes					300$	50 $	350 $
Photocopies, publicité et chandails des jeunes					850 $		850 $
Formation animateurs : 16h X 2 X 16,57$/h +17%	**290$**				330 $		620 $
Déplacements et autre (ex. : vérification antécédents)					100 $	150 $	250 $
Locaux, conciergerie ou surveillance						1 200 $	1 200 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**290$**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**1 580 $**	**1 850 $**	3 720 $
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**						
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)						2 664 $	2 664 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**2 664 $**	2 664 $
Total des contributions	**5 911 $**	**4 500 $**	**8 239 $**	**3 640 $**	**2 505 $**	**5 514$**	**29 309$**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Fonds étudiant II FTQ 545 Crémazie Est, Mtl, H2M 2W4	Implantation du projet à travers le Québec et soutien financier
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité Bureau de Mtl : 7333 Place Roseraies, Anjou, H1M 2X6	Soutien régional des comités locaux CIEC, agents de promotions du projet et formation des animateurs
Association Les Chemins du Soleil 1155 Alexandre-DeSève, Mtl, H2L 2T7	Coordination et fiduciaire du projet, membre actif du comité local
Carrefour Jeunesse Emploi Centre-Sud / Plateau Mont-Royal / Mile-End 425 Sherbrooke Est, Mtl, H2L 1J9	Membre actif du comité local et formateur auprès des jeunes entrepreneurs
Groupe information travail (GIT) 1585 Boul. René Lévesque Est, Mtl, H2L 4L2	Membre actif du comité local et formateur auprès des jeunes
Oxy-jeunes 2020 rue de la Visitation, Mtl, H2L 3C7	Membre actif du comité local, prêt de matériel
Organisatrice communautaire, CLSC des Faubourgs 1705 rue de la Visitation, Mtl, H2L 3C3	Membre actif du comité local
Bernard Bazouamon Résident arrondissement Ville-Marie	Membre actif du comité local, représentant des parents
École Secondaire Pierre-Dupuy 2000 rue Parthenais, Mtl, H2K 3S9 École Secondaire Jeanne-Mance 4240 rue De Bordeau, Mtl, H2H 1Z5	Promotion du projet : recrutement des jeunes entrepreneurs
Table de Concertation Jeunesse Centre-Sud	Promotion du projet et Financier (subvention Milieu de vie favorable)
Divers organismes jeunesse du Centre-Sud (ex. : Maison de jeunes Quinka-Buzz, Loisirs St-Jacques, Centre Jean-Claude Malépart, Association des familles,	Promotion du projet et contrats auprès des jeunes
Arrondissement Ville-Marie 800 Boul Maisonneuve Est, MTL, H2L 4L8	Promotion du projet et contrats auprès des jeunes
Caisse Desjardins du Quartier Latin Caisse d'économie solidaire Desjardins	Promotion du projet et financier à confirmer

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 30 semaines pour le comité local, 12 semaines pour les activités de la CIEC
Date de début du projet : 2020/01/20 (comité local) et 2020/05/20 (début activités CIEC, arrivée des animateurs) (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape : 30 juin 2020
Date de fin de projet 14 août 2020 **Note : Le montant demandé pour PIMJ s'arrête au 30 juin 2020, démarrage de la CIEC du 20 janvier au 30 juin 2020**
Date de remise du rapport final : 30 août 2020 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Rôle du Comité local

L'implantation du projet de coopérative jeunesse CIEC est possible grâce à l'implication d'un groupe de représentants des secteurs socio-économique et communautaire du quartier Centre-Sud. La mise sur pied du comité local est donc la première étape de la création d'une CIEC.

Pour l'édition 2020, ce dernier sera composé de 6 membres représentatifs du milieu : Annie Lalonde (coordonnatrice, Association les Chemins du Soleil), Marc-Alain-Félix (intervenant en persévérance scolaire, Carrefour Jeunesse Emploi), un membre de l'équipe du Groupe information travail (personne en charge à confirmer), Julie Laloire (directrice, Oxy-Jeunes), Marie-Laure Guillot (organisatrice communautaire, coordination territoriale CIUSSS CLSC des Faubourgs) et Bernard Bazouamon (représentant des parents).

À l'image d'un conseil d'administration, le comité local a pour mandat de déterminer les grands objectifs de la CIEC en fonction de la spécificité locale. Il doit mettre en place les éléments nécessaires à l'implantation du projet et offrir un soutien aux jeunes et aux animateurs.

Il assure un partage des tâches à trois niveaux :

- **Finance :** trouver le financement nécessaire à la mise sur pied et l'opérationnalisation de la CIEC Centre-Sud (subventions, autofinancement, organismes du milieu, etc.)
- **Ressources humaines :** recruter et sélectionner les animateurs, guider et orienter ces derniers pendant le projet (encadrement) et être disponible tout au long du projet pour rencontrer les coopérants.
- **Promotion :** trouver des clients potentiels, sensibiliser la population au projet, prendre contact avec des ressources du quartier (ex. : écoles secondaires, intervenants jeunesse).

Informations importantes liées aux prévisions budgétaires:

Le montant demandé dans le cadre du programme PIMJ couvre la période du 20 janvier au 30 juin 2020 pour le démarrage du projet. Ces montants sont liés à :

- **Coordination du projet 22 semaines (entre le 20 janvier et le 30 juin 2020)**
- **Animateur CIEC 6 semaines (du 20 mai au 30 juin 2020) et une partie des frais de formations.**

À noter également que le programme Fonds II de la FTQ impose un salaire de 16,57 $ l'heure pour les animateurs. Nous sommes quasi assurés de recevoir cette subvention liée au salaire d'un animateur, mais devons en assumer une partie des charges sociales en plus d'équilibrer le budget de manière à offrir le même taux horaire au deuxième animateur.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Daniel Lauzon	Fonction : Directeur général
Date : 10 octobre 2019	Signature 

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1851-1, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, agissant et représentée par Madame Veronica Islas, directrice générale dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 88355911RT
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1088658295DQ 0001
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 88 355 9114 RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour rassembler et développer des ressources dans le domaine interculturel avec et pour les organismes, résidents et résidentes du quartier Centre-Sud afin de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés culturelles du quartier;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2017, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la

Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille neuf cent dix dollars (5 910 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinq mille trois cent dix-neuf dollars (5 319 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq cent quatre-vingt-onze dollars (591 $) au plus tard au plus tard trente jours de la réception du rapport final

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1851-1, rue Dufresne, Montréal, Québec, H2K 3K4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2018

CARREFOUR DE RESSOURCES EN INTERCULTUREL

Par : _____
Véronica Islas
Directrice générale

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier

Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Carrefour de ressources en interculturel

Titre du projet : Rendez-vous interculturels

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 04-11-2019
Date de fin du projet : 29-05-2020

Montant demandé : 5,000.00$
Montant accordé :

Date de dépôt de la demande :11-10-2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans** **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	Montréal *Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☒ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☒ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☒ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Carrefour de ressources en interculturel	
Adresse : 1851-1 rue Dufresne	
Ville : Montréal	Code Postal : H2K 3K4
Numéro d'inscription TPS : 883559114RT	Numéro d'inscription TVQ : 1088658295DQ 0001
Numéro de charité : 88 355 9114 RR0001	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : Sainte-Marie	
Circonscription électorale du Québec : Sainte-Marie-St-Jacques	
Circonscription électorale fédérale : Laurier Sainte-Marie	
Responsable de l'organisme : Veronica Islas	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-525-2778	Télécopieur :
Courriel : dg@criccentresaud.org	Site Web : www.criccentresud.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui, avec numéro de charité.	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Créé par la communauté du Centre-Sud en 1999, le CRIC est un organisme communautaire autonome qui accompagne des organismes, des institutions et des groupes de résidents et dont la mission est de rassembler et de développer des ressources dans le domaine interculturel, avec et pour les organismes et les résident(e)s du quartier Centre-Sud, dans le but de favoriser le rapprochement interculturel entre toutes les communautés du quartier.

Depuis maintenant 20 ans, le CRIC réalise des projets d'ampleur ralliant les différentes collectivités du Centre-Sud vers le rapprochement interculturel et l'inclusion. Ces projets sont, pour donner quelques exemples, des activités qui favorisent la fierté civique et la participation citoyenne des nouveaux arrivants, des BBQ communautaires interculturels, des ateliers qui encouragent la compréhension interculturelle et le décloisonnement, etc. Le CRIC offre aussi des formations sur différentes thématiques interculturelles (communication interculturelle, intervention en contexte multiethnique, etc.) à des groupes communautaires ainsi qu'à des groupes privés.

Enfin, le CRIC anime des ateliers portant sur différents thèmes (préjugés, conscience de soi et identité culturelle, etc.) au sein des écoles et des organismes communautaires. L'un de nos ateliers les plus populaires se nomme *Mythes et réalités en interculturel* et a comme objectif de contrer les préjugés circulant sur les différentes communautés culturelles, incluant la communauté d'accueil. Finalement, nous organisons des *Rendez-vous interculturels* réussis depuis maintenant 14 ans. Ce projet rassembleur et grandement apprécié des jeunes et des familles vise rapprocher les communautés, à valoriser la diversité et à lutter contre la discrimination, l'intimidation et le racisme. Ces objectifs sont travaillés de façon profonde tout au long de la démarche.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Rendez-vous interculturels

Personne responsable du projet : Justine Bourgeois-Dallaire

Fonction : Organisatrice communautaire

Téléphone : 514-525-2778 Télécopieur :

Courriel : projetecoles@criccentresud.org

☐ Nouvelle initiative ☒ Reconduction de projet

Motifs de la reconduction

En plus d'être le plus grand projet jeunesse célébrant la diversité culturelle dans Ville-Marie, ce projet a un impact réel sur un très grand nombre de jeunes vivants dans les zones défavorisées de l'arrondissement, et principalement du Centre-Sud.

Un projet qui valorise les jeunes

Ce projet offre aux jeunes un soutien afin qu'ils puissent développer et réaliser des projets interculturels qui les intéressent et leur ressemblent (projets qu'ils pourront par la suite présenter à l'ensemble de leur communauté lors de l'événement de clôture). Ce projet amène ainsi les jeunes à développer leur sentiment d'appartenance à leur milieu ainsi que leur estime personnelle. Il a été démontré que l'engagement des jeunes dans un projet collectif, la valorisation de leurs réalisations et le développement de passions sont des éléments qui contribuent à la persévérance scolaire et agissent en prévention de la santé globale. Les Rendez-vous interculturels s'inscrivent donc dans cette démarche et contribuent, conséquemment, au bien-être des jeunes.

Vivre ensemble dans une société multiculturelle : les jeunes ont besoin d'outils!

Les jeunes qui participent aux *Rendez-vous interculturels* reçoivent des ateliers sur différentes thématiques interculturelles, leur permettant ainsi de s'épanouir, de se découvrir et de développer de bonnes compétences sociales (communication, vivre ensemble, ouverture à la diversité, etc.). Ces ateliers leur permettent aussi de développer leur capacité d'adaptation aux transitions, aux changements et aux éléments de stress (vécus par le processus d'immigration, la biculturalité maison-école, etc.).

Nombre de jeunes rejoints

Le projet des *Rendez-vous interculturels* est le projet de la Table de concertation jeunesse du Centre-Sud (TCJCS) qui rejoint le plus grand nombre de jeunes annuellement (931 jeunes directement touchés par le projet en 2018) en plus de toucher un très grand nombre de personnes vivant dans le quartier (737 personnes ont participé à l'événement des Rendez-vous interculturels en 2018).

Nombre d'acteurs communautaires et institutionnels mobilisés par ce projet

Chaque année, un très grand nombre d'acteurs communautaires et institutionnels se mobilisent et participent aux *Rendez-vous interculturels* (soit en déposant un projet avec des jeunes, soit en participant à l'événement de clôture, ou les deux). Chaque année, une quinzaine d'organismes jeunesse et environ 5 écoles participent aux *Rendez-vous interculturels*.

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Diversité ethnoculturelle

La diversité ethnoculturelle croissante au sein des écoles du quartier Centre-Sud, à l'image de la transformation rapide du quartier, amène de nouveaux enjeux au niveau de l'intégration des jeunes et des familles issu(e)s de communautés culturelles. Selon des données diffusées par le Réseau Réussite Montréal, les jeunes issus de l'immigration représentent plus du tiers des élèves du campus scolaire du Centre-Sud, soit à l'école secondaire Pierre-Dupuy et dans les 5 écoles primaires du quartier. Les risques de discrimination, de marginalisation et d'exclusion sont bien réels et les gestes haineux, bien présents. C'est d'ailleurs dû à ses problématiques que le CRIC a été créé il y a 20 ans.

Dans un rapport d'enquête[1] paru en 2011, la TCRI (Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes) a constaté qu'un des principaux défis d'intégration des jeunes immigrants et de leurs familles concernait le conflit de valeurs. À l'adolescence, les jeunes se trouvent dans une période où ils sont à la recherche de leur identité et d'un sentiment d'appartenance. Cette quête n'est pas simple puisqu'ils sont confrontés à une multiplicité d'attentes venant de l'école, de la famille, de leurs pairs ainsi que de la communauté. Pour les jeunes issus de la diversité, se forger une identité est doublement complexe puisqu'ils doivent composer avec la biculturalité, c'est-à-dire qu'ils doivent définir leurs appartenances culturelles en tenant compte de la culture et des valeurs transmises par leurs parents, de celles apprises dans leur société d'origine, ainsi que de celles transmises par la société d'accueil, soit le Québec. Parfois les messages reçus sont carrément contradictoires et peuvent varier d'un sujet à l'autre. C'est tout un défi pour un jeune issu de la diversité de trouver les ancrages identitaires et d'appartenance nécessaires à son bien-être. Il nous semble donc essentiel de créer, notamment pour les jeunes issus des communautés ethnoculturelles, un espace de partage et d'expression afin de reconnaitre ce qu'ils vivent et de contribuer à leur cheminement identitaire de façon positive.

Enfin, les jeunes issus de la diversité, comme la plupart des autres jeunes de leur âge, cherchent à se faire accepter par leurs pairs et à se faire des amis. Dans un quartier qui accueille de plus en plus de familles immigrantes, la diversité culturelle est bien présente dans les écoles et représente un défi d'adaptation tant pour les jeunes d'ici que pour ceux issus de l'immigration. Vivre cette diversité est un atout pour ces jeunes qui sont amenés à s'ouvrir aux autres. Toutefois, dans une dynamique majorité/minorité ou inclusion/exclusion, les différences peuvent également provoquer des confrontations de valeurs et faire place à la discrimination et au racisme. Les jeunes issus de la diversité qui ont de la difficulté à tisser des relations avec leurs pairs et qui se retrouve en situation d'exclusion sont plus susceptibles d'éprouver des difficultés d'adaptation à la société québécoise. Afin de contribuer à créer un milieu de vie ouvert pour les jeunes de toutes origines, il est important de multiplier les occasions de reconnaissance positive ainsi que de mobiliser les jeunes d'ici et d'ailleurs autour de projets rassembleurs. C'est d'ailleurs ce que nous comptons faire avec les *Rendez-vous interculturels*.

[1] L'intégration des enfants et jeunes immigrants de première génération au Québec

Résumé du projet

Ce projet s'adresse aux jeunes fréquentant les écoles et les organismes jeunesse du Centre-Sud, ainsi qu'à leurs pairs et à leurs familles. Nous ciblons particulièrement les jeunes issus de la diversité ainsi que ceux résidant dans les zones défavorisées du quartier. Cependant, tous les jeunes du quartier sont invités à participer aux *Rendez-vous interculturels*.

Le projet des *Rendez-vous interculturels* vise à prévenir l'intimidation et la discrimination, à favoriser la persévérance scolaire et à augmenter l'estime de soi des jeunes. En janvier, les jeunes choisissent un projet interculturel qu'ils aimeraient réaliser sur une période de 3 mois (février à avril). Cette année, nous visons à rejoindre un minimum de 450 jeunes de 12 à 30 ans, directement impliqués dans un projet interculturel (classe ou organisme communautaire jeunesse). Des ateliers pédagogiques (ex : déconstruction des mythes entendus dans leurs groupes, l'identité en contexte pluriethnique, etc.) seront par la suite offerts à tous les groupes ayant déposé un projet. Cette année, nous visons 150 participants (jeunes 18-30 ans) pour le volet *atelier*.

Des artistes issus de différentes communautés culturelles pourront venir soutenir les jeunes dans la réalisation de leurs projets (arts plastiques, arts visuels, musique, arts culinaires, danse, sports, etc.). La multitude de disciplines dans laquelle les jeunes peuvent choisir de travailler font du projet un événement qui reflète la richesse culturelle et artistique du quartier, créant des rendez-vous très différents d'une année à l'autre (selon les intérêts des jeunes).

Enfin, les projets sont fièrement présentés par les jeunes à leurs pairs ainsi qu'à leur famille et aux citoyens lors de l'événement de clôture des *Rendez-vous interculturels* qui a lieu en avril, à chaque année à l'école secondaire Pierre-Dupuy. Cet événement est une occasion de reconnaissance et d'inclusion pour les jeunes d'ici et d'ailleurs dans la réalisation et la présentation de leur projet à l'ensemble de la communauté. Par ailleurs, ce projet permet aussi la création d'espaces de dialogues interculturels et favorise grandement les rencontres intergroupes.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

1. Promouvoir l'équité, l'égalité et la diversité;
2. Encourager la persévérance scolaire et développer l'estime de soi des jeunes;
3. Accroître l'inclusion sociale et favoriser le vivre-ensemble dans les milieux de vie des jeunes du quartier;
4. Favoriser les rencontres et les échanges interculturels ainsi que l'intégration sociale des jeunes des communautés ethnoculturelles;
5. Développer le sentiment d'appartenance des jeunes à leur milieu tout en les accompagnants afin qu'ils puissent développer différentes compétences sociales et s'exprimer au sein de leur milieu de vie ;

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Clientèles visées :

Les jeunes au prise avec des difficultés d'intégration et issus des communautés ethnoculturelles (nouveaux arrivants, minorités visibles et immigrants de 1ere et de 2e génération), habitant l'arrondissement Ville-Marie et plus particulièrement, le quartier Centre-Sud. En effet, la majorité des jeunes participants résident dans les zones défavorisées du Centre-Sud et fréquentent l'école secondaire Pierre-Dupuy ainsi que les organismes jeunesse du quartier.

Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :
12-17 ans : 350 jeunes
18-30 ans : 100 jeunes
**Veuillez noter que ce projet rejoint aussi un grand nombre de jeunes âgés de 5 à 11 ans ainsi que leurs parents (jeunes parents, parents sous-scolarisés, familles récemment immigrées).*

Modes de mobilisation/recrutement/promotion auprès des organismes et des jeunes (public cible)

Mobilisation
- Mobilisation des organismes communautaires et des institutions partenaires (École Pierre-Dupuy, École Gédéon-Ouimet, Centre Lartigue (école de francisation), organismes jeunesse membres de la TCJCS, organismes communautaires, etc.);
- Mobilisation des jeunes, par l'entremise de nos partenaires communautaires et institutionnels (voir ci-dessus);

Recrutement
- Recrutement des jeunes via le travail avec les partenaires jeunesse et les écoles du quartier;
- Recrutement au sein du bassin de jeunes déjà impliqués dans les organismes de la TCJCS.

Promotion de l'événement des Rendez-vous interculturels (*élaboration d'un plan de communication en amont).
- Inclusion d'affichettes dans les sacs à dos des enfants et des jeunes;
- Réalisation de kiosques dans les écoles;
- Publications sur nos différentes plateformes web (Facebook, site internet, etc.);
- Affichage dans le quartier et dans les organismes et institutions partenaires;
- Communiqué de presse
- Promotion réalisée par nos partenaires, etc.

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

Les Rendez-vous interculturels ont pour objectif de rejoindre les jeunes de différentes communautés culturelles et des jeunes de la communauté d'accueil afin de favoriser les rapprochements interculturels et d'outiller les jeunes afin qu'ils puissent reconnaître et contrer les préjugés. Nous rejoignons les jeunes issus des communautés culturelles ou membres des minorités visibles directement par le biais des écoles et des organismes communautaires jeunesse. Enfin, les actions du projet sont au cœur de la mission de l'organisme (CRIC) et répondent à son premier mandat qui est la mobilisation et l'influence sur les enjeux interculturels.

Portrait du quartier Centre-Sud
La diversité ethnoculturelle croissante au sein des écoles du quartier Centre-Sud, à l'image de la transformation rapide du quartier, amène de nouveaux enjeux au niveau de l'intégration des jeunes issus de la diversité et de leurs familles. Les risques de discrimination, de marginalisation et d'exclusion sont bien réels et les gestes haineux, bien présents.

Grande diversité ethnoculturelle
- 1 240 familles immigrantes dont 40,7 % avec enfants de moins de 18 ans (Réseau Réussite Montréal, 2013).
- 80,1% des élèves du secondaire sont issus de l'immigration (Réseau Réussite Montréal, 2013).
- 39% des habitants font partie de la 1ère ou 2ème génération d'immigrants (56% à Montréal) (Enquête nationale auprès des ménages, Statistiques Canada, 2011).
- En moyenne, 79% des élèves fréquentant les écoles du Centre-Sud n'ont qu'un seul ou aucun parent né au Québec. On retrouve le plus faible pourcentage à l'école Saint-Anselme (64,53%) et le plus haut pourcentage à l'école Marguerite-Bourgeoys (86,44%) (Portrait socioculturel des élèves inscrits dans les écoles publiques de l'île de Montréal, 2017.).
- En moyenne, les élèves qui fréquentent les écoles du Centre-Sud proviennent de 24 pays différents. Ce nombre s'élève à 45 pour l'école Jean-Baptiste-Meilleur et à 24 pour l'école Pierre-Dupuy Portrait sociolinguistique au secteur des jeunes: lieu de naissance, langue maternelle, langue parlée à la maison, CSDM, 2018).

Décrochage scolaire
- En 2011, 59,7 % des élèves de l'école Pierre-Dupuy quittaient le secondaire sans diplôme ni qualification (Réseau Réussite Montréal, 2013).

Défavorisation
- Au Centre-Sud, le niveau de défavorisation est au-dessus de la moyenne. 34 % de la population vie dans des conditions matérielles et sociales des plus défavorables. La moyenne montréalaise est de 16,3% (Réseau Réussite Montréal, 2013).

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Ville-Marie
Précisez le quartier ou le secteur :	Centre-Sud
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
X	Diversité sociale
X	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Mise sur pied d'un comité organisateur formé de membres communautaires (organismes jeunesse) et de membres institutionnels (écoles). Rencontres mensuelles.	De novembre 2019 à mai 2020	1 rencontre par mois
2. Mobilisation des écoles : Rencontres avec les écoles, mise à jour et envoie d'un guide pédagogique interculturel aux enseignant-e-s;	Novembre 2019 à - janvier 2020	1 rencontre par école
3. Mobilisation des organismes jeunesse : Rencontres avec les organismes jeunesse, mise à jour et envoie d'un répertoire d'idées d'activités interculturelles pour les jeunes et les intervenants.	Novembre 2019 à - janvier 2020	Présentation des rendez-vous interculturels lors d'une rencontre de la TCJCS. Si possible, 1 rencontre individuelle par organisme.
4. Création de l'affiche promotionnelle de l'événement : Planification du projet pour la création de l'affiche promotionnelle avec un enseignant d'arts plastiques, choix de la technique et du groupe; Vote des jeunes, réalisé à l'école Pierre-Dupuy, afin de choisir l'affiche.	Décembre 2019 à février 2020	1 rencontre avec l'enseignante et 3 rencontres avec les groupes (au besoin) 1 journée de vote avec les élèves de Pierre-Dupuy
5. Appel et tenue de projets dans les classes et les organismes jeunesse : Envoie du formulaire de dépôt de projet; Dépôt des projets et réalisation des projets.	Janvier à avril 2020	15 projets réalisés
6. Animation des ateliers de sensibilisation dans les classes et les organismes jeunesse.	Octobre 2019 à mai 2020	9 ateliers animés
7. Réalisation de la programmation de l'événement des Rendez-vous interculturels mettant en vedette la variété des disciplines travaillées en classe et dans les organismes communautaires du quartier ainsi que numéros produits par des jeunes artistes issus de différentes communautés.	Février à avril 2020	1 fois
8. Tenue de l'événement des Rendez-vous interculturels	Fin avril 2020 *(Date à déterminer)*	1 journée
9. Rencontre bilan du comité organisateur (Évaluation et recommandation pour la suite du projet)	Mai 2020	1 ou 2 rencontre(s)

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Les jeunes ont participé à un atelier pédagogique et sont maintenant plus outillés pour vivre bien, ensemble, dans un contexte interculturel.	** La mesure utilisée dépend de l'atelier suivi par le jeune. - Résultats post-ateliers : Les jeunes sont en mesure d'identifier quand une information est un préjugé et sont capables d'utiliser une ou plusieurs stratégies afin de les contrer et/ou les jeunes ont développés des outils de communication interculturelle et/ou les jeunes comprennent que leur identité peut être mixte (biculturelle) et aussi malléable (changer avec le temps, les expériences, etc.).	- Nombre de jeunes ayant participé aux ateliers pédagogiques; -Résultats des évaluations remplies par les jeunes, suite à l'atelier.
2. Les jeunes ont développé leur confiance en soi ainsi que leur sentiment d'appartenance à leur milieu de vie	- Les jeunes sont fiers de leur milieu de vie (quartier, école, organisme jeunesse qu'il fréquente, etc.). - Les jeunes se sont impliqués dans différentes étapes de la réalisation de l'événement de clôture ouvert au grand public.	-Nombre de jeunes bénévoles. -Nombre de jeunes en charge de l'animation. -Nombre de jeunes ayant performés sur scène lors de l'événement final.
3. Les jeunes se sont impliqués dans une démarche où ils ont réalisés des projets sur des thèmes interculturels qui les intéressent.	-Les organismes jeunesse et les institutions scolaires se sont mobilisées et ont participé aux Rendez-vous interculturels. -Les jeunes sont satisfaits et fiers de leurs projets. -Les projets ont été choisis par et pour les jeunes.	- Nombre de jeunes impliqués dans un projet, du début à la fin. - Nombre de projets déposés et réalisés. - Nombre d'enjeux interculturels abordés au travers des projets.
4. Plusieurs communautés culturelles sont représentées tout au long du projet.	-Les jeunes se sentent représentés.	-Nombre de communautés culturelles représentées au travers des projets. -Nombre de communautés culturelles représentées lors de la journée de clôture des Rendez-vous interculturels.
5. Réalisation d'un événement inclusif et ouvert au grand public, mettant en valeur la richesse de la diversité et favorisant les échanges interculturels.	-Évaluation post-mortem de l'événement des Rendez-vous interculturels par le comité organisateur.	-Nombre des participants à l'événement et leurs profils (enfants, jeunes, familles, personnes âgées, communautés culturelles, etc.) -Nombre d'activités réalisées (20

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires			Autres partenaires financiers (Obligatoire)					Budget total
	PIMJ	Milieux e vie favorable (DRSP) Confirmé	Gouvernement fédéral (non confirmé mais fort probable- reconduction)	Commission scolaire de Montréal (non confirmé mais fort probable- reconduction)	CRIC	Partenaires communautaires	Partenaires institutionnels	
A – Personnel lié au projet								
Titre : Organisatrice communautaire 20 $ Taux hor. **x** 25 Heures/semaine **+** 21% $ Avantages. sociaux/sem. **x** 30 Semaines	2 500 $	2 000 $	5 000 $	0 $	8 650$	0 $	0 $	18 150$
Honoraires professionnels *Artistes-mentors*	1 200$	1 500 $	3 000 $	2000$	0 $	0 $	0 $	7 700$
Ressources humaines	0$	0$	0 $	0 $	0 $	2 280 $	4 500 $	6 780$
SOUS-TOTAL SECTION A	**3 700 $**	**3500 $**	**8 000 $**	**2 000 $**	**8 650 $**	**2 280$**	**4 500$**	**32 630$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**							
Équipement : achat ou location	0$	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $	5 000$	5000 $
Fournitures de bureau	0 $	300 $	300 $	0 $	300 $	0 $	0 $	900$
Photocopies, publicité	200 $	200 $	250 $	300$	300 $	0 $	0 $	1250 $
Matériel d'animation, matériel pour l'événement	910 $	500 $	350 $	900 $	1 640 $	0 $	0 $	4 300 $
Achat de produits dérivés (t-shirt de l'événement)	300 $	0 $	0 $	400 $	0 $	0 $	0 $	700$
Déplacement	0 $	0 $	600 $	0 $	0 $	0 $	0 $	600 $
Honoraire technicien au son			0$	400$	0 $	0 $	0 $	400 $
Honoraire photographe	0 $	0 $	300$	0 $	0 $	0 $	0 $	300$
Honoraire graphiste	0 $	0 $	0 $	250 $	0 $	0 $	0 $	250$
Locaux, conciergerie ou surveillance	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $	0 $	2 000$	2000 $
Assurance (frais supplémentaires)	0 $	0 $	200$	0$	132 $	0 $	0 $	332 $
SOUS-TOTAL SECTION B	**1 410 $**	**1000 $**	**2 000 $**	**2 250 $**	**2 372$**	**0$**	**7000$**	**16 032 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**							
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	800 $	500 $	1000 $	0 $	300 $	0 $	0 $	2 600 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**800 $**	**500 $**	**1000 $**	**0 $**	**300 $**	**0$**	**0$**	**2 600 $**
Total des contributions	**5 910 $**	**5000 $**	**11000 $**	**4 250 $**	**11 322$**	**2 280$**	**11 500 $**	**51 262 $**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Bruno Charreyron École secondaire Pierre-Dupuy 514-596-5711	- Participation au comité organisateur - Réalisation de projets interculturels (dans les classes) - Promotion du projet - Prêt de matériel Soutien logistique le jour même
Sergio D'Amendola École secondaire Pierre-Dupuy 514-596-5711	- Participation au comité organisateur - Réalisation de projets interculturels (dans les classes) - Promotion du projet - Prêt de matériel - Soutien logistique le jour même
Marc-Alain Felix Carrefour jeunesse emploi Centre-Sud/Plateau Mont-Royal/Mile-End 514 522-9151	- Participation au comité organisateur - Recrutement et coordination des bénévoles - Soutien logistique le jour même - Promotion du projet
Zahra Kohr OPJ – Opération placement jeunesse 514-281-1030	- Participation au comité organisateur - Soutien logistique le jour même - Promotion du projet
Marie-Laure Guillot CIUSSS Centre-Sud (514) 527-2361 poste 1409	- Participation au comité organisateur - Promotion du projet
France Cambronne École des métiers des Faubourgs 514-596-4600	- Réalisation de projets interculturels - Promotion des Rendez-vous interculturels auprès des jeunes - Participation à l'événement
Organismes jeunesse membres de la TCJCS	- Dépose un projet - Mobilise les jeunes et participe aux Rendez-vous interculturels - Promotion du projet auprès des jeunes
Organismes jeunesse membre de la table 6-12	- Dépose un projet - Mobilise les jeunes et les parents et participe aux Rendez-vous interculturels - Promotion du projet auprès des jeunes et des parents
Écoles primaires du Campus Centre-Sud	- Participe au dépôt de projet et à la promotion des activités et logistique afin de faciliter la présence des élèves et de leurs familles lors des événements.

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) : 30 semaines
Date de début du projet : 2019-11-04 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape : 2019-02-28
Date de fin de projet : 2020-05-29
Date de remise du rapport final : 2020-06-26 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Veronica Islas	Fonction : Directrice générale
Date : 11 octobre 2019	Signature 

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par monsieur Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

No d'inscription TPS : 121364749
No d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 200, rue Ontario est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3 agissant et représentée par Valérie Koporek, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :	S/O
N° d'inscription T.V.Q. :	S/O
N° d'inscription d'organisme de charité :	867380495 RR002

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir une gamme d'activités en sports et loisirs aux citoyens de l'arrondissement;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2017, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été

employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de huit mille trois cent trente dollars (8 330 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de sept mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept dollars (7 497 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de huit centre trente-trois dollars (833 $), au plus tard au plus tard trente jours de la réception du rapport final

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 200, rue Ontario est, local 3004, Montréal, Québec, H2X 1H3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19ième étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2019

SERVICE DES LOISIRS ST-JACQUES DE MONTRÉAL

Par : _____
Valérie Koporek
Directrice gérérale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 2019 (Résolution …….).

ANNEXE 1

PROJET

Demande de soutien financier

Programme d'intervention de milieu pour les jeunes de 12 à 30 ans

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Service des Loisirs St-Jacques

Titre du projet : 4 Quarts Temps pour agir

Réservé à l'administration

Date de début du projet :
Date de fin du projet :

Montant demandé :
Montant accordé :

Date de dépôt de la demande :

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans** **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	Montréal *Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☒ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☒ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☒ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Loisirs St-Jacques	
Adresse : 200, Rue Ontario E, local 3004	
Ville : Montréal	Code Postal : H2X 1H3
Numéro d'inscription TPS : 867380495RT0001	Numéro d'inscription TVQ : 1008115671DQ30001
Numéro de charité : 867380495RR0002	
Arrondissement : Ville-Marie	
District électoral de Montréal : ville-Marie	
Circonscription électorale du Québec : Ville-Marie - St Jacques	
Circonscription électorale fédérale : Laurier - Ste Marie	
Responsable de l'organisme : Valérie Koporek	
Fonction : Directrice Générale	
Téléphone : 514-872-8021	Télécopieur :
Courriel : loisirsstjacques@gmail.com	Site Web : https://www.loisirs-stjacques.org
Votre organisme est-il à but non lucratif ? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Loisirs St-Jacques (LSJ) est un organisme de bienfaisance qui contribue au développement physique, psychologique et social des jeunes de 5 -21 ans des habitations Jeanne-Mance et du Faubourg St-Laurent par le biais d'une programmation sportive et culturelle régulière riche et diversifiée.

L'organisme existe depuis 50 ans afin de prévenir l'isolement, le décrochage scolaire et la violence auprès des jeunes et jeunes adultes de quartier défavorisés. Il reçoit différents soutiens financiers (municipaux, gouvernementaux, fonds privés, fondation, etc.). Chaque projet nécessite une gestion efficace et transparente des fonds. La concertation et l'engagement auprès des partenaires engagés fait aussi partie de notre mission afin de mieux servir la communauté. Parmi eux, notons le Cégep du Vieux Montréal, le Centre Père Sablon, le Cerf, les tables de concertations du centre sud, etc. Plusieurs projets marquent notre histoire, tels que : la persévérance scolaire, Élève-Athlète, qui permet de développer diverses compétences comme le respect, le travail d'équipe et la compréhension à travers des conférences thématiques et des entraînements sportifs. La cuisine solidaire et collective, etc. De plus, nous intégrons à notre programmation des projets culturels et artistiques axés sur l'importance de mieux connaitre les endroits historiques et célèbres de notre ville en offrant aux jeunes la possibilité d'expérimenter des activités hors de la ville (classe verte).

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : 4 Quarts Temps Pour Agir	
Personne responsable du projet : Erwann Cabon	
Fonction : Coordinateur développement philanthropique et charge de projet	
Téléphone : 514-872-7948	Télécopieur :
Courriel : chargedeprojetslsj@gmail.com	
☒ Nouvelle initiative	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Nous sommes situés au cœur du Faubourg St-Laurent, au sein des Habitations Jeanne-Mance dans l'arrondissement Ville-Marie. Notre clientèle est issue de plus de 70 ethnies différentes et nous travaillons afin de permettre au plus grand nombre de cohabiter en harmonie en prônant le respect et l'éducation. Au sein des Habitation Jeanne-Mance et dans ses alentours la population non active est très importante. Afin de contre carrer ce phénomène d'isolement et de décrochage scolaire voir professionnel de la part du public adulte, nous souhaitons utiliser le sport afin d'aider nos membres à regagner en estime d'eux-mêmes et en confiance. Le retour à l'emploi est un moyen de lutter contre l'exclusion social, la pauvreté et limite les risques de problématique socio-urbaine et de violence.

Résumé du projet

4 Quarts Temps Pour Agir est un ajustement de notre programme Élève-Athlète pour un public adulte. Élève athlète propose pour les enfants et les adolescents un programme de section sportive, en soccer et basketball avec soutien scolaire, des ateliers conférences et des bourses aux mérites. Le programme **4 Quarts Temps Pour Agir (4QT)** s'adresse aux personnes de 17 à 25 ans, de toutes origines et classes sociales confondues. Il offre à ces clientèles de la pratique de basketball et de soccer, avec des entraineurs qualifiés, capable d'encadrer des adultes tout en proposant des exercices de renforcement musculaire. 4QT va permettre la mise en place d'ateliers d'écriture de CV, des simulations d'entretiens ainsi que de la recherche d'emploi avec le soutien du CJE. Il propose des conférences inspirantes et motivantes pour les encourager. Cela nous permettra de rejoindre un plus grand nombre de membres et d'investir plus de partenaires dans le projet, tel que le **CJE** et l'organisme **Pour 3 Points**.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Notre projet se déroule sur toute l'année. Nous allons nous concentrer sur la mise en place de la section basketball et soccer adulte, la diffusion de notre projet auprès des habitants et la valorisation de notre partenariat avec les organismes. Nous allons aussi proposer des séances de renforcement et de développement physique avec la diffusion de saines habitudes alimentaires avec la création d'un groupe de partage Facebook avec des thématiques en fonction des saisons et des attentes de chacun en matière de bien-être et de remise en forme.

Grâce à nos partenaires nous allons pouvoir faire la promotion de la professionnalisation et accompagner les membres du programme dans leur recherche et dans leur poursuite de leurs objectifs. Nous allons pouvoir aider de jeunes adultes souvent en manque de soutien ou d'écoute à se réaliser en découvrant des carrières dans l'entraînement, le coaching ou d'autres opportunités.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles, jeunes adultes. Ouvert à tous et à toutes, promotion sur les réseaux, sur notre site et en utilisant le réseau de partenaires. **Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :** 12-17 ans : 10 18-30 ans : 20 *Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'inter-culturalisme ?* Nous sommes au contact d'un milieu à forte mixité culturelle et nos membres sont issus de communautés diversifiées, nous travaillons au cœur d'un environnement à faibles revenus et avec une demande croissante d'amélioration des services proposés. Nous tentons d'amener le plus de filles/femmes à la pratique sportive et ce projet nous permettrait d'aller chercher les jeunes femmes adultes de notre arrondissement qui sont trop souvent mise à part.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Ville-Marie
Précisez le quartier ou le secteur :	Faubourg St-Laurent
Plusieurs arrondissements :	N/A
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
X	Diversité sociale
	Loisir culturel
X	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Section sportive (Basket-ball, soccer, preparation physique)	2h	1 fois semaine chaque
2. Écriture de CV	2h	1 fois semaine en alternance
3. Simulations d'entretiens	2h	1 fois semaine en alternance
4. Conférences	1h	aux 2 semaines

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats

	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Nombre de participant aux séances de sport, engagement des participants dans l'organisation de pratiques en soccer et en basketball. Participation aux séances de préparation physique.	Amélioration des liens sociaux entre les participants, les présences aux entraînements et le développement physique des participants.	Le nombre de participant, nombre de séances proposées sur l'année, engagement sur la durée du programme.
2. Nombre de participants aux séances de professionnalisation ou d'aide au retour à l'emploi. Nombre de personne réinséré ou inséré dans la vie active grâce au programme.	Amélioration des CV et des compétences professionnelles pour les participants.	Le nombre de personne ayant passé un entretien ou décrocher un emploi sur la durée du programme.
3. Nombre de jeunes femmes participants au projet, impliquées sur l'année et dans les séances proposées de sport et de recherche d'emploi.	L'implication dans les séances et réussite de leurs objectifs personnels physique ou professionnel.	Nombre de jeunes femmes participants sur l'année au programme. Nombre de jeunes femmes qui auront passées des entretiens ou trouver un emploi.

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	Loisirs St-Jacques			
A – Personnel lié au projet					
Titre : Chargé de projet (planification, recrutement-communication) 20 $ Taux hor. **x** 10 Heures/semaine **+** 32 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 30 Semaines **=**	1 670 $	5290 $	$	$	6 960 $
Titre : Entraîneurs(2) - 25 $ Taux hor. **x** 3 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 24 Semaines **=**	3 600 $	$	$	$	3 600 $
Titre : Assistant Coach (2) 15 $ Taux hor. **x** 3 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 24 Semaines **=**	2 160 $	$	$	$	2 160 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**7 430 $**	**$**	**$**	**$**	**12 720 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$	$	$	$	$
Photocopies, publicité, banderole	650 $	$	$	$	650 $
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**650 $**	**$**	**$**	**$**	**650 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	250 $	$	$	$	250 $
SOUS-TOTAL SECTION C	**250 $**	**$**	**$**	**$**	**250 $**
Total des contributions	**8 330 $**	**$**	**$**	**$**	**13 620 $**

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Brigitte Sauvageau - CJE	Expertise sur la mise en place des ateliers d'écriture de CV et des simulations d'entretiens.
Serge Epoh – Soccer Placement	Expertise sur les séances de soccer, les entraînements et la portée du projet.
Fabrice Vil – Pour 3 points	Compétence en matière de formation des entraîneurs de basketball et en mise en place des entraînements de basketball.
Arrondissement Ville Marie-Cégep du Vieux Montréal, complexe sportif, salle de classe	Prêt de salle de conférences et de gymnase afin de pratiquer les activités sportives.
Soccer Passion Boutique	Chandails, équipements pour tout les membres.

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 35
Date de début du projet : 20-01-2020 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape : 30-09-2020
Date de fin de projet : 16-12-2020
Date de remise du rapport final 16-01-2021 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Grâce à ce projet sportif et professionnalisant pour adulte, nous proposons un programme ouvert à tous et toutes sans discriminations de culture, de classe sociale et de genre.

Nous allons agir sur une tranche importante de la population de notre zone d'activité, les jeunes adultes sont souvent à risque en matière de violence, d'exclusion et d'isolement. Les plus jeunes sont pris en charge par nos activités régulières et nous les accompagnons au mieux pour leur permettre de rester le plus longtemps possible dans le système scolaire tout en leur proposant des ateliers culturels et diversifiés.

Notre projet est adressé à nos jeunes qui sont trop vieux notre programmation adolescente et à ceux qui sont hors de notre organisme. Beaucoup de ces jeunes sont dans les rues, et se cherchent encore, ils sont souvent en recherche d'activités et d'attention, ce que nous pouvons leur offrir. Les jeunes femmes de notre milieu sont une part importante de la population ciblée par ce projet, au sein des communautés ethniques les filles sont souvent moins indépendantes que les garçons, c'est ce phénomène d'exclusion que nous allons tenter d'endiguer. Nous voulons leur montrer que leur milieu de vie s'intéresse et croit en eux. Pour cela, nous allons lier des partenaires qui œuvrent déjà auprès de ces jeunes adultes, notamment sur l'aspect professionnel, afin de proposer le programme le plus inclusif et pertinent possible face aux problèmes socio-économique qui les touchent.

En nous associant à des organismes qui proposent des formations et des perspectives d'avenir concrètes, nous allons montrer aux membres du programme qu'ils ont du soutien dans leurs démarches et dans leur recherche de valorisation. Nous utiliserons également le sport comme moyen pour développer leur sentiment d'appartenance à leur milieu de vie et leurs compétences physiques et professionnelles.

Notre programme 4 QT permettra de mettre en place des évènements qui nous serviront à mettre en avant le travail des organismes partenaires et des membres, tel que des tournois, des conférences, des soirées débats sur des sujets d'actualités et l'accompagnement à des forums des métiers.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Koporek, Valérie	Fonction : Directrice générale
Date : 9 octobre 2019	Signature

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Grâce à ce projet sportif et professionnalisant pour adulte, nous proposons un programme ouvert à tous et toutes sans discriminations de culture, de classe sociale et de genre.

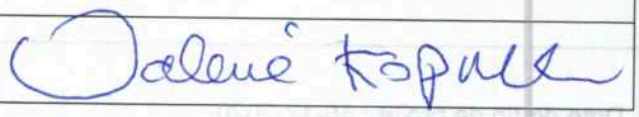
Nous allons agir sur une tranche importante de la population de notre zone d'activité, les jeunes adultes sont souvent à risque en matière de violence, d'exclusion et d'isolement. Les plus jeunes sont pris en charge par nos activités régulières et nous les accompagnons au mieux pour leur permettre de rester le plus longtemps possible dans le système scolaire tout en leur proposant des ateliers culturels et diversifiés.

Notre projet est adressé à nos jeunes qui sont trop vieux notre programmation adolescente et à ceux qui sont hors de notre organisme. Beaucoup de ces jeunes sont dans les rues, et se cherchent encore, ils sont souvent en recherche d'activités et d'attention, ce que nous pouvons leur offrir. Les jeunes femmes de notre milieu sont une part importante de la population ciblée par ce projet, au sein des communautés ethniques les filles sont souvent moins indépendantes que les garçons, c'est ce phénomène d'exclusion que nous allons tenter d'endiguer. Nous voulons leur montrer que leur milieu de vie s'intéresse et croit en eux. Pour cela, nous allons lier des partenaires qui œuvrent déjà auprès de ces jeunes adultes, notamment sur l'aspect professionnel, afin de proposer le programme le plus inclusif et pertinent possible face aux problèmes socio-économique qui les touchent.

En nous associant à des organismes qui proposent des formations et des perspectives d'avenir concrètes, nous allons montrer aux membres du programme qu'ils ont du soutien dans leurs démarches et dans leur recherche de valorisation. Nous utiliserons également le sport comme moyen pour développer leur sentiment d'appartenance à leur milieu de vie et leurs compétences physiques et professionnelles.

Notre programme 4 QT permettra de mettre en place des évènements qui nous serviront à mettre en avant le travail des organismes partenaires et des membres, tel que des tournois, des conférences, des soirées débats sur des sujets d'actualités et l'accompagnement à des forums des métiers.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Koporek, Valérie	Fonction : Directrice générale
Date : 9 octobre 2019	Signature 

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105004

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 4

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Direction chrétienne inc.	176033
2.	Carrefour de ressources en interculturel	132785
3.	Service des loisirs St-Jacques de Montréal	119744
4.	Association Les Chemins du Soleil	133186

Financement : Autre

Précision: Financement corporatif

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Direction chrétienne inc : 5 537 $
Carrefour de ressources en interculturel : 5 910 $
Service des loisirs St-Jacques de Montréal : 8 330 $
Association Les Chemins du Soleil : 5 911 $

	Années antérieures	2019	2020	2021	2022	2023	Années ultérieures	**Total**
Montant		23 120,00 $	2 548,00 $					**25 668,00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 6

	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année
Date de début :	15	novembre	2019	Date de fin :	30	juin	2020

Formulaire complété par : Linda Goulet
Prénom, nom

Date et heure système : 30 octobre 2019 14:23:45

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1194105004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder un soutien financier totalisant la somme de 25 688 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018 - 2021) :

Carrefour de ressources en interculturel	*5 910 $*
Direction Chrétienne in.c - Centre Innovation Jeunes	*5 537 $*
Service des loisirs St-Jacques de Montréal	*8 330 $*
Association Les Chemins du Soleil	*5 911 $*

Approuver les six (6) projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 25 688,00 $

Cette dépense sera assumée en partie par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) pour un montant de 12 048 $ et par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour un montant de 13 640 $, tel que spécifié dans l'intervention du Service des finances.

Aucun impact sur le budget de Ville-Marie.

Responsable de l'intervention :

Samba Oumar Ali

Conseiller en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-2661

Date: **2019-11-04**

Date et heure système : 04 novembre 2019 10:39:57

GDD 1194105004

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 25 688 $ à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021)/Approuver les projets de convention à cet effet

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2019	Montant 2020	Total	Total
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Direction chrétienne inc. - Centre Innovation jeunes	Mon jardin, ma ville	2 337.83 $	259.36 $	2 597.18 $	5 537.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Direction chrétienne inc. - Centre Innovation jeunes	Mon jardin, ma ville	2 646.17 $	293.64 $	2 939.82 $	
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Association les Chemins du Soleil	CIEC Centre-Sud	2 495.08 $	277.18 $	2 772.26 $	5 911.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Association les Chemins du Soleil	CIEC Centre-Sud	2 824.92 $	313.82 $	3 138.74 $	

2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Carrefour de ressources en interculturel	Les rendez-vous interculturels du Centre-Sud : 13e édition	2 494.61 $	277.18 $	2 771.79 $	5 910.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Carrefour de ressources en interculturel	Les rendez-vous interculturels du Centre-Sud : 13e édition	2 824.39 $	313.82 $	3 138.21 $	
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Service des loisirs St-Jacques de Montréal	4 Quarts Temps pour agir	3 516.09 $	390.68 $	3 906.77 $	8 330.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Service des loisirs St-Jacques de Montréal	4 Quarts Temps pour agir	3 980.91 $	442.32 $	4 423.23 $	
TOTAL				**10 304.00 $**	**1 144.00 $**	**11 448.00 $**	**25 688.00 $**

SDIS	13 640.00 $
BINAM	12 048.00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.15

2019/11/12 18:30

(2)

Dossier # : 1190619010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 20 000 $

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :
- 3 000 $ à la Communauté Nazareth inc;
- 3 000 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc;
- 3 000 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 3 000 $ au Carrefour alimentaire Centre-Sud;
- 4 000 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;
- 500 $ à CIBL-FM 101.5;
- 2 000 $ à Moisson Montréal inc;
- 500 $ à Le Collectif de la Résidence Ste-Marie;
- 1 000 $ à Architecture Sans Frontières Québec.

D'imputer cette dépense totale de 20 000 $ conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE **Le** 2019-11-08 13:24

Signataire : Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190619010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 20 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Monsieur John Emmett Walsh Communauté Nazareth inc. 1197, rue Seymour Montréal (QC) H3H 2A4 Téléphone : 514-933-6916 *** Dîner des fêtes au Marché Bonsecours, le 8 décembre 2019**	Peter-McGill
3 000 $	Monsieur Michel Godin Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc. (ASCCS) 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-571-3678 *** Dépouillement d'arbre de Noël, le 18 décembre 2019**	Saint-Jacques
3 000 $	Monsieur Pierre Monette Club optimiste Saint-Jacques de Montréal 1750, rue Beaudry Montréal (QC) H2L 3E9	Saint-Jacques

	Téléphone : 514-522-2033 *** Dépouillement d'arbre de Noël. le 19 décembre 2019**	

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
3 000 $	Monsieur Jean-Philippe Vermette et Madame Sylvie Chamberland Carrefour Alimentaire Centre-Sud 2349, rue de Rouen Montréal (QC) H2K 1L8 Téléphone : 514-525-6611 *** Quatrième année du magasin partage de Noël dans le quartier Centre-Sud**	Sainte-Marie
4 000 $	Monsieur Erwann Cabon Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8207 *** Célébration de la magie de Noël avec des partenaires voisins : CERF et FeeJad**	Saint-Jacques
500 $	Madame Jeanne Doré CIBL-FM 101.5 201-2, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2X 1K4 Téléphone : 514-526-2581 *** Campagne de la rentrée 2019**	Saint-Jacques
2 000 $	Monsieur Richard D. Daneau Moisson Montréal inc 6880, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal (QC) H4T 2A1 Téléphone : 514-344-4494 *** Distribution de nourriture pendant la période des fêtes**	Hors territoire (Aide fournie supporte 35 organismes de Ville-Marie)
500 $	Madame Francine Boudreault Le Collectif de la Résidence Ste-Marie 111-2310, rue Bercy Montréal (QC) H2K 2V7 Téléphone : 514-521-7603 *** Réalisation d'activités visant à briser l'isolement des aînés**	Sainte-Marie
1 000 $	Monsieur Bruno Demers Architecture Sans Frontières Québec 204, rue Young Montréal (QC) H3C 2G1 Téléphone : 514-868-1767 *** La soirée des grands A 2019 sur le thème «**	Une partie de l'organisme (la cour) fait partie du district de Peter-McGill

Solidaires ici comme ailleurs » (programme de lutte à l'itinérance), le 26 novembre 2019

TOTAUX PAR DISTRICT:
- Cabinet de la mairesse: 2 000 $
- Sainte-Marie: 3 500 $
- Saint-Jacques:10 500 $
- Peter-McGill: 4 000 $

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-05

Ginette OUIMET
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-5531
Télécop. : 514-872-8347

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1190619010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 20 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1190619010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-08

Samba Oumar ALI
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-872-2661
Division : Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Ville-Marie Montréal

Aspect financier relatif au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619010

Nature du dossier : Contribution financière

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier : 9

Lien vers Rechercher Fournisseurs disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

Lien pour une nouvelle inscription ou une modification au "Fcihier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée par le fournisseur)

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	Communauté Nazareth inc	154483
2.	Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc	132951
3.	Club optimiste Saint-Jacques de Montréal	143167
4.	Carrefour alimentaire Centre-Sud	367320
5.	Service des loisirs St-Jacques de Montréal	119744
6.	CIBL-FM 101.5	118508
7.	Moisson Montréal inc	119411
8.	Le Collectif de la Résidence Ste-Marie	115719
9.	Architecture Sans Frontières Québec	532305

Financement : Budget de fonctionnement

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

Note à inscrire pour le #4 - Carrefour alimentaire Centre-Sud: Contribution versée pour le Magasin Partage)

	Années antérieures	2018	2019	2020	2021	2022	Années ultérieures	**Total**
Montant			20 000.00 $					**20 000.00 $**

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) : 1

Date de début :	12	novembre	2019	Date de fin :	12	novembre	2019
	jour (si connu)	mois	année		jour (si connu)	mois	année

Formulaire complété par : Ginette Ouimet

Prénom, nom

Date et heure système : 08 November 2019 13:56:25

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 12 NOVEMBRE 2019		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Monsieur John Emmett Walsh Communauté Nazareth inc. 1197, rue Seymour Montréal (QC) H3H 2A4 Téléphone : 514-933-6916	Dîner des fêtes (plus de 500 repas) aux personnes démunies, au Marché Bonsecours, le 8 décembre 2019.	Peter-McGill
Monsieur Michel Godin Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc. (ASCCS) 2022, rue de la Visitation Montréal (QC) H2L 3C7 Téléphone : 514-571-3678	Dépouillement d'arbre de Noël pour les enfants qui aura lieu le 18 décembre 2019. Plus de 250 enfants bénéficieront d'une collation et d'un cadeau.	Saint-Jacques
Monsieur Pierre Monette Club optimiste Saint-Jacques de Montréal 1750, rue Beaudry Montréal (QC) H2L 3E9 Téléphone : 514-522-2033	Dépouillement d'arbre de Noël du 25 décembre 2019 destinés aux familles et enfants démunis et distribution de paniers d'une valeur de 100 $ et plus, qui aura lieu le 19 décembre 2019.	Saint-Jacques
Monsieur Jean-Philippe Vermette et Madame Sylvie Chamberland Carrefour Alimentaire Centre-Sud 2349, rue de Rouen Montréal (QC) H2K 1L8 Téléphone : 514-525-6611	Quatrième année du magasin partage de Noël dans le quartier Centre-Sud. Cet événement clôturera la saison 2019 du Marché Solidaire Frontenac et sera réservée aux 120 ménages qui se seront inscrits au magasin de partage.	Sainte-Marie
Monsieur Erwann Cabon Service des loisirs Saint-Jacques de Montréal 3004-200, rue Ontario Est Montréal (QC) H2X 1H3 Téléphone : 514-872-8207	Célébration de la magie de Noël avec des partenaires voisins : CERF et FeeJad (organismes qui offre des services auprès de la clientèle des Habitations Jeanne-Mance.	Saint-Jacques
Madame Jeanne Doré CIBL-FM 101.5 201-2, rue Sainte-Catherine Est Montréal (QC) H2X 1K4 Téléphone : 514-526-2581	Campagne de la rentrée 2019.	Saint-Jacques
Monsieur Richard D. Daneau Moisson Montréal inc 6880, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal (QC) H4T 2A1 Téléphone : 514-344-4494	Moisson Montréal s'est donnée pour mission de travailler à diminuer l'insécurité alimentaire sur l'Île de Montréal. Pendant la période des fêtes, grâce aux dons récoltés, cet organisme redistribue des milliers de tonnes de nourriture. En 2018, il a distribué à 35 organismes de l'arrondissement, l'équivalent de 995 048 kg de nourriture d'une valeur de 5 671 774$.	Hors territoire (Aide fournie supporte 35 organismes de Ville-Marie)

DEMANDES DE CONTRIBUTIONS – CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 12 NOVEMBRE 2019		
Organisme demandeur	Projet	District / Siège social
Madame Francine Boudreault Le Collectif de la Résidence Ste-Marie 111-2310, rue Bercy Montréal (QC) H2K 2V7 Téléphone : 514-521-7603	Réalisation d'activités visant à briser l'isolement des aînés.	Sainte-Marie
Monsieur Bruno Demers Architecture Sans Frontières Québec 204, rue Young Montréal (QC) H3C 2G1 Téléphone : 514-868-1767	La soirée des grands A 2019 sur le thème « Solidaires ici comme ailleurs » (programme de lutte à l'itinérance, notamment dans le cadre du projet Résilience Montréal), qui aura lieu le 26 novembre 2019 dans le sanctuaire du Centre St-Jax.	Une partie de l'organisme (la cour) fait partie du district de Peter-McGill

AMI DE LA JEUNESSE

CLUB OPTIMISTE ST-JACQUES DE MONTRÉAL

1750, rue Beaudry, Montréal, P.Q. H2L 3E9 • (514) 527-2119

Montréal le 16 septembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame la Mairesse,

Le Club Optimiste St-Jacques fête cette année son 51e anniversaire, cinquante et un ans d'implication dans le comté St-Jacques à l'intérieur duquel on retrouve l'Arrondissement Ville-Marie l'un des plus pauvres de Montréal. Notre club appuie depuis de nombreuses années toutes les initiatives dont le but est d'améliorer les conditions de vie physique et mentale de cette population. Ces dernières années, nous avons mis l'emphase sur la délinquance, les sans-abri ainsi que la pauvreté.

Nous travaillons actuellement à l'organisation de paniers de Noël et d'un dépouillement d'arbre de Noël pour les enfants les plus démunis du secteur. Plus de deux cent enfants de notre territoire bénéficieront la journée même de Noël, d'un repas chaud de poulet et d'un cadeau, le tout d'une valeur approximative de 25 $.chacun. Cet événement aura lieu le 25 décembre à midi, au 2093 rue de la Visitation à Montréal. Pour les paniers de noël la livraison se fera le 19 décembre en après-midi.

Est-il besoin de vous rappeler que la journée de Noël est une tradition des plus ancrée dans notre culture québécoise et qu'un enfant ou une famille qui n'aura pas eu l'occasion, si minime soit-elle, de festoyer cette journée-là, aura de la difficulté à croire à ces beaux principes de fraternité étalés à l'occasion de Noël.

Notre action a toujours été de favoriser, de faire luire à l'horizon, l'optimiste, et ce, malgré les pires difficultés à traverser. Il ne s'agit pas là de croyances religieuses, il s'agit tout simplement d'un principe auquel les Clubs Optimistes adhèrent et qui motive leur action. Bref un effort consenti bénévolement pour le mieux-être de notre société.

/...2

/...2

Si nous nous adressons à vous aujourd'hui, c'est dans le but, vous l'aurez deviné, de solliciter votre appui, et ce, pour le dépouillement d'arbre de Noel et les paniers de Noël mentionné précédemment. **Une contribution de trois-mille (3000.$) dollars serait grandement appréciée.**

Nous comptons sur votre générosité et espérons que l'esprit civique qui vous anime et l'optimiste qui symbolise le nôtre s'uniront à l'occasion de Noël, dans un geste concret et combien fraternel.

Nous vous remercions à l'avance de l'attention et la diligence que vous porterez à la présente et vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, nos salutations les plus distinguées.

Ensemble, nous ferons la différence!

Le Président,

Pierre Monette
514-522-2033

AMI DE LA JEUNESSE

CLUB OPTIMISTE ST-JACQUES DE MONTRÉAL

1750, rue Beaudry, Montréal, P.Q. H2L 3E9 • (514) 527-2119

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

DÉPOUILLEMENT ARBRE DE NOEL & PANIERS DE NOEL 2019

Dépouillement arbres noël 2019

Date : 25 Décembre 2018 – 11H30 à 14h30

Endroit : 2093 rue de la Visitation Montréal

Clientèle : Familles et enfants démunis (Plus de deux-cent) de l'Arrondissement Ville-Marie. Assistés sociaux, Chômeurs et personnes à faible revenus.

Partenaires : Hasbro, Méga Brands, Wenger's Ltée, Ganz Bros., Rôtisserie Au coq. (Rabais sur les jouets et les repas)

CLSC des faubourgs, paroisses du secteur et plusieurs associations et organismes du quartier.

Paniers de noël 2019
Date : 19 Décembre 2019 – 11H00 à 17H00

Endroit : 2022 rue de la Visitation Montréal

Clientèle : Familles et enfants démunis de l'Arrondissement Ville-Marie Assistés sociaux, Chômeurs, personnes âgées et à faible revenus.

Partenaires : Université du Québec à Montréal (denrées non périssable), Groupe Jean Coutu, Courchesne Larose Fruits & Légumes.

CLSC des faubourgs, paroisses du secteur et plusieurs associations et organismes du quartier

Plus de 50 paniers d'une valeur de 100$ et plus.

Montréal

RE: MARCHE BONSECOURS DECEMBER 8

Félix GRAVEL A : Demetrios Jimmy ZOUBRIS 2019-09-11 11:32
Envoyé par : Ginette OUIMET
Cc : Ginette OUIMET, Félix GRAVEL

Bonjour monsieur Zoubris,

Effectivement, l'an dernier les élus-es de Ville-Marie ont octroyé une contribution de 3 000 $ à la Communauté Nazareth inc. pour leur événement annuel qui a lieu au Marché Bonsecours.

Pour votre information, je vais l'ajouter dans mon tableau pour le CA du 2 octobre 2019. Par contre, je peux vous confirmer que le montant ne peut être bonifié parce que ce sont les nouvelles règles des élus depuis mai 2018.

Bonne journée.

Félix Gravel
Directeur de cabinet de la mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514 868-5180 / Télec.: 514 872-8347
felix.gravel@ville.montreal.qc.ca

Ville-Marie
Montréal

Restez branchés : Site web | Infolettre | Facebook | Twitter | Instagram

Demetrios Jimmy ZOUBRIS Hi Father Walsh, I have cc'd Felix Gravel... 2019-08-19 16:14:55

De : Demetrios Jimmy ZOUBRIS/MONTREAL
A : John walsh <walsh6339@gmail.com>
Cc : Sheila Woodhouse <nazareth.maison@gmail.com>, Félix GRAVEL/MONTREAL@MONTREAL, Jeremie LEVESQUE/MONTREAL@MONTREAL
Date : 2019-08-19 16:14
Objet : RE: MARCHE BONSECOURS DECEMBER 8

Hi Father Walsh,

I have cc'd Felix Gravel and Jeremie Levesque from the Ville Marie borough on my response.
Last year, I believe we gave you $3000 to help defray costs from money you did not receive from the

previous administration.
You will have to fill out the necessary forms from the borough - like last year - and they will respond to you.
Your organization does good work and is an important partner of the City and borough. If we can help you, we will.

Hope all is well ....

Jimmy Zoubris
Conseiller Spécial
Cabinet de la Mairesse de Montréal
Cell: 514 546 9496
Tél: 514 872 4182| Fax: 514 872 0248

275, rue Notre Dame Est
Montréal, QC, H2Y 1C6

Montréal

John walsh Dear Jimmy Greetings 2019-08-19 12:29:13

De : John walsh <walsh6339@gmail.com>
A : jimmy.zoubris@ville.montreal.qc.ca, Sheila Woodhouse <nazareth.maison@gmail.com>
Date : 2019-08-19 12:29
Objet : MARCHE BONSECOURS DECEMBER 8

Dear Jimmy
Greetings

Hope you are enjoying the summer.

The Holiday Luncheon / Dîner des Fêtes will serve 500+ meals to women and men who otherwise would not have a holiday meal.

This the 16th year we are serving the meal at Marche Bonsecours on December 8, 2019

Please put the date in the Mayor's agenda because she is the only mayor who has not attended.

Please also request the 3000$ you had already promised for the rental of Marche Bonsecours.

If you can increase the amount of the donation (more than 3000$) it would help defray the cost of the rental of Tables, table cloths, cup saucers etc.. which is around another 4,200$

Thanking you, in advance,

Father John Walsh

Traduction:
Cher Jimmy
Salutations

J'espère que vous profitez de l'été.
Le Dîner des Fêtes servira plus de 500 repas aux femmes et aux hommes qui, autrement, n'auraient pas de repas de vacances.
Cette année, nous servons le repas à Marche Bonsecours le 8 décembre 2019.

Veuillez inscrire la date à l'ordre du jour de la mairesse car elle est la seule maire à ne pas être présente.
Veuillez également demander les 3 000 $ que vous aviez déjà promis pour la location de Marche Bonsecours.
Si vous pouviez augmenter le montant du don (plus de 3000 $), cela aiderait à couvrir le coût de la location de tables, nappes, soucoupes, etc., ce qui représente environ 4 200 $ supplémentaires.
Vous remerciant à l'avance,

Père John Walsh

Montréal, 7 septembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse d'arrondissement Projet Montréal
800, boul. De Maisonneuve Est 17e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Madame La Mairesse,

Depuis plusieurs années le Collectif des Habitations Ste-Marie sollicite une contribution financière pour la réalisation d'activités visant à briser l'isolement des aînés. Plusieurs raisons peuvent pousser une personne âgée à s'isoler du monde extérieur. L'isolement mène à la solitude, et la solitude à l'isolement .Lutter contre la solitude, c'est prévenir l'exclusion, la pauvreté, la perte d'autonomie et la détresse psychologique et émotive.

Le comité du Collectif des habitations Ste-Marie composé de sept personnes âgées, bénévoles et résidents des Habitations, met en place chaque année un calendrier d'activités pour contribuer au mieux-être de nos aînés et mettre de l'avant des mesures permettant de contrer la solitude et l'isolement.

Malheureusement nous devons trouver des moyens pour autofinancer ces activités, ce qui n'est pas facile, c'est pourquoi nous venons à nouveau solliciter votre aide parce que nous devons unir nos efforts pour briser ce cercle vicieux qui a de grandes répercussions chez les personnes âgées.

Nous avons une grande salle communautaire qui permet les rassemblements, le Comité organise à tous les mois des activités s'adressant à tous les résidents et certaines sont partagées avec des membres de leur famille. Une activité très populaire est le *bingo* mais certains éléments de notre équipement sont désuets et même trop vieux pour être utilisés. Une fois par mois nous avons un souper correspondant aux fêtes du calendrier. Tous nos jeux de société sont abîmés, ils sont âgés eux aussi. Nous aimerions avoir de nouveaux matériels tels que des livres de coloriage pour adulte, une méthode anti-stress. Un projecteur pour regarder des films ou des documentaires, un karaoké pour se divertir, et j'en passe...

La demande représente pour nous tous, la plus grande difficulté pour trouver le financement nécessaire. Les possibilités de financement offertes sont et demeurent en fonction de votre soutien à notre engagement envers les aînés.
L'élément surprise qui s'ajoute à d'autres activités correspond aux dons reçus. C'est pourquoi nous vous sollicitons pour une somme de cinq cent dollars. (500.00$)

Merci à l'avance pour votre soutien et votre générosité. Chaque don permet d'atteindre nos objectifs de briser l'isolement et favoriser la socialisation.

Francine Boudreault

Francine Boudreault
Présidente
Comité du Collectif des Habitations Ste-Marie
111 - 2310 rue Bercy, Montréal (Québec) H2K 2V7
514-521-7603 ou 514-371-7603

Le 7 octobre 2019

Monsieur Felix Gravel
Directeur du cabinet de la mairesse d'arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2l 4L8

MOISSON MONTRÉAL

Objet : Demande de soutien financier

Monsieur Gravel,

Toute l'équipe de Moisson Montréal, souhaite réitérer ses chaleureux remerciements pour votre don reçu le 23 octobre 2018. **Ce don nous a permis de distribuer 15 000$ en valeur de denrées alimentaires aux organismes communautaires desservant les individus dans le besoin.** Votre soutien témoigne de votre compassion et aide grandement Moisson Montréal à œuvrer contre l'insécurité alimentaire et pour l'accès à une saine alimentation composée d'aliments sains, de qualité et nutritifs. Nous vous en remercions chaleureusement.

Plus que jamais, l'impact des dons est significatif dans le réseau d'aide alimentaire montréalais. **À l'heure actuelle, chaque dollar de don reçu permet à Moisson Montréal de distribuer plus de 15 $ en denrées** aux organismes communautaires desservant des milliers d'individus et familles dans le besoin. Nous vous invitons chaleureusement à contribuer à la bonne continuité de notre mission et à la pérennité de ce chantier de solidarité sociale.

Le Charity Intelligence Canada a d'ailleurs nommé **Moisson Montréal parmi les 10 organismes de bienfaisance ayant le plus d'impact social par dollar de don au Canada en 2018 ainsi qu'en 2017**. Nous redoublons d'ardeur jour après jour pour augmenter cet immense impact social et espérons pouvoir compter sur votre appui de nouveau. La demande est très forte et nous réussissons à répondre à seulement 69 % des besoins alimentaires de nos organismes accrédités. L'année dernière, nous avons distribué **995 048 kg** de denrées dans l'arrondissement de Ville-Marie, ce qui représente une économie de **5 671 774$** pour les services d'approvisionnement pour les organismes suivants :

- Accueil Bonneau
- Action Centre-Ville
- AIDS Community Care Montreal (ACCM)
- Auberge du coeur Le Tournant
- Carrefour Saint-Eusèbe
- Centre d'entraide et de Ralliement Familial (CERF)
- Centre d'action Sida Montréal (femmes) (CASM)
- Centre de jour de St-James
- Centre récréatif Poupart inc.
- Comité social Centre-sud
- Corporation Félix-Hubert d'Hérelle
- École Pierre-Dupuy
- Groupe L'Itinéraire Café sur la rue
- Information alimentaire populaire Centre-sud
- Loisirs St-Jacques
- Maison du Père
- Maisons Adrianna
- Mission Latino-Américaine Notre-Dame de Guadalupe
- PAS de la rue

6880, chemin de la Côte-de-Liesse, Montréal (Québec) H4T 2A1 • T. 514 344-4494 • F. 514 344-1833
info@moissonmontreal.org • www.moissonmontreal.org

- Projet d'Intervention auprès des Mineurs-res Prostitués-ées (PIAMP)
- Projet LOVE
- Refuge des jeunes de Montréal
- Ruelle de l'avenir
- Sac à Dos - Action de réinsertion sociale
- Santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels (RÉZO)
- Spectre de Rue
- Dispensaire Diététique de Montréal
- Fondation du Refuge pour Femmes Chez Doris
- Midnight Kitchen
- Nazareth House / Maison Nazareth
- Old Brewery Mission
- People's Potato
- Projets Autochtones du Québec
- St-Michael's Mission
- Y des Femmes de Montréal
- YMCA du Québec (Les)

L'ENTRAIDE EN CHIFFRES

- Durant l'année fiscale 2018-2019, **14,9 millions de kilos de denrées d'une valeur de 85 M$** ont été distribués gratuitement par Moisson Montréal au grand réseau d'entraide, incluant 10,7 millions de kilos aux organismes communautaires de l'île de Montréal ,le reste étant distribué aux autres 18 Moisson du Québec.
- Les **fruits et légumes** dominent parmi les catégories d'aliments offerts par Moisson Montréal (26 % des denrées distribuées en 2018-2019), suivi par les produits laitiers (16 %) ;
- **Plus de 250 organismes communautaires** accrédités sont desservis par Moisson Montréal sur une base régulière ;
- **640 951 demandes d'aide alimentaire** sont comblées chaque mois par l'entremise des organismes accrédités, **35.8 % de ces demandes répondent aux besoins des enfants ;**

Vous comprenez que Moisson Montréal a un impact majeur dans la lutte contre la faim sur le territoire métropolitain.

Pour obtenir plus d'information sur cette demande ou sur les activités de Moisson Montréal, n'hésitez pas à communiquer avec moi ou avec Manuella Francois-Saint-Cyr au **514-344-4494**, poste **237**.

Au nom de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide alimentaire offerte par le biais de Moisson Montréal et au nom des nombreux organismes que nous desservons, je vous prie d'agréer, monsieur Gravel, l'expression de notre plus sincère reconnaissance.

Cordialement,

Richard D. Daneau
Directeur général

Merci !

p.j. Rapport Annuel 2018-2019

Numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance : **10374 1757 RR0001**

6880, chemin de la Côte-de-Liesse, Montréal (Québec) H4T 2A1 • T. 514 344-4494 • F. 514 344-1833
info@moissonmontreal.org • www.moissonmontreal.org

Montréal

RE: Noël Solidaire - Loisirs ST-Jacques
Robert BEAUDRY A : Erwann Cabon 2019-10-09 13:22
Envoyé par : Mélanie FAUCHER
Cc : Ginette OUIMET

Monsieur,

Au nom de Monsieur Beaudry, nous accusons réception de votre demande de soutien ainsi que votre invitation.

Soyez assuré qu'elles seront portées à son attention et nous communiquerons avec vous dans les meilleurs délais.

Nous vous prions d'accepter nos cordiales salutations.

Mélanie Faucher
Adjointe/
Robert Beaudry
Conseiller de la ville - District de Saint-Jacques
Membre du comité exécutif
Développement économique et commercial,
Design et Habitation

Hôtel de ville - Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est, bureau 321
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. de Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8
Tél.: 514-872-1116
robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca

Erwann Cabon Bonjour Mr Beaudry, Cette année, les Loisirs St-Jac... 2019-10-09 11:15:00

De : Erwann Cabon <chargedeprojetslsj@gmail.com>
A : robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca
Date : 2019-10-09 11:15
Objet : Noël Solidaire - Loisirs ST-Jacques

Bonjour Mr Beaudry,

Cette année, les Loisirs St-Jacques ont pris l'initiative de s'associer le temps des fêtes de Noël à nos partenaires voisins, le CERF et la FeeJad, qui travaillent comme nous, auprès de la clientèle des Habitations Jeanne-Mance. Afin de ne pas multiplier l'évènement, nous nous unissions afin d'offrir un Noel mémorable aux **140 enfants membres du milieu le vendredi 13 décembre à partir de 17h00 dans les locaux d'action Centre ville au 105, Ontario E.**

Pour ce faire, nous garderons la formule des années précédentes et continuerons à travailler pour une collecte de cadeaux avec le syndicats des enseignants du Cégep du Vieux Montreal, les pompiers de la caserne 21, la SPVM, la Caisse Desjardins du quartier latin, la corporation des habitations Jeanne-Mance et la librairie Fortin.

- Les employés des organisations récupèrent un ornement dans le sapin mis en place dans leurs locaux et font l'achat d'un cadeau pour les enfants .

Cependant afin de combler le risque de cadeaux manquants, très probable compte tenu le nombre élevé d'enfants et l'achat de nourriture pour le repas festif, nous souhaiterions un coup de pouce financier à hauteur de **4000$** pour les trois organismes partenaires.

Je profite de ce mail pour vous inviter à vous joindre à nous afin de partager la magie de Noël et la joie des enfants.

Merci de nous confirmer votre présence.

Merci encore de votre soutien et de votre engagement auprès de nos jeunes.

Je vous prie d'accepter mes salutations sincères.

En vous souhaitant une bonne journée.

Cordialement.

Erwann Cabon
Coordonnateur développement philanthropique
Chargé de projet
200 Ontario E, local 3004
Montréal, Qc H2X 1H3
514-872-7948, poste 2
chargedeprojetslsj@gmail.com
www.loisirs-stjacques.org

----- Transféré par Félix GRAVEL/MONTREAL le 2019-10-18 11:55 -----

De : Bruno Demers <bdemers@asf-quebec.org>
A : felix.gravel@ville.montreal.qc.ca
Date : 2019-10-17 19:51
Objet : Question sur demande de contribution financière

Bonjour Felix.

Je vous écris pour une question.

J'avais communiqué avec vous l'an passé pour une demande de contribution financière. Je souhaite à nouveau faire une demande, pour un événement qui aura lieu cette fois le 26 novembre et qui sera au bénéfice de notre programme de lutte à l'itinérance, notamment dans le cadre du projet Résilience Montréal au square Cabot, pour lequel nous somme le partenaire architectural (voir par exemple cet article du Montreal Gazette).

Je pense que ceci aiderait une nouvelle demande auprès des élu.e.s de l'Arrondissement V-M, avec lequel nous collaborons en fait à la demande de Annie Gauthier, conseillère en développement communautaire. Par contre, bien que ce projet desserve une population majoritairement du territoire de Ville-Marie, il est officiellement sur le territoire de Westmount (le bâtiment, pour être très précis, est côté Westmount, mais sa cours extérieure du côté V-M). **J'aimerais donc savoir si ceci nous exclut d'emblée?**

Je pose la question pour ne pas consacrer du temps à une demande pour laquelle nous serions garantis d'être inadmissibles, car l'an passé nous n'avons pas été retenus car nos projets n'étaient pas directement sur le territoire de Ville-Marie.

Merci d'avance de votre compréhension et de vos lumières,

Bruno Demers
Directeur général / Executive Director

Le bras humanitaire de l'Ordre des architectes du Québec
204 rue Young, Montréal, QC, Canada, H3C 2G1
T. 514 868-1767 C. 514 586-3156

ARCHITECTURE SANS FRONTIÈRES QUÉBEC



Ne manquez pas l'événement annuel le plus branché du milieu de l'architecture!

Chaque automne à Montréal depuis plus de dix ans, *La Soirée des Grands A* est devenue le rendez-vous phare des acteurs les plus engagés de l'architecture, du design et de la construction. Organisée cette année le mardi 26 novembre, dans le splendide sanctuaire patrimonial du Centre St-Jax, l'édition 2019 sera encore une fois riche en rencontres et en surprises.

Dans une ambiance musicale festive, en mode réseautage et sous forme de cocktail dinatoire, la soirée réunira encore une fois plus de 350 convives et invités spéciaux. Pour Architecture Sans Frontières, l'événement sera l'occasion de remercier ses membres et partenaires, en réunissant ses Architectes, Amis, Alliés et tant d'autres "Grands A" qui rendent sa mission possible, incluant les institutions-clés de l'Architecture et du design.

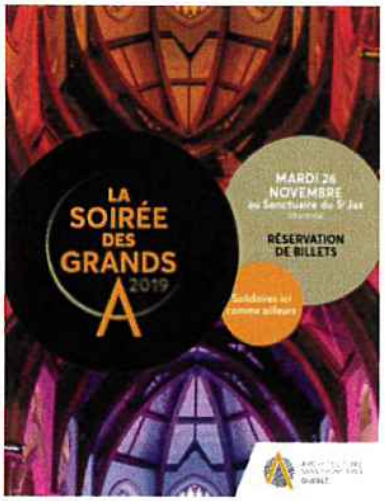
Sur le thème "Solidaires ici comme ailleurs", l'événement 2019 mettra en valeur les actions récentes d'ASFQ et de ses partenaires au Québec et à l'international. Tous les profits serviront cette année au développement des projets locaux de l'organisme, dont son nouveau programme de lutte contre l'itinérance amorcée à Montréal durant les derniers mois.

Pour un avant-goût de la soirée, revoyez la vidéo souvenir de l'événement 2018 !



DATE : mardi 26 novembre, 17:30 à 22:00

LIEU : Sanctuaire du St-JAX, 1439, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal



➢ Invités d'honneurs ➢ Musique world lounge live
➢ Plaisirs culinaires ➢ Stations ludiques ➢ Annonces spéciales
➢ Consommations incluses ➢ Prestations artistiques ➢ Rencontres mémorables



INSTANCES DU MILIEU DE L'ARCHITECTURE INVITÉES :

Ordre des architectes du Québec ; Institut Royal d'Architecture du Canada ; Association des architectes en pratique privée ; Bureau du design de Montréal ; École d'architecture de l'Université de Montréal ; École d'architecture de l'Université Laval ; École d'architecture Peter Guo-hua Fu de l'Université McGill ; École de design de l'Université du Québec à Montréal ; Centre canadien d'architecture.

Tarifs

Un reçu de charité sera remis à l'acheteur des billets

	1 billet	5 billets ou +	10 billets ou +
Régulier :	200$	180$	160$
Membres OAQ & ASFQ :	160$	140$	120$
Stagiaires / Étudiants :	100 $		

Amis de la soirée — **500 $** Soyez généreux et apparaissez à titre personnel parmi les contributeurs de la soirée

ACHETEZ VOS BILLETS EN LIGNE Cliquez ici

Vous ne pouvez venir... mais pouvez faire un don?

Tous nos donateurs, même petits, font partie de nos Grands A !

JE FAIS UN DON

- A-

NOTRE PARTENAIRE FONDATEUR-

Confidentialité - Conditions

Notre mission : via l'architecture, activer le potentiel de transformation des collectivités sur leurs milieux de vie. Nous rassemblons compétences et ressources autour de projets participatifs qui mettent en lumière les besoins, renforcent l'autonomie et mobilisent les dynamiques sociales porteuses de solutions novatrices aux défis de l'habitat.

Contact

514 868-1767

info@asf-quebec.org

204 Rue Young,
Montréal, QC H3C 2G1

Dernières nouvelles

- 20 septembre 2019 OFFRE D'EMPLOI – Coordonnateur/coordonnatrice de projets
- 20 septembre 2019 Appel à la mobilisation – Marche mondiale pour le climat le 27 septembre
- 16 septembre 2019 Portrait de Laurie Vachon – Ingénieure, étudiante et bénévole pour ASFQ

Architecture San
3,020 likes

Like Page

Be the first of your friends to like th

Architecture Sans Frontières Québec · ASFQ
il y a 7 minutes

Notre projet actuel le plus en Montréal est notre appui arch au futur refuge pour sans abr "Résilience Montréal", Le 23 eu lieu notre première séanc travail collective sur l'aménag l'adaptation de ce bâtiment q jusqu'à récemment un restau asiatique.

#résilience #social #ᓴᐱᓪᓕᕐᔪᓐ #ᒪᓕᒐᓂᐊᖏᑦ #Montreal #archit #itinérance #solidarité #inuit #autochtone

© Tous droits réservés Architecture Sans Frontières Québec

Conception web: Nuroweb

Association sportive et communautaire
Camillien-Houde inc.

2022, rue de la Visitation, Montréal (Québec) H2L 3C7 • Tél.: (514) 596-0953 • Fax: (514) 522-6702

Montréal, le 16 septembre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse
Arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec)
H2L 4L8

Madame la Mairesse,

Notre organisme travaille actuellement à l'organisation d'un dépouillement d'arbre de Noël pour les enfants les plus démunis du secteur. Plus de deux-cent enfants bénéficieront, la journée du 18 décembre prochain, d'une collation et d'un cadeau. Cet événement aura lieu à l'aréna Camillen-Houde situé au 1696 de la rue Montcalm à Montréal.

Si nous nous adressons à vous aujourd'hui, c'est dans le but, vous l'aurez deviné, de solliciter l'arrondissement, et ce, pour un montant de **trois-mille dollars** qui nous aideraient à réaliser notre événement.

Nous comptons sur votre aide et espérons que le partenariat et la coopération qui anime notre arrondissement et l'esprit de partage que symbolise le nôtre s'uniront à l'occasion de Noël, dans un geste concret et humain pour les enfants de familles démunis du quartier.

Nous vous remercions à l'avance de l'attention et la diligence que vous porterez à la présente et vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, nos salutations les plus distinguées.

Le Président

Michel Godin
514-571-3678

Carrefour ALIMENTAIRE centre-sud

Marché Solidaire Frontenac

Montréal, le 23 septembre 2019

Sophie Mauzerolle
Conseillère de la ville du district Ste-Marie,
Arrondissement de Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : demande de soutien financier pour le magasin partage de noël

Madame la Conseillère,

Le Carrefour alimentaire Centre-Sud sera, pour une quatrième année consécutive, le mandataire du magasin partage de noël dans le quartier Centre-Sud. Cet évènement d'envergure qui s'inscrit aux différents plans d'actions sectoriels et intersectoriels du quartier permettra à plus 120 ménages du Centre-Sud, parmi les plus démunis du territoire, d'aller faire leur épicerie dignement quelques jours avant noël en déboursant que 10% de la valeur des aliments. Notons qu'une attention particulière est octroyée aux aliments sains et culturellement acceptables. Cette initiative s'inscrit dans une approche débutée en 1998 à la grandeur du territoire montréalais par le Regroupement des magasins partages de l'île de Montréal visant à offrir une alternative aux traditionnels paniers de noël.

Cet évènement clôturera la saison 2019 du Marché solidaire Frontenac se déroulant le 14 décembre 2019. En effet, cette journée sera réservée aux 120 ménages qui se seront inscrits au magasin partage, le tout se déroulant dans une ambiance des fêtes sur le parvis du métro Frontenac.

Afin d'en assurer le bon déroulement et dans le but de bonifier le panier d'épicerie des plus démunis de notre quartier, nous demandons aux élus de l'arrondissement de Ville-Marie de nous octroyer une somme de 3000$. Cette somme s'ajoutera aux dons de certaines fondations privées, aux dons de citoyens et citoyennes du quartier ainsi que sur les dons en denrées du Regroupement des magasins partage de noël.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez recevoir nos plus sincères salutations

Jean-Philippe Vermette
Directeur général
Carrefour alimentaire Centre-Sud
2349 rue De Rouen, Mtl, Qc, H2k 1L8

CIBL 101.5

2 rue Sainte-Catherine Est, suite 201
Montréal, Qc, H2X 1K4

Présidente
Jeanne Doré
Directrice générale
Le Boulot vers...

Vice-Présidente
Violaine Ouellette
Directrice générale adjointe
Association des Groupes de Ressources Techniques du Québec

Trésorier
Mathieu Bolduc
Chef Stratégies financières et approvisionnement
Société du parc Jean-Drapeau

Secrétaire
Maude Brossard-Sabourin
Partenariats
Chantier de l'économie sociale

Administrateurs
Nathalie Benoit
Directrice
Division Promotion institutionnelle
UQAM/Service des communications

Me Julien D.-Pelletier, avocat
Directeur général
NOVUM Légal Inc.

Matthieu Sauvé
Fondateur associé
Zone franche

Claire Gaillard
Conseillère Communications
Centre d'expertise mondial en santé et mieux-être
CGI Inc.

Miriam Asselin
Agente de recherche
Direction Culture, Sports, Loisirs et Développement
Arrondissement CDN-NDG
Ville de Montréal

François Boutin
Directeur - Services pédagogique et administratif
Collège de l'Immobilier du Québec

Karolynn Boulet
Partenaires d'affaires – Attraction & Acquisition de talents
GO ROCK IT

Le 9 octobre 2019

Madame Valérie Plante
Mairesse de Montréal et Mairesse de l'arrondissement Ville-Marie
800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet : Soutenir la voix radiophonique communautaire francophone de Montréal

Madame la Mairesse,

Toute l'équipe de bénévoles CIBL est heureuse de vous inviter à participer à sa *Campagne de la rentrée 2019*, un vaste effort visant à permettre à la station la plus montréalaise de poursuivre sa route sur la voie de la relance amorcée en 2018.

En effet, les derniers mois ont été riches en activités porteuses, déjà réalisées ou en cours : accueil de nouveaux membres au conseil d'administration, acquisition d'un nouvel émetteur, mise à niveau de la plateforme technique et élaboration d'une nouvelle programmation qui a été lancée au début de septembre sont autant de gestes qui reflètent la détermination de CIBL à entrer de plain-pied dans la cinquième décennie de son histoire!

Soutenir l'information et la culture locales : un geste citoyen

En qualité de membre de la gent politique, vous n'êtes pas sans savoir que la diminution quotidienne du nombre de voix médiatiques compétentes est un des enjeux les plus préoccupants de nos sociétés démocratiques.

2 rue Sainte-Catherine Est, suite 201
Montréal, Qc, H2X 1K4

Face à cette crise, il est important plus que jamais de réagir et de soutenir activement nos médias, plus particulièrement ceux qui offrent à la population une information locale pertinente. De même, il importe tout autant de soutenir les multiples formes d'expression de notre culture, ce que fait également CIBL en ouvrant chaque jour ses portes à nos artistes, tant établis que de la relève.

C'est ainsi qu'à l'aube de son 40e anniversaire, du cœur de Montréal, CIBL vibre au rythme de sa mission d'offrir une information citoyenne qui suscite réflexion et action sur les enjeux liés au quotidien des Montréalais, tout en offrant une scène privilégiée aux acteurs de la vie culturelle de la cité.

Aujourd'hui, CIBL est à mobiliser toutes les forces vives de Montréal éprises de créativité et de liberté, en ces heures où les médias font face à d'énormes défis et où la qualité de la conversation citoyenne souffre des effets du phénomène de la polarisation des opinions.

Dans ce contexte, votre appui à la mission de CIBL est absolument indispensable. C'est pourquoi nous vous remercions à l'avance de votre participation à cette campagne, dont les fruits nous permettront, c'est notre souhait le plus cher, d'amorcer du bon pied une nouvelle décennie d'activité au service de toutes les communautés de Montréal.

Au nom des artisans, Madame la Mairesse, nous vous remercions pour votre engagement envers CIBL et nous vous prions d'agréer l'expression de nos meilleures salutations.

Jeanne Doré
Présidente du conseil d'administration
La radio communautaire francophone de Montréal
CIBL 101,5

Ville-Marie Montréal

Intervention de la Division des ressources financières et matérielles au dossier décisionnel

N° de dossier : 1190619010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de préparation du présent certificat :

"D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 3 000 $ à la Communauté Nazareth inc;
- 3 000 $ à l'Association sportive et communautaire Camillien-Houde inc;
- 3 000 $ au Club optimiste Saint-Jacques de Montréal;
- 3 000 $ au Carrefour alimentaire Centre-Sud (contribution versée pour le Magasin Partage);
- 4 000 $ au Service des loisirs St-Jacques de Montréal;
- 500 $ à CIBL-FM 101.5;
- 2 000 $ à Moisson Montréal inc;
- 500 $ à Le Collectif de la Résidence Ste-Marie;
- 1 000 $ à Architecture Sans Frontières Québec.

D'imputer cette dépense totale de 20 000 $ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 $

	Années antérieures	2019
Montant	-	20 000,00 $

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 000,00 $

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2019-11-08**

Date et heure système : 08 novembre 2019 09:08:55

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701068

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 septembre 2019

De prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-17 12:23

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701068

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1er au 30 septembre 2019

CONTENU

CONTEXTE

Un rapport sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires et employés doit être soumis au conseil d'arrondissement, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires.
La Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs recommande au conseil d'arrondissement de prendre connaissance des rapports soumis en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Prendre acte du rapport consolidé des décisions déléguées, de la liste des bons de commandes ainsi que des demandes de paiement 1er au 30 septembre 2019.

JUSTIFICATION

Le conseil d'arrondissement a délégué certains de ses pouvoirs aux gestionnaires de l'arrondissement en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement de Ville-Marie sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CA-24-009).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacinthe MEILLEUR
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-8944
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des communications du greffe et des services administratifs
Tél : 514 872-7313
Approuvé le : 2019-10-17

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
Arrondissement Ville-Marie				89
Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des ressources humaines				2
Article 14.02.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-09-25 08:13:51	Alain DUFRESNE	**2194196067**	Reconduction d'une allocation automobile à Christian Bissonnette, adjoint au directeur de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie, dont le matricule-paie établi par la corporation d'origine C401 est le 572998 et le matricule Ville est le 005186100 pour une durée d'un an à compter du 25 août 2019..	
Décision déléguée - DB194196067				
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				1
2019-09-05 08:23:00	Marc LABELLE	**219073401**	Autoriser la création d'un poste permanent de Chargé de projets en urbanisme (emploi 383410) à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'arrondissement de Ville-Marie et ce, à compter de la signature du présent dossier.	
Décision déléguée - DA190734015				
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme				13
Article 21.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				13
2019-09-26 17:11:12	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du permis 3001625061 relativement au démantèlement, à l'entreposage et la reconstruction d'un mur de pierre pour l'immeuble situé au 455, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524044				
2019-09-26 17:10:55	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du certificat 3001617110 relativement à l'installation de 2 enseignes à plat sur l'immeuble situé au 1307, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524045				
2019-09-26 17:10:39	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du certificat 3001613265 relativement à l'installation d'une enseigne à plat sur l'immeuble situé au 2090, Rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524046				
2019-09-26 17:10:21	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du certificat 3001629342 relativement à l'installation d'une enseigne à plat sur l'immeuble situé au 1844, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524047				
2019-09-26 17:09:59	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du permis 3001614980 relativement au retrait d'une marquise en façade sur l'immeuble situé au 445, boulevard Saint-Laurent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Décision déléguée - DB197524048				

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-26 17:09:43	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du permis 3001622821 relativement au remplacement d'une fenêtre, d'une porte battante et d'une porte de garage sur un immeuble situé au 2235, rue Larivière, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524049			
2019-09-26 17:09:23	Sylvain VILLENEUVE	**219752405**	Approuver la délivrance du certificat 3001606775 relativement à l'installation d'une enseigne à plat sur l'immeuble situé au 1929, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524050			
2019-09-26 17:09:04	Sylvain VILLENEUVE	**219752405**	Approuver la délivrance du permis 3001631475 relativement au remplacement de 2 fenêtres et à l'ajout de 2 persiennes de ventilation sur un immeuble situé au 1416, rue Crescent, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524051			
2019-09-26 17:08:49	Sylvain VILLENEUVE	**219752405**	Approuver la délivrance du permis 3001495113 relativement à la construction d'un immeuble de 4 étages comprenant 2 commerces et 29 logements aux étages situé aux 1415, 1419 et 1421, rue Bishop, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524052			
2019-09-24 12:48:41	Sylvain VILLENEUVE	**219486900**	Approuver la délivrance des demandes de permis 3001639268(Tour 5) pour le bâtiment situé au 2300, rue Tupper, en vertu du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)
Décision déléguée - DB194869003			
2019-09-20 16:33:49	Sylvain VILLENEUVE	**219268204**	Approuver la délivrance du permis 3001532015 relativement aux travaux extérieurs pour l'immeuble situé au 1061, rue Saint-Alexandre, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB192682042			
2019-09-06 13:53:36	Sylvain VILLENEUVE	**219752404**	Approuver la délivrance du permis 3001541874 relativement à l'agrandissement en cour arrière d'un immeuble situé au 3635, avenue Atwater, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197524043			
2019-09-04 14:59:05	Sylvain VILLENEUVE	**219740000**	Approbation, en vertu du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), des plans relatifs à la construction en surhauteur d'un immeuble situé au 2070, rue Peel
Décision déléguée - DB197400001			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-26 17:04:05	Sylvain VILLENEUVE	**219104407**	Approuver la délivrance du certificat #3001530394 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "ATMOSPHÈRE" au bâtiment situé au 2056, rue Saint-Denis, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 25 septembre 2019.
Décision déléguée - DB191044073			
2019-09-26 07:26:09	Sylvain VILLENEUVE	**219104407**	Approuver la délivrance du certificat #3001626324 visant à autoriser l'installation d'une enseigne "DÉCATHLON" au bâtiment situé au 677, rue Sainte-Catherine Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 25 septembre 2019.
Décision déléguée - DB191044072			
2019-09-22 16:57:24	Sylvain VILLENEUVE	**219717605**	Approuver la délivrance du permis 3001538307 relativement à la modification aux ouvertures des 2e et 3e étages, pour la "New Wing" du pavillon Lyman Duff situé au 3775, rue University (455, avenue des Pins Ouest), en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197176053			
2019-09-19 08:25:21	Sylvain VILLENEUVE	**219717607**	Approuver la délivrance du permis 3001579514 relativement aux modifications des bassins de toiture et au remplacement des portes, pour le pavillon des sciences de l'Éducation de l'université McGill situé au 3700, rue McTavish en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie.
Décision déléguée - DB197176077			
2019-09-18 16:42:09	Sylvain VILLENEUVE	**219104407**	Approuver la délivrance du permis #3001464005 visant à autoriser des modifications à la façade du bâtiment situé au 2069, avenue Marchand, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 7 août 2019.
Décision déléguée - DB191044071			
2019-09-16 12:16:06	Sylvain VILLENEUVE	**219104407**	Approuver la délivrance du permis #3001614908 visant à autoriser des modifications effectuées en cours de chantier (configuration de persiennes) du bâtiment situé au 1170, rue Montcalm, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 17 juillet 2019.
Décision déléguée - DB191044070			
2019-09-16 12:15:05	Sylvain VILLENEUVE	**219104406**	Approuver la délivrance du certificat #3001612027 visant à autoriser l'installation d'une enseigne de type "auvent" portant l'inscription "O+G" au bâtiment situé au 351, rue Saint-Paul Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 9 juillet 2019.
Décision déléguée - DB191044069			
2019-09-16 12:09:38	Sylvain VILLENEUVE	**219104406**	Approuver la délivrance du permis #3001578936 visant à autoriser l'installation d'un équipement au toit du bâtiment situé au 1819, boulevard René-Lévesque Ouest, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 4 septembre 2019.

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
	Décision déléguée - DB191044068			
2019-09-16 12:08:43	Sylvain VILLENEUVE	**2191044067**	Approuver la délivrance du permis #3001616300 visant à autoriser la construction d'une terrasse à l'arrière du bâtiment situé au 1582-1586, rue Logan, en vertu du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, selon les plans reçus le 28 août 2019.	
	Décision déléguée - DB191044067			
Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections				3
Article N/A (17-055) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-09-28 10:42:58	Sylvain VILLENEUVE	**219831100**	D'accepter, en vertu de l'article 5 du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal, le versement par le propriétaire d'une somme compensatoire de 128 981,12 $ relative à des frais de parc, pour la délivrance d'un permis de construction visant la réalisation d'un projet de redéveloppement (emplacement - lots 1 341 048 et 5 851 574 - 1415, 1419 et 1421 rue Bishop – demande de permis 3001495113).	
	Décision déléguée - DB198311005			
Article 12.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-09-11 11:34:24	Sylvain VILLENEUVE	**219419604**	Imposer un avis de suspension de 20 jours à l'employé portant le matricule 100006406 pour des infractions commises en juillet et août 2019	
	Décision déléguée - DB194196043			
Article N/A () - Fonctionnaire de niveau 2				1
2019-09-13 16:08:31	Sylvain VILLENEUVE	**219508200**	Approbation, en vertu du Règlement sur les opérations cadastrales à l'égard du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, du plan cadastral préparé par Jean-Christian Baril, arpenteur-géomètre, le 9 mai 2019, minute: 1446, pour le remplacement des lots 1 340 640, 1 340 653, 1 340 656, 1 340 657, 6 303 586 et 6 303 587 du plan cadastral parcellaire cadastre du Québec par le PC-41165 .	
	Décision déléguée - D2195082009			
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Direction				2
Article 21.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A				2
2019-09-30 09:43:00	Marc LABELLE	**219061900**	Autoriser le déplacement de monsieur Sylvain Villeneuve, directeur de l'Aménagement Urbain et Mobilité, à Copenhague pour effectuer une série de visites reliées à différents projets urbanistiques (espaces publics, parcs, pistes cyclables, mobilité, etc.), à Copenhague, dans le cadre du Sommet des maires du C40 de 2019, du 6 au 10 octobre 2019, et approuver les dépenses prévisionnelles relatives à ce déplacement	
	Décision déléguée - DA190619002			

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-30 08:53:18	Marc LABELLE	**219061900**1	Autoriser le déplacement de monsieur Félix Gravel, directeur de cabinet, pour effectuer une série de visites reliées à différents projets urbanistiques (espaces publics, parcs, pistes cyclables, mobilité, etc.), à Copenhague, dans le cadre du Sommet des maires du C40 de 2019, du 6 au 10 octobre 2019, et approuver les dépenses prévisionnelles relatives à ce déplacement
			Décision déléguée - DA190619001
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des			59
Article 07.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2019-09-26 10:35:42	Marc LABELLE	**219294407**6	EMBAUCHE - LAPIERRE-GRANO,MELISSA Matricule: 100124826 A/C du: 2019-10-15 Titre d'emploi: CHEF DE DIVISION - COMMUNICATIONS No poste: 45096
			Décision déléguée - DA192944076
2019-09-20 15:06:11	Marc LABELLE	**219294406**4	PROMOTION - OUELLET,MANON Matricule: 785107000 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: CHEF DE DIVISION - INPECTION ET ENTRETIEN No poste: 80409
			Décision déléguée - DA192944064
Article 08.01 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			13
2019-09-27 12:25:40	Alain DUFRESNE	**219520401**9	TITULARISATION - DIONNE,LISE Matricule: 005176930 A/C du: 2019-03-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
			Décision déléguée - DA195204019
2019-09-27 12:25:26	Alain DUFRESNE	**219520402**0	TITULARISATION - LAPLANTE,ALAIN Matricule: 005374390 A/C du: 2019-03-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
			Décision déléguée - DA195204020
2019-09-27 12:25:14	Alain DUFRESNE	**219520402**1	TITULARISATION - BREMNER,MICHAEL Matricule: 100015621 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: PREPOSE A L'ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
			Décision déléguée - DA195204021
2019-09-27 12:25:04	Alain DUFRESNE	**219520402**2	TITULARISATION - GAUTHIER,ALAIN Matricule: 100035083 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: PREPOSE A L'ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
			Décision déléguée - DA195204022
2019-09-27 12:24:54	Alain DUFRESNE	**219520402**3	TITULARISATION - LAFOREST,SEBASTIEN Matricule: 100070502 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: PREPOSE A L'ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
			Décision déléguée - DA195204023
2019-09-27 12:24:41	Alain DUFRESNE	**219520402**4	TITULARISATION - ILIESCU,TRANDAFIR NICOLAE Matricule: 100077648 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: PREPOSE A L'ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
	Décision déléguée - DA195204024		
2019-09-27 12:24:18	Alain DUFRESNE	**219520402**	TITULARISATION - PONCE,DIEGO Matricule: 100085146 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: PREPOSE A L'ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204025		
2019-09-05 15:28:31	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - DIONNE,LISE Matricule: 005176930 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204012		
2019-09-05 15:28:15	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - GABA,FRANCOIS Matricule: 005316040 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204013		
2019-09-05 15:28:02	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - LAPLANTE,ALAIN Matricule: 005374390 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204014		
2019-09-05 15:27:36	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - MIQUEU,GUY Matricule: 541425000 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204016		
2019-09-05 15:27:23	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - TANGUAY,LAURENT Matricule: 544128000 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204017		
2019-09-05 15:27:09	Alain DUFRESNE	**219520401**	TITULARISATION - RAMIREZ ROMERO,OTTO IVAN Matricule: 752063000 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE EN CHARGE - ENTRETIEN DU RESEAU D'AQUEDUC ET D'EGOUTS No poste: 00000
	Décision déléguée - DA195204018		
Article 08.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			23
2019-09-27 13:56:09	Sylvain VILLENEUVE	**219419606**	DEPLACEMENT - BOGDAN,TEODOR Matricule: 100199939 A/C du: 2019-09-09 Titre d'emploi: AGENT(E) DE BUREAU No poste: 80499
	Décision déléguée - DB194196066		
2019-09-27 12:25:51	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - LAVOIE,KEVIN Matricule: 100052036 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944078		
2019-09-27 09:00:13	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - LORRAIN,ERIC Matricule: 100036128 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
	Décision déléguée - DB192944072		
2019-09-26 13:02:01	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - CHIASSON,STEPHANE Matricule: 100059892 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX & A LA PROPRETE No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944075		
2019-09-26 13:01:44	Alain DUFRESNE	**219294406**	TITULARISATION - GAGNE,SIMON Matricule: 100052971 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: JARDINIER(IERE) No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944067		
2019-09-26 13:01:27	Alain DUFRESNE	**219294406**	TITULARISATION - BERNARDIN,PATRICK Matricule: 100021515 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944065		
2019-09-25 08:01:43	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - CORDOVA,JUAN Matricule: 100043147 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944074		
2019-09-25 08:01:21	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - LACROIX-LAFITTE,MAXIME Matricule: 100043045 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944073		
2019-09-25 08:01:01	Alain DUFRESNE	**219294407**	TITULARISATION - HOCINE,ABDELAZIZ Matricule: 100015237 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: PREPOSE(E) AUX TRAVAUX GENERAUX No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944070		
2019-09-25 08:00:44	Alain DUFRESNE	**219294406**	TITULARISATION - TURGEON,MATHIEU Matricule: 100034182 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944066		
2019-09-24 09:55:46	Maryse BOUCHARD	**219294407**	TITULARISATION - DE CICCIO,NICOLAS Matricule: 100024478 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944071		
2019-09-23 16:03:11	Sylvain VILLENEUVE	**219772929**	DEPLACEMENT - LAUZON,DOMINIQUE Matricule: 018891020 A/C du: 2019-09-07 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 80349
	Décision déléguée - DB197729291		
2019-09-23 16:02:48	Sylvain VILLENEUVE	**219772929**	DEPLACEMENT - BERGERON,MARIE-FRANCE Matricule: 018821450 A/C du: 2019-09-07 Titre d'emploi: AGENT(E) TECHNIQUE EN CIRCULATION & STATIONNEMENT - TP - HDU No poste: 80348
	Décision déléguée - DB197729290		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-23 13:05:54	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219294406**9	DEPLACEMENT - LARIVIERE,CHANTAL Matricule: 729446000 A/C du: 2019-09-28 Titre d'emploi: SECRETAIRE D'UNITE ADMINISTRATIVE No poste: 80536
	Décision déléguée - DB192944069		
2019-09-13 09:55:28	Alain DUFRESNE	**219294406**3	TITULARISATION - LANTEIGNE,CAROLE Matricule: 005048750 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944063		
2019-09-13 09:54:58	Alain DUFRESNE	**219294406**2	TITULARISATION - ANNAB,LAHOUARI Matricule: 100025136 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES "B" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944062		
2019-09-06 13:50:40	Sylvain VILLENEUVE	**219419605**1	REEMBAUCHE - LAKRICHI,ACHRAF Matricule: 100180301 A/C du: 2019-09-07 Titre d'emploi: STAGIAIRE SCIENTIFIQUE 1 A 59 CREDITS No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196051		
2019-09-06 08:51:03	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219294406**0	PROMOTION - FORTIER,ISABELLE Matricule: 739373000 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) EN GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES No poste: 50768
	Décision déléguée - DB192944060		
2019-09-05 15:28:54	Alain DUFRESNE	**219294405**9	TITULARISATION - ABOUKHEIR,ROBERT Matricule: 005117430 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES A No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944059		
2019-09-04 16:01:03	Alain DUFRESNE	**219294405**7	TITULARISATION - BOUCHARD,ELISEE Matricule: 005456250 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: OPERATEUR(TRICE) D'APPAREILS MOTORISES C No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944057		
2019-09-04 10:30:11	Sylvain VILLENEUVE	**219772928**8	REEMBAUCHE - NGUYEN,MIMI Matricule: 100037302 A/C du: 2019-09-03 Titre d'emploi: INGENIEUR(E) JUNIOR No poste: 80439
	Décision déléguée - DB197729288		
2019-09-04 07:42:01	Alain DUFRESNE	**219294405**5	TITULARISATION - LEROUX,JOSEE Matricule: 100034198 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944055		
2019-09-03 14:40:32	Alain DUFRESNE	**219294405**4	TITULARISATION - HABASHY,MAGED Matricule: 100015711 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: CHAUFFEUR(EUSE) DE VEHICULES MOTORISES CLASSE "C" No poste: 00000
	Décision déléguée - DB192944054		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-23 09:44:35	Marc LABELLE	**219294406**	CESSATION - OUIMET,GINETTE Matricule: 100016085 A/C du: 2020-01-04 Titre d'emploi: CHARGE(E) DE SECRETARIAT No poste: 42377
	Décision déléguée - DA192944068		
2019-09-10 10:57:35	Marc LABELLE	**219419605**	CESSATION - ALLIANCE,HYAMILE Matricule: 100074855 A/C du: 2019-09-21 Titre d'emploi: RESPONSABLE SOUTIEN AUX ÉLUS I No poste: 79194
	Décision déléguée - DA194196052		
Article 11.02 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B			10
2019-09-27 14:47:35	Maryse BOUCHARD	**219419606**	CESSATION - BRILLANT,ANTOINE Matricule: 100246943 A/C du: 2019-09-15 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196063		
2019-09-27 14:47:15	Maryse BOUCHARD	**219419606**	CESSATION - HEBERT,EMERIC Matricule: 100250279 A/C du: 2019-09-16 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196064		
2019-09-13 09:55:11	Alain DUFRESNE	**219419606**	CESSATION - DOWNS,HELOISE Matricule: 100253655 A/C du: 2019-08-29 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196065		
2019-09-12 23:28:27	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219419606**	CESSATION - LEDOUX CANCILLA,BIANCA Matricule: 100244792 A/C du: 2019-09-16 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196062		
2019-09-12 23:27:57	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219419605**	CESSATION - DUCHESNE,MAXIME Matricule: 100221695 A/C du: 2019-09-11 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196058		
2019-09-12 23:27:21	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219419605**	CESSATION - BOLDUC,SABRINA Matricule: 100222925 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196059		
2019-09-12 23:26:41	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219419605**	CESSATION - GERMAIN,AMANDINE Matricule: 100035351 A/C du: 2019-08-17 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196056		
2019-09-12 14:54:46	Alain DUFRESNE	**219419606**	CESSATION - FILHO,ELIAS Matricule: 100223010 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196060		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet
2019-09-12 14:52:42	Alain DUFRESNE	**219419606**1	CESSATION - SYEDAH,SHAHIDAH Matricule: 100227265 A/C du: 2019-08-28 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196061		
2019-09-05 12:19:53	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219419604**8	CESSATION - CARTIER,CATHERINE Matricule: 100195835 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: ETUDIANT COL BLANC - DEC SPECIALISE ANNEE 3 No poste: 00000
	Décision déléguée - DB194196048		
Article 15.00 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau A			2
2019-09-11 09:25:33	Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE	**219294405**8	Autoriser la création d'un poste col blanc permanent de secrétaire d'unité administrative (791930) à la division des ressources humaines de l'arrondissement Ville-Marie à compter du 28 septembre 2019.
	Décision déléguée - DA192944058		
2019-09-05 17:21:45	Marc LABELLE	**219419604**5	Autoriser le transfert du poste permanent de conseillère en ressources humaines (no 74096) de la Division des ressources humaines à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs et ce à compter de la signature du présent dossier.
	Décision déléguée - DA194196045		
Article 10.02 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau A			6
2019-09-13 09:12:11	Guylaine BRISSON	**219419605**3	PROMOTION - VLES,RAYMOND Matricule: 745962000 A/C du: 2019-09-07 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) ANALYSE - CONTROLE DE GESTION No poste: 74139
	Décision déléguée - DA194196053		
2019-09-13 09:11:43	Guylaine BRISSON	**219419605**5	EMBAUCHE - ALTINE,STEVE ALPHONSE Matricule: 100216534 A/C du: 2019-09-09 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 00000
	Décision déléguée - DA194196055		
2019-09-10 14:51:05	Brigitte GRANDMAISON	**219419605**4	PROMOTION - GENDRON,MICHELE Matricule: 752437000 A/C du: 2019-09-03 Titre d'emploi: AGENT(E) PRINCIPAL(E) DE COMMUNICATIONS SOCIALES No poste: 78639
	Décision déléguée - DA194196054		
2019-09-10 08:22:31	André HAMEL	**219772928**7	REEMBAUCHE - FITZSIMMONS,RONALD Matricule: 100235995 A/C du: 2019-09-16 Titre d'emploi: CONTREMAITRE D'ARRONDISSEMENT - VOIRIE ET PARCS No poste: 76254
	Décision déléguée - DA197729287		
2019-09-05 13:40:23	Guylaine BRISSON	**219294405**6	DEPLACEMENT - LAPOINTE,GABRIEL Matricule: 100157397 A/C du: 2019-08-31 Titre d'emploi: PREPOSE(E) A LA PATROUILLE CANINE No poste: 69272
	Décision déléguée - DA192944056		

Date Décision	Décideur	Dossier	Objet	
2019-09-04 10:16:03	Guylaine BRISSON	**219772925**	PROMOTION - CORBI,VALENTINA Matricule: 669715000 A/C du: 2019-07-13 Titre d'emploi: INSPECTEUR(TRICE) D' ARR. (TRAVAUX, CIRCULATION, PROPRETE) No poste: 80186	
Décision déléguée - DA197729255				
Article 18.03 (RCE02-004) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-09-10 13:54:11	Guylaine BRISSON	**219419605**	INTERRUPTION D'AFFECTATION - LANDRIAU,FRANCOIS Matricule: 100085308 A/C du: 2019-09-14 Titre d'emploi: CONSEILLER(ERE) ANALYSE - CONTROLE DE GESTION No poste: 76258	
Décision déléguée - DB194196050				
Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public				1
Article 21.2.1 (RCA24-009) - Fonctionnaire de niveau B				1
2019-09-12 07:28:38	Alain DUFRESNE	**219591400**	Installer une zone de stationnement limité à 15 minutes entre 7h et 18h du lundi au vendredi pour les parents dont les enfants fréquentent La Garderie et Pouponnière CSU (Concordia Student Union) située au 1424 de la rue Bishop	
Décision déléguée - DB195914006				

Ville-Marie
Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
1-800-GOT-JUNK	1370643	25-SEPT.-2019	BC ouvert 2019 - Cueillette de matériels pour récupération	2 099,75	MARTHET, DOMINIQUE
				2 099,75	
9128-8217 QUEBEC INC. - CORBEIL ELECTRIQUE	1369194	17-SEPT.-2019	Danby frigo 17pc Look ss (soumission 0026-030138 en date du 11 septembre 2019)	2 059,82	MARTHET, DOMINIQUE
				2 059,82	
9263-7974 QUEBEC INC.	1368568	13-SEPT.-2019	Carottages exploratoire et excavations pour le muret de soutènement au Carrefour St-Eusèbe (4201) au 2349 rue Rouen	8 661,47	MARTHET, DOMINIQUE
				8 661,47	
ACIER TAG / RIVE-NORD	1367881	10-SEPT.-2019	ÉRIC BELLEVILLE, RÉAPPRO DE RODES POUR BÉTON 0879	2 257,23	BELLEVILLE, ERIC
				2 257,23	
ACTUALISATION IDH INC.	1370176	23-SEPT.-2019	Offre de service - formation TRIMA	3 569,57	BOUCHARD, MARYSE
				3 569,57	
BAU-VAL CMM	1370493	24-SEPT.-2019	2019 BC- ouvert pour disposition de rebuts de béton et d'asphalte - Entente cadre 1358405- Période: 12 juin 2019 au 12 juin 2021 Montant 10000$ - TP Aqueduc	10 498,75	DUFRESNE, ALAIN
				10 498,75	
BRAULT & BOUTHILLIER LTEE	1325386	23-SEPT.-2019	Commande ouverte 2019 pour achat de fourniture pour les bibliothèques Frontenac et Père-Ambroise et la Maison de la culture	3 149,62	TREMBLAY, GINA
				3 149,62	
CENTRAL IRRIGATION SUPPLY INC.	1321897	17-SEPT.-2019	PARCS Commande ouverte 2019 - pour pièces de plomberie au besoin - cueillette par l'équipe.	2 099,75	RESTREPO, JUAN CARLOS
				2 099,75	
CLEAN WATER WORKS INC	1352747	10-SEPT.-2019	Soumission du 4 juin 2019. Réparation de la conduite d'égout qui a causé l'effondrement de la chaussée sur la rue Sanguinet. TP aqueduc	22 572,31	MARTHET, DOMINIQUE
	1367922	10-SEPT.-2019	Facture J017685 Travaux d'urgence de nettoyage d'égout au hauteur de la rue Selkirk pendant le mois juillet. TP aqueduc	22 572,31	CORNEJO ARENAS, ANA MARIA DE LOURDES
	1367927	10-SEPT.-2019	Facture J017688 Travaux d'urgence au hauteur de la rue Bullion, espaces clos pendant le mois de juin et juillet. TP aqueduc	22 572,31	DUFRESNE, ALAIN
	1368543	13-SEPT.-2019	Facture J017686 Travaux d'urgence de nettoyage d'égout au hauteur de la rue Charlotte entre la rue Berger et rue Bullion pendant le mois juin. TP aqueduc	6 299,25	BELLEVILLE, ERIC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
CLEAN WATER WORKS INC	1368549	13-SEPT.-2019	Facture J017689 Travaux d'urgence de nettoyage d'égout au hauteur de divers rues pendant le mois de juin et le mois de juillet . TP aqueduc	16 792,75	DUFRESNE, ALAIN
	1369145	17-SEPT.-2019	Facture J017690 Travaux d'urgence de nettoyage d'égout au hauteur de divers rues pendant le mois de juillet . TP aqueduc	13 721,87	DUFRESNE, ALAIN
	1369162	17-SEPT.-2019	Facture J017691 Travaux d'urgence de nettoyage d'égout au hauteur de divers rues pendant le mois de juillet . TP aqueduc	12 131,31	DUFRESNE, ALAIN
				116 662,11	
COMPUGEN INC.	1370669	25-SEPT.-2019	Demande du 23 septembre 2019- Écrans Dell - pour réserve - entente 1163303.	2 565,05	MARTHET, DOMINIQUE
				2 565,05	
CONSTRUCTION MA-JO INC.	1368826	16-SEPT.-2019	Coupe exploratoire pour la cheminée du Carrefour St-Eusèbe (4201) au 2349 rue Rouen	2 782,17	MARTHET, DOMINIQUE
				2 782,17	
CONTROLES RL ENR.	1368653	13-SEPT.-2019	Fourniture d'un panneau scénographique 120/208V 200A, dans le cadre d'incidences (VMP-19-015) du projet Place Émilie-Gamelin, mise à niveau et travaux correctifs. soumission 195060 Règle de rotation respectée.	33 601,25	LABELLE, MARC
				33 601,25	
C.P.U. DESIGN INC.	1369166	17-SEPT.-2019	Entente # 1164102. Deux (2) ordinateurs portables HP Zbook 15 pouces G5 16 Go. Disque SSD 256 Go. TP Voirie	6 088,86	LAZURE, MARTIN
	1369500	18-SEPT.-2019	Entente # 1164102. Ordinateurs HP élite pour réserve.	6 258,30	MARTHET, DOMINIQUE
	1370597	24-SEPT.-2019	Entente 1164102, tablette pro HP Elite x 2 1013 G3 pour M. Daniel Doan- DAUM _Mobilité.	3 281,85	MIKATI, RAMY
				15 629,01	
DASSYLOI	1366660	03-SEPT.-2019	JONATHAN LABONTÉ, RÉAPPRO DE BÉTON FIBRE, 0879	4 451,47	BELLEVILLE, ERIC
				4 451,47	
DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS	1336442	04-SEPT.-2019	PRR2019 - Arr. Reconstruction de trottoirs et pavage en régie. Entente 1266097. Fin de l'entente: 03 avril 2020. Location d'un Camionnette 4X2 cabine allongé x 7 mois. Et Location des deux camionnettes 4X2 cabine d¿équipe (4 portes/6 p).	2 307,63	LABELLE, MARC
				2 307,63	
ENTRETIENS J.R. VILLENEUVE INC.	1365940	04-SEPT.-2019	Soumissions du 8 et 23 aout 2019. Location Balais aspirateur par semaine pour piste cyclable et divers endroit dans l'arr. Ville-Marie. Temps estimé 3 à 5 semaines. TP Voirie-travaux	20 997,50	MARTHET, DOMINIQUE
				20 997,50	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
EQUIPEMENTS STINSON (QUEBEC) INC.	1370665	25-SEPT.-2019	Soumission # 15329. Contrat gré à gré. Validation du respect de rotation de fournisseur conforme. Achat de 200 barricade mills avec plaque identi. avec pattes. TP Voirie	37 606,52	LABELLE, MARC
				37 606,52	
ETHNOSCOP INC.	1361561	04-SEPT.-2019	2197763001 -Services professionnels en archéologie pour le projet de réaménagement du parc Fleury-Mesplet.	5 863,34	LABELLE, MARC
				5 863,34	
EXPERTISE NEUROSCIENCES INC.	1320315	04-SEPT.-2019	BC ouvert pour 2019 pour expertises médicales à la demande de l'équipe RH	18 897,75	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				18 897,75	
F.X. LANGE INC	1367343	06-SEPT.-2019	Contrat de location location de 10 plaques d'acier pour travaux en divers endroits de l'arr. Ville-Marie - TP aqueduc	2 981,65	BELLEVILLE, ERIC
				2 981,65	
GAINAGE PRS INC	1357126	24-SEPT.-2019	Soumission du 5 juillet 2019. Réhabilitation du drain sur 2750 Hochelaga. TP aqueduc.	4 257,24	DUFRESNE, ALAIN
				4 257,24	
GROUPE ABS INC.	1369009	16-SEPT.-2019	Soumission ED-18-3613-16 -V3. Entente # 1338591. Fin de l'entente: 4 avril 2022. Caractérisation environnementale pour le projet de saillies 2020. Frais d'incidences. TP Voirie.	25 650,55	LABELLE, MARC
	1370695	25-SEPT.-2019	Offre de service # 192834. Contrôle qualitatif des matériaux et leur mis en ¿uvre. Travaux de carottage de chaussée dans différentes rues de l'arr. Ville-Marie. PRR -2020 - Frais incidences.	12 126,05	DUFRESNE, ALAIN
				37 776,60	
H. P. HYDRO-PRESSION INC.	1369954	20-SEPT.-2019	Travaux de traitements antidérapant pour les grilles au sol du Quartier des spectacles. La superficie de sablage est d'environ 1000 pieds carrés.	4 031,52	PIERRE, JOSE
				4 031,52	
INDUSTRIES DESORMEAU INC.	1321882	05-SEPT.-2019	PARCS et MT-ROYAL Commande ouverte 2019 - pour diverses pièces de quincaillerie.	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
INSTA-MIX	1365497	04-SEPT.-2019	Soumission du 13 août 2019. Location d'une paveuse 4 à 8 pieds et d'une paveuse volve 10 à 20 pieds - divers travaux de planage là ou requis dans l'arr. Ville-Marie. Temps prévue un mois.	11 548,62	MARTHET, DOMINIQUE
	1366865	04-SEPT.-2019	ANDRÉ THIBEAULT, ACHAT DE CÂBLE MANETTE	2 904,74	BELLEVILLE, ERIC
		06-SEPT.-2019	ANDRÉ THIBEAULT, ACHAT DE CÂBLE MANETTE	20,15	BELLEVILLE, ERIC
				14 473,51	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1369466	18-SEPT.-2019	Belleville, eric achat demander par Francois Pocetti pour l'équipe de béton.	3 861,45	BELLEVILLE, ERIC
	1369814	19-SEPT.-2019	KARL SAULNIER, ACHAT DE MÈCHES ET DE COUTEAUX POUR MLT 412	3 645,16	BELLEVILLE, ERIC
				7 506,61	
LA FERME DU SAGI-TERRE S.E.N.C.	1369128	17-SEPT.-2019	BALLOTS DE PAILLE, pour l'équipe du parc Mont-Royal. Livraison incluse. Soumission 14607	2 309,72	MARTHET, DOMINIQUE
				2 309,72	
LALEMA INC.	1369109	19-SEPT.-2019	Soumission 55717 révisée. L'achat de 20 cendrier sur pied 9w34 Infinity couleur Chrome. TP Voirie.	6 305,76	BELLEVILLE, ERIC
				6 305,76	
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1368334	12-SEPT.-2019	Soumission 180089 du 11 septembre 2019 - Projet : Mise à jour logo Maison Culture Janine Sutto. DIV. CULTURE	3 409,57	TREMBLAY, GINA
				3 409,57	
LES CONSTRUCTIONS CORDELLA (CANADA) LTEE	1368535	13-SEPT.-2019	Service pour sciage de fosses d'arbres à l'automne, pour la plantation, équipe parcs Ville-Marie.	5 249,37	RESTREPO, JUAN CARLOS
				5 249,37	
LES CONSTRUCTIONS H.D.F. INC.	1364548	04-SEPT.-2019	2019- BC ouvert. Location d'une planeuse 1.2 mètres pour divers travaux divers dans l'arr. Ville-Marie - Grosse Équipe d'asphalte - Date prévue de début Octobre 2019. TP aqueduc	22 826,38	LABELLE, MARC
				22 826,38	
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1367608	09-SEPT.-2019	Soumission 14 juillet 2019. Achat des plantes pour le projet PTI parc Marcelle- Barthe. Frais des incidents. Livraison incluse. TP Parcs	3 774,30	PIERRE, JOSE
				3 774,30	
LES POMPES MEGA INC.	1354345	25-SEPT.-2019	2019- BC ouvert . Soumission du 19 juin 2019 et liste du prix du 21 juin 2019. Location de pompe à béton pour divers travaux dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	3 997,06	DUFRESNE, ALAIN
				3 997,06	
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1370889	25-SEPT.-2019	Soumission # C1909-326 du 18 septembre 2019. Paysagement ruelle Harmonie, fourniture et mise en place de terre noire en sac et gazon en plaque (parti Ville). TP aqueduc.	3 149,62	MARTHET, DOMINIQUE
				3 149,62	
MAGASINS BEST BUY LTEE	1369386	18-SEPT.-2019	Soumission # 415716 du 5 septembre 2019. L'achat de monitor Samsun, Honestech Vidbox, HP TOY, HP 15-DC, Oculus Quest, IPAD WI-FI et otterbox. CSLD	6 884,15	TREMBLAY, GINA

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
				6 884,15	
MARINA MATERIAUX ET EQUIPEMENTS	1321886	06-SEPT.-2019	PARCS Commande ouverte 2019 - pour la RÉPARATION et ENTRETIEN de divers appareils (tondeuses, débroussailleuses et autres)	7 349,12	LABELLE, MARC
				7 349,12	
MEDIAL CONSEIL SANTE SECURITE INC.	1370150	23-SEPT.-2019	Offre de service - production formation vidéo déneigement	14 698,24	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				14 698,24	
M.J. CONTACH ENR.	1365259	04-SEPT.-2019	Soumission du 21 aout 2019. Service de remorquage sur appel pour l'équipe d'asphalte lors de travaux de planage là où requis dans l'arrondissement de Ville-Marie pour la période prévue de septembre - octobre 2019. TP Aqueduc	10 498,75	MARTHET, DOMINIQUE
				10 498,75	
NIVEX INC	1370667	25-SEPT.-2019	Achat des anneaux de rehaussement de regard et puisard de 1". Soumission 3373 en annexe.	3 241,49	BELLEVILLE, ERIC
				3 241,49	
NORTHEX ENVIRONNEMENT	1349110	04-SEPT.-2019	Disposition des sols de type C-RESC inorganique. Pour le parc Sainte-Marie. Entente 1229305	3 149,62	DUFRESNE, ALAIN
				3 149,62	
PARIZEAU PAWULSKI ARCHITECTES S.E.N.C.	1368158	11-SEPT.-2019	Projet de réfection des murs de brique de la cheminée et de régler la problématique d¿affaissement du muret de soutènement qui s¿affaisse vers la rue Sheppard au Carrefour St-Eusèbe (4201), situé au 2349 rue Rouen	41 995,00	ALI, SAMBA OUMAR
				41 995,00	
PEPINIERE A. MUCCI INC.	1321877	04-SEPT.-2019	PARCS Commande ouverte 2019 - pour mélange de terre, composte, sable et autres. BG3122-1401, BG3122-1411, composte végétal BG4123-2006, sable grossier BD3125-1001. Entente : 1283714	27 063,31	ALI, SAMBA OUMAR
				27 063,31	
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1321861	25-SEPT.-2019	PARCS Commande ouverte 2019 - pour l'achat de peinture, solvant, teinture et autres.	3 149,62	RESTREPO, JUAN CARLOS
				3 149,62	
PRODUITS KEMERID CANADA INC.	1369414	19-SEPT.-2019	ANDRÉ THIBEAULT, ACHAT DE KEMBITUME, NETTOYANT POUR MACHINE DE PAVAGE, 0879	5 728,12	BELLEVILLE, ERIC
				5 728,12	

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1370229	23-SEPT.-2019	Soumission du 12 septembre - Location sonorisation Place des Montréalaises	2 973,61	TREMBLAY, GINA
				2 973,61	
RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.	1325531	23-SEPT.-2019	2019 - Entente 1225134 - BC ouvert disposition de sols de type AB. Fin de l'entente: 31 décembre 2019. TP aqueduc.	13 648,37	ALI, SAMBA OUMAR
				13 648,37	
SHARP ELECTRONIQUE DU CANADA LTEE	1368993	16-SEPT.-2019	Soumission du 14 septembre 2019. Achat d'imprimante photocopieur MX3571 pour la Maison de la Culture Janine Sutton. CSLD	4 012,62	TREMBLAY, GINA
				4 012,62	
SHOP3D CANADA PRINTING SUPPLIES LTD.	1367366	06-SEPT.-2019	Soumission 2233 - Deux Imprimante 3D Ultimaker, 1formlabs. Il est inclut des garanties. Bibliothèque Père-Ambroise	22 274,00	BOUCHARD, MARYSE
				22 274,00	
SIGNEL SERVICES INC	1369119	17-SEPT.-2019	Soumission # 25397. L'achat de lexan 11 7/8 de large orange sérigraphié noir avec logo Ville-Marie. TP Voirie	10 446,25	MARTHET, DOMINIQUE
	1371328	27-SEPT.-2019	Soumission 25695. Décalque fond blanc - inscription noir - avec rosette - pour identification des barricades plus transport. TP Voirie	2 152,25	MARTHET, DOMINIQUE
				12 598,50	
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1368056	11-SEPT.-2019	Facture 9697520757 - Distribution programmation culturelle dans Peter McGill le 29 aout 2019. COMM	4 016,06	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
	1368906	16-SEPT.-2019	Facture 9701030520 - Distribution programmation culturelle dans Peter McGill le 6 septembre 2019. COMM	2 980,91	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				6 996,97	
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1368689	13-SEPT.-2019	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie, selon la soumission 2019-08-25.	6 031,53	BISSONNETTE, CHRISTIAN
	1368699	13-SEPT.-2019	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie, selon la soumission 2019-08-26.	4 860,92	BISSONNETTE, CHRISTIAN
				10 892,45	
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1366556	03-SEPT.-2019	ÉRIC BELLEVILLE, RÉAPPRO DE BÉTON ANDRÉ THIBEAULT ACHAT D'ANNEAU DE REHAUSSEMENT EN FONTE 0879	4 272,44	BELLEVILLE, ERIC
	1367484	08-SEPT.-2019	Belleville, eric matériel pour aqueduc sur la dalle de béton	6 152,56	BELLEVILLE, ERIC
	1368155	11-SEPT.-2019	thibeault, andre pour la réfection de rue materiel de rehaussement de l'asphalte.	4 051,40	BELLEVILLE, ERIC
	1368704	13-SEPT.-2019	Réapprovisionnement du magasin Ville-Marie en produits d'aqueduc.	62,99	BELLEVILLE, ERIC
		15-SEPT.-2019	Réapprovisionnement du magasin Ville-Marie en produits d'aqueduc.	4 859,21	BELLEVILLE, ERIC

Ville-Marie Montréal

Simon BC 510- Liste des bons de commandes approuvés par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom du fournisseur	# BC	Date d'approbation	Description bon de commande	Montant BC	Dernier approbateur
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQ	1369189	17-SEPT.-2019	BELLEVILLE, ERIC, RÉAPPRO ANNEAU BÉTON, 0879	2 182,97	BELLEVILLE, ERIC
	1370077	22-SEPT.-2019	Réapprovisionnement en chambre de vanne et en ensemble de grille anti-vélo pour le magasin	3 863,07	BELLEVILLE, ERIC
				25 444,64	
TE ELECTRIQUE INC.	1370745	25-SEPT.-2019	Service pour travaux d'entretien électrique pour réparation des boitiers du P.A. rue Clark au QDS. Soumission S-1865	3 276,66	PIERRE, JOSE
				3 276,66	
TELTECH SIGNALISATION INC.	1367747	10-SEPT.-2019	2019 - BC Ouvert Entente # 1307671. Service d'interventions diverses en signalisation routière. dans l'arr. Ville-Marie. TP aqueduc.	52 493,75	ALI, SAMBA OUMAR
				52 493,75	
THRACE GRAPHISTE CONSEIL INC.	1367404	06-SEPT.-2019	Soumission E-7347. Création d'une identité graphique et habillage d'un kiosque d'information pour le projet colibri. Div communication.	6 824,19	MARTHET, DOMINIQUE
		19-SEPT.-2019	Soumission E-7347. Création d'une identité graphique et habillage d'un kiosque d'information pour le projet colibri. Div communication.	566,93	MARTHET, DOMINIQUE
				7 391,12	
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	1368999	16-SEPT.-2019	Facture 3639 pour opinions sur dossier par Dre Jean-Pierre Chartrand le 5 juillet 2019 (dossier volumineux). RH	5 249,37	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC
				5 249,37	
TRAFIC INNOVATION INC.	1370653	25-SEPT.-2019	Soumission # 111392. Délinéateur flexible à base intégrée, 90 mm x 965 mm, kit d'installation pour délinéateur et le piquet ou pieu pour l'installation temporaire plus frais de transport. PTI - Reconstructions de trottoirs en régie.	6 229,33	MARTHET, DOMINIQUE
				6 229,33	
TURQUOISE DESIGN INC.	1303892	19-SEPT.-2019	VMI-18-009 (2S) : services professionnels en architecture du paysage pour la préparation des plans, devis, estimations et surveillance des travaux de réaménagement pour le parc Médéric-Martin. 2185876001-DA185876001	2 099,75	LABELLE, MARC
				2 099,75	
ULINE CANADA CORP	1366984	05-SEPT.-2019	Belleville, eric materiel de stockage pour la dalle de béton.	2 802,06	BELLEVILLE, ERIC
				2 802,06	
VLAN PAYSAGES INC	1371018	27-SEPT.-2019	Conception des plans et devis pour le réaménagement du parc De L'Espoir et surveillance des travaux. Entente 1309546 autorisé 19 sept.2019/AOP 18-17150	86 388,96	HEBERT, NATHALIE
				86 388,96	

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
1,2,3... JE CUISINE!	f19039	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	11-Sept.-19	350,00
2842-0941 QUEBEC INC	12m	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	13-Sept.-19	440,00
	19m	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	20-Sept.-19	308,00
4048873 CANADA INC. - BOULANGERIE PREMIERE MOISSON	18114	Pizzas bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	27-Août -19	218,79
AMELIE LAMONTAGNE	po19010	Quatuor Rhapsodie le 12 septembre 19 Place des Montréalaises	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	314,96
AMUSEMENTS EXPERTS INC.	11428	1 BBQ avec propane + 2 bombonnes École Pierre Dupuy	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	26-Août -19	241,47
ANA DROBAC	po19010	Quatuor Rhapsodie le 12 septembre 19 Place des Montréalaises	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	314,96
ANN-SOPHIE CAOUETTE	201955	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Sept.-19	118,11
ASSOCIATION LES CHEMINS DU SOLEIL	fq201916	25 poches de maïs pour la fête de quartier 2019	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	10-Sept.-19	550,00
ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)	fvt01511	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	27-Août -19	272,97
	fvt01618	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	27-Août -19	272,97
	fvt01848	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	27-Août -19	272,97
	vt7321	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	04-Sept.-19	272,97
AUCLAIR, MARIE-EVE	rembempl1908	Rembours.aux employés des frais encourus	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	18-Sept.-19	51,84

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
AVEC PLAISIRS	440681	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	20-Sept.-19	286,84
BELLAVANCE, EUGENIE	rembempl1909	Remboursement frais requalification moniteur en sécurité aquatique	Culture, sports, loisirs et développement social	Loisirs et culture - Dir., adm. et soutien - À répartir	13-Sept.-19	101,23
BISSONNETTE, CHRISTIAN	rembempl1909	Remboursement achat T-shirts pour tournoi de balles équipe voirie	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	17-Sept.-19	100,00
BONNARIC HUGO	2019012	Régisseur technique Place Jacques Cartier du 21 au 25 août 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	400,00
	2019013	Régisseur technique Place Jacques Cartier les 28, 29, 30 et 31 août - 1er septembre	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	500,00
	2019014	Régisseur technique Place Jacques Cartier du 4 au 8 septembre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	18-Sept.-19	500,00
BOO! DESIGN INC.	1655	Réimpression 800 dépliants Culture Peter Mc Gill	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	19-Sept.-19	682,41
CAFE DEPOT - PLACE DUPUIS	944664	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Gestion du personnel	20-Sept.-19	44,09
	944733	Déjeûner-_Réunion d'équipe mobilisation- 16et 17 juillet 2019 (inspectionet permis)	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	16-Sept.-19	213,96
	944735	Frais de nourriture-CCU Juillet -Août 2019-Urbanisme	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	30-Août -19	234,23
	944736	Comité sécurité urbaine autour square Cabot le 15 août 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	26-Août -19	139,63
CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIRS SAINTE-CATHERINE D'ALEXANDRIE	2019091101	Cours de yoga Parc Robert Prévost 2xsemaine pendant 6 semaines du 2 juillet au 21 août 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	17-Sept.-19	720,00
CENTRE DES MUSICIENS DU MONDE	mg201911923	Spectacle Carnet de Nazih musical le 23 novembre 19 St Jax - Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	2 099,75
	mg201911924	Spectacle musical Carnet de Zal le 30 novembre 19 St Jax - Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	2 099,75

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CENTRE ST-PIERRE	a45022	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	16-Sept.-19	745,41
CHARBONNEAU, GUY	rembempl1908	Frais membre association SAE	Travaux publics	Transport - Dir. et admin. - À répartir	30-Août -19	148,23
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIERE-DU-NORD	f255000447	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	20-Sept.-19	230,00
CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	56585	Serv de destruction de doc. (2 Bacs roulant de 360L)DAUSE-Sandra Nenes	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Sept.-19	16,48
	56607	Destruction de documents(3 cab. de sécurité)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Greffe	06-Sept.-19	13,07
	56608	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	4,36
COOPERATIVE DE SERVICES ARTISTIQUES LES FAUX-MONNAYEURS	mg201911883	Spectacle Ayrad le 16 novembre 19 - St Jax Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	2 204,74
COPIE EXPRESS	in00002201907	8 plastifications 12x18 Jeux de la rue	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	24-Août -19	25,20
	in0000261	300 signets chinois, 5 autocollants weekend rafraichissant, 50 feuillets square Cabot	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	64,57
	in0000268	350 avis résidents rue Simpson, 100 avis aux résidents Projet pilote livraison urbaine	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	152,23
	in0000271	100 81/2x11 promo culture concerts bulletin automne 19, 200 cartons 5x7 Invitation FQO	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	146,98
	in0000273	800 cartons Invitation inauguration Parc Prudence Heward	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	236,22
	in0000276	500 cartons couleur bibliothèque Frontenac	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	141,73
CORNEAU, MARIE-JOELLE	rembempl1908	rembousement: canadian tire, stationnement, IGA, bureau en gros, taxi..	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	04-Sept.-19	177,69

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
CORPORATION DU CENTRE JEAN-CLAUDE MALEPART	190823	Arbitrage 8 matchs soccer le 3 août 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	26-Août -19	200,00
CRANBROOK GLEN ENTERPRISES LIMITED	fc00050744	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	374,41
DANIEL CHARTIER	20190830dc	Animation danse en ligne country 26 juillet - 2,9,16,23 et 30 août 19 Parc Charles S.Campbell	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	10-Sept.-19	780,00
DUBOIS, PIERRE	rembempl1909	Remboursement achat essence équipe élagage	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	09-Sept.-19	39,00
DXP POSTEXPERTS	78123	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	155,91
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	01477161	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	05-Sept.-19	53,63
	01488431	Location de clôtures et composantes(01 au 28 août 2019)	Travaux publics	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	16-Sept.-19	53,63
ECHOS MONTREAL	14512	Publicité herbe à poux parutions août/septembre 2019	Direction - Ville-Marie	Protection de l'environnement	30-Août -19	603,68
FELICITY HAMER	mg201911882	Spectacle Filly and Flops le 2 novembre 19 - St Jax - Salle Le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	2 000,00
FERNANDE MATHIEU	190914	Animation Les contes d'Églantine bibliothèque Frontenac le 14 sept.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18-Sept.-19	250,00
FONDATION DE L'HOPITAL CHINOIS DE MONTREAL (1972)	fdn2019001	Location d'auditorium-03 octobre 2019-DAUSE	Aménagement urbain et mobilité	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	30-Août -19	40,00
FRANCIS MONTILLAUD	fr201909417	Exposition: figures du 5 septembre au 20 octobre 2019 au Maison de la culture Janine-Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	06-Sept.-19	2 099,75
GAGNON, BENOIT	rembempl1909	Remboursement achat bidon d'eau et chariot de transport les 16 et 23 juillet 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Sept.-19	86,21

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
GAUVIN HENMAN INC.	3352	Tableau Hurtubise 12 juin, 28 août 19 Maison de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	13-Sept.-19	125,18
GERARD GARLAND	18432	Animation Square Cabot le 7 septembre 19 - Bulles géantes, potion magique, matériel spectacle	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	11-Sept.-19	858,35
	18433	Animation Parc Prudence Heward le 15 sept. 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	18-Sept.-19	858,35
IMPRIMERIE G.G. INC.	75702	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Sept.-19	68,24
	75703	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Sept.-19	187,93
	75716	3050 cartons Loisirs St-Jacques	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Sept.-19	703,42
	75717	20 affiches Loisirs St Jacques	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	09-Sept.-19	52,49
	75757	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	13-Sept.-19	377,95
	75758	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	62,99
	75759	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Aménag. du territoire, réglementation et zonage	13-Sept.-19	724,41
	75785	2000 cartes bibliothèque Père Ambroises	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Sept.-19	293,96
	75786	1 Autocollant FabLab bibliothèque Père Ambroise	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Sept.-19	115,49
	75787	300 cartons loisirs St Jacques	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Sept.-19	120,74
INDIGO PARC CANADA INC.	4149366	20 billets prépayés - stationnement	Direction - Ville-Marie	Administration, finances et approvisionnement	27-Août -19	356,12
JEAN-SEBASTIEN LEBLANC	190916	Early Jazz Band le 21 septembre 2019 au Parc Percy-Walters	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	18-Sept.-19	1 154,86

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
JEAN-SEBASTIEN LEBLANC	190919a	Early Jazz Band le 15 septembre 2019 de 11 h à 14 h au parc Prudence-Heward	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	18-Sept.-19	1 154,86
JEUNESSES MUSICALES CANADA	201909007	Atelier brico-guitare bibliothèque Frontenac le 15 sept.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18-Sept.-19	220,47
	pm111619	Concert théâtral - Un monde pour Noël le 16 novembre 19 - St Jax - Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	1 154,86
JONATHAN VOYER	mg201910915	Spectacle Jalsaghar, le salon de musique le 5 octobre 19 St Jax - Salle Le santuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	900,00
JOSEE BROUILLARD	094	Activité médiation square Cabot le 7 septembre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	13-Sept.-19	450,00
	095	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	20-Sept.-19	450,00
JUAN SEBASTIAN LAROBINA	mg201910881	Spectacle musical Los 2 lunaticos le 26 octobre 19 - St Jax - Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	1 800,00
KYRA WILLCOCK	mg201910880	Spectacle Kyra Willcock à St Jax le 19 octobre 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	04-Sept.-19	1 800,00
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	00157315	2 impressions panneaux Parc Julia Drummond	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Août -19	180,22
	00158245	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Sept.-19	180,22
LA MESSE BASSE	fr20191135	Spectacle théâtre Inuktitutle 19 novembre Masion de la culture Janine Sutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	10-Sept.-19	3 674,56
LA NOUVELLE TABLEE (1996) INC	104839	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	13-Sept.-19	254,07
	3874	2 ensembles chaudron, brûleur, propane, transport	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	18-Sept.-19	254,07
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	0023300819	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	16-Sept.-19	23,52

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND D	0110620819	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18-Sept.-19	38,49
	0147650719	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Sept.-19	90,30
	0147650819	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	17-Sept.-19	35,29
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	194471	Impression Cartes d'affaires VDM Août 2019-Natalie Brault	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	04-Sept.-19	15,22
	194859	250 cartes affaires oli	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	16-Sept.-19	15,22
	194862	250 cartes affaires Olivier	Travaux publics	Nettoyage et balayage des voies publiques	16-Sept.-19	15,22
	195608	Impression-Cartes d'affaires Sept 2019-Sandra Nenes	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	18-Sept.-19	15,22
LES MARCHES LOUISE MENARD INC.	2880	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Direction - Ville-Marie	Conseil et soutien aux instances politiques	16-Sept.-19	25,99
	2882	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	18-Sept.-19	27,22
	2891	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	20-Sept.-19	70,32
LES MINIMALICES	012	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	13-Sept.-19	209,97
	022	Heure du conte Parc Médéric Martin	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	27-Août -19	241,47
LES YMCA DU QUEBEC	1401612	Location de la salle de conférence YMCA-Guy -Favreau le 12 sept-2019	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	06-Sept.-19	60,00
LIANA PARE	019041	Captation survol des événements clé, montage video	Direction - Ville-Marie	Bibliothèques	04-Sept.-19	392,98
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	286629l20b	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	20-Sept.-19	72,50

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
MARIE-THERESE DUVAL	avm3	Révision manuscrit et épreuves du bulletin de l'arr. V.Marie automne 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Août -19	675,00
MOBIDIC	0000666	Illustration couverture bulletin arr.- édition automne	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Août -19	708,67
	0000667	Courriel JPEG Fêtes de quartier	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	30-Août -19	288,72
	0000669	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	06-Sept.-19	78,74
	0000674	Cartons, affiches Cours de patinage et Aréna sons et lumière	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	19-Sept.-19	371,96
MORIAT, FANNY	rembempl1909	90 tubes bulle Parc Percy Walters Épluchette blé d'Inde le 11 sept.19	Culture, sports, loisirs et développement social	Exploitation des parcs et terrains de jeux	18-Sept.-19	29,62
NAYIRI PILOYAN	po19010	Quatuor Rhapsodie le 12 septembre 19 Place des Montréalaises	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	300,00
NINA SEGALOWITZ	082619	Prestation de chant de gorge inuit le 7 septembre 2019 - événement slds - Fanny Moriat	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Activités récréatives	27-Août -19	600,00
NORD SUD ARTS ET CULTURES	fr201910026	Spectacle Amal le 16 octobre 2019 - Maison de la culture JanineSutto	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	2 624,69
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	905328	Service de Huissier-Inspection & Entretien	Travaux publics	Autres - Transport	04-Sept.-19	50,91
PATRICK MAGDA CLEMENT	20190910pmc	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Autres - Transport	12-Sept.-19	270,00
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1013857809	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	20-Sept.-19	196,30
PLANTERRA LTEE	157710	plantes pour parc Lucien l'Allier	Travaux publics	Horticulture et arboriculture	04-Sept.-19	536,01

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
RANDOLPH PUB LUDIQUE INC.	923	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Août -19	645,67
RCI ENVIRONNEMENT	0001520022	Service mensuel location 1x8.00 VC	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	30-Août -19	336,59
RESTREPO, JUAN CARLOS	rembempl1909	Rencontre avec le Directeur des TP et les contremaîtres (résultat du sondage sur la mobilisation le 3 juillet 2019)	Travaux publics	Planification et gestion des parcs et espaces verts	19-Sept.-19	132,26
SAULNIER, KARL	rembempl1907	Remboursement frais de transport et stationnement les 6 et 7 juin 19	Travaux publics	Réseau de distribution de l'eau potable	16-Sept.-19	29,90
	rembempl1909	Remboursement achat cadenas le 26 juillet 19	Travaux publics	Entretien et réfection des chaussées et trottoirs	19-Sept.-19	32,60
SIX CREATIVELAB	f1582c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	773,76
	f1583c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	158,27
	f1623c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	281,37
	f1624c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	503,94
	f1626c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	158,27
	f1627c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	05-Sept.-19	158,27
	f1630c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	11-Sept.-19	351,71
	f1632c40	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	11-Sept.-19	175,85
	f1636c40	Production affichette promo activités bibliothèque Frontenac	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	18-Sept.-19	193,44

Ville-Marie Montréal

Simon CF 530- Liste des factures sans BC approuvées par décisions déléguées
Septembre 2019

Nom fournisseur	Numéro facture	Description	Direction	Activité	Date compt	Montant
SONORISATION GPS	in00132	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	20-Sept.-19	902,89
SOPHIE CODERRE	181	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture, sports, loisirs et développement social	Bibliothèques	30-Août -19	577,43
	po19010	Quatuor Rhapsodie le 12 septembre 19 Place des Montréalaises	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	10-Sept.-19	314,96
SPECTRE DE RUE INC .	894	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	300,00
	895	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Rel. avec les citoyens et communications	16-Sept.-19	240,00
TABAGIE CHEZ NOUS PLUS CHATEL	27	Réparation d'une bandoulière d'un sac d'ordinateur-DAUSE_	Aménagement urbain et mobilité	Amén., urb. et dével. - Dir.adm. et soutien - À répartir	30-Août -19	12,60
TAXI DIAMOND	0077580819	1 coupon le 3 août 19 CSLDS	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. récréatives - Soutien tech. et fonct. - À répartir	18-Sept.-19	20,77
TOSHIBA SOLUTIONS D'AFFAIRES	ar3788584	Lecture photocopieur du 15 août au 14 septembre 19	Relations avec les citoyens, services administratifs et greffe	Administration, finances et approvisionnement	18-Sept.-19	17,50
TRANSPORT & ACCORD	13971	Déménagement piano public	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	17-Sept.-19	209,97
TREMBLAY, GINA	rembempl1909	Remboursement frais kilométrage et stationnement de mai à août 19	Culture, sports, loisirs et développement social	Act. culturelles - Dir. et adm. - À répartir	11-Sept.-19	200,84
TREMBLAY, LORRAINE	rembempl1909	Remboursement frais stationnement et articles papeterie	Travaux publics	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	09-Sept.-19	27,43
ZINC PRODUCTIONS INC.	mg201909930	Spectacle Gypsy Kumbia Orchestra le 14 septembre 19 St Jax - Salle le sanctuaire	Culture, sports, loisirs et développement social	Centres communautaires - Activités culturelles	09-Sept.-19	3 149,62
						59 684,30

Dossier # : 1170607010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (lots 1 567 783 et 1 567 784), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :

a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur) et 43 (densité) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans des pages 35 à 47 inclusivement, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) la volumétrie, l'alignement sur rue et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés et les hauteurs figurant dans ces plans sont maximales;
b) les reculs, les terrasses et les jardins prévus aux plans doivent être réalisés et paysagés tel qu'indiqué dans l'ensemble de ces plans;
c) l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures apparaissant aux plans doivent être conservés en totalité;
d) un commerce abondamment vitré et d'une superficie maximum de 210 m² doit être prévu en rez-de-chaussée, au coin Sainte-Catherine et Papineau;
e) un local communautaire, d'une superficie d'au moins 106 m², doit être réalisé dans le projet, être facilement accessible à partir de la rue et il ne peut être occupé que par un usage « activité communautaire ou socioculturelle »;
f) la réinterprétation de l'ancien cinéma Champlain doit être conforme aux

plans indiqués ci-dessus ainsi qu'aux plans des pages 26, 28, 29, 33 et 34, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;
g) le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
h) le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma, et être très visible;
i) la photo de l'ancienne façade du cinéma sérigraphiée doit apparaître en rez-de-chaussée pleine hauteur parmi les autres sérigraphies des anciennes affiches du cinéma pleines hauteur;
j) la citation de Michel Tremblay doit être sérigraphiée ou gravée en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma;
k) les aménagements paysagers (aux 2e, 4e, 5e étages et en toiture) doivent être soignés et leur entretien permanent doit être prévu avec le remplacement des espèces végétales au besoin;
l) la demande de permis de démolition doit être accompagnée :

i. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
ii. d'une lettre d'entente, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation, relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables et de 11 % de logements familiaux de 3 chambres à coucher ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;
iii. d'une lettre d'engagement relative :

(a) d'une part aux normes d'opération des camions : types et dimensions, fréquence, étalement des livraisons et avertisseurs de recul;
(b) d'autre part aux recommandations 1, 3 et 4 concernant les feux, miroirs et système de contrôle des pages 27 et 28 de l'étude de circulation datée de mai 2019, réalisée par Aristomen Anéziris, ingénieur, M.ing. 41954, et jointe au présent projet de résolution. À la recommandation numéro 1, on précise que les feux ne sont pas permis et qu'un autre système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, doit être assuré, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès;

iv. d'une lettre d'engagement relative à la location du local communautaire dont le montant doit être dans l'ordre de grandeur des montants demandés par les centres communautaires de loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie (Centre Jean-Claude Malépart, Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie), le Studio 428 du MAI (Montréal Arts Interculturels), ainsi que dans le règlement sur les tarifs en vigueur de l'arrondissement de Ville-Marie;

m) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville -Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. la réinterprétation de la façade de l’ancien cinéma est visible par :

(c) la reprise du volume sur rue de l'ancien cinéma et le marquage net de ce volume par rapport au reste du projet;
(d) la superposition de l'ancienne façade réinterprétée et de la nouvelle façade, avec les encadrements marqués des nouvelles ouvertures;
(e) l'éclairage de la marquise et de l'enseigne;
(f) les matériaux choisis qui doivent être des matériaux durables pour tout ce qui concerne la commémoration;

i. une attention particulière doit être donnée au traitement architectural du mur aveugle, côté est, sur Sainte-Catherine;
ii. les constructions et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-09-23 15:49

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170607010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

À la suite de l'assemblée publique de consultation publique du 27 mars 2018, le projet a été suspendu, le temps de prendre en considération les préoccupations exprimées par les citoyens relativement à :

- l'inclusion in situ de logements sociaux, abordables et familiaux;
- l'impact de l'îlot de chaleur et la nécessité d'intégrer des aménagements paysagers;
- la hauteur du projet à réévaluer;
- l'architecture proposée « banale et générique»;
- l'aménagement nécessaire d'un local communautaire au rez-de-chaussée.

Après diverses étapes de réflexions, l'administration municipale a alors mis de l'avant deux aspects du projet : une architecture remarquable et l'inclusion d'un espace communautaire. Afin de poursuivre son cheminement vers la deuxième lecture du conseil d'arrondissement, le projet devait donc démontrer de manière forte, d'une part une grande qualité architecturale, et d'autre part assurer son insertion sociale et communautaire dans le quartier.

Le concept du projet a donc été totalement revu par de nouveaux architectes, à l'intérieur des paramètres volumétriques déjà explorés. La volumétrie proposée, articulée et rythmée, intègre davantage de logements abordables et familiaux, plusieurs aménagements paysagers, une hauteur maintenant modulée qui conserve une densité très proche de la densité initiale du projet, une commémoration appuyée de l'ancien Cinéma Champlain et enfin une architecture remarquable et l'aménagement d'un local communautaire.

Architecture
Le nouveau projet repose sur le morcellement et le jeu des volumes, qui reprennent les

gabarits du quartier et s'empilent, créant une ligne visuelle aux 3è et 4è étages introduisant l'idée d'un basilaire. L'articulation de ces modules distincts ménagent des failles, des ouvertures, des reculs, des changements de matériaux qui permettent l'installation d'escaliers, de balcons, de cours intérieures, de lignes de fuite pour l'œil, de respirations pour le bâti. Au rez-de chaussée, le projet encadre la rue en respectant son alignement. Le coin Sainte-Catherine/Papineau est entièrement vitré sur la rue Ste-Catherine et en grande partie sur l'avenue Papineau, en vue de l'installation d'une épicerie. Un petit espace commercial convivial est proposé au coin avec des tables et des ouvertures visuelles sur l'épicerie. La fenestration aux étages est généreuse. Un jeu de deux couleurs contrastantes noir et blanc est prévu dans le traitement architectural d'ensemble et repris dans le dallage des aménagements paysagers.

Commémoration de l'ancien cinéma Champlain.
La stratégie de commémoration consiste à conserver le gabarit d'origine de l'ancien cinéma. Il présente, aux deux étages, une façade striée rappelant l'originale tout en introduisant des encadrements bien marqués pour les nouvelles fenêtres des unités résidentielles. L'enseigne reprend le contour de l'enseigne d'origine avec un éclairage de contour discret. En rez-de-chaussée, les vitres seront sérigraphiées avec des reproductions d'affiches et de photos de l'ancien cinéma. Le dessous de la marquise de 1,50 m de large, en retrait de l'alignement de façade, sera le support d'ampoules électriques rappelant celles de la marquise d'origine. Le nom « Ancien cinéma Champlain » sera inscrit de façon bien visible en rez-de-chaussée et un logo représentant une bobine et un film y apparaîtra. Des matériaux durables seront prévus pour tout ce qui concerne la commémoration.

Sur la partie complètement à l'est en rez-de-chaussée, une citation de l'écrivain Michel Tremblay sera sérigraphiée (voir ci-dessous).

> *« Le cinéma Champlain venait d'être refait à neuf et je n'en croyais pas mes yeux : nous avons maintenant dans l'est une salle aussi belle et encore plus moderne que le Palace, le Loew's ou le Capitol, orgueil de l'ouest et où la projection, nous disait-on dans les journaux, était la plus parfaite du monde. J'étais convaincu que la projection, au Champlain, serait encore plus parfaite et que les Anglais, ô naïveté ô innocence! viendraient jusqu'au coin de Ste-catherine et Papineau pour voir ça... Le tapis, épais et moelleux, représentait un entrelacs de palmes et de feuilles d'acanthe dans les tons de rouge, d'or et de gris, et j'osais à peine marcher dessus, m'accrochant avec un soin particulier à mon sac de chips et à mon coke pendant que je cherchais une place. Ça sentait le neuf parce que les murs couverts de tentures dorées et le si beau tapis n'avaient pas encore eu le temps de s'imprégner de l'odeur insistante et un peu écoeurante du pop corn chaud imbibé de beurre fondu. En fait, ça ne sentait pas du tout le cinéma et j'étais un peu décontenancé.»*

Des matériaux durables doivent être prévus pour tout ce qui concerne la commémoration. Le nom « Cinéma Champlain 1948-1988 » sera inscrit en rez-de-chaussée. Le logo représentant une bobine et un film doit également apparaître dans les différents espaces et étages du projet. En revanche, une citation de l'écrivain Michel Tremblay, tirée de « Les vues animées (récit. 1990) » y sera sérigraphiée.

Logements abordables et familiaux
Par rapport au précédent projet présenté en assemblée publique de consultation, le projet comporte maintenant 205 logements au lieu de 215, ce qui amène une bonification des logements familiaux, passant de 10 unités de 3 chambres à coucher à 23 unités de 3 chambres à coucher (5% à 11%). En ce qui concerne les logements sociaux, une lettre d'entente sera déposée au service de l'habitation avant l'adoption du présent projet et une contribution financière sera versée à la Ville par le promoteur,

dans les quelques jours suivant l'adoption de la présente résolution, d'un montant de l'ordre de 410 000 $, pour la construction hors site de logements sociaux. Le montant final est en révision au service de l'habitation. Pour ce qui est des logements abordables, ils seront réalisés in situ et représenteront 15% du nombre de logements finaux, et seront également assurés dans la lettre d'entente en préparation au service de l'habitation.

Espace communautaire
L'accès à cet espace communautaire est proposé à partir de l'avenue Papineau et a été agrandi au fur et à mesure du développement du nouveau concept, passant de 77 m^2 à 106 m^2. Il sera disponible pour les associations et organismes du quartier. Toutefois, le promoteur n'a pas encore conclu d'entente avec des organismes en termes de bail ou de coûts car aucun de ces derniers ne peut s'engager tant que le projet n'est pas construit. Cet accès par Papineau est un pôle d'entrée puisqu'il donne aussi accès aux unités résidentielles, à la cour paysagée du 2^{è} étage ainsi qu'à un espace «gym» commun pour les résidents également au 2^{è} étage. La résolution fixe un ordre de grandeur relatif aux coûts de location d'un tel local communautaire.

Hauteur
Compte tenu de la transparence et de la légèreté du rez-de-chaussée au coin Sainte-Catherine et Papineau, un étage partiel est ajouté du côté de la rue Sainte-Catherine, ce qui amène le projet à 9 étages sur Sainte-Catherine, soit à 29,70 mètres. Cette surélévation d'un étage, seulement sur la Sainte-Catherine, est rendue possible par l'architecture proposée qui est très articulée et qui diminue l'effet de masse avec un ensemble d'événements architecturaux (balcons, jardins, escaliers). La densité du projet n'est que légèrement augmentée, passant de 4,58 à 5,29, compte tenu des retraits paysagers aménagés du côté de Papineau, du côté nord du projet et du côté de la ruelle, ce qui sera quasiment pas perceptible. Le coin de la rue Sainte-Catherine et de la rue Papineau fait ainsi figure de repère et d'entrée ou de sortie du centre-ville, autant en venant du sud par Papineau qu'en venant de l'ouest par Sainte-Catherine.

Aménagement paysager
Un grand jardin intérieur commun est prévu au 2^{è} étage, à l'emplacement de l'ancien volume du cinéma. Un jardin commun est également prévu au 5^{e} étage ouvert sur l'avenue Papineau. Le grand jardin du 2^{è} étage sera pavé de dalles de béton, de galets de rivière et plantée d'arbres multitroncs en bacs, au sein de différentes plantes couvre-sol. Le dessin d'ensemble, visible à partir des fenêtres des étages, reprend le symbole de la bobine de cinéma et du faisceau d'éclairage de projection des films. Des écrans sont également prévus entre les espaces privés et le grand jardin dans son ensemble. Egalement, une terrasse privée en recul, au nord, au 2^{è}étage, une terrasse privée en recul au nord/est, au 4^{è} étage ainsi qu'une terrasse commune avec piscine au 9^{è} étage seront paysagées et aménagées avec des dalles et des bacs de plantations L'option de végétalisation de l'interface avec la ruelle et les retraits de volumes ont été retenus. Une grille délimitera le mur extérieur du jardin du 2^{è} étage permettant l'installation de plantes grimpantes qui feront écran sur la ruelle en contrebas et animeront le mur du rez-de-chaussée sur la ruelle.

Circulation
L'étude de circulation présente des recommandations dont la plupart sont reprises dans la résolution :

- placer un système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès ;

- mettre en place une procédure de livraison (pas de camions de grandes dimensions) ;
- utiliser des miroirs (sur le domaine privé) dans les rampes du stationnement ;
- prévoir un système de contrôle du stationnement entre résidents et clients des commerces.

Des cases pour vélos, soit 83 places se trouveront d'abord au 1er sous-sol qui sera accessible par un escalier donnant directement sur l'avenue Papineau, puis près de l'entrée donnant accès aux unités résidentielles, au local communautaire, au jardin et à l'espace de gym du 2è étage.

Avis du CCU - 4 juillet 2019
Le projet a reçu un avis favorable du CCU avec conditions, à la séance du 4 juillet 2019.

- Des matériaux durables doivent être prévus pour tout ce qui a trait à la commémoration;
- Le nom « ANCIEN CINÉMA CHAMPLAIN » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
- Le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
- La photo de l'ancienne façade du cinéma doit apparaître parmi les sérigraphies choisies, à côté des affiches du cinéma, sérigraphiées également ;
- Ne pas utiliser la sérigraphie pour le code QR ;
- Une lettre d'entente signée, auprès du service de l'habitation relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables, prévoyant une contribution financière, doit être déposée ;
- Une lettre d'engagement doit être déposée relativement aux normes d'opération des camions (types et dimensions, fréquences et étalement des livraisons, avertisseurs de recul) et relativement aux recommandations de l'étude de circulation (feux, miroirs, système de contrôle).

Avis de la division de l'aménagement urbain et de la mobilité

Le service de l'aménagement urbain et de la mobilité considère que le projet révisé répond de manière satisfaisante et créative aux demandes des citoyens et de l'administration municipale. La nouvelle architecture, sa hauteur et ses volumes, la nouvelle salle communautaire, le taux de logements abordables et familiaux in situ, la contribution financière pour les logements sociaux, les différents jardins et aménagements paysagers prévus, la végétalisation du côté de la ruelle prenant en compte le petit bâti d'interface et la stratégie de commémoration de l'ancien cinéma Champlain ont été entièrement révisés de façon adéquate et intégrée.

Par conséquent, la division de l'aménagement urbain et de la mobilité est favorable à ce projet aux conditions suivantes :

- **Des matériaux durables doivent être prévus pour tout ce qui a trait à la commémoration ;**

- **Le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible ;**
- **Le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible ;**
- **La photo de l'ancienne façade du cinéma doit apparaître parmi les sérigraphies choisies, à côté des affiches du cinéma, sérigraphiées également ;**
- **Une lettre d'entente signée, auprès du service de l'habitation avant l'adoption du présent projet, relative à l'inclusion de logements abordables et familiaux, et prévoyant une contribution financière pour ce qui est des logements sociaux, doit être déposée ;**
- **Une lettre d'engagement doit être déposée relativement aux normes d'opération des camions (types et dimensions, fréquences et étalement des livraisons, avertisseurs de recul) et relativement aux recommandations des pages 27 et 28 de l'étude de circulation (feux, miroirs, système de contrôle) apparaissant en pièce jointe.**

Résumé des modifications apportées au premier projet de résolution

- Ajout à l'article 1) des numéros de lots visés;
- Remplacement des plans prévus au paragraphe c) de l'article 1);
- Remplacement des conditions de l'article 2);
- Modification du délai pour débuter les travaux de l'article 3).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392

Télécop. :

Karine Ayotte,
Conseillère en aménagement,
514-872-9392

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 mars 2019
3001175190
4.2.2

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1811-1819, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande concerne l'autorisation d'un projet particulier relatif à la démolition de l'ancien cinéma et à la construction d'un projet de remplacement. La présente étape porte sur le concept du projet de remplacement, suite aux commentaires de l'assemblée de consultation publique du 27 mars 2018.

Le concept, pour lequel l'avis du CCU est requis, a été totalement revu par les nouveaux architectes, à l'intérieur des paramètres volumétriques déjà explorés. La volumétrie proposée, articulée et rythmée, intégrera ultérieurement les traces du Cinéma Champlain, le projet étant encore dans une phase évolutive.

Le concept repose sur le morcellement du projet en volumes distincts, ou modules, qui reprennent les gabarits du quartier et s'empilent, créant une ligne visuelle aux 3e et 4e étages qui introduit l'idée d'un basilaire.

Compte tenu de la transparence et de la légèreté du coin Sainte-Catherine et Papineau, un étage supplémentaire est proposé du côté de la rue Sainte-Catherine. Cet étage supplémentaire est soumis pour discussion. On arrive à 9 étages et 29,70 m (hauteur dalle/dalle 2,95 m (9'8"). Ainsi surélevé, le coin Sainte-Catherine et Papineau, sans pour autant accentuer l'effet de masse, fait figure de repère et d'entrée au centre-ville, autant en venant du sud par Papineau qu'en venant de l'ouest par Sainte-Catherine.

Au rez-de-chaussée, les modules s'agencent pour encadrer la rue et respecter son alignement. Le coin en rez-de-chaussée Sainte-Catherine/Papineau est traité en verre transparent et léger en vue de l'installation d'une épicerie. Des espaces conviviaux pour le piéton sont recherchés à cet endroit : supports à vélos, modules pour s'asseoir, tables, possibilité d'ouverture visuelle sur l'épicerie.

Aux étages, l'articulation des différents modules ménage des failles, des ouvertures, des reculs, des changements de matériaux qui permettent l'installation d'escaliers, de balcons, de lignes de fuite pour l'œil ainsi qu'un jardin commun, aux étages, du côté de la rue Papineau. L'ajout du 9e étage partiel compense pour ce jardin extérieur et ces espaces intérieurs communs plus généreux. Un jeu de deux couleurs contrastantes est prévu.

Une cour intérieure est aménagée à l'emplacement de l'ancien volume du cinéma et le projet marque un recul, au nord-est, par rapport aux bâtiments voisins de la ruelle afin de diminuer son impact volumétrique.

L'accès aux unités d'habitations est proposé plutôt à partir de la rue Sainte-Catherine (il était sur Papineau dans le projet antérieur) et crée un pôle donnant accès à la fois à l'espace communautaire (100 m² environ) demandé en consultation publique, mais aussi à la cour intérieure, qui a les mêmes dimensions qu'auparavant, ainsi qu'à un espace commun (gym ou autre) pour les résidents.

Le projet présente la démolition de l'ancien cinéma Champlain et déroge principalement à la hauteur et à la densité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : Le concept proposé repose sur la reprise des gabarits existants dans le quartier et que leur articulation permet de la légèreté avec un rez-de-chaussée très ouvert visuellement, une ligne visuelle de basilaire, et aux étages des failles et ouvertures permettant au bâti de respirer.

Considérant que : Le pôle d'accès se veut convivial en réunissant l'accès aux unités d'habitation, à la cour intérieure, à un espace communautaire ainsi qu'à un espace commun pour les résidents.

Considérant que : La surélévation d'un étage du côté de Sainte-Catherine est rendue possible par l'architecture proposée, qui est très articulée et diminue l'effet de masse avec un ensemble d'évènements architecturaux (balcons, jardin, escalier).

Considérant que : Le traitement de la façade Sainte-Catherine, en lien avec l'ancien cinéma Champlain et sa commémoration ainsi que le respect du petit bâti de la rue Cartier, sont des éléments clés du projet.

Les membres du comité soulignent leur appréciation de la proposition qui selon eux offre une qualité intéressante et contribuerait grandement au secteur.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Prévoir un retrait substantiel du volume donnant sur la ruelle et atténuer l'impact des murs aveugles de briques en rez-de-chaussée sur les voisins. L'option de végétalisation serait à considérer ;**
- **Fournir plus de détails quant à l'intégration des espaces pour vélo et s'assurer que le circuit soit de qualité, aménagé à l'intérieur et facilement accessible.**
- **Maintenir jusqu'à l'étape de réalisation, les éléments d'intérêt du projet comme l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures.**
- **Déposer un plan d'aménagement paysager montrant l'aménagement des espaces verts des cours intérieures.**
- **Intégrer aux plans la stratégie de commémoration ou de préservation du mur de l'ancien Cinéma Champlain.**

Par ailleurs, les membres du comité expriment leurs préoccupations quant aux stratégies qui permettront de pérenniser le volet communautaire du projet et quant à la faible proportion de logements familiaux.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
4 juillet 2019
3001175190
4.2.1

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1811-1819, rue Sainte-Catherine Est

Responsables : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande concerne l'autorisation d'un projet particulier relatif à la démolition de l'ancien cinéma et à la construction d'un projet de remplacement. La présente étape porte sur le concept du projet de remplacement, suite aux commentaires émis par le CCU lors de sa séance du 14 mars 2019.

Le projet révisé s'est affiné, notamment du côté de la rue Ste-Catherine avec la commémoration de l'ancien cinéma Champlain. Il repose toujours sur le morcellement du projet en volumes distincts qui s'empilent et créent une ligne visuelle aux 3e et 4e étages afin d'introduire l'idée d'un basilaire. Les jeux de volumes et des cours intérieures sont maintenus ainsi que toute la fenestration aux étages et en rez-de-chaussée, entièrement vitré sur Ste-Catherine et une grande partie sur Papineau.

L'option de végétalisation de l'interface et les retraits de volumes sur la ruelle ont été retenus. Une grille délimitera le mur extérieur du jardin du 2e étage permettant l'installation de plantes grimpantes qui feront écran sur la ruelle en contrebas. Des écrans sont également prévus entre les espaces privés et le jardin dans son ensemble. Aussi, la terrasse privée du 4e étage arrière, le jardin commun du 5e étage donnant sur Papineau ainsi que la terrasse commune avec piscine du 9e étage seront aménagés avec des dalles et des bacs de plantations en aluminium.

La cour intérieure commune du 2e étage arrière sera pavée de dalles de béton, de galets de rivière et plantée d'arbres multitroncs en bacs au sein de différentes plantes couvre-sol. On remarque que le dessin d'ensemble, visible à partir des fenêtres des étages, reprend le symbole de la bobine de cinéma et du faisceau d'éclairage de projection des films. Par ailleurs, ce plan d'aménagement paysager comprend en rez-de-chaussée du pavé de béton noir et blanc le long de la vitre du commerce, coin Papineau/Sainte-Catherine, utilisant les 2 couleurs noir/blanc du projet.

La stratégie de commémoration consiste à conserver le gabarit d'origine de l'ancien cinéma et présente une façade striée rappelant l'originale tout en introduisant des encadrements bien marqués pour les nouvelles fenêtres du projet. L'enseigne reprend le contour de l'enseigne d'origine avec un éclairage de contour discret. En rez-de-chaussée, la vitre sera sérigraphiée avec des reproductions d'affiches et de photos de cinéma. Le dessous de la marquise de 1,50 m de large, en retrait de l'alignement de façade, sera le support d'ampoules électriques rappelant celles de la

marquise d'origine.

Sur la partie complètement à l'est en rez-de-chaussée, une citation de l'écrivain Michel Tremblay sera sérigraphiée. Par ailleurs, à ce même endroit, sera installé un code QR, sorte de code-barres en deux dimensions constituées de modules noirs disposés dans un carré à fond blanc. L'agencement de ces points définit l'information que contient le code et permet aux passants d'être reliés au site web développant l'historique du cinéma Champlain. On ne souhaite pas retenir d'écran à message variable dont l'utilisation pourrait être facilement détournée.

Des matériaux durables doivent être prévus pour tout ce qui concerne la commémoration. De plus, le nom « Ancien cinéma Champlain » doit être inscrit en rez-de-chaussée, ce qui n'est pas observable dans le document fourni. Le logo représentant une bobine et un film doit également apparaître dans les différents espaces et étages du projet.

Les 87 cases de vélos se trouvent au 1er sous-sol et sont accessibles par un escalier donnant directement sur la rue Papineau, à côté de l'entrée résidentielle et du local communautaire. On remarque que ce local communautaire a été agrandi, passant de 77 m^2 à 106 m^2. Cette entrée donne également accès à la cour intérieure et à un espace commun pour les résidents (gym).

L'étude de circulation présente des recommandations qui devront être suivies :

- placer un système de feux à l'entrée et sortie des quais de chargement afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès ;
- mettre en place une procédure de livraison (pas de camions de grandes dimensions) ;
- utiliser des miroirs dans les rampes du stationnement ;
- prévoir un système de contrôle du stationnement entre résidents et clients des commerces ;
- effectuer une surveillance policière coin Papineau / De Maisonneuve (infractions observées).

Il est proposé, par rapport au précédent projet, une bonification des logements familiaux avec 3 chambres représentant 11% des unités, des logements abordables (15%) et des logements sociaux (dépôt $).

Le projet déroge principalement à la hauteur et à la densité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : La demande a reçu un avis favorable du CCU avec conditions, à la séance du 12 juin 2012 et à celle du 14 mars 2019.

Considérant que : Les gabarits proposés pour le concept reprennent ceux des bâtiments existants du quartier et que leur articulation permet de la légèreté avec un rez-de-chaussée vitré très ouvert visuellement, une ligne visuelle de basilaire, et aux étages des failles et ouvertures permettant au bâti de respirer.

Considérant que : La surélévation d'un étage du côté de Ste-Catherine est rendue possible par l'architecture proposée, qui est très articulée et diminue l'effet de masse avec un ensemble d'événements architecturaux (balcons, jardin, escalier).

Considérant que : La commémoration de l'ancien cinéma Champlain, la végétalisation du côté de la ruelle prenant en compte le petit bâti d'interface sur la ruelle, le rez-de-chaussée vitré, le plan d'aménagement paysager et l'intégration des cases de vélos répondent de façon satisfaisante aux commentaires du CCU du 14 mars.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Des matériaux durables doivent être prévus pour tout ce qui a trait à la commémoration ;**
- **Le nom « ANCIEN CINÉMA CHAMPLAIN » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible ;**
- **Le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible ;**
- **La photo de l'ancienne façade du cinéma doit apparaître parmi les sérigraphies choisies, à côté des affiches du cinéma, sérigraphiées également ;**
- **Ne pas utiliser la sérigraphie pour le code QR ;**
- **Une lettre d'entente signée, auprès du service de l'habitation relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables, prévoyant une contribution financière, doit être déposée ;**
- **Une lettre d'engagement doit être déposée relativement aux normes d'opération des camions (types et dimensions, fréquences et étalement des livraisons, avertisseurs de recul) et relativement aux recommandations de l'étude de circulation (feux, miroirs, système de contrôle).**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

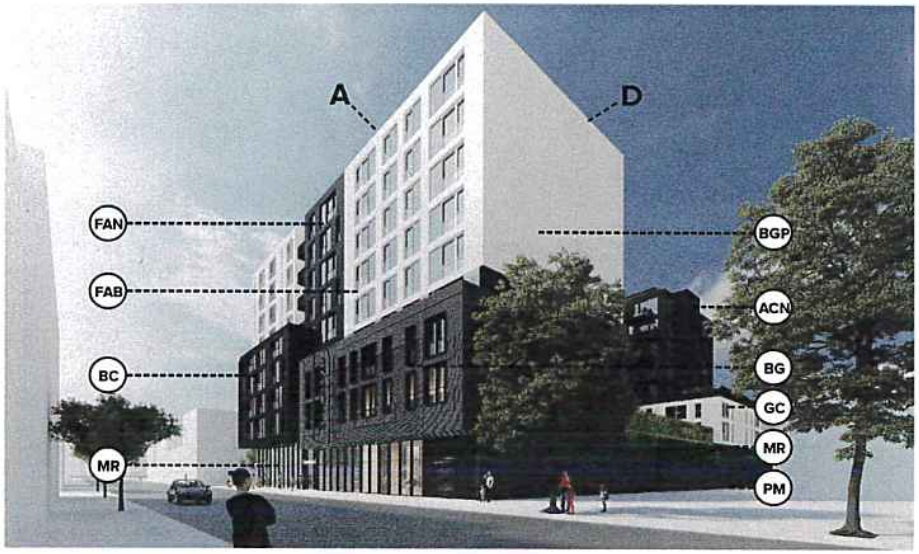
3.2 PERSPECTIVES
VUE DE LA RUE SAINTE-CATHERINE



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.3 MATÉRIALITÉ ET ÉLÉVATIONS COULEUR





INTENTIONS CONCEPTUELLES
Les intentions formelles et volumétriques du concept ont orienté le choix de la matérialité de l'enveloppe du projet. Les matériaux choisis traduisent donc les intentions conceptuelles autant au point de vue de la coloration que de la texture de ceux-ci.

CHOIX DES MATÉRIAUX
La maçonnerie s'impose comme matériau principal dans une optique d'intégration au quartier. La coloration contrastante entre les différents volumes met en valeur l'approche basée sur la fragmentation du projet en gabarits à l'échelle du quartier. Afin de créer un effet de flottement des volumes, le rez-de-chaussée se verra très transparent et léger. La coloration, la texture et les matériaux eux-même visent une esthétique sobre, intemporelle et durable.

MAÇONNERIE



BRIQUE CHARCOAL
Volumes foncés



BRIQUE GRIS PÂLE
Volumes pâles



BRIQUE GRISE
Volume Cinéma Façade "A"



INSPIRATION DU MOTIF DE POSE DE LA BRIQUE NOIRE
Volume Cinéma Façade "A"

PAREMENT MÉTALLIQUE



CORRUGUÉ MÉTAL. NOIR
Appentis mécaniques volumes foncés



CORRUGUÉ MÉTAL. BLANC
Appentis mécaniques volumes pâles



PERSIENNE MÉTALLIQUE
Bandes de persienne mec. sur les façades "B"et "D"



GARDE-CORPS EN BARROTINS PEINTS NOIR
Installé devant la dalle des balcons peints noirs

PAREMENT DE VERRE



FENÊTRE EN ALUMINIUM NOIR
Volumes foncés



FENÊTRE EN ALUMINIUM BLANC
Volumes pâles



MUR RIDEAU CLAIR
Façade commerciale du rez-de-chaussée

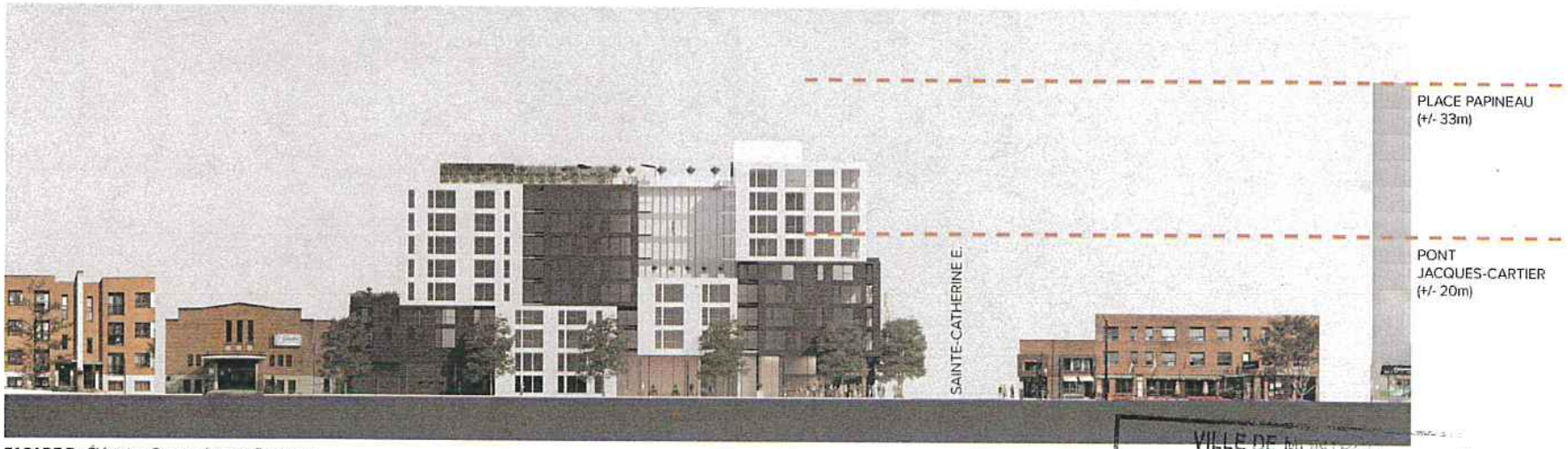


PANNEAU TYMPAN
Façade commerciale du rez-de-chaussée

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

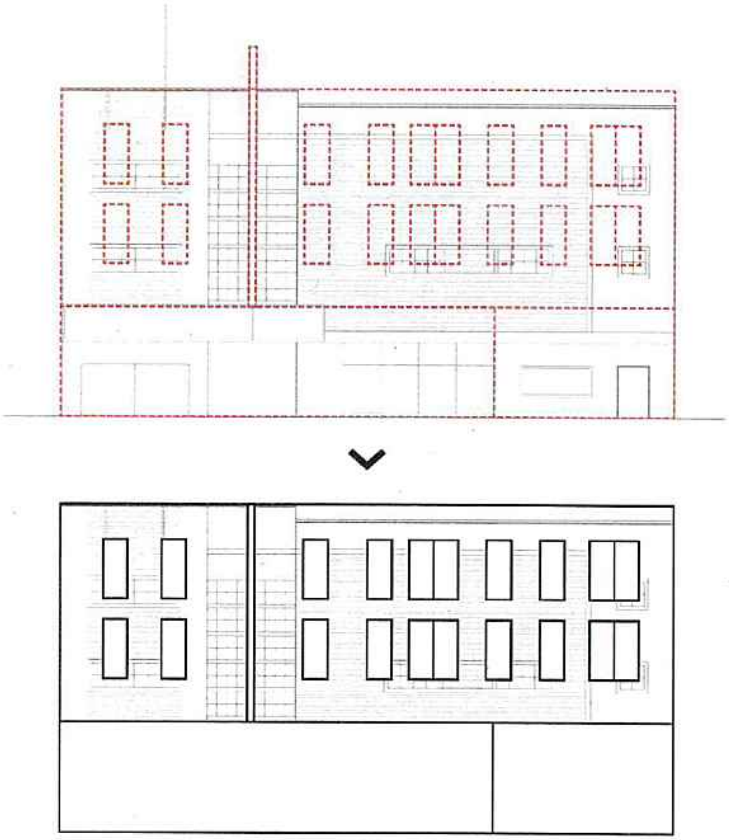


FAÇADE A - Élévation Sud - Rue Sainte-Catherine



FAÇADE B - Élévation Ouest - Avenue Papineau

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



SUPERPOSITION DE LA FAÇADE ANCIENNE ET DE LA FAÇADE CONTEMPORAINE



TRAITEMENT ARCHITECTURAL DU VOLUME «CINÉMA»

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITE
DIVISION DE L'URBANISME

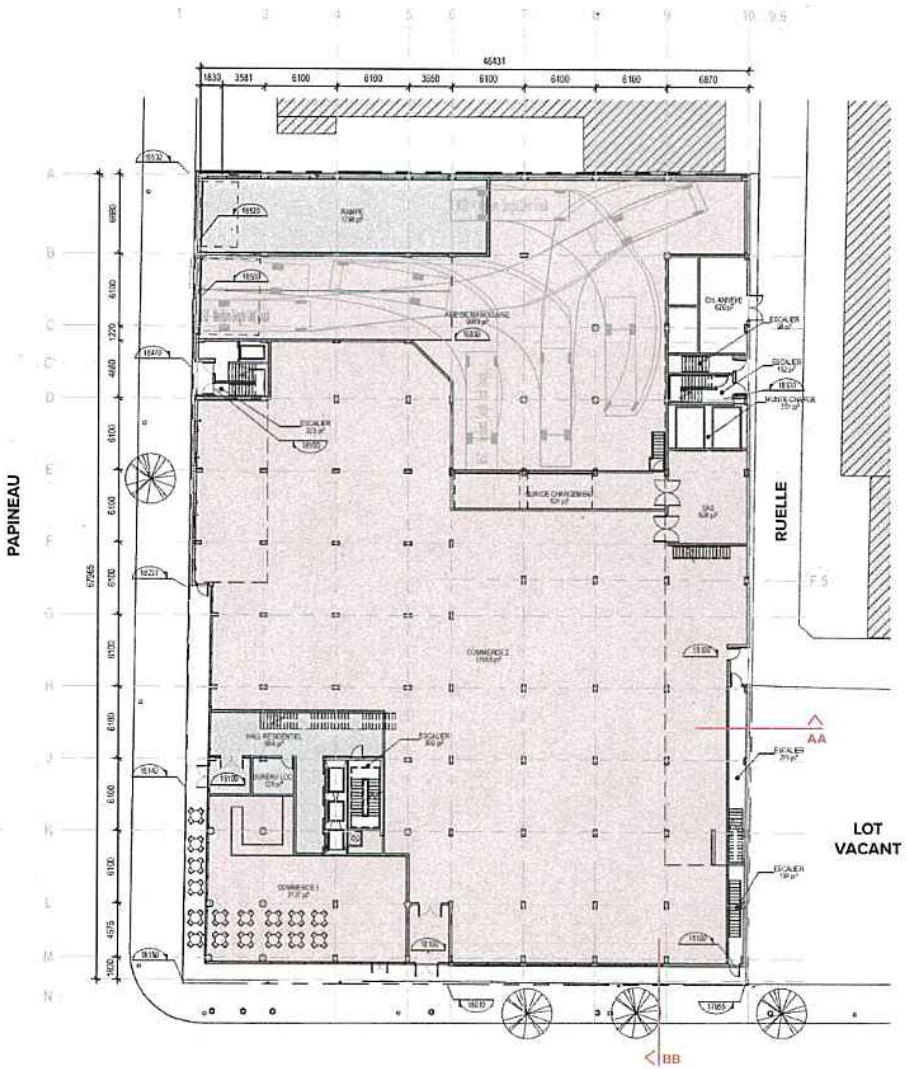


CHAMPLAIN SAINTE-CATHERINE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 1 (RDC)

1 : 400



LÉGENDE

- COMMERCE
- COMMUN
- STATIONNEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

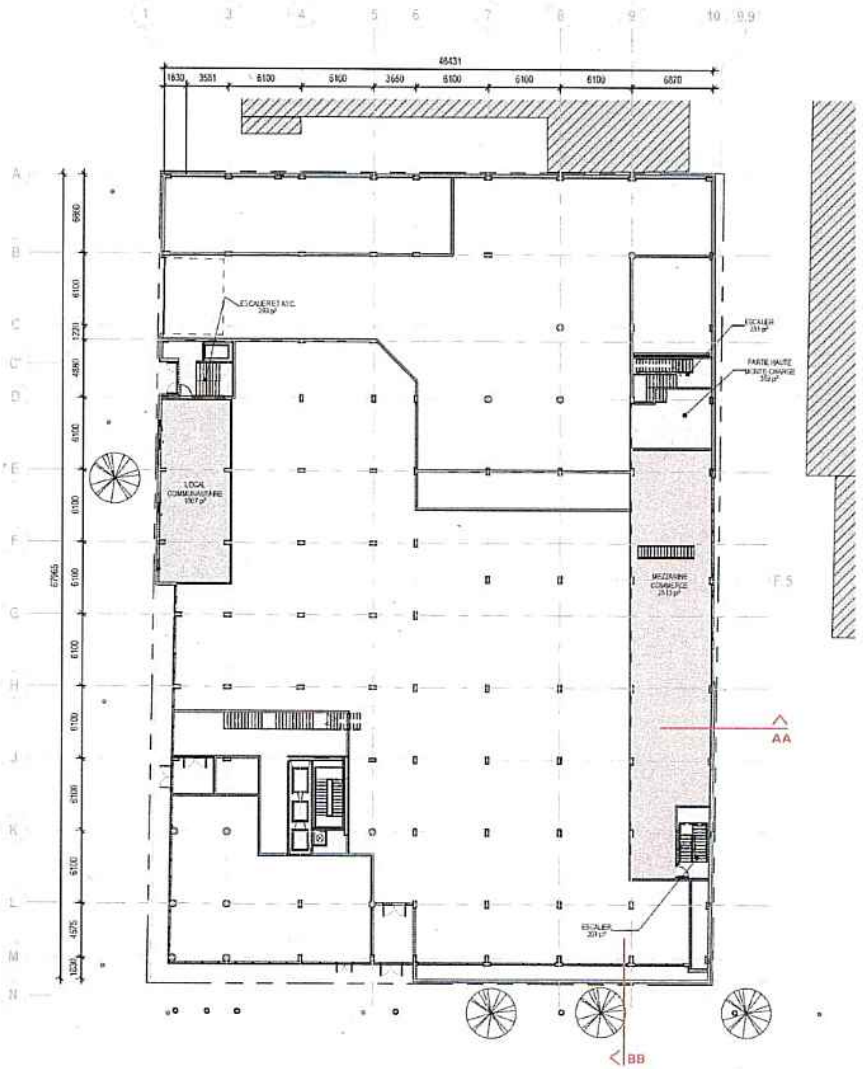
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 1.5 (MEZZANINE

1 : 400



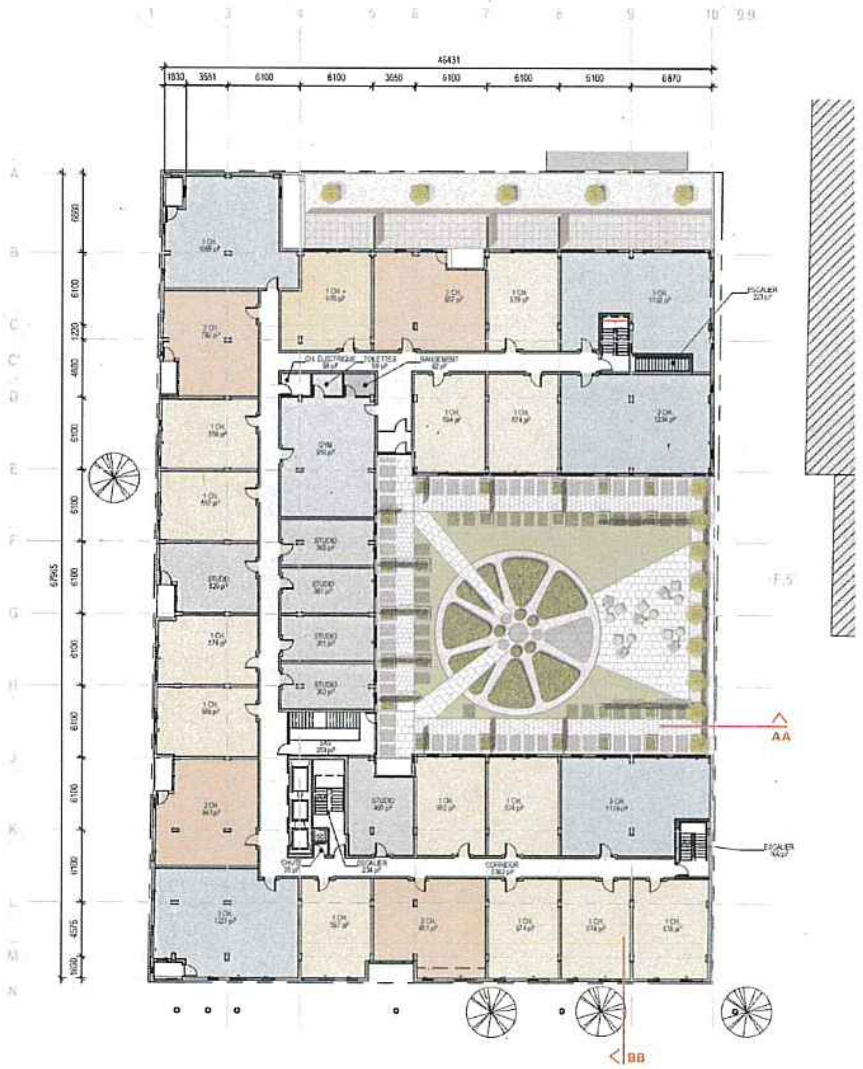
LÉGENDE

- COMMERCE
- COMMUNAUTAIRE
- CIRC./MEC./ETC.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 2

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH.
- 1 CH. +
- 2 CH.
- 3 CH.
- COMMUN
- RANGEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

2 2 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 3

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH.
- 1 CH. +
- 2 CH.
- 3 CH.
- RANGEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

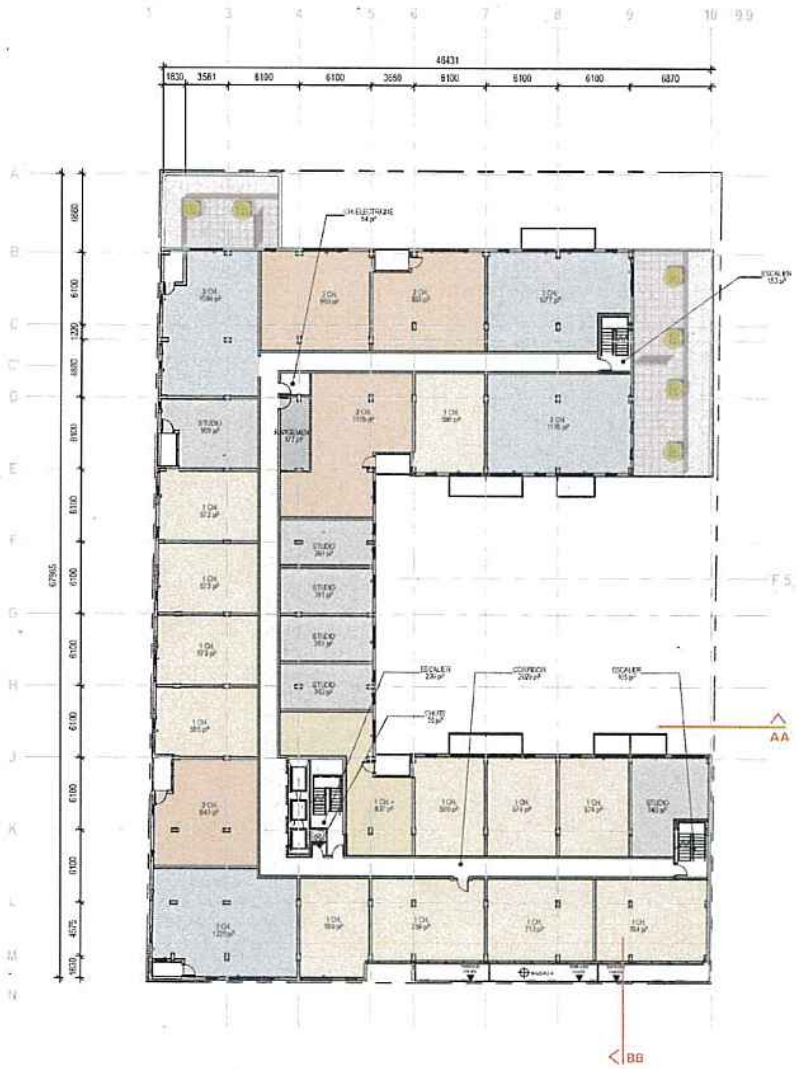
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 4

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH.
- 1 CH. +
- 2 CH.
- 3 CH.
- RANGEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 5

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH.
- 1 CH. +
- 2 CH.
- 3 CH.
- RANGEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

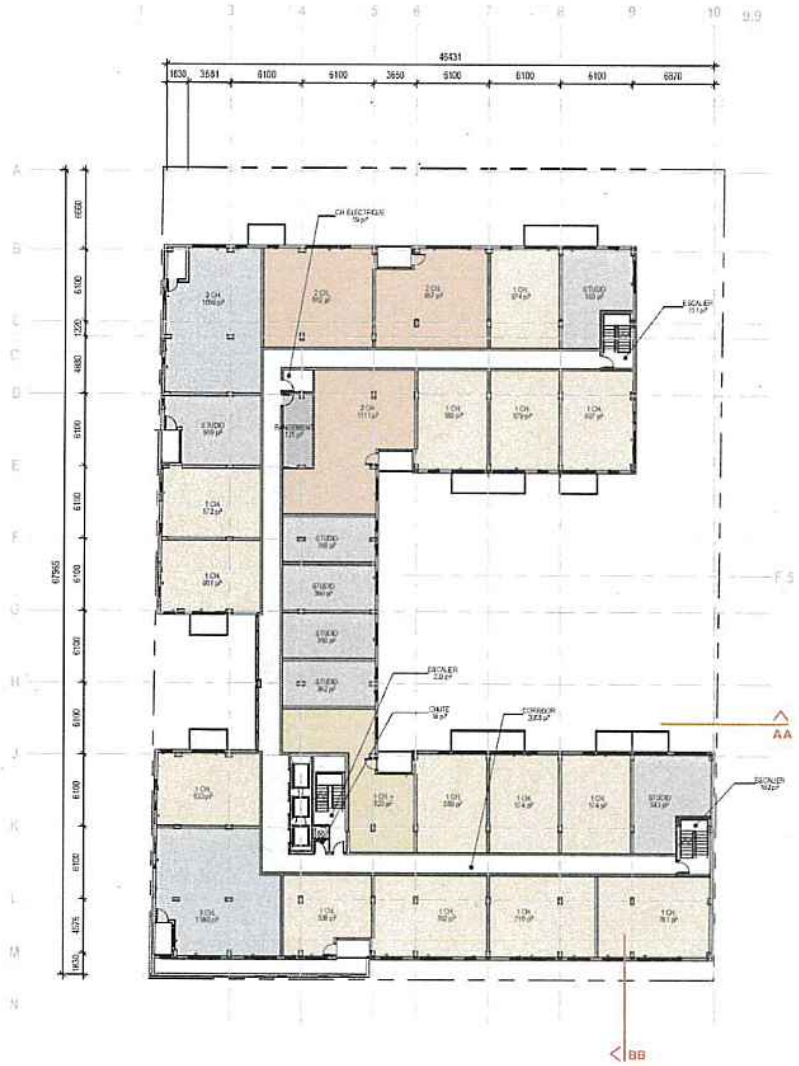
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAUX 6 À 8

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH
- 1 CH. +
- 2 CH
- 3 CH.
- RANGEMENT
- CIRC./MEC./ETC.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

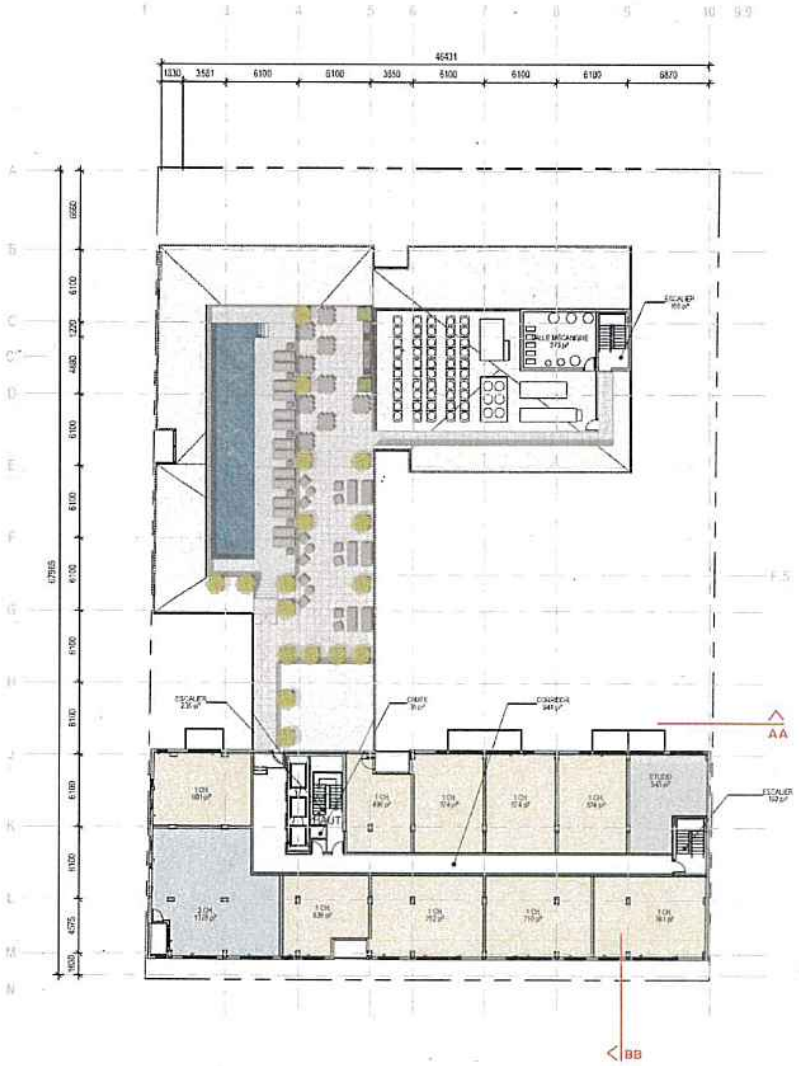
22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

CHAMPLAIN SAINTE-CATHERINE

3.5 PLAN NIVEAU 9

1 : 400



LÉGENDE

- STUDIO
- 1 CH.
- 3 CH.
- CIRC./MEC./ETC.

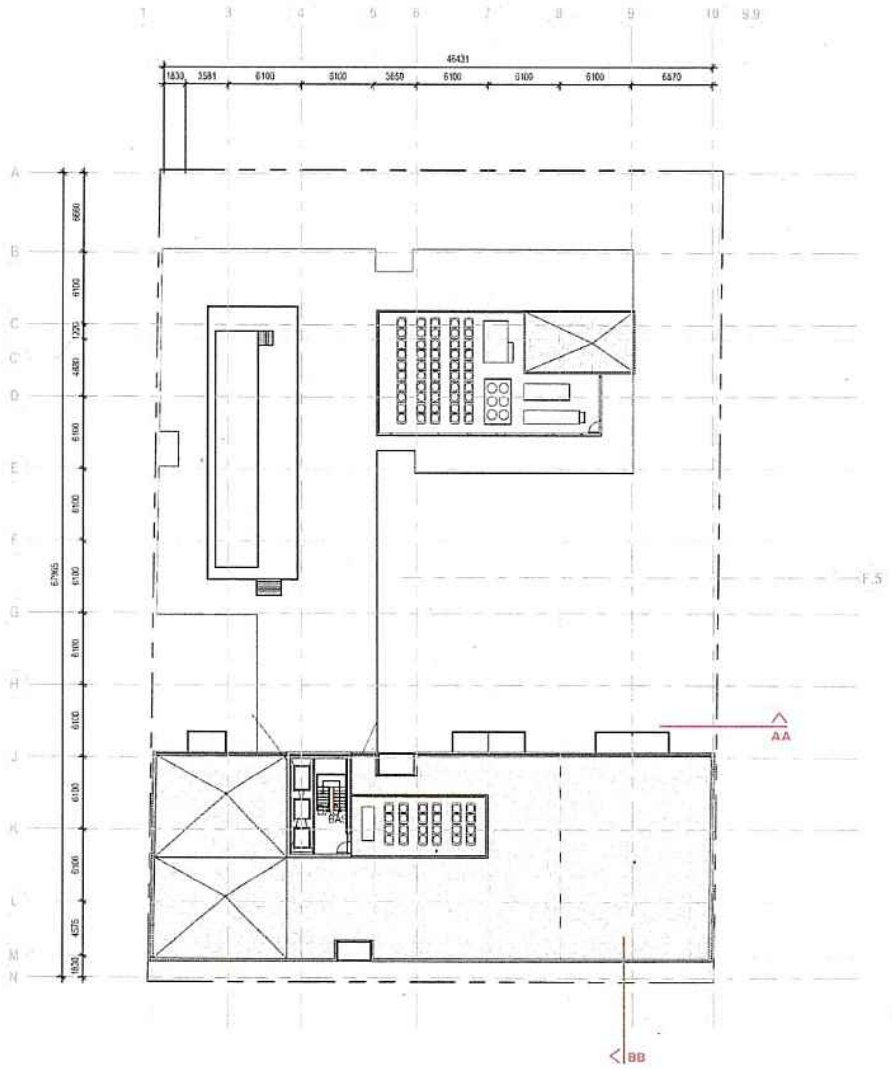
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 PLAN NIVEAU 10

1 : 400



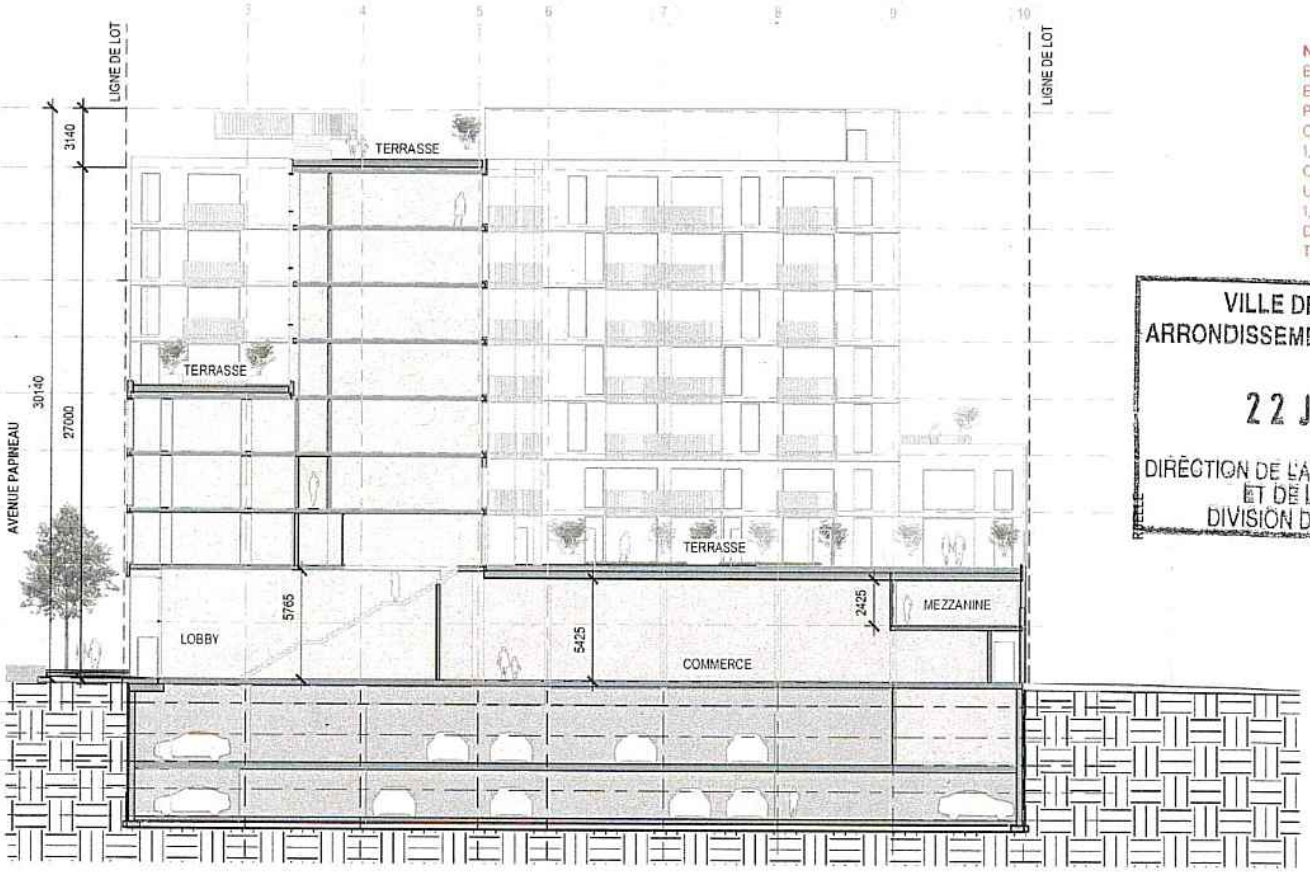
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

3.5 COUPE AA

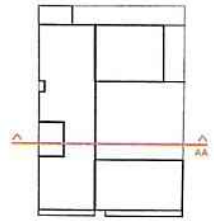
1:250



NOTE GÉNÉRALE

EN FONCTION DES EXIGENCES DU LOCATAIRE POTENTIEL DE L'ESPACE COMMERCIAL DU NIVEAU 1, LA HAUTEUR LIBRE DE CET ÉTAGE EST SUJET À UN REHAUSSEMENT DE 1,20M AYANT POUR IMPACT D'AUGMENTER LA HAUTEUR TOTALE DU BÂTIMENT.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MA...
22 JUIL. 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



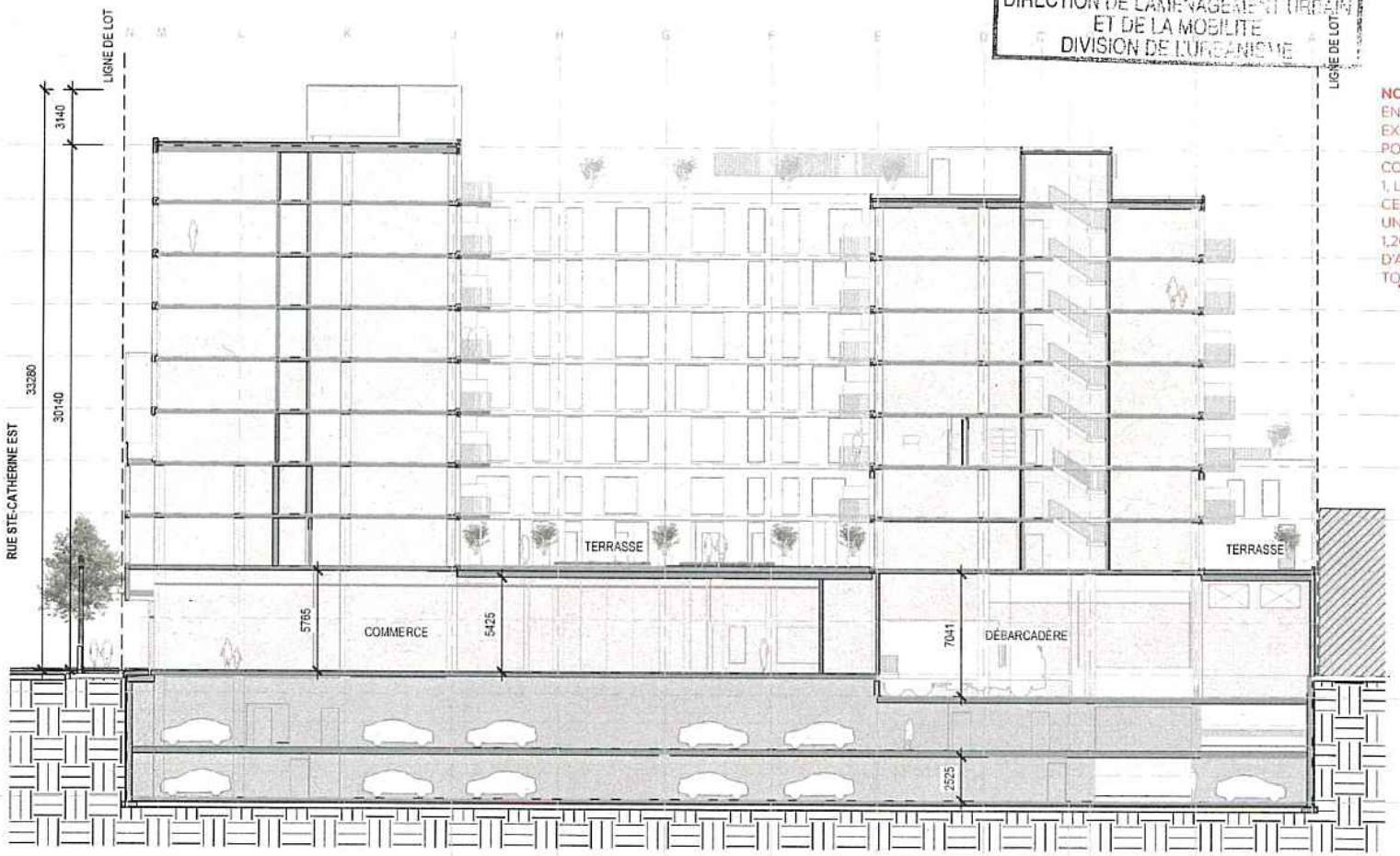
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

22 JUIL. 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

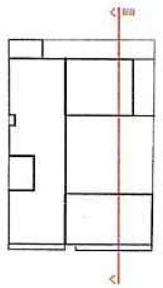
3.5 COUPE BB

1:250



NOTE GÉNÉRALE

EN FONCTION DES EXIGENCES DU LOCATAIRE POTENTIEL DE L'ESPACE COMMERCIAL DU NIVEAU 1, LA HAUTEUR LIBRE DE CET ÉTAGE EST SUJET À UN REHAUSSEMENT DE 1,20M AYANT POUR IMPACT D'AUGMENTER LA HAUTEUR TOTALE DU BÂTIMENT.



D. ÉTUDE DE CIRCULATION

ARISTOMEN ANÉZIRIS, INGÉNIEUR

MONDEV

Développement projet Champlain

ÉTUDE D'IMPACT SUR LA CIRCULATION

VERSION FINALE
RÉVISION MAI 2019

Aristomen Anéziris, ing.

17 mai 2019

Document préparé et vérifié par :
Aristomen Anéziris, ing. M.Ing. 41954



Versions finale et préliminaire 1.1	Version électronique transmise à : **ACDF ARCHITECTURE** **THOMAS SCHWEITZER, ARCHITECTE**	17 mai 2019
Version préliminaire 1.0	Version électronique transmise à : **THOMAS SCHWEITZER, ARCHITECTE**	8 mai 2019

Table des matières

1. Introduction 1
   - 1.1 Le site 1
   - 1.2 Projet de développement 1
   - 1.3 Études antérieures 2
   - 1.4 Approche méthodologique 3

2. Caractéristiques de la situation actuelle 4
   - 2.1 Réseau routier 4
   - 2.2 Règlementation du stationnement 6
   - 2.3 Contrôle de la circulation 7
   - 2.4 Transport en commun 8
   - 2.5 Réseau cyclable 8
   - 2.6 Débits de circulation 8
   - 2.7 Conditions d'écoulement de la circulation 12

3. Génération et distribution des déplacements 14
   - 3.1 Génération des déplacements 14
   - 3.2 Affectation des déplacements véhiculaires 15
   - 3.3 Déplacements actifs et en transport en commun 16

4. Impacts et mesures d'atténuation 17
   - 4.1 Impact sur l'écoulement de la circulation 17
   - 4.2 Pertinence d'intervention – Exigences de la Ville 18
   - 4.3 Stationnement sur rue 19
   - 4.4 Stationnement hors rue 19
     - 4.4.1 Exigences de l'arrondissement Ville-Marie 19
     - 4.4.2 Taux de Parking Generation 19
     - 4.4.3 Taux de possession automobile 19
   - 4.5 Stationnement pour vélos 20
   - 4.6 Accessibilité, confort et sécurité 20
     - 4.6.1 Accès au stationnement intérieur 20
     - 4.6.2 Accès aux quais de livraison 21
     - 4.6.3 Traversée des piétons 25
   - 4.7 Mesures d'ajustement 25

5. Conclusion et recommandations 26
   - 5.1 Conclusion 26
   - 5.2 Recommandations 27

ANNEXES

Annexe 1 - Analyse de capacité - Situation existante
Annexe 2 - Analyse de capacité - Situation prévisible
Annexe 3 - Extrait de l'enquête Origine-Destination 2013 pour le centre-ville de Montréal

Liste des figures

Figure 1	Schéma d'implantation	2
Figure 2	Aménagement géométrique et marquage - Intersection Papineau/Sainte-Catherine	5
Figure 3	Aménagement géométrique et marquage - Intersection Papineau/de Maisonneuve	6
Figure 4	Phasage actuel des feux de circulation	7
Figure 5	Débits de circulation ajustés et balancés (véh/h) Situation actuelle - Heures de pointe du matin et du soir	11
Figure 6	Affectation des déplacements	15
Figure 7	Mouvements d'entrée et de sortie d'une automobile	21
Figure 8	Mouvements entrant des camions de type SU 9,1 m	22
Figure 9	Mouvements sortant des camions de type SU 9,1 m	22
Figure 10	Mouvements entrant des camions de type SU-40	23
Figure 11	Mouvements sortant des camions de type SU-40	23
Figure 12	Mouvements d'entrée d'un camion de chargement avant	24
Figure 13	Mouvements de sortie d'un camion de chargement avant	24

Liste des tableaux

Tableau 1	Débits relevés à l'intersection Papineau/de Lorimer	9
Tableau 2	Débits relevés à l'intersection Papineau/Sainte-Catherine	10
Tableau 3	Analyse de capacité - Situation actuelle	13
Tableau 4	Génération des déplacements	14
Tableau 5	Analyse de capacité - Situation prévisible	17

1. INTRODUCTION

1.1 Le site

Le développement à l'étude est situé au nord de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Papineau et Cartier, à Montréal. À cet endroit, on retrouve présentement l'ancien cinéma Champlain, abandonné depuis plusieurs années, ainsi qu'une ancienne station-service.

Photo 1 - Le site (vue à partir de la rue Sainte-Catherine)

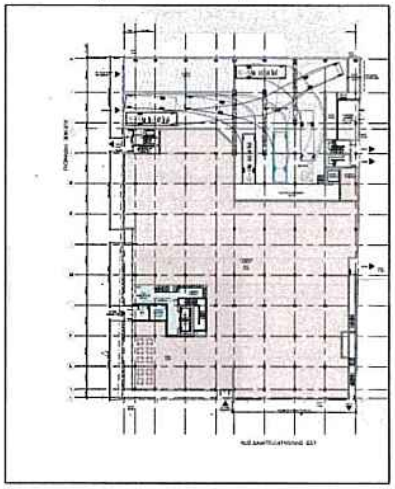


1.2 Projet de développement

Le développement à l'étude prévoit la construction d'un bâtiment à vocation mixte. Le rez-de-chaussée présente une superficie de 20 453 pi.ca.. de plancher qui recevra une épicerie. Les étages recevront 203 logements résidentiels.

Un stationnement intérieur de 121 places sera accessible via la rue Papineau, à environ 60 m au nord de la rue Sainte-Catherine. De plus, 101 espaces pour vélos sont prévus à l'intérieur. Finalement, deux quais intérieurs sont prévus pour la livraison des marchandises. L'accès sera localisé à quelques mètres au sud de l'accès au stationnement intérieur.

Figure 1 - Schéma d'implantation



Source : Projet Champlain, plan n1, Mondev - ACD

1.3 Études antérieures

L'étude initiale du développement avait été effectuée en août 2018. À l'époque, le développement était plus dense et prévoyait 225 logements résidentiels ainsi qu'un une épicerie de 22 074 pi.ca. de plancher. Le stationnement prévu comptait 183 places en plus de 43 espaces pour vélos. L'accès aux quais intérieurs pour la livraison des marchandises était prévu à quelques mètres au nord de l'accès au stationnement intérieur.

Compte tenu de la fermeture de la rue Sainte-Catherine dans le Village à l'été 2018, des hypothèses avaient été appliquées concernant les débits de circulation. Le 19 octobre 2018, la rue Sainte-Catherine a été rouverte à la circulation.

En octobre 2018, une version révisée du rapport d'étude avait été déposée. Celle-ci avait fait suite à de nouveaux comptages de la circulation alors qu'une voie cyclable bidirectionnelle a été implantée sur le boulevard de Maisonneuve.

1.4 Approche méthodologique

L'approche méthodologique de l'évaluation des impacts locaux du projet de développement sur la circulation se base sur la réalisation des étapes suivantes :

- Caractéristiques de la situation actuelle, incluant des comptages de la circulation
- Génération et distribution des déplacements
- Évaluation des impacts et identification des mesures d'atténuation
- Conclusion et recommandations

Les caractéristiques de la situation actuelle présentées dans ce rapport ont été récupérées de l'étude antérieure révisée en octobre 2018. Des ajustements ont été apportés aux autres chapitres afin de tenir compte de la dernière version du projet d'aménagement.

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION ACTUELLE

2.1 Réseau routier

La rue Papineau joue le rôle d'une artère. Elle donne accès au pont Jacques Cartier. À double sens, elle présente une largeur de chaussée de l'ordre de 13,9 m, offrant deux voies de circulation par direction (photo 2).

Photo 2 - La rue Papineau immédiatement à l'ouest du site



La rue Sainte-Catherine joue le rôle d'une artère. Elle est à sens unique vers l'est. En bordure du site, la largeur de la chaussée est de 13,4 m, offrant deux voies de circulation et une voie de stationnement en bordure des deux côtés (photo 3).

Photo 3 - La rue Sainte-Catherine immédiatement au sud du site



Plus au nord, le boulevard de Maisonneuve joue également le rôle d'une artère. Il est à sens unique vers l'ouest. Immédiatement à l'ouest de la rue Papineau, il est doté de trois voies, dont une voie exclusive pour le virage à droite vers le nord alors que le virage en double est permis. Une voie cyclable bidirectionnelle a récemment été implantée dans la quatrième voie de circulation, côté sud dudit boulevard.

Photo 4 - Le boulevard de Maisonneuve, à l'est de la rue Papineau



Les figures 2 et 3 illustre l'aménagement géométrique du réseau routier ainsi que le marquage aux intersections Papineau/Sainte-Catherine et Papineau/de Maisonneuve.

Figure 2 - Aménagement géométrique et marquage - Intersection Papineau/Sainte-Catherine

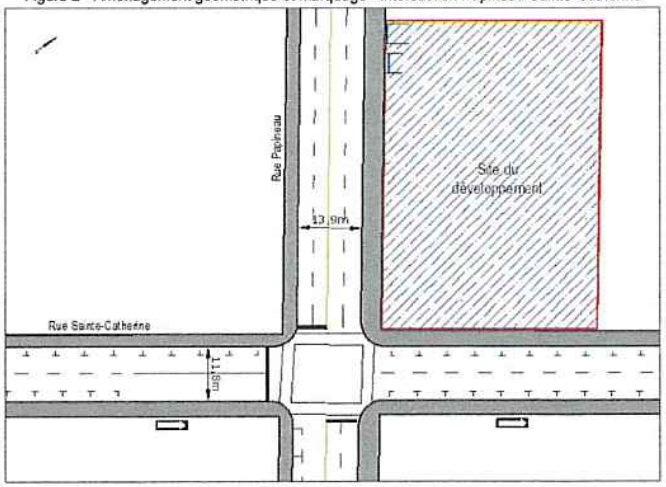
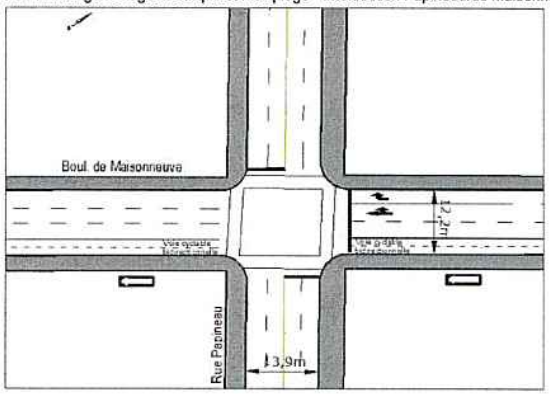


Figure 3 - Aménagement géométrique et marquage - Intersection Papineau/de Maisonneuve



2.2 Règlementation du stationnement

Sur la rue Papineau, l'arrêt est interdit en tout temps du côté est. Du côté ouest, il est interdit de 7h à 9h30, du lundi au vendredi.

Sur la rue Sainte-Catherine, le stationnement est généralement permis, excepté pour entretien (6h à 7h du côté nord et 5h à 7 h du côté sud, du lundi au vendredi, du 1er avril eu 1er décembre. Des zones de livraison (6h à 12h ou 7h à 12h, du lundi au vendredi) se retrouvent du côté sud de ladite rue.

Sur le boulevard de Maisonneuve, le stationnement est interdit en tout temps du côté nord et l'arrêt y est interdit de 7h à 9h30 et de 15h30 à 18h30, du lundi au vendredi. Du côté sud, l'arrêt est interdit en tout temps.

2.3 Contrôle de la circulation

On retrouve des feux de circulation aux intersections Papineau/Sainte-Catherine et Papineau/de Maisonneuve. Des feux pour piétons y sont présents. Très récemment, des feux pour cyclistes ont été intégrés pour la traverse sud de l'intersection Papineau/de Lorimer. Les piétons et cyclistes traversant la rue Papineau sont entièrement protégés.

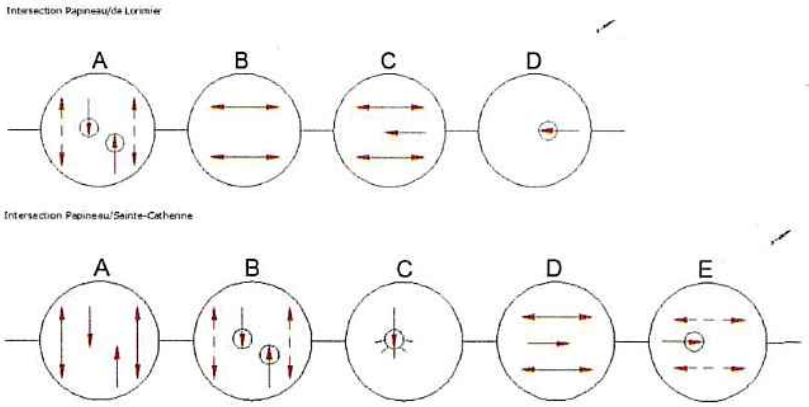
Une phase de virage à gauche retardée se retrouve à l'approche nord de l'intersection Papineau/Sainte-Catherine (figure 4).

À l'intersection Papineau/Sainte-Catherine, les piétons disposent d'une phase avancée (9 secondes) où seul le mouvement véhiculaire tout droit est permis. La durée du dégagement des piétons est la suivante :

- 10 secondes pour la traversée de la rue Sainte-Catherine;
- 12 secondes pour la traverse du boulevard de Maisonneuve;
- 11 secondes pour la traverse de la rue Papineau, à la hauteur du boulevard de Maisonneuve et 12 secondes pour la traverse de la rue Papineau à la hauteur de la rue Sainte-Catherine.

Le fonctionnement des feux est en temps fixe. La valeur du cycle est de 100 secondes à l'heure de pointe du matin et de 110 secondes à l'heure de pointe du soir.

Figure 4 - Phasage actuel des feux de circulation



L'ajout de la phase protégée pour piétons et cyclistes à l'intersection Papineau/de Maisonneuve implique une réduction importante de la durée du feu vert pour les véhicules. Par exemple, par rapport à la durée du cycle, le pourcentage du feu vert sur la rue Papineau, à la hauteur du boulevard de Maisonneuve, a passé de 42% à 29% en période de pointe du matin. La durée de la phase exclusive pour cycliste a entièrement été récupérée sur la durée du feu vert dans l'axe Papineau. En période du soir, la récupération a été effectuée autant sur la rue Papineau que le boulevard de Maisonneuve.

2.4 Transport en commun

Le secteur du développement est bien desservi par le transport en commun. La station de métro Papineau de la ligne verte est située à proximité de l'intersection de Maisonneuve/Cartier, soit à moins de 100 m du site. Les circuits d'autobus no. 10 (de Lorimier), 15 (Sainte-Catherine), 45 (Papineau), 150 (René-Lévesque) et 769 (la Ronde) de la STM ainsi que le circuit no. 170 (Sainte-Hélène / Jacques Cartier) du RTL desservent ladite station de métro.

2.5 Réseau cyclable

Telle que mentionnée précédemment, une voie cyclable bidirectionnelle a été implantée du côté sud du boulevard de Maisonneuve. Elle est la continuité de la poste cyclable bidirectionnelle qui débutait à la hauteur de la rue Alexandre deSève (260 m du site).

Les rues Cartier (sens unique vers le nord) et Dorion (sens unique vers le sud) sont des rues à chaussée désignée. Elles sont raccordées à la piste cyclable bidirectionnelle du boulevard René-Lévesque et au lien cyclable du pont Jacques Cartier.

2.6 Débits de circulation

Des comptages directionnels ont été effectués dans la semaine du 15 octobre 2018 aux intersections Papineau/de Maisonneuve et Papineau/Sainte-Catherine.

Pour les fins des analyses effectuées dans ce dossier, nous avons procédé aux procédures suivantes :

1. Ajustements des débits en fonction du jour ouvrable moyen et du mois moyen;
2. Balancement des débits de circulation entre les deux intersections de la rue Papineau.

Tableau 1 - Débits relevés à l'intersection Papineau/de Lorimer

Plage horaire	Approche Nord TD auto	TD lourd	V à D auto	V à D lourd	Approche Sud V à G auto	V à G lourd	TD auto	TD lourd	Approche Est V à G auto	V à G lourd	TD auto	TD lourd	V à D auto	V à D lourd	Traverse Nord piéton	Nord vélo	Sud piéton	Sud vélo	Est piéton	Est vélo	Ouest piéton	Ouest vélo
AM																						
7h30 - 7h45	148	7	14	5	3	1	170	14	38	1	156	13	90	3	20	0	41	25	7	0	33	0
7h45 - 8h	155	5	10	1	4	0	170	17	43	3	205	10	78	3	18	0	38	20	7	0	21	3
8h - 8h15	151	7	9	1	4	0	145	16	47	1	186	9	117	3	24	0	59	20	10	0	37	1
8h15 - 8h30	177	3	6	0	5	0	174	9	41	1	172	8	101	2	29	0	43	39	4	2	27	5
8h30 - 8h45	149	5	13	2	4	0	162	16	41	0	199	7	93	5	14	2	67	34	6	1	47	5
8h45 - 9h	168	6	13	1	6	1	130	21	47	2	167	8	60	7	20	3	56	37	6	0	29	4
7h45 - 8h45	**632**	**20**	**38**	**4**	**17**	**0**	**651**	**58**	**172**	**5**	**762**	**34**	**389**	**13**	**85**	**2**	**207**	**113**	**27**	**3**	**132**	**14**
% lourds	3%		10%		0%		8%		3%		4%		3%									
FPI	0,91		0,70		0,85		0,95		0,92		0,93		0,84									
Jour moyen ouvrable:	600		39		16		653		163		733		370		80		295		28		134	
Comptage véhiculaire effectué le jeudi 18 octobre 2018																						
PM																						
16h30 - 16h45	81	2	2	0	7	0	339	10	4	0	76	5	164	1			59	30				
16h45 - 17h	61	4	2	0	8	0	335	12	2	1	89	3	157	1	22	0	54	33	9	0	28	1
17h - 17h15	79	5	8	0	9	0	327	11	10	0	77	4	142	4	40	3	64	32	11	2	31	3
17h15 - 17h30	77	1	12	0	4	0	352	12	11	1	78	4	143	1	33	2	43	37	15	0	40	2
17h30 -17h45	74	1	10	0	10	0	317	11	8	1	81	2	140	1	39	2	34	23	22	0	20	1
17h45 - 18h	61	1	7	0	3	0	331	8	9	0	61	4	137	1	38	1	44	30	27	0	21	1
17h - 18h	**291**	**8**	**37**	**0**	**26**	**0**	**1327**	**42**	**38**	**2**	**297**	**14**	**562**	**7**	**150**	**8**	**185**	**122**	**75**	**2**	**112**	**7**
% lourd	3%		0%		0%		3%		5%		5%		1%									
FPI	0,89		0,77		0,65		0,94		0,83		0,94		0,97									
Jour moyen ouvrable:	287		35		25		1313		38		298		546		152		294		74		114	
Comptage véhiculaire effectué le mardi 16 octobre 2018																						

Tableau 2 - Comptage à l'intersection Papineau/Sainte-Catherine

Plage horaire	Approche Nord				Approche Sud				Approche Ouest				Traverse Nord				Traverse Sud				Traverse Est				Traverse Ouest			
	V à G		T D		T D		V à D		V à G		T D		V à D															
AM	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	auto	lourd	piéton	vélo	auto	lourd	piéton	vélo	auto	lourd	piéton	vélo
7h30 - 7h45	13	2	197	4	151	16	2	4	16	0	21	2	6	1	42	1	21	0	6	0	15	2						
7h45 - 8h	18	2	163	7	143	19	1	2	14	0	27	2	6	3	56	1	32	1	30	1	24	2						
8h - 8h15	20	2	185	5	152	14	3	0	27	1	21	3	2	2	69	0	48	1	28	0	17	1						
8h15 - 8h30	17	0	160	2	144	13	3	1	16	0	24	3	9	1	97	0	59	7	21	0	28	0						
8h30 - 8h45	15	5	180	4	125	17	3	0	10	0	27	5	2	1	73	0	40	0	25	0	34	1						
8h45 - 9h	31	2	149	12	123	24	1	2	10	2	35	1	11	3	74	1	62	0	27	0	25	0						
7h45 - 8h45	**70**	**9**	**688**	**18**	**564**	**63**	**10**	**3**	**67**	**1**	**99**	**13**	**19**	**7**	**295**	**1**	**179**	**9**	**104**	**1**	**103**	**4**						
% lourds	11%		3%		10%		23%		1%		12%		27%															
FPI	0,90		0,93		0,94		0,81		0,61		0,88		0,65															
Jour moyen ouvrable:	75		671		596		12		65		107		25		281		179		100		102							
Comptage véhiculaire effectué le mercredi 17 octobre 2018																												
PM																												
16h30 - 16h45	23	1	45	3	244	12	1	0	73	0	51	2	7	0	75	1	57	1	33	1	26	0						
16h45 - 17h	18	3	44	1	232	12	0	0	69	0	71	3	8	0	86	1	58	2	22	0	34	1						
17h - 17h15	27	2	53	0	233	14	0	1	71	0	87	2	10	0	94	0	53	3	39	0	42	0						
17h15 - 17h30	17	0	57	0	264	9	1	1	66	0	70	2	6	0	95	0	62	6	23	1	56	0						
17h30 -17h45	15	1	67	2	250	10	3	1	60	0	48	5	6	0	79	1	41	1	19	0	33	0						
17h45 - 18h	14	1	60	2	270	8	1	0	66	0	64	2	7	0	86	0	41	3	18	1	30	1						
18h - 18h15	10	1	47	0	214	14	3	1	60	0	46	2	5	0	63	1	37	3	11	0	23	1						
17h - 18h	**73**	**4**	**237**	**4**	**1017**	**41**	**5**	**3**	**263**	**0**	**269**	**11**	**29**	**0**	**354**	**1**	**197**	**13**	**99**	**2**	**161**	**1**						
% lourd	5%		2%		4%		38%		0%		4%		0%															
FPI	0,66		0,87		0,95		0,50		0,93		0,79		0,73															
Jour moyen ouvrable:	78		243		1067		8		265		282		29		358		212		102		163							
Comptage véhiculaire effectué le lundi 15 octobre 2018																												

La figure 5 illustre les débits ajustés et balancés de circulation aux abords du site aux heures de pointe du matin et du soir.

En bordure du site, sur la rue Papineau, le débit de circulation total dans les deux directions est de l'ordre de 1430 véh/h à l'heure de pointe du matin et d'environ 1650 véh/h à l'heure de pointe du soir.

Sur la rue Sainte-Catherine, immédiatement à l'est de la rue Papineau (en bordure du site), le débit de circulation en direction est est de l'ordre de 195 véh/h à l'heure de pointe du matin et de l'ordre de 370 véh/h à l'heure de pointe du soir.

Figure 5 - Débits de circulation ajustés et balancés (véh/h)
Situation actuelle - Heures de pointe du matin et du soir

2.7 Conditions d'écoulement de la circulation

Les conditions d'écoulement de la circulation sont simulées aux heures de pointe du matin et du soir aux intersections mentionnées précédemment. L'outil Synchro 10 est utilisé pour la modélisation des intersections et pour la détermination des rapports débit/capacité alors que SimTraffic est utilisé pour les simulations afin de déterminer les retards et les niveaux de service (moyenne de 5 passes). Le tableau 3 résume les résultats des analyses alors que l'annexe 1 présente les résultats détaillés.

À l'heure de pointe du matin, tous les rapports débit/capacité obtenus sont inférieurs à l'unité. L'approche sud de l'intersection Papineau/de Lorimer semble être la plus critique avec un rapport débit/capacité de 0,91. Les niveaux de service des différents mouvements varient de A à C, à l'exception du virage à gauche à l'approche sud de l'intersection Papineau/de Maisonneuve qui présente un niveau de service D.

À l'heure de pointe du soir, les problématiques sont nombreuses. Le rapport débit/capacité dépasse l'unité pour trois mouvements, soit :

- le virage à gauche à l'approche ouest de l'intersection Papineau/Sainte-Catherine (1,19)
- les mouvements tout droit et de virage à gauche à l'approche sud de l'intersection Papineau/de Lorimer (1,03)

Le rapport débit/capacité est également critique pour le virage à droite de l'approche est à l'intersection Papineau/de Maisonneuve, soit 0,96.

Malgré cela, seul un retard est élevé, soit de 126,6 sec/véh pour le virage à gauche de l'approche ouest de l'intersection Papineau/Sainte-Catherine.

Il est à souligner que la congestion du pont Jacques Cartier affecte l'écoulement de la circulation dans le secteur, congestion qui n'a pas été programmée.

Lors des relevés, nous avons observé plusieurs automobilistes, provenant de l'est sur le boulevard de Maisonneuve et désirant rejoindre la rue Papineau en direction nord, traversaient cette dernière et empruntaient la station-service pour revenir, de façon illégale, sur la rue Papineau. Certains automobilistes ont tourné à droite à partir de la troisième voie (voie pour le mouvement tout droit seulement), coupant ainsi la file d'attente à l'approche de la rue Papineau. D'autres automobilistes ont effectué un mouvement tout droit à partir de la voie de droite, de l'est vers l'ouest, alors que le virage en double est permis. Ces différentes observations ont été relevées principalement à l'heure de pointe du soir.

Du côté des déplacements actifs, plusieurs piétons et cyclistes croisent la branche sud de l'intersection Papineau/de Maisonneuve lors du signal main rouge cycliste rouge.

Tableau 3 - Analyse de capacité
Situation actuelle - Heures de pointe du matin et du soir

Intersection	Approche	Mouvement	Heure de pointe du matin			Heure de pointe du soir		
			Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service	Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de
Papineau/Sainte-Catherine	Nord	Virage à gauche	75	0,54	11,6 B	78	0,35	26,1 C
		Tout droit	681	0,54	5,2 A	243	0,35	8,5 A
	Sud	Tout droit	596	0,50	20,1 C	1067	0,73	22,0 C
		Virage à droite	12	0,50	14,5 B	8	0,73	21,4 C
	Ouest	Virage à gauche	65	0,24	27,5 C	265	1,19	126,6 F
		Tout droit	107	0,22	25,9 C	282	0,75	52,0 D
		Virage à droite	25	0,19	21,5 C	29	0,15	58,2 E
	Ensemble des mouvements				14,0 B			38,1 D
Papineau/de Maisonneuve	Nord	Tout droit	600	0,81	34,2 C	287	0,25	16,9 B
		Virage à droite	39	0,81	31,4 C	35	0,25	14,9 B
	Sud	Virage à gauche	16	0,91	56,2 E	25	1,03	17,3 F
		Tout droit	653	0,91	27,3 C	1313	1,03	16,4 F
	Est	Virage à gauche	163	0,28	27,1 C	38	0,12	38,9 D
		Tout droit	733	0,55	21,0 C	298	0,66	36,2 D
		Virage à droite	370	0,78	25,1 C	546	0,96	49,4 D
	Ensemble des mouvements				27,0 C			26,4 C

Moyenne de 5 passes SimTraffic

LÉGENDE:
- Niveau de service A, B ou C
- Niveau de service D
- Niveau de service E
- Niveau de service F

3. GÉNÉRATION ET DISTRIBUTION DES DÉPLACEMENTS

3.1 Génération des déplacements

La génération des déplacements du projet est estimée à partir des taux moyens de génération du document « Trip Generation », de l' « Institute of Transportation Engineers ». Les taux sont ajustés afin de tenir compte des différentes parts modales des déplacements au centre-ville périphérique de Montréal, telles que présentées dans les résultats de l'enquête origine-destination de l'AMT.

Le tableau 4 présente les débits générés aux heures de pointe du matin et du soir.

Tableau 4 - Génération des déplacements

Développement	Description	Heure de pointe du matin		Heure de pointe du soir	
		Entrant	Sortant	Entrant	Sortant
Résidentiel (1)	203 unités	13	56	48	29
Commerce alimentaire (2)	20453 pi.ca.	43	26	99	95
Sous-total		56	82	147	124
- Mode automobile (véh/h)		23	27	48	52
- Transport en commun (usagers/h)		27	29	52	60
- Déplacements actifs (piétons-cyclistes/h)		6	26	47	12

1: Code 232 de Trip generation

2: Code 850 de Trip Generation

Bien que l'épicerie attire généralement une part de déplacements de type « Pass-By », nous avons considéré que 100% de la circulation générée correspond à un ajout de la circulation dans le secteur. Cette hypothèse a pour but de considérer le pire des scénarios.

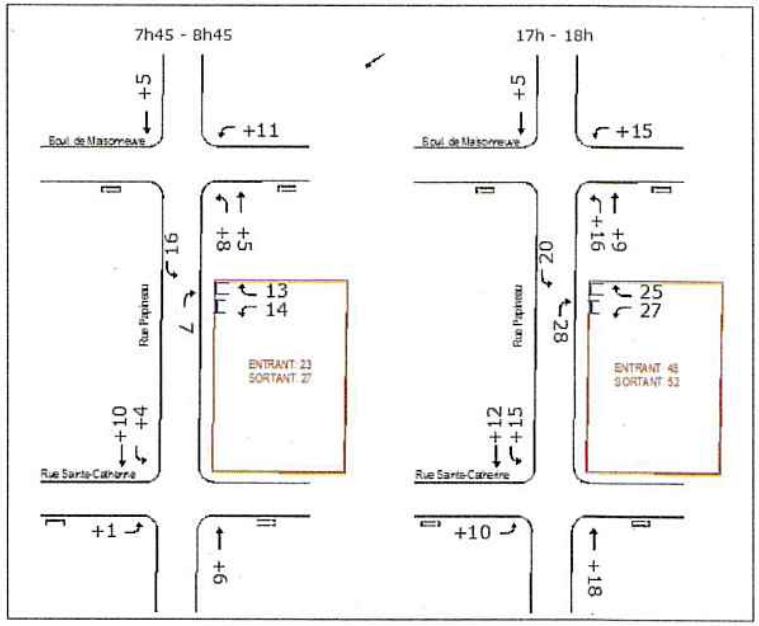
Les résidences et l'épicerie génèrent un total de 138 déplacements à l'heure de pointe du matin et de 271 déplacements à l'heure de pointe du soir. En tenant compte des différentes parts modales des déplacements provenant ou se destinant au centre-ville périphérique de Montréal (annexe 4), les déplacements véhiculaires générés sont au nombre de 50 (23 véh/h entrant et 27 véh/h sortant) à l'heure de pointe du matin, et de 100 (48 véh/h entrant et 52 véh/h sortant) à l'heure de pointe du soir.

3.2 Affectation des déplacements véhiculaires

L'affectation de la circulation tient compte des patrons de la circulation actuelle aux abords du site. De plus, nous prenons comme hypothèse que la totalité des usagers utilisera le stationnement intérieur au site, constituant la version d'analyse la plus critique.

Les résultats de cet exercice sont présentés à la figure 6 pour l'heure de pointe du matin et celle du soir. Aucun mouvement existant ne s'accroît de plus de 30 véh/h aux heures de pointe du matin et du soir.

Figure 6 - Affectation des déplacements



3.3 Déplacements actifs et en transport en commun

Les résidences et le commerce alimentaire génèrent un ajout de débit de 33 déplacements actifs (6 dépl/h entrant et 27 dépl/h sortant) à l'heure de pointe du matin et 59 déplacements actifs (47 dépl/h entrant et 12 dépl/h sortant) à l'heure de pointe du soir. Une partie importante de ces déplacements va croiser l'intersection Papineau/Sainte-Catherine.

S'ajoute à cela un débit de 56 déplacements en transport en commun (27 dépl/h entrant et 29 dépl/h sortant) à l'heure de pointe du matin et 112 déplacements (52 dépl/h entrant et 60 dépl/h sortant) à l'heure de pointe du soir. La majorité de ces déplacements pourrait être associée à la station de métro Papineau et au terminus d'autobus que l'on retrouve à cet endroit.

4. IMPACTS ET MESURES D'ATTÉNUATION

4.1 Impact sur l'écoulement de la circulation

Le tableau 5 résume les résultats des analyses de capacité, des retards et niveaux de service suite à l'implantation du projet alors que l'annexe 2 présente les résultats détaillés.

Tableau 5 - Analyse de capacité
Situation prévisible - Heures de pointe du matin et du soir

Intersection	Approche	Mouvement	Heure de pointe du matin			Heure de pointe du soir		
			Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service	Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de
Papineau/Sainte-Catherine	Nord	Virage à gauche	81	0,57	11,0 B	93	0,35	37,5 D
		Tout droit	699	0,57	3,8 A	255	0,35	10,0 B
	Sud	Tout droit	602	0,51	20,1 C	1085	0,77	25,7 C
		Virage à droite	12	0,51	13,8 B	8	0,77	20,7 C
	Ouest	Virage à gauche	66	0,25	31,5 C	275	1,28	126,7 F
		Tout droit	107	0,22	28,0 C	282	0,75	52,6 D
		Virage à droite	25	0,21	24,1 C	29	0,15	59,9 E
	Ensemble des mouvements				13,5 B			40,6 D
Papineau/de Maisonneuve	Nord	Tout droit	605	0,81	33,1 C	292	0,25	16,4 B
		Virage à droite	39	0,81	30,1 C	35	0,25	15,4 B
	Sud	Virage à gauche	24	1,00	36,6 D	41	1,08	123,8 F
		Tout droit	658	1,00	23,5 C	1322	1,08	113,9 F
	Est	Virage à gauche	174	0,30	28,0 C	53	0,17	42,8 D
		Tout droit	733	0,55	20,9 C	298	0,66	39,2 D
		Virage à droite	370	0,78	25,0 C	546	0,96	47,9 D
	Ensemble des mouvements				25,7 C			24,1 C

Moyenne de 5 passes SimTraffic

LÉGENDE:
- Niveau de service A, B ou C
- Niveau de service D
- Niveau de service E
- Niveau de service F

À l'heure de pointe du matin, aucun mouvement ne présente une détérioration du niveau de service. Un mouvement présente une amélioration du niveau de service, soit :

- Intersection Papineau/de Maisonneuve, approche sud, virage à gauche, niveau de service passant de E à D.

Pour ce mouvement, le débit de circulation est très faible (inférieur à 25 véh/h), expliquant l'aspect volatil des retards.

À l'heure de pointe du soir, deux mouvements présentent une détérioration du niveau de service, soit :

- Intersection Papineau/Sainte-Catherine, approche nord, virage à gauche, niveau de service passant de C à D (accroissement des retards moyens de 11,4 sec/véh);
- Intersection Papineau/Sainte-Catherine, approche nord, mouvement tout droit, niveau de service passant de A à B (très faible accroissement des retards moyens de 1,5 sec/véh);

Ces détériorations sont acceptables.

À la sortie du stationnement intérieur sur la rue Papineau, le retard est de 9,6 sec/véh pour le virage à gauche et de 6,6 sec/véh pour le virage à droite à l'heure de pointe du matin. À l'heure de pointe du soir, le retard est de 31,5 sec/véh pour le virage à gauche et de 17,7 sec/véh pour le virage à droite (voir extrait des simulations ci-dessous). Ces valeurs sont acceptables.

Heure de pointe du matin

9: Papineau & Accès développement Performance by movement

Movement	WBL	WBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	9.6	6.6	3.6	1.8	8.1	2.4	3.1

Heure de pointe du soir

9: Papineau & Accès développement Performance by movement

Movement	WBL	WBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	31.5	17.7	5.1	3.3	20.2	4.2	5.7

4.2 Pertinence d'intervention – Exigences de la Ville

Selon les « Exigences en matière d'étude d'impact sur les déplacements » de la ville de Montréal, une intervention est pertinente :

> *« lorsqu'il y a détérioration importante du niveau de service d'un mouvement (perte de 2 niveaux de service), des mesures de mitigation des impacts du projet pour le secteur environnant doivent être recherchées. Par exemple, passage du niveau de service de B à D, de C à E ou de D à F. Il en est de même si le niveau de service d'un mouvement est déjà à E ou F avant l'implantation du projet, et que plus de 30 véh/h supplémentaires sont anticipés pour ce mouvement suite au projet».*

Tel qu'indiqué à la section 4.1, aucun mouvement ne présente une détérioration de 2 niveaux de service.

De plus, aucun des mouvements ne subit un accroissement de plus de 30 véh/h.

Ainsi, nous ne croyons pas que des mesures de mitigation soient requises pour les fins de l'écoulement de la circulation. Des mesures peuvent cependant être requises afin d'atténuer les impacts locaux, lesquels sont évalués ci-après.

4.3 Stationnement sur rue

L'aménagement d'un accès au stationnement intérieur et d'un accès aux quais de livraison du côté est de la rue Papineau n'implique pas de perte de stationnement, puisque l'arrêt y est interdit en tout temps de ce côté de la rue Papineau.

4.4 Stationnement hors rue

4.4.1 Exigences de l'arrondissement Ville-Marie

En fonction des exigences de l'arrondissement Ville-Marie et des dimensions des unités d'habitation, le nombre d'unités de stationnement autorisé serait de 219 unités pour la partie résidentielle. La proposition de 111 places est acceptable.

Pour la partie commerciale (20 453 pi.ca.), le nombre d'unités de stationnement autorisé est de 17. La proposition de 10 places est acceptable.

4.4.2 Taux de Parking Generation

Selon le document « Parking Generation » de l'ITE (4e édition), la demande du 85e percentile en stationnement (jour de semaine) est la suivante :

- Condo : 1,52 place / logis
- Commerce alimentaire (en milieu urbain): 2,83 places / 1000 pi.ca.

La demande 85e percentile serait de l'ordre de 309 espaces de stationnement pour le résidentiel et de 58 espaces de stationnement pour la partie commerciale. Cette demande ne semble pas réaliste étant donné que le projet se situe dans un centre-ville à proximité immédiate d'une station de métro.

4.4.3 Taux de possession automobile

Selon l'enquête origine-destination de l'AMT (2013), le taux de possession automobile dans le centre-ville périphérique est de 0,58 auto/logis. En tenant compte de ce taux, le nombre d'espaces de stationnement pour les résidences serait de 118 espaces. Le projet prévoit 111 espaces de stationnement à l'intérieur du site pour la partie résidentielle (en plus des 10 espaces pour la partie commerciale). Selon Trip Generation, la période de pointe du stationnement commercial se situe entre 13h et 14h et entre 15h et 18h les jours ouvrables, alors que celle des résidences se situe entre 21h et 6h. Au besoin, le promoteur pourra vérifier la faisabilité d'utilisation des places non utilisées par les commerces en dehors de la pointe commerciale pour la partie résidentielle.

4.5 Stationnement pour vélos

Selon les articles 659 et 660 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie, le nombre minimal de places de stationnement pour vélos est calculé ainsi :

- Partie résidentielle : 1 unité par logement pour le premier groupe de 8 logements, plus 1 unité pour chaque groupe de 5 logements additionnels, correspondant à 40 unités
- Partie commerciale : 5, plus 1 unité pour chaque tranche additionnelle de superficie de plancher de 500 m², correspondant à 9 unités

La proposition de 101 places pour vélos est fort acceptable car largement supérieure aux exigences de la Ville.

4.6 Accessibilité, confort et sécurité

L'aménagement proposé dans les plans des architectes prévoit une porte d'accès sur la rue Papineau pour la partie résidentielle et une autre sur la rue Sainte-Catherine pour la partie commerciale. La largeur des trottoirs bordant le site est généreuse. Les traverses des piétons sont marquées aux intersections dotées de feux pour piétons.

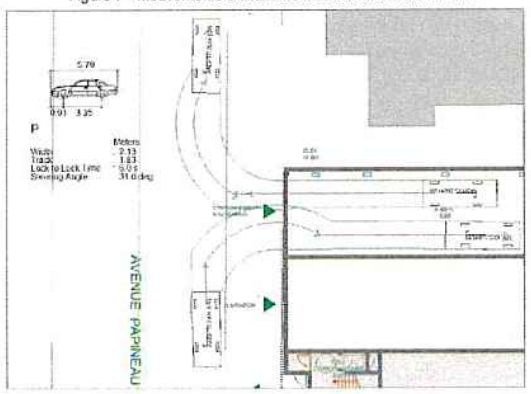
Une porte de garage de 5,5 m, avec allée de 6,4 m de largeur, est prévue à l'entrée du stationnement intérieur donnant sur la rue Papineau. L'accès au stationnement résidentiel est séparé de celui donnant aux quais de livraison, minimisant ainsi les impacts.

Une porte de garage de 6,4 m de largeur par 4,4 m de hauteur est prévue pour l'accès aux quais de livraison. L'aménagement intérieur permet aux camions d'effectuer les manœuvres de retour, éliminant ainsi le besoin d'effectuer des manœuvres de recul sur la rue Papineau.

4.6.1 Accès au stationnement intérieur

La figure 7 illustre les mouvements d'une automobile de grande dimension (5,79 m) à l'entrée du stationnement intérieur ainsi que d'une seconde automobile, mais sortant du stationnement (simulation AutoTurn). Un léger conflit dans la trajectoire des deux autos est possible, particulièrement si l'auto entrant est collé sur le trottoir. Nous croyons acceptable cette situation, d'autant plus que la plupart des automobiles présentent des dimensions inférieures à celles utilisées dans les simulations.

Figure 7 - Mouvements d'entrée et de sortie d'une automobile



4.6.2 Accès aux quais de livraison

L'accès aux quais de livraison a également fait l'objet d'un ajustement. Les figures 8 et 9 illustrent les mouvements d'un camion de type SU (Single Unit) de 6,4 m de longueur entrant et sortant du site, entre la rue Papineau et les quais de livraison. Le camion sortant vers la droite (figure 9) n'a pas à croiser la ligne axiale. La largeur de la porte de garage (4,5 m) est suffisante pour permettre des manœuvres sans contrainte. Par contre, en présence de deux camions simultanément, un entrant et l'autre sortant, l'un des deux doit céder le passage.

Figure 8 - Mouvements entrant des camions de type SU 9,1 m

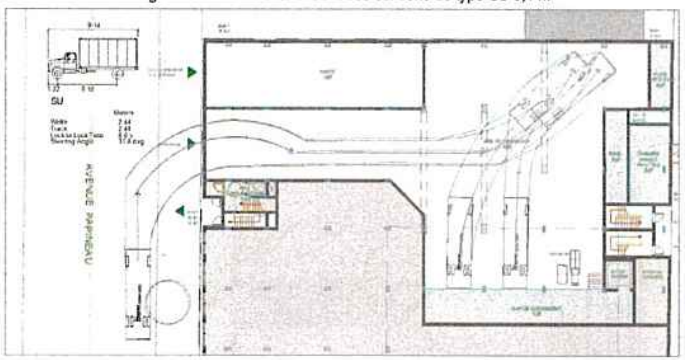
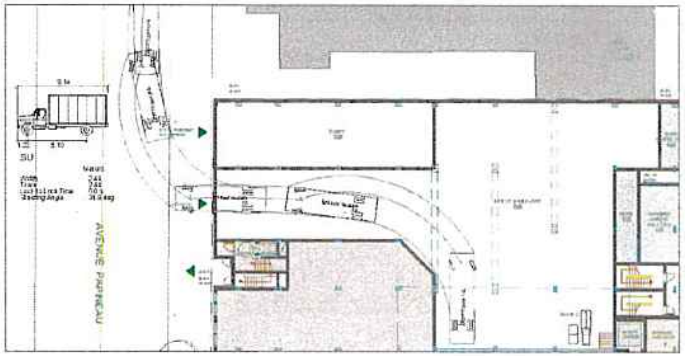


Figure 9 - Mouvements sortant des camions de type SU 9,1 m



Les figures 10 et 11 illustrent les mouvements des camions de livraison de type SU-40 (12 m de longueur). Les mouvements sont possibles à l'entrée et à la sortie.

Figure 10 - Mouvements entrant des camions de type SU-40

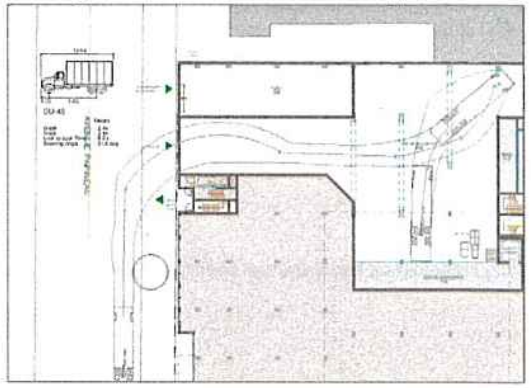
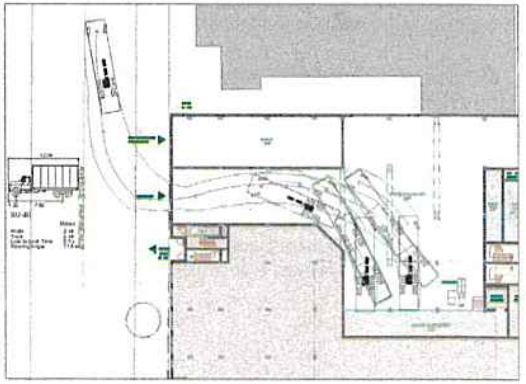


Figure 11 - Mouvements sortant des camions de type SU-40



Les figures 12 et 13 illustrent le mouvement d'un camion à chargement avant entrant et sortant du site. Le modèle Wayne Titan de 10,3 m de longueur a été utilisé pour les fins de simulations. Les mouvements sont réalisables, même en tenant compte des colonnes prévues dans les aires de manœuvre.

Figure 12 - Mouvements d'entrée d'un camion de chargement avant

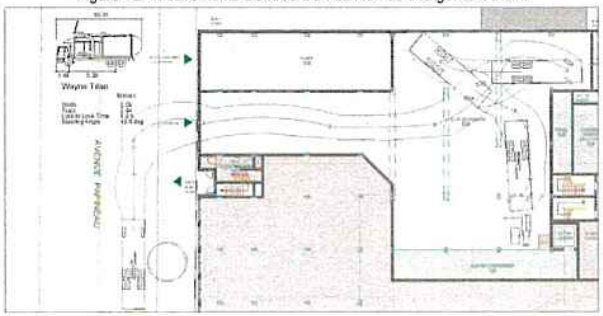


Figure 13 - Mouvements de sortie d'un camion de chargement avant



4.6.3 Traversée des piétons

Tel que mentionné à la section 2.3 de ce rapport, on retrouve des feux pour piétons aux deux intersections de la rue Papineau. Selon le guide de la Ville de Montréal « Feux pour piétons à décompte numérique », la durée requise de la main clignotante se calcul ainsi :

MC = (d/c)-J-TR

Pour la traversée de la rue Papineau, la longueur de la traverse est de 17,1 m à la hauteur du boulevard de Maisonneuve et de 16,8 m à la hauteur de la rue Sainte-Catherine. À la hauteur du boulevard de Maisonneuve, la traverse étant entièrement protégée, la durée requise de la main clignotante est de 12,5 secondes alors que la durée en place est de 12 secondes. À la hauteur de la rue Sainte-Catherine, la traverse étant partiellement protégée, la durée requise de la main clignotante est de 10,2 secondes alors que la durée en place est de 12 secondes.

Pour la traversée de la rue Sainte-Catherine, la longueur de la traverse est de 14,4 m. La durée requise de la main clignotante est de 8,1 secondes alors que la durée en place est de 10 secondes.

Pour la traversée du boulevard de Maisonneuve, la longueur de la traverse est de 15,2 m. La durée requise de la main clignotante est de 8,8 secondes alors que la durée en place est de 12 secondes.

Les durées programmées des feux pour piétons sont suffisantes.

4.7 Mesures d'ajustement

Les mesures d'ajustement suivantes sont proposées afin de minimiser les impacts sur l'accessibilité, le confort et la sécurité.

- Livraison

  Interdire la livraison des marchandises par des camions de type semi-remorque. La livraison devrait être limitée à des camions cubes de type SU-40 de 12,0 m de longueur, ou de dimensions inférieures.

- Contrôle à l'entrée des quais de livraison

  Tel qu'illustré aux figures 8 à 13, la largeur l'accès aux quais de livraison ne permet pas le passage de deux camions à la fois circulant face-à-face. Un des deux camions doit laisser le passage à l'autre. Afin de minimiser les manœuvres de recul sur le trottoir de la rue Papineau, la mesure consiste à l'intégration de feux de circulation à l'entrée et à la sortie du site. En présence d'un camion entrant, le feu devra être au rouge pour la sortie vers la porte. En présence d'un camion sortant, le feu devra être au rouge à l'entrée. La priorité devra être accordée à l'entrée afin d'éviter des attentes de camions sur le réseau routier.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le projet de développement est situé du côté nord-ouest de l'intersection Papineau/Sainte-Catherine, dans l'Arrondissement Ville-Marie de Montréal. À cet endroit, on retrouve présentement l'ancien cinéma Sainte-Catherine et une ancienne station-service.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment abritant 203 unités de condominium et une épicerie de 20 453 pi.ca.. Un stationnement intérieur totalisant 121 espaces, dont 111 places pour résidents et visiteurs et 10 places pour les clients du commerce, sera accessible par la rue Papineau, à environ 65 m au nord de la rue Sainte-Catherine. Un second accès, immédiatement au sud du premier, permettra la livraison des marchandises. Sur le site, 101 espaces pour vélos sont prévus.

5.1 Conclusion

- Génération des déplacements véhiculaires

  Le projet génère une circulation automobile de l'ordre de 50 véhicules à l'heure de pointe du matin et d'environ 100 véhicules à l'heure de pointe du soir.

- Déplacements en transport en commun et actifs

  Le projet génère au total près de 56 et 112 déplacements en transport en respectivement aux heures de pointe du matin et du soir. Le site est desservi par le transport en commun avec la station de métro Papineau de la ligne verte est située à moins de 100 m du site. Les circuits d'autobus no. 10 (de Lorimier), 15 (Sainte-Catherine), 45 (Papineau), 150 (René-Lévesque) et 769 (la Ronde) de la STM ainsi que le circuit no. 170 (Sainte-Hélène / Jacques Cartier) du RTL desservent ladite station de métro.

  Quant aux déplacements actifs, le projet en génère quelques 32 et 59 déplacements respectivement aux heures de pointe du matin et du soir. Les largeurs généreuses des trottoirs et la présence de feux pour piétons à décompte numérique aux intersections de a zone d'étude facilitent les déplacements. Les rues Cartier (sens unique vers le nord) et Dorion (sens unique vers le sud) sont des rues à chaussée désignée. Elles sont raccordées à la piste cyclable bidirectionnelle du boulevard René-Lévesque et au lien cyclable du pont Jacques Cartier. Récemment, une voie cyclable bidirectionnelle a été implantée du côté sud du boulevard de Maisonneuve.

- Analyses de capacité

  Les analyses de capacité montrent que le projet de développement ne génère pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation. En effet, aucune détérioration de deux niveaux de service n'est envisagée aux intersections Papineau/Sainte-Catherine et Papineau/de Maisonneuve. De plus, aucun mouvement aux intersections ne subira un accroissement supérieur à 30 véh/h.

- Accès au stationnement intérieur

  L'entrée et la sortie des automobiles du stationnement intérieur s'effectuent sans contraintes majeures.

- Accès aux quais de livraison

  Les quais de livraison sont facilement accessibles pour des camions de type SU de 12 m de longueur. Ils ne sont pas accessibles pour de plus gros camions (type semi-remorque).

  Dans tous les cas, un seul camion à la fois peut effectuer la manœuvre d'accès étant donné que la porte de garage n'est pas assez large pour permettre aux camions de se rencontrer. Une mesure d'accompagnement devra être prévue afin d'éviter des reculs des camions sur le trottoir et/ou la chaussée de la rue Papineau.

5.2 Recommandations

À la lumière des analyses effectuées, nous recommandons ce qui suit :

1. Quais de livraison

   - Incorporer un système de feux de circulation à l'entrée et à la sortie du site afin d'éviter un face-à-face des camions menant à une manœuvre de recul sur le trottoir et/ou la chaussée de la rue Papineau. La priorité devra être accordée aux camions entrant afin d'éviter un arrêt sur la rue Papineau

   - Mettre en place une procédure de livraison qui tienne compte des contraintes d'accès pour des camions de grandes dimensions.

2. Divers

- Envisager l'utilisation de miroirs dans les rampes du stationnement intérieur compte tenu du débordement des véhicules et du manque de visibilité aux abords desdites rampes.
- Prévoir un système de contrôle des utilisateurs du stationnement par des horodateurs, guérites ou autres et envisager l'utilisation des places de stationnement commerciale par les résidents la nuit, lorsque le commerce est fermé.
- Effectuer une surveillance policière à l'intersection Papineau/de Maisonneuve compte tenu du nombre élevé d'infractions observées, particulièrement le mouvement tout droit à partir de la voie de droite sur le boulevard de Maisonneuve, situation affectant le niveau de sécurité des usagers. Cette dernière mesure relève des autorités municipales.

ANNEXE 1

ANALYSES DE CAPACITÉ SITUATION ACTUELLE

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	7:42	7:42	7:42	7:42	7:42	7:42
End Time	8:45	8:45	8:45	8:45	8:45	8:45
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2748	2729	2688	2743	2614	2704
Vehs Exited	2746	2719	2682	2746	2614	2701
Starting Vehs	40	35	39	49	43	41
Ending Vehs	42	45	45	46	43	44
Travel Distance (km)	693	690	675	692	663	683
Travel Time (hr)	42.8	43.7	39.6	42.2	38.8	41.4
Total Delay (hr)	27.6	28.6	24.9	27.1	24.4	26.5
Total Stops	2350	2412	2202	2279	2107	2268
Fuel Used (l)	102.1	102.7	96.7	101.5	95.5	99.7

Interval #0 Information Seeding

Start Time	7:42
End Time	7:45
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.
No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	7:45
End Time	8:45
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2748	2729	2688	2743	2614	2704
Vehs Exited	2746	2719	2682	2746	2614	2701
Starting Vehs	40	35	39	49	43	41
Ending Vehs	42	45	45	46	43	44
Travel Distance (km)	693	690	675	692	663	683
Travel Time (hr)	42.8	43.7	39.6	42.2	38.8	41.4
Total Delay (hr)	27.6	28.6	24.9	27.1	24.4	26.5
Total Stops	2350	2412	2202	2279	2107	2268
Fuel Used (l)	102.1	102.7	96.7	101.5	95.5	99.7

3: Papineau & de Maisonneuve Performance by movement

Movement	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	SBT	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	1.1	0.3	0.5	0.8	0.0	0.2	0.2	0.3
Total Del/Veh (s)	27.1	21.0	25.1	56.2	27.3	34.2	31.4	27.0

6: Papineau & Sainte-Catherine Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.3	0.1	0.2	0.2	0.3	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	27.5	25.9	21.5	20.1	14.5	11.6	5.2	14.0

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	0.3
Total Del/Veh (s)	34.4

Intersection: 3: Papineau & de Maisonneuve

Movement	WB	WB	WB	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	T	R	LT	T	T	TR
Maximum Queue (m)	10.0	101.7	89.2	95.8	106.8	100.2	81.1	76.7
Average Queue (m)	1.1	75.9	52.6	50.8	42.1	39.7	64.7	45.5
95th Queue (m)	5.9	109.1	85.7	83.2	85.4	82.1	87.0	74.1
Link Distance (m)		95.8	95.8	95.8	120.3	120.3	76.2	76.2
Upstream Blk Time (%)		3	0	0	0	0	5	0
Queuing Penalty (veh)		0	0	0	1	0	0	0
Storage Bay Dist (m)	0.1							
Storage Blk Time (%)	2	44						
Queuing Penalty (veh)	9	36						

Intersection: 6: Papineau & Sainte-Catherine

Movement	EB	EB	EB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	TR	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	3.6	52.8	37.4	87.4	66.6	30.1	26.2
Average Queue (m)	0.3	27.5	10.4	53.0	29.2	10.4	13.4
95th Queue (m)	2.8	45.0	27.4	80.9	59.9	23.4	23.9
Link Distance (m)		69.1	69.1	82.6	82.6	120.3	120.3
Upstream Blk Time (%)				1	0		
Queuing Penalty (veh)				0	0		
Storage Bay Dist (m)	0.1						
Storage Blk Time (%)	1	45	1				
Queuing Penalty (veh)	0	15	0				

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 61

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	4:57	4:57	4:57	4:57	4:57	4:57
End Time	6:00	6:00	6:00	6:00	6:00	6:00
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2861	2893	2834	2867	2893	2870
Vehs Exited	2860	2877	2845	2848	2871	2861
Starting Vehs	48	43	47	36	47	44
Ending Vehs	49	59	36	55	69	52
Travel Distance (km)	732	747	736	741	742	740
Travel Time (hr)	64.0	99.3	61.4	72.6	88.1	77.1
Total Delay (hr)	47.6	82.7	45.1	56.1	71.6	60.6
Total Stops	2677	2693	2610	2708	2679	2673
Fuel Used (l)	123.5	155.2	121.4	132.1	144.9	135.4

Interval #0 Information Seeding

Start Time	4:57
End Time	5:00
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.
No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	5:00
End Time	6:00
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2861	2893	2834	2867	2893	2870
Vehs Exited	2860	2877	2845	2848	2871	2861
Starting Vehs	48	43	47	36	47	44
Ending Vehs	49	59	36	55	69	52
Travel Distance (km)	732	747	736	741	742	740
Travel Time (hr)	64.0	99.3	61.4	72.6	88.1	77.1
Total Delay (hr)	47.6	82.7	45.1	56.1	71.6	60.6
Total Stops	2677	2693	2610	2708	2679	2673
Fuel Used (l)	123.5	155.2	121.4	132.1	144.9	135.4

3: Papineau & de Maisonneuve Performance by movement

Movement	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	SBT	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	1.2	0.9	0.4	0.0	0.1	0.2	0.1	0.3
Total Del/Veh (s)	38.9	36.2	49.4	17.3	16.4	16.9	14.9	26.4

6: Papineau & Sainte-Catherine Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	123.9	119.1	116.0	0.5	0.8	0.0	0.0	35.5
Total Del/Veh (s)	126.6	52.0	58.2	22.0	21.4	26.1	8.5	38.1

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	24.5
Total Del/Veh (s)	50.4

Intersection: 3: Papineau & de Maisonneuve

Movement	WB	WB	WB	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	R	R	LT	T	T	TR
Maximum Queue (m)	10.2	104.5	100.0	91.6	117.9	119.9	55.9	35.0
Average Queue (m)	1.2	59.7	73.6	56.2	56.5	61.8	28.1	8.2
95th Queue (m)	6.2	96.4	102.1	85.0	100.1	99.0	49.3	22.7
Link Distance (m)		95.8	95.8	95.8	120.5	120.5	76.2	76.2
Upstream Blk Time (%)		3	2	0	0	0		
Queuing Penalty (veh)		0	0	0	1	1		
Storage Bay Dist (m)	0.1							
Storage Blk Time (%)	4	53						
Queuing Penalty (veh)	13	10						

Intersection: 6: Papineau & Sainte-Catherine

Movement	EB	EB	EB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	T	R	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	73.4	75.8	30.1	97.8	91.1	51.2	39.3
Average Queue (m)	71.6	54.5	9.3	80.7	60.1	22.3	6.9
95th Queue (m)	82.0	86.8	27.7	105.4	92.1	43.0	26.5
Link Distance (m)	68.8	68.8		86.1	86.1	120.5	120.5
Upstream Blk Time (%)	64	14		10	2		
Queuing Penalty (veh)	0	0		0	0		
Storage Bay Dist (m)			30.0				
Storage Blk Time (%)		41	0				
Queuing Penalty (veh)		12	1				

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 37

ANNEXE 2

ANALYSES DE CAPACITÉ
SITUATION PRÉVISIBLE

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	7:42	7:42	7:42	7:42	7:42	7:42
End Time	8:45	8:45	8:45	8:45	8:45	8:45
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2887	2804	2733	2777	2741	2787
Vehs Exited	2902	2794	2731	2795	2733	2790
Starting Vehs	45	37	45	50	44	45
Ending Vehs	30	47	47	32	52	43
Travel Distance (km)	728	704	692	701	687	702
Travel Time (hr)	44.9	42.8	42.4	40.7	42.8	42.7
Total Delay (hr)	28.9	27.3	27.2	25.3	27.8	27.3
Total Stops	2589	2474	2487	2318	2495	2471
Fuel Used (l)	108.1	104.0	102.6	101.9	102.0	103.7

Interval #0 Information Seeding

Start Time	7:42
End Time	7:45
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.
No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	7:45
End Time	8:45
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2887	2804	2733	2777	2741	2787
Vehs Exited	2902	2794	2731	2795	2733	2790
Starting Vehs	45	37	45	50	44	45
Ending Vehs	30	47	47	32	52	43
Travel Distance (km)	728	704	692	701	687	702
Travel Time (hr)	44.9	42.8	42.4	40.7	42.8	42.7
Total Delay (hr)	28.9	27.3	27.2	25.3	27.8	27.3
Total Stops	2589	2474	2487	2318	2495	2471
Fuel Used (l)	108.1	104.0	102.6	101.9	102.0	103.7

3: Papineau & de Maisonneuve Performance by movement

Movement	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	SBT	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	1.0	0.3	0.5	0.0	0.2	0.2	0.2	0.3
Total Del/Veh (s)	28.0	20.9	25.0	36.6	23.5	33.1	30.1	25.7

6: Papineau & Sainte-Catherine Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.4	0.1	0.2	0.2	0.2	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	31.5	28.0	24.1	20.1	13.8	11.0	3.8	13.5

9: Papineau & Accès développement Performance by movement

Movement	WBL	WBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	9.6	6.6	3.6	1.8	8.1	2.4	3.1

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	0.4
Total Del/Veh (s)	34.3

Intersection: 3: Papineau & de Maisonneuve

Movement	WB	WB	WB	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	T	R	LT	T	T	TR
Maximum Queue (m)	12.9	100.4	89.6	88.8	63.0	65.6	85.9	76.0
Average Queue (m)	1.7	78.6	53.3	50.2	41.2	39.7	66.2	44.8
95th Queue (m)	7.9	106.2	82.6	78.1	67.2	66.3	88.7	72.4
Link Distance (m)		95.8	95.8	95.8	56.6	56.6	76.2	76.2
Upstream Blk Time (%)		3	0	0	4	3	4	0
Queuing Penalty (veh)		0	0	0	12	9	0	0
Storage Bay Dist (m)	0.1							
Storage Blk Time (%)	4	45						
Queuing Penalty (veh)	20	39						

Intersection: 6: Papineau & Sainte-Catherine

Movement	EB	EB	EB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	TR	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	5.1	57.6	39.8	90.9	72.9	39.4	37.4
Average Queue (m)	0.2	28.5	9.3	53.3	32.8	14.7	16.6
95th Queue (m)	2.3	49.1	26.2	82.9	63.0	29.9	30.0
Link Distance (m)		69.1	69.1	82.6	82.6	46.5	46.5
Upstream Blk Time (%)		0		1	0	0	0
Queuing Penalty (veh)		0		0	0	0	0
Storage Bay Dist (m)	0.1						
Storage Blk Time (%)	0	47	1				
Queuing Penalty (veh)	0	15	0				

Intersection: 9: Papineau & Accès développement

Movement	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	LR	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	12.7	47.7	45.4	38.3	13.7
Average Queue (m)	5.4	9.4	6.4	5.4	0.5
95th Queue (m)	13.2	33.1	28.5	21.9	5.6
Link Distance (m)	30.2	46.5	46.5	56.6	56.6
Upstream Blk Time (%)		0	0		
Queuing Penalty (veh)		1	1		
Storage Bay Dist (m)					
Storage Blk Time (%)					
Queuing Penalty (veh)					

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 97

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	4:57	4:57	4:57	4:57	4:57	4:57
End Time	6:00	6:00	6:00	6:00	6:00	6:00
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2841	2882	2879	2875	2868	2869
Vehs Exited	2844	2886	2880	2859	2869	2867
Starting Vehs	53	49	53	48	54	48
Ending Vehs	50	45	52	64	53	53
Travel Distance (km)	732	746	734	740	736	738
Travel Time (hr)	105.0	109.7	98.1	104.7	57.3	94.9
Total Delay (hr)	88.4	92.9	81.6	88.1	40.7	78.3
Total Stops	3026	3108	2896	3105	2981	3024
Fuel Used (l)	160.2	166.4	154.4	161.1	120.0	152.4

Interval #0 Information Seeding

Start Time	4:57
End Time	5:00
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.
No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	5:00
End Time	6:00
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2841	2882	2879	2875	2868	2869
Vehs Exited	2844	2886	2880	2859	2869	2867
Starting Vehs	53	49	53	48	54	48
Ending Vehs	50	45	52	64	53	53
Travel Distance (km)	732	746	734	740	736	738
Travel Time (hr)	105.0	109.7	98.1	104.7	57.3	94.9
Total Delay (hr)	88.4	92.9	81.6	88.1	40.7	78.3
Total Stops	3026	3108	2896	3105	2981	3024
Fuel Used (l)	160.2	166.4	154.4	161.1	120.0	152.4

3: Papineau & de Maisonneuve Performance by movement

Movement	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	SBT	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	1.5	1.3	0.7	0.0	0.0	0.2	0.2	0.4
Total Del/Veh (s)	42.8	39.2	47.9	13.8	11.9	16.4	15.4	24.1

6: Papineau & Sainte-Catherine Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	229.3	210.6	206.4	0.8	0.8	0.0	0.0	63.7
Total Del/Veh (s)	126.7	52.6	59.9	25.7	20.7	37.5	10.0	40.6

9: Papineau & Accès développement Performance by movement

Movement	WBL	WBR	NBT	NBR	SBL	SBT	All
Denied Del/Veh (s)	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	31.5	17.7	5.1	3.3	20.2	4.2	5.7

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	43.4
Total Del/Veh (s)	52.6

Intersection: 3: Papineau & de Maisonneuve

Movement	WB	WB	WB	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	LT	R	R	LT	T	T	TR
Maximum Queue (m)	8.9	96.8	101.9	82.8	66.4	69.7	61.1	38.6
Average Queue (m)	1.9	63.4	69.8	53.4	49.4	53.7	27.1	8.4
95th Queue (m)	7.6	97.3	96.6	78.9	70.0	70.6	47.1	24.3
Link Distance (m)		95.8	95.8	95.8	56.5	56.5	76.2	76.2
Upstream Blk Time (%)		3	1	0	3	4	0	
Queuing Penalty (veh)		0	0	0	19	28	0	
Storage Bay Dist (m)	0.1							
Storage Blk Time (%)	6	56						
Queuing Penalty (veh)	21	15						

Intersection: 6: Papineau & Sainte-Catherine

Movement	EB	EB	EB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	L	T	R	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	73.4	78.2	30.1	97.3	93.4	47.9	40.3
Average Queue (m)	70.8	48.0	8.1	82.8	66.0	26.4	11.3
95th Queue (m)	83.4	79.1	25.0	105.6	98.9	46.2	32.1
Link Distance (m)	68.8	68.8		86.1	86.1	46.7	46.7
Upstream Blk Time (%)	68	8		12	4	1	0
Queuing Penalty (veh)	0	0		0	0	2	0
Storage Bay Dist (m)			30.0				
Storage Blk Time (%)		37	0				
Queuing Penalty (veh)		11	1				

Intersection: 9: Papineau & Accès développement

Movement	WB	NB	NB	SB	SB
Directions Served	LR	T	TR	LT	T
Maximum Queue (m)	24.7	53.8	55.5	48.6	36.1
Average Queue (m)	10.7	21.6	24.7	13.3	2.7
95th Queue (m)	21.3	54.6	56.9	38.8	17.6
Link Distance (m)	35.7	46.7	46.7	56.5	56.5
Upstream Blk Time (%)	0	1	2	0	
Queuing Penalty (veh)	0	8	10	0	
Storage Bay Dist (m)					
Storage Blk Time (%)					
Queuing Penalty (veh)					

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 115

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240138

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet de :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (lots 1 567 783 et 1 567 784), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
   c) d'ériger et d'occuper un édifice substantiellement conforme aux plans numérotés A-001; A-10; A-11; A-100 à A-107; SK-200 à SK-203; SK-250; SK-251; SK-300 à SK-302; SK-400 et SK-401 , réalisés par Geiger Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 5 mars 2018;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) l'alignement sur rue, la volumétrie et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) les plans des étages 5 à 8 (numérotés A-104 à A-107) doivent correspondre au plan d'implantation à la page numérotée A-001;
   c) la demande de permis de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   d) la demande de permis de construction doit être accompagnée des documents suivants :
      i. une proposition de commémoration de l'ancien cinéma;
      ii. une étude de circulation;
      iii. une étude de vent;
   e) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

i. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :
   (a) la reprise de la marquise;
   (b) la reprise du volume de l'ancien cinéma;
   (c) l'utilisation d'une brique beige (de type ''Driftwood Grey" en fini velours et format norman de la compagnie Cloud Ceramics ou équivalent) et la reproduction de l'appareillage du mur d'origine;
   (d) le marquage du volume par un retrait du reste de la façade;
   (e) une mise en lumière discrète et bien intégrée;
ii. le projet de commémoration est intégré architecturalement dans la composition de la façade;
iii. le dernier étage est entièrement vitré;
iv. une attention particulière est apportée au traitement architectural du mur aveugle côté est du volume sur Sainte-Catherine;
v. l'aménagement du toit terrasse au centre du projet comprend des espaces végétalisés.

3) De fixer un délai de 24 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1170607010
pp 374

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 13 mars 2018	Résolution: CA18 240138

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – 1er projet de résolution

Il est proposé par Robert Beaudry

appuyé par Richard Ryan

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet de :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
   c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés A-001; A-10; A-11; A-100 à A-107; SK-200 à SK-203; SK-250; SK-251; SK-300 à SK-302; SK-400 et SK-401 , réalisés par Geiger Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 5 mars 2018.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) l'alignement sur rue, la volumétrie et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
   b) les plans des étages 5 à 8 (numérotés A-104 à A-107) doivent correspondre au plan d'implantation à la page numérotée A-001;
   c) la demande de permis de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
   d) la demande de permis de construction doit être accompagnée des documents suivants :
      i. une proposition de commémoration de l'ancien cinéma;
      ii. une étude de circulation;
      iii. une étude de vent;
   e) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
      i. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :

(a) la reprise de la marquise;
(b) la reprise du volume de l'ancien cinéma;
(c) l'utilisation d'une brique beige (de type ‘’Driftwood Grey" en fini velours et format norman de la compagnie Cloud Ceramics ou équivalent) et la reproduction de l'appareillage du mur d'origine;
(d) le marquage du volume par un retrait du reste de la façade;
(e) une mise en lumière discrète et bien intégrée;

ii. le projet de commémoration est intégré architecturalement dans la composition de la façade;
iii. le dernier étage est entièrement vitré;
iv. une attention particulière est apportée au traitement architectural du mur aveugle côté est du volume sur Sainte-Catherine;
v. l'aménagement du toit terrasse au centre du projet comprend des espaces végétalisés.

3) De fixer un délai de 24 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.21
1170607010
pp 374

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 15 mars 2018

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mercredi 2 octobre 2019	Résolution: CA19 240472

Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 13 mars 2018 et l'a soumis à une consultation publique le 27 mars 2018 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Cathy Wong

appuyé par Sophie Mauzerolle

De modifier le second projet de résolution comme suit :

par l'insertion, » à l'article 1), entre les mots « Est » et « conformément » des mots suivants « (lots 1 567 783 et 1 567 784);

par le remplacement du paragraphe c) de l'article 1) par le suivant :

« c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans des pages 35 à 47 inclusivement, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution. »

par le remplacement de tous les paragraphes et sous-paragraphes de l'article 2) par les suivants :

« a) la volumétrie, l'alignement sur rue et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés et les hauteurs figurant dans ces plans sont maximales;

b) les reculs, les terrasses et les jardins prévus aux plans doivent être réalisés et paysagés tel qu'indiqué dans l'ensemble de ces plans;

c) l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures apparaissant aux plans doivent être conservés en totalité;

d) un commerce abondamment vitré et d'une superficie maximum de 210 m² doit être prévu en rez-de-chaussée, au coin Sainte-Catherine et Papineau;

e) un local communautaire, d'une superficie d'au moins 106 m², doit être réalisé dans le projet, être facilement accessible à partir de la rue et il ne peut être occupé que par un usage « activité communautaire ou socioculturelle »;

f) la réinterprétation de l'ancien cinéma Champlain doit être conforme aux plans indiqués ci-dessus ainsi qu'aux plans des pages 26, 28, 29, 33 et 34, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;

g) le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;

h) le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma, et être très visible;

i) la photo de l'ancienne façade du cinéma sérigraphiée doit apparaître en rez-de-chaussée pleine hauteur parmi les autres sérigraphies des anciennes affiches du cinéma pleines hauteur;

j) la citation de Michel Tremblay doit être sérigraphiée ou gravée en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma;

k) les aménagements paysagers (aux 2e, 4e, 5e étages et en toiture) doivent être soignés et leur entretien permanent doit être prévu avec le remplacement des espèces végétales au besoin;

l) la demande de permis de démolition doit être accompagnée :

   i. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

   ii. d'une lettre d'entente, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation, relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables et de 11 % de logements familiaux de 3 chambres à coucher ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;

   iii. d'une lettre d'engagement relative :

      (a) d'une part aux normes d'opération des camions : types et dimensions, fréquence, étalement des livraisons et avertisseurs de recul;

      (b) d'autre part aux recommandations 1, 3 et 4 concernant les feux, miroirs et système de contrôle des pages 27 et 28 de l'étude de circulation datée de mai 2019, réalisée par Aristomen Anéziris, ingénieur, M.ing. 41954, et jointe au présent projet de résolution. À la recommandation numéro 1, on précise que les feux ne sont pas permis et qu'un autre système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, doit être assuré, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès;

   iv. d'une lettre d'engagement relative à la location du local communautaire dont le montant doit être dans l'ordre de grandeur des montants demandés par les centres communautaires de loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie (Centre Jean-Claude Malépart, Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie), le Studio 428 du MAI (Montréal Arts Interculturels), ainsi que dans le règlement sur les tarifs en vigueur de l'arrondissement de Ville-Marie;

m) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

   i. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :

      (c) la reprise du volume sur rue de l'ancien cinéma et le marquage net de ce volume par rapport au reste du projet;

      (d) la superposition de l'ancienne façade réinterprétée et de la nouvelle façade, avec les encadrements marqués des nouvelles ouvertures;

      (e) l'éclairage de la marquise et de l'enseigne;

      (f) les matériaux choisis qui doivent être des matériaux durables pour tout ce qui concerne la commémoration;

i. une attention particulière doit être donnée au traitement architectural du mur aveugle, côté est, sur Sainte-Catherine;
ii. les constructions et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

par le remplacement, à l'article 3), du chiffre « 24 » par le chiffre « 60 ». »

D'adopter le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (lots 1 567 783 et 1 567 784), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
   a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
   b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;
   c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans des pages 35 à 47 inclusivement, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la volumétrie, l'alignement sur rue et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés et les hauteurs figurant dans ces plans sont maximales;
   b) les reculs, les terrasses et les jardins prévus aux plans doivent être réalisés et paysagés tel qu'indiqué dans l'ensemble de ces plans;
   c) l'abondante fenestration, le rez-de-chaussée entièrement vitré en coin de rue, les jeux de volumes et les cours intérieures apparaissant aux plans doivent être conservés en totalité;
   d) un commerce abondamment vitré et d'une superficie maximum de 210 m² doit être prévu en rez-de-chaussée, au coin Sainte-Catherine et Papineau;
   e) un local communautaire, d'une superficie d'au moins 106 m², doit être réalisé dans le projet, être facilement accessible à partir de la rue et il ne peut être occupé que par un usage « activité communautaire ou socioculturelle »;
   f) la réinterprétation de l'ancien cinéma Champlain doit être conforme aux plans indiqués ci-dessus ainsi qu'aux plans des pages 26, 28, 29, 33 et 34, réalisés par ACDF Architectes, estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 22 juillet 2019 et joints au présent projet de résolution;
   g) le nom « CINÉMA CHAMPLAIN 1948-1988 » doit être sérigraphié en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma et être très visible;
   h) le logo représentant une bobine et un film, ou un autre logo similaire, doit également être sérigraphié au rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma, et être très visible;
   i) la photo de l'ancienne façade du cinéma sérigraphiée doit apparaître en rez-de-chaussée pleine hauteur parmi les autres sérigraphies des anciennes affiches du cinéma pleines hauteur;
   j) la citation de Michel Tremblay doit être sérigraphiée ou gravée en rez-de-chaussée, à l'emplacement de l'ancien cinéma;
   k) les aménagements paysagers (aux 2^{e}, 4^{e}, 5^{e} étages et en toiture) doivent être soignés et leur entretien permanent doit être prévu avec le remplacement des espèces végétales au besoin;
   l) la demande de permis de démolition doit être accompagnée :
      i. d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
      ii. d'une lettre d'entente, qui doit avoir été signée avant l'adoption finale de la présente résolution auprès du Service de l'habitation, relative à l'inclusion de logements sociaux et abordables. Cette entente devra prévoir un pourcentage minimum de 15 % de logements abordables et de 11 % de logements familiaux de 3 chambres à coucher ainsi qu'une contribution financière équivalente à au moins 20 % de logements sociaux;

iii. d'une lettre d'engagement relative :
(a) d'une part aux normes d'opération des camions : types et dimensions, fréquence, étalement des livraisons et avertisseurs de recul;
(b) d'autre part aux recommandations 1, 3 et 4 concernant les feux, miroirs et système de contrôle des pages 27 et 28 de l'étude de circulation datée de mai 2019, réalisée par Aristomen Anéziris, ingénieur, M.ing. 41954, et jointe au présent projet de résolution. À la recommandation numéro 1, on précise que les feux ne sont pas permis et qu'un autre système, à l'entrée et sortie des quais de déchargement, doit être assuré, afin que les camions ne se croisent pas dans la rampe d'accès;

iv. d'une lettre d'engagement relative à la location du local communautaire dont le montant doit être dans l'ordre de grandeur des montants demandés par les centres communautaires de loisirs de l'arrondissement de Ville-Marie (Centre Jean-Claude Malépart, Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie), le Studio 428 du MAI (Montréal Arts Interculturels), ainsi que dans le règlement sur les tarifs en vigueur de l'arrondissement de Ville-Marie;

m) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :
i) la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :
(c) la reprise du volume sur rue de l'ancien cinéma et le marquage net de ce volume par rapport au reste du projet;
(d) la superposition de l'ancienne façade réinterprétée et de la nouvelle façade, avec les encadrements marqués des nouvelles ouvertures;
(e) l'éclairage de la marquise et de l'enseigne;
(f) les matériaux choisis qui doivent être des matériaux durables pour tout ce qui concerne la commémoration;
i. une attention particulière doit être donnée au traitement architectural du mur aveugle, côté est, sur Sainte-Catherine;
ii. les constructions et les équipements mécaniques hors toit doivent être traités de manière à assurer leur intégration architecturale;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.10 1170607010

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 3 octobre 2019

Dossier # : 1170607010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder, pour le terrain situé au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation :
a) de déroger notamment aux articles 9 (hauteur maximale) et 43 (densité maximale) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

b) de démolir les bâtiments situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est;

c) d'ériger et d'occuper un édifice conformément aux plans numérotés A-001; A-10; A-11; A-100 à A-107; SK-200 à SK-203; SK-250; SK-251; SK-300 à SK -302; SK-400 et SK-401 , réalisés par Geiger Huot Architectes et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 5 mars 2018.

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) l'alignement sur rue, la volumétrie et la composition architecturale de l'édifice doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;

b) les plans des étages 5 à 8 (numérotés A-104 à A-107) doivent correspondre au plan d'implantation à la page numérotée A-001;

c) la demande de permis de démolition doit être accompagnée d'une lettre de garantie bancaire irrévocable d'un montant de 500 000 $; celle-ci doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction du projet soient complétés; advenant que ces travaux ne soient pas réalisés dans un délai de 60 mois, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

d) la demande de permis de construction doit être accompagnée des documents suivants :

a. une proposition de commémoration de l'ancien cinéma,

b. une étude de circulation,

c. une étude de vent;

e) la demande de permis de construction de ce projet doit être soumise à la procédure du titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, les critères additionnels suivants s'appliquent :

a. la réinterprétation de la façade de l'ancien cinéma est visible par :

i. la reprise de la marquise,
ii. la reprise du volume de l'ancien cinéma,
iii.l'utilisation d'une brique beige (de type ''Driftwood Grey" en fini velours et format norman de la compagnie Cloud Ceramics ou équivalent) et la reproduction de l'appareillage du mur d'origine,
iv. le marquage du volume par un retrait du reste de la façade;
v. une mise en lumière discrète et bien intégrée;

b. le projet de commémoration est intégré architecturalement dans la composition de la façade;
c. le dernier étage est entièrement vitré;
d. une attention particulière est apportée au traitement architectural du mur aveugle côté est du volume sur Sainte-Catherine;
e. l'aménagement du toit terrasse au centre du projet comprend des espaces végétalisés.

3) De fixer un délai de 24 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-03-05 10:46

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170607010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme et du développement économique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la démolition des bâtiments situés au 1811 et 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est (ancien cinéma Champlain) ainsi que la construction et l'occupation d'un édifice à cet emplacement, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'approbation par projet particulier a été déposée pour la démolition de l'ancien cinéma Champlain et du bâtiment de l'ancienne station-service situés au 1811 et au 1815-1819, rue Sainte-Catherine Est, et pour la construction d'un projet de remplacement sur le sol dégagé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s.o.

DESCRIPTION

Conditions actuelles

o Le terrain visé a été occupé par une station d'essence construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain (1948-1986), utilisé ensuite pour des évènements culturels (radio, spectacles), sportifs, sociaux, communautaires et politiques (1986-1987) et par l'Église Vie et Réveil (1988-2004), Il est vacant depuis 2005;
o Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station d'essence ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain.

Valeur patrimoniale et historique

o Mars 2005 : La valeur patrimoniale de l'ancien cinéma est démontrée lors de la demande de permis de démolition (y compris le patrimoine immatériel). Le Comité d'étude des demandes de démolition souhaite suspendre l'étude de la demande et obtenir auparavant un projet de remplacement;
o Mars 2005 : Étude patrimoniale de Louis Brillant citant l'énorme potentiel du site, la

mémoire cinématographique et médiatique du bâtiment, son rôle de repère urbain, l'importance du rapport direct du bâtiment à la rue et ses signes distinctifs (demi cylindre de l'escalier, enseigne et néons);
o Juillet 2017 : Relevé photographique intérieur et extérieur, Gris-Orange Consultants Inc;
o Septembre 2017 : Commémoration des valeurs d'histoire et d'usage, Gris-Orange Consultant Inc.

Rapports d'experts techniques

o Septembre 2014 : Le rapport de Suncor Énergie conclut que tous les matériaux de l'enveloppe extérieure sont en mauvais état et que les façades comportent des matériaux contenant de l'amiante et des matières dangereuses (selon règ 32 de la LQE);
o Septembre 2014 : Le rapport de Prospectus génie conseil conclut qu'il serait impossible de conserver la façade de façon sécuritaire ;
o Septembre 2016 : Le rapport de madame Louise Hogues, architecte, Groupe HLA Inc, conclut, dans la partie technique, la difficulté de l'étayage et les non-conformités du bâtiment aux exigences de performance et d'isolation « *l'étanchéité du mur n'est plus assurée depuis plusieurs années* » (aucun entretien);

En novembre 2016, le service informe les requérants que la démolition du bâtiment et l'acceptation du projet de remplacement sont liées aux conditions suivantes :

o Considérer l'intérêt du bâtiment sur les deux plans, architectural et historique (culturel, cinématographique…);
o Documenter la façade par un travail photographique exhaustif (dimensions, matériaux, couleurs, techniques de pose, jeux de briques, linteaux des fenêtres, découpage des vitrages, antennes, etc...);
o Documenter l'historique des projections et des spectacles (Casablanca, le Mariage de Ramuntcho (1er film couleur français), Fernandel, Georges Guétary...);
o Élever la qualité du projet de remplacement qui doit être significative « *et supérieure à l'ancienne façade » (Louis Brillant, étude patrimoniale - 2005, p33)* , en s'inspirant des volumétries, proportions, détails de construction, rapport du bâtiment au trottoir et à la rue, intégrés de façon cohérente et harmonieuse (marquise, enseigne, rotonde, antennes, jeux de brique peuvent être réinterprétés…);
o Examiner les aspects plus larges : fonction de repère du bâtiment, accès visuels vers le pont Jacques Cartier, dialogue urbain (banque de Montréal en biais sur Sainte-Catherine) « *La proximité de la rue Sainte-Catherine, de la rue Papineau, des abords du pont Jacques-Cartier, de la station de métro, du Quartier des médias et du Village donnent au site visé une position qui vient placer la barre très haute pour le développement du site » (Louis Brillant, p32);*
o Proposer une mise en lumière du projet;
o Proposer une commémoration qui dépasse l'installation d'un simple élément commémoratif et rende vivant le souvenir et la relecture du cinéma Champlain.

Description du projet de remplacement

o Démolition complète du cinéma Champlain et décontamination du site;
o Projet commercial en rez-de-chaussée et résidentiel aux étages (182 logements) avec accès sur Papineau;
o Hauteur 8 étages (26,95 m) avec basilaire à 3 étages (12,2 0m) avec un recul de 1,50 m sur Sainte-Catherine et Papineau;
o Partie nord/est abaissée à 4 étages (équivalent à 5 étages, 16 m) donnant sur la ruelle et les bâtiments résidentiels adjacents de 2 étages;
o Densité de 4,58;

o Cour intérieure au niveau du 2ème étage avec terrasse et piscine;
o 174 (permis 140/183) cases de stationnement sur 2 étages de sous-sol avec accès par Papineau;
o Quai de chargement avec accès sur Papineau;
o Traitement architectural reprenant le volume du cinéma sur Sainte-Catherine.

Dérogations

o Le projet présente la démolition de l'ancien cinéma Champlain et déroge principalement à la hauteur et à la densité;
o Le site est zoné M7C, 3 étages ou 14 mètres, densité 3, taux d'implantation max de 100%, mode d'implantation contigu, unité de paysage «Artère commerciale»;
o Le plan d'urbanisme permet 35 mètres et une densité de 6.

Le Comité consultatif d'urbanisme a examiné le projet à deux reprises, le 5 octobre 2017 où il avait demandé que des modifications soient faites et que le projet lui soit présenté de nouveau, puis le 15 février 2018, où il a émis un avis favorable avec conditions. Le comité a par ailleurs souligné que le projet, de part son ampleur et les dérogations demandées, est assujetti à la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.

JUSTIFICATION

o La démolition semble inévitable. Le bâtiment s'est beaucoup dégradé depuis 2005 et selon les différents rapports, il contient de l'amiante, les sols sont contaminés et il serait difficile d'étayer la façade sur Sainte-Catherine de façon sécuritaire;

o Le projet propose une hauteur de 8 étages, qui semble la hauteur maximum justifiable par la proximité du métro Papineau. Cette hauteur doit aussi se justifier, vue l'ampleur de la dérogation, par la qualité architecturale et la qualité d'insertion du projet de remplacement;
o La proposition reprend les traces de l'ancien cinéma avec la reprise de la marquise, du volume de l'escalier, de l'horizontalité des fenêtres et de la brique claire. Cependant, le traitement volumétrique devrait faire ressortir plus nettement la trace de l'ancien cinéma (reculs de l'implantation en latéral, reprise de la hauteur du cinéma);
o Les usages commercial et résidentiel sont compatibles avec le secteur. Les requérants pourraient aussi se tourner vers des occupants en lien avec le caractère distinctif du quartier (médias, Village…)
o Les accès au stationnement en sous-sol et au quai de chargement sont localisés sur l'avenue Papineau au nord du terrain, les accès aux commerces sont répartis de façon régulière sur Sainte-Catherine et Papineau et l'accès aux étages résidentiels se trouve sur Papineau au nord du terrain;
o Les hauteurs doivent être modulées, surtout du côté nord/est, en interface avec les bâtiments résidentiels de 2 étages existants. Le recul au 4e étage représente en réalité 15,15 m (ou 5 étages) compte tenu de la hauteur du rez-de-chaussée (6,20 m) et assombrit considérablement les bâtiments résidentiels adjacents;
o L'étude d'ensoleillement indique que ce sont surtout les bâtiments résidentiels immédiatement à l'est du projet et séparés de ce dernier par une ruelle qui seront davantage dans l'ombre du projet l'après-midi en hiver, au printemps et à l'automne, comparativement à la situation actuelle. Quant aux espaces publics, le boulevard de Maisonneuve et la rue Cartier seront assombris en hiver le matin et la rue Sainte-Catherine vers l'est sera assombrie en hiver l'après-midi;
o Un travail de documentation photographique non exhaustif a été déposé avant que le bâtiment soit démoli;
o Un document de « Commémoration des valeurs d'histoire et d'usage » (Gris-Orange Consultant Inc.) suggère des pistes pour la commémoration de l'ancien cinéma (p17,

de Gris-Orange Consultants Inc, Sept 2017) mais des éléments de l'ancien cinéma sont encore à identifier (colonnes en terrazzo du hall d'entrée par exemple).

Plusieurs aspects du projet ont été revus afin de répondre aux commentaires du CCU:

- La composition des façades a été simplifiée;
- Le traitement du couronnement de l'immeuble est simplifié et se fait par le dernier étage, entièrement vitré;
- Le rappel de la façade de l'ancien cinéma Champlain se démarque davantage dans la composition de la façade Sainte-Catherine,
- La hauteur de l'immeuble au coin nord-est a été abaissée;
- Les démarches visant une contribution financière pour du logement social et l'inclusion de logements abordables ont été entamées.

En conclusion, le projet de remplacement présente une intégration intéressante au secteur en terme d'usages (résidentiel et commercial), d'implantation (près de 0), d'horizontalité, de verticalité, de répartition des accès et un certain respect du parcellaire (morcellement) a été démontré pour la façade Papineau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Affichage sur le site et avis public

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution : 13 mars 2018

· Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
· Assemblée publique de consultation : 27 mars 2018
· Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution : 10 avril 2018
· Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum
· Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution : 8 mai 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif en urbanisme / Avis favorable, avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : Charlotte Horny
conseillère en aménagement
514 872-3844

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-26

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc LABELLE
Directeur
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2018-03-01

Description du Projet

BATIMENT DE TYPE RESIDENTIEL DE 8 ÉTAGES. LE RDC EST COMMERCIAL, SUR LES ÉTAGES, ON RETOUVE 182 LOGEMENTS. IL Y A 2 NIVEAUX DE STATIONNEMENTS EN SOUS-SOL CONTENANT 183 STATIONNEMENTS POUR VOITURES ET 43 ESPACES À VÉLOS.

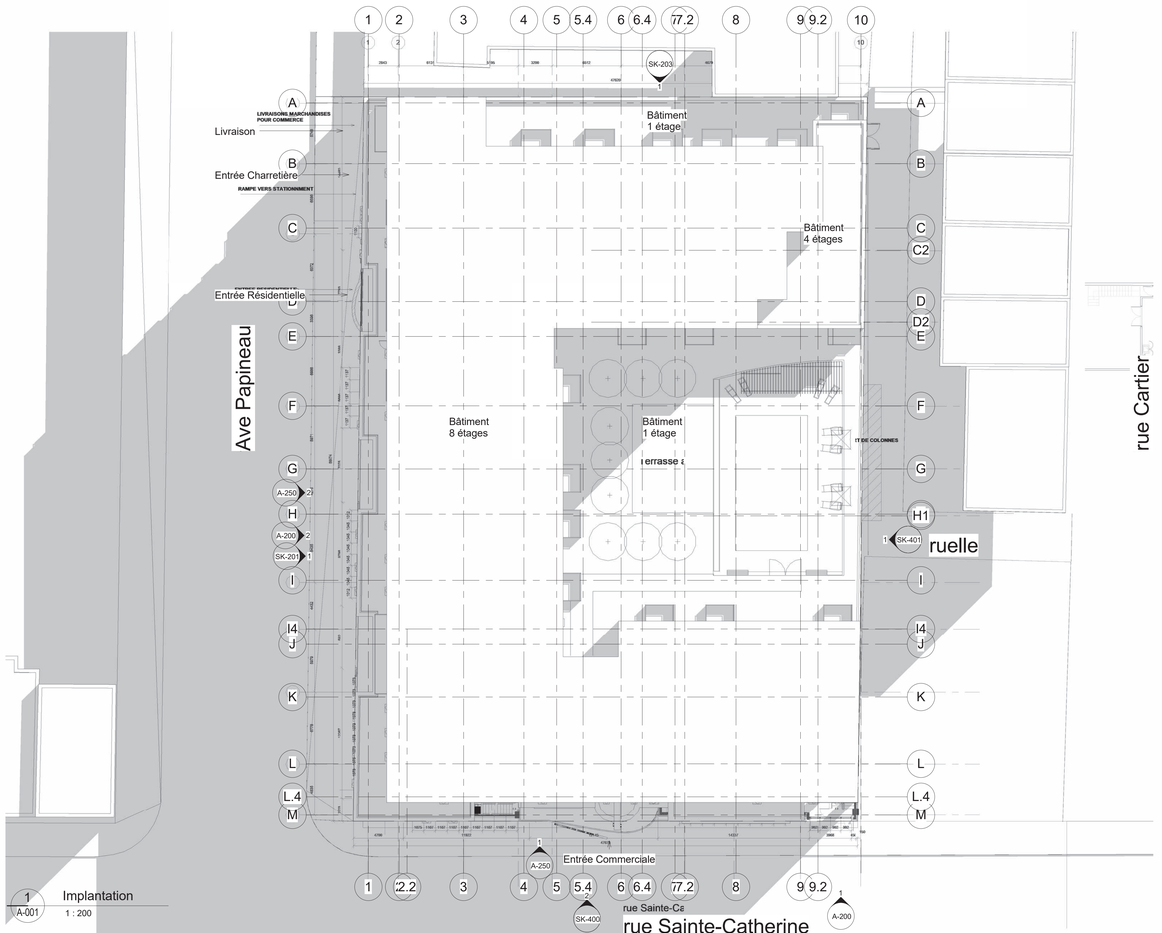
LA STRUCTURE EST DE BETON.

LA RESISTANCE AU FEU EST DE 2 HRS ENTRE LES ÉTAGES, ET 1 HR ENTRE LES LOGEMENTS.

LE BATIMENT EST MUNI DE GICLEURS AUTOMATIQUES.

Général

BÂTIMENT	CNB 2005
1. USAGE	GROUPE "C"
2. TYPE DE CONSTRUCTION	CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE
3. HAUTEUR DE BÂTIMENT	8 ÉTAGES +1 APPENTIS MÉCANIQUES
4. CLASSIFICATION CNB	SECTION 3.2.2.***



1 A-001 Implantation
1 : 200

Liste des dessins		
num.	Nom du dessin	Date de révision
A-001	Titre et plan d'implantation	
A-010	Plan du sous-sol 1	
A-011	Plan du sous-sol 2	
A-101	Plan du RDC	
A-102	Plan du 2e Étage	
A-103	Plan du 3e Étage	
A-104	Plan du 4e Étage	
A-105	Plan du 5e Étage	
A-106	Plan du 6e Étage	
A-107	Plan du 7e Étage	
A-108	Plan du 8e Étage	
A-110	Plan Toit	
A-200	Élévations	
A-201	Élévations	
A-250	Volumétrie et Élévations de l'existant	
SK-202	Élévation Arrière	
SK-203	Élévation Nord	
SK-250	Axonométrie	
SK-251	Axonométrie 2	
SK-302	Perspective 3	
SK-400	Détail brique	
SK-401	Détail brique	

Calcul Densité

superficie du terrain: 3268.5 m2
Densité 6 : 19 611 m2
Sup. nette du projet: 14957 m2 (densité 4.58)

Détail

Étage	sup nette
Rdc	2375
2e	2072
3e	2072
4e	1842
5e	1660
6e	1660
7e	1638
8e	1638
total densité	**14957**
	-4654 4.58

stationnement

183 espaces possibles

Requis logements	71	
Requis commerce	70	
Total requis	**141**	Les deux sous-sols peuvent contenir jusqu'à 183 espaces de stationnement

Vélos

1 x 1er 8 logements	8
1/5 x logements	35
Commerces	
Total requis	**43**

Typologies

Typ.	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	**Total**	%
1studio	5	5	3	1	1	1	1	17	9%
1chambres	17	17	6	6	6	7	7	66	36%
2chambres	10	10	17	16	16	15	15	99	54%
total	**32**	**32**	**26**	**23**	**23**	**23**	**23**	**182**	**100%**

Détail

étage	Unité	Type	Sup.p2
2e et 3e	2-01, 3-01	1ch	536
	2-02, 3-02	2ch	864
	2-03 etc	2ch	843
	2-04	2ch	1044
	2-05	2ch	641
	2-06	2ch	855
	2-07	1ch	588
	2-08	st	529
	2-09	1ch	595
	2-10	1ch	606
	2-11	st	555
	2-12	1ch	517
	2-13	1ch	601
	2-14	1ch	521
	2-15	st	522
	2-16	1ch	615
	2-17	1ch	608
	2-18	1ch	619
	2-19	1ch	559
	2-20	1ch	591
	2-21	1ch	583
	2-22	st	408
	2-23	1ch	728
	2-24	1ch	785
	2-25	2ch	781
	2-26	2ch	759
	2-27	2ch	750
	2-28	1ch	601
	2-29	st	548
	2-30	2ch	783
	2-31	2ch	781
	2-32	1ch	522
Total	32 (2x)		20302

12 log. -50m2 = 3 esp.
20 log + 50m2 = 10 esp.
3+10 (2x) = **26**

étage	Unité	Type	Sup.p2
4e	4-01	2ch	758
	4-02	2ch	773
	4-03	2ch	1086
	4-04	2ch	750
	4-05	2ch	843
	4-06	1ch	578
	4-07	2ch	709
	4-08	2ch	713
	4-09	2ch	735
	4-10	1ch	650
	4-11	1ch	662
	4-12	2ch	711
	4-13	1ch	570
	4-14	2ch	757
	4-15	2ch	797
	4-16	st	482
	4-17	st	471
	4-18	2ch	943
	4-19	2ch	778
	4-20	2ch	790
	4-21	2ch	789
	4-22	1ch	619
	4-23	st	529
	4-24	2ch	793
	4-25	2ch	776
	4-26	1ch	726
Total	26		18030

5 log. -50m2 = 1.25 esp.
21 log. +50m2 = 10.5 esp.
10.25+10.5= **12**

étage	Unité	Type	Sup.p2
5e et 6e	5-01, 6-01	2ch	758
	5-02, 6-02	2ch	773
	5-03, etc	2ch	1085
	5-04	2ch	750
	5-05	2ch	842
	5-06	1ch	581
	5-07	2ch	710
	5-08	2ch	713
	5-09	2ch	726
	5-10	1ch	659
	5-11	1ch	662
	5-12	2ch	715
	5-13	2ch	780
	5-14	2ch	766
	5-15	2ch	732
	5-16	2ch	713
	5-17	2ch	942
	5-18	2ch	778
	5-19	2ch	710
	5-20	1ch	648
	5-21	st	507
	5-22	1ch	698
	5-23	1ch	728
Total	23 (2x)		16218

2 log.-50m2 = 0.5 esp.
21log.+50m2 = 10.5 esp.
0.5+10.5 (x2) = **22**

étage	Unité	Type	Sup.p2
7e, 8e	7-01,8-01	2ch	758
	7-02, 8-02	2ch	773
	7-03, etc	2ch	1085
	7-04	2ch	750
	7-05	2ch	842
	7-06	1ch	581
	7-07	2ch	710
	7-08	2ch	713
	7-09	2ch	726
	7-10	1ch	576
	7-11	1ch	501
	7-12	1ch	648
	7-13	2ch	780
	7-14	2ch	766
	7-15	2ch	732
	7-16	2ch	713
	7-17	2ch	942
	7-18	2ch	778
	7-19	2ch	710
	7-20	1ch	648
	7-21	st	507
	7-22	1ch	698
	7-23	1ch	728
Total	23 (2x)		15907

3 log.-50m2 = 0.75 esp.
20 log. +50m2 = 10 esp.
0.75+10 = **11**

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot architects
424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151 ERIC HUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule		
Num	Revision Description	Date
2017_12_14	Pour information	AS
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

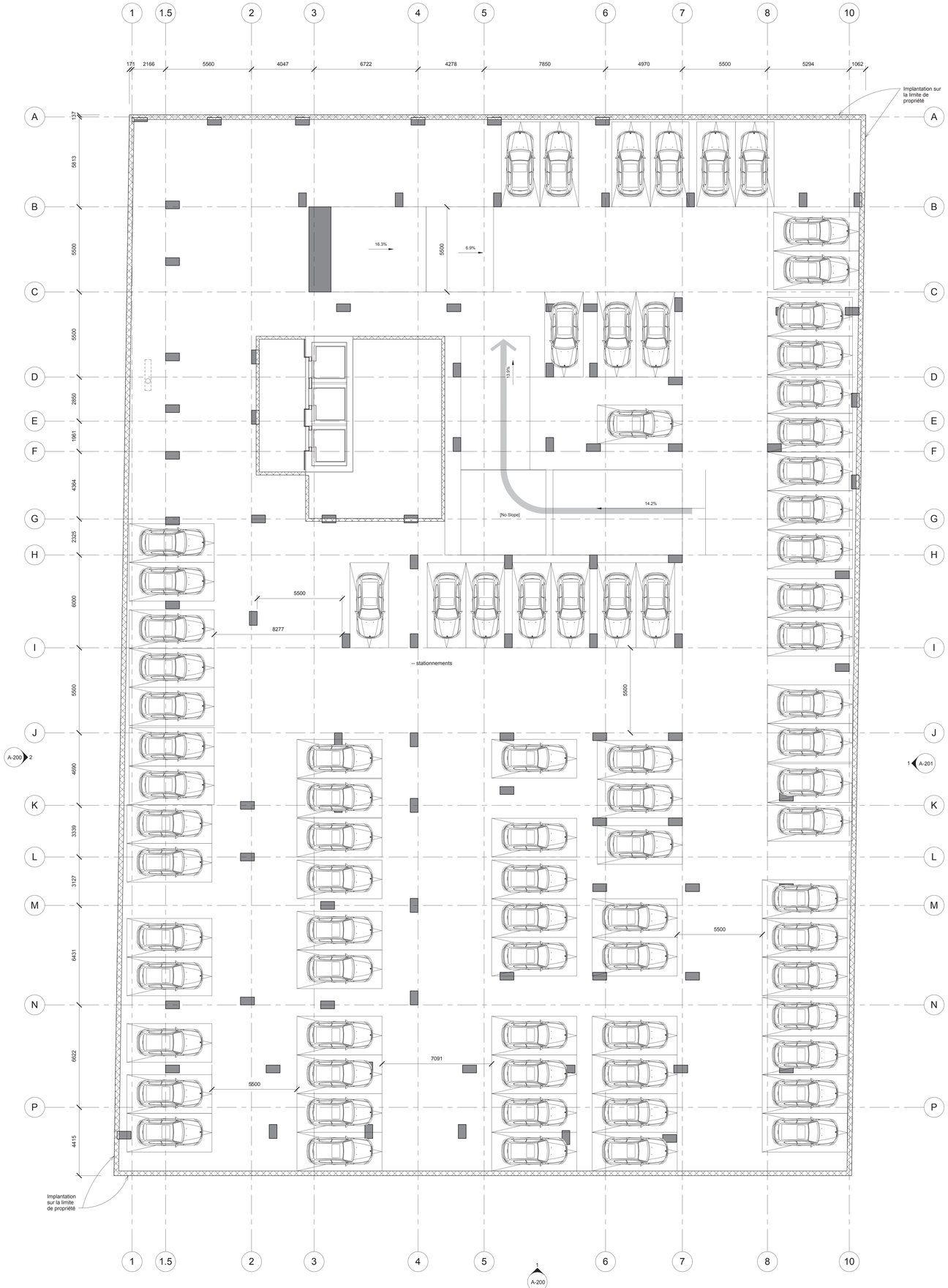
Projet

Titre du dessin :

Titre et plan d'implantation

échelle :	As indicated	dessiné par :	JT
date :	Feb. 2018	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-001

5/1/2018 2:43:51 PM
C:\Users\jtremblay\Documents\13063_champlain_R21UT2jtremblay_Owner.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Quebec
3151
EIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

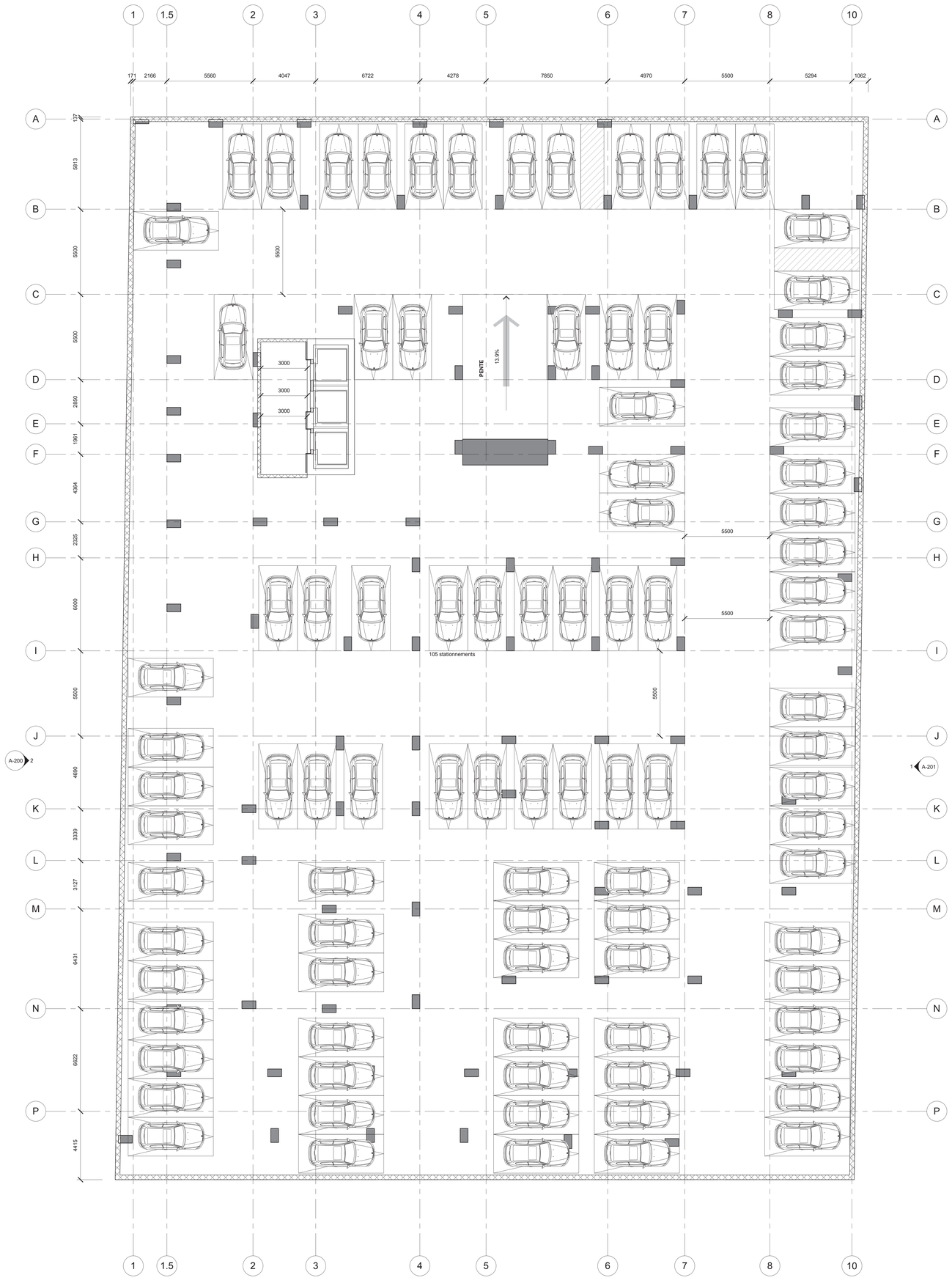
Projet

Titre du dessin :

Plan du sous-sol 1

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-10

Le 2017-10-04 15:23:43 PM
\\GHOST\13063 Planchers N Saint-Catherine\Construction\13063_sdb01rev1.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Quebec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain

1815 Ste-Catherine E. Montréal

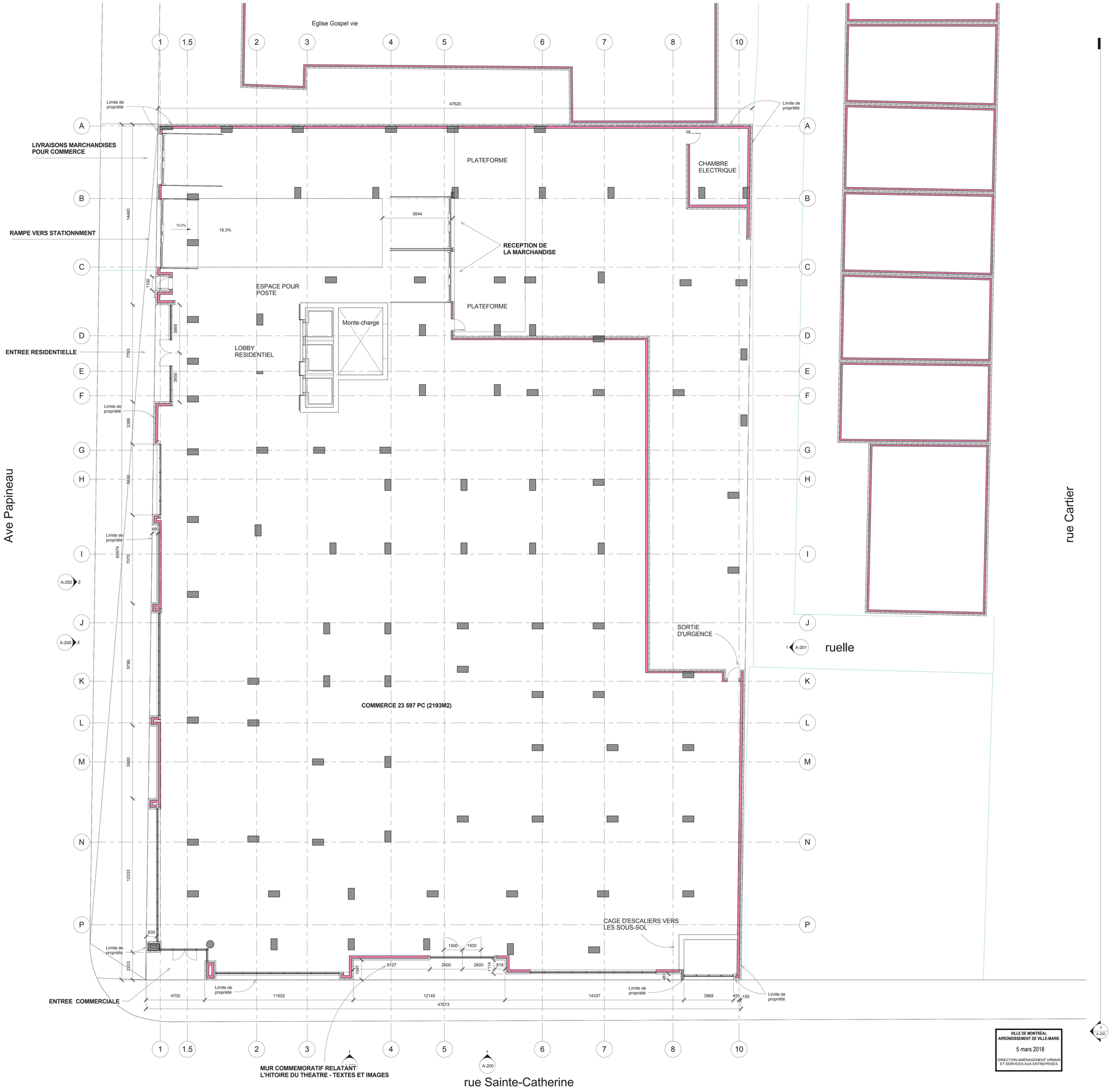
Projet

Titre du dessin :

Plan du sous-sol 2

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-11

S:\GHDT\13-13063 Planiveau & Saint-Catherine\Construction\13063_architecte.rvt
12/4/2017 2:24:04 PM



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél.: 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
EIG HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date	Emission	Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

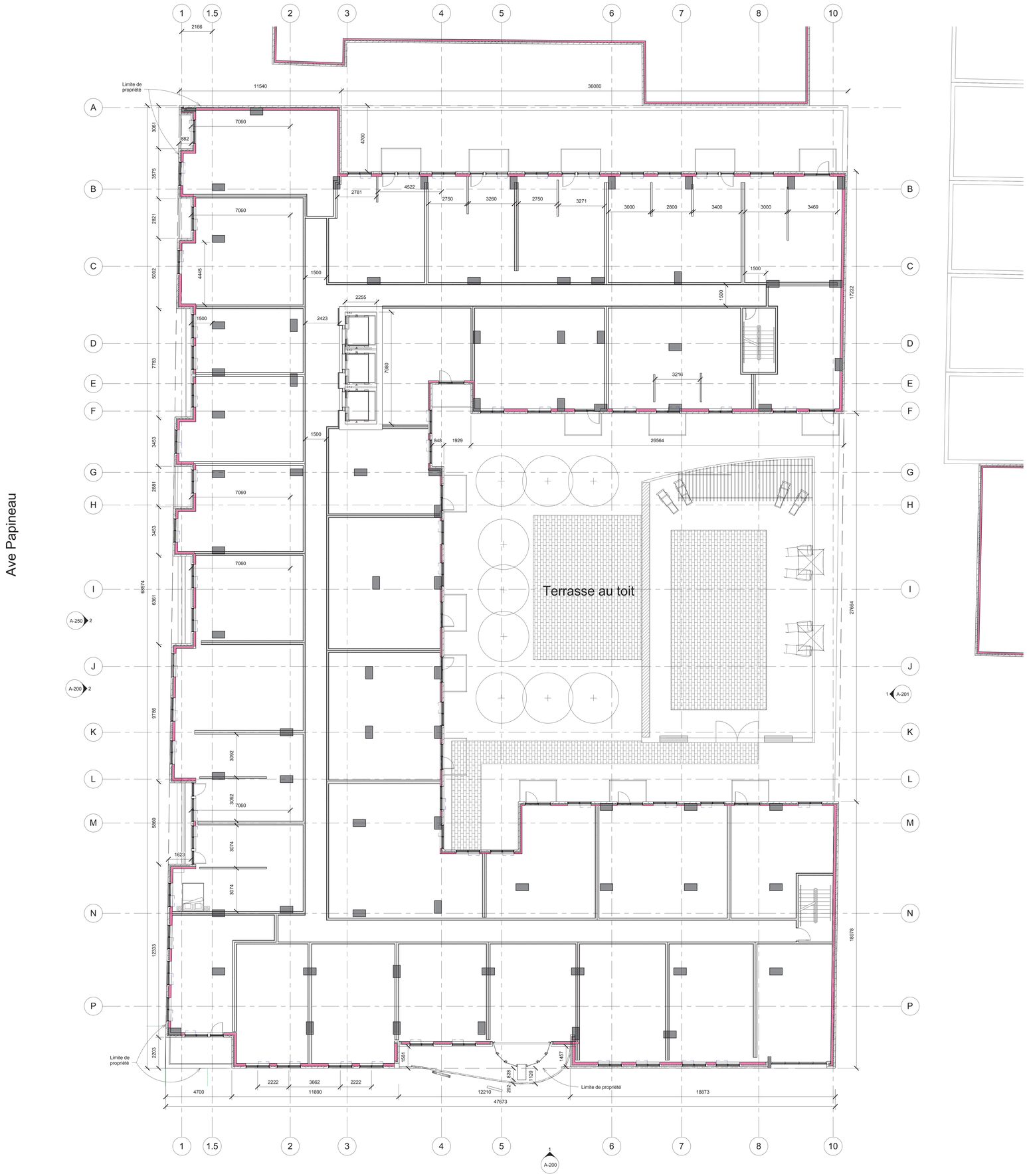
Projet

Titre du dessin :

Plan du RDC

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-100

G:\HBDP\13-13-64.Pln
Users\mstrauss\Desktop\1815 Panneau & Saint-Catherine\Construction\13063_papineau.vwf



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGER HUOT ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

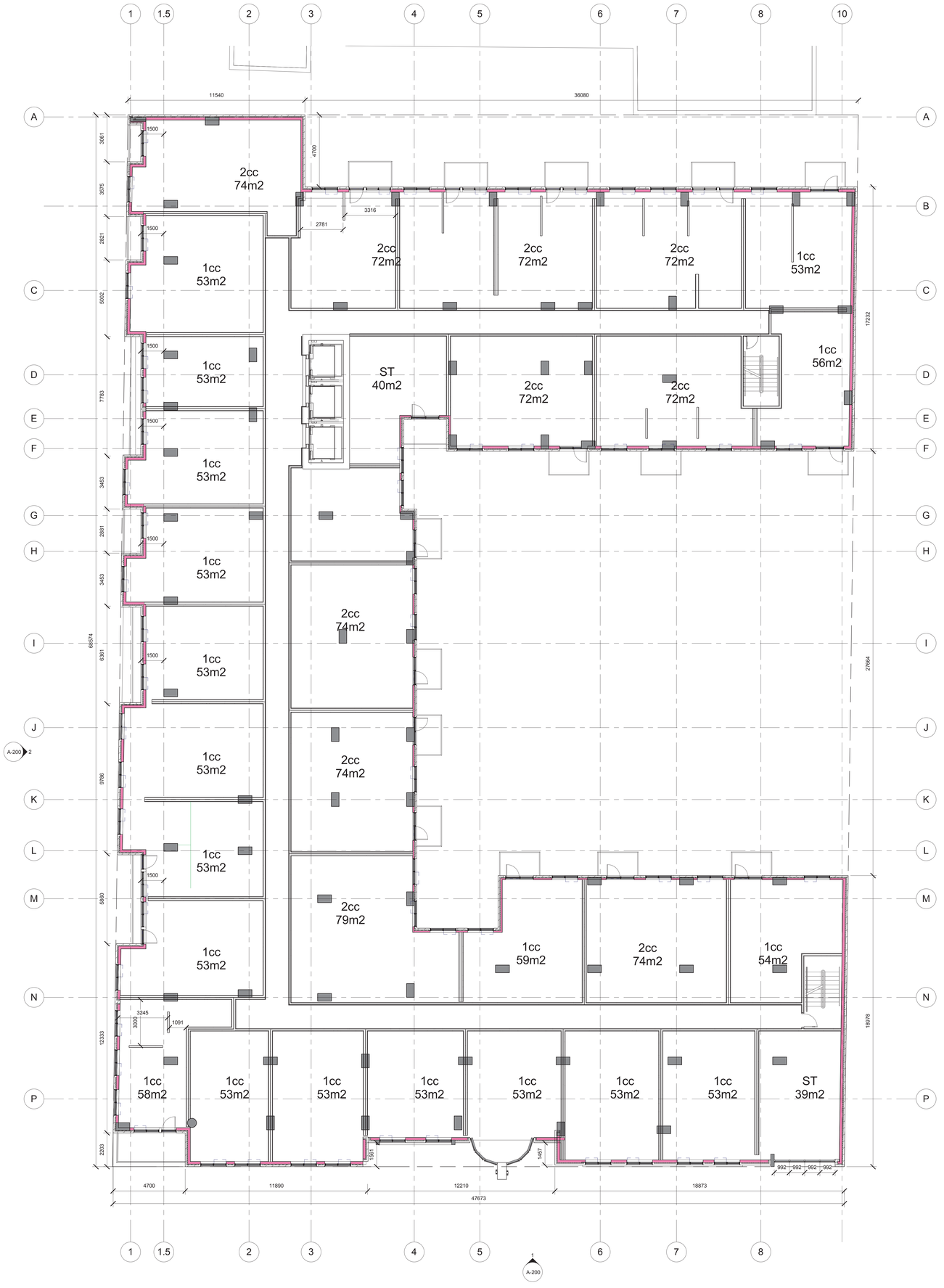
Projet

Titre du dessin :

Plan du 2e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-101

\\gh007-2\data\Projets\13063 Champlain & Saint-Catherine\Construction\13063_palettes.rvt



GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
EMC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E. Montréal

Projet

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

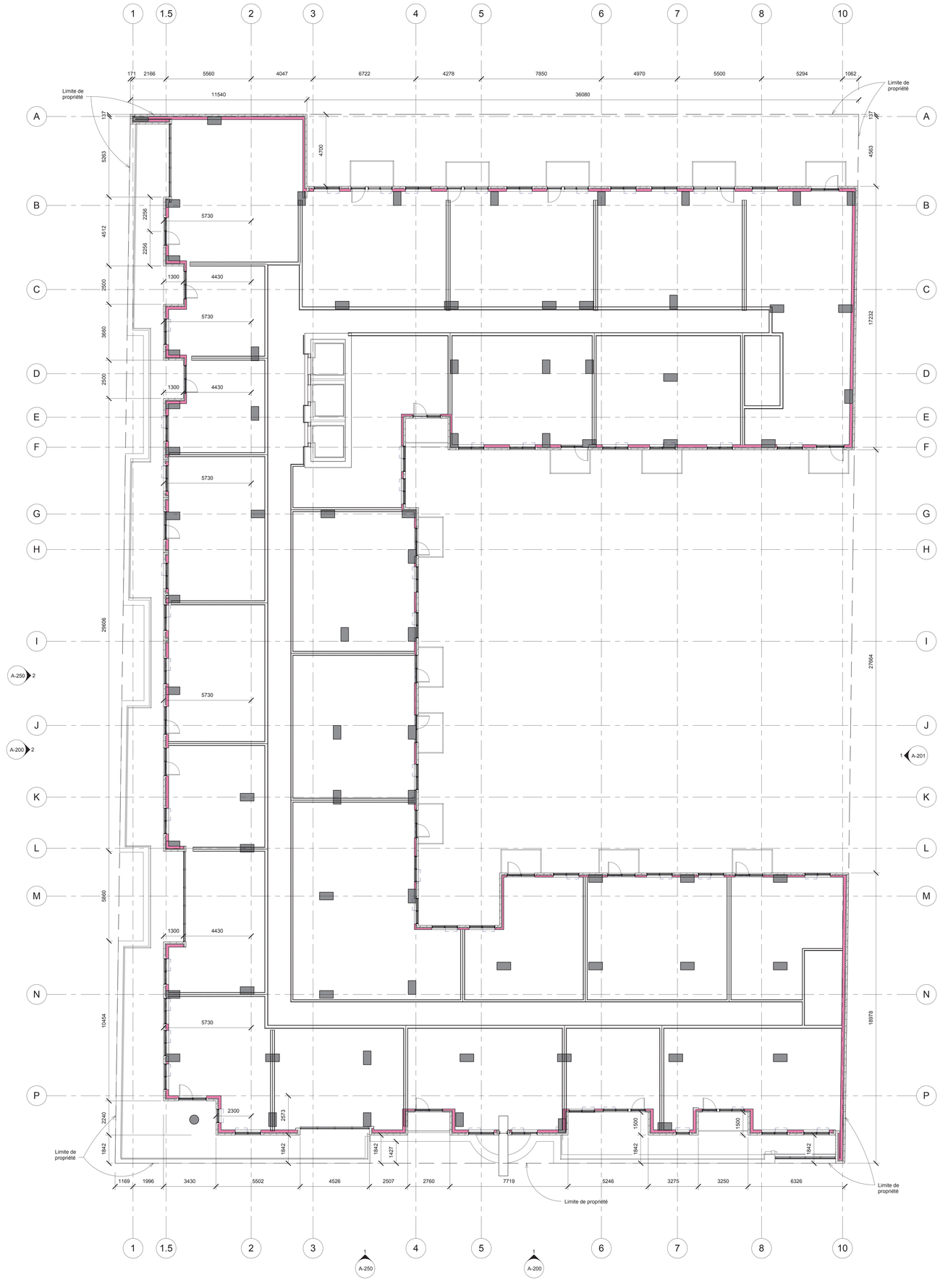
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Titre du dessin :

Plan du 3e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-102

G:\HUOT\13-13063-Plan Champlain & Saint-Catherine\Construction\13063_publishes.mvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
GEIGER HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain

1815 Ste-Catherine E, Montréal

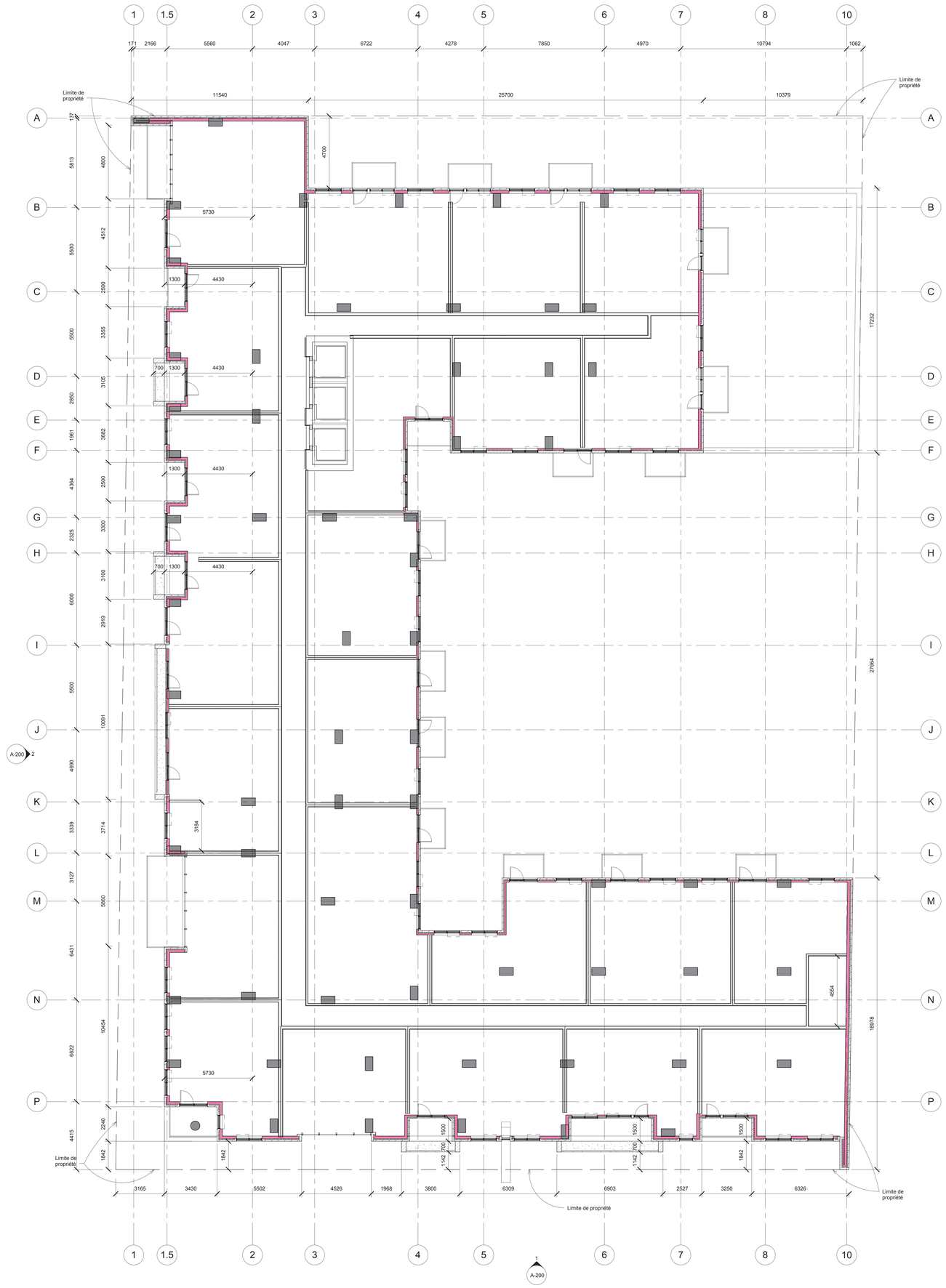
Projet

Titre du dessin :

Plan du 4e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-103

13-063-P 7 23-04 PM
N:\13-063-P 7 23-04 PM Premiere 8 Saint-Catherine\Construction\13-063_p&d.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date	Emission	Par

Emission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

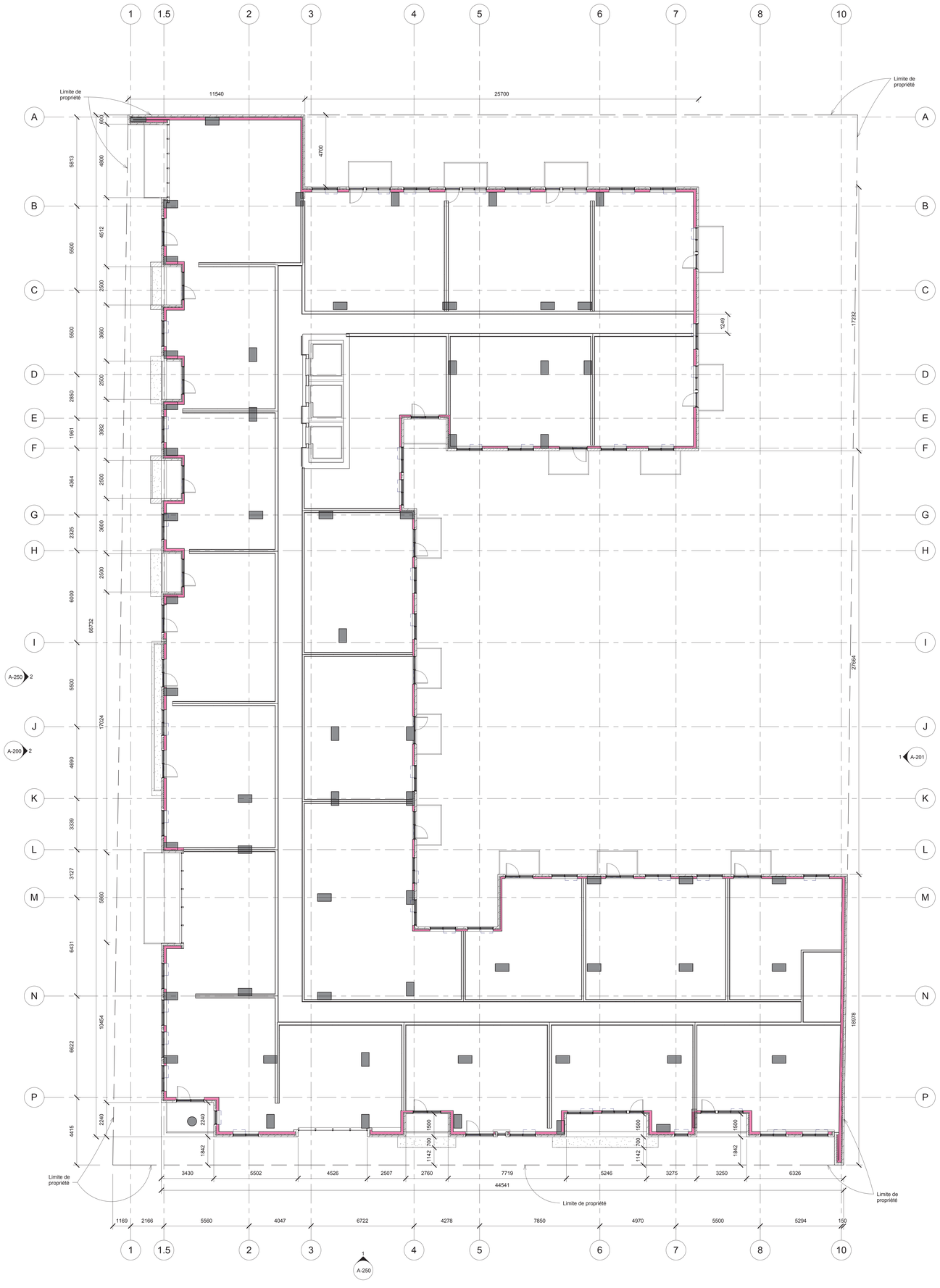
Projet

Titre du dessin :

Plan du 5e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-104

Version:2017.2.0.0.5744
N:\13063\P7 2.0\13063 Planches & Saint-Catherine\Construction\13063_sabrineau.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

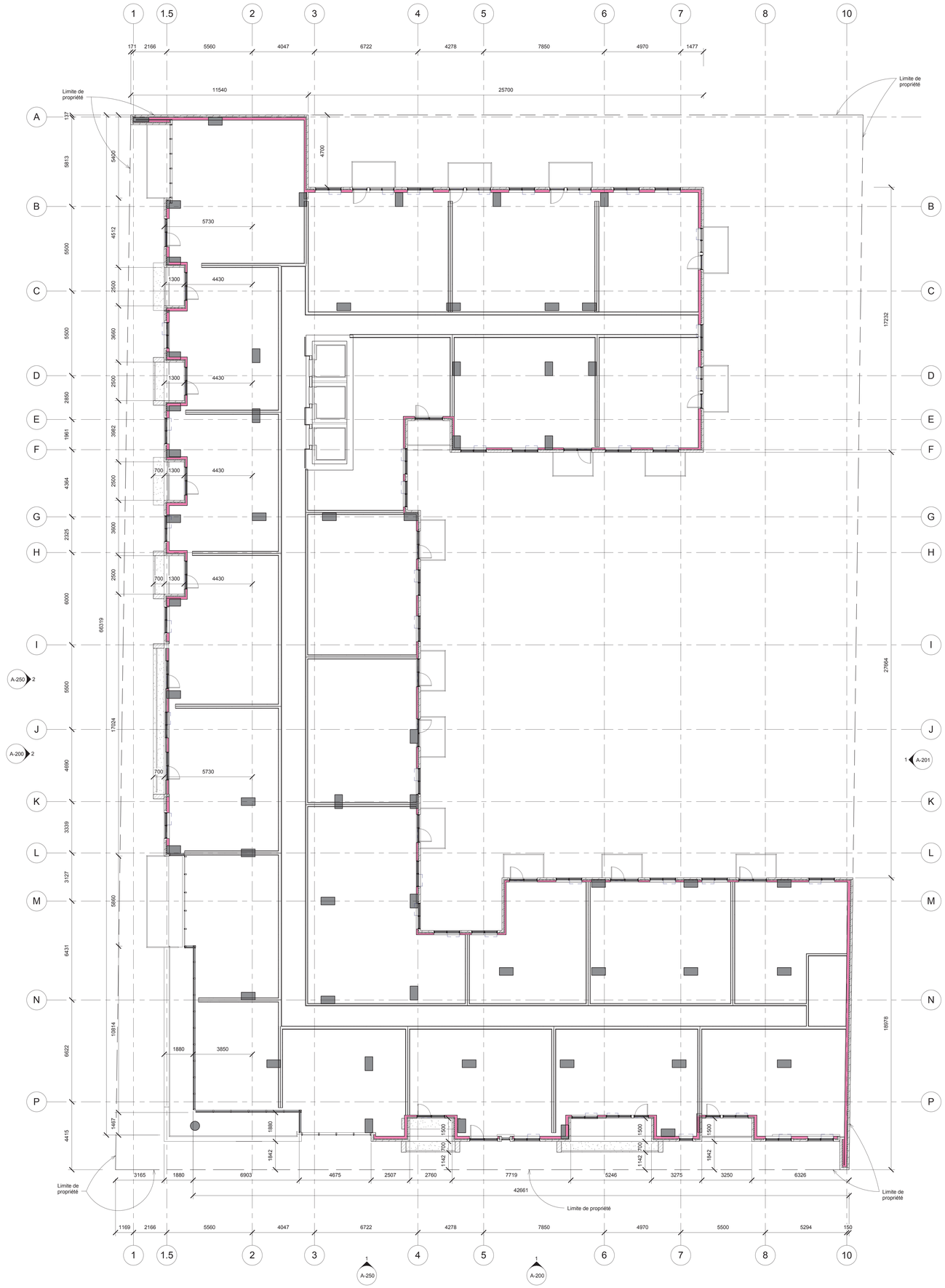
Projet

Titre du dessin :

Plan du 6e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-105

Version 2.3.9317.1 Par
Date/Heure d'impression : 2017-10-04 09:57 Fichier: R:\Saint-Catherine\Construction\13063_architecte.rvt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Date | Emission | Par

Emission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

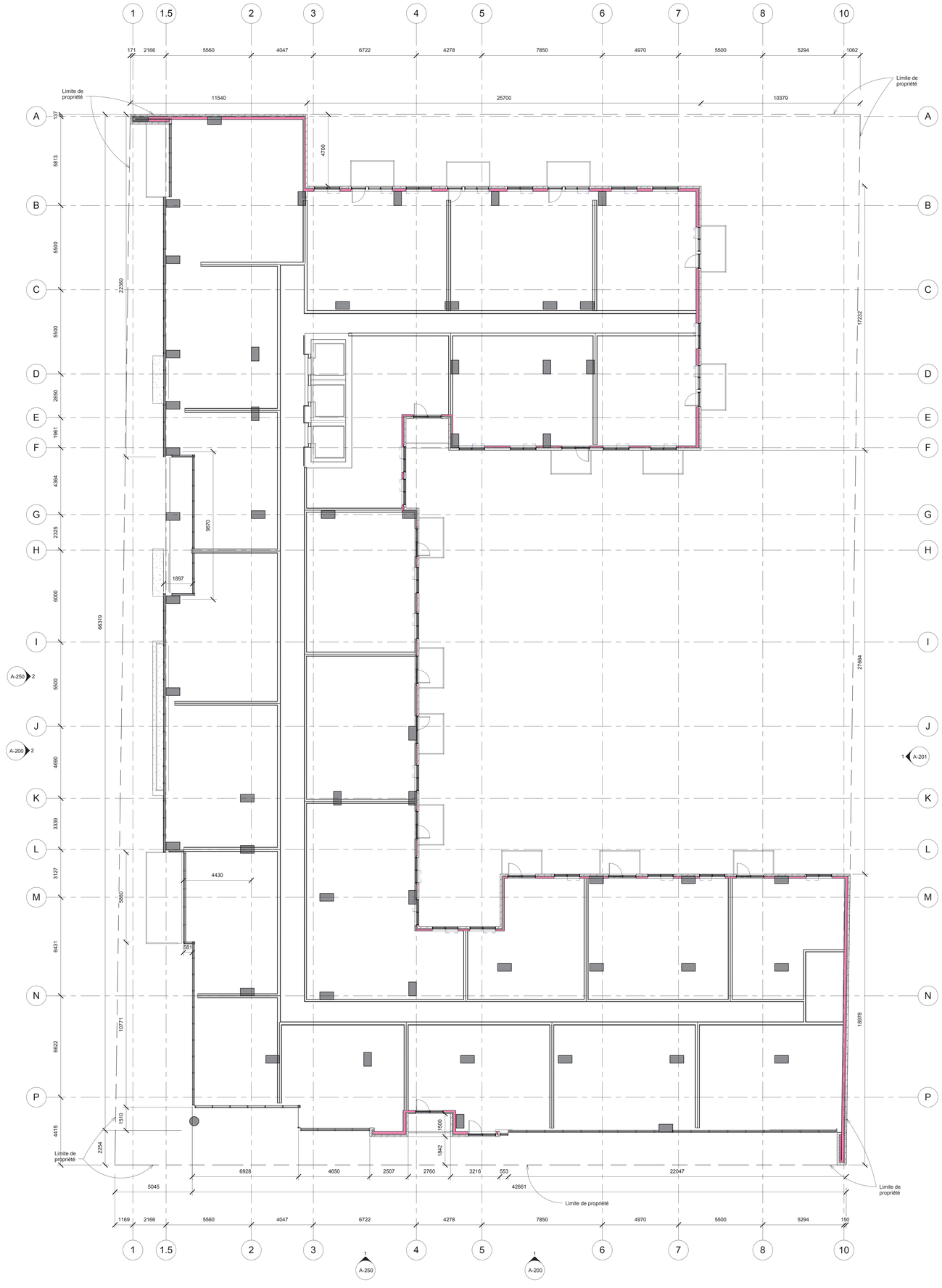
Projet

Titre du dessin :

Plan du 7e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-106

G:\HUOT\13-063-PM Panneau 8 Saint-Catherine\Construction\DWG_plans\rev.vt



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architects

424, rue Guy, bureau 104, Montréal, QC, H3J 1S6
tél. 514 - 935 - 3338 telec. 514 - 935 - 3375
info@geigerhuot.com

Notes générales :

Ne pas mesurer directement des dessins.

Toutes les dimensions et conditions générales doivent être vérifiées avant le début des travaux.

En aucun cas ne procéder dans l'incertitude.

Ce dessin doit être lu conjointement avec le devis architectural et les notes générales.

Ordre des architectes du Québec
3151
ERIC HUOT
ARCHITECTES

Sceau

Revision Schedule

Num	Revision Description	Date

Date	Emission	Par
2017_10_04	Permis démolition rev.1	MS
2017_07_07	Permis démolition	MS

Émission

Structure

Mecanique - Electricite

Architecte Paysagiste

Projet Champlain
1815 Ste-Catherine E, Montréal

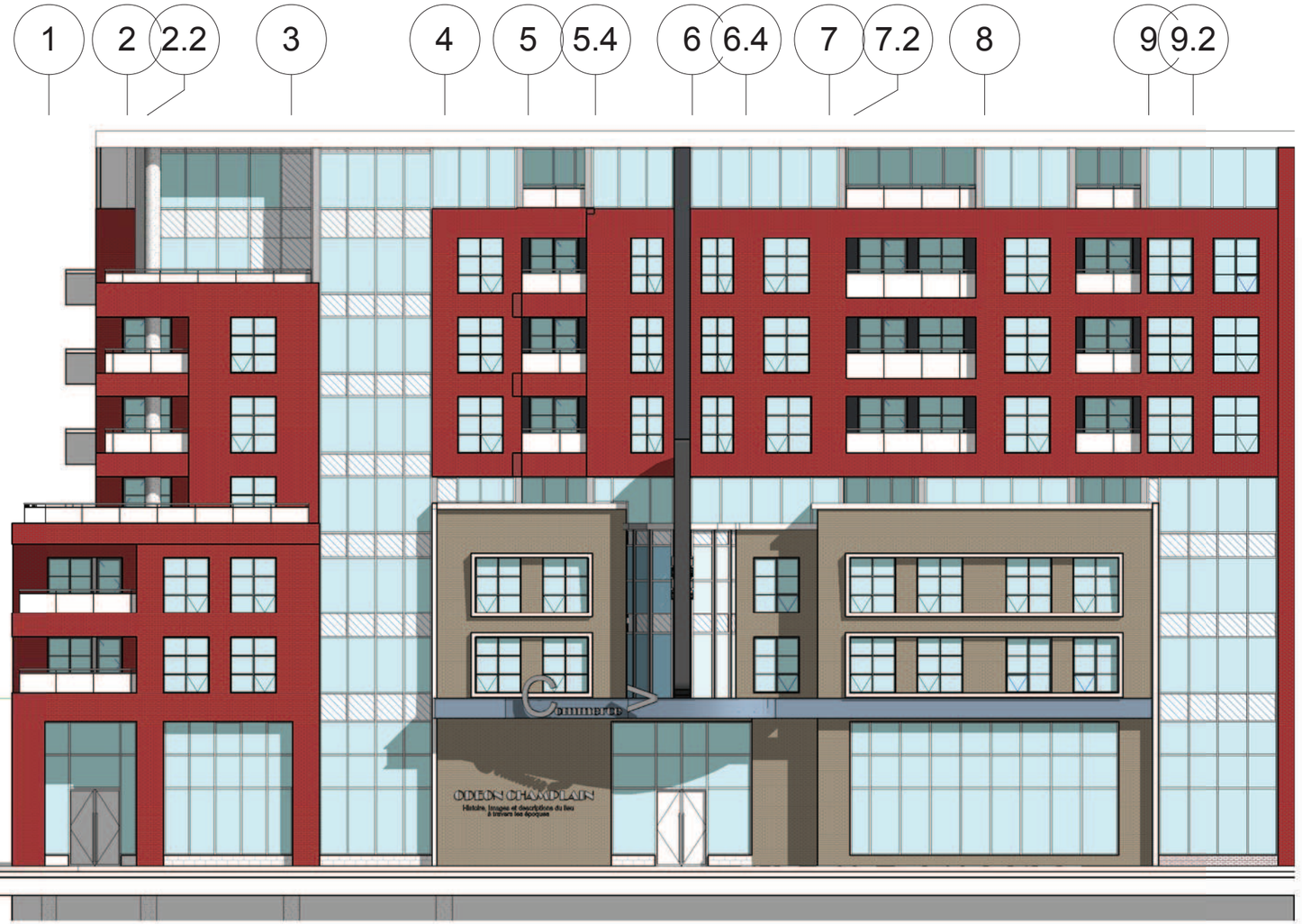
Projet

Titre du dessin :

Plan du 8e Étage

échelle :	1 : 100	dessiné par :	MS
date :	Nov. 2013	approuvé par :	EH
dossier :	13063	dessin :	A-107

G:\MDP\13-13063-Pat
\\GEIGERHUOT-SRV\Partner & Team\Catherine\Construction\13063_patrimoine.rvt



Toit
26950

Niveau 8
24252

Niveau 7
21050

Niveau 6
18100

Niveau 5
15150

Niveau 4
12200

Niveau 3
9200

Niveau 2
6200

Niveau 1, RDC
0

Élévation
Ste-Catherine

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
5 mars 2018
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-200

A B C C2 D D2 E F G H H1 I I4 J K L L.4 M



Toit 26950
Niveau 8 24252
Niveau 7 21050
Niveau 6 18100
Niveau 5 15150
Niveau 4 12200
Niveau 3 9200
Niveau 2 6200

Élévation Papineau

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-201

M L.4 L K J I4 I H H1 G F E D2 D C2 C B A



Élévation Arrière

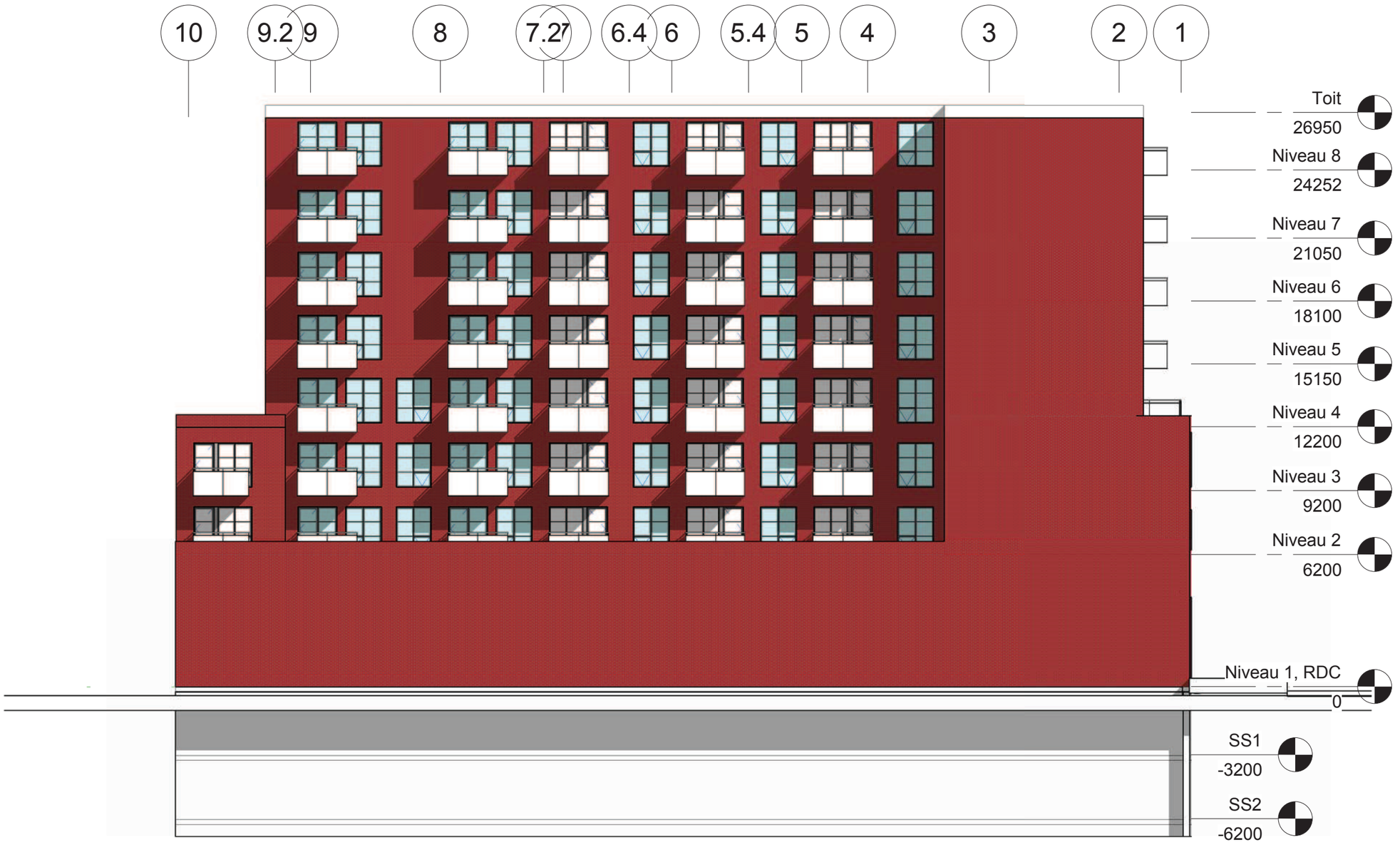
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-202



Élévation Nord

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle : 1 : 200	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-203

Axonométrie

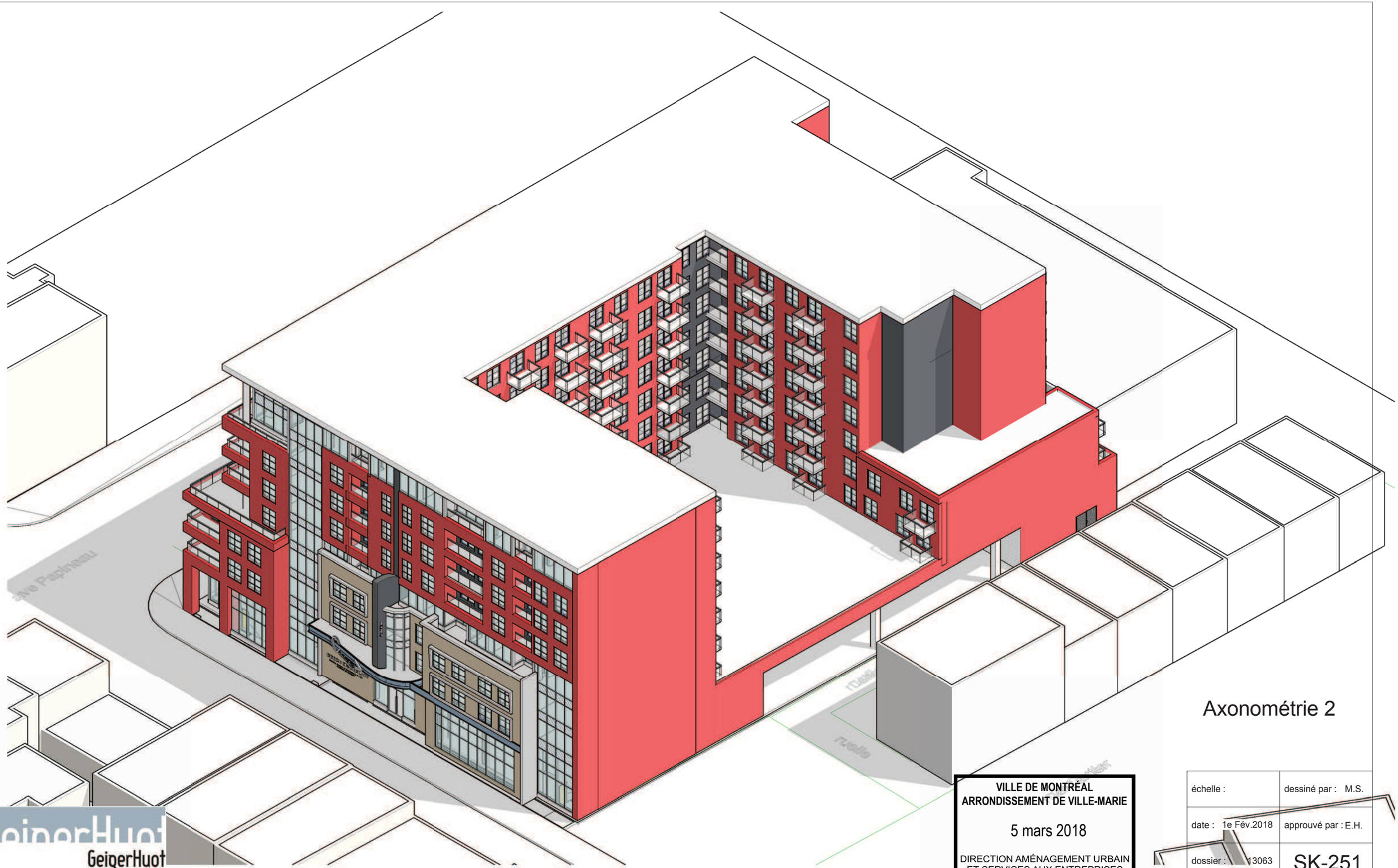
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-250



Axonométrie 2

GeigerHuot
architectes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-251



Perspective 1

GeigerHuot
architectes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-300



Perspective 2

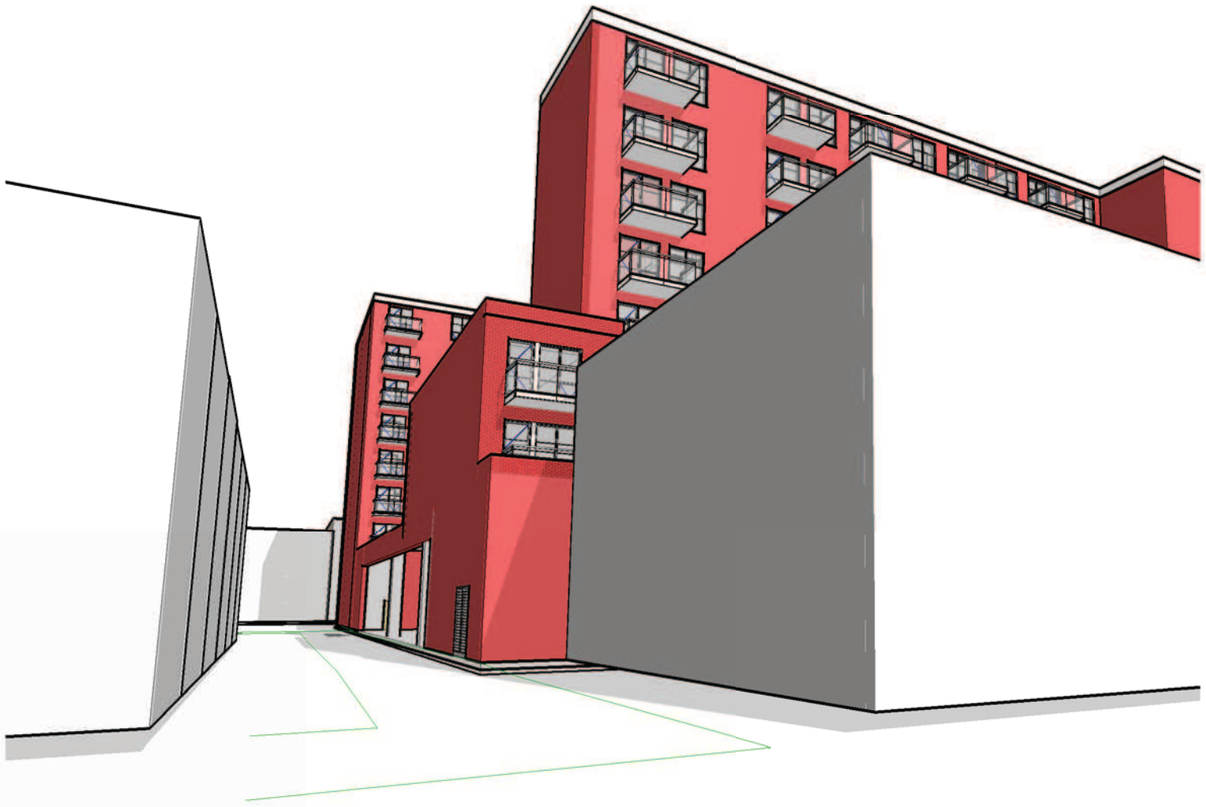
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

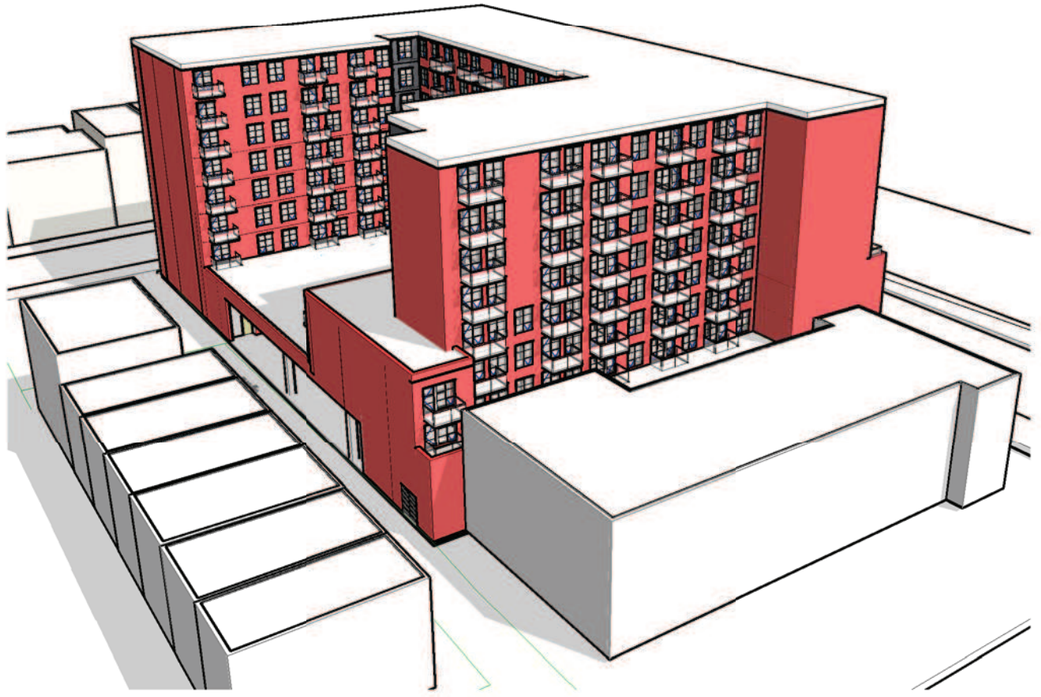
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

GeigerHuot
architectes

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-301



1 SK-302 Vue du coin Nord depuis la ruelle



2 SK-302 Vue de haut, coin Nord depuis la ruelle

Perspective 3

GeigerHuot architectes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle :	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-302

Légende maçonnerie:

- BB: Brique beige 'Driftwood grey', fini: velour, format: Norman de Cloud ceramics.
- BR: Brique rouge 'Wakefield Bordeau' de Montréal Brique et Pierre
- BN: Ironstone de Montréal Brique et Pierre

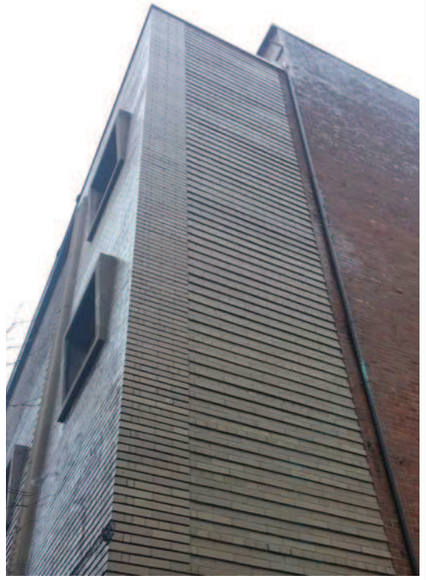
Appareillage:

1_ Appareil typique en panneresse



2_Appareil en panneresse avec débord, un rang sur 2





Angle Est du bâtiment existant



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

Détail brique

échelle : As indicated	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-400

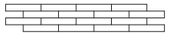
GeigerHuot
architectes

Légende maçonnerie:

- BB: Brique beige 'Driftwood grey', fini: velour, format: Norman de Cloud ceramics.
- BR: Brique rouge 'Wakefield Bordeau' de Montréal Brique et Pierre
- BN: Ironstone de Montréal Brique et Pierre

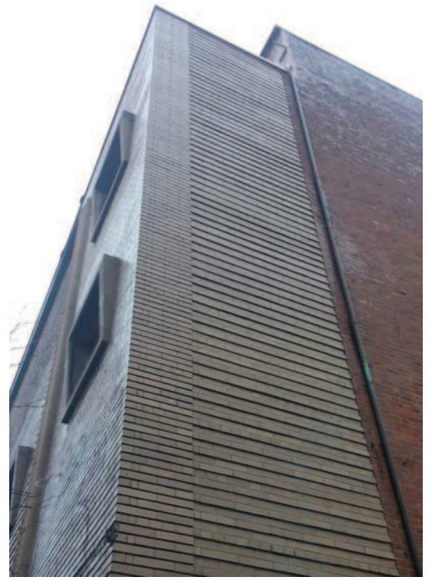
Appareillage:

1_ Appareil typique en panneresse

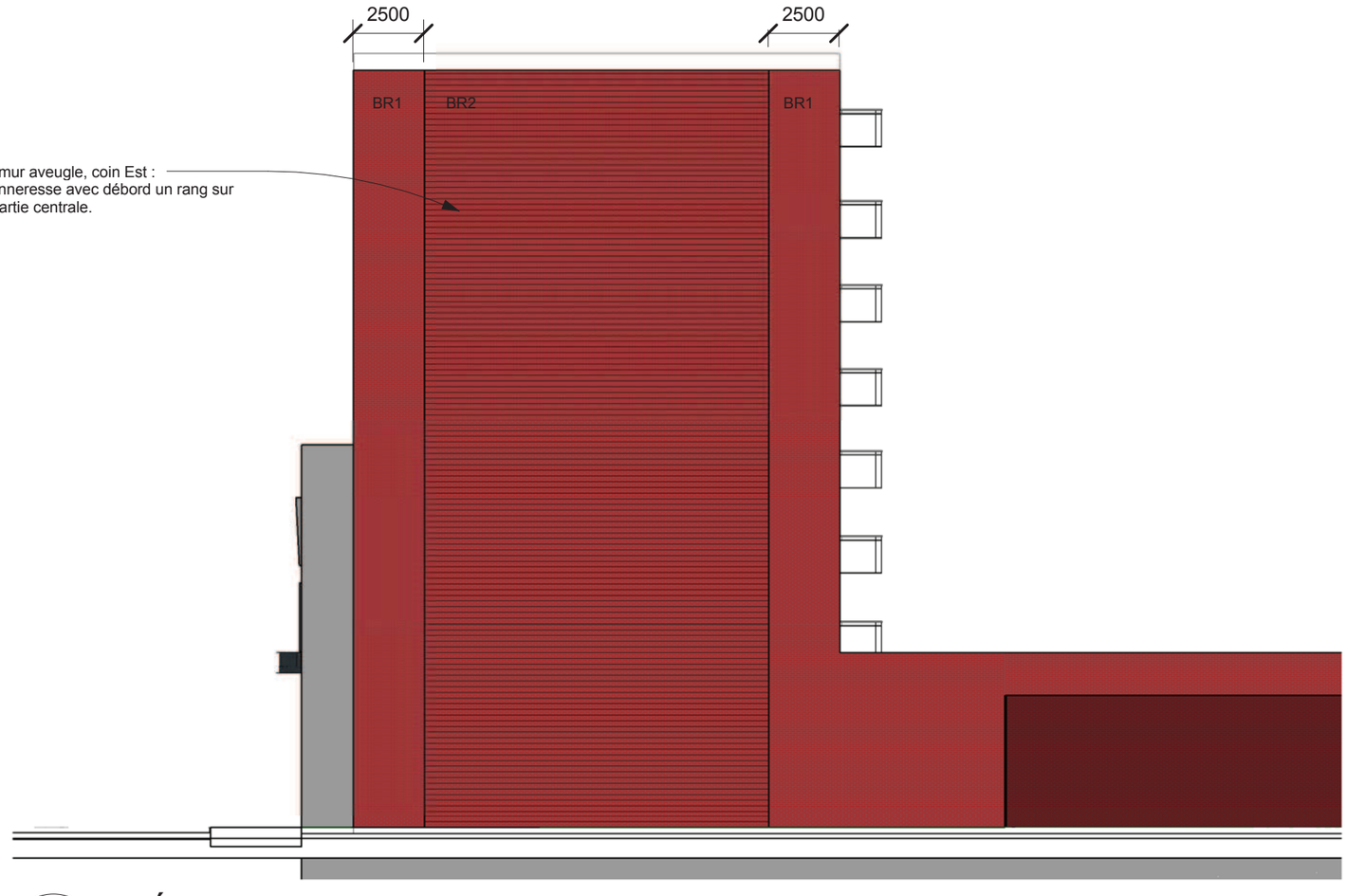


2_Appareil en panneresse avec débord, un rang sur 2





Angle Est du bâtiment existant



1
SK-401

Élévation ruelle

1 : 200

Détail brique

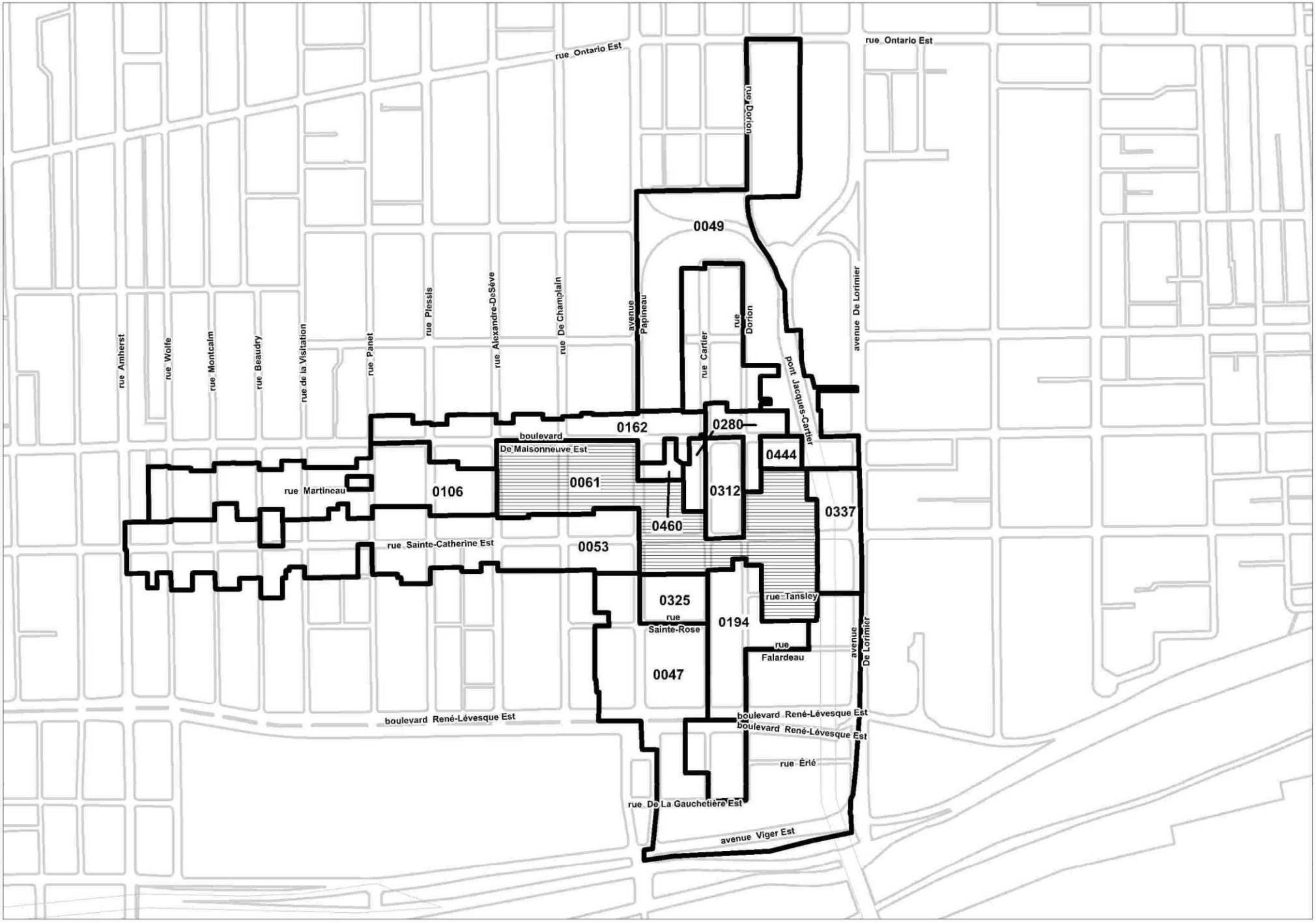
GeigerHuot
architectes

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

5 mars 2018

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET SERVICES AUX ENTREPRISES

échelle : As indicated	dessiné par : M.S.
date : 1e Fév.2018	approuvé par : E.H.
dossier : 13063	SK-401



Localisation | **Dossier: 1170607010** | **Date: 13 octobre 2017**

Zone(s) visée(s) | Zones contiguës | Limite arrondissement de Ville-Marie

Ville-Marie Montréal

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
5 octobre 2017
3000095509
4.2.2 et 4.6.29

Objet : **PROJET PARTICULIER**

Endroit : 1811-1815, rue Sainte-Catherine Est / 1421, avenue Papineau

Responsable : Anne-Rose Gorroz et Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition de l'ancien cinéma Champlain et la construction d'un projet de remplacement sur le sol dégagé et sur le terrain de coin adjacent.

Le terrain visé a été occupé par une station d'essence construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain (1948-1986), utilisé ensuite pour des événements culturels (radio, spectacles), sportifs, sociaux, communautaires et politiques (1986-1987) et par l'Église Vie et Réveil (1988-2004). Il est vacant depuis 2005. Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station d'essence ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain.

En novembre 2016, le service informe les requérants que la démolition du bâtiment et l'acceptation du projet de remplacement sont liées aux respects de plusieurs conditions, qui ont été en partie prises en compte dans leur proposition.

Le projet de remplacement prévoit la démolition complète du cinéma Champlain et la décontamination du site, un usage commercial au rez-de-chaussée et résidentiel aux étages (182 logements) avec accès sur Papineau et une hauteur de 8 étages (26,95 m) avec un basilaire à 3 étages (12,20 m) en recul de 1,50 m sur Sainte-Catherine et Papineau. La densité prévue est de 4.2. La partie nord/est sera abaissée à 4 étages (équivalent à 5 étages, 16 m) donnant sur la ruelle et les bâtiments résidentiels adjacents de 2 étages. Le projet comporte 140 à 183 cases de stationnement sur 2 étages de sous-sol avec accès par Papineau ainsi qu'un quai de chargement avec accès sur Papineau.

La proposition rappelle les traces de l'ancien cinéma avec la reprise de la marquise, du volume de l'escalier, de l'horizontalité des fenêtres et de la brique claire.

Le projet présente la démolition de l'ancien cinéma Champlain et déroge principalement à la hauteur et à la densité.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : Aucune

Considérant que : La démolition semble inévitable puisque le bâtiment s'est beaucoup dégradé depuis 2005 et selon les différents rapports, il contient de l'amiante, les sols sont contaminés et il serait difficile d'étayer la façade sur Sainte-Catherine de façon sécuritaire.

Considérant que : Des ajustements volumétriques devraient être apportés au volume de l'ancien cinéma, au recul au coin nord/est du projet adjacent aux bâtiments résidentiels existants et que des compléments au projet sont à prévoir.

Considérant que : Les éléments commémoratifs introduits n'atteignent pas les objectifs de commémoration de l'ancien cinéma Champlain.

Considérant que : Le traitement architectural présente une surcharge de matériaux et manque de verticalité sur la façade Papineau.

Considérant que : Le projet présenté n'offre pas la prestance souhaitée pour ce site qui est situé à un emplacement bénéficiant d'une grande visibilité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Marquer davantage le volume de l'ancien cinéma.**
- **Abaisser la hauteur nord/est du projet.**
- **Déposer une proposition de commémoration plus marquante de l'ancien cinéma.**
- **Déposer une proposition de mise en lumière de la façade de l'ancien cinéma.**
- **Déposer une étude de circulation et une étude de vent.**
- **Préciser le choix des matériaux (afin de marquer davantage certains volumes).**
- **Revoir le traitement architectural de la proposition, afin d'éviter une surcharge de matériaux, amener plus de verticalité sur la façade Papineau, supprimer la toiture en avancée et mieux mettre en valeur la reconstitution de la façade de l'ancien cinéma.**
- **Soumettre à nouveau le projet dans son ensemble, les volumes comme l'architecture, lors d'une séance ultérieure du comité.**

Karine Boivin-Roy
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
15 février 2018
n° à venir
4.6.27

Objet : **RÉVISION DE PROJET**

Endroit : 1815, rue Sainte-Catherine Est

Responsable : Francis Lefebvre

Description : La demande vise la démolition du cinéma Champlain et la construction d'un nouvel édifice de 8 étages.

Le terrain visé a été occupé par une station-service construite en 1957, maintenant démolie, et par le cinéma Champlain construit en 1955, selon les dessins de l'architecte H.E. Greenspoon, dont on s'est servi en dernier lieu comme lieu de culte, salles de réunions, de conférence, de congrès; il est actuellement vacant depuis 14 ans. Le terrain est contaminé sur une profondeur de huit mètres au-dessous de l'ancienne station service ainsi que sous une partie du bâtiment du cinéma Champlain. L'état du bâtiment, qui est affligé par des infiltrations d'eau de la toiture, est très mauvais, et il y a en plus présence d'amiante et de moisissures qui font que l'atmosphère y est également contaminée; les rapports d'expert convergent pour dire qu'il est impossible de conserver l'immeuble et sa façade.

Le bâtiment proposé aurait une hauteur de 8 étages en façades Papineau et Sainte-Catherine, mais il est articulé en U autour d'une cour intérieure dont le plancher constitue en fait le toit de l'aire de chargement du commerce du rez-de-chaussée. La branche Nord du U a été abaissée à une hauteur de 4 étages à la hauteur de la ruelle desservant la rue Cartier, sans minimiser suffisamment l'impact sur les édifices de taille modeste situés sur cette rue.

Plusieurs changements ont été apportés au projet afin de répondre aux commentaires retenus par le Comité, dans le but de mieux démarquer la façade de brique beige reprenant les caractéristiques principales du cinéma à démolir. Un espace vitré a été ménagé de chaque côté de celle-ci, et les loges qui faisaient référence aux cadrages des ouvertures de la façade d'origine ont été retirées, afin de simplifier la composition qui faisait compétition au bloc reconstruit.

En façade Papineau, une simplification a également eu lieu dans le but d'accentuer la verticalité des différentes sections du mur avant; sur les 2 rues, le dernier étage est devenu entièrement vitré pour agir en tant que couronnement de l'immeuble et l'arête de toiture a également été simplifiée.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 5 octobre 2017, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable conditionnel à cette demande.

Considérant que : Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 104, 105 et 127.1 du *Règlement d'urbanisme 01-282*.

Considérant que : Les façades ont été modifiées dans le sens de leur simplification et d'une mise en valeur de la façade à reconstruire.

Considérant que : L'articulation du coin sud-est est difficile à comprendre et une portion de la façade de brique semble flotter dans l'air.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Abaisser d'un étage supplémentaire la hauteur de l'immeuble au coin nord-est à l'emplacement contigu à la ruelle.**
- **Revoir l'articulation du coin sud-est en portant attention à l'animation du mur aveugle.**
- **Compléter l'encadrement des fenêtres reprenant les ouvertures de la façade d'origine et voir à reproduire l'appareillage de la brique du mur beige existant en façade Ste-Catherine.**
- **Briser la linéarité du garde-corps de verre du 4e étage qui souligne l'horizontalité de la façade Ste-Catherine.**

Le comité souligne que le projet, de part son ampleur et des dérogations demandées, est assujetti à la stratégie montréalaise d'inclusion de logements abordables.

Richard Ryan
Vice-président

Caroline Cantin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198214004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 8e partie, B)

Il est recommandé:
d'édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 8e partie, B), soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282, article 560) l'ordonnance 01 -282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons , selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-29 14:11

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198214004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter les ordonnances nécessaires à la tenue d'événements sur le domaine public (Saison 2019, 8e partie, B)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de permettre certaines activités dans le cadre de la réalisation d'événements, nous présentons un 8 ème dossier de demandes de dérogation comportant des événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2019.
Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560.
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240424 - 10 septembre pour les mêmes demandes
CA19 240298 - 3 juillet pour les mêmes demandes
CA19 240298 - 5 juin pour les mêmes demandes
CA19 240236 -7 mai pour les mêmes demandes
CA19 240183 - 9 avril 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240113 - 12 mars 2019 pour les mêmes demandes
CA19 240051- 12 février 2019 pour les mêmes demandes

DESCRIPTION

Les événements réalisés sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie sont de différentes catégories, ils peuvent être, entre autres, de nature socioculturelle, sportive, historique ou de développement social.

Événements	Organismes	Dates

Jour du souvenir	Forces armée canadienne & Légion Royale canadienne direction Québec	11-nov-19
Fêtes avant match Alouettes de Montréal	Alouettes de Montréal	19-nov-10
Défilé de la Coupe Grey	Alouettes de Montréal	19-nov-27
Grande guignolée des Médias	La guignolée des médias	05-déc-19
30e Polytechnique	Comité Mémoire	19-déc-06
Montréal en Fête (Place nordique)	Bite Size Entertainment	Montage : du 16 au 18 décembre, de 7 h à 20 h Place nordique : 19 au 22 déc et du 26 au 29 déc Démontage : 30 décembre au 3 janvier, de 7 h à 20 h
Vente de sapin	Jeunesse au Soleil	Montage : du 22 au 26 nov Événement : du 26 nov au 3 jan 2020
Cérémonie des lumières	Communauté Chabad du Vieux -Montréal	Montage : 20 décembre Événement : du 22 au au 30 décembre Démontage : 31 décembre
Défilé du Pêre Noël	Destination Centre-Ville Carnaval de Québec	samedi 23 novembre 2019
Noël dans le parc	Auguste théâtre	Montage : 14 au 29 novembre Événement : 30 novembre au 25 décembre Démontage : 26 au 31 décembre

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permettra aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures ; la vente d'aliments et de marchandises, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces événements favorisent la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décloisonnement (intergénérationnel, social et interculturel). Ils encouragent le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables conformes à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un-e agent-e de développement qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, journaux de quartier ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant la réalisation de l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre-André VOLCY, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Geneviève LEDOUX, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 29 octobre 2019
Gina TREMBLAY, 29 octobre 2019
Geneviève LEDOUX, 29 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-10-29

Catherine COUPAL-SCHMIDT
Agente de développement culturel

Tél : 514-872-7844
Télécop. :

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-10-29

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.

2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l’article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 2 octobre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.
3. À l’exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC(LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1;

2. Ces fanions doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);
À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées à l'annexe 1.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l’ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 2 octobre 2019, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

SERVICE DE LA CULTURE
Division festivals et événements

Programmation des événements publics, 8e partie, B
1198214004 pour le conseil d'arrondissement de Ville-Marie du 12 novembre 2019

Événements	Organismes	Dates	Lieux
Jour du souvenir	Forces armée canadienne & Légion Royale canadienne direction Québec	11-Nov-19	Ville-Marie
Fêtes avant match Alouettes de Montréal	Alouettes de Montréal	19-Nov-10	Ville Marie Parc du Mont Royal
Défilé de la Coupe Grey	Alouettes de Montréal	19-Nov-27	Rues du Centre Ville à déterminer
Grande guignolée des Médias	La guignolée des médias	05-Dec-19	Ville-Marie Ste-Catherine entre St-Hubert et St-Alexandre René-Lévesque entre Cartier et De Champlain De la Gauchetière entre Robert-Bourassa et Mansfield St-Paul entre McGill et De Longueuil Shrebrooke entre De Lorimier et Des Érables St-Denis entre St-Antoine et Gosford De Maisonneuve entre Champlain et Alexandre de Sève
30e Polytechnique	Comité Mémoire	19-Dec-06	Ville Marie Parc du Mont Royal

Montréal en Fête (Place nordique)	Bite Size Entertainment	Montage : du 16 au 18 décembre, de 7 h à 20 h Place nordique : 19 au 22 déc et du 26 au 29 déc Démontage : 30 décembre au 3 janvier, de 7 h à 20 h	Ville-Marie (Place Jacques-Cartie et rue de la Commune)
Vente de sapin	Jeunesse au Soleil	Montage : du 22 au 26 nov Événement : du 26 nov au 3 jan 2020	Place de l'Amérique Latine, Parc du Mont-Royal
Cérémonie des lumières	Communauté Chabad du Vieux-Montréal	Montage : 20 décembre Événement : du 22 au au 30 décembre Démontage : 31 décembre	Place d'Armes
Défilé du Pêre Noël	Destination Centre-Ville Carnaval de Québec	samedi 23 novembre 2019	Ville-Marie (boul. René-Lévesque)
Noël dans le parc	Auguste théâtre	Montage : 14 au 29 novembre Événement : 30 novembre au 25 décembre Démontage : 26 au 31 décembre	Ville-Marie Place Émilie Gamelin

Son

Ordonnances						
P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175
Marchandises	boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public
		6 h et 13 h	6 h et 13 h	6 h et 13 h		
9h à 19h	9h à 19h	9h à 19h	9h à 19h	9h à 19h		9h à 19h
				11h à 15h		8h à 16h
				de 6h à 18h	de 6h à 18h	de 6h à 18h
				16h à 22h		

du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	Montage (16 au 18 déc, de 7 h à 20 h) Événement : du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h Démontage (30 déc au 3 jan, de 7 h à 20 h)	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h
du 26 nov au 3 jan 2020				du 26 nov au 3 jan 2020		du 26 nov au 3 jan 2020
De 10h à 16h	De 10h à 16h			De 10h à 16h	De 10h à 16h	De 10h à 16h
sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h

nmaire

CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21
Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire
9h à 19h		
11h à 14h		

du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h	du 19 au 22 et du 26 au 29 décembre jeu et ven 16h-21h sam et dim 12h à 21h
De 10h à 16h		De 10h à 16h
sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h	sam et dim 13h à 23h Lun au ven 17h à 23h

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195914008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de stationnement interdit de 18h-00h, débarcadère seulement, face au 1333 boulevard Robert-Bourassa.

D'édicter, en vertu du règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) une ordonnance pour la mise en place d'une zone de stationnement interdit de 18h -00h, débarcadère seulement, face au 1333 boulevard Robert-Bourassa.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-24 09:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195914008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance pour la mise en place d'une zone de stationnement interdit de 18h-00h, débarcadère seulement, face au 1333 boulevard Robert-Bourassa.

CONTENU

CONTEXTE

Nous avons reçu une demande de service No. 19-296968 de Monsieur Joseph Westres, qui est mandaté par les propriétaires du futur restaurant MKT Inc. situé au 1333 boulevard Robert-Bourassa, concernant la mise en place d'une zone de stationnement interdit de 18h-0h, débarcadère seulement, pour service de voiturier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

1333 boulevard Robert-Bourassa, côté est, entre la rue Sainte-Catherine et le boulevard De Maisonneuve : Stationnement interdit de 18h-0h, débarcadère seulement, d'une longueur de 12 mètres. Modifier la période tarifée des espaces F576 et F577.

JUSTIFICATION

Le service de voiturier est un service complémentaire offert à la clientèle d'un restaurant. La mise en place de ce débarcadère pour service de voiturier, a pour but d'assurer le maximum de sécurité aux usagers dudit service en bordure du trottoir et non en double file.
Le restaurant MKT Inc., situé au 1333 boulevard Robert-Bourassa désire offrir à leur clientèle un service de voiturier de 17h30 à minuit. La capacité de l'établissement est de plus de 120 personnes. Les heures d'affaire du restaurant sont de 11h30 à 00h00. La compagnie VIP Valet qui offrira le service de voiturier, dispose de 150 places dans le stationnement dans la Tour KPMG, tour qui est située au 600 boulevard De Maisonneuve Ouest. Selon le nombre de réservations, deux à trois valets seront en poste en tout temps lors des heures d'opérations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien, de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.
Perte partielle de revenus des espaces tarifés F576 et F577.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception et transmission de l'ordre de travail et coordination de l'implantation avec Stationnement de Montréal après la résolution du conseil.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Nos politiques et règlements concernant l'occupation de la voie publique à l'intention des hôtels, des CPE et garderies privées, le transport adapté, pour service de voiturier à l'intention des restaurants et pour les immeubles publics, dans l'arrondissement de Ville-Marie, sont très précis et très stricts. L'arrondissement de Ville-Marie, conformément à son règlement sur la circulation et stationnement, installe sur son territoire deux catégories de zones dites «débarcadère» : «débarcadère seulement» et «débarcadère - 15 minutes» (le terme débarcadère étant aussi attribué à «l'embarquement» de passagers). De plus, il s'agit pour l'essentiel de mesures sécuritaires, ces zones n'autorisant que le débarquement ou l'embarquement de passagers en bordure de la voie publique et non en double file dans la voie de circulation. Nous tenons compte également, pour l'installation de telles zones, de leur utilisation quotidienne, raisonnable et continue, selon l'horaire autorisé.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino SACCO
Agent technique en circulation et stationnement

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Ramy MIKATI
Chef de division

Tél :	514-872-3415	**Tél :**	514-872-6530
Télécop. :	514-872-2802	**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-22

STATIONNEMENT INTERDIT 18H-0H // DÉBARCADÈRE SEULEMENT

LONGUEUR DE 12 MÈTRES

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance déterminant la mise en place d'un stationnement interdit de 18h-0h, débarcadère seulement, au 1333 boulevard Robert-Bourassa**

Vu le paragraphe 4 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du xxxxx, le conseil d'arrondissement décrète :

1- La mise en place d'un stationnement interdit de 18h-0h, débarcadère seulement, d'une longueur de 12 mètres, face au 1333 boulevard Robert-Bourassa...

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195914008*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196723004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	D'accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale minimale pour l'agrandissement du bâtiment sis au 1300, avenue des Pins Ouest, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) et en dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour l'agrandissement du bâtiment sis au 1300, avenue des Pins Ouest, une dérogation relativement à la marge latérale minimale, et ce, malgré la disposition de l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-24 09:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1196723004**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	D'accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale minimale pour l'agrandissement du bâtiment sis au 1300, avenue des Pins Ouest, et ce, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) et en dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin d'autoriser une marge latérale gauche de 1,5 mètre au lieu de 2,5 mètres, tel que prescrit par le Règlement d'urbanisme 01-282 dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

sans objet

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 2 234 226 du cadastre du Québec, datant de 1914 et conçu par les architectes Saxe & Archibald. L'agrandissement abritera 12 nouvelles unités résidentielles s'ajoutant aux 8 déjà existantes, pour un total de 20 unités au final, s'adressant principalement à la communauté universitaire.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Flanc sud » au Règlement d'urbanisme, est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-royal ainsi que dans l'aire de protection de la Maison Ernest-Cormier.

Le projet
La demande vise à autoriser une marge latérale gauche de 1,5 mètre au lieu de 2,5 mètres tel que prescrit par le règlement d'urbanisme dans le but d'assurer une intégration harmonieuse du concept architectural dans le cadre bâti et de la trame urbaine en autorisant un agrandissement de même gabarit que le bâtiment existant.

Depuis 2016, plusieurs propositions du projet ont été présentées et toutes les propositions présentaient une marge latérale gauche de 1,5 mètre au lieu de 2,5 mètres. Le dernier concept architectural qui a été présenté au comité consultatif d'urbanisme en août dernier dans le cadre d'un avis préliminaire a reçu un avis favorable considérant que le gabarit de la proposition permet une intégration adéquate dans le paysage du secteur. Qui plus est, le

Ministère de la Culture et des Communications (MCC) a également émit un avis « verbal» favorable au présent projet.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à une disposition du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment :

· à la marge latérale minimale de 2,5 m exigée étant donné que la hauteur maximale de la zone est de 16 mètres (article 81).

JUSTIFICATION

Considérant que :

· Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures;
· L'application de la disposition visée a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés, ce qui pourrait faire diminuer la qualité du projet en ayant un agrandissement moins compatible au niveau du gabarit du bâtiment existant;
· Une étude d'ensoleillement a été déposée et que cela permet d'affirmer que la dérogation mineure ne porterait pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
· L'implantation du bâtiment ayant une marge latérale de 1,5 mètre a toujours été présenté à l'Arrondissement depuis 2016;
· Le règlement d'urbanisme autorise dans certaines zones une marge latérale de 1,5 m lorsque la hauteur maximale est de 12,5 m et que conformément à ce qui précède, le projet proposé aurait une hauteur de +/- 10,68 m;
· Le projet a reçu un avis favorable à la suite d'un avis préliminaire en août 2019;
· La dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
· Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

À la séance du 10 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes réalisées
10 octobre 2019 : Présentation de la demande de dérogation mineure au comité consultatif d'urbanisme
26 octobre 2019 : Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

Étapes à venir
12 novembre 2019 : Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
Émission du permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-9392
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-10-22

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001657606
4.4.1

Objet :	**DÉROGATION MINEURE (RÉVISION DE PROJET : VOIR 4.6.30)**
Endroit :	1300, avenue des Pins Ouest
Responsables :	Karine Ayotte et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise à autoriser une marge latérale gauche de 1,5 m au lieu de 2,5 m tel que prescrit par le *Règlement d'urbanisme 01-282*, dans le but d'assurer une intégration harmonieuse du concept architectural dans le cadre bâti et de la trame urbaine en autorisant un agrandissement de même gabarit que le bâtiment existant. Depuis 2016, plusieurs propositions du projet ont été présentées et toutes les propositions présentaient une marge latérale gauche de 1,5 m au lieu de 2,5 m. Le dernier concept architectural qui a été présenté au comité consultatif d'urbanisme en août dernier dans le cadre d'un avis préliminaire a reçu un avis favorable considérant que le gabarit de la proposition permet une intégration adéquate dans le paysage du secteur. Qui plus est, le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) a également émis un avis « verbal» favorable au présent projet. La proposition déroge à une disposition du Règlement d'urbanisme, à savoir notamment à la marge latérale minimale de 2,5 m exigée étant donné que la hauteur maximale de la zone est de 16 m (article 81).
Élément particulier :	Le bâtiment se situe dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal et dans l'aire de protection de La maison Ernest-Cormier.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures.
Considérant que :	L'application de la disposition visée a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant puisque le concept architectural et l'implantation devraient être révisés, ce qui pourrait faire diminuer la qualité du projet en ayant un agrandissement moins compatible au niveau du gabarit du bâtiment existant.
Considérant qu' :	Une étude d'ensoleillement a été déposée et que cela permet d'affirmer que la dérogation mineure ne porterait pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

Considérant que : L'implantation du bâtiment ayant une marge latérale de 1,5 m a toujours été présenté à l'Arrondissement depuis 2016.

Considérant que : Le *Règlement d'urbanisme 01-282* autorise dans certaines zones une marge latérale de 1,5 m lorsque la hauteur maximale est de 12,5 m et que conformément à ce qui précède, le projet proposé aurait une hauteur de +/- 10,68 m.

Considérant que : Le projet a reçu un avis favorable à la suite d'un avis préliminaire en août 2019.

Considérant que : La dérogation mineure ne concerne pas l'usage et ni la densité d'occupation du sol.

Considérant que : Le projet respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité sont d'avis que le demandeur devrait porter une attention particulière sur le drainage de la cour latérale comportant une pente importante.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196723003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « université » pour une partie du rez-de-chaussée et le 2e étage du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et conformément aux articles 308, 315 et 318 de ce règlement, l'usage « université » pour une partie partie du rez-de-chaussée afin d'aménager un vestibule pour l'entrée des usagers de l'Université McGill et utiliser le 2e étage pour des activités éducatives situé au 420, rue Sherbrooke Ouest.
Le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 24 septembre 2019.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-24 09:16

Signataire : Marc LABELLE

_____

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196723003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'usage « université » pour une partie du rez-de-chaussée et le 2e étage du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'usage conditionnel a été déposée afin d'autoriser l'usage « université » pour une partie du rez-de-chaussée afin d'aménager un vestibule pour l'entrée des usagers de l'Université McGill et utiliser le 2e étage pour des activités éducatives.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240172 – 14 avril 2015 – Autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour le stationnement souterrain existant du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement
de Ville-Marie. (1156347016).

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est situé au 420, rue Sherbrooke Ouest où est autorisé l'usage principal « maison de chambres » pour une résidence étudiante. La conversion complète du bâtiment a été réalisée en 2014 dans le cadre d'un réaménagement de l'hôtel en maison de chambres pour étudiants.

Le projet
La demande vise à autoriser l'usage « université » pour une partie du rez-de-chaussée afin d'y aménager un vestibule pour l'entrée des usagers de l'université et occuper le 2^{e} étage dans le but d'y aménager des classes pour des activités éducatives.

Ce projet est nécessaire dans le cadre de la rénovation des auditoriums de l'université situés dans le Pavillon Learock sis au 855, rue Sherbrooke Ouest. L'Université McGill a alors signé un bail afin de louer une superficie de 30 207p² comprenant le 2e étage où seront situées les classes et une superficie supplémentaire pour le vestibule au rez-de-chaussée pour l'entrée des usagers.

Il n'implique aucune modification extérieure du bâtiment.

Des travaux au rez-de-chaussée sont prévus afin de limiter l'accès aux locaux destinés aux usagers de l'Université McGill. En effet, une entrée dédiée à l'usage exclusif des usagers de l'Université McGill serait aménagée et cette entrée serait située à l'intérieur d'un vestibule qui donnerait accès aux classes par des escaliers mécaniques. Les ascenseurs ne seraient utilisables que par des personnes en situation de handicap ne pouvant utiliser les escaliers mécaniques.

Un réaménagement des espaces communs situés au 2e étage de la maison de chambres qui sont présentement utilisés comme salles d'études serait nécessaire dans le but de créer 3 classes totalisant 410 sièges pour les activités éducatives des étudiants, professeurs, employés et invités de l'Université McGill. Étant donné que les travaux pour l'aménagement des salles d'études ont été réalisés en 2019, les travaux pour créer ces classes seront mineurs. Un permis de transformation sera déposé dans les prochaines semaines dans le cadre de la présente demande.

Notons que ces classes seraient uniquement utilisées pour l'usage « université ».

Aucun stationnement pour voiture n'a été prévu, néanmoins l'Université McGill a fait ajouter des stationnements à vélo dans les installations du propriétaire et l'immeuble est situé à proximité du bâtiment Strathcona Music qui possède déjà des stationnements pour vélo.

Enfin, les locaux seront accessibles de 7h30 à 22h30 seulement, ce qui concorde avec les heures d'ouverture régulières de l'Université. Ces heures permettront de limiter les conflits de cohabitation avec la résidence pour étudiants.

Les considérations réglementaires
Le paragraphe 2° de l'article 232 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) prévoit que l'usage « université » est un usage équipement collectif et institutionnel associé à la catégorie M.7 « Zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité ».

Il peut être autorisé par la procédure prévue à l'article 308 pour l'autorisation d'exercer un usage conditionnel selon le respect des critères applicables de l'article 315.

JUSTIFICATION

L'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant qui se caractérise par une zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité et une zone de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal autorisant des commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale.
Considérant que :

· Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande d'usage conditionnel;
· L'usage proposé est en lien avec l'usage actuel « maison de chambres » pour étudiants;
· Une gamme variée d'établissements commerciaux et institutionnels sont à proximité, dont le plusieurs pavillons de l'Université McGill;
· Des travaux seraient seulement réalisés à l'intérieur du bâtiment;
· Le vestibule distinct permettrait uniquement aux usagers de l'Université McGill d'accéder aux locaux de l'usage « université » qui seraient situés au 2e étage;
· Les espaces réservés pour l'Université seront seulement accessibles entre 7h30 et 22h30 tels que les heures d'ouverture régulières de l'Université;
· Des espaces à vélo ont été ajoutés dans le bâtiment pour suffire à la demande;
· Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

À la séance du 10 octobre 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes réalisées
10 octobre 2019 : Présentation de la demande d'usage conditionnel au comité consultatif d'urbanisme
25 octobre 2019 : Affichage sur le site
26 octobre 2019 : Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement

Étapes à venir
12 novembre 2019 : Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine AYOTTE
Conseillère en aménagement

Tél : 514-872-9392
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-10-22

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001624544
4.5.1

Objet : **USAGE CONDITIONNEL**

Endroit : 420, rue Sherbrooke Ouest

Responsable : Karine Ayotte

Description : La demande vise à autoriser l'usage « Université » pour une partie du rez-de-chaussée afin d'y aménager un vestibule pour l'entrée des usagers de l'université et occuper le 2e étage dans le but d'y aménager des classes pour des activités éducatives.

L'immeuble visé est situé au 420, rue Sherbrooke Ouest où est autorisé l'usage principal « maison de chambres » pour une résidence étudiante. La conversion complète du bâtiment a été réalisée en 2014 dans le cadre d'un réaménagement de l'hôtel en maison de chambres pour étudiants.

Ce projet est nécessaire dans le cadre de la rénovation des auditoriums de l'université situés dans le Pavillon Learock sis au 855, rue Sherbrooke Ouest. L'Université McGill a alors signé un bail afin de louer une superficie de 30 207p² comprenant le 2e étage où seront situées les classes et une superficie supplémentaire pour le vestibule au rez-de-chaussée pour l'entrée des usagers.

Il n'implique aucune modification extérieure du bâtiment.

Des travaux au rez-de-chaussée sont prévus afin de limiter l'accès aux locaux destinés aux usagers de l'Université McGill. En effet, une entrée dédiée à l'usage exclusif des usagers de l'Université McGill serait aménagée et cette entrée serait située à l'intérieur d'un vestibule qui donnerait accès aux classes par des escaliers mécaniques. Les ascenseurs ne seraient utilisables que par des personnes en situation de handicap ne pouvant utiliser les escaliers mécaniques.

Un réaménagement des espaces communs situés au 2e étage de la maison de chambres qui sont présentement utilisés comme salles d'études serait nécessaire dans le but de créer 3 classes totalisant 410 sièges pour les activités éducatives des étudiants, professeurs, employés et invités de l'Université McGill. Étant donné que les travaux pour l'aménagement des salles d'études ont été réalisés en 2019, les travaux pour créer ces classes seront mineurs. Un permis de transformation sera déposé dans les prochaines semaines dans le cadre de la présente demande. Notons que ces classes seraient uniquement utilisées pour l'usage « université ».

Aucun stationnement pour voiture n'a été prévu, néanmoins l'Université

McGill a fait ajouter des stationnements à vélo dans les installations du propriétaire et l'immeuble est situé à proximité du bâtiment Strathcona Music qui possède déjà des stationnements pour vélo.

Enfin, les locaux seraient accessibles de 7h30 à 22h30 seulement, ce qui concorde avec les heures d'ouverture régulières de l'Université. Ces heures permettraient de limiter les conflits de cohabitation avec la résidence pour étudiants.

L'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant qui se caractérise par une zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité et une zone de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal autorisant des commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : CA15 240172 adoptée le 14 avril 2015 - *Autoriser l'usage « parc de stationnement public intérieur » pour le stationnement souterrain existant du bâtiment situé au 420, rue Sherbrooke Ouest en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie*

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables pour une demande d'usage conditionnel.

Considérant que : L'usage proposé est en lien avec l'usage actuel « maison de chambres » pour étudiants.

Considérant que : Une gamme variée d'établissements commerciaux et institutionnels sont à proximité, dont plusieurs pavillons de l'Université McGill.

Considérant que : Des travaux seraient seulement réalisés à l'intérieur du bâtiment.

Considérant que : Le vestibule distinct permettrait uniquement aux usagers de l'Université McGill d'accéder aux locaux de l'usage « université » qui seraient situés au 2e étage.

Considérant que : Les espaces réservés pour l'Université seraient seulement accessibles entre 7h30 et 22h30 tels que les heures d'ouverture régulières de l'Université.

Considérant que : Des espaces à vélo ont été ajoutés dans le bâtiment pour suffire à la demande.

Considérant que : Le projet respecte les paramètres du Plan d'urbanisme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195275005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Hermine, entre les rues de la Gauchetière et Viger

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance modifiant de façon permanente le sens de la rue Hermine entre les rues de la Gauchetière et Viger pour la mettre à double sens.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-25 11:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195275005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division circulation et occupation du domaine public
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Hermine, entre les rues de la Gauchetière et Viger

CONTENU

CONTEXTE

La rue Hermine, entre les rues de la Gauchetière et Viger est présentement à sens unique vers le Sud. Maintenant, suite à une entente avec la Direction de transactions immobilières de la ville de Montréal, la rue a été élargie et il a été demandé de la mettre à double sens pour aider à la circulation et à une meilleure accessibilité du projet Humaniti.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Entente entre l'entrepreneur et la Direction de transactions immobilières de la ville de Montréal

DESCRIPTION

Modifier le sens unique pour une double sens sur la rue Hermine entre les rues de la Gauchetière et Viger.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, il est possible de déterminer la direction des voies de circulation dans l'arrondissement.
"Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:
...
3 déterminer les direction des voies et manoeuvres obligatoires ou interdites;
..."

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'clairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance;
Conception et transmission des ordres de travail demandant l'installation des panneaux;
Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l,éclairage et de la signalisation de l'arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.V.M., c. C-4.1

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

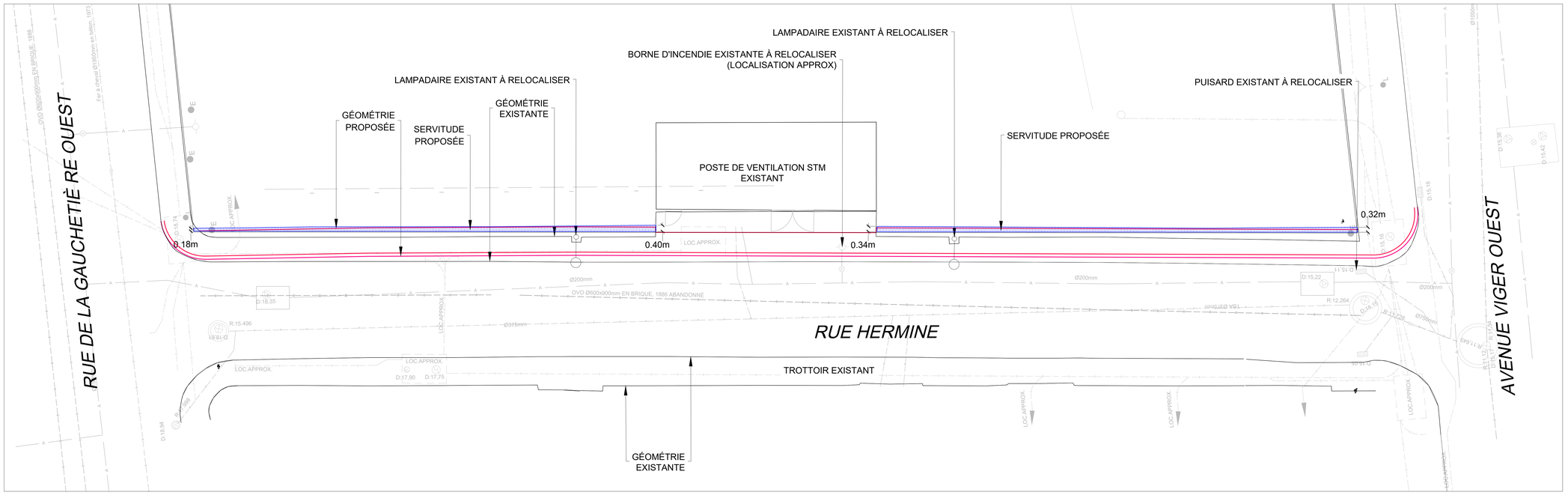
Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-21
Isabelle BORDELEAU ingenieur(e)		Ramy MIKATI Chef de division	
Tél : **Télécop. :**	514-872-5257 514-872-2802	**Tél :** **Télécop. :**	514-872-6530

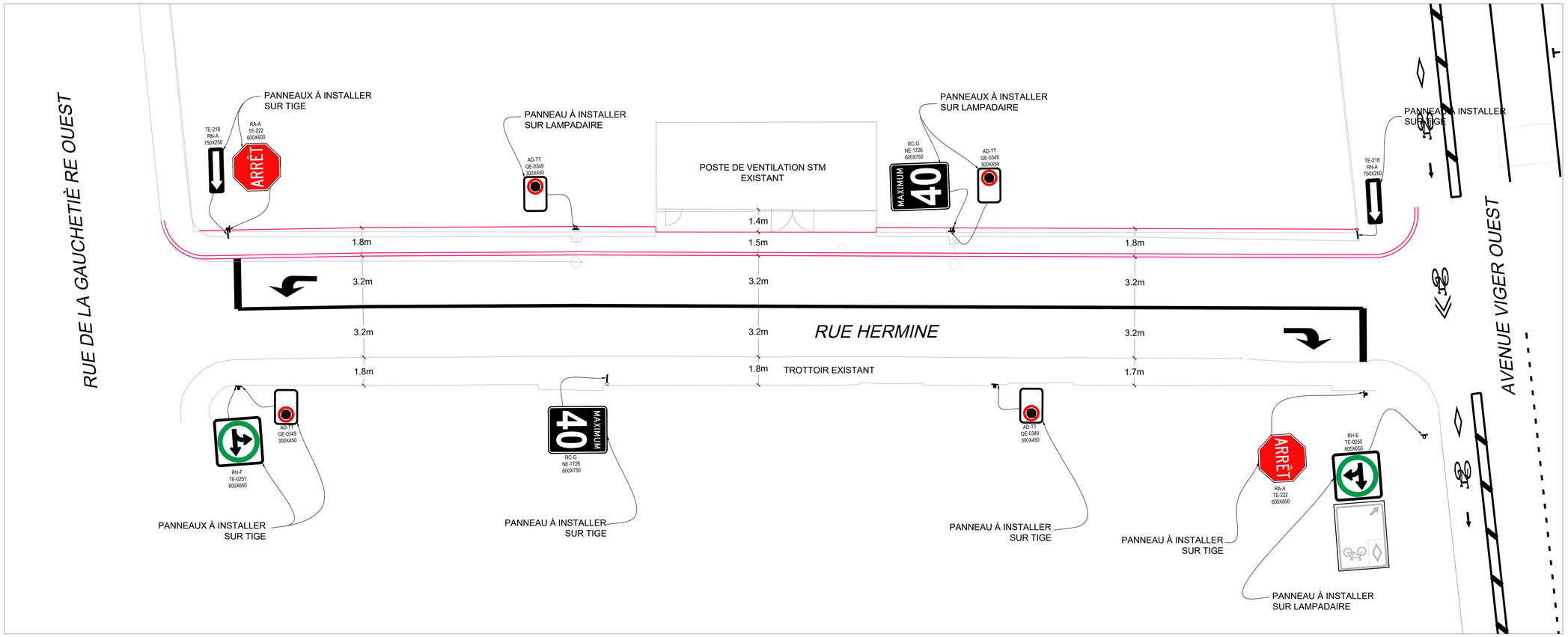
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-25



PLAN DE GÉOMÉTRIE ET SERVITUDE

SERVITUDE PROPOSÉE



PLAN DE MARQUAGE

EXISTANT PROPOSÉ

- = ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
- = ARBRE CONIFÈRE
- = ARBRE FEUILLU
- = BOÎTE DE VANNE
- = BORNE-FONTAINE
- = BOUCHE À CLÉ
- = CABINE TÉLÉPHONIQUE
- = ENTRÉE DE SERVICE
- = ESCALIER
- = FEU CIRCULATION DOUBLE
- = FEU CIRCULATION SIMPLE
- = HAUBAN
- = INTERFACE BELL
- = LAMPADAIRE DOUBLE
- = LAMPADAIRE SIMPLE
- = POTEAU ÉLECTRIQUE
- = POTEAU ÉLECT. + LAMP.
- = PUISARD DE RUE
- = PUISARD DE TROTTOIR
- = REGARD AQUEDUC
- = POTEAU DE SIGNALISATION
- = POTENCE
- = CHAMBRE DE VANNE D'AQUEDUC
- = REGARD BELL
- = REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
- = REGARD ÉGOUT
- = REGARD GAZ
- = REGARD HYDRO-QUÉBEC
- = PETIT REGARD HQ
- = REGARD INTERCEPTEUR
- = VANNE DE GICLEUR
- = VANNE BORNE-FONTAINE
- = CLÔTURE
- = HAIE
- = LIMITE CADASTRALE
- = MURET
- = TALUS
- = BATIMENT
- = LIMITE DES TRAVAUX
- = CONDUIT(S) AQUEDUC
- = CONDUIT(S) DE GAZ
- = MASSIF(S) ÉLECTRIQUE(S) CSEM
- = MASSIF BELL
- = ÉGOUT COMBINÉ
- = DRAIN(S) DE FONDATION
- = ÉGOUT SANITAIRE

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet
DFE ..... égout
DFD ..... drain
DFP ..... pavage
DFT ..... trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet
DP ..... pavage
DT ..... trottoir

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet de
NE ..... égout
ND ..... drain
NP ..... pavage
NT ..... trottoir

Divers
NIV ..... à niveler
RPH ..... rampe pour handicapés à construire (MV-260-b)

Égout / Aqueduc
C + C ..... cadre et couvercle à changer
C + C + REP ..... cadre et couvercle à changer (+ réparation)
CADRE ..... cadre à changer
COUV ..... couvercle à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler
AJUST À CHG ..... ajustable à changer

Puisard
T + C ..... tête et couvercle à changer (puisard de trottoir)
T + G ..... tête et grille à changer
T + G + REP ..... tête et grille à changer (+ réparation)
TÊTE ..... tête à changer
GRILLE ..... grille à changer
AJUST À NIV ..... ajustable à niveler

Rayon de trottoir proposé R=X.Xm

Indique un changement de pente à la couronne ou au cours d'eau

Indique un point haut à la couronne ou au cours d'eau

Élévation pavage proposé

Ensemencement hydraulique

Haut de bordure de trottoir proposé H B 0,000

Dos de trottoir proposé D T 0,000

Raccordement à l'existant R E 0,000

Élévation existante + 0,000

Vestige archéologiques à conserver et à protéger

Format papier - Arch E | Date Impression: 2017-02-10 11:27:51

Plan clé | Key plan



Client | Client

cogir
SOCIÉTÉ DE GESTION

COGIR Immobilier s.e.n.c.
7200, boulevard Taschereau, bureau 200
Brossard, (Québec) J4W 1M9
www.cogir.net
1-866-677-6381

Concepteur | Creative lead

lemay®
services intégrés lemay et associés inc.
100, rue Peel, 4e étage
montréal (qc) canada h3c 0l8
t. 514.316.1010 f. 514.316.7911
www.lemay.com
CANADA
Montréal Québec Saguenay Toronto
ALGÉRIE | CARAÏBES | CHINE

100 peel street, 4thr floor
montreal (qc) canada h3c 0l8
t. 514.316.1010 f. 514.316.7911
www.lemay.com
CANADA
Montreal Quebec Saguenay Toronto
ALGERIA | CARIBBEAN | CHINA

Consultants | Consultants

Ingénieur Structure:

FNX INNOV
433, rue Chabanel Ouest, 12e étage
Montréal (Québec)
Canada H2N 2J8
Tél. (514) 982-6001
Télé. (514) 982-6106
fnx-innov.com

ELEMA
100, Rue Peel, 5e étage
Montreal, Québec, Canada, H4C 2K1
t. 514-787-3300
www.elema-ing.com

Entrepreneur général / Constructeur:

ebc INC
1095, rue Valets
L'Ancienne-Lorette, Québec, Canada, G2E 4M7
t. 418 872-0600 f. 418 872-8177
www.ebcinc.com

Ingénieur Electrique / Mécanique / Plomberie

bouthillette parizeau
9825, rue Verville
Montréal, Québec, Canada H3L 3E1
www.bpa.ca

NOTES :
L'ENTREPRENEUR EST TENU DE PRENDRE ET DE VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE AVANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.

Émission | Issuance

DATE	DESCRIPTION	REV.
2019/10/08	ÉMIS POUR APPROBATION	01

Sceau | Seal

INGÉNIEUR Marc Mousset 36144 QUÉBEC
2019-10-08

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

Projet | Project

PROJET HUMANITI

TITRE DU DESSIN

PLAN DE GÉOMÉTRIE, MARQUAGE, SIGNALISATION ET SERVTUDE

Directeur de projet | Project director: **MARC MOUSSET**
Dessiné par | Drawn by: **NOUREDDINE KHAINES**
Concepteur technique | Technical designer: **NOUREDDINE KHAINES**
Date | Date: **2019/10/08**
dossier | file #: **F1521500**
Échelle | Scale: **1 : 100**
Dessin | Drawing #: **CSR001**

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX	**Ordonnance modifiant le sens de la rue Hermine entre les rues de la Gauchetière et Viger pour le rendre à double dans l'arrondissement Ville-Marie.**

Vu le paragraphe 9 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

La modification du sens de la rue Hermine entre les rues de la Gauchetière et Viger pour la mettre à double sens.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195275005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198398002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder,en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation mineure relativement à l'aménagement de 4 cases de stationnement en cour avant donnant sur l'avenue Goulet pour le bâtiment sis au 1927, avenue Papineau.

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment situé au 1927, avenue Papineau , une dérogation permettant l'aménagement de 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet, et ce, en dérogation à l'article 610 du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-29 10:32

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198398002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder,en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA -24-008), une dérogation mineure relativement à l'aménagement de 4 cases de stationnement en cour avant donnant sur l'avenue Goulet pour le bâtiment sis au 1927, avenue Papineau.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin d'autoriser l'aménagement de quatre cases de stationnement en cour avant sur l'avenue Goulet. Cette demande, exceptionnelle, fait suite à une erreur survenue lors de l'émission du permis de transformation # 3000339819-13 le 9 juillet 2013.
En effet, une modification réglementaire datant du 7 mai 2013, soit antérieure à la demande du permis, a révisé la définition de « façade ». Conséquemment, la cour donnant sur l'avenue Goulet, considérée comme une cour arrière avant la modification réglementaire, est devenue une cour avant. Malgré cela, les plans démontrant l'aménagement des 4 cases de stationnement ont été approuvés par l'arrondissement pour l'émission du permis précédemment cité. Or, l'article 610 du Règlement 01-282 n'autorise pas l'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décision déléguée # 2136090086 – 16 juillet 2013 - D'accorder un permis de transformation pour la réalisation des travaux tel qu'illustrés aux documents remis à l'arrondissement (permis # 3000339819-13).

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 1 567 358 du cadastre du Québec, comprenant un bâtiment de 3 étages, occupé par l'usage « résidentiel ». Le bâtiment est composé de 8 logements dont 3 sont de superficie « 5 1/2 » pouvant ainsi accueillir des ménages avec enfant.

L'immeuble se situe sur l'alignement zéro face à l'avenue Papineau. L'arrière du bâtiment donne sur l'avenue Goulet. Cette cour est également une cour avant. C'est dans cette dernière que le propriétaire désire aménager les 4 cases de stationnement faisant l'objet de cette étude.

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Sainte-Marie – Saint-Jacques » au Règlement d'urbanisme.

Complément d'information
Le permis de transformation # 3000339819-13 du 9 juillet 2013 autorisait l'aménagement d'une aire de stationnement dans la cour donnant sur l'avenue Goulet, et ce, malgré la modification réglementaire du 7 mai 2013 faisant de cette cour une cour avant. Le permis émis aurait dû prohiber cet aménagement.

À la suite d'une contestation judiciaire en Cour municipal, suivit d'un avis de l'Ombudsman de Montréal, il a été recommandé à l'arrondissement d'autoriser l'aménagement des 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet. Selon l'Ombudsman de Montréal, les travaux devraient être exécutés selon les plans présentés dans le permis du 9 juillet 2013.

Le projet
La demande vise l'aménagement de 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet. Ces cases de stationnement auront toutes la même dimension, soit une longueur de 5,5 mètres par 2,75 mètres respectant ainsi les dimensions requises par le paragraphe 2 de l'article 617 du Règlement 01-282. Un sentier piéton de 2,20 mètres de largeur par 5,5 mètres de longueur sera implanté au milieu de l'aire de stationnement afin de faciliter l'accès au bâtiment. L'ensemble de l'aire de stationnement, ainsi que le passage piéton, sera recouvert d'un matériau de revêtement de sol perméable, soit du pavé alvéolé. La cour sera donc perméable et permettra aux locataires de l'utiliser comme terrain de jeu lorsqu'aucune voiture n'y sera garée.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge à l'article 610 du Règlement d'urbanisme 01-282, à savoir:

> · […] *une aire de stationnement ne doit pas être aménagée dans la cour avant entre l'alignement de construction et la limite de l'emprise de la voie publique, ni sur un terrain vacant.*

JUSTIFICATION

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande pour les raisons suivantes:

- Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures.En effet, une dérogation mineure peut notamment être accordée dans le cas où les travaux en cours ou déjà exécutés ont été effectués de bonne foi et ont fait l'objet d'un permis. Comme précédemment cité, le permis de transformation initial, approuvé par l'arrondissement, prévoyait l'aménagement des 4 cases de stationnement. La dérogation mineure permet de régulariser une erreur administrative lors de l'approbation du permis originel en plus d'éviter un futur préjudice lors de la vente de l'immeuble, entre autre;

- Finalement, l'Ombudsman de Montréal recommande à l'arrondissement de régulariser le litige avec le demandeur en autorisant l'aménagement de l'aire de stationnement tel que démontré dans les plans d'origine du permis de transformation # 3000339819 -13;

- La qualité d'ensemble du projet, soit l'utilisation d'un pavé alvéolé permettant de transformer l'aire de stationnement en terrain de jeu accessible aux familles de l'immeuble, maximise la perméabilité de la cour en plus d'offrir un minimum de verdissement pour les occupants de l'immeuble.

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU le 10 octobre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé du projet: 3 600 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d'arrondissement
Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution
Émission du permis

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Jean-François MORIN

conseiller en aménagement

Tél : 514.872.4031
Télécop. :

Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-10-29

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001653500
4.4.4

Objet : **DÉROGATION MINEURE**

Endroit : 1927, avenue Papineau

Responsable : Samuel Ferland

Description : La demande vise à autoriser l'aménagement de 4 cases de stationnement en cour avant sur l'avenue Goulet. Cette demande, exceptionnelle, fait suite à une erreur survenue lors de l'émission du permis de transformation 3000339819-13 le 9 juillet 2013. En effet, une modification réglementaire datant du 7 mai 2013, soit antérieure à la demande du permis, a révisé la définition de « façade ». Conséquemment, la cour donnant sur l'avenue Goulet, considérée comme une cour arrière avant la modification réglementaire, est devenue une cour avant. Malgré cela, les plans démontrant l'aménagement des quatre cases de stationnement ont été approuvés par l'arrondissement pour l'émission du permis précédemment cité. Or, l'article 610 du *Règlement d'urbanisme 01-282* n'autorise pas l'aménagement d'une aire de stationnement en cour avant.

L'immeuble visé est constitué du lot 1 567 358 du cadastre du Québec, comprenant un bâtiment de 3 étages, occupé par l'usage « résidentiel ». Le bâtiment est composé de 8 logements dont 3 sont de superficie « 5 1/2 » pouvant ainsi accueillir des ménages avec enfant. L'immeuble se situe sur l'alignement zéro face à l'avenue Papineau. L'arrière du bâtiment donne sur l'avenue Goulet. Cette cour est également une cour avant. C'est dans cette dernière que le propriétaire désire aménager les 4 cases de stationnement faisant l'objet de cette étude.

Comme complément d'information, il faut savoir que le permis de transformation 3000339819-13 du 9 juillet 2013 autorisait l'aménagement d'une aire de stationnement dans la cour donnant sur l'avenue Goulet, et ce, malgré la modification réglementaire du 7 mai 2013 faisant de cette cour une cour avant. Le permis émis aurait dû prohiber cet aménagement. À la suite d'une contestation judiciaire en Cour municipale, suivi d'un avis de l'Ombudsman de Montréal, il a été recommandé à l'arrondissement d'autoriser l'aménagement des 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet. Selon l'Ombudsman de Montréal, les travaux devraient être exécutés selon les plans présentés dans le permis du 9 juillet 2013.

Élément particulier : Aucun

Remarque importante : À la séance du 9 mai 2013, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet avec conditions.

Décision déléguée 2136090086 du 16 juillet 2013 - *D'approuver, conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), aux fins de la délivrance du permis, la réalisation des travaux tel qu'illustrés aux documents préparés par Grégory Giroux, architecte, et la Direction de l'habitation, et déposés le 2 juillet 2013 à l'arrondissement, concernant l'immeuble situé au 1925, avenue Papineau, suite à la demande de permis de transformation 3000704830.*

À la séance du 15 mai 2014, le CCU a émis un avis préliminaire favorable à la réalisation du projet.

Considérant que : Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.

Considérant que : La dérogation mineure permet de régulariser une erreur administrative lors de l'approbation du permis originel en plus d'éviter un futur préjudice lors de la vente de l'immeuble.

Considérant que : L'Ombudsman de la Ville de Montréal recommande à l'arrondissement de régulariser le litige avec le demandeur en autorisant l'aménagement de l'aire de stationnement tel que démontré dans les plans d'origine du permis de transformation 3000339819-13.

Considérant que : La qualité d'ensemble du projet soit l'utilisation d'un pavé alvéolé permettant de transformer l'aire de stationnement en terrain de jeu accessible aux familles de l'immeuble, maximise la perméabilité de la cour en plus d'offrir un minimum de verdissement pour les occupants de l'immeuble.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATIONS MINEURES

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 1300, avenue des Pins Ouest, une dérogation permettant l'agrandissement du bâtiment ne respectant pas la marge latérale gauche de 2,5 mètres, et ce, en dérogation à l'article 81 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1196723004];
- pour le bâtiment situé au 2055, rue Drummond, des dérogations permettant la construction d'un bâtiment avec une marge de 3 mètres au lieu de 4 mètres et avec une implantation de la surhauteur qui empiète de 4,76 m dans un secteur de surhauteur de 65 mètres, et ce, notamment en dérogation à l'article 81 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)*, ainsi qu'à la résolution CA17 240225 autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte [dossier 1196255015];
- pour le bâtiment situé au 1459, rue Chomedey, une dérogation permettant l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant ne respectant pas les dispositions sur la superficie de 5 m² et la profondeur maximale de 1 m requis, et ce, en dérogation aux articles 429 et 430 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1198398003];
- pour le bâtiment situé au 1927, avenue Papineau, une dérogation permettant l'aménagement de 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet, et ce, notamment en dérogation à l'article 610 du *Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie* [dossier 1198398002];
- pour le bâtiment occupant le lot 5 713 926 du cadastre du Québec, actuellement au 99999, rue Sainte-Catherine Est, des dérogations permettant un escalier en saillie qui dépasse le deuxième plancher, et ce, en dérogation aux articles 94 et 369 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1197303004].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 12 novembre 2019, à 18 h 30, à la Maison de la culture Janine-Sutto située au 2550 rue Ontario Est.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Fait à Montréal, le 26 octobre 2019

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1198398003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder,en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), une dérogation mineure relativement à la superficie et la profondeur d'une cour anglaise en cour avant pour le bâtiment sis au 1459, rue Chomedey.

D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment sis au 1459, rue Chomedey, une dérogation relativement à la superficie de la cour anglaise et à sa profondeur, et ce, malgré les dispositions des articles 429 et 430 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- La partie de la cour avant n'étant pas touchée par l'aménagement de la cour anglaise devra rester végétalisée. En ce sens, un plan d'aménagement paysager devra être présenté à l'arrondissement démontrant que cet aménagement tend à conserver environ 50 % de verdure en cour avant;
- Aucun arbre mature ne devra être coupé ou blessé;
- Les plans fournis pour la révision architecturale prévue à l'alinéa 2 de l'article 102 ainsi qu'à l'article 433 du Règlement 01-282 devront comprendre l'ensemble des éléments techniques nécessaires à l'aménagement de la cour anglaise.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-29 10:33

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198398003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder,en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA -24-008), une dérogation mineure relativement à la superficie et la profondeur d'une cour anglaise en cour avant pour le bâtiment sis au 1459, rue Chomedey.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation mineure a été déposée afin d'autoriser l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant dérogeant à certaines normes du Règlement d'urbanisme 01-282.
Ce dernier stipule une série de normes devant être respectées lors de l'aménagement de ce type de construction. Cependant, la configuration particulière de la cour avant ainsi que l'implantation du bâtiment sur le lot 1 064 490, ne permettent pas de respecter l'ensemble des normes prescrites au Règlement. La cour anglaise pourrait être aménagée en ajustant certaines normes à la configuration particulière de la cour avant et du bâtiment.

Le Règlement sur les dérogations mineures CA-24-008 autorise une dérogation mineure pour l'aménagement d'une cour avant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le site
L'immeuble visé est constitué du lot 1 064 490 du cadastre du Québec. Le bâtiment résidentiel comporte actuellement un logement réparti sur 2 étages. Le sous-sol est assez élevé par rapport à la rue et constitue un espace habitable et passablement bien éclairé.

Le bâtiment, en pierre grise, date de l'époque victorienne. Une mansarde en ardoise est présente à l'étage. Selon le registre foncier, le bâtiment aurait été construit dans les années 1870, il semble en bon état.

Il fait parti d'un ensemble de 5 maisons de ville typique du secteur. En effet, plusieurs bâtiments similaires sont adjacents au bâtiment à l'étude ainsi que dans plusieurs rues limitrophes. Cependant, plusieurs de ces résidences ont été démolis au profit de grand complexe immobilier.

Le bâtiment fait parti de l'unité de paysage « Conciergeries ».

Le projet
La demande vise l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant. Le propriétaire de l'immeuble désire profiter de la réalisation de ces travaux pour agrandir l'entrée principale du bâtiment.

Selon le requérant, l'ajout de la cour anglaise permettrait une meilleure accessibilité au logement actuel. De plus, cela permettrait d'accroitre la luminosité au sous-sol. Aucun ajout de logement n'est, pour l'instant, envisagé.

Le cadre réglementaire
La proposition déroge aux articles suivants :

1. Au paragraphe 1 de l'article 429 du Règlement d'urbanisme 01-282, à savoir:

> · *La superficie minimale exigée (excluant l'espace occupé par un escalier accédant à la cour anglaise ou à l'étage immédiatement au-dessus est de 5 m². Or, les plans soumis indiquent que la superficie projetée est de 4,78 m².*

2. À l'article 430 du Règlement d'urbanisme 01-282, à savoir:

> · *Au moins 80 % de la superficie d'une cour anglaise doit se situer à une profondeur maximale de 1 m par rapport au niveau le plus pas du trottoir. Or, selon les plans fournis, 100 % de la cour anglaise se situerait à une profondeur de 1,27 m par rapport au niveau le plus pas du trottoir.*

JUSTIFICATION

Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogations mineures, soit la possibilité de faire une telle demande pour l'aménagement d'une cour avant (paragraphe 7 de l'article 2 du Règlement sur les dérogations mineures). La construction de la cour anglaise en cour avant aurait un impact minime sur l'architecture général du bâtiment. La superficie de 4,78 m² permet de conserver l'entièreté des ouvertures au sous-sol puisque le mur de béton de la cour anglaise sera construit vis-à-vis celle-ci. La partie restante de la cour sera végétalisée afin d'assurer un maximum de percolation des eaux de pluie et fournir de la verdure aux résidents de l'immeuble et du secteur. Quant à la profondeur supérieure à celle prescrite, elle assure un meilleur dégagement pour les utilisateurs de la nouvelle entrée créée, soit 2,45 m entre le sol de la cour anglaise et le soffite perforé sous le balcon. Il faut également noter que les critères établit à l'article 433 du Règlement en vu d'une révision architecturale sont, à notre avis, atteints.

En ce sens, le projet comporte un volet de rénovation de la façade du bâtiment, nécessitant une révision architecturale par le CCU. En plus des critères applicables pour la rénovation de la façade du bâtiment, les critères énoncés à l'article 433 du Règlement 01-282 seront observés par les membres du CCU lors d'une séance prochaine.

En parcourant le secteur, nous avons noté que plusieurs maisons de ville dont l'architecture est comparable, possèdent des cours anglaises en cour avant. Ces dernières s'intègrent harmonieusement au paysage urbain en plus de permettre la création de logement dans un secteur en demande. Nous sommes d'avis que l'aménagement de cette cour anglaise permettra de rehausser la valeur du bâtiment sans pervertir son architecture typique de la fin du 19^{e} siècle.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis

qu’une suite favorable devrait être donnée à cette demande, et ce, aux conditions suivantes :

1. La partie de la cour avant n’étant pas touchée par l’aménagement de la cour anglaise devra rester végétalisée. En ce sens, un plan d’aménagement paysager devra être présenté à l’arrondissement démontrant que cet aménagement tend à conserver environ 50 % de verdure en cour avant ;
2. Aucun arbre mature ne devra être coupé ou blessé.
3. Les plans fournis pour la révision architecturale prévue à l’alinéa 2 de l’article 102 ainsi qu’à l’article 433 du Règlement 01-282 devront comprendre l’ensemble des éléments techniques nécessaires à l’aménagement de la cour anglaise.

Le projet a obtenu un avis favorable du CCU le 10 octobre 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coût estimé du projet: 25 000 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d’arrondissement
Conseil d’arrondissement – Adoption de la résolution
CCU - Révision architecturale (art. 433 et rénovation façade).
Émission du permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel FERLAND
conseiller en aménagement

Tél : 514.872.4031
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-10-29

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001659193
4.4.3

Objet :	**DÉROGATION MINEURE**
Endroit :	1459, rue Chomedey
Responsable :	Samuel Ferland
Description :	La demande vise à autoriser l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant dérogeant à certaines normes du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Ce dernier stipule une série de normes devant être respectées lors de l'aménagement de ce type de construction. Or, la configuration particulière de la cour avant ainsi que l'implantation du bâtiment sur le lot 1 064 490, ne permettent pas de respecter l'ensemble des normes prescrites. La cour anglaise pourrait être aménagée en ajustant certaines normes à la configuration particulière de la cour avant et du bâtiment. Le propriétaire de l'immeuble désire profiter de la réalisation de ces travaux pour agrandir l'entrée principale du bâtiment. Selon le requérant, l'ajout de la cour anglaise permettrait une meilleure accessibilité au logement actuel. De plus, cela permettrait d'accroitre la luminosité au sous-sol. Aucun ajout de logement n'est, pour l'instant, envisagé. L'immeuble visé est constitué du lot 1 064 490 du cadastre du Québec. Le bâtiment résidentiel comporte actuellement un logement réparti sur deux étages. Le sous-sol est assez élevé par rapport à la rue et constitue un espace habitable et passablement bien éclairé. Le bâtiment, en pierre grise, date de l'époque victorienne. Une mansarde en ardoise est présente à l'étage. Selon le registre foncier, le bâtiment aurait été construit dans les années 1870, il semble en bon état. Il fait partie d'un ensemble de cinq maisons de ville typique du secteur. En effet, plusieurs bâtiments similaires sont adjacents au bâtiment à l'étude ainsi que dans plusieurs rues limitrophes. Cependant, plusieurs de ces résidences ont été démolies au profit de grand complexe immobilier.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.
Considérant que :	La construction de la cour anglaise en cour avant aurait un impact minime sur l'architecture générale du bâtiment. La superficie de 4,78 m² permet de conserver l'entièreté des ouvertures au sous-sol puisque le mur de béton de la cour anglaise sera construit vis-à-vis celle-ci. La partie restante de la cour sera végétalisée afin d'assurer un maximum de percolation des eaux de pluie et fournir de la verdure aux résidents de

l'immeuble et du secteur. Quant à la profondeur supérieure à celle prescrite, elle assure un meilleur dégagement pour les utilisateurs de la nouvelle entrée créée, soit 2,45 m entre le sol de la cour anglaise et le soffite perforé sous le balcon.

Considérant que : Le projet comporte un volet de rénovation de la façade du bâtiment, nécessitant une révision architecturale par le CCU. En plus des critères applicables pour la rénovation de la façade du bâtiment, les critères énoncés à l'article 433 du *Règlement d'urbanisme 01-282* seront observés par les membres du CCU lors d'une séance prochaine.

Considérant que : Plusieurs maisons de ville dont l'architecture est comparable, possèdent des cours anglaises en cour avant dans le secteur. Ces dernières s'intègrent harmonieusement au paysage urbain en plus de permettre la création de logements dans un secteur en demande. L'aménagement de cette cour anglaise permettra de rehausser la valeur du bâtiment sans pervertir son architecture typique de la fin du 19e siècle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La partie de la cour avant n'étant pas touchée par l'aménagement de la cour anglaise devra rester végétalisée. En ce sens, un plan d'aménagement paysager devra être présenté à l'arrondissement démontrant que cet aménagement tend à conserver environ 50 % de verdure en cour avant.**
- **Aucun arbre mature ne devra être coupé ou blessé.**
- **Les plans fournis pour la révision architecturale prévue à l'alinéa 2 de l'article 102 ainsi qu'à l'article 433 du *Règlement d'urbanisme 01-282* devront comprendre l'ensemble des éléments techniques nécessaires à l'aménagement de la cour anglaise.**

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATION MINEURE

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008)*, sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 1459, rue Chomedey, une dérogation permettant l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant ne respectant pas les dispositions sur la superficie de 5 m² et la profondeur maximale de 1 m requis, et ce, en dérogation aux articles 429 et 430 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1198398003];

- pour le bâtiment situé au 1927, avenue Papineau, une dérogation permettant l'aménagement de 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet, et ce, notamment en dérogation à l'article 610 du *Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie* [dossier 1198398002];

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 12 novembre 2019, à 18 h 30, à la salle du conseil, 800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Montréal, le 17 octobre 2019

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

AVIS PUBLIC

Ville-Marie
Montréal

DEMANDES DE DÉROGATIONS MINEURES

Les personnes intéressées sont priées de noter qu'elles pourront être entendues par les membres du conseil d'arrondissement qui statueront, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (CA-24-008), sur des demandes approuvant :

- pour le bâtiment situé au 1300, avenue des Pins Ouest, une dérogation permettant l'agrandissement du bâtiment ne respectant pas la marge latérale gauche de 2,5 mètres, et ce, en dérogation à l'article 81 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1196723004];
- pour le bâtiment situé au 2055, rue Drummond, des dérogations permettant la construction d'un bâtiment avec une marge de 3 mètres au lieu de 4 mètres et avec une implantation de la surhauteur qui empiète de 4,76 m dans un secteur de surhauteur de 65 mètres, et ce, notamment en dérogation à l'article 81 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)*, ainsi qu'à la résolution CA17 240225 autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte [dossier 1196255015];
- pour le bâtiment situé au 1459, rue Chomedey, une dérogation permettant l'aménagement d'une cour anglaise en cour avant ne respectant pas les dispositions sur la superficie de 5 m² et la profondeur maximale de 1 m requis, et ce, en dérogation aux articles 429 et 430 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1198398003];
- pour le bâtiment situé au 1927, avenue Papineau, une dérogation permettant l'aménagement de 4 cases de stationnement dans la cour avant donnant sur l'avenue Goulet, et ce, notamment en dérogation à l'article 610 du *Règlement d'urbanisme 01-282 de l'arrondissement de Ville-Marie* [dossier 1198398002];
- pour le bâtiment occupant le lot 5 713 926 du cadastre du Québec, actuellement au 99999, rue Sainte-Catherine Est, des dérogations permettant un escalier en saillie qui dépasse le deuxième plancher, et ce, en dérogation aux articles 94 et 369 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)* [dossier 1197303004].

La séance du conseil d'arrondissement au cours de laquelle seront étudiées ces demandes aura lieu le mardi 12 novembre 2019, à 18 h 30, à la Maison de la culture Janine-Sutto située au 2550 rue Ontario Est.

Toute personne qui désire obtenir des renseignements relativement à ces demandes peut communiquer avec la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises au 514 872-9545 et en mentionnant les numéros de dossier indiqués précédemment.

Fait à Montréal, le 26 octobre 2019

Le secrétaire d'arrondissement,
Domenico Zambito, avocat

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/villemarie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.09

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195275006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Duke entre les rue de la Commune et Brennan.

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.M.V., c. C-4.1), une ordonnance modifiant le sens de la rue Duke, entre les rues Brennan et de la Commune, pour le mettre à double sens.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-10-29 14:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195275006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Duke entre les rue de la Commune et Brennan.

CONTENU

CONTEXTE

La rue Duke, entre les rues de la Commune et Brennan est actuellement à sens unique vers le Sud. Cette modification avait été mise en place lors du nouvel aménagement de l'autoroute Bonaventure dans le but de s'assurer que les automobilistes n'essayent pas de passer sur le trottoir pour rejoindre la rue Robert-Bourassa. Trois ans plus tard, les habitudes des automobilistes qui empruntaient ce chemin ne sont plus d'actualité. Il est donc possible de remettre la rue à double sens, dans le but de ne pas obliger les automobilistes à faire un détour pour se rendre aux stationnements intérieurs des immeubles du secteur. Sachant que l'intersection Brennan / de la Commune est à pleine capacité, il est adéquat de penser à limiter les débits à cette intersection lorsque possible. Ainsi, pour aider cette problématique, il est recommandé de modifier de façon permanente le sens de la rue Duke entre les rues Brennan et de la Commune pour le mettre à double sens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Voir GDC 17-69580

DESCRIPTION

Modifier le sens de la rue Duke entre les rues Brennan et de la Commune, actuellement direction Sud, pour le mettre à double sens.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, il est possible de déterminer la direction des voies de la circulation dans l'arrondissement.
"Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:
...
3 déterminer les directions des voies et les manoeuvres obligatoires ou interdites;
..."

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'installation et l'entretien de la signalisation sont des activités centralisées dont les coûts sont entièrement assumés par l'arrondissement. L'arrondissement dispose d'un budget spécifique versé annuellement à la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage sur la chaussée située dans l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Moins de détour pour les automobilistes ayant affaire dans le secteur.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Adoption de l'ordonnance;
- Conception et transmission des ordres de travail demandant l'installation des panneaux;
- Installation des dits panneaux par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à notre règlement sur la circulation et le stationnement R.R.M.V., c. C-4.1

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2019-10-24
Isabelle BORDELEAU ingenieur(e)	Ramy MIKATI Chef de division	
Tél : 514-872-5257	**Tél :** 514-872-6530	

Télécop. : 514-872-2802 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
Directeur travaux publics
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2019-10-28

Ville-Marie
Montréal

C-4.1, o. XXX **Ordonnance créant un double sens sur la rue Duke entre les rue de la Commune et Brennan**

Vu le paragraphe 9 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du XXXX, le conseil d'arrondissement décrète :

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance créant un double sens sur la rue Duke entre les rue de la Commune et Brennan.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195275006) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Publication 90 jours après l'adoption par le conseil d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.10

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196255015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la marge latérale et à l'empiètement de la surhauteur dans un secteur de surhauteur de 65 mètres pour une construction située au 2055, rue Drummond

1) D'accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), pour le bâtiment à être construit au 2055, rue Drummond, des dérogations permettant la construction d'un bâtiment avec une marge de 3 mètres au lieu de 4 mètres et avec une implantation de la surhauteur qui empiète de 4,76 m dans un secteur de surhauteur de 65 mètres, et ce, malgré les dispositions de l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), ainsi qu'à la résolution CA17 240225.
2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
a) la façade originale de l'édifice Winter Club située en bordure de la rue Stanley devra être restaurée et intégrée au projet, de même que les arches métalliques de la structure intérieure;
b) la marquise originale en façade de l'édifice Winter Club devra être restaurée et remise en place.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 10:17

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196255015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), des dérogations relativement à la marge latérale et à l'empiètement de la surhauteur dans un secteur de surhauteur de 65 mètres pour une construction située au 2055, rue Drummond

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogations mineures a été déposée afin de permettre la construction d'un complexe immobilier mixte comportant deux tours, sis au 2055, rue Drummond. Le projet, déroge à la marge latérale du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282) ainsi qu'à la résolution CA17 240225 concernant l'implantation d'un volume en hauteur.
En 2017, une résolution de projet particulier a été adoptée afin d'autoriser la construction d'une tour sur ce même emplacement avec un empiétement d'un volume d'une hauteur de 120 m à l'intérieur d'une zone de 65 m de hauteur. Cet empiétement, d'une largeur de 10 m, comportait un porte-à-faux au-dessus de l'édifice patrimonial La Citadelle. Considérée trop massive, cette proposition n'a finalement jamais obtenu les autorisations requises. Le projet actuel présente une approche diamétralement opposée, qui requiert néanmoins une autorisation de dérogation mineure pour la marge latérale sud et l'implantation d'un volume en hauteur.

Une autorisation du Ministère de la culture et des communications (MCC) et un avis de la division du patrimoine seront également requis au moment de l'émission du permis puisque le projet est situé dans site patrimonial de la Maison Alcan, et dans les aires de protection du Mount Stephen club et du Mount Royal club.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 240225 – 11 avril 2017 – Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte (GDD 1186399005).

DESCRIPTION

Le site
L'emplacement est situé dans le Mile carré doré, à même la partie sud du site patrimonial classé de la Maison Alcan, et entre les rues Drummond et Stanley. Il correspond plus

précisément aux lots des bâtiments du Winter club (Donnacona), de « La Citadelle / Emmanuel Congregationnal », dont les entrées donnent sur la rue Drummond, et de la tour de l'Armée du Salut, accessible depuis la rue Stanley. L'îlot est sillonné par un réseau d'espaces verts privés et de galeries qui connectent aux bâtiments adjacents.

Le projet
L'édifice projeté comprend un basilaire de 1 à 2 étages qui inclut le volume original du Winter Club, surmonté de deux tours de 38 étages (120 mètres), l'une positionnée du côté de la rue Drummond et l'autre en bordure de la rue Stanley. Le programme est constitué d'espaces commerciaux et d'espaces communs au basilaire, de 437 unités résidentielles, plusieurs terrasses communes végétalisées, ainsi qu'un stationnement intérieur qui connecte avec celui du Complexe de la Maison Alcan.

Le projet comporte plusieurs volumes disposés de façon à dégager les bâtiments existants et à maximiser les plans de façades fenestrés. Sur la rue Drummond, le volume de 6 étages qui se déploie au-dessus de la partie ouest de l'édifice Winter Club offre un retrait en angle par rapport à la façade existante. Au-dessus de ce volume s'élève une fine tour d'une superficie de plancher brute de 640 m² par étage, implantée en retrait de la limite latérale sud. Sur Stanley, la seconde tour jumelle vient s'implanter plus au nord, à l'endroit où se trouve actuellement l'édifice de l'Armée du Salut. Les tours sont reliées au 17e étage par une passerelle. Le basilaire connecte quant à lui à la Citadelle par l'aménagement d'un jardin d'hiver intérieur.

Les volumes décalés offrent plusieurs surfaces de toits dotés de jardins suspendus, en plus de celui au sol entre les édifices Winter Club et La Citadelle. Des plantations sont également prévues en façade des 17 premiers étages de la tour ouest.

Le cadre réglementaire
Le projet déroge aux dispositions suivantes :

- Selon le Règlement d'urbanisme 01-282, un mur latéral d'un bâtiment non érigé sur la limite latérale d'un terrain doit être implanté à une distance égale ou supérieure à 4 mètres, alors que la marge latérale sud du projet est 3 mètres (article 81);
- Selon la résolution CA17 240225, la construction en surhauteur de 120 m peut empiéter de 10 m dans le secteur de la surhauteur de 65 m, à l'arrière de l'édifice La Citadelle, alors que la proposition présente plutôt un empiétement de 4,76 m du côté sud de cette même zone. L'implantation de cet empiétement déroge donc à la résolution, même si elle présente une plus faible ampleur.

JUSTIFICATION

Considérant que :

- La subdivision du projet avec deux tours fines (d'au plus 640 m2 par étage) permet de conserver le volume de l'ancien Winter Club, ainsi que sa façade originale de la rue Stanley;
- La volumétrie très verticale de la proposition permet le dégagement de l'édifice La Citadelle;
- L'implantation étroite du projet en bordure de la rue Stanley permet de déplacer l'accès véhiculaire de façon à augmenter la largeur du passage piétonnier traversant le site;
- La marge latérale de la tour Drummond permet d'offrir une façade fenêtrée du côté sud, visible depuis le boulevard De Maisonneuve;

- La marge latérale de l’édifice Lechter (adjacent au sud du projet) est généralement égale à celle proposée immédiatement au nord et que le dégagement proposé permet une meilleure luminosité dans les fenêtres existantes;
- Le traitement architectural proposé pour la nouvelle construction présente une grande sobriété en accord avec le caractère du complexe de l’ancienne Maison Alcan;
- Les tours sont dénuées de balcon en hauteur permettant ainsi une expression architecturale d’une grande neutralité;
- Le traitement architectural du côté de la rue Drummond est harmonisé avec la devanture conservée de l’édifice Winter Club (façade et premier volume) ainsi qu’avec l’édifice La Citadelle;
- Les dérogations visés sont mineures, qu’elles ne causent aucun préjudice au voisinage et qu’elles permettent d’améliorer l’intégration architecturale du projet;
- L’empiétement de la tour Drummond dans la zone de 65 m est beaucoup moins invasive que l’empiétement initialement autorisé à l’arrière de l’édifice La Citadelle.

À la séance du 10 octobre 2019, le Comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de la demande, sous certaines conditions (voir le procès-verbal en pièce jointe).

De façon préliminaire, la division du patrimoine et le MCC se sont prononcé en faveur du projet.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d’avis que l’on devrait donner une suite favorable à l’égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis public 15 jours avant le conseil d’arrondissement
Conseil d’arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gabrielle LECLERC-ANDRÉ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 868-5827
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-10-31

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 octobre 2019
3001660820
4.4.2

Objet : **DÉROGATION MINEURE - SURHAUTEUR**

Endroit : 2055, rue Drummond

Responsable : Bruno Collin et Gabrielle Leclerc-André

Description : La demande vise à déroger à la marge latérale du Règlement *d'urbanisme 01-282* ainsi qu'à la résolution CA17 240225 concernant l'implantation d'un volume en hauteur, pour la construction d'un complexe immobilier mixte comportant deux tours.

En 2017, une résolution de projet particulier a été adoptée afin d'autoriser la construction d'une tour sur ce même emplacement avec un empiétement d'un volume d'une hauteur de 120 m à l'intérieur d'une zone de 65 m de hauteur. Cet empiétement, d'une largeur de 10 m, comportait un porte-à-faux au-dessus de l'édifice patrimonial La Citadelle. Considérée trop massive, cette proposition n'a finalement jamais obtenu les autorisations requises. Le projet actuel présente une approche diamétralement opposée, qui requiert néanmoins une autorisation de dérogation mineure pour la marge latérale sud et l'implantation d'un volume en hauteur.

L'emplacement est situé dans le Mille carré doré, à même la partie sud du site patrimonial classé de la Maison Alcan, et entre les rues Drummond et Stanley. Il correspond plus précisément aux lots des bâtiments du Winter club (Donnacona), de « La Citadelle / Emmanuel Congregationnal », dont les entrées donnent sur la rue Drummond, et de la tour de l'Armée du Salut, accessible depuis la rue Stanley. L'îlot est sillonné par un réseau d'espaces verts privés et de galeries qui connectent aux bâtiments adjacents.

L'édifice projeté comprend un basilaire de 1 à 2 étages qui inclut le volume original du Winter Club, surmonté de deux tours de 38 étages (120 m), l'une positionnée du côté de la rue Drummond et l'autre en bordure de la rue Stanley. Le programme est constitué d'espaces commerciaux et d'espaces communs au basilaire, de 437 unités résidentielles, plusieurs terrasses communes végétalisées, ainsi qu'un stationnement intérieur pouvant accueillir 96 vélos et 405 voitures, qui connecte avec celui du Complexe de la Maison Alcan.

Le projet comporte plusieurs volumes disposés de façon à dégager les bâtiments existants et à maximiser les plans de façades fenestrés. Sur la rue Drummond, le volume de 6 étages qui se déploie au-dessus de la partie ouest de l'édifice Winter Club offre un retrait en angle par rapport à la façade existante. Au-dessus de ce volume s'élève une fine tour d'une

superficie de plancher brute de 640 m^2 par étage, implantée en retrait de la limite latérale sud. Sur Stanley, la seconde tour jumelle vient s'implanter plus au nord, à l'endroit où se trouve actuellement l'édifice de l'Armée du Salut. Les tours sont reliées au 17^e étage par une passerelle. Le basilaire connecte quant à lui à la Citadelle par l'aménagement d'un jardin d'hiver intérieur.

Les volumes décalés offrent plusieurs surfaces de toits dotés de jardins suspendus, en plus de celui au sol entre les édifices Winter Club et La Citadelle. Des plantations sont également prévues en façade des 17 premiers étages de la tour ouest.

Élément particulier : Le bâtiment est situé dans le site patrimonial de la Maison Alcan et dans les aires de protection de L'édifice du Mount Stephen Club et de L'édifice du Mount Royal Club.

Remarque importante : CA17 240225 adoptée le 11 avril 2017 - *Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte*

Considérant que : La subdivision du projet avec deux tours fines (d'au plus 640 m^2 par étage) permet de conserver le volume de l'ancien Winter Club, ainsi que sa façade originale de la rue Stanley.

Considérant que : La volumétrie très verticale de la proposition permet le dégagement de l'édifice La Citadelle.

Considérant que : L'implantation étroite du projet en bordure de la rue Stanley permet de déplacer l'accès véhiculaire de façon à augmenter la largeur du passage piétonnier traversant le site.

Considérant que : La marge latérale de la tour Drummond permet d'offrir une façade fenêtrée du côté sud, visible depuis le boulevard De Maisonneuve.

Considérant que : La marge latérale de l'édifice Lechter (adjacent au sud du projet) est généralement égale à celle proposée immédiatement au nord et que le dégagement proposé permet une meilleure luminosité dans les fenêtres existantes.

Considérant que : Le traitement architectural proposé pour la nouvelle construction présente une grande sobriété en accord avec le caractère du complexe de l'ancienne Maison Alcan.

Considérant que : Les tours sont dénuées de balcon en hauteur permettant ainsi une expression architecturale d'une grande neutralité.

Considérant que : Le traitement architectural du côté de la rue Drummond est harmonisé avec la devanture conservée de l'édifice Winter Club (façade et premier volume) ainsi qu'avec l'édifice La Citadelle.

Considérant que : Les dérogations visées sont mineures, qu'elles ne causent aucun préjudice au voisinage et qu'elles permettent d'améliorer l'intégration architecturale du projet.

Considérant que : L'empiétement de la tour Drummond dans la zone de 65 m est beaucoup moins invasif que l'empiétement initialement autorisé à l'arrière de l'édifice La Citadelle.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **La façade originale de l'édifice Winter Club située en bordure de la rue Stanley devra être restaurée et intégrée au projet, de même que les arches métalliques de la structure intérieure.**
- **La marquise originale en façade de l'édifice Winter Club devra être restaurée et remise en place.**
- **La hauteur de la partie basse de la tour Drummond devra être réduite, afin de s'aligner le plus possible avec le bâtiment voisin au sud, l'édifice Lechter, et d'éviter la création d'un mur aveugle.**

Par ailleurs, les membres du comité font état de leurs inquiétudes face au maintien et à l'entretien de la végétation proposées aux balcons et dans les autres espaces communs. Ils sont d'avis qu'une clause de responsabilités pour ce volet devrait être incluse dans la convention de copropriété.

De plus, bien que l'idée de la passerelle soit acceptée à la majorité par le comité, certains membres soulignent qu'ils n'y sont pas favorables.

Il est à noter que M. Christian Ducharme, ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la salle et ne s'est pas prononcé pendant les délibérations et le vote de ce dossier.

Sophie Mauzerolle
Présidente

Billy Chérubin
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

DÉROGATION MINEURE
2055, rue Drummond
District électoral : Peter-McGill
No de requête : 3001660820

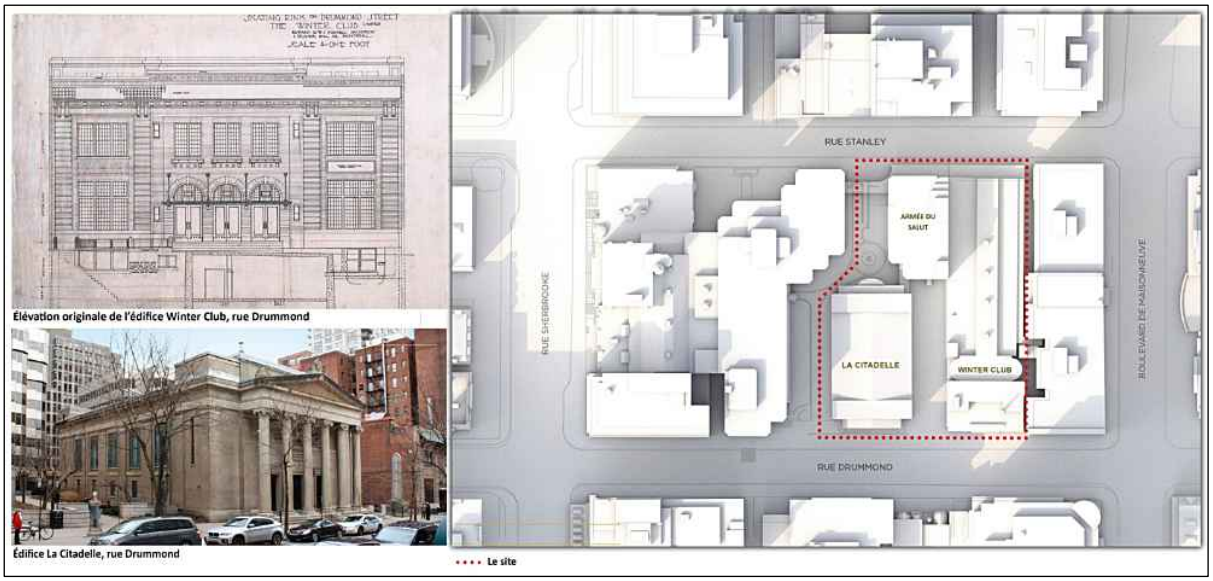
Demandeur : Lune Rouge, Canderel et Crave Real Estate
Concepteur : Saucier+Perrotte Architectes
Investissement : *à venir*

Contexte

Une demande de dérogations mineures a été déposée afin de permettre la construction d'un complexe immobilier mixte comportant deux tours, sis au 2055, rue Drummond. Le projet, déroge à la marge latérale du Règlement d'urbanisme de Ville-Marie (01-282) ainsi qu'à la résolution CA17 240225 concernant l'implantation d'un volume en hauteur.

En 2017, une résolution de projet particulier a été adoptée afin d'autoriser la construction d'une tour sur ce même emplacement avec un empiétement d'un volume d'une hauteur de 120 m à l'intérieur d'une zone de 65 m de hauteur. Cet empiétement, d'une largeur de 10 m, comportait un porte-à-faux au-dessus de l'édifice patrimonial La Citadelle. Considérée trop massive, cette proposition n'a finalement jamais obtenu les autorisations requises. Le projet actuel présente une approche diamétralement opposée, qui requiert néanmoins une autorisation de dérogation mineure pour la marge latérale sud et l'implantation d'un volume en hauteur.

À noter qu'une autorisation du MCC et qu'un avis de la division du patrimoine sont également requis puisque le projet est situé dans site patrimonial de la Maison Alcan, et dans les aires de protection du Mount Stephen club et du Mount Royal club.



Décisions antérieures

CA17 240225 – 11 avril 2017 – Résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, autorisant la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte.

Description

Le site
L'emplacement est situé dans le Mile carré doré, à même la partie sud du site patrimonial classé de la Maison Alcan, et entre les rues Drummond et Stanley. Il correspond plus précisément aux lots des bâtiments du Winter club (Donnacona), de « La Citadelle / Emmanuel Congregationnal », dont les entrées donnent sur la rue Drummond, et de la tour de l'Armée du Salut, accessible depuis la rue Stanley. L'îlot est sillonné par un réseau d'espaces verts privés et de galeries qui connectent aux bâtiments adjacents.

Le projet
L'édifice projeté comprend un basilaire de 1 à 2 étages qui inclut le volume original du Winter Club, surmonté de deux tours de 38 étages (120 mètres), l'une positionnée du côté de la rue Drummond et l'autre en bordure de la rue Stanley. Le programme est constitué d'espaces commerciaux et d'espaces communs au basilaire, de 437 unités résidentielles, plusieurs terrasses communes végétalisées, ainsi qu'un stationnement intérieur pouvant accueillir 96 vélos et 405 voitures, qui connecte avec celui du Complexe de la Maison Alcan.


Perspective du projet, vue depuis la rue Drummond

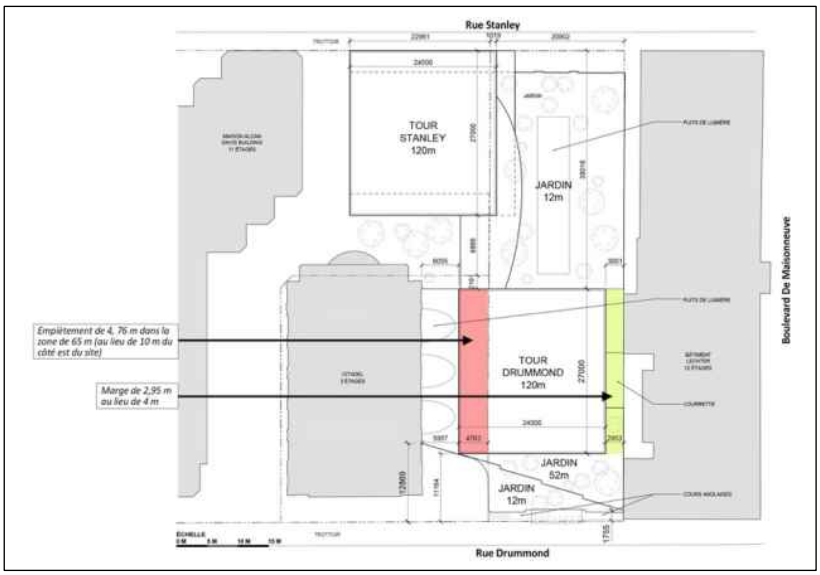
Le projet comporte plusieurs volumes disposés de façon à dégager les bâtiments existants et à maximiser les plans de façades fenestrés. Sur la rue Drummond, le volume de 6 étages qui se déploie au-dessus de la partie ouest de l'édifice Winter Club offre un retrait en angle par rapport à la façade existante. Au-dessus de ce volume s'élève une fine tour d'une superficie de plancher brute de 640 m^2 par étage, implantée en retrait de la limite latérale sud. Sur Stanley, la seconde tour jumelle vient s'implanter plus au nord, à l'endroit où se trouve actuellement l'édifice de l'Armée du Salut. Les tours

sont reliées au 17e étage par une passerelle. Le basilaire connecte quant à lui à la Citadelle par l'aménagement d'un jardin d'hiver intérieur.

Les volumes décalés offrent plusieurs surfaces de toits dotés de jardins suspendus, en plus de celui au sol entre les édifices Winter Club et La Citadelle. Des plantations sont également prévues en façade des 17 premiers étages de la tour ouest.

Le cadre réglementaire
Le projet déroge aux dispositions suivantes :

- Selon le Règlement d'urbanisme 01-282, un mur latéral d'un bâtiment non érigé sur la limite latérale d'un terrain doit être implanté à une distance égale ou supérieure à 4 mètres, alors que la marge latérale sud du projet est 3 mètres (article 81);
- Selon la résolution CA17 240225, la construction en surhauteur de 120 m peut empiéter de 10 m dans le secteur de la surhauteur de 65 m, à l'arrière de l'édifice La Citadelle, alors que la proposition présente plutôt un empiétement de 4,76 m du côté sud de cette même zone. L'implantation de cet empiétement déroge donc à la résolution, même si elle présente une plus faible ampleur.



Description des dérogations en cause



Perspective 3D du projet

Analyse et avis

Considérant que :

- La subdivision du projet avec deux tours fines (d'au plus 640 m^2 par étage) permet de conserver le volume de l'ancien Winter Club, ainsi que sa façade originale de la rue Stanley;
- La volumétrie très verticale de la proposition permet le dégagement de l'édifice La Citadelle;
- L'implantation étroite du projet en bordure de la rue Stanley permet de déplacer l'accès véhiculaire de façon à augmenter la largeur du passage piétonnier traversant le site;
- La marge latérale de la tour Drummond permet d'offrir une façade fenêtrée du côté sud, visible depuis le boulevard De Maisonneuve;
- La marge latérale de l'édifice Lechter (adjacent au sud du projet) est généralement égale à celle proposée immédiatement au nord et que le dégagement proposé permet une meilleure luminosité dans les fenêtres existantes;
- Le traitement architectural proposé pour la nouvelle construction présente une grande sobriété en accord avec le caractère du complexe de l'ancienne Maison Alcan;
- Les tours sont dénuées de balcon en hauteur permettant ainsi une expression architecturale d'une grande neutralité;

- Le traitement architectural du côté de la rue Drummond est harmonisé avec la devanture conservée de l'édifice Winter Club (façade et premier volume) ainsi qu'avec l'édifice La Citadelle;
- Les dérogations visés sont mineures, qu'elles ne causent aucun préjudice au voisinage et qu'elles permettent d'améliorer l'intégration architecturale du projet;
- L'empiétement de la tour Drummond dans la zone de 65 m est beaucoup moins invasive que l'empiétement initialement autorisé à l'arrière de l'édifice La Citadelle;

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **que la façade originale de l'édifice Winter Club située en bordure de la rue Stanley soit restaurée et intégrée au projet, de même que les arches métalliques de la structure intérieure;**
- **que la marquise originale en façade de l'édifice Winter Club soit restaurée et remise en place.**

Responsable du dossier
Bruno Collin, chef d'équipe – conseiller en aménagement, en collaboration avec Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
Mise à jour 6 octobre 2019



Aménagement d'un jardin d'hiver entre les édifices Winter Club et La Citadelle. La marquise originale de l'édifice Winter Club devrait être restaurée et intégrée au projet.

TOURS DONNACONA

DEMANDE DE DÉROGATIONS MINEURES

02 OCTOBRE 2019

PROJET 43721901



BRIAN ELSDEN BURROWS ARCHITECTE LE GROUPE ARCHITEX

CRAVE CREATIVE REAL ESTATE VENTURES

BC2

TABLE
DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1
LOCALISATION DU SITE VISÉ 2
MISE EN CONTEXTE 4
SOMMAIRE DU PROJET 9
PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE ARCHITECTURALE 13
PRÉSENTATION DES DÉROGATIONS 22
CONCLUSION 24
ANNEXES 25

INTRODUCTION

Le présent document a été réalisé en vue de la prochaine présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'Arrondissement de Ville-Marie relativement à une demande en vertu du Règlement sur les dérogations mineures portant le numéro CA-24-008. Les pages qui suivent présentent la localisation du site visé par la demande, une mise en contexte de la propriété, puis le projet en tant que tel, et enfin les dérogations demandées et leurs justifications.

Ce projet est le résultat de la collaboration de plusieurs partenaires que sont Lune Rouge, Canderel et Crave Real Estate lesquels sont impliqués depuis de nombreuses années dans la mise en valeur du milieu montréalais. Soucieux de concevoir un projet avec une signature unique, une équipe d'architectes et d'urbanistes a été mobilisée afin d'assurer la mise en valeur de la qualité du paysage urbain et du domaine public au centre-ville de Montréal.

LOCALISATION DU SITE VISÉ

Le site visé par la présente demande est localisé dans l'arrondissement de Ville-Marie, au cœur du centre-ville de Montréal. Il borde le côté sud de l'avenue Sherbrooke, entre la rue Stanley et la rue Drummond. Il s'inscrit dans un environnement urbain privilégié et patrimonialement très riche. À mi-chemin entre l'Université McGill et l'Université Concordia, il est situé à un jet de pierre de la rue Sainte-Catherine, principale artère commerciale montréalaise, et du réseau de métro relié à la ville souterraine. Il appartient au Mille Carré Doré, quartier favorisé qui a fortement marqué le développement de la ville à partir de la fin du 19ème siècle et qui revêt encore aujourd'hui un caractère symbolique.

Cœur historique de la ville, le voisinage est composé de plusieurs destinations majeures (mont Royal, Musée des Beaux-Arts, square Dorchester, place du Canada, centre Bell, etc.), de nombreux lieux structurants (place Ville-Marie, centre Eaton, Cité du commerce électronique, etc.) et de bâtiments patrimoniaux (Mount-Royal Club, Mount-Stephen's Club, Bishop Court, le Complexe de la Maison Alcan lui-même, etc.) témoignant des grandes époques qui ont jalonné l'histoire de cette partie de la ville. Il rassemble l'essentiel des fonctions métropolitaines, vers lesquelles convergent les grandes infrastructures de transport.

Le quartier se fait l'écho de ce creusé, en amalgamant des pans entiers de l'histoire montréalaise, mais aussi l'essentiel de ses fonctions majeures. C'est pourquoi, le site, dans sa composition actuelle mais aussi sa vision pour le futur, est à ce niveau exemplaire.

En effet, le Complexe de la Maison Alcan, créé dans les années 1980 pour abriter le siège de l'entreprise éponyme, se veut un assemblage très élaboré d'édifices anciens, à l'image des maisons de ville, de la Citadelle ou encore du Donnacona, et de bâtiments plus contemporains, aux lignes épurées, avec la construction des immeubles du Davis et de l'Armée-du-Salut. Reliés les uns aux autres par jeux de communications intérieures et extérieures, ainsi que la création d'un atrium, le Complexe est devenu le porte-étendard d'Alcan durant des décennies. Ville-Marie se voulant un milieu de vie et un centre-ville habité, c'est tout naturellement que le projet souhaite intégrer dans la portion sud du Complexe une forte composante résidentielle, sous les traits d'un projet audacieux venant requalifier une partie des immeubles existants.



MISE EN CONTEXTE

Le projet est circonscrit aux lots PC-03219, 1 338 878 et 1 338 860. Ils correspondent aux édifices suivants :

LOT PC-03219 Tour de l'Armée-du-Salut (1 013,7 m²);

LOT 1 338 878 Édifice Donnacona appelé également Winter Club (1 697,8 m²)

LOT 1 338 860 Citadelle de l'Armée du Salut, appelée également Église Emmaunel-Congressional (1 336,7 m²)



LOTISSEMENT | CADRE RÈGLEMENTAIRE



VUE DE LA RUE DRUMMOND :
FAÇADE RESTAURÉE ET QUI SERA INTÉGRÉE AU PROJET



VUE DE LA RUE STANLEY :
FAÇADE RESTAURÉE ET QUI SERA INTÉGRÉE AU PROJET



COUR INTÉRIEURE ADJACENTE
À LA CITADELLE



COUR INTÉRIEURE ADJACENTE
AU DONNACONA



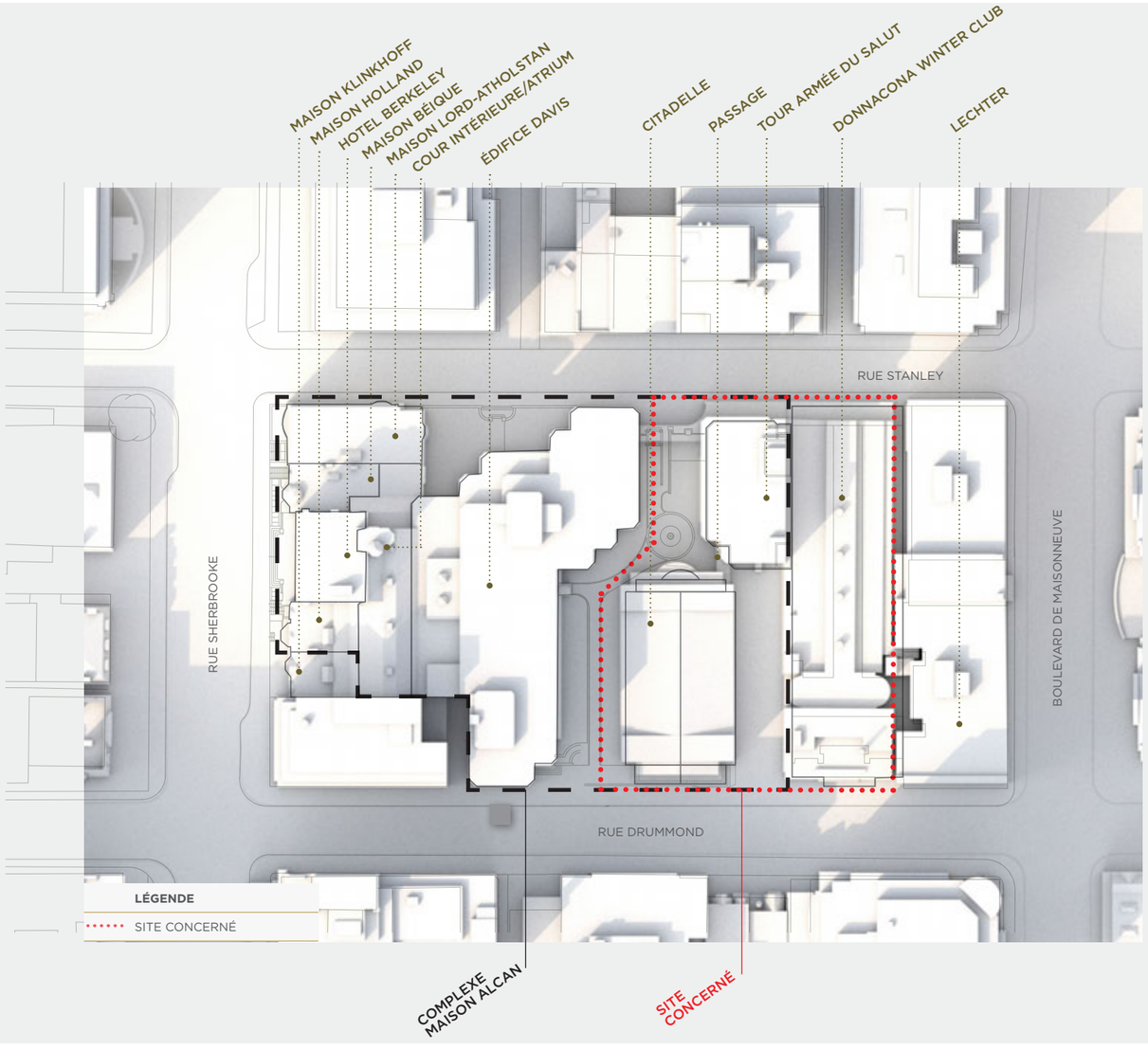
ANGLE DES RUES SHERBROOKE
ET STANLEY



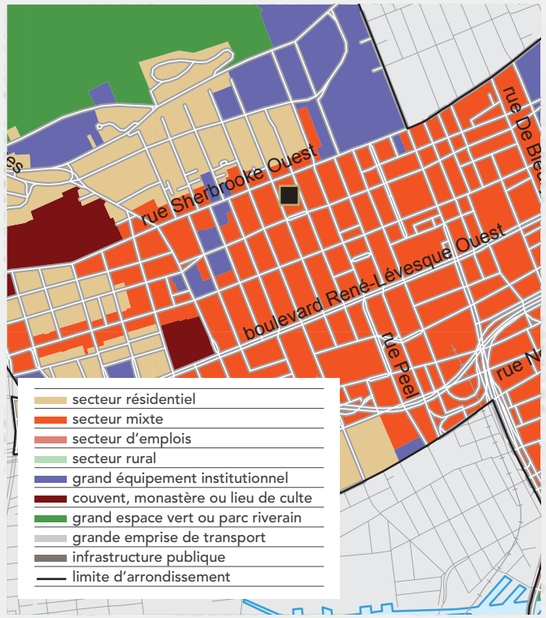
L'ÉDIFICE DAVIS



LA CITADELLE

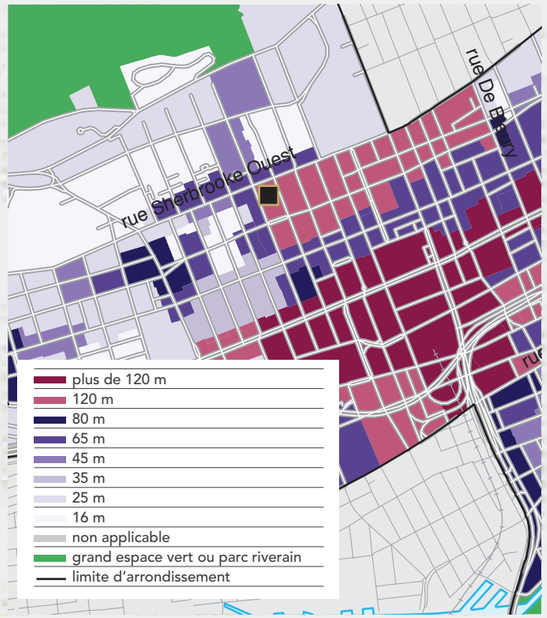


PLAN D'URBANISME



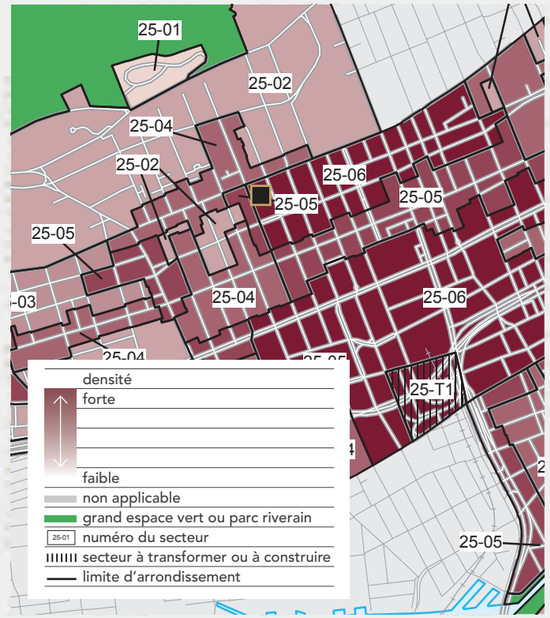
USAGES AUTORISÉS

Le site concerné se trouve dans un secteur à usages mixtes, permettant à la fois les logements, commerces, bureaux, industries légères et équipements collectifs ou institutionnels. Toutefois, en raison de l'inclusion de la Citadelle dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural (patrimoine bâti), celui-ci est aussi visée par la catégorie d'affectation « couvent, monastère ou lieu de culte ».



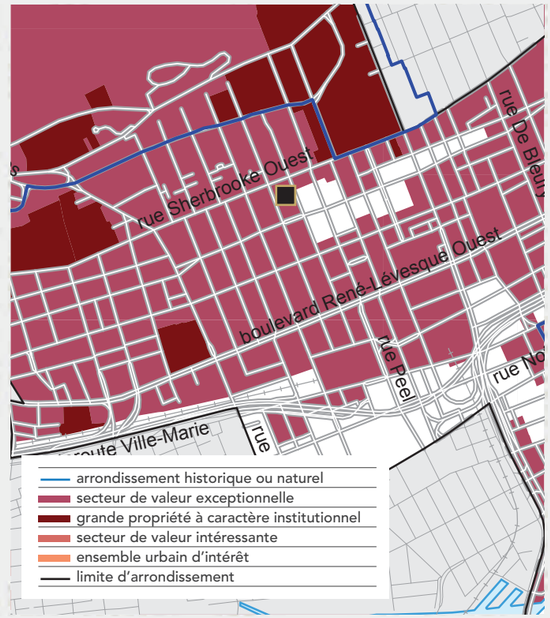
LIMITE DE HAUTEUR

Le site concerné est situé dans un secteur où la surhauteur permise est de 120 mètres.



DENSITÉ

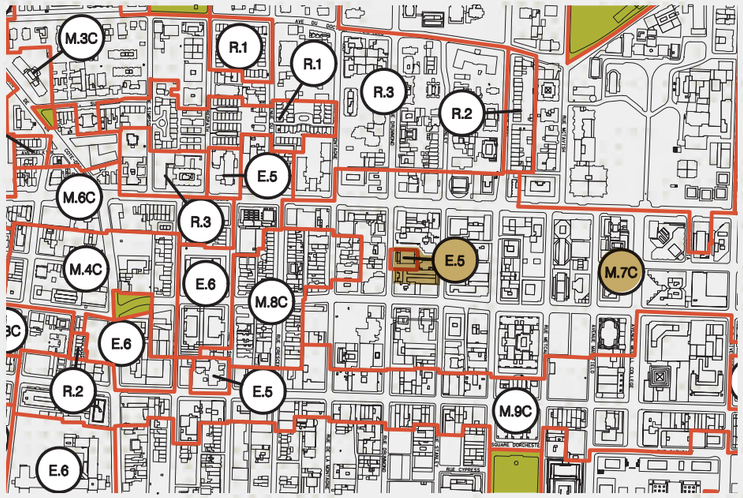
La densité de construction autorise un coefficient d'occupation du sol (COS) maximal de 12,0.

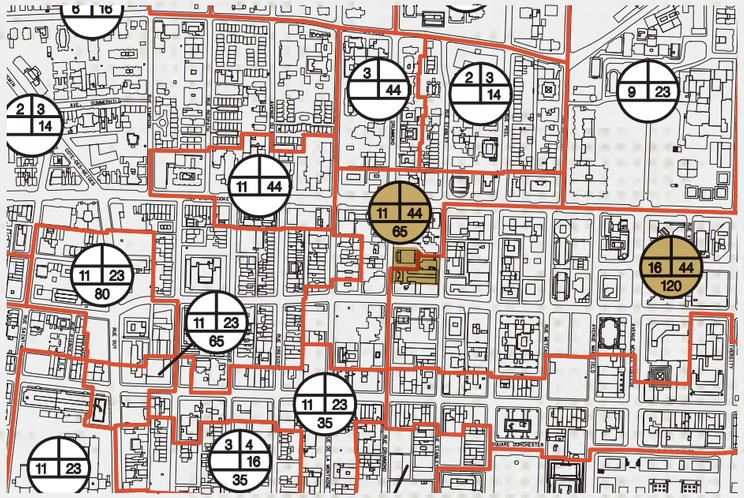


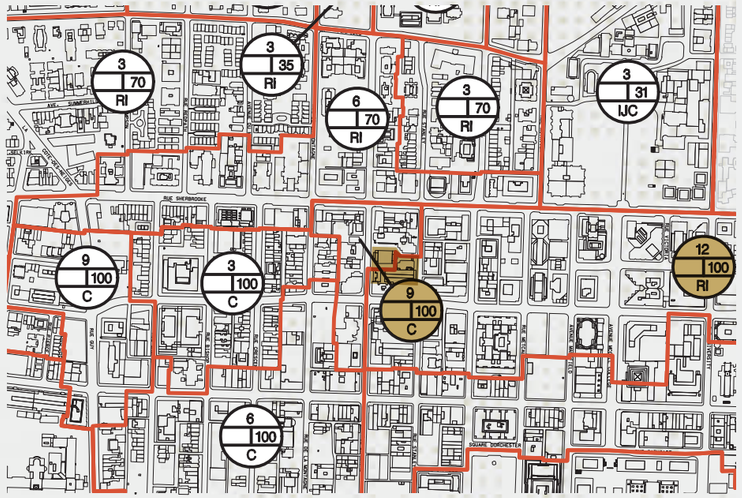
PATRIMOINE BÂTI

Le site concerné est situé dans un secteur considéré par la Ville de Montréal comme présentant une valeur patrimoniale exceptionnelle (rue Sherbrooke Ouest, entre Atwater et Peel). (la Citadelle, 2085, rue Drummond) est également désignée comme un bâtiment d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle.

RÈGLEMENT D'URBANISME







USAGES

Au niveau du règlement d'urbanisme de l'Arrondissement de Ville-Marie, le site à l'étude se trouve dans les zones 0009 et 0470 où la catégorie d'usage principal autorisée est M.7C, à l'exception de la Citadelle (zone 0470) où la catégorie d'usage principale autorisée est E.5.

La catégorie d'usage M.7C est une zone de mixité autorisant les commerces et les services de moyenne intensité où la fonction résidentielle est permise. Plus précisément, cette catégorie regroupe les usages résidentiels, les établissements de vente au détail et de services, les industries légères caractéristiques du centre-ville et les équipements collectifs et institutionnels. Aussi, précisons que dans la classe C, un usage commercial ou industriel est autorisé à tous les niveaux.

La catégorie d'usage E.5 regroupe les lieux de culte patrimoniaux. Elle comprend les établissements cultuels, tels que les lieux de culte et couvent.

HAUTEURS

Le site visé couvre deux secteurs de hauteurs. La partie du site localisée au sud-est, composée de l'édifice Donnacona et de la tour de l'Armée du Salut, autorise une hauteur minimum de 16 mètres et maximum de 44 mètres. Une surhauteur de 120 mètres est toutefois autorisée, à la condition où le plan de façades présente un retrait de la portion située au-delà de la hauteur maximale prescrite sur au moins 80% de la largeur par rapport à la voie publique.

La hauteur de bâtiment prescrite pour la partie nord du site est d'un minimum de 11 mètres et d'un maximum de 44 mètres. La surhauteur autorisée est de 65 mètres.

IMPLANTATION ET DENSITÉS

Le site est également situé entre deux secteurs de densités et d'implantation. Le site est également situé entre deux secteurs de densités et d'implantation. La partie du site localisée au sud-est, composée de l'édifice Donnacona et de la tour de l'Armée du Salut, permet une implantation au sol de 100% et une densité de construction maximale de 12,0. Aussi, le secteur est régi par des règles d'insertion (RI), d'où les nouveaux bâtiments doivent s'aligner sur les bâtiments voisins.

La partie du site comprenant la Citadelle permet une implantation au sol de 100%. La densité de construction maximale est fixée à 9,0. Le mode d'implantation est contigu.

PROJET PARTICULIER EN VIGUEUR (CA-24-011),

Une première version du projet a donné lieu à la résolution CA17 240225, laquelle autorise la réunification de 4 immeubles, situés aux 1172-1196, rue Sherbrooke Ouest, 2055 et 2085, rue Drummond, 2050 et 2200, rue Stanley, dont 2 seraient démolis, aux fins notamment d'y construire une tour de 120 m au sein d'un complexe immobilier mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble.

Ainsi, cette résolution donne l'autorisation de déroger notamment aux articles 34, 134 et 577 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

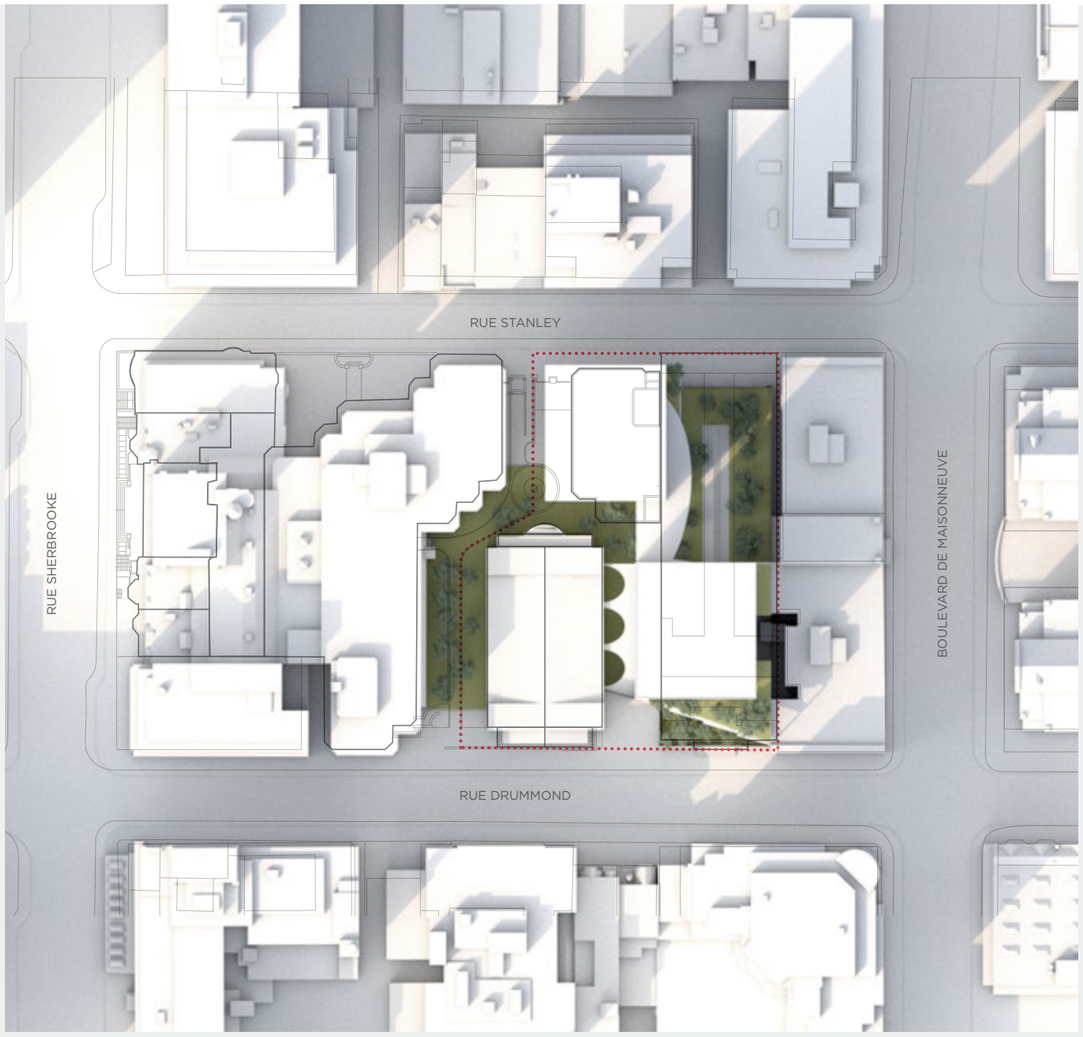
Cette résolution assure notammment le respect des paramètres suivants pour le projet de transformation, d'agrandissement et d'occupation.

i) Une surhauteur maximale de 120 m est également autorisée sur l'ensemble du lot 1 338 859 du cadastre du Québec (zone 0118) et sur la partie est du lot 1 338 860 du même cadastre (zone 0470) s'étendant sur les premiers 10 m à l'ouest de la limite arrière de ce lot;

ii) Les usages de la catégorie M.7C sont également autorisés dans la zone 0470;

iii) L'usage « université » est également autorisé sur l'ensemble du site, sans limite de superficie;

iv) Malgré toute disposition, le nombre d'unités de chargement exigible est limité aux 2 unités de chargement telles qu'existantes dans l'immeuble de l'actuelle Maison Alcan et devant être maintenues;



PLAN D'IMPLANTATION

SOMMAIRE DU PROJET

Le projet développé se situe au cœur d'un îlot reconnu pour la réalisation du Complexe de la Maison Alcan dans les années 1980. Il intègre certains bâtiments historiques, dont la Citadelle, et d'autres plus récents, tel l'édifice Davis. Le bâtiment proposé est composé de deux tours de 120 mètres de hauteur dont l'une donne sur la rue Drummond (Tour Drummond) et l'autre sur la rue Stanley (Tour Stanley). Ces édifices sont rassemblés grâce à un basilaire commun sur trois niveaux dédiés à la fonction commerciale de même qu'aux espaces communs et de détente. La Tour Drummond propose des habitations en copropriété, tandis que la seconde présente des unités locatives. Le programme actuel prévoit environ 225 unités réparties sur 36 étages dans chacune des tours. Le stationnement est quant à lui partagé sur 7 niveaux aménagés en souterrain.

Pour chacune des tours, le concept s'articule autour de la superposition de deux volumes portant l'ensemble à une hauteur de 120 mètres. Elles se démarquent par la délicatesse de leur profil qui présente une largeur d'environ 24 mètres par plus ou moins 27 mètres de profondeur. Pour accentuer la présence de ces deux volumes, il est prévu de créer un vaste espace commun (piscine et terrasse) où sera inséré un immense jardin au 17ème étage de ces tours. Au centre de celles-ci, une coursive suspendue relie les deux tours permettant aux futurs occupants de circuler et profiter des différents points de vue sur Montréal.

Le podium commercial s'étire entre les rues Stanley et Drummond. Un hall (Atrium) est proposé en interface avec la Citadelle, tandis qu'un jardin d'hiver, en retrait, permet de créer une connexion physique avec cet édifice patrimonial. Tel que prescrit dans la résolution CA17 240225, i.e. le projet particulier adopté en 2017, les façades sur rue de l'édifice Donnacona sont conservées (rues Stanley et Drummond). L'ensemble des circulations extérieures existantes, articulées autour de passages piétons agrémentés d'espaces verts, au nord de la Citadelle, sont également préservées.

La Tour Drummond possède une signature particulière de part son insertion avec le volume existant, mais également par sa façade à angle par rapport à la rue. Afin de mettre en valeur la façade préservée, on privilégie ici une approche en contraste avec l'existant. D'ailleurs, à partir du 4ème étage, on remarque 6 niveaux d'habitation à la fenestration très abondante, reprenant la forme carrée des tours, intégrant des plantations donnant une impression de façade végétalisée. Pour ajouter au caractère prestigieux de la Tour, chacun des niveaux propose l'équivalent de deux étages en hauteur. Au-dessus de ces espaces communs et du jardin vert, les étages se poursuivent pour atteindre 120 mètres. Les murs en arrondis proposés au 17ème étage ajoutent à l'impression d'oasis souhaitée par l'architecte. Cette seconde section de la Tour Drummond propose un volume plus discret s'agençant avec la Tour Stanley. Ensemble, elles offrent donc un panorama épuré pour ce secteur prestigieux de l'arrondissement.

La présente demande vise plus particulièrement les tours d'habitations. D'ailleurs, ce sont elles qui apportent une signature distinctive au projet, mais également elles qui relèvent un défi architectural élevé afin d'atteindre un niveau de projet supérieur marquant pour le centre-ville.

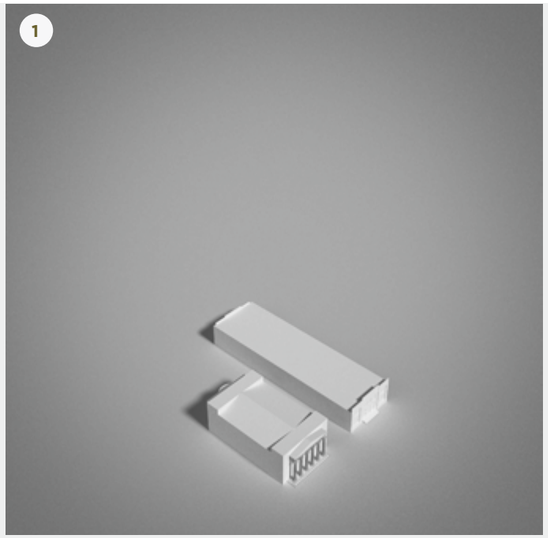


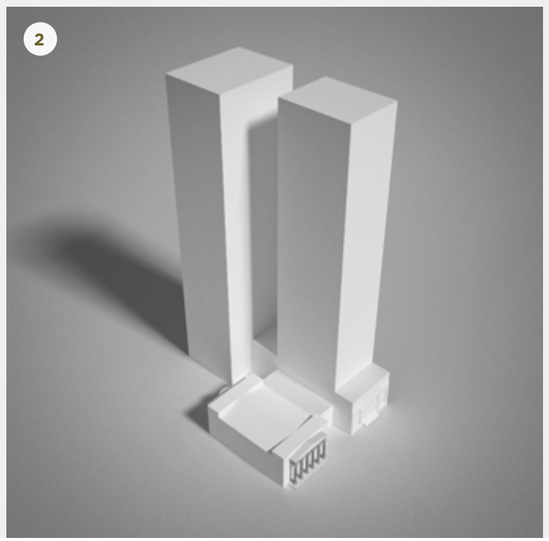
ÉLÉVATION DES TOURS VUE DE LA RUE DRUMMOND



ÉLÉVATION DES TOURS VUE DE LA RUE STANLEY

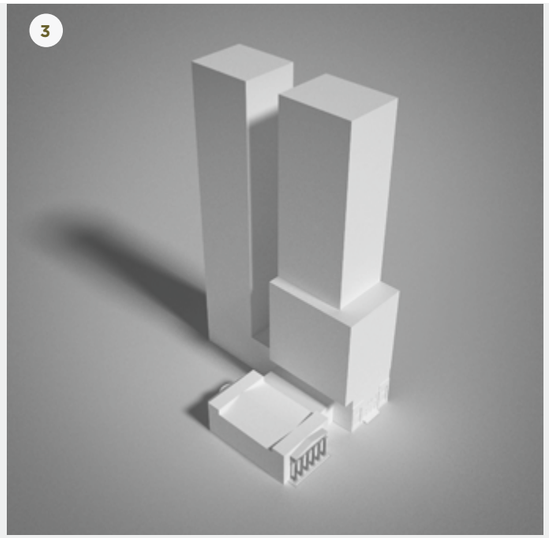
LA CITADELLE ET LE BASILAIRE COMMERCIAL
DONT LES FAÇADES D'ORIGINES SERONT PRÉSERVÉES.

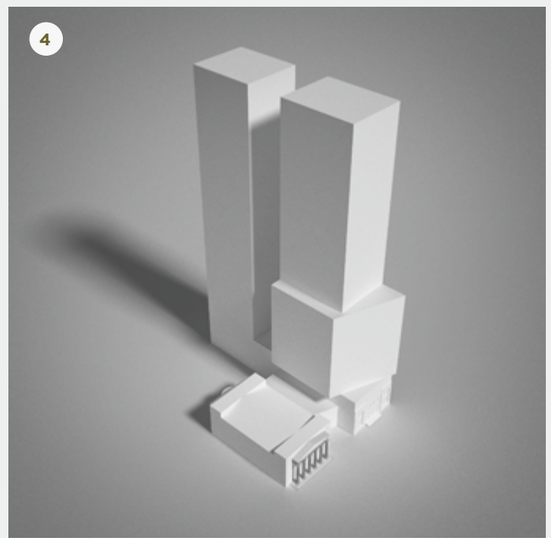




LES TOURS RÉSIDENTIELLES S'ÉTIRANT SUR 120 MÈTRES. ELLES SONT ORIENTÉES SUR LE MÊME AXE.

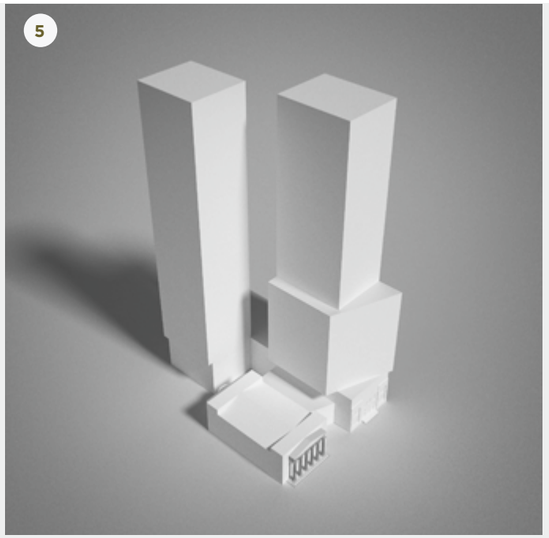
CRÉATION D'UN VOLUME POUR METTRE EN VALEUR
LA PORTION BASSE DU PROJET

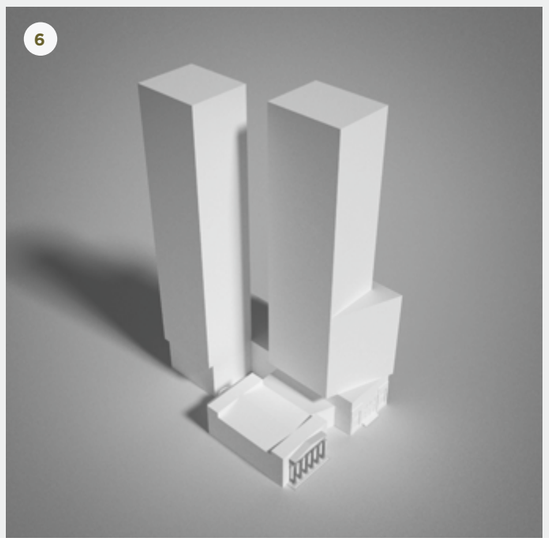




MUR ANGULÉ POUR DISTINGUER ET CONTRASTER DE L'EXISTANT SUR LA RUE DRUMMOND.

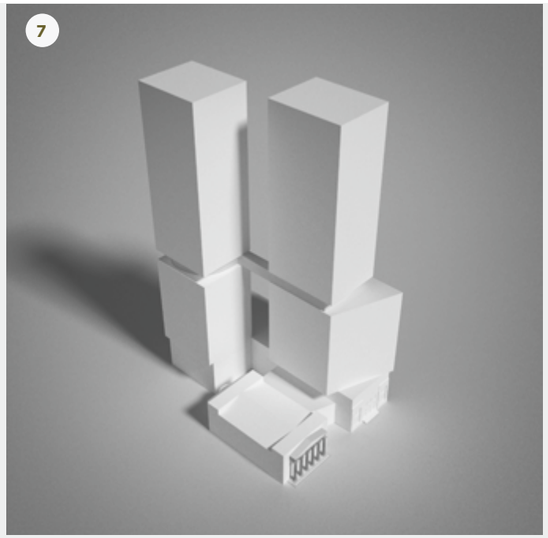
LA TOUR DRUMMOND PRÉSENTE UN MUR AVEUGLE. LES TOURS SONT DÉSAXÉES POUR OPTIMISER LA LUMIÈRE. LE BÂTIMENT D'ORIGINE SUR STANLEY EST DÉGAGÉ EN HAUTEUR.

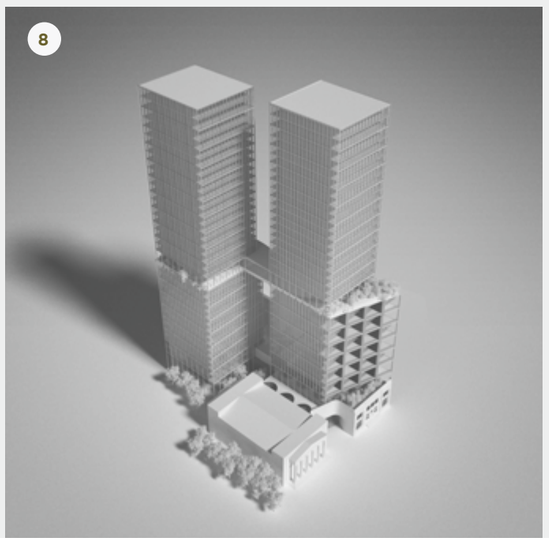




LA SECTION HAUTE DE LA TOUR DRUMMOND EST DÉCALLÉE POUR PERMETTRE UNE FENESTRATION ET LA LUMIÈRE NATURELLE.

CRÉATION DE LA COURSIVE SUSPENDUE
ENTRE LES DEUX TOURS D'HABITATION





LE JARDIN VERT PREND PLACE AU 17E ÉTAGE.

LE RETRAIT PROPOSÉ S'HARMONISE AU CADRE BÂTI ENVIRONNANT, ALORS QUE LES TOURS DÉLICATES S'OUVRENT SUR MONTRÉAL.



STATISTIQUES SOMMAIRES	
HAUTEUR MAX. (MÈTRES ET ÉTAGES)	120 M / 38 ÉTAGES
EMPREINTE AU SOL DU BÂTIMENT	2 607 M²
SUPERFICIE TOTALE DE PLANCHERS (RÉS + COM)	50 349 M²
NOMBRE D'UNITÉ DE LOGEMENT	(+/-) 437
SUPERFICIE DE PLANCHER COMMERCIAL	2 354 M²
STATIONNEMENT	
NOMBRE ÉTAGES SOUTERRAIN	7
NOMBRE DE CASE	405
NOMBRE ESPACE VÉLOS	96

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE ARCHITECTURALE

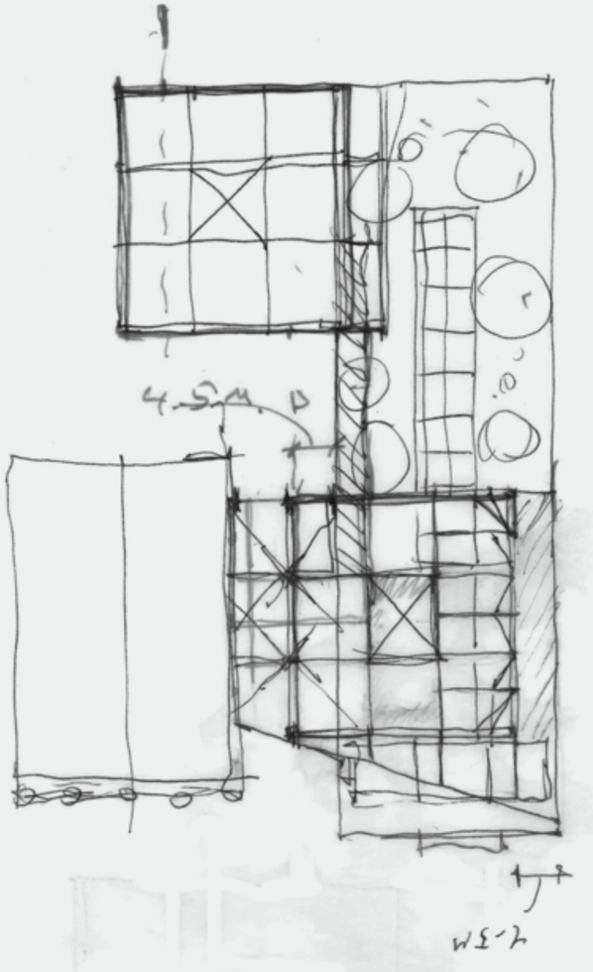
Tel que mentionné précédemment, le projet occupe un emplacement privilégié dans le prestigieux Golden Square Mile, d'où l'importance de concevoir un projet phare qui profiterait au secteur grâce à un retour de la fonction résidentielle qui a quelque peu décliné au fil des dernières décennies. La propriété soumise au redéveloppement abrite actuellement un bâtiment patrimonial vacant situé au 2055 Drummond (le Donnacona) et un immeuble de bureaux vacant de sept étages situés au 2050 Stanley. Les promoteurs s'engagent dans un programme de réaménagement de l'ensemble de la propriété, qui inclura à terme des composantes résidentielles (Tours Drummond et Stanley) et commerciales (basilaire sur trois niveaux).

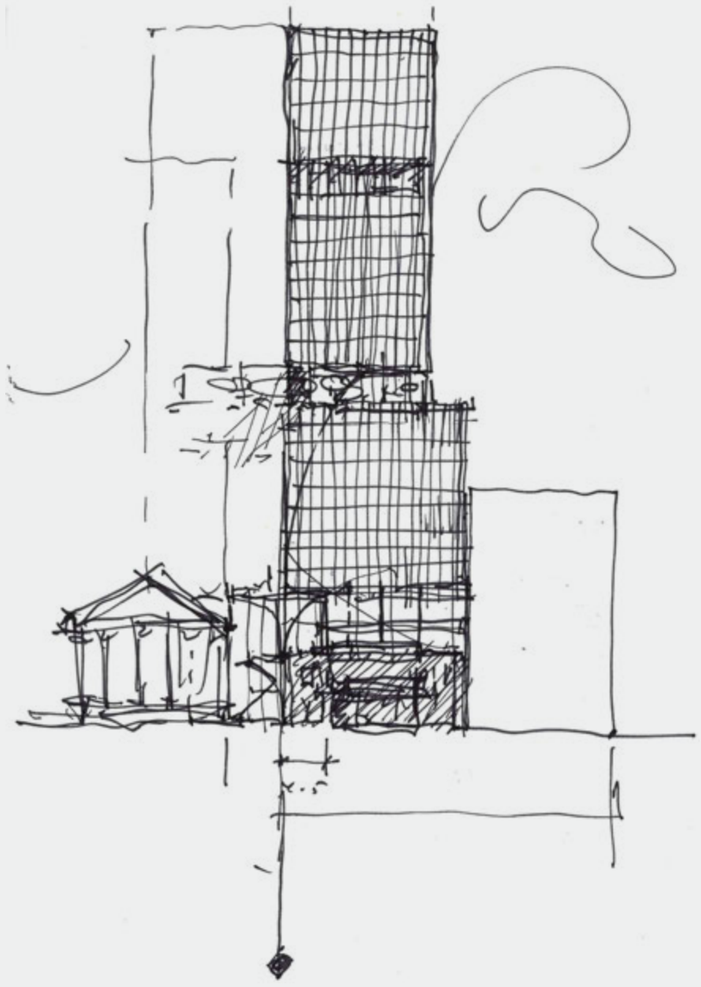
Actuellement, les bâtiments sont connectés par le biais d'un magnifique jardin extérieur. C'est d'ailleurs ce dernier, qui a inspiré les architectes dans l'élaboration du projet. À la base, le concept est d'intégrer ce jardin en prolongeant verticalement la végétation sur les différentes élévations. Ce concept exige une volumétrie dégagée par rapport à son contexte immédiat pour permettre un apport optimal de lumière naturelle afin de nourrir la végétation. En ce sens, les deux tours d'habitations proposées possèdent une volumétrie minimaliste. De plus, un recul est observé entre le Donnacona et le Lechter pour éviter une façade aveugle, au profit d'une meilleure luminosité. Enfin, ce recul permet d'offrir aux futurs occupants, une vue imprenable sur le centre-ville de Montréal, le fleuve Saint-Laurent et le mont Royal.

Le parcours de transition intérieur / extérieur commence par un parvis adjacent à la rue Drummond et qui donne accès à l'important jardin d'hiver intérieur, situé entre la Citadelle et le Donnacona. Ce jardin est en continuité avec le jardin extérieur qui sera réaménagé. Il se poursuit ensuite sur le toit du Donnacona rendu accessible depuis les tours d'habitations. Finalement, le jardin culmine au 17ème étage, où l'on retrouve certaines fonctions communes du projet, notamment une piscine et des espaces de détente.

Les Tours sont traitées avec simplicité pour instaurer de l'ordre dans la complexité du contexte. Une trame de couleur claire donne une présence lumineuse au projet en plus d'accentuer la verticalité et le caractère élancé des tours. Les tours sont aussi ponctuées de végétation et divisées au 17ème étage par un paysage architectural qui les relie.







LE JARDIN VERT ET LA COURSIVE SUSPENDUE AJOUTENT À LA SIGNATURE ARCHITECTURALE DES TOURS



LA VÉGÉTATION SE POURSUIT DU BAS VERS LE HAUT.
LA FENESTRATION ABONDANTE EST REMARQUABLE.



ESPACE PARTAGÉ
MENANT AUX COMMERCES



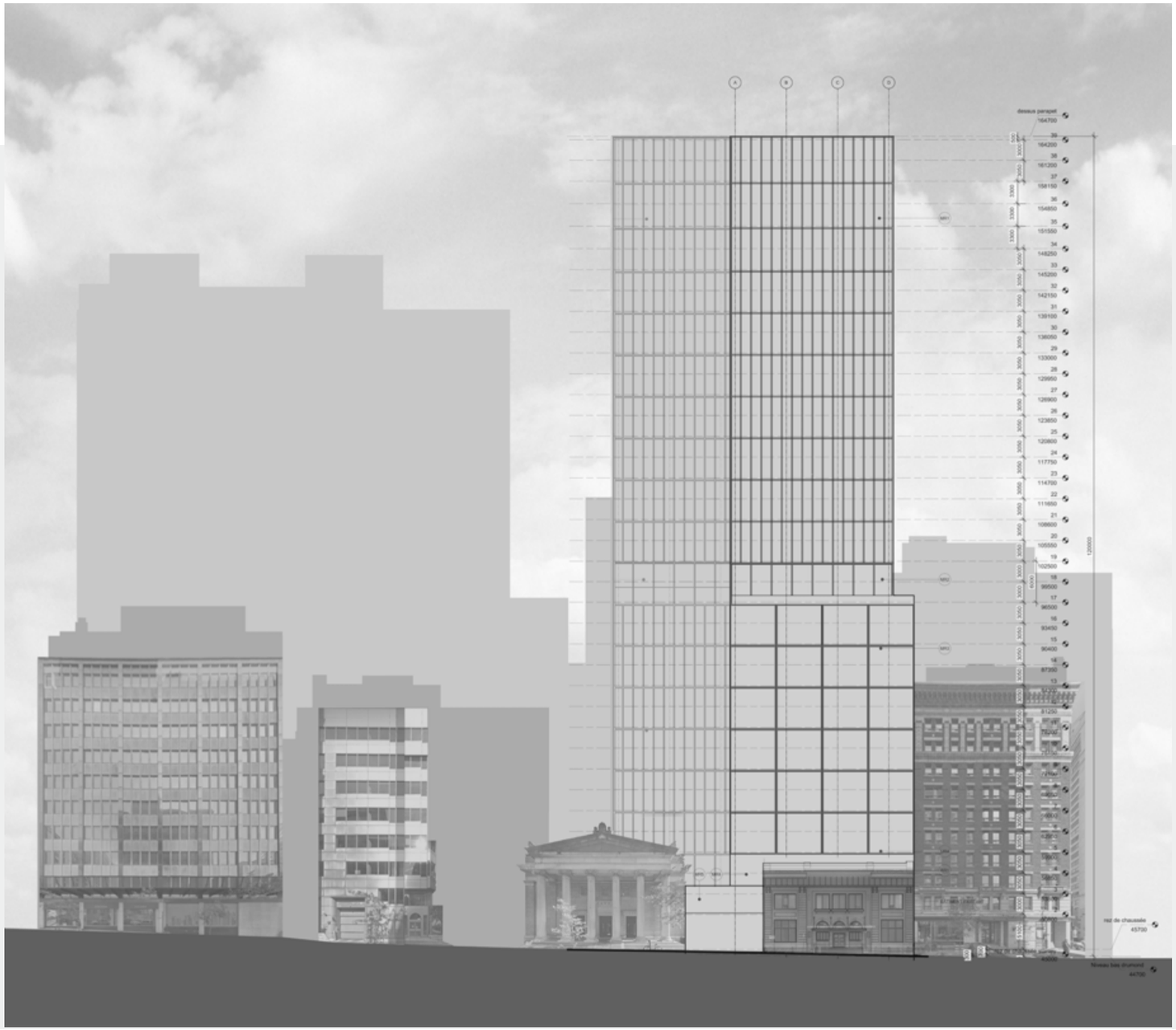
ESPACE LIBRE LE LONG DE L'ANCIEN WINTER CLUB ASSURANT LA CONNEXION ENTRE LA CITADELLE ET LE HALL D'ENTRÉE RÉSIDENTIEL



ÉLÉVATION EXISTANTE
RUE DRUMMOND



ÉLÉVATION PROPOSÉE
RUE DRUMMOND



ÉLÉVATION EXISTANTE
BOULEVARD MAISONNEUVE OUEST



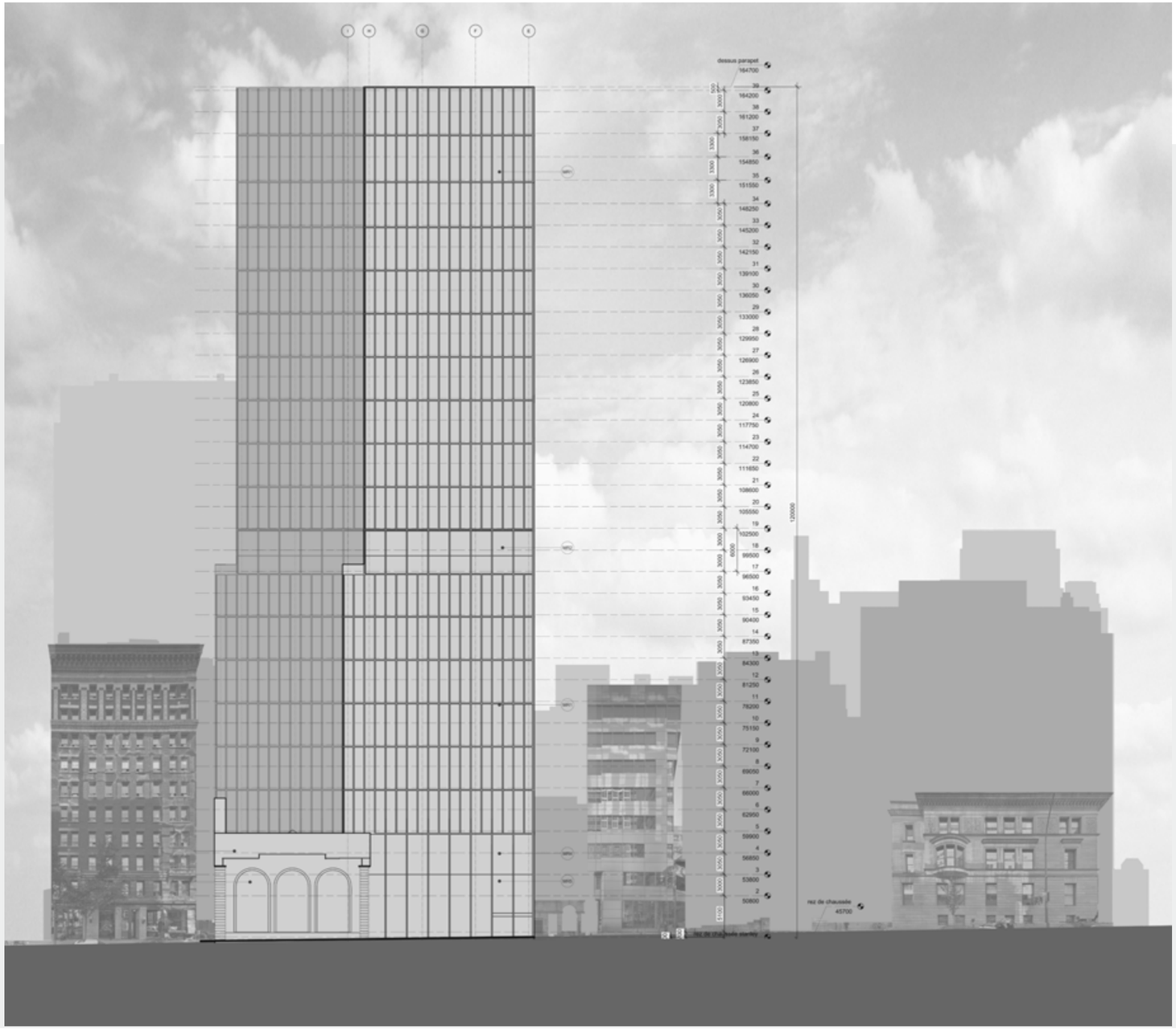
ÉLÉVATION PROPOSÉE
BOULEVARD MAISONNEUVE OUEST



ÉLÉVATION EXISTANTE
RUE STANLEY



ÉLÉVATION PROPOSÉE
RUE STANLEY



PRÉSENTATION DES DÉROGATIONS

Pour procéder à une demande de dérogation mineure, nous comprenons qu'il est indispensable de rencontrer toutes les exigences relatives à son étude. L'article 3 du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008) énumère ainsi les conditions suivantes :

3. Conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée

Une dérogation mineure à ces règlements (règlement d'urbanisme et règlement de lotissement) ne peut être accordée que si toutes les conditions suivantes sont respectées :

1. La demande vise une disposition à ces règlements et pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure;
2. L'application des dispositions de ces règlements visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;
3. Abrogé
4. La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;
5. La dérogation mineure ne concerne pas l'usage, ni la densité d'occupation du sol;
6. Dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction ou un certificat d'autorisation pour ces travaux et les a effectués de bonne foi;
7. 7. La demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme de l'arrondissement.

Il est de notre avis que l'ensemble des conditions sont remplies :

CONDITION 1. LA DEMANDE VISE UNE DISPOSITION À CES RÈGLEMENTS ET POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE DÉROGATION MINEURE.

La condition 1 est remplie par l'application de l'article 2 du même Règlement soit :

Article 2. Dispositions pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure

Les dispositions de zonage et de lotissement applicables qui peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure sont celles relatives :

(...) 3° la hauteur d'un bâtiment, sauf le retrait exigé pour un bâtiment dans un secteur de surhauteur de 35 m.

L'article 8 du Règlement d'urbanisme peut faire l'objet d'une dérogation mineure, puisque le projet se situe dans une zone où les surhauteurs sont établies à 65 m. et 120 m.

(...) 6° les marges

L'article 81 du Règlement d'urbanisme peut donc faire l'objet d'une dérogation mineure.

CONDITION 2. L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE CES RÈGLEMENTS VISÉES PAR LA DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE A POUR EFFET DE CAUSER UN PRÉJUDICE SÉRIEUX AU REQUÉRANT DE LA DEMANDE;

La première dérogation du projet porte sur la marge latérale gauche (sud) dont le mur ne se situe pas dans son entièreté sur la limite «0», tel que stipulé à l'article 81. En fait, ce mur présente un dégagement de 3 mètres pour offrir une fenestration et la pénétration abondante de la lumière naturelle. Autrement, pour des raisons émanant du code civil, ce mur se devrait d'être aveugle. Dans le cas d'un immeuble résidentiel, on privilégie un éclairage naturel. Or, il n'est pas souhaitable de porter ce dégagement à 4 mètres (pour répondre aux exigences réglementaires), puisque ce décalage d'un mètre ne permettrait pas de rencontrer les contraintes techniques imposées dans la composition de la structure de la Tour. L'architecture applique une mathématique d'utilisation des planchers faisant en sorte que seul un dégagement de 3 mètres est possible. Cette dérogation est donc justifiée dans l'application du cadre architectural au profil épuré dans une démarche d'offrir des espaces de vie lumineux.

Cette dérogation est en lien avec la première. Ce désir de créer des espaces de vie lumineux impose donc un décalage sur l'ensemble de la structure. Ainsi, le mur nord de la Tour Drummond présente une portion qui se dresse au-dessus du jardin d'hiver prévu pour connecter le nouvel édifice à la Citadelle de l'Armée du Salut. Cette particularité architecturale permet de souligner la présence de la façade préservée bordant la rue Drummond, mais aussi de conserver la ligne épurée des Tours proposées. Bien que la majeure partie de cet immeuble se retrouve dans ce secteur de surhauteur, il n'en demeure pas moins que l'exercice architectural implique qu'un segment de la structure de la portion nord empiète légèrement sur la limite du secteur voisin où la surhauteur maximale permise est de 65 mètres seulement. Cette section du mur possède une profondeur de 4763 millimètres sur 27000 millimètres. Comparé à l'ensemble construit, cet élément dérogatoire est donc peu significatif puisqu'il ne représente qu'une infime portion du volume global des Tours qui, lui, est situé dans le secteur de surhauteur de 120 mètres.

Le troisième aspect emmène une dérogation à l'article 34, sur la hauteur prescrite pour le retrait (soit entre 16 m. et 44 m.). Par contre, cet élément fait l'objet du PPCMOI en vigueur. Pour répondre aux exigences élevées de la clientèle visée, le projet présente des unités à une hauteur plancher-plafond hors normes (un niveau représente 3050 millimètres), et ce toujours dans l'esprit d'une luminosité optimale des espaces de vie.

De plus, si l'on observe le paysage urbain environnant qui est constitué de multiples tours de hauteurs variées, on constate que le retrait proposé (à 53 mètres) se fond dans le décor. Cette différence de hauteur est favorable pour l'aménagement audacieux qui est prévu. Le jardin vert et la coursive suspendue pourront offrir des vues imprenables sur le Mile Carré Doré.

Si le PPCMOI en vigueur permet une souplesse concernant le retrait pour atteindre la surhauteur de 120 mètres, la hauteur minimale de 16 mètres sur la rue Stanley ne portera pas atteinte à l'endroit du bâtiment d'origine. En fait, pour poursuivre le concept de luminosité maximale des Tours, celles-ci sont désaxées pour diminuer les zones d'ombrage et favoriser le jardin vert sur le toit du Donnacona. Ainsi, le bâtiment d'origine sur la rue Stanley est dégagé et mis en valeur. Par contre, sa volumétrie actuelle, ne permet pas d'atteindre la hauteur minimale requise du 16 mètres ce qui constitue une dérogation.

Dans un secteur aussi prestigieux, une diminution de la qualité des espaces de vie intérieurs aurait un impact majeur sur l'attractivité que peut générer un tel projet sur sa clientèle surtout dans un secteur aussi prestigieux de l'arrondissement Ville-Marie. Le fait de contraindre le requérant à se conformer à des éléments, mineurs considérant l'envergure du projet, aurait pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant.

Les études de marché menées permettent d'évaluer les caractéristiques recherchées et les attentes de la clientèle dans des immeubles comparables. L'architecture a été développée dans l'esprit de répondre aux demandes exigeantes de ce marché.

Finalement, le requérant ne peut se conformer aux articles 8 et 81, sans subir le préjudice de modifier son offre prestigieuse de logements, ce qui remettrait en question la faisabilité du projet. De plus, les contraintes au développement émanant du site, limitent d'autant plus les interventions possibles imposant des solutions architecturales innovantes telles que celles qui engendrent les dérogations demandées.

CONDITION 3. – ABROGÉ

CONDITION 4. LA DÉROGATION MINEURE NE PORTE PAS ATTEINTE À LA JOUISSANCE, PAR LES PROPRIÉTAIRES DES IMMEUBLES VOISINS, DE LEUR DROIT DE PROPRIÉTÉ;

La demande de dérogation mineure ne porte pas préjudice aux propriétés voisines, car d'une part le requérant actuel est également propriétaire des propriétés que sont le complexe de la Maison Alcan et la Citadelle. De plus, le projet s'insère dans un cadre bâti largement représenté par des immeubles de grande hauteur.

CONDITION 5. LA DÉROGATION MINEURE NE CONCERNE PAS L'USAGE, NI LA DENSITÉ D'OCCUPATION DU SOL;

La demande ne concerne ni l'usage, ni la densité d'utilisation du sol.

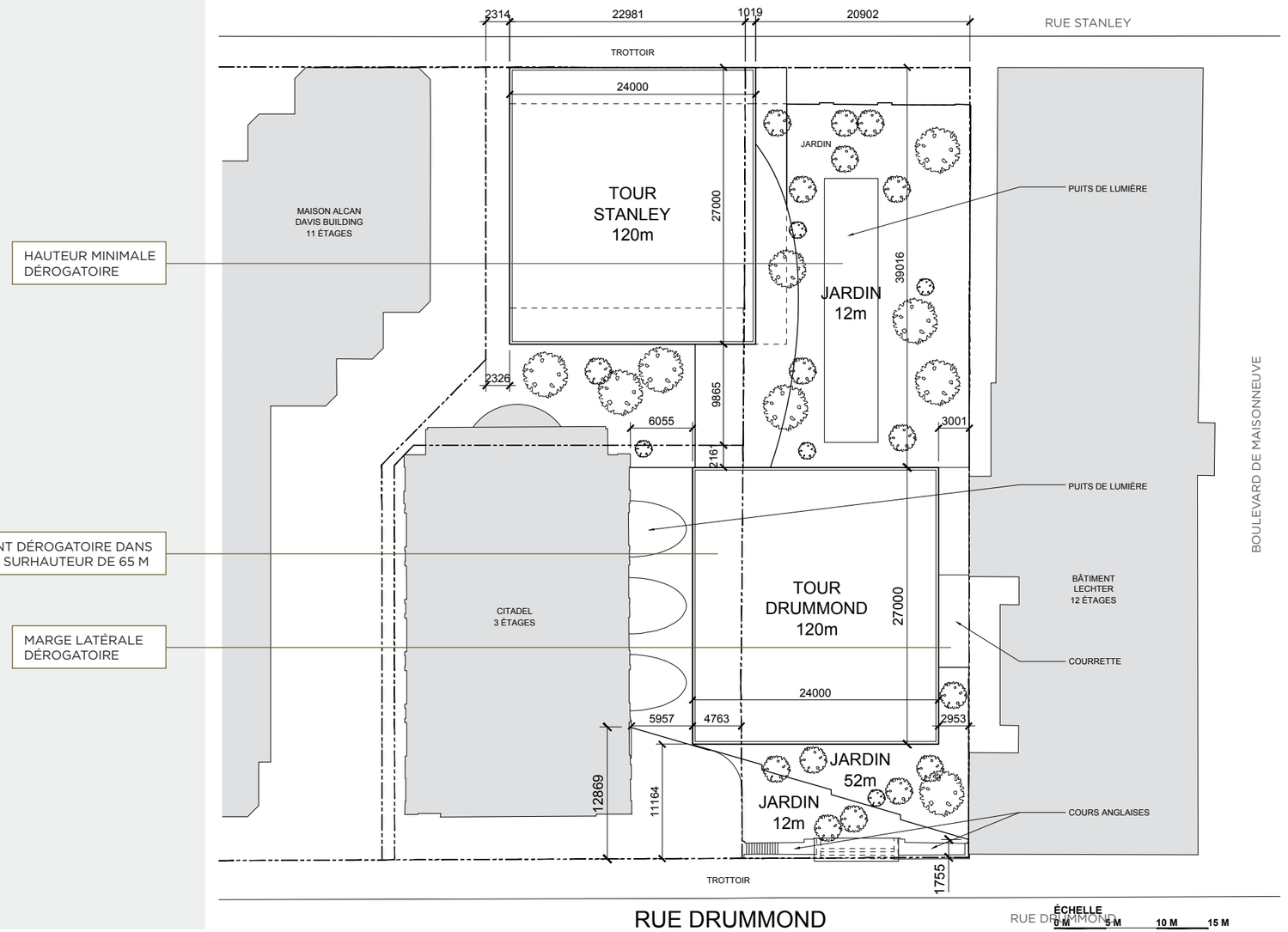
CONDITION 6. DANS LE CAS OÙ LES TRAVAUX SONT EN COURS OU DÉJÀ EXÉCUTÉS, LE REQUÉRANT A OBTENU UN PERMIS DE CONSTRUCTION OU UN CERTIFICAT D'AUTORISATION POUR CES TRAVAUX ET LES A EFFECTUÉS DE BONNE FOI;

Le projet devrait débuter sous peu par le dépôt d'une demande de permis de transformation officielle.

CONDITION 7. LA DEMANDE RESPECTE LES OBJECTIFS DU PLAN D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT.

Enfin, la demande ne contrevient en rien aux objectifs du plan d'urbanisme, complétant l'ensemble des conditions requises pour l'obtention d'une dérogation mineure.

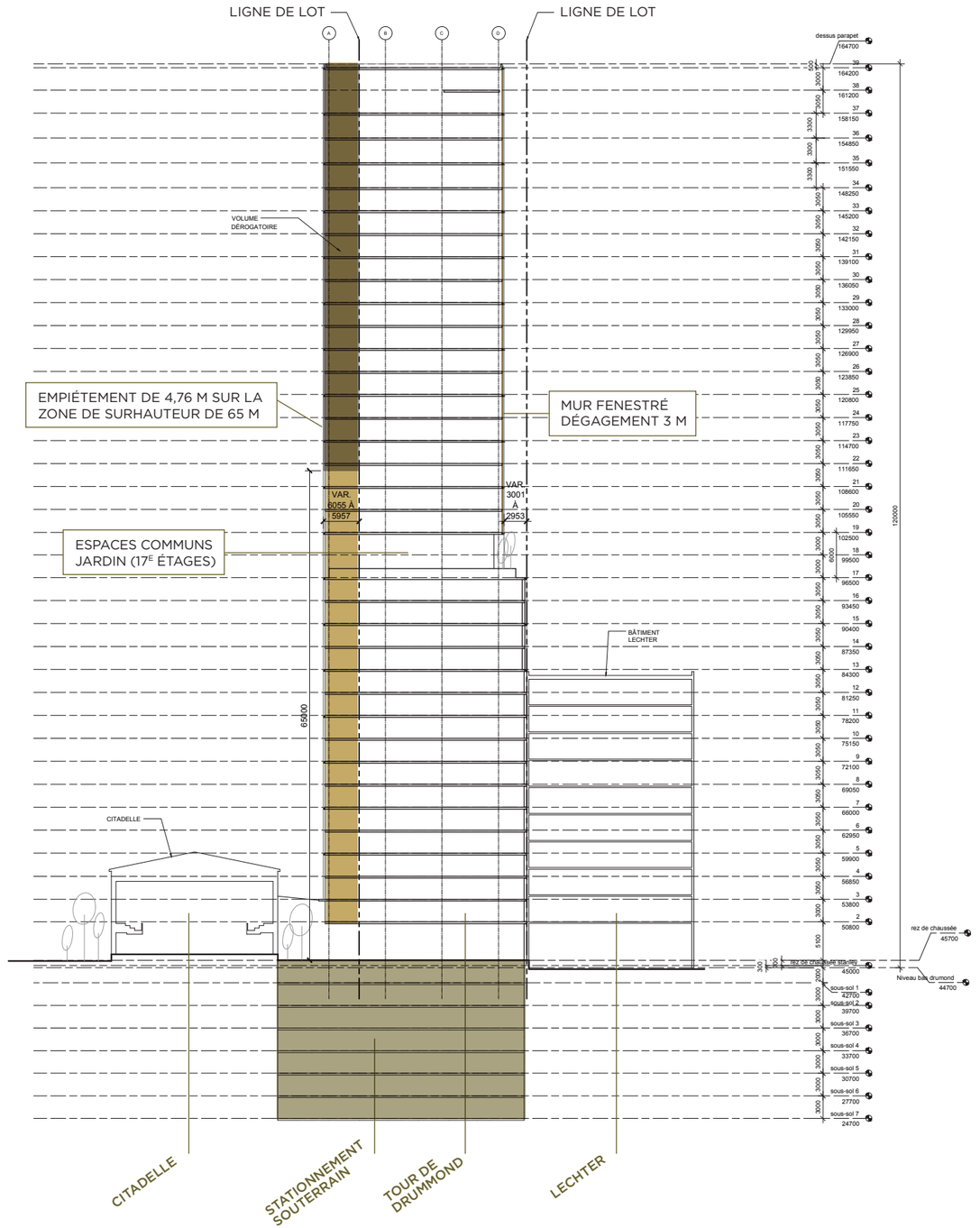
PLAN D'IMPLANTATION



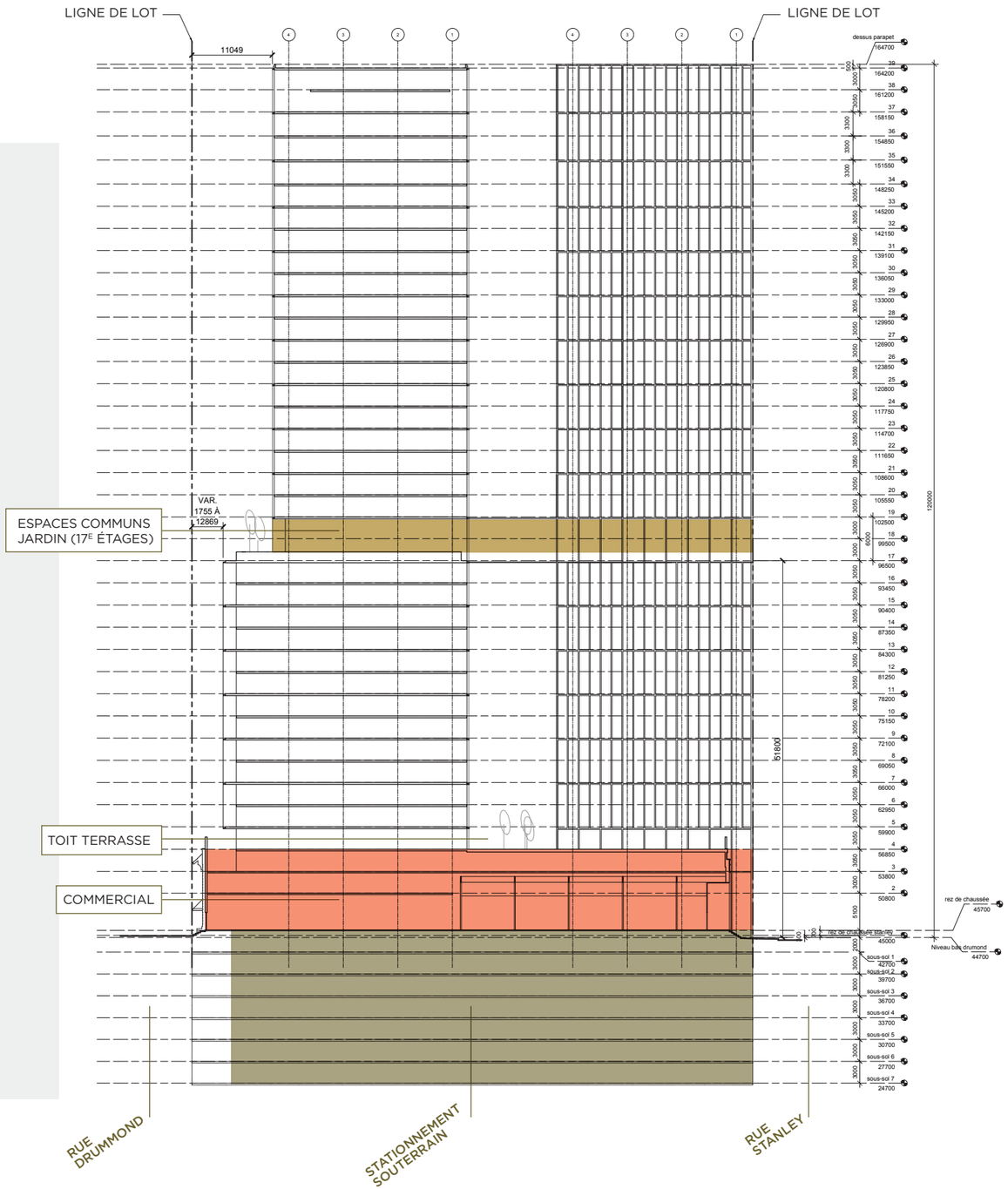
RUE DRUMMOND
ÉCHELLE
0 M 5 M 10 M 15 M

COUPES TRANSVERSALES ET LONGÉTUDINALES

COUPE TRANSVERSALE
RUE DRUMMOND



ÉLÉVATION LONGITUDINALE
RUE STANLEY ET DRUMMOND



CONCLUSION

Le projet des Tours Donnacona ose un parti pris audacieux, mettant en valeur le génie du lieu et l'histoire de ce site d'exception en plein cœur du centre-ville de Montréal. Nous croyons sincèrement à l'exemplarité de ce projet intégré permettant de revaloriser le patrimoine existant, tout en créant une signature architecturale unique, capable d'ancrer l'histoire à venir du secteur et de contribuer à l'amélioration du cadre urbain dans cette partie de la ville.

• Surhauteur dans les zones 0009 et 0470 – Article 3

Une portion de la Tour du Drummond (majoritairement incluse dans la zone 0009) empiète légèrement dans la zone 0470. Ainsi, la surhauteur proposée de 120 mètres déroge à la surhauteur de 65 mètres autorisée dans la zone 0470. Notons que le profil épuré et minimaliste des Tours engendre des contraintes techniques justifiant la demande.

• Retrait de surhauteur – Article 34

Le retrait proposé s'effectue à 53 mètres de hauteur, or il devait s'effectuer entre 16 et 44 mètres de hauteur. Rappelons toutefois que la conception de l'ensemble propose une œuvre architecturale intégrée à son environnement qui mise sur la création d'espaces de vie de qualité égale à son lieu d'appartenance. Par contre, une disposition du PPCMOI (CA 240225) permet d'effectuer un tel retrait.

• Marge latérale – Article 81

Le dégagement proposé de 3 mètres (Tour Drummond) alors que la norme exige une marge de 4 mètres. Cette demande vient de la volonté d'offrir des espaces lumineux aux habitations, et ce en opposition avec la création d'un mur aveugle sans éclat. Or, la signature du projet est justement constituée par ces Tours effilées. Celles-ci imposent des contraintes d'aménagement faisant en sorte de limiter le dégagement possible pour respecter les proportions souhaitées. La forme des lots et les contraintes existantes engendrent des dérogations, mais ce aux bénéfices de la qualité du projet.

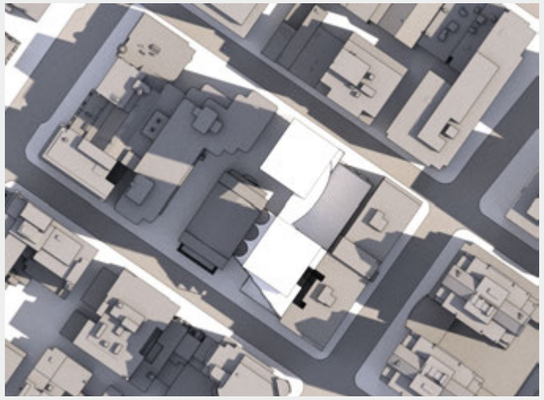
• Hauteur minimale – zone 0009

Par souci d'une grande luminosité au projet, les Tours sont décalées. Ainsi, le bâtiment d'origine sur la rue Stanley se retrouve sans volume additionnel pour atteindre la hauteur minimale requise de 16 mètres.

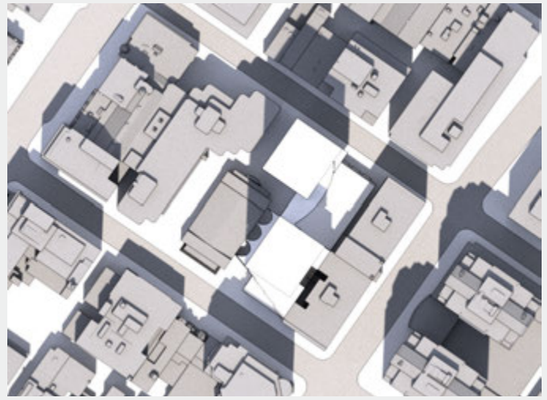
Le redéveloppement de ce site soulève quelques enjeux au niveau des dispositions réglementaires actuellement en vigueur, tels que listés ci-dessus. C'est pourquoi nous sollicitons votre considération des dérogations mineures pour permettre la réalisation de ce projet qui se veut exemplaire pour l'arrondissement Ville-Marie.

ANNEXES

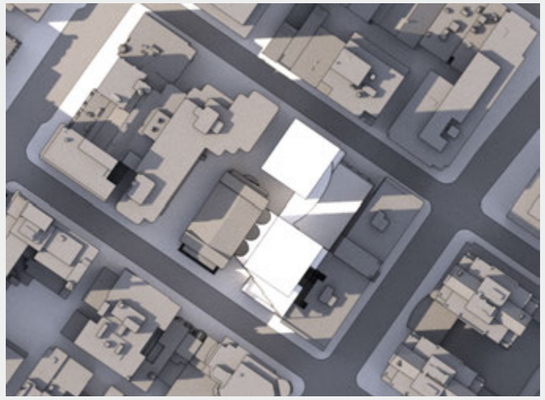
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT



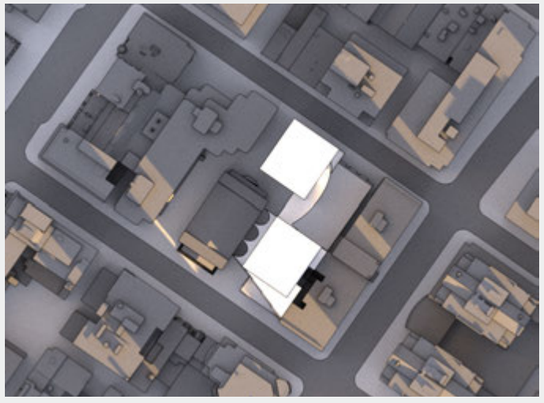
21 JUIN 9H00



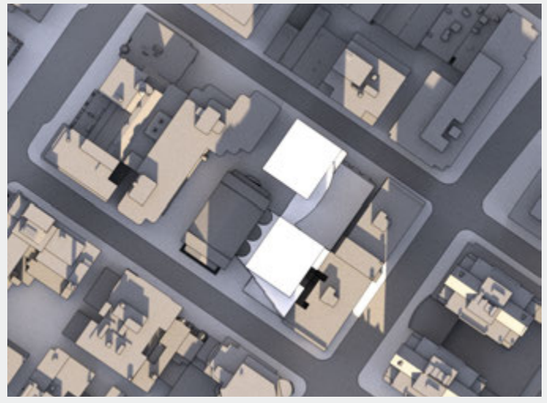
21 JUIN 12H00



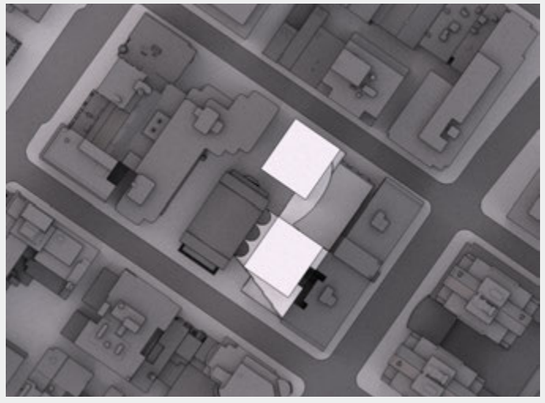
21 JUIN 16H00



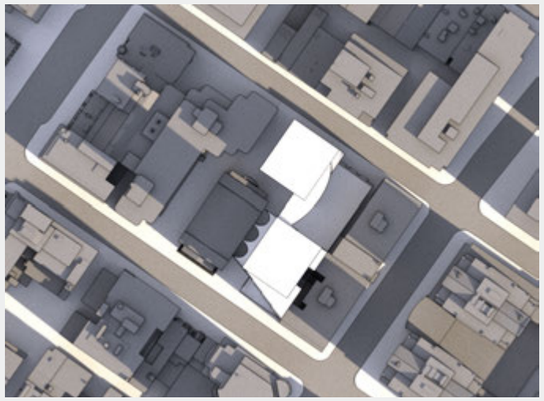
21 DÉCEMBRE 9H00



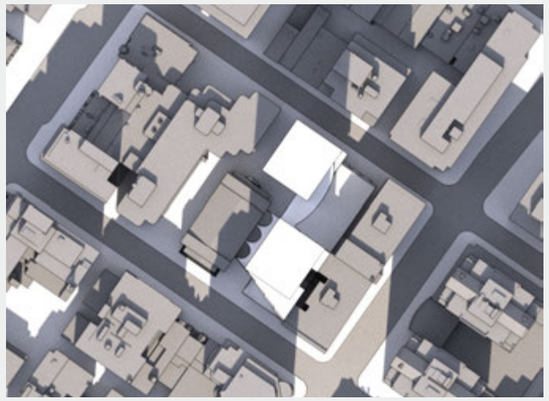
21 DÉCEMBRE 12H00



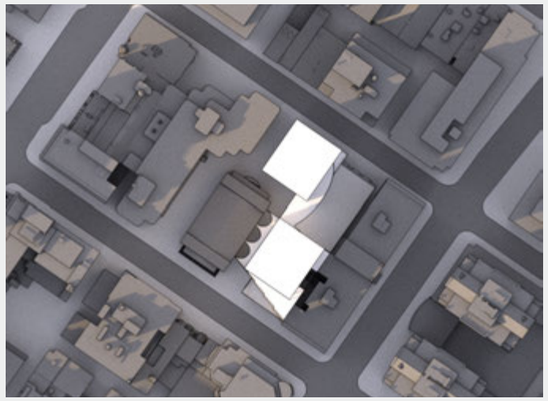
21 DÉCEMBRE 16H00



21 SEPTEMBRE 9H00



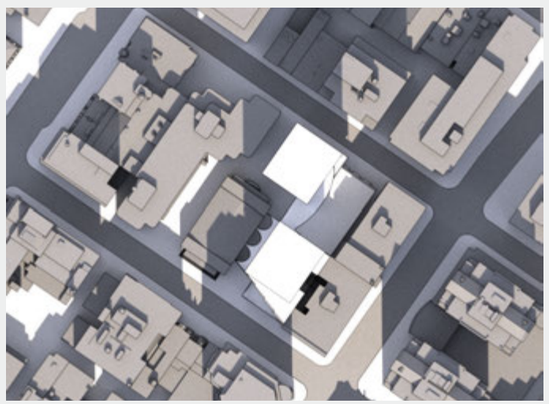
21 SEPTEMBRE 12H00



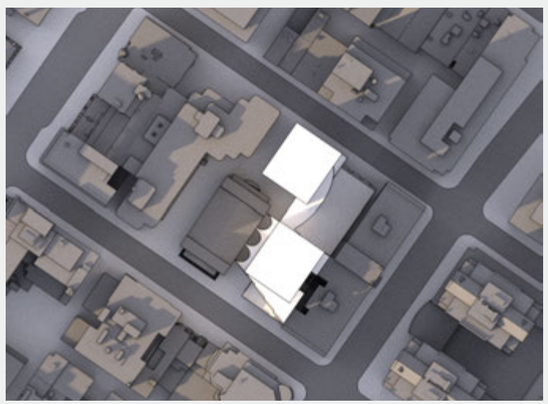
21 SEPTEMBRE 16H00



21 MARS 9H00



21 MARS 12H00



21 MARS 16H00

BC2

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.11

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1192701067

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020

D'adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 12:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1192701067

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 145 de la Charte de la ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4), le conseil d'arrondissement peut prévoir une tarification pour financer en tout ou en partie ses biens, services ou activités. Cette tarification est révisée annuellement afin d'y apporter les modifications nécessaires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Adopter le Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie – exercice financier 2020.
Les modifications sont accessibles dans le document intitulé « Fiche tarifs 2020 ».

JUSTIFICATION

L'adoption d'un nouveau règlement sur les tarifs de l'arrondissement est nécessaire afin de mettre à jour certaines tarifications pour l'année 2019

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Règlement sur les tarifs respecte le cadre budgétaire concernant les objectifs fixés par l'arrondissement pour le volet des revenus.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Parution d'un avis public

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion 2019-11-12
Adoption 2019-12-10
Entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-05

Domenico ZAMBITO
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 872-3125
Télécop. : 514 872-5607

Ville-Marie
Montréal

CA-24-309 Règlement sur les tarifs – exercice financier 2020

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 145 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du 5 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLEMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

1. Aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une construction en surhauteur :

a) d'une superficie de plancher de moins de 10 000 m^2 : 5 100 $;

b) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 et plus : 10 190 $;

c) d'une modification d'une construction en surhauteur déjà approuvée ou en droits acquis : 1 810 $;

2° pour l'étude d'une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel : 905 $;

3° pour l'étude d'une demande d'ordonnance édictée en vertu de l'article 560 de ce règlement : 250 $;

4° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 3 400 $;

5° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4°: 300 $.

Le tarif prévu au paragraphe 3° ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement ou dans le cas où la demande d'ordonnance vise une Société de développement commercial.

Le tarif prévu au paragraphe 5° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1°, 2° et 4° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

2. Aux fins du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation mineure pour un projet :

a) de clôture : 565 $;

b) de superficie et dimension d'un lot : 565 $;

c) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 565 $;

d) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 1 130 $;

e) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 1 360 $;

f) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 1 810 $;

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue au paragraphe 1° : 300 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

3. Aux fins du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de projet particulier d'occupation ou d'enseigne : 1 810 $;

2° pour l'étude d'une demande de projet particulier de construction ou de modification :

a) d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 1 810 $;

b) d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 10 000 m^2 : 10 190 $;

c) d'une superficie de plancher de 10 000 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 22 650 $;

d) d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 33 975 $;

3° pour l'étude d'une modification d'un projet particulier déjà autorisé par résolution :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de moins de 500 m^2 : 1 810 $;

b) de construction ou de modification d'une superficie de 500 m^2 et plus : 3 400 $;

4° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande prévue aux paragraphes 1° à 3° : 300 $.

Le tarif prévu au paragraphe 4° est déduit si une demande prévue aux paragraphes 1°à 3° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

4. Aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de démolition, sauf pour la démolition d'une dépendance dont l'usage est accessoire à l'habitation : 2 165 $;

2° pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 175 $;

3° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de travaux sur la rive, le littoral et dans une plaine inondable : 110 $;

4° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : 250 $;

6° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'enseigne ou d'enseigne

publicitaire :

a) pour une enseigne : 13,75 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de 180 $ par enseigne;

b) pour une enseigne publicitaire : 13,75 $ du mètre carré de la superficie de l'enseigne, minimum de 410 $ par enseigne;

7° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de café-terrasse : 250 $;

8° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'antenne : 830 $;

9° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagements paysagers : 110 $;

10° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol : 75 $;

11° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de piscine :

a) pour une piscine intérieure ou comprise dans un bâtiment : 0 $;

b) pour une piscine extérieure : 110 $;

12° pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aire de chargement ou de stationnement :

a) pour une aire de chargement ou de stationnement intérieure : 0 $;

b) pour une aire de chargement extérieure : 110 $ par unité de chargement;

c) pour une aire de stationnement extérieure de moins de 5 unités de stationnement : 55 $;

d) pour une aire de stationnement extérieure de 5 unités de stationnement et plus, mais d'une superficie de moins de 1 000 m² : 110 $;

e) pour une aire de stationnement extérieure de plus de 1 000 m² : 275 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° est déduit si une demande prévue au paragraphe 1° est déposée dans un délai de 12 mois suivant la date à laquelle l'avis préliminaire est produit.

5. Aux fins du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande d'exemption : 250 $.

Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8).

6. Aux fins du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir :

a) par emplacement : 285 $;

b) par logement visé : 56 $, maximum de 2 830 $ par immeuble.

7. Aux fins de l'article 134 de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 1 810 $.

8. Pour les frais de publication des avis publics requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), du Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), du Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise (R.R.V.M., c. C-11) et de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (RLRQ, chapitre S-4.1.1), il sera perçu :

1° pour un avis public relatif à une demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel : 500 $;

2° pour un avis public relatif à l'entrée en vigueur d'une ordonnance édictée en vertu de l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : 500 $;

3° pour les avis publics relatifs à une demande de modification de zonage : 3 000 $;

4° pour un avis public relatif à une demande de dérogation mineure : 500 $;

5° pour les avis publics relatifs à une demande de projet particulier :

a) comportant uniquement un ou des objets ne nécessitant aucune approbation par les personnes habiles à voter : 1 500 $;

b) comportant au moins un objet susceptible d'approbation référendaire : 3 000 $;

6° pour un avis public relatif à une demande de certificat d'autorisation de démolition : 500 $;

7° pour un avis public relatif à une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise : 500 $;

8° pour un avis public relatif à l'entrée en vigueur d'une ordonnance édictée en vertu du Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement (5984) : 500 $;

9° pour un avis public relatif à une demande de permis pour l'utilisation de terrains ou la construction, la modification ou l'occupation de bâtiments à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie : 500 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise un organisme sans but lucratif possédant un certificat d'occupation valide pour l'occupation d'un local à cet emplacement.

Le tarif prévu au paragraphe 8° du premier alinéa ne s'applique pas dans le cas où la demande d'ordonnance vise de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de

protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, chapitre S-8).

9. Pour les frais d'affichage requis aux fins du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), il sera perçu :

1° pour l'affichage relatif à une demande d'usage conditionnel : 750 $;

2° pour l'affichage relatif à une demande de projet particulier :

a) d'occupation ou d'enseigne et de construction ou de modification d'une superficie de plancher de moins de 500 m^2 : 750 $;

b) de construction ou de modification d'une superficie de plancher de 500 m^2 à moins de 25 000 m^2 : 1 000 $;

c) de construction ou de modification d'une superficie de plancher de 25 000 m^2 et plus : 1 250 $;

3° pour l'affichage relatif à une demande de démolition d'immeuble :

a) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de 15 mètres et moins : 750 $;

b) d'un bâtiment ayant une façade d'une largeur de plus de 15 mètres : 1000 $.

10. Aux fins du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 1 000 $;

b) chaque lot additionnel contigu : 90 $;

2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :

a) premier lot : 500 $;

b) chaque lot additionnel contigu : 90 $.

11. Aux fins du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2, r. 23), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de certificat de conformité : 242 $.

12. Aux fins du Règlement sur les musiciens et amuseurs publics exerçant leurs activités sur le domaine public (CA-24-006), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 60 $;

2° pour la délivrance d'un permis de musicien ou d'amuseur public : 170 $;

3° pour la délivrance d'un permis temporaire de musicien ou d'amuseur public, pour une

période maximale de trois jours : 40 $.

13. Aux fins du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7.1), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis : 60 $;

2° pour la délivrance du permis d'artisan ou d'artiste : 465 $;

3° pour la délivrance d'un permis de représentant d'artistes ou d'artisans : 75 $.

4° pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant : 55 $.

5° pour la location des kiosques d'artistes-exposants : 0 $

14. Pour le remplacement d'un permis visé à l'article 12 ou à l'article 13 perdu, il sera perçu : 60 $.

CHAPITRE II
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

15. Pour un abonnement donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1° résidant ou contribuable de la Ville : 0 $, valide 2 ans;

2° représentant d'un organisme (adulte et jeune) situé sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

3° non résidant de la Ville :

a) jeune (0-13 ans): 44 $, valide 1 an;

b) étudiant fréquentant à temps complet une institution d'enseignement située sur le territoire de la Ville : 0 $, valide 1 an;

c) aîné (65 ans et plus) : 56 $, valide 1 an;

d) employé de la Ville : 0 $ valide 1 an;

e) adulte (14-64 ans) : 88 $, valide 1 an.

L'abonnement court à partir de la date d'abonnement.

16. Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue ou abîmée, il sera perçu :

1° jeune, étudiant non résidant (0-13 ans) et organisme jeune : 2 $;

2° aîné (65 ans et plus) : 2 $;

3° adulte, étudiant non résidant (14-64 ans) et organisme adulte : 3 $.

17. À titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :

1° pour le retard à faire le retour d'un article emprunté :
   a) pour chaque jour survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article:
      i) jeune (13 ans et moins) et organisme jeune : 0,10 $, maximum pour un même document : 2 $;
      ii) aîné (65 ans et plus) : 0,10 $, maximum pour un même document : 2 $;
      iii) adulte (14-64 ans) et organisme adulte : 0,25 $, maximum pour un même document : 3 $;
   b) pour chaque jour survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article normalement réservé à la consultation sur place : 1 $;

2° pour la perte d'un article emprunté :
   a) le coût du document, plus 5 $ de frais de remplacement non remboursable, ou, dans le cas d'un article ancien ou rare, la valeur de l'article, telle qu'elle est inscrite dans la base de données du réseau;
   b) en l'absence d'inscription dans la base de données :
      i) document jeune : 7 $;
      ii) document adulte ; 15 $

3° pour la perte d'une partie d'un ensemble :
   a) boîtier de disque compact : 2 $;
   b) pochette de disque : 2 $;
   c) livret d'accompagnement : 2 $;
   d) document d'accompagnement : 2 $;

4° pour dommage à un article emprunté :
   a) s'il y a perte totale ou partielle du contenu : le tarif fixé au paragraphe 2° ou 3°;
   b) sans perte de contenu :
      i) reliure : 7 $
      ii) bris mineur : 2 $.

Les tarifs fixés au premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville.

Les tarifs fixés au paragraphe 1° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville et visant à favoriser le retour des livres.

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

Aux fins du présent article, lorsqu'un article emprunté est en retard de plus de 31 jours par rapport à la date limite fixée pour son retour, cet article est considéré comme perdu et les tarifs fixés aux paragraphes 2°et 3° du premier alinéa s'appliquent.

Aucun prêt ou renouvellement de document n'est consenti à un abonné qui n'a pas acquitté les frais prévus au paragraphe a) si le solde de son dossier excède 2 $ pour un jeune (13 ans et moins), un organisme jeune ou un aîné (65 ans et plus), et 3 $ pour un adulte (14-64 ans) ou un organisme adulte.

L'abonné qui a défrayé les montants de pénalités prévus au paragraphe 1° du premier alinéa en raison de dommage majeur d'un document peut sur demande le conserver.

18. Pour le service de photocopie et impression, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° photocopie noir et blanc, de papier à papier, la page : 0,15 $

2° impression noir et blanc à partir des postes internet publics, à la page : 0,25 $

SECTION II
CENTRES SPORTIFS, DE LOISIRS, COMMUNAUTAIRES ET CHALETS DE PARC

19. Pour la location des gymnases, il sera perçu, toutes taxes comprises:

1° gymnase simple par heure :

a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 105 $
b) Autres : 140 $;
c) Compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive : 29 $

2° gymnase double par heure :

a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 157 $;
b) Autres : 209 $
c) Compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive : 42 $

3° frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux paragraphes 1° et 2° : 27 $/h.

4° locaux d'appoint liés à la location de plateaux sportifs : 0 $.

5° location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement pour une session (minimum 8 semaines) : réduction de 25 % du tarif régulier

20. Pour la location ponctuelle de salles au Centre Communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° location de salle à l'heure :

a) pour une salle multi sport :
   i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 70 $;
   i) Autres : 80 $
b) pour une grande salle :
   i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 50 $;
   ii) Autres : 60 $;
c) pour une moyenne salle :
   i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 30 $;
   ii) Autres : 35$;
d) pour une petite salle :
   i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 20 $;
   ii) Autres : 25 $;
e) organisme locataire de l'installation : 0 $;

21. Pour la location ponctuelle de salles dans les autres centres sportifs, de loisirs, communautaires et chalets de parc, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° location de salle à l'heure :

a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement : 33 $;
b) Autres : 40 $;
c) organisme locataire de l'installation : 0 $;
d) location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement pour une session (minimum 8 semaines) : réduction de 25 % du tarif régulier

22. Pour la location des locaux et des installations des centres sportifs, de loisirs, communautaires et chalets de parc, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° frais de location pour usage exclusif organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement :

a) pour un local d'une superficie de plancher de 90 m2 et moins : 204 $ par mois;

b) pour un local d'une superficie de plancher de 91 m2 à 165 m2 : 350 $ par mois;

c) pour un local d'une superficie de plancher de 166 m2 et plus à 499 m2 : 459 $ par mois;

d) espace entreposage pour un organisme à but non lucratif reconnu non locataire : 52 $ par mois ;

SECTION III
ARÉNAS

23. Pour l'usage des arénas, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour le patinage libre et hockey libre : 0$

2° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de printemps de hockey et de patinage artistique : 0 $;

b) école estivale de hockey, de ringuette, de patinage artistique et de vitesse : 0 $;

c) camp de jour : 33 $;

d) hockey mineur et ringuette :
i) entraînement : 33 $;
ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey : 0 $;
iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal : 33 $;
iv) série éliminatoire des ligues municipales : 0 $;

e) patinage artistique : 33 $;

f) initiation au patinage du « Programme canadien de patinage » pour les enfants de 17 ans et moins : 0 $;

g) club de patinage de vitesse pour les jeunes : 0 $;

h) programme de sport-étude (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement : 0 $;

i) université, collège public ou privé : 77 $;

j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération :
   i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 155 $;
   ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 103 $;
   iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 155 $;
   iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 155 $;

k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération :
   i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 175 $;
   ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 113 $;
   iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 175 $;
   iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 175 $;

l) partie-bénéfice :
   i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h : 88 $;
   ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 56 $;
   iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 88 $;
   iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 88 $;
   v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h : 77 $;

m) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :
   i) taux de base : 206 $;
   ii) taux réduit :
      1. compétition locale ou par association régionale : 41 $;
      2. compétition par fédération québécoise ou canadienne : 83 $;
      3. compétition internationale : 124 $.

3° pour la location d'une salle, l'heure : 33 $;

4° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes :
   i) par semaine : 26 $;
   ii) par mois : 52 $;

b) organisme pour mineurs :
   i) par semaine : 13 $;
   ii) par mois : 25 $.

Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure : 33 $;

SECTION IV
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

24. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle ou le baseball reconnu par une association régionale et ayant une convention avec la Ville de Montréal pour le territoire Montréal-Concordia, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier :
   i) équipe de Montréal : 214 $;
   ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 428 $;

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue, comportant quatre équipes et plus.

b) permis de location de terrain ou permis saisonnier pour un organisme de régie reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal : 0 $;
   i) pour leurs entrainements : 0 $;
   ii) pour leur calendrier de compétition initial, équipe de Montréal : 0 $;
   iii) séries éliminatoires des ligues municipales : 0 $;
   iv) permis pour tournoi : 0 $;

c) permis de location de terrains naturels par un organisme autre qu'un organisme de régie ou pour des équipes de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :
   i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 33 $;
   ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 64 $;
   iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;
   iv) compétition de niveau provincial, national et international : 63 $;

d) permis de location de terrains synthétiques par un organisme autre qu'un organisme de régie, il sera perçu, de l'heure :
   i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 107 $;
   ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 214 $;
   iii) institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;
   iv) compétition de niveau provincial, national et international : 214 $;

e) permis de location d'un mini terrain de soccer ou demi-terrain synthétique pour un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu ou pour une équipe de sport mineur de l'extérieur de Montréal, il sera perçu de l'heure :

i) équipe de Montréal ou institution scolaire publique ou privée non conventionnée : 80 $;
ii) équipe de l'extérieur de Montréal : 158 $;
iii) Institution scolaire publique ou privée conventionnée par une entente avec l'arrondissement : selon la convention;
iv) compétition de niveau provincial, national et international : 158 $;

f) permis d'utilisation pour activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par la direction de l'arrondissement : 0 $;

g) permis pour les jeux de pétanque et de bocce et pour les pique-niques : 0 $;

25. Pour la location d'un espace de jardinage réservé aux résidants, il sera perçu, par saison, toutes taxes comprises :

1° jardinet : 10 $;

2° demi-jardinet et bac surélevé: 5 $.

Aucun remboursement ne sera effectué.

SECTION V
PISCINES

26. Pour l'usage d'une piscine, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° piscines intérieures gérées par l'arrondissement :

a) bain libre : 0 $;
b) location d'une piscine, l'heure, incluant un (1) surveillant-sauveteur :
i) taux de base : 83 $;
ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 165 $;

c) location d'une pataugeoire intérieure, l'heure, incluant un (1) surveillant-sauveteur :
i) taux de base : 44 $
ii) taux pour tout groupe hors Montréal : 88 $

2° piscines intérieures gérées par un organisme ayant conclu une convention avec l'Arrondissement :

a) bain libre : 0 $;

3° pataugeoires extérieures gérées par l'Arrondissement : 0 $.

CHAPITRE III
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

27. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements,

il sera perçu :

1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :

a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton :
i) sur une longueur de 8 m ou moins : 386,58 $;
ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres : 49,79 $;

b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir :
i) en enrobé bitumineux, le mètre carré : 102 $;
ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré : 457,50 $;

2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir :

a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) et ii) du sous paragraphe b) du paragraphe 1º;

b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire : 257,50 $.

28. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir :

1° dans l'axe du drain transversal, par puisard : 12 735 $;

2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout : 15 000 $

29. Pour le déplacement d'un lampadaire :

1° lampadaire relié au réseau de la Ville : 2 191,59 $;

2° lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de Montréal : 6 000 $.

30. Pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), dans le cas de l'abattage d'un arbre, à la suite d'un dommage subi par accident ou toute autre cause, ou à la demande d'un intéressé lorsque l'arbre doit être enlevé parce qu'il nuit à la construction ou à l'utilisation d'une entrée pour véhicules ou à la construction d'un immeuble, la compensation exigible est fixée comme suit :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol : 1329,00 $;

2° pour un arbre de 11 cm et plus mesuré à 1,40 m du sol : un montant déterminé d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (SIAQ), sans être inférieur à celui fixé au paragraphe 1.

31. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la Ville en application des règlements, il sera perçu :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : 83,18 $;

2° pour l'exécution des travaux :

a) sans camion nacelle, l'heure : 206,02 $;

b) sans camion nacelle et ramassage, l'heure : 262,07 $;

c) avec camion nacelle, l'heure : 283,57 $;

d) avec camion nacelle et déchiquetage, l'heure : 326,00 $;

3° pour le transport, le ramassage et la disposition des rejets ligneux seulement, l'heure : 106,96 $;

4° pour l'essouchement, l'heure : 178,01 $.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 30.

32. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre, notamment dans le cadre de la construction d'une entrée pour véhicules ou de la construction d'un immeuble, il sera perçu :

1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : 2999,00 $;

2° pour tout autre type de fosse d'arbre : 1960,00 $;

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 30 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 31.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

33. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu pour chaque panneau de 0,0929 m (1 pi^2) : 7,74 $.

SECTION III
ASSERMENTATIONS

34. Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5 $.

La taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) ne sont pas appliquées à ce tarif.

CHAPITRE IV
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

SECTION I
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

35. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire : 30 $;

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente : 63 $;

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : 545 $;

3° pour les frais d'études d'une occupation périodique pour embellissement : 50 $;

4° pour une modification au permis d'occupation temporaire du domaine public : 30 $.

36. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour, toutes taxes comprises :

1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle pour une occupation :

a) de moins de 100 m^2 : 37 $;

b) de 100 m^2 et plus, le mètre carré : 1,10 $;

c) si la ruelle est barrée et que le passage est moins de 3,5 m, les frais de barrage : 30 $;

2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est :

a) de moins de 50 m^2 : 48 $;

b) de 50 m^2 à moins de 100 m^2 : 55 $;

c) de 100 m^2 à moins de 300 m^2, le mètre carré : 1,10 $;

d) de 300 m^2 et plus, le mètre carré : 1,45 $;

e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement :

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1 $ l'heure : 11,50 $;

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3 $ l'heure : 34,00 $;

f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3º du premier alinéa de l'article 47 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) du paragraphe 2 de cet article lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public;

3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe 1 du Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale (02-003), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 61 $;

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 204 $;

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 504 $;

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : 804 $;

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes : 301 $;

4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3, en plus du tarif fixé aux paragraphes 1 et 2 :

a) si la largeur totale occupée est de moins de 3 m : 30 $;

b) si la largeur totale occupée est de 3 m à moins de 6 m : 92 $;

c) si la largeur totale occupée est de 6 m à moins de 9 m : 183 $;

d) si la largeur totale occupée est de 9 m à 12 m : 275 $;

e) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à d) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes : 92 $.

37. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public constituée par l'installation d'une enseigne accessoire ou publicitaire sur un échafaudage ou une clôture de chantier, par jour, toutes taxes comprises :

1° dans le secteur délimité par le côté est du boulevard Saint-Laurent, le côté nord de la rue Saint-Antoine, le côté ouest de la rue Guy et le côté nord de la rue Sherbrooke :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,40 $;

b) minimum par enseigne : 104 $;

2° à l'extérieur du secteur mentionné au paragraphe 1º :

a) par mètre carré de superficie d'enseigne : 0,30 $;

b) minimum par enseigne : 52 $.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à celui prévu pour l'échafaudage ou la clôture de chantier.

38. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation permanente du domaine public : 15 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

39. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation périodique du domaine public : 9.5 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

40. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 39 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

3° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence : en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre;

4° pour tout exercice subséquent : en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre.

Pour une occupation permanente, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 38 est payable, toutes taxes comprises, comme suit :

1° s'il est inférieur à 300 $: en un versement unique, à la date d'exigibilité du versement unique prévue pour le paiement des taxes foncières;

2° s'il est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

a) soit en un versement unique, à la date d'exigibilité du versement unique prévue pour le paiement des taxes foncières;

b) soit en 2 versements égaux, aux dates d'exigibilité des 2 versements égaux prévues pour le paiement des taxes foncières.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 120 $, toutes taxes comprises.

41. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations, toutes taxes comprises :

1° la page : 3 $;

2° minimum : 12,60 $;

3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : 67 $.

42. Les tarifs prévus aux articles 35 et 36 ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé :

1° pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville;

3° pour l'aménagement aux fins d'embellissement;

4° à un éco-quartier;

5° à une société de développement commercial;

6° à une corporation de développement urbain;

7° pour le stationnement d'un véhicule de déménagement;

8° à Hydro-Québec pour les travaux touchant le réseau électrique seulement;

9° à Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée pour les travaux touchant les ponts seulement;

10° au ministère des Transports du Québec;

11° à la Société de transport de Montréal pour le réseau du métro seulement;

12° à la Commission des services électriques de Montréal.

Malgré le premier alinéa, lorsqu'un permis est accordé pour un tournage de film, les tarifs prévus aux sous-paragraphe e) et f) du paragraphe 2º de l'article 36 s'appliquent.

43. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est établi, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), selon le tarif prévu au paragraphe 2 du premier alinéa de l'article 49.

44. Le tarif prévu à l'article 39 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation.

45. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : 180 $;

2° pour la délivrance du permis : 5 $.

46. Aux fins du Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu pour l'occupation permanente du domaine public par un téléphone public, toutes taxes comprises, et ce, annuellement : 312 $.

SECTION II
STATIONNEMENT

47. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour le stationnement réservé :

1° délivrance du permis : 30 $;

2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre, par jour : 31 $;

3° place de stationnement avec parcomètre :

a) loyer :
   i) lorsque le tarif au parcomètre est de 1 $ l'heure : 11,50 $ par jour;
   ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 3 $ l'heure : 34 $ par jour;

iii) en sus des tarifs fixés aux paragraphes i) et ii) : 20,50 $ par jour;

b) en compensation des travaux suivants :
   i) pour l'enlèvement d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double : 125 $ et 73 $ pour l'enlèvement de chaque parcomètre supplémentaire à un ou deux compteurs ou chaque panonceau supplémentaire simple ou double;
   ii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement : 270 $;
   iii) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs ou pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (une place) ou double (deux places) : 40 $ et 5 $ pour la pose de chaque housse supplémentaire sur un parcomètre ou un panonceau.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour la Ville de Montréal, la Société de transport de Montréal, le ministère des Transports du Québec, Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée Bell Canada, Hydro-Québec ou Gaz Métropolitain, le tarif prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa ne s'applique pas.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º et 2º du premier alinéa et au sous-paragraphe a) du paragraphe 3 de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour des activités culturelles ou promotionnelles ou communautaires gérées ou subventionnées par la Ville.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1º et 2º du premier alinéa et au sous-sous-paragraphe iii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3 de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts, les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas.

Les tarifs de stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de la Ville s'appliquent aux stationnements administrés par la Société de stationnement de Montréal.

SECTION III
EXCAVATIONS

48. Il sera perçu pour la délivrance d'un permis d'excavation dans le roc ou de dynamitage : 53,50 $.

49. Aux fins du Règlement sur les excavations (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : 35 $;

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

   a) chaussée en enrobé bitumineux :
      i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré :

100 $;

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré : 150 $;

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré : 315 $;

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré : 315 $;

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré : 102 $;

e) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré : 457,50 $;

f) bordure de béton, le mètre linéaire : 257,50 $;

g) gazon, le mètre carré : 37,50 $;

h) bordure de granit (150 mm), le mètre linéaire : 800 $;

i) trottoirs à revêtement en béton granulats exposés, le mètre carré, 498 $;

j) bordure de granite 300 mm (m) : 900 $;

k) plaques Podotactiles (unité) : 448 $;

l) nivellement puits accès CSEM (unité) : 350 $;

m) manchon signalisation (unité) : 107,50 $;

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2º;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur : 253 $;

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique : 80 $;

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire :

i) sans tirants, le long de la voie publique : 195 $;

ii) avec tirants, par rangée de tirants : 195 $.

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Le tarif prévu au paragraphe 1º du premier alinéa ne s'applique pas à un éco-quartier.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de Montréal et à l'Hydro-Québec.

50. Pour l'étude des demandes de permis d'excavation dans la chaussée et restauration de la chaussée, il sera perçu :

1° chaussée de béton et d'asphalte :

a) dalle de béton, le mètre carré d'excavation : 133 $;

b) asphalte, le mètre carré d'excavation : 32 $;

2° chaussée flexible :

a) asphalte 75 mm, le mètre carré d'excavation : 32 $;

b) asphalte 230 mm, le mètre carré d'excavation : 84,50 $;

c) asphalte 280 mm, le mètre carré d'excavation : 96 $;

d) réparation temporaire à la surface, le mètre carré d'excavation : 64 $;

3° restauration des trottoirs :

a) trottoir de béton, le mètre carré de restauration : 138 $;

b) bordure en béton, le mètre linéaire de restauration : 84,50 $;

4° restauration des ruelles :

a) chaussée de béton, le mètre carré de restauration : 129 $;

b) chaussée de béton et asphalte, le mètre carré de restauration : 164 $;

5° restauration de pelouse, le mètre carré de restauration : 19,50 $;

6° restauration de surface de terre, de concassé, ou autre, le mètre carré de restauration : 13,50 $;

7° remplissage de l'excavation, le mètre cube : 64 $;

8° coupe d'une bordure, le mètre linéaire : 53,50 $;

9° coupe de trottoir, le mètre linéaire : 158,50 $.

CHAPITRE V
UTILISATION DES PESTICIDES

51. Aux fins du Règlement sur l'utilisation des pesticides (04-041), il sera perçu pour l'obtention d'un permis temporaire d'utilisation de pesticides :

1° s'il s'agit d'une personne physique : 10 $;

2° s'il s'agit d'une corporation : 26 $.

CHAPITRE VI
VENTE DE DOCUMENTS, PUBLICATIONS ET AUTRES ARTICLES

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

52. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux résidants :

1° vignette délivrée entre le 1er janvier et le 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) 1re vignette pour une adresse : 52 $;

b) 2e ou 3e vignette pour une même adresse, chacune : 104 $;

2° vignette délivrée entre le 1er avril et le 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) 1re vignette pour une adresse : 26 $;

b) 2e ou 3e vignette pour une même adresse, chacune : 52 $;

3° vignette délivrée entre le 1er juillet et le 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :

a) 1re vignette pour une adresse : 52 $;

b) 2e ou 3e vignette pour une même adresse, chacune : 104 $;

4° renouvellement annuel :

a) 1re vignette pour une adresse : 52 $;

b) 2e ou 3e vignette pour une même adresse, chacune : 104 $.

53. Aux fins de l'Ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (49), édictée en vertu de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : 1 407 $;

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : 1 407 $.

54. Les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

55. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1) pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu, toutes taxes comprises:

1º pour la délivrance de l'autorisation : 30 $;

2º pour l'ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : 115 $.

56. Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises, pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 70,00 $.

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATION DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

57. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : 5,27 $.

58. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 28 $.

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS ET DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

59. Pour la fourniture d'extraits du registre des permis de l'Arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° minimum (1 000 inscriptions) : 130 $;

2° en sus du minimum, par 1 000 inscriptions : 11 $.

60. Pour la fourniture d'une copie d'un règlement, il sera perçu 0,39 $ la page jusqu'à un maximum de 43 $ par règlement.

61. Pour la fourniture de documents émanant de l'Arrondissement dont le tarif n'est pas autrement fixé, il sera perçu :

1° copie de documents, la page : 0,39 $;

2° photocopie de documents, la page : 0,39 $;

3° photocopie à partir d'un microfilm, la page : 0,39 $;

4° copie d'un microfilm, N & B, 16 mm, la bobine : 33 $;

5° copie d'un microfilm, N & B, 35 mm, la bobine : 52,50 $;

6° copie d'une microfiche, la copie : 4,35 $;

7° regroupement de microfiches sur disquette ou CD-ROM : 64,00 $;

8° copie sur CD-ROM ou sur DVD, par image : 2,50 $;

9° copie de plan N & B, le pied carré : 0,40 $;

10° copie de plan couleur, le pied carré : 2,50 $.

62. Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour l'historique des dossiers actifs de l'arrondissement : 1 220 $ par bâtiment;

2° pour l'analyse de la présomption de droits acquis à l'égard d'une dérogation au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : 1 220 $ par dérogation.

63. Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis de construction délivrés, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° pour un abonnement annuel : 420 $;

2° pour un mois : 65 $.

64. Pour les frais de recherche d'un plan de construction, il sera perçu, toutes taxes comprises, par bâtiment, pour la récupération sur microfilm : 60 $.

65. Pour les frais de recherche de titre de propriété, par cadastre, il sera perçu, toutes taxes comprises : 50 $.

66. Pour la fourniture d'un extrait informatique du registre des établissements et de l'emploi de l'Arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises : 1,70 $ par place d'affaires inscrite dans l'extrait demandé.

67. Pour la fourniture d'agrandissements de microfilms, il sera perçu, toutes taxes comprises :

1° sur papier 10" x 13" : 12 $;

2° sur papier 20" x 24" : 21 $;

3° sur transparent 12" x 12" : 12 $;

4° sur transparent 24" x 24" : 22 $.

CHAPITRE VII
SERVICES ET FOURNITURES DIVERS

68. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant de la Bibliothèque de la Ville, toutes taxes comprises :

a) par courrier : 3 $;

b) par télécopieur : 4 $;

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances : 7,20 $;

3° autre document : les frais de poste, de messagerie, de télécopie selon leur coût.

69. Pour le ramassage de biens laissés sur le domaine public suite à une éviction, il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° dans le cas d'une éviction d'une unité d'habitation : 0 $;

2° dans le cas d'une éviction d'un local où s'exerce un usage commercial ou industriel, le coût réel comprenant :

a) les frais de transport et de main-d'œuvre;

b) la prise d'inventaire et l'ouverture de dossier;

c) les frais d'entreposage;

d) les frais d'extermination;

e) la récupération des biens.

CHAPITRE VIII
DISPOSITION FINALE

70. Le présent règlement remplace le Règlement sur les tarifs – exercice financier 2019 (CA-24-290) et a effet à compter du 1er janvier 2020.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1192701067) *a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le xxxxx, date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

Direction des services administratifs et du greffe

CADRE RÉGLEMENTAIRE
Adoption d'un règlement sur les tarifs – exercice financier 2020

DESCRIPTION
Le Règlement sur les tarifs - exercice financier 2020 regroupe sous un même règlement les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie visant les services offerts aux citoyens de l'arrondissement.

ÉTAPES À VENIR
2020/11/12 Conseil d'arrondissement – Avis de motion.
2020/12/10 Conseil d'arrondissement – Adoption.

RESPONSABLE DU DOSSIER
Domenico Zambito, secrétaire d'arrondissement

MODIFICATIONS

1) Aux fins du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), il sera perçu :

No art.	Description	2019	2020
4	pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de démolition, sauf pour la démolition d'une dépendance dont l'usage est accessoire à l'habitation	1810 $	2 165 $
	pour l'étude d'une demande d'avis préliminaire à une demande de certificat d'autorisation de démolition	150 $	175 $
	pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de travaux sur la rive, le littoral et dans une plaine inondable	100 $	110 $
	pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation	205 $	250 $
	pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'enseigne ou d'enseigne publicitaire		
	a) pour une enseigne	11,50 $/m^2 minimum de 147,50 $/enseigne	13,75 $/m^2 minimum de 180 $/enseigne
	b) pour une enseigne publicitaire	11,50 $/m^2 minimum de 340 $/enseigne	13,75 $/m^2 minimum de 410 $/enseigne
	pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de café-terrasse	205 $	250 $
	pour l'étude d'une demande de certificat	750 $	830 $

d'autorisation d'antenne		
l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aménagements paysagers	100 $	110 $
pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'abattage d'arbre ou de rehaussement de sol	60 $	75 $
pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation de piscine b) pour une piscine extérieure	100 $	110 $
pour l'étude d'une demande de certificat d'autorisation d'aire de chargement ou de stationnement b) pour une aire de chargement extérieure	100 $ par unité de chargement	110 $ par unité de chargement
c) pour une aire de stationnement extérieure de moins de 5 unités de stationnement	50 $	55 $
d) pour une aire de stationnement extérieure de 5 unités de stationnement et plus, mais d'une superficie de moins de 1 000 m²	100 $	110 $
e) pour une aire de stationnement extérieure de plus de 1 000 m²	250 $	275 $

2) Aux fins du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c. O-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

No art.	Description	2019	2020
10	1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :		
	a) premier lot :	550 $	1 000 $
	b) chaque lot additionnel contigu	76 $	90 $
	2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :		
	a) premier lot :	288 $	500 $
	b) chaque lot additionnel contigu	76 $	90 $

3) l'article 19 est remplacé par le suivant :

No art.	Description	2019	2020
19	1° gymnase simple par heure: a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement b) Autres c) Compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive 2° gymnase double par heure : a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement b) Autres c) Compétition et/ou tournoi reconnu par une fédération sportive 3° frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux paragraphes 1 et 2 : 4° locaux d'appoint liés à la location de plateaux sportifs : 0 $. 5° location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement pour une session (minimum 8 semaines)		105 $ 140 $ 29$ 157 $ 209 $ 42 $ 27 $/h 0 $ réduction de 25 % du tarif régulier

4) L'article 20 est remplacé par le suivant :

Pour la location ponctuelle de salles au Centre Communautaire de loisirs Sainte-Catherine-d'Alexandrie, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
20	1° location de salle à l'heure : a) pour une salle multi sport : i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement ii) Autres b) pour une grande salle : i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement ii) Autres c) pour une moyenne salle : i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement ii) Autres d) pour une petite salle : i) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement ii) Autres e) organisme locataire de l'installation		 70 $ 80 $ 50$ 60 $ 30 $ 35 $ 20 $ 25 $ 0 $

5) Pour la location des locaux et des installations des centres sportifs, de loisirs, communautaires et chalets de parc, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
21	1° location de salle à l'heure :		
	a) Organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement		33 $
	b) Autres		40 $
	c) organisme locataire de l'installation		0 $
	d) location par un organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement pour une session (minimum 8 semaines)		réduction de 25 % du tarif régulier

6) Pour la location ponctuelle de salles dans les autres centres sportifs, de loisirs, communautaires et chalets de parc, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
22	1° frais de location pour usage exclusif organisme à but non lucratif reconnu par l'arrondissement :		
	a) pour un local d'une superficie de plancher de 90 m2 et moins		204 $/mois
	b) pour un local d'une superficie de plancher de 91 m2 à 165 m2 : 350 $ par mois		350 $/mois
	c) pour un local d'une superficie de plancher de 166 m2 et plus à 499 m2		459 $/mois
	d) espace entreposage pour un organisme à but non lucratif reconnu non locataire		52 $/mois

7) Pour l'usage des arénas, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
23	~~g) initiation au patinage pour les personnes âgées de 18 ans et plus~~	88 $	retiré
	g) club de patinage de vitesse pour les jeunes	n/a	0 $
	j) équipe ou club pour adultes affilié à une fédération ~~sauf pour la période du 15 avril au 31 août :~~		
	~~v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h~~	134 $	n/a
	k) équipe ou club pour adultes non affilié à une fédération ~~sauf pour la période du 15 avril au 31 août~~ :		
	~~v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h~~	155 $	n/a

	~~m) équipe ou club pour adultes, du 15 avril au 31 août :~~		
	~~i) avec glace :~~		
	~~1. affilié à une fédération : 103 $;~~	103 $	n/a
	~~2. non affilié à une fédération : 113 $;~~	113 $	n/a
	l) partie-bénéfice :		
	i) samedi et dimanche de 8 h à 17 h :;	n/a	88 $
	ii) lundi au vendredi de 8 h à 17 h : 56 $;	n/a	56 $
	iii) lundi au dimanche de 17 h à 22 h : 88 $;	n/a	88 $
	iv) lundi au dimanche de 22 h à 24 h : 88 $;	n/a	88 $
	v) lundi au dimanche de 24 h à 8 h : 77 $;	n/a	77 $
	~~n) organisme pour mineurs :~~		
	~~vii) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace~~	32 $	n/a
	~~viii) non montréalais~~	66 $	n/a
	m) gala sportif et compétition, incluant les locaux d'appoint et les locaux d'entreposage :		
	i) taux de base	n/a	206 $
	ii) taux réduit :		
	1. compétition locale ou par association régionale	n/a	41 $
	2. compétition par fédération québécoise ou canadienne	n/a	83 $
	3. compétition internationale	n/a	124 $
	3° pour la location d'une salle, l'heure	31 $	33 $
	Dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir annulé dans un délai de 4 jours il sera perçu, de l'heure	50 $	33 $
	~~Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique~~	35 %	n/a

8) Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises,

No art.	Description	2019	2020
24 (23)	~~Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique~~	35 %	n/a

9) Aux fins du Règlement sur le numérotage des bâtiments (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu, toutes taxes comprises,

No art.	Description	2019	2020
26 (25)	b) location d'une piscine, l'heure, incluant un (1) surveillant-sauveteur :		
	i) taux de base		83 $
	ii) taux pour tout groupe hors Montréal		165 $
	c) location d'une pataugeoire intérieure, l'heure, incluant un (1) surveillant-sauveteur :		
	i) taux de base		44 $
	ii) taux pour tout groupe hors Montréal		88 $
	b) ~~inscription à un cours de natation, de plongeon, de water-polo, de nage synchronisée, de kayak ou autre, excluant l'inscription à un cours spécialisé (instructeur de natation, médaille de bronze, croix de bronze, sauveteur national, plongée en apnée ou autres), il sera perçu, pour un résidant de Montréal, par session :~~		
	~~i) enfant de 17 ans et moins~~	0 $	n/a
	~~ii) personne âgée de 18 ans et plus~~	50 $	n/a
	~~c) location d'une piscine, l'heure :~~		
	~~i) taux de base : 165 $;~~	165 $	n/a
	~~ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal : 83 $;~~	83 $	n/a
	~~d) location d'une salle : 31 $~~	31 $	n/a
	~~Sur toute location à un organisme montréalais s'occupant des personnes handicapées, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.~~	35 %	n/a

10) **SECTION VI**
GRATUITÉS

No art.	Description	2019	2020
26	l'article est retiré du règlement ~~Le patinage libre dans un aréna visé à l'article 21 et le droit d'entrée dans une piscine visée à l'article 24 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville.~~ ~~La clientèle adulte visée aux sous-paragraphes j)~~		n/a

	~~et k) et l) du paragraphe 2º de l'article 24, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon la disponibilité des plages horaires.~~ ~~Les tarifs prévus aux sections II, III, IV et V ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées pour lesquelles ce soutien est nécessaire.~~		

11) Pour la fourniture d'extraits du registre des permis de l'arrondissement, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
59 (58)	1° minimum (1 000 inscriptions) :	110 $	130 $
	2° en sus du minimum, par 1 000 inscriptions :	9 $	11 $

12) Pour la fourniture d'une copie d'un règlement, il sera perçu :

No art.	Description	2019	2020
60 (59)		aucun	0,39 $/page jusqu'à 43 $ par règlement

13) Pour la fourniture de documents émanant de l'Arrondissement dont le tarif n'est pas autrement fixé, il sera perçu :

No art.	Description	2019	2020
61 (60)	1° copie de documents, la page	0,33 $	0,39 $
	2° photocopie de documents, la page	0,33 $	0,39 $
	3° photocopie à partir d'un microfilm, la page	0,33 $	0,39 $
	6° copie d'une microfiche, la copie	3,65 $	4,35 $
	7° regroupement de microfiches sur disquette ou CD-ROM		64,00 $
	8° copie sur CD-ROM ou sur DVD, par image	2,00 $	2,50 $
	9° copie de plan N & B, le pied carré	0,35 $	0,40 $
	10° copie de plan couleur, le pied carré	2,00 $	2,50 $

14) Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
62 (61)	**1°** pour l'historique des dossiers actifs de l'arrondissement : par bâtiment **2°** pour l'analyse de la présomption de droits acquis à l'égard d'une dérogation au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) : par dérogation	1 039 $ 1 039 $	1 220 $ 1 220 $

15) Pour la fourniture de la liste mensuelle des permis de construction délivrés, il sera perçu, toutes taxes comprises :

No art.	Description	2019	2020
63 (62)	**1°** pour un abonnement annuel **2°** pour un mois	357 $ 56 $	420 $ 65 $

16) Pour les frais de recherche d'un plan de construction, il sera perçu, toutes taxes comprises,

No art.	Description	2019	2020
64 (63)	par bâtiment, pour la récupération sur microfilm	53 $	60 $

17) Pour les frais de recherche de titre de propriété, par cadastre, il sera perçu, toutes taxes comprises

No art.	Description	2019	2020
65 (64)		40 $	50 $

Dossier 1192701067

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.12

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

D'adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 09:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi sur les cités et villes stipule que toute société de développement commercial doit adopter son budget annuel en assemblée générale convoquée spécifiquement à cette fin. L'article 458.27 de la même loi précise d'une part que le conseil municipal peut approuver le budget adopté par l'assemblée de la SDC après s'être assuré que toutes les formalités aient été suivies pour son adoption et peut, d'autre part, décréter par règlement, la cotisation et les modalités de perception auprès des membres de la SDC. Par les dispositions de l'article 1, paragraphe 5 du *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)* , la Ville de Montréal délègue ce pouvoir aux conseils d'arrondissement. Le présent dossier décisionnel vise ainsi à adopter le règlement approuvant le budget 2019 de la SDC Quartier latin et les modalités de perception des cotisations auprès de ses membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240618 - 21 novembre 2018 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 – Avis de motion et dépôt ;
CA17 240677 - 12 décembre 2017 - Adopter un règlement visant l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;

CA16 240644 - 13 décembre 2016 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

DESCRIPTION

Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, a été établi à 972 750 $. Afin d'atteindre ce budget, la SDC demande au conseil d'arrondissement de percevoir une somme de 330 000 $ en cotisations auprès de ses membres.

Aux fins d'atteindre la somme demandée en cotisations, le Service des finances devra déterminer les deux taux de cotisation applicables à cette SDC. Le premier de ces taux applicable à la valeur foncière pondérée pour chacun des établissements membres et l'autre, à la superficie des locaux occupés par chacun des établissements tenus, par la loi, à contribuer à la SDC. Cependant, le Service des finances n'étant pas en mesure de fournir le cadre réglementaire ainsi que les taux de cotisation qui seront appliqué en 2020 avant le présent avis de motion, le règlement imposant la cotisation aux membres de la SDC sera présenté à la séance du conseil du 10 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Cette procédure est conforme aux dispositions de l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes, la SDC ayant tenu sont assemblée générale le 23 septembre 2019 et produit un procès-verbal conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 12 novembre 2019
Adoption du Règlement, 10 décembre 2019
Imposition des cotisations pour l'année 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samuel P LALIBERTÉ, Service des finances
Domenico ZAMBITO, Ville-Marie

Lecture :

Samuel P LALIBERTÉ, 31 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Sylvain VILLENEUVE
Directeur

Tél : 514 868-8723
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190318026

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Quartier latin et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1190318026 - Quartier Latin 2020.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN

BUDGET 2020 pour dépôt à l'assemblée

RÉSERVE 1er TRIMESTRE	**20,000 $**	
REVENUS	**budget 2019 adopté**	**budget 2020 Projet**
cotisation rég. des membres	321,000 $	330,000 $
provision mauvaises créances	(25,000) $	(25,000) $
cotisations ant. membres	10,000 $	8,000 $
Contribution vol. UQAM	3,500 $	- $
contribution vol. institution	6,500 $	8,000 $
subvention V de Mtl-salaire	35,000 $	50,000 $
subvention V de Mtl- propreté	38,000 $	38,000 $
subvention V de Mtl- acceuil	80,000 $	80,000 $
subvention V de Mtl- developpement economique	180,000 $	221,250 $
subvention ville centre	60,000 $	60,000 $
commandites et partenariats	275,000 $	190,000 $
autres revenus	20,000 $	10,000 $
revenus/ intérêts	2,500 $	2,500 $
TOTAL DES REVENUS	**1,006,500 $**	**972,750 $**
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	**1,026,500 $**	**972,750 $**
DÉPENSES		
ADMINISTRATION	215,500 $	195,000 $
FRAIS D'ASSEMBLÉE	1,500 $	2,000 $
FRAIS FINANCIERS	1,000 $	1,000 $
TOTAL DES DÉPENSES	**218,000 $**	**198,000 $**
Total des fonds disponibles	1,026,500 $	972,750 $
Total dépenses	218,000 $	198,000 $
NET	**808,500 $**	**774,750 $**
Réserve 1er trimestre	20,000 $	
FOND DE PROJETS DISPONIBLES	**788,500 $**	**774,750 $**

PROJETS	**BUDGET 2019**	**BUDGET 2020**
TOTAL BUDGET DE PROJETS	**788,500 $**	**758,000 $**
ÉVÉNEMENTS/MARKETING	570,000 $	565,000 $
1. ÉVÉNEMENTS OUMF	300,000 $	280,000 $
2. FETES DE QUARTIER : lancement de la saison des terrasses	90,000 $	65,000 $
3. AUTRES ÉVÉNEMENTS : Montréal complétement cirque	80,000 $	50,000 $
4. PRAM / DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL : Investir dans le Quartier latin	5,000 $	60,000 $
5. PLAN MARKETING : Expérience Quartier latin	95,000 $	110,000 $
DOMAINE PUBLIC	118,000 $	118,000 $
1. PROPRETÉ QUARTIER LATIN	38,000 $	38,000 $
2. PRÉPOSÉS À L'ACCUEIL	80,000 $	80,000 $
IMAGE ET IDENTITÉ	100,500 $	75,000 $
2. ÉLÉMENTS DÉCORATIFS QL	10,000 $	20,000 $
3. PROJET HORTICULTURE	20,000 $	25,000 $
4. DÉCORATION hivernal	15,500 $	30,000 $
5. MURALES	5,000 $	- $
6. Mobilier URBAINS/tectonique	50,000 $	- $
GRAND TOTAL	**- $**	**16,750 $**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 23 SEPTEMBRE 2019 de la Société de développement du Quartier latin

Numéro de résolution : CA – 2019-23-09-05

Il est proposé par Martin Guimond et appuyé par Nina-Michèle Le Floch et unanimement résolu, d'adopter le budget 2020 tel que proposé, incluant un montant de 330 000$ provenant des cotisations des membres.

Copie certifiée conforme

Ce 2e jour d'octobre 2019



Signature du président du conseil d'administration

Monsieur Patrice Ansay

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL QUARTIER LATIN, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie qu'il occupe plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Quartier latin pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un établissement d'entreprise situé au rez-de-chaussée d'un immeuble, une cotisation composée du taux de 0,3117 % appliqué sur la base de la cotisation de l'établissement du membre ainsi que du taux de 0,189609 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par chaque établissement d'entreprise. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsque l'établissement d'entreprise est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un tel établissement, une cotisation composée du taux de 0,2962 % appliqué sur la base de la cotisation de cet établissement ainsi que du taux de 0,180129 $ le pied carré, multiplié par la superficie du local occupé par cet établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Malgré ce qui précède, la cotisation imposée ne peut être supérieure à 19 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsque l'établissement d'entreprise est situé au rez-de-chaussée d'un immeuble et elle ne peut être supérieure à 18 000,00 $ ni inférieure à 400,00 $ lorsqu'il est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble.

Aux fins de l'application du présent règlement, un établissement d'entreprise est réputé situé au rez-de-chaussée s'il répond aux exigences suivantes : il est situé, en tout ou en partie au rez-de-chaussée et son entrée principale y est également située.

4. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard dans les 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

5. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du

compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

6. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC QUARTIER LATIN –BUDGET 2020

_____

GDD1190318026

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN

BUDGET 2020 pour dépôt à l'assemblée

RÉSERVE 1er TRIMESTRE	**20,000 $**	
REVENUS	**budget 2019 adopté**	**budget 2020 Projet**
cotisation rég. des membres	321,000 $	330,000 $
provision mauvaises créances	(25,000) $	(25,000) $
cotisations ant. membres	10,000 $	8,000 $
Contribution vol. UQAM	3,500 $	- $
contribution vol. institution	6,500 $	8,000 $
subvention V de Mtl-salaire	35,000 $	50,000 $
subvention V de Mtl- propreté	38,000 $	38,000 $
subvention V de Mtl- acceuil	80,000 $	80,000 $
subvention V de Mtl- developpement economique	180,000 $	221,250 $
subvention ville centre	60,000 $	60,000 $
commandites et partenariats	275,000 $	190,000 $
autres revenus	20,000 $	10,000 $
revenus/ intérêts	2,500 $	2,500 $
TOTAL DES REVENUS	**1,006,500 $**	**972,750 $**
TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	**1,026,500 $**	**972,750 $**
DÉPENSES		
ADMINISTRATION	215,500 $	195,000 $
FRAIS D'ASSEMBLÉE	1,500 $	2,000 $
FRAIS FINANCIERS	1,000 $	1,000 $
TOTAL DES DÉPENSES	**218,000 $**	**198,000 $**
Total des fonds disponibles	1,026,500 $	972,750 $
Total dépenses	218,000 $	198,000 $
NET	**808,500 $**	**774,750 $**
Réserve 1er trimestre	20,000 $	
FOND DE PROJETS DISPONIBLES	**788,500 $**	**774,750 $**

PROJETS	**BUDGET 2019**	**BUDGET 2020**
TOTAL BUDGET DE PROJETS	**788,500 $**	**758,000 $**
ÉVÉNEMENTS/MARKETING	570,000 $	565,000 $
1. ÉVÉNEMENTS OUMF	300,000 $	280,000 $
2. FETES DE QUARTIER : lancement de la saison des terrasses	90,000 $	65,000 $
3. AUTRES ÉVÉNEMENTS : Montréal complétement cirque	80,000 $	50,000 $
4. PRAM / DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL : Investir dans le Quartier latin	5,000 $	60,000 $
5. PLAN MARKETING : Expérience Quartier latin	95,000 $	110,000 $
DOMAINE PUBLIC	118,000 $	118,000 $
1. PROPRETÉ QUARTIER LATIN	38,000 $	38,000 $
2. PRÉPOSÉS À L'ACCUEIL	80,000 $	80,000 $
IMAGE ET IDENTITÉ	100,500 $	75,000 $
2. ÉLÉMENTS DÉCORATIFS QL	10,000 $	20,000 $
3. PROJET HORTICULTURE	20,000 $	25,000 $
4. DÉCORATION hivernal	15,500 $	30,000 $
5. MURALES	5,000 $	- $
6. Mobilier URBAINS/tectonique	50,000 $	- $
GRAND TOTAL	**- $**	**16,750 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318027

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

D'adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal, Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-01 09:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318027

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi sur les cités et villes stipule que toute société de développement commercial doit adopter son budget annuel en assemblée générale convoquée spécifiquement à cette fin. L'article 458.27
de la même loi précise d'une part que le conseil municipal peut approuver le budget adopté par l'assemblée de la SDC après s'être assuré que toutes les formalités aient été suivies pour son adoption et peut, d'autre part, décréter par règlement, la cotisation et les modalités de perception auprès des membres de la SDC.

Par les dispositions de l'article 1, paragraphe 5 du *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)* , la Ville de Montréal délègue ce pouvoir aux conseils d'arrondissement. Le présent dossier décisionnel vise ainsi à adopter le règlement approuvant le budget 2019 de la SDC du Vieux-Montréal, Quartier historique et les modalités de perception des cotisations auprès de ses membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 24 0619 - 21 novembre 2018 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 ;
CA17 240679 - 12 décembre 2017 - Adopter un règlement visant l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;

CA16 240645 - 13 décembre 2016 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

DESCRIPTION

Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, a été établi à 1 581 000 $. Afin d'atteindre ce budget, la SDC demande au conseil d'arrondissement de percevoir une somme de 1 564 000 $ en cotisations auprès de ses membres.
Aux fins d'atteindre la somme demandée en cotisations, le Service des finances devra déterminer le taux de cotisation à appliquer à la valeur foncière pondérée pour chacun des établissements tenus, par la loi, à contribuer à la SDC.

Cependant, le Service des finances n'étant pas en mesure de fournir le cadre réglementaire ainsi que le taux de cotisation qui sera appliqué en 2020 avant le présent avis de motion, le règlement imposant la cotisation aux membres de la SDC sera présenté à la séance du conseil du 10 décembre 2020.

JUSTIFICATION

Cette procédure est conforme aux dispositions de l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes, la SDC ayant tenu sont assemblée générale le 12 septembre 2019 et produit un procès-verbal conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 12 novembre 2019
Adoption du Règlement, 10 décembre 2019
Imposition des cotisations pour l'année 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samuel P LALIBERTÉ, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-10-31
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190318027

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1190318027- Vieux-Montréal 2020.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

BUDGET 2020

REVENUS	
Cotisations des membres 2020	1 564 000
Intérêts	17 000
Total des revenus	**1 581 000**

DÉPENSES	
1- Projets et support aux événements	235 000
2- Communications et promotion	370 000
3- Opérations et convivialité du Vieux-Montréal	380 000
4-Service aux membres et réseautage	215 000
5- Affaires financières et juridiques	33 000
6- Administration	348 000
Total des dépenses	**1 581 000**

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée générale du budget
SDC Vieux-Montréal – Quartier historique

Tenue le 12 septembre 2019, à 10h24
À l'Espace 360, Maison des marins, Musée Pointe-à-Callière
165, Place d'Youville

« 7. Présentation et adoption du budget 2020

M. Mario Lafrance explique aux membres que le Budget 2020 engendrera des dépenses d'un montant global de 1 581 000$. Pour assurer un budget équilibré, les revenus devront être du même ordre. Dans ce montant global, la somme des cotisations des membres de la SDC serait de 1 564 000$. L'indexation annuelle au coût de la vie est incluse dans ce montant. Elle est estimée à environ 1,9%. Pour atteindre ce montant, la cotisation annuelle minimale passerait donc de 108,00 $ à 110,00 $ et la cotisation annuelle maximale passerait de 5 400,00 $ à 5 500,00 $. La constitution totale des revenus pour le budget 2020 de la SDC, prévoit l'entrée d'un montant de 17 000 $, provenant de revenus d'intérêts escomptés.

Le Budget 2020 de la SDC Vieux-Montréal – Quartier historique sera de 1 581 000 $ au total. Dans ce montant global, la somme des cotisations des membres de la SDC sera de **1 564 000** $. L'indexation annuelle au coût de la vie est incluse dans ce montant. Tenant compte de cela, la cotisation annuelle minimale passe donc de 108,00 $ à 110,00 $ et la cotisation annuelle maximale passe de 5 400,00 $ à 5 500,00 $. Un montant de 17 000 $, provenant de revenus d'intérêts escomptés, s'ajoute aux cotisations des membres.

L'adoption du Budget pour l'année 2020, tel que présenté, est proposée par M. Alain Bergeron, secondé par M. Vincent Di Candido.
Adopté à l'unanimité.
(Résolution B2019-1009)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VIEUX-MONTRÉAL, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société, une cotisation au taux de 0,1166 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise, à laquelle cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 110,00 $ ni être supérieure à 5 500,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DU VIEUX-MONTRÉAL - BUDGET 2020

_____

GDD1190318027

VIEUX-
MONTRÉAL
SDC

BUDGET 2020

REVENUS	
Cotisations des membres 2020	1 564 000
Intérêts	17 000
Total des revenus	**1 581 000**

DÉPENSES	
1- Projets et support aux événements	235 000
2- Communications et promotion	370 000
3- Opérations et convivialité du Vieux-Montréal	380 000
4-Service aux membres et réseautage	215 000
5- Affaires financières et juridiques	33 000
6- Administration	348 000
Total des dépenses	**1 581 000**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.14

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318028

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

D'adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 10:09

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1190318028**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi sur les cités et villes stipule que toute société de développement commercial doit adopter son budget annuel en assemblée générale convoquée spécifiquement à cette fin. L'article 458.27 de la même loi précise d'une part que le conseil municipal peut approuver le budget adopté par l'assemblée de la SDC après s'être assuré que toutes les formalités aient été suivies pour son adoption et peut, d'autre part, décréter par règlement, la cotisation et les modalités de perception auprès des membres de la SDC. Par les dispositions de l'article 1, paragraphe 5 du *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108)* , la Ville de Montréal délègue ce pouvoir aux conseils d'arrondissement. Le présent dossier décisionnel vise ainsi à adopter le règlement approuvant le budget 2019 de la SDC Quartier latin et les modalités de perception des cotisations auprès de ses membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240620 - 21 novembre 2018 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 – Avis de motion et dépôt;
CA17 240678 - 12 décembre 2017 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018;

CA 16 240646 - 13 décembre 2016 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

DESCRIPTION

Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, a été établi à 1 179 118 $ Afin d'atteindre ce budget, la SDC demande au conseil d'arrondissement de percevoir une somme de 630 650 $ en cotisations auprès de ses membres.
Aux fins d'atteindre la somme demandée en cotisations, le Service des finances devra

déterminer les deux taux de cotisation applicables à cette SDC. Le premier de ces taux applicable à la valeur foncière pondérée pour chacun des établissements membres et l'autre, à la superficie des locaux occupés par chacun des établissements tenus, par la loi, à contribuer à la SDC. Cependant, le Service des finances n'étant pas en mesure de fournir le cadre réglementaire ainsi que les taux de cotisation qui seront appliqué en 2020 avant le présent avis de motion, le règlement imposant la cotisation aux membres de la SDC sera présenté à la séance du conseil du 10 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Cette procédure est conforme aux dispositions de l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes, la SDC ayant tenu sont assemblée générale le 13 mars 2019 et produit un procès-verbal conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 12 novembre 2019
Adoption du Règlement, 10 décembre 2019
Imposition des cotisations pour l'année 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-10-31
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190318028

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

BRW283A4D1AAC70_0000000615.pdf SDC-Prévision 2020-Budget.xls

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denis COLLERETTE
Commissaire - développement économique

Tél : 514-872-5603
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190318028

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1190318028 - Village 2020.docAnnexe A.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

village montréal

Extrait du procès-verbal de
l'Assemblée générale annuelle de la
Société de développement commercial du Village,
tenue le 13 mars 2019 au Centre St-Pierre de Montréal.

Budget 2020 de la Société

Proposition du président du Conseil d'administration de la Société de développement commercial du Village, Monsieur Denis Brossard, appuyée par Philip Demers, vice-président.

Il est résolu à l'unanimité :

« d'approuver le budget présenté en Assemblée, qui prévoit 630 650$ en cotisations de membres à percevoir pour l'année 2020. »

Résolution AGA2-130319-03

Denis Brossard
Président

Philip Demers
Vice-président

village montréal

Société de développement commercial du Village (Village Montréal)

PROCÈS-VERBAL
Assemblée générale annuelle sur le budget prévisionnel 2020

Le 13 mars 2019 à 19h30
Centre Saint-Pierre, Salle 100
1212, rue Panet, Montréal QC

Présents : Une liste de présence figure en annexe

Invités : Diane Lessard

0. **Ouverture de l'assemblée**

Le quorum étant constaté, Denis Brossard déclare l'ouverture de l'AGA à 19h40.

1. **Élection d'un président et d'un secrétaire d'assemblée**

Denis Brossard demande d'élire un président d'assemblée, il propose donc Yannick Brouillette, nouveau directeur général de la SDC.

CA130319-01
Philip Demers propose
Jean-Philippe Loignon
Adopté à l'unanimité

Yannick Brouillette mentionne qu'il est aussi nécessaire d'élire un secrétaire d'assemblée et propose Diane Lessard à ce titre.

CA130319-02
Isabelle Coriveau propose
Stephane Quit seconde
Adopté à l'unanimité

2. **Conformité de l'assemblée**

   i. Avis de convocation

   Yannick Brouillette indique que l'avis de convocation a été distribué aux membres dix jours avant la tenue de l'assemblée, il y a donc conformité, car plus de 21 membres sont présents ce soir.

   ii. Quorum

   Yannick Brouillette constate qu'il y a quorum, la SDC peut donc tenir l'AGA.

3. **Lecture et adoption de l'ordre du jour**

Yannick Brouillette indique que le seul point à l'ordre du jour est le sujet du budget prévisionnel pour l'année 2020 et il en demande par la suite l'adoption.

CA130319-03
Simon Leclerc propose
Marc-Antoine Coulombe seconde
Adopté à l'unanimité

4. **Lecture et adoption du procès-verbal du budget prévisionnel de 2019**

Yannick Brouillette demande si les membres ont des modifications ou commentaires à apporter concernant ce procès-verbal, les membres mentionnent que non. Il en demande par la suite l'adoption.

CA130319-04
Isabelle Corriveau propose
Denis Brossard seconde
Adopté à l'unanimité

5. **Présentation du budget prévisionnel par le directeur général pour l'année 2020**

Yannick Brouillette présente aux membres de l'assemblée en détail le budget prévisionnel pour l'année 2020.

Il mentionne que le revenu de cotisations des membres de la SDC s'élève à 630 650 $. Le budget doit être balancé et être équilibré.

Pour ce qui est des autres montants couvrant les revenus, il mentionne prévoir un montant de 31 000 $ pour mauvaises créances et un taux de 5 % en réserve. Un montant de 20 000 $ en cotisations antérieures plus les intérêts qui sont à percevoir est aussi prévu. Un montant en subventions à venir de l'Arrondissement Ville Marie de 50 000 $ plus un montant additionnel de 300 000 $ est aussi attendu. Un montant de 100 000 $ en commandites qui provient de la brasserie Labatt est aussi budgété, ce qui totalise en revenu, pour l'année 2020, de 1 179 118 $.

Pour ce qui est maintenant des activités prévues pour Aires Libres ainsi que ses dépenses, Yannick Brouillette indique, incluant la piétonisation, que les montants se détail comme ceci : 650 000 $ est prévu

pour l'art public, un montant de 150 000 $ pour l'installation de la rue Ste-Catherine est aussi alloué, un montant en publicité et pour le site Web de 25 000 $ sera également alloué, un montant de 5 000 $ pour le wifi, le montant dédié aux différents partenariats s'élève à 61 500 $, un montant de 1 000 $ pour Détail Formation est aussi prévu, un montant de 25 000 $ est également budgété pour la planification et l'orientation stratégique de la SDC, à savoir donc quelles seront les grandes orientations de la société. Un montant de 1 000 $ de réserve est aussi prévu afin d'équilibrer les dépenses des différents programmes et activités puis un montant de 275 000 $ en frais d'administration incluant les salaires des employés, les charges du loyer et social ainsi que les dépenses pour la gestion du bureau de la SDC est aussi octroyé, ce qui totalise le même montant équilibré de 1 179 118 $

Denis Brossard explique que le vote qui suit portera uniquement sur le montant de cotisations des membres autorisé par les commerçants qui est 630 650 $. Les autres montants ventilés du budget prévisionnel qu'a présenté Yannick Brouillette sont uniquement estimés.

Denis Brossard demande si les membres ont des questions ou commentaires à formuler et les membres mentionnent que non.

Yannick Brouillette demande donc l'adoption de ce budget prévisionnel pour l'année 2020.

CA130319-05
Denis Brossard propose
Valérie Boisvert seconde
Adopté à l'unanimité

6. **Varia**

Une période de questions suit cette présentation.

Zoé Malika demande que signifie le terme installations de rue.

Denis Brossard indique qu'il s'agit plus précisément des installations de la rue telles que les éclairages, les rétros éclairés et les lumières de couleurs bleues.

Il précise que pour le nouveau projet Aires Libres, la SDC a demandé à la firme mandatée de porter réflexion sur le projet hivernal également, de façon par exemple à ce que celui-ci soit amovible. Le montant de 150 000$ prévu devient dans ce cas une estimation plus globale.

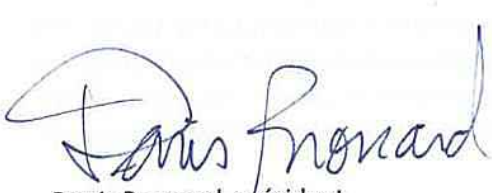
Yannick Brouillette s'informe s'il y a d'autres points à discuter au varia et les membres mentionnent que non.

7. **Levée de l'assemblée**

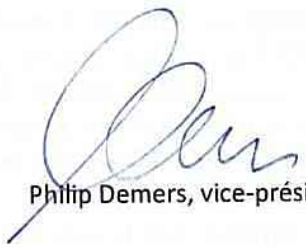
Yannick Brouillette demande la levée de l'assemblée générale annuelle à 19 h 45.

CA130319-06
Denis Brossard propose
Isabelle Corriveau seconde
Adopté à l'unanimité

Adopté lors de la réunion du conseil d'administration tenue le 30 octobre 2019.



Denis Brossard, président



Philip Demers, vice-président

SDC DU VILLAGE - BUDGET 2020

REVENUS		TOTAL 2020
COTISATIONS MEMBRES 2020	$630 650.00	
MAUVAISES CRÉANCES (5%)	**-$31 532.00**	
Cotisations antérieures + Intérêts	$20 000.00	
		$619 118.00
SUBVENTIONS		
Subvention salariale Arr. Ville-Marie	$50 000.00	
Subvention (autres)(*)	$300 000.00	
		$350 000.00
COMMANDITES (*)	$210 000.00	$210 000.00

TOTAL REVENUS NET (*)	**$1 179 118.00**

ACTIVITÉS	TOTAL 2020
AIRES LIBRES - Piétonisation	$650 000.00
INSTALLATIONS DE RUE (autres que piétonisation)	$150 000.00
PUBLICITÉ/SITE WEB	$25 000.00
Réseau Wifi	$5 000.00
PARTENARIATS (*)	$61 500.00
FORMATION AUX MEMBRES	$1 000.00
PLAN STRATÉGIQUE	$25 000.00
RÉSERVE + IMPRÉVUS	$1 618.00
SOUS-TOTAL DÉPENSES (*)	**$919 118.00**

FRAIS D'ADMINISTRATION	TOTAL 2020
SOUS-TOTAL FRAIS ADMINISTRATION	**$260 000.00**

TOTAL DÉPENSES + FRAIS ADMINISTRATION (*)	**$1 179 118.00**

SURPLUS (PERTES)	**$0.00**

(*) si idem à 2018

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Village pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société une cotisation composée du taux de 0,1580 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise ainsi que du taux de 0,141757 $ le pied carré, multiplié par la superficie de chaque établissement. À cette cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 300,00 $ ni supérieure à 40 000,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DU VILLAGE - BUDGET 2020

_____

GDD1190318028

SDC DU VILLAGE - BUDGET 2020

REVENUS		TOTAL 2020
COTISATIONS MEMBRES 2020	$630 650.00	
MAUVAISES CRÉANCES (5%)	**-$31 532.00**	
Cotisations antérieures + Intérêts	$20 000.00	
		$619 118.00
SUBVENTIONS		
Subvention salariale Arr. Ville-Marie	$50 000.00	
Subvention (autres)(*)	$300 000.00	
		$350 000.00
COMMANDITES (*)	$210 000.00	$210 000.00

TOTAL REVENUS NET (*)	**$1 179 118.00**

ACTIVITÉS	TOTAL 2020
AIRES LIBRES - Piétonisation	$650 000.00
INSTALLATIONS DE RUE (autres que piétonisation)	$150 000.00
PUBLICITÉ/SITE WEB	$25 000.00
Réseau Wifi	$5 000.00
PARTENARIATS (*)	$61 500.00
FORMATION AUX MEMBRES	$1 000.00
PLAN STRATÉGIQUE	$25 000.00
RÉSERVE + IMPRÉVUS	$1 618.00
SOUS-TOTAL DÉPENSES (*)	**$919 118.00**

FRAIS D'ADMINISTRATION	TOTAL 2020
SOUS-TOTAL FRAIS ADMINISTRATION	**$260 000.00**

TOTAL DÉPENSES + FRAIS ADMINISTRATION (*)	**$1 179 118.00**

SURPLUS (PERTES)	**$0.00**

(*) si idem à 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.15

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190318025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

D'adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 10:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1190318025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi sur les cités et villes stipule que toute société de développement commercial doit adopter son budget annuel en assemblée générale convoquée spécifiquement à cette fin. L'article 458.27 de la même loi précise d'une part que le conseil municipal peut approuver le budget adopté par l'assemblée de la SDC après s'être assuré que toutes les formalités aient été suivies pour son adoption et peut, d'autre part, décréter par règlement, la cotisation et les modalités de perception auprès des membres de la SDC. Par les dispositions de l'article 1, paragraphe 5 du Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) , la Ville de Montréal délègue ce pouvoir aux conseils d'arrondissement. Le présent dossier décisionnel vise ainsi à adopter le règlement approuvant le budget 2020 de la SDC Destination Centre-ville et les modalités de perception des cotisations auprès de ses membres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240617 - 21 novembre 2018: Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 – Avis de motion et dépôt ;
CA17 240676 - 12 décembre 2017 - Adopter un règlement visant l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 ;

CA16 240643 - 13 décembre 2016 - Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2017.

DESCRIPTION

Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, a été établi à 5 045 000 $. Afin d'atteindre ce budget, la SDC demande au conseil d'arrondissement de percevoir une somme de 4 225 000 $ en cotisations auprès de ses membres.

Aux fins d'atteindre la somme demandée en cotisations, le Service des finances devra déterminer le taux de cotisation à appliquer à la valeur foncière pondérée pour chacun des établissements tenus, par la loi, à contribuer à la SDC. Cependant, le Service des finances n'étant pas en mesure de fournir le cadre réglementaire ainsi que le taux de cotisation qui sera appliqué en 2020 avant l'avis de motion à adopter, le règlement imposant la cotisation aux membres de la SDC sera présenté à la séance du conseil du 10 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Cette procédure est conforme aux dispositions de l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes, la SDC ayant tenu sont assemblée générale le 12 septembre 2019 et produit un procès-verbal conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : 12 novembre 2019
Adoption du Règlement, 10 décembre 2019
Imposition des cotisations pour l'année 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Samuel P LALIBERTÉ, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2019-11-01
Denis COLLERETTE Commissaire - développement économique	Sylvain VILLENEUVE Directeur
Tél : 514-872-5603 **Télécop. :**	**Tél :** 514 868-8723 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1190318025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1190318025- Centre-Ville 2020.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

ASSEMBLÉE DE PRÉSENTATION DU BUDGET
Hôtel Delta par Marriott
475 Avenue du Président-Kennedy
Montréal

Jeudi 12 septembre 2019 de 10h55 à 11h30
PROCÈS-VERBAL

---

1. Ouverture de l'assemblée

Mme Gagnon débute l'assemblée en se présentant en tant que nouvelle présidente du conseil d'administration de Destination centre-ville. Avec enthousiasme, elle explique aux membres présents qu'elle a le centre-ville de Montréal à cœur, y vivant et y travaillant. Elle considère également essentiel de souligner la contribution de M. Ferreira la qualifiant d'exceptionnelle. Elle propose ensuite de procéder à l'élection du président et du secrétaire d'assemblée.

2. Élection du président et du secrétaire d'assemblée

Mme Gagnon propose que Mme Louise Desmarais agisse à titre de présidente d'assemblée et que Mme Josiane Pineault agisse à titre de secrétaire. M. Goulet appuie les propositions et elles sont adoptées à l'unanimité.

3. Conformité de l'assemblée (avis de convocation et quorum)

Mme Desmarais précise que l'assemblée a été dûment convoquée selon l'article 458 de la Loi sur les cités et villes du gouvernement du Québec et selon le règlement sur les Sociétés de développement commercial de l'Arrondissement Ville-Marie. Un avis d'assemblée a été publié dans un quotidien de Montréal dix jours avant l'assemblée, soit dans Le Devoir du 26 août 2019. De plus, un avis de convocation incluant un lien internet : www.destinationcentreville.com pour consulter le rapport annuel 2018 a été posté à toutes les entreprises membres. Selon les règlements de régie interne de la Société, il y a quorum puisqu'un minimum de 20 membres est requis et au moins 29 membres en règle y sont représentés. L'assemblée ayant été dûment convoquée et conforme, elle est déclarée régulièrement constituée.

4. Adoption de l'ordre du jour

Mme Desmarais demande une proposition pour l'adoption de l'ordre du jour. Mme Anne-Marie Laoun propose l'adoption de l'ordre du jour et Mme Chantal Riopel appuie la proposition. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

5. Adoption du dernier procès-verbal

Les membres présents lisent le procès-verbal de l'Assemblée de présentation du budget du 11 septembre 2018.

Mme Desmarais demande l'adoption du dernier procès-verbal. M.Paul-André Goulet propose l'adoption et Mme Pascale Grignon appuie la proposition.

Le procès-verbal de la dernière assemblée de présentation de budget du 11 septembre 2018 est adopté à l'unanimité.

6. Présentation de la planification stratégique 2023

M. Emile Roux explique que l'exercice de la planification stratégique a débuté au mois de mars 2019 et que celui-ci a été fait conjointement avec le conseil d'administration et par accompagnement avec la firme *MASIA.* Il précise que plusieurs entrevues ont été réalisées et que deux groupes de travail ont été créés et consultés dans le cadre de l'exercice; le groupe de travail portant sur le développement commercial et économique ainsi que le groupe de travail portant sur la qualité de vie au centre-ville.

M. Roux présente ensuite les énoncés de vision, mission et valeurs qui sont ressortis de l'exercice. Il termine en présentant les principaux enjeux du centre-ville, les forces directrices pour Destination centre-ville, puis finalement, les axes de développement qui dirigeront les actions de l'organisation jusqu'en 2023.

Quelques questions sont posées en lien avec la présentation de la planification stratégique.

Un membre s'informe sur les implications actuelles et futures de Destination centre-ville en lien avec l'accessibilité : M. Roux informe de l'implication de l'organisation dans le projet pilote d'un service de valet Parking, de la participation au processus de la Ville de Montréal pour le développement d'une application pour faciliter l'accès aux stationnements, l'appui à la mission du programme *OnRoule.org* et l'arrivée du REM au centre-ville.

Un membre demande la possibilité d'avoir accès au document de planification stratégique. M Roux confirme que le document sera envoyé par courriel aux membres présents et disponible sur le site web de Destination centre-ville dès la semaine prochaine.

Un membre s'informe sur l'implication de Destination centre-ville dans le projet de trottinettes. M. Roux explique qu'étant donné qu'il y a seulement la ville de Montréal qui a un pouvoir d'autorité sur ce projet, Destination centre-ville s'est impliquée en amont, en termes de prévention et sécurité auprès des futurs usagers.

Un membre mentionne que de moins en moins de sites sont disponibles pour y tenir des événements et questionne le rôle de Destination centre-ville dans cette situation. M.

Roux explique qu'il y a différentes possibilités à exploiter en partenariat avec la Ville de Montréal, en faisant référence au Petit Montréal, et que la SDC travaille à développer ces projets sur des sites potentiels, stationnement, terrains vagues, placottoirs.

La période de questions étant terminée, Mme Desmarais propose de passer au prochain point à l'ordre du jour.

7. Présentation et adoption du budget 2020

M. Roux présente le budget 2020 et souligne qu'il y a une augmentation au niveau de la cotisation des membres puisqu'il y a un rehaussement du seuil maximal de cotisation à 7500$. Il précise également qu'historiquement Destination centre-ville présentait très peu de demandes de subventions publiques. Il illustre ce fait en mentionnant que ce sont 50 000$ qui ont été subventionnés par le secteur public en 2018 et qu'à ce jour en 2019, nous avons déjà atteint un montant de 380 000$, provenant de fonds publics. Il termine en ajoutant que la SDC souhaite également augmenter les revenus de commandites privées en 2020.

REVENUS		**DÉPENSES**	
Cotisations membres	4 225 000 $	Dépenses administratives	250 000 $
Commandites privées	350 000 $	Services aux membres	640 000 $
Subventions publiques	425 000 $	Animation et activités	1 695 000 $
Intérêts et autres revenus	45 000 $	Communication et marketing	750 000 $
		Propreté et sécurité	1 015 000 $
		Embellissement	375 000 $
		Appui au secteur	275 000 $
		Projets spéciaux	150 000 $
TOTAL	**5 045 000 $**	**TOTAL**	**5 150 000 $**

M. Roux invite les membres qui souhaitent poser des questions à le faire.

Mme Desmarais informe qu'une fois que le budget est adopté par les membres, il est transmis par Destination Centre-Ville à la Ville de Montréal qui engage le processus de perception des cotisations.

Puisqu'il n'y a aucune question, Mme Desmarais demande si quelqu'un désire proposer l'adoption du budget 2020. M. Éric Quesnel en propose l'adoption et M. Martin Choquette l'appui. L'adoption se fait à l'unanimité par les membres présents.

5. Levée de l’assemblée

L’ordre du jour étant épuisé, Mme Desmarais annonce, après avoir remercié l’équipe de collaborateurs de Destination Centre-Ville ainsi que tous les membres s’étant présentés à l’assemblée, la levée de l’assemblée. Sur proposition de M. Alain Creton appuyé par M. Éric Quesnel, la levée de l’assemblée est adoptée à l’unanimité.

L’Assemblée est levée à 11h35.

REVENUS	Budget 2019	Budget 2020
Cotisations	3,820,000.00 $	4,225,000.00 $
Commandites	90,000.00 $	350,000.00 $
Subvention ville et arrondissement	50,000.00 $	425,000.00 $
Intérêts et autres revenus	45,000.00 $	45,000.00 $
TOTAL REVENUS	**4,005,000.00 $**	**5,045,000.00 $**

DÉPENSES	Budget 2019	Budget 2020
Dépenses administratives	**250,000.00 $**	**250,000.00 $**
Dépenses services aux membres	**470,000.00 $**	**640,000.00 $**
Animations, activités	**1,135,000.00 $**	**1,695,000.00 $**
Activités de Noël	500,000.00 $	500,000.00 $
Accueil mobile - Tourisme Montréal		70,000.00 $
Le Petit Montréal	- $	300,000.00 $
Sainte Catherine Célèbre	135,000.00 $	175,000.00 $
Projet ruelle	- $	75,000.00 $
Mesures Sainte-Catherine	- $	175,000.00 $
XP_MTL	500,000.00 $	400,000.00 $
Communications et marketing	**720,000.00 $**	**750,000.00 $**
Magazine Montreal Centre-Ville + Guide de Noël	650,000.00 $	500,000.00 $
Plateforme numérique	25,000.00 $	100,000.00 $
Relations presse et RP	45,000.00 $	50,000.00 $
Nouvelle identité	- $	50,000.00 $
Site Internet, référencement web et contenus sponsorisés	- $	50,000.00 $
Embellissement	**345,000.00 $**	**375,000.00 $**
Plan de floraison	200,000.00 $	100,000.00 $
Mobilier urbain et œuvres interactives	- $	75,000.00 $
Illumination hivernale	145,000.00 $	200,000.00 $
Propreté et sécurité	**1,165,000.00 $**	**1,015,000.00 $**
Cadets SPVM	215,000.00 $	90,000.00 $
Dialogue	50,000.00 $	75,000.00 $
Brigade entretien	900,000.00 $	850,000.00 $
Appui à des projets du secteur (art, culture, divertissement)	**65,000.00 $**	**125,000.00 $**
Appui à des organismes du secteur (regroupement, organisme)	**140,000.00 $**	**150,000.00 $**
Projets spéciaux	**250,000.00 $**	**150,000.00 $**
TOTAL DÉPENSES	**4,540,000.00 $**	**5,150,000.00 $**

Ville-Marie
Montréal

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DESTINATION CENTRE-VILLE, POUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 10 décembre 2019 le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui ;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la valeur foncière est constituée de la valeur foncière ajustée d'une unité d'évaluation conformément à l'article 253.30 de la Loi sur la fiscalité municipale lorsqu'applicable;

4° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

5° la base de la cotisation est établie en effectuant consécutivement les opérations suivantes :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la valeur foncière attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation inscrite au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'unité d'évaluation au 1er janvier 2020.

Toutefois, lorsqu'un immeuble abrite plusieurs unités d'évaluation distinctes, la base de la cotisation est établie en effectuant les opérations qui suivent :

a) multiplier la superficie de l'établissement d'entreprise au 1er janvier 2020 par la somme des valeurs foncières attribuables aux parties non résidentielles des unités d'évaluation inscrites, à l'égard de cet immeuble, au rôle d'évaluation foncière en vigueur au 1er janvier 2020;

b) diviser le produit qui résulte de la multiplication prévue au sous-paragraphe a) par la superficie totale des locaux de l'immeuble au 1er janvier 2020.

Aux fins du paragraphe 5°, la valeur foncière des immeubles visés aux paragraphes 3°, 13°, 14°, 15° et 16° de l'article 204 de la Loi sur la fiscalité municipale est réputée être la valeur foncière ajustée attribuable aux parties non résidentielles de l'unité d'évaluation.

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Destination Centre-ville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 qui figure à l'annexe A est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé aux membres de cette société une cotisation au taux de 0,0563 % appliqué sur la base de la cotisation de chaque établissement d'entreprise, à laquelle cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue au premier alinéa n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

4. Malgré l'article 3, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 50,00 $ ni supérieure à 7 500,00 $.

5. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation.

6. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement:

a) si le montant dû est inférieur à 300 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsqu'un jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

7. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC DESTINATION CENTRE-VILLE – BUDGET 2020

_____

GDD1190318025

REVENUS	Budget 2019	Budget 2020
Cotisations	3,820,000.00 $	4,225,000.00 $
Commandites	90,000.00 $	350,000.00 $
Subvention ville et arrondissement	50,000.00 $	425,000.00 $
Intérêts et autres revenus	45,000.00 $	45,000.00 $
TOTAL REVENUS	**4,005,000.00 $**	**5,045,000.00 $**

DÉPENSES	Budget 2019	Budget 2020
Dépenses administratives	**250,000.00 $**	**250,000.00 $**
Dépenses services aux membres	**470,000.00 $**	**640,000.00 $**
Animations, activités	**1,135,000.00 $**	**1,695,000.00 $**
Activités de Noël	500,000.00 $	500,000.00 $
Accueil mobile - Tourisme Montréal		70,000.00 $
Le Petit Montréal	- $	300,000.00 $
Sainte Catherine Célèbre	135,000.00 $	175,000.00 $
Projet ruelle	- $	75,000.00 $
Mesures Sainte-Catherine	- $	175,000.00 $
XP_MTL	500,000.00 $	400,000.00 $
Communications et marketing	**720,000.00 $**	**750,000.00 $**
Magazine Montreal Centre-Ville + Guide de Noël	650,000.00 $	500,000.00 $
Plateforme numérique	25,000.00 $	100,000.00 $
Relations presse et RP	45,000.00 $	50,000.00 $
Nouvelle identité	- $	50,000.00 $
Site Internet, référencement web et contenus sponsorisés	- $	50,000.00 $
Embellissement	**345,000.00 $**	**375,000.00 $**
Plan de floraison	200,000.00 $	100,000.00 $
Mobilier urbain et œuvres interactives	- $	75,000.00 $
Illumination hivernale	145,000.00 $	200,000.00 $
Propreté et sécurité	**1,165,000.00 $**	**1,015,000.00 $**
Cadets SPVM	215,000.00 $	90,000.00 $
Dialogue	50,000.00 $	75,000.00 $
Brigade entretien	900,000.00 $	850,000.00 $
Appui à des projets du secteur (art, culture, divertissement)	**65,000.00 $**	**125,000.00 $**
Appui à des organismes du secteur (regroupement, organisme)	**140,000.00 $**	**150,000.00 $**
Projets spéciaux	**250,000.00 $**	**150,000.00 $**
TOTAL DÉPENSES	**4,540,000.00 $**	**5,150,000.00 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195289003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles

D'adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 13:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195289003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) afin d'introduire une limite de renouvellements de mandats et de procéder à deux corrections de mise à jour dans deux articles

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité souhaite modifier le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme, afin de limiter le nombre de renouvellements des mandats des membres citoyens du comité. De plus, deux autres modifications mineures sont visées à deux articles du règlement afin de les mettre à jour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 240246 – 12 mai 2015 : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);

- CA11 240036 - 12 février 2011 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA10 240385 - 12 juillet 2010 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA07 240623 - 6 novembre 2007 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA05 240930 - 19 décembre 2005 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA05 240155 - 1er mars 2005 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA03 240229 - 1er avril 2003 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);
- CA02 240612 - 3 septembre 2002 : Modification au Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003);

DESCRIPTION

Des modifications sont proposées aux articles 2.1, 7 et 14 du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003).
La modification à l'article 2.1 concerne simplement la correction du numéro du Règlement sur la démolition d'immeubles inscrits dans ce paragraphe. En effet, ce règlement a été modifié et son numéro a été changé, puisqu'il portait auparavant le numéro CA-24-007 et

maintenant il porte le numéro CA-24-215.

La modification à l'article 7 concerne la modification de la deuxième phrase afin d'ajouter une limite de 2 renouvellements de mandats des membres citoyens. Les mandats des membres sont pour une durée de 2 ans et présentement un membre peut être renouvelé sans limites.

La modification à l'article 14 concerne le nombre de jours permettant aux membres de siéger une première fois suite à leur nomination. Or, les 15 jours inscrits actuellement sont insuffisants par rapport au processus actuel de nomination des membres du comité. Il est proposé d'augmenter le nombre de jours à 45.

JUSTIFICATION

Pour une question d'équité envers tous les citoyens de l'arrondissement, la modification de l'article 7 est nécessaire. Elle permettra de limiter le nombre de renouvellements de mandat, tout en s'assurant de maintenir une continuité dans la composition du Comité consultatif d'urbanisme. Ainsi, dans ce contexte, en limitant à 2 renouvellements, un membre citoyen pourra être en fonction pour un maximum de 3 mandats soit 6 ans. Par ailleurs, cela assurera un roulement régulier des citoyens siégeant à titre de membre au sein du Comité consultatif d'urbanisme.
Pour les modifications aux articles 2.1 et 14, ils visent principalement des corrections permettant leur mise à jour.

En conséquence, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis qu'une suite favorable devrait être donnée à cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s. o.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s. o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un appel de candidatures pour le comblement de 3 membres permanents et 1 membre suppléant fut lancé le 1er novembre dernier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion du conseil d'arrondissement

- Adoption par le conseil d'arrondissement du règlement
- Publication d'un avis public concernant l'entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-31

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-04

Ville-Marie
Montréal

CA-24-310 **Règlement modifiant le Règlement sur le comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003)**

Vu l'article 146 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 132 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____ 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'article 2.1 du Règlement sur le Comité consultatif d'urbanisme (CA-24-003) est modifié par le remplacement du chiffre « 007 » par le chiffre « 215 », partout ou il se trouve.

2. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « par résolution du conseil d'arrondissement » par les mots « , pour un maximum de 2 fois, par résolution du conseil d'arrondissement ».

3. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 15 » par le chiffre « 45 », partout ou il se trouve.

4. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1195289003*) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le _____ 2019, date de son entrée en vigueur.*

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.17

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1194680004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1, article 40), l'ordonnance, E-7.1, fixant :

- la date, l'heure et le lieu des séances d'attribution des emplacements pour la saison 2020, soit le 18 mars 2020 pour les artisans et le 19 mars 2020 pour les artistes;

- les dates d'émission des permis pour la saison 2020, soit du 18 mars au 17 avril 2020 pour les artisans et les artistes.

Toutes les activités en lien avec ces demandes seront tenues au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, à l'exception des séances d'attribution des emplacements qui se tiendront à la salle du conseil de l'arrondissement au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 13:41

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194680004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de modifier les diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M, c. E-7.1) implique annuellement l'édiction d'une ordonnance pour la gestion des activités des artistes et artisans sur le domaine public. Pour la saison 2020, en raison des travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest (entre McGill College et Mansfield) et du Réseau express métropolitain (à l'angle de McGill College et Sainte-Catherine) 22 emplacements dédiés aux artisans et aux exposants ne seront plus disponibles. Les scénarios d'attribution des emplacements devant être finalisés, les dates d'attribution des emplacements doivent être reportées.

L'ordonnance incluse au présent sommaire décisionnel vise à modifier l'ordonnance l'ordonnance, E-7.1, o. 60 fixant, pour l'année 2020, les diverses dates concernant l'attribution des emplacements et l'émission de permis des détenteurs de permis d'artisan et d'artiste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1194673006 / CA19 240468 adopté le 2 octobre 2019 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2020.
1182624003 / CA18 240562 adopté le 9 octobre 2018 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2019.

1174680001 / CA 17 240550 adopté le 4 octobre 2017 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2018.

DESCRIPTION

Édicter l'ordonnance pour déterminer :

- **Pour les artisans** :

- la date de la séance d'attribution des emplacements: le 18 mars 2020 à 10 h;

- la période d'émission des permis: du 18 mars au 17 avril 2020.

- **Pour les artistes (exposants et portraitistes caricaturistes):**

- la date de la séance d'attribution des emplacements :

- le 19 mars 2020 à 10 h pour les artistes exposants;

- le 19 mars 2020 à 13 h pour les artistes portraitistes caricaturistes;

- la période d'émission des permis : du 18 mars au 17 avril 2020.

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis ayant un emplacement dans le Vieux-Montréal et sur la rue Sainte-Catherine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Revenus des permis d'artistes et artisans d'environ 46 500 $.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Envoi d'une lettre d'information aux détenteurs de permis inscrits afin de les informer des changements et parution d'un avis public dans le journal Le Devoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication d'un avis public.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ismaila DIOP, Ville-Marie
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agente de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-01

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-11-01

Ville-Marie
Montréal

E-7.1, o. **Ordonnance relative à la saison 2020**

Vu les paragraphes 7°, 8° et 10° de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Pour la saison 2020, les séances d'attribution des emplacements auront lieu dans la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, selon l'horaire suivant :

1° Artisans : **le 18 mars 2020 à 10 h**;

2° Artistes qui utilisent un autre procédé de réalisation que la caricature ou le portrait (exposants) : **le 19 mars 2020 à 10 h;**

3° Artistes qui utilisent la caricature ou le portrait comme procédé de réalisation : **le 19 mars 2020 à 13 h** ;

2. Pour la saison 2020, l'émission des permis se fera au bureau d'arrondissement situé au 17e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est selon l'horaire suivant :

1° Artistes et artisans : du 18 mars au 17 avril 2020;

Un avis relatif à cette ordonnance (1194680004) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le ….. date de son entrée en vigueur.*

Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE PERMIS – SAISON 2020

ARTISANS

DATES À RETENIR

Période d'inscription (anciens détenteurs de permis) **:**

- du 21 au 25 octobre 2019 de 8 h 30 à 16 h 30

Attribution des emplacements :

- le 18 mars 2020 à 10 h

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Émission des permis :

- du 18 mars au 17 avril 2020

800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE PERMIS – SAISON 2020

ARTISTES

DATES À RETENIR

Période d'inscription (anciens détenteurs de permis) **:**

- du 21 au 25 octobre 2019 de 8 h 30 à 16 h 30

Attribution des emplacements :

- le 19 mars 2020 à 10 h (pour les artistes exposants)
- le 19 mars 2020 à 13 h (pour les artistes portraitistes et caricaturistes)

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Émission des permis :

- du 19 mars au 17 avril 2020

800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.18

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195907009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 9e partie, A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmation d'événements sur le domaine public (saison 2019, 9e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant à certaines conditions le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (R.R.V.M., c. CA-24-085, article 29), l'ordonnance jointe à la présente permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-04 13:40

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1195907009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 9e partie, A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue d'événements ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le neuvième dossier comportant des événements locaux ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2019 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements identifiés en annexe et de déroger aux règlements suivants :

- Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c. B-3, article 20);
- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1)
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195907008 / CA19 240469 adopté le 2 octobre 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 8e partie, A) et édicter les ordonnances
1195607006 / CA19 240429 adopté le 10 septembre 2019 - Autoriser la tenue d'événements sur le domaine public (saison 2019, 7e partie, A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale.
Les événements en annexe ont été ou seront soumis pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les

encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de projet qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux.
Selon le cas, les promoteurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, ou autres. De plus, lors de fermeture de rues, les promoteurs installeront, 10 jours avant l'événement, des affiches indiquant les heures de fermeture de la rue et informeront les citoyens des rues concernées.

Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kevin DONNELLY, Service de la culture

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 872-8862
Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Maryse BOUCHARD
Directrice
Tél : 514 872-7667
Approuvé le : 2019-10-31

ANNEXE 1

PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 9e PARTIE A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
				Dérogations												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	17-079 art.55 Circulation de véhicules hippomobiles	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non-alcooliques	Boissons alcooliques								
Journée des sans-abis	N&N 2 sœurs au grand coeur	23-Nov	Place Émilie-Gamelin	10h à 14h			10h à 14h			10h à 14h						R-AFMA
Manifeste de Montréal: 30 ans plus tard	Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida	21-Nov	Parc de l'Espoir	16:30 à 18:30												N-FA-PA
Inauguration de murale	L'Itinéraire	2019-11-26 remis au 27-11-2019 si pluie	Coin Dorion et Ste-Catherine Est	9h à 13h	9h à 13h		9h30 à 12h			9h à 13h						N-A-PA
Distribution collectif	Définir	16-Nov	Parc Émilie-Gamelin	11h à 16h			11h à 16h			11h à 16h						R-A-MA
Christmas event at Cabot Square	Evangel Pentecostal Church	5 au 9 décembre	Square Cabot	14h à 23h			14h à 23h			14h à 23h						R-A-MA
De la magie dans Sainte-Marie	DSLDS	06-Dec	L'esplanade du Métro Frontenac	16h à 18h			16h à 18h			16h à 18h						R-A-MA
Illumination de la rue Ontario Est Installation de lumières décoratives sur 42 lampadaires	S.P.A.G,	Décembre 2019 à mars 2020	Rue Ontario entre Berri et DeLorimier									en continu				
Chorale, illumination d'un sapin de noël, distribution de cadeaux, prise de parole de la mairesse et orchestre	Bureau du protocole	03-Dec	Place Vauquelin	17h à 19h			17h à 19h			17h à 19h			17h à 19h			N-A-GA

Légende

R : Récurrent
N : Nouvel événement
A : Amplification
AF : Amplification faible
PA :Petite affluence (moins de 100 personnes)
MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes
GA : Grande affluence (plus de 500)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907009) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
B-3

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 9E PARTIE, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

– –

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907009) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
P-1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 6E PARTIE, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 3 juillet 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907005) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
C-4.1

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 9E PARTIE, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1, édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3), est autorisée.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907009) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ *le* _____*, date de son entrée en vigueur.*

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT SUR LE CIVISME, LE RESPECT ET LA PROPRETÉ
CA-24-085, o. xxx

ORDONNANCE RELATIVE À LA PROGRAMATION D'ÉVÉNEMENTS SUR LE DOMAINE PUBLIC (SAISON 2019, 9E PARTIE, A)

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);

À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de lumières est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 (Voir en pièce jointe);

2. Ces lumières doivent être fixées solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;

3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les lumières doivent être enlevés;

4. Les organisateurs de ce projet sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement des lumières.

_____

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1195907009) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.19

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1196220002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2019-2020

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B -3, o. 614 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements prévus au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2019-2020.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 09:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196220002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2019-2020

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie est soucieux de la qualité de vie de ses résidents et le contrôle du bruit est en ce sens un enjeu primordial. Une grande attention est portée à l'impact sonore des événements présentés à l'extérieur. Les événements tenus sur le territoire du Vieux-Port de Montréal font l'objet d'ordonnance en respect de la réglementation municipale. Un travail de collaboration avec la Société du Vieux-Port de Montréal permet, lors des événements, une diffusion sonore respectueuse des citoyens et en conformité avec les exigences réglementaires de l 'arrondissement. Aussi, l'article 20.2 du règlement sur le bruit (R.R.V.M. c-3) permet de fixer par ordonnance le niveau de pression acoustique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240611 - 21 novembre 2018 - D'édicter une ordonnance autorisant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur lors des événements présentés au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernale 2018-2019.

DESCRIPTION

L'édiction d'ordonnance permet d'insérer la programmation à l'intérieur du cadre réglementaire, d'harmoniser les pratiques en vigueur sur l 'ensemble du territoire et d'offrir un encadrement serré des activités. Le gestionnaire du site à la responsabilité d'informer les promoteurs qui effectuent des événements sur son territoire les limites sonores qui lui sont imposées pour protéger le public et le résidentiel voisin. Les événement qui se tiendront sur les site du Vieux-Port de Montréal entre le mois de décembre à mars sont des événements familiaux. Durant cette période, il y aura de la musique, de la nourriture et des activités pour toute la famille.

JUSTIFICATION

Les événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans d'autres cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances sont publiées dans le Devoir et sont transmises au Service de police de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le conseil d'arrondissement peut édicter une ordonnance en matière de gestion du bruit en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M. c.B-3).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie POTVIN
Agente de recherche

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-04

Stéphanie TURCOTTE
Chef de division permis et inspections

Tél :	514 868-4768	**Tél :**	514 868-5164
Télécop. :		**Télécop. :**	514 868-4912

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-11-04

Ville-Marie
Montréal

B-3, o. 614	**Ordonnance concernant la tenue d'événements au Vieux-Port de Montréal pour la saison hivernal 2019-2020.**

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 novembre 2019, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1.

2. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

3. À l'exception des événements mentionnés au paragraphe 5, le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC (LAeq 15 minutes) mesuré à 5 mètres de la source.

4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.

5. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé pour l'événement IglooFest est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres des appareils sonores installés sur le site :

– –

ANNEXE 1
PROGRAMMATION D'ÉVÉNEMENTS AU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL POUR LA SAISON HIVERNALE 2019-2020

———————————————

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1196220002) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir *le 16 novembre 2019, date de son entrée en vigueur.*

PROGRAMMATION HIVER 2019-20
VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

Événement	Lieu(x)	Type d'occupation	Début	Fin	Achalandage prévu	Description - Événement
Patinoire du Vieux-Port	Patinoire, Pavillon Bonsecours	Montage	20-oct-19	04-déc-19	50 000	Laissez-vous glisser sur la patinoire réfrigérée extérieure avec la plus belle vue à Montréal. Découvrez notre programmation festive qui célèbre l'activité physique, la musique, la diversité culturelle montréalaise et plus encore. Horaire: - 5 décembre 2019: événement de lancement de 17h à 21h - 7 décembre 2019 au 8 mars 2020 o Lundi au mercredi : 10h à 21h o Jeudi au dimanche : 10h à 22h • 21 décembre 2019 au 5 janvier 2020 : tous les jours de 10h à 22h • 31 décembre 2019 : 10h à 1h00
		Evenement	05-déc-19	08-mars-20		
		Démontage	09-mars-20	29-mars-20		
Les Feux sur glace	Quai Jacques-Cartier	Montage	13-déc-19	13-déc-19	20 000	Vibrez au son de John Williams en concert pendant que les prouesses pyrotechniques illuminent la nuit hivernale de Montréal. Horaire: Dates : 14, 21, 28 décembre 2019 et le 4 janvier 2020 Heures : 20h à 20h15
		Evenement	14-déc-19	14-déc-19		
		Montage	20-déc-19	20-déc-19		
		Evenement	21-déc-19	21-déc-19		
		Montage	27-déc-19	27-déc-19		
		Evenement	28-déc-19	28-déc-19		
		Montage	03-janv-20	03-janv-20		
		Evenement	04-janv-20	04-janv-20		
Événement Coca-Cola	Quai Jacques-Cartier	Montage	09-déc-19	12-déc-19	5 000	Dep Coca-cola (conteneur d'activation) avec animation musicale. Boissons rafraîchissantes, prix instantanés et surprises seront au rendez-vous.
		Événement	13-déc-19	22-déc-19		
		Démontage	22-déc-19	24-déc-19		

Événement	Lieu(x)	Type d'occupation	Début	Fin	Achalandage prévu	Description - Événement
Montréal en fêtes (avec feux d'artifice)	Quai Jacques-Cartier	Montage	26-déc-18	31-déc-18	25 000	Montréal en fêtes, c'est l'événement phare des célébrations du temps des Fêtes à Montréal. Dans le cadre enchanteur du Vieux-Montréal et du Vieux-Port, Montréal en fêtes, un organisme à but non lucratif offre aux familles des activités gratuites qui leur font vivre la magie du temps des Fêtes. Forte d'une mission autant culturelle que sociale, Montréal en fêtes contribue à renforcer l'image de marque touristique de Montréal et à la positionner comme une destination de choix pour venir y célébrer le temps des Fêtes, le tout générant d'importantes retombées économiques pour la ville et pour le tissu social montréalais. LE PARTY DU NOUVEL AN Fer de lance de la programmation et plus grande célébration du genre au Canada, le Party du Nouvel An présente un spectacle grandiose mettant en vedette des artistes de renommés, un grand décompte de minuit et des feux d'artifice sur le Quai Jacques-Cartier. Les artistes seront confirmés sous peu.
		Evenement	31-déc-18	01-janv-19		
		Démontage	01-janv-19	02-janv-19		

Événement	Lieu(x)	Type d'occupation	Début	Fin	Achalandage prévu	Description - Événement
Igloofest	Quai Jacques-Cartier	Montage	02-janv-19	15-janv-19	80 000	Douze soirées folles mettant en vedette les meilleurs DJs et VJs locaux et internationaux, pendant l'un des événements les plus branchés de la métropole et les plus en vue au Canada. Igloofest, c'est l'incontournable de l'hiver! (18 ans et plus, billets en vente www.igloofest.ca) Igloofest s'est donné une double mission : valoriser la variété de styles et d'arts qui composent la musique électronique, les artistes musicaux et numériques tant locaux qu'internationaux qui en font la richesse, et permettre aux publics de se réapproprier l'hiver québécois dans une ambiance festive et conviviale. De surcroît, Igloofest vise à la valorisation de l'espace patrimonial majeur que constitue le Quai Jacques Cartier à Montréal, à la prolongation de la saison touristique québécoise, et au rayonnement de la métropole. Depuis près de quinze ans, Igloofest offre à plusieurs centaines d'artistes et professionnels, et à des centaines de milliers de visiteurs la possibilité de vivre une expérience atypique et inoubliable, au cœur de l'hiver montréalais. En termes de rayonnement, l'événement a consolidé son positionnement d'événement hivernal incontournable, a attiré l'attention de nombreux médias internationaux, ainsi que de milliers de touristes, qui pour la plupart se sont déplacés à Montréal en premier lieu pour vivre le festival. Billets à partir 25$ (avant taxes) Horaire: 4 fins de semaines du 16 janvier au 8 février : Les Jeudis de 19h 30 à 23h Les vendredis de 19h30 à 24h30 Les samedis de 19h30 à 24h30
		Evenement	16-janv-19	08-févr-19		
		Démontage	09-févr-19	15-févr-19		

PROGRAMMATION HIVER 2019-20
VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

Événement	Lieu(x)	Type d'occupation	Début	Fin	Achalandage prévu	Description - Événement
Défi canot à glace Montréal	Quai de l'Horloge + Plage et Tour de l'Horloge	Montage	31-janv-20	01-févr-20	6 000	Vivez une expérience captivante en assistant à une compétition extrême. Des athlètes s'affrontent en manoeuvrant leur canot à glace au travers des eaux gelées du fleuve Saint-Laurent. Pour une huitième année, cette étape du « Circuit québécois de canot à glace » fera le bonheur des amateurs de sensations fortes. Le Défi canot à glace Montréal est de retour pour une huitième année! Les eaux glacées du fleuve Saint-Laurent seront l'hôte des équipes de canot à glace qui prendront part à cet événement. Pour les spectateurs amoureux du fleuve et friands de sensations fortes, cette étape officielle du «Circuit québécois de canot à glace» est une activité gratuite idéale. Le parcours de la course s'annonce excitant avec un départ du bassin de l'Horloge suivi d'une boucle entre la tour de l'Horloge, l'extrémité ouest du bassin Alexandra, le parc de la Cité-du-Havre et le Parc Jean-Drapeau (Île Sainte-Hélène). L'un des atouts importants de ce circuit au coeur du havre de Montréal est qu'il s'effectue à proximité des berges et garde ainsi les spectateurs en haleine tout au long de la course. Le passage mythique de la traversée vers l'Île Sainte-Hélène est particulièrement impressionnant puisque les canotiers doivent vaincre le puissant courant Sainte-Marie.
		Événement	01-févr-20	01-févr-20		
		Démontage	01-févr-20	02-févr-20		
Nuit Blanche (karaoke sur glace)	Patinoire du Vieux-Port, Pavillon Bonsecours	Montage	29-févr-20	29-févr-20	500	KARAOKÉ SUR GLACE dans le cadre de la Nuit Blanche à Mtl. Vivez une Nuit mémorable en démontrant vos talents de chant en direct sur la patinoire en compagnie de notre animatrice Chouchoune. Le samedi 29 février 2020, de 21 h à 1 h
		Evenement	29-févr-20	29-févr-20		
		Démontage	29-févr-20	29-févr-20		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.20

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1190607008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et abroger la résolution CA12 240383 - Habitations Le Moyne/Saint-Paul

1) D'adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Habitations Le Moyne/Saint-Paul, en dérogation aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

a) La construction doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans numérotés 25 à 33 et 35 à 48 inclusivement, dessinés par les architectes Saucier + Perrote et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 août 2019.
b) Un plan d'aménagement paysager détaillé de la cour intérieure et des toits montrant notamment le type de plantes choisies doit être déposé lors de la demande de permis.
c) Les aménagements paysagers doivent être soignés, leur entretien doit être prévu et les espèces végétales devront être remplacées au besoin.
d) Au moins 35 unités doivent comprendre 2 chambres à coucher et 4 unités 3 chambres à coucher.
e) La délivrance du permis de construction doit être soumise à la procédure de révision du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, le critère additionnel suivant s'applique :
- l'éclairage nocturne prévu aux plans doit être discret afin de ne pas engendrer de pollution lumineuse.

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet.

4) D'abroger la résolution CA12240383 « autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Habitations Saint-Paul) - 1er projet de résolution » (dossier 1124400032);

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-09-03 11:27

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190607008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et abroger la résolution CA12 240383 - Habitations Le Moyne/Saint-Paul

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée à l'arrondissement aux fins d'un projet résidentiel de 13 étages, sur un terrain vacant situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

o 12 juin 2012, CA12 240383, 1er projet de résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages (39,3/40,8 m) à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal.

DESCRIPTION

Le projet est prévu sur un emplacement vacant, traversant et exigu, servant actuellement de stationnement. Il s'agit d'un projet résidentiel donnant sur la rue Saint-Paul et sur la rue Lemoyne, dont les caractéristiques sont les suivantes :

· 2 volumes bâtis résidentiels de 13 étages + mezzanine, reliées par une coursive vitrée côté ouest du projet, avec accès par la rue le Moyne;
· Hauteur hors tout de 42,3 m sur LeMoyne et 43,8 m sur Saint-Paul ;
· Densité : 8,99;
· 89 unités d'habitation (dont 35 avec 2 chambres et 4 avec 3 chambres) et 2 commerces sur St-Paul, de part et d'autre de l'accès garage;
· 1 salle commune et 1 salle d'exercice au niveau 2;
· 46 cases de stationnement avec accès par les rues Saint-Paul et Le Moyne ;
· 32 supports à vélos.

Cadre réglementaire
Le zonage permet des usages mixtes résidentiel et commercial (M.7C), des hauteurs de 16m à 23m, une densité maximale de 6, un taux d'implantation de 100 %, un mode d'implantation contigu. Le projet se situe dans le Site patrimonial déclaré du Vieux Montréal.

Dérogations

o Le projet déroge principalement à la hauteur et à la densité maximales avec 40 m au lieu de 20 m et 8,99 au lieu de 6;
o Il est conforme au Plan d'urbanisme (hauteurs max 45 m, densité 9, affectations mixtes).

JUSTIFICATION

Considérant les éléments suivants :

- Viabilisation et développement : le projet permet de viabiliser un terrain vacant depuis plusieurs décennies, aux dimensions réduites. À l'exception du rez-de-chaussée, il reprend la vocation résidentielle des bâtiments avoisinant du côté est sur les rues Saint-Paul et le Moyne;
- Hauteur et volume : avec 39,3 m et 40,8 m sur rue, le projet s'arrime à la tête d'îlot de la rue McGill, artère qui présente des têtes d'îlots profondes, des rues de la Commune à Saint-Jacques (Édifices des Douanes, Édifice Canadian Express/Hôtel Saint-Paul, Tours Saint-Jacques); La hauteur proposée est par ailleurs conforme au Plan d'urbanisme (45 m);
- Cour intérieure : l'exiguïté du terrain et la contiguïté des bâtiments ne permettent pas d'espaces extérieurs sur rue. La cour intérieure propose un espace extérieur suffisamment aéré avec unités locatives de part et d'autre et sera paysagée avec des plantes en bacs et des plantes grimpantes sur le mur nord;
- Traitement architectural : 1) reprend la composition tripartite des bâtiments industriels du secteur historique; 2) utilise une modulation et des jeux de façades en fonction des éléments architecturaux des bâtiments voisins; 3) amène animation et épaisseur à la façade; 4) met en valeur les éléments architecturaux des bâtiments adjacents en dégageant corniches et arêtes; 5) anime les r-d-c, malgré 2 entrées de garage, avec le lobby sur le Moyne et 2 commerces sur Saint-Paul;
- Étude de circulation : l'étude démontre que les déplacements supplémentaires attendus n'auront pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation dans le secteur;
- Un avis préliminaire favorable a été formulé par le ministère des Communications et de la Culture (Loi sur le patrimoine culturel);
- Le projet devra être soumis à la révision prévue au titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).
- À la séance du 13 juin 2019, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable au projet aux conditions suivantes ;

- déposer un plan d'aménagement paysager de la cour intérieure;
- déposer un plan révisé des toits comportant des zones de végétation;
- déposer un plan d'éclairage des façades;
- bonifier le nombre d'unités de stationnement pour les vélos et rapprocher l'aire de stationnement intérieure de l'entrée du rez-de-chaussée.

Par ailleurs, compte tenu de la proximité d'une station de métro, les membres du comité soulignent que le projet pourrait ne comporter qu'un seul accès véhiculaire.

La presque totalité de ces conditions ont été remplies. Le plan d'aménagement paysager indique des plantations au niveau 2 (cour intérieure) avec des plantes en bacs et des plantes grimpantes sur le mur nord, ainsi qu'au niveau mezzanine (toit) avec des plantes en bacs. Un plan d'éclairage nocturne des façades est prévu avec des faisceaux lumineux discrets, rasant un pilastre et dirigés vers le haut du bâtiment,

indiqués en pages 44 et 45 et illustrés en page 48 des plans joints à la résolution. Enfin, 32 places pour vélo ont été positionnées au niveau stationnement, dans des alcôves directement accessibles par la rue Lemoyne. Néanmoins, en raison de l'étroitesse du terrain et de l'impossibilité d'aménager une rampe de circulation entre les deux niveaux souterrains, le projet conserve deux accès sur les rues Saint-Paul et le Moyne.

Par conséquent, la division de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande, aux conditions suivantes :

- Déposer un plan d'aménagement paysager détaillé de la cour intérieure et de la mezzanine au toit, montrant notamment le type de plantes choisies;
- Les aménagements paysagers doivent être soignés, leur entretien doit être prévu et les espèces végétales remplacées au besoin;
- Au moins 35 unités doivent comprendre 2 chambres et 4 unités 3 chambres;
- Le projet devra être soumis à une révision selon le titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, le critère additionnel suivant s'apllique :

- l'éclairage nocturne doit être discret afin de ne pas engendrer de pollution lumineuse.

La résolution CA12240383 *autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Habitations Saint-paul) - 1er projet de résolution* - sera abrogée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Viabilisation et développement d'un terrain vacant dans le Vieux-Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution

- Affichage sur l'emplacement et avis public annonçant la tenue de l'assemblée publique de consultation
- Assemblée publique de consultation
- Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution
- Avis public sur la possibilité de déposer une demande participation à un référendum

- Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Rose GORROZ
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-9392
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-08-06

Jean-François MORIN
Chef de division de l'urbanisme et du développement économique

Tél : 514 872-9545
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain VILLENEUVE
Directeur
Tél : 514-872-8692
Approuvé le : 2019-08-22

Ville-Marie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 10 septembre 2019	Résolution: CA19 24 0428

Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble et abroger la résolution CA12 240383 - Habitations Le Moyne/Saint-Paul -1er projet de résolution

Il est proposé par Richard Ryan

appuyé par Sophie Mauzerolle

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

1) D'accorder, pour le terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest dans le Vieux-Montréal, - Habitations Le Moyne/Saint-Paul, conformément au Règlement sur les projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, l'autorisation de construire un bâtiment de 13 étages à des fins résidentielles, et ce, en dérogation aux articles 10 et 43 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
   a) la construction doit être conforme à l'implantation, la volumétrie et la hauteur montrées aux plans numérotés 25 à 33 et 35 à 48 inclusivement, dessinés par les architectes Saucier + Perrote et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 2 août 2019;
   b) un plan d'aménagement paysager détaillé de la cour intérieure et des toits montrant notamment le type de plantes choisies doit être déposé lors de la demande de permis;
   c) les aménagements paysagers doivent être soignés, leur entretien doit être prévu et les espèces végétales devront être remplacées au besoin;
   d) au moins 35 unités doivent comprendre 2 chambres à coucher et 4 unités 3 chambres à coucher;
   e) la délivrance du permis de construction doit être soumise à la procédure de révision du titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). En plus des critères prévus au règlement, le critère additionnel suivant s'applique :
      i) l'éclairage nocturne prévu aux plans doit être discret afin de ne pas engendrer de pollution lumineuse;

3) De fixer un délai de 60 mois pour débuter les travaux visés par la présente autorisation, à défaut de quoi elle sera nulle et sans effet;

4) D'abroger la résolution CA12240383 autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du

Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Habitations Saint-Paul) (dossier 1124400032).

Adoptée à l'unanimité.

40.18
pp 413
1190607008

Domenico ZAMBITO
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 12 septembre 2019

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juin 2019
3000519365
4.2.1

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	391, rue Saint-Paul Ouest
Responsables :	Anne-Rose Gorroz et Thomas Fontaine
Description :	La demande vise la construction d'un projet résidentiel donnant sur les rues Saint-Paul et Le Moyne, dont les caractéristiques sont les suivantes ; deux tours résidentielles de 13 étages avec mezzanine, 78 logements, 2 locaux commerciaux, 46 unités de stationnement pour automobile et 24 unités de stationnement pour vélo. L'implantation du bâtiment se fait sur un emplacement vacant servant de stationnement. Le projet d'une hauteur de 40 m déroge à la hauteur maximale prescrite de 20m. Il est conforme au Plan d'urbanisme prescrivant une hauteur maximale de 45 m.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	La demande a reçu un avis favorable du CCU à la séance du 12 juin 2012.
Décision antérieure :	Résolution CA12 240383 adoptée le 12 juin 2012 - *Adopter une résolution autorisant la construction d'un bâtiment de 12 étages à des fins résidentielles, sur un terrain situé au 391, rue Saint-Paul Ouest, dans le Vieux-Montréal, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Habitations Saint-Paul) - 1er projet de résolution*
Considérant que :	Le projet permet de viabiliser un terrain vacant depuis longtemps, aux dimensions réduites. Il reprend la vocation résidentielle aux étages des bâtiments des rues Saint-Paul et Le Moyne.
Considérant que :	En matière de hauteur et de volume, avec 39,3 m et 40,8 m de hauteur sur rue, le projet s'arrime à la tête d'îlot sur McGill, artère qui présente des têtes d'îlots profondes, des rues de la Commune à Saint-Jacques (Édifices des Douanes, Édifice Canadian Express/Hôtel Saint-Paul, Tours Saint-Jacques).
Considérant que :	L'exiguïté du terrain et la contiguïté des bâtiments ne permettent pas d'espaces extérieurs sur rue. La cour intérieure propose un espace extérieur suffisamment aéré avec unités locatives de part et d'autre.
Considérant que :	Le traitement architectural reprend la composition tripartite des bâtiments industriels du secteur historique, utilise une modulation et des jeux de façades en fonction des éléments architecturaux des bâtiments voisins,

amène animation et épaisseur à la façade, met en valeur les éléments architecturaux des bâtiments adjacents en dégageant corniches et arêtes et anime les rez-de-chaussée, malgré deux entrées de garage, avec le lobby sur Le Moyne et deux commerces sur la rue Saint-Paul.

Considérant que : L'étude de circulation démontre que les déplacements supplémentaires attendus n'auront pas d'impact significatif sur la fluidité de la circulation dans le secteur. Une demande sur rue d'une quinzaine de stationnements supplémentaire est anticipée. Cependant, l'étude indique qu'un échange entre les différentes zones de stationnement du secteur s'effectuera et entraînera une répartition de cette demande par les différents usagers du secteur.

Considérant que : Un avis préliminaire favorable a été formulé par le ministère des Communications et de la Culture (Loi sur le patrimoine culturel).

Considérant que : Un éclairage nocturne des façades devrait être prévu.

Considérant que : Le projet devra être soumis à une révision architecturale selon le titre VIII du *Règlement d'urbanisme de 01-282*.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Déposer un aménagement paysager de la cour intérieure ;**
- **Déposer un plan d'éclairage des façades ;**
- **Déposer un plan révisé des toits comportant des zones de végétalisation ;**
- **Bonifier le nombre d'unités de stationnement pour vélo et rapprocher l'aire de stationnement intérieure à proximité de l'entrée du rez-de-chaussée.**

Par ailleurs, compte tenu de la proximité d'une station de métro, les membres du comité auraient préféré que le projet ne comporte qu'une seule entrée de garage.

19 juin 2019
Richard Ryan
Vice-président

20 juin 2019
Jean-Philippe Gagnon
Secrétaire

Ville-Marie
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
10 mai 2012
1124400032
4.2.2

Objet :	**PROJET PARTICULIER**
Endroit :	391, rue Saint-Paul Est
Responsable :	Anne-Rose Gorroz
Description :	Le projet vise la construction d'un bâtiment de 13 étages avec mezzanine donnant à la fois sur la rue Saint-Paul et sur la rue Le Moyne. Il est composé de 2 tours résidentielles de 42,3 m et 43,8 m hors tout comportant au total 90 unités d'habitation et 78 unités de stationnement. De ces unités de stationnement, 55 seraient accessibles par la rue Le Moyne et plus ou moins 23 unités seraient accessibles par la rue Saint-Paul. Une cour intérieure est également prévue qui permettra d'aménager un espace extérieur suffisamment spacieux avec unités de part et d'autre. Au rez-de-chaussée, l'animation sur les deux rues a été privilégiée malgré les deux entrées aux stationnements. Sur les rues Saint-Paul et Le Moyne, la fonction résidentielle est présente avec la partie inférieure de maison de ville de part et d'autre de l'entrée de garage ainsi qu'avec un espace résidentiel prévu au-dessus des entrées de garage. Le projet déroge à la hauteur maximale, aux espaces libres minimaux et à l'alignement de construction sur la rue Le Moyne.
Élément particulier :	Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine doit émettre une autorisation pour ces travaux, car le bâtiment est situé dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.
Remarque importante :	Aucune.
Considérant que :	Le projet s'intègre au bâtiment en tête d'îlot sur la rue McGill.
Considérant que :	Le projet s'intégre parfaitement dans le secteur de par la composition tripartie de sa façade, modulée en fonction des éléments architecturaux majeurs des bâtiments voisins.
Considérant que :	Le projet est d'une grande qualité architecturale sensible au contexte historique du Vieux-Montréal.
Considérant que :	Le projet est conforme au Plan d'urbanisme et au Cadre de révision des hauteurs et densités du centre-ville.

Considérant que : Le projet vise à construire un terrain utilisé à des fins de stationnement de surface.

Considérant que : Le lot à construire est transversal et qu'il est de petites dimensions, ce qui génère des dérogations.

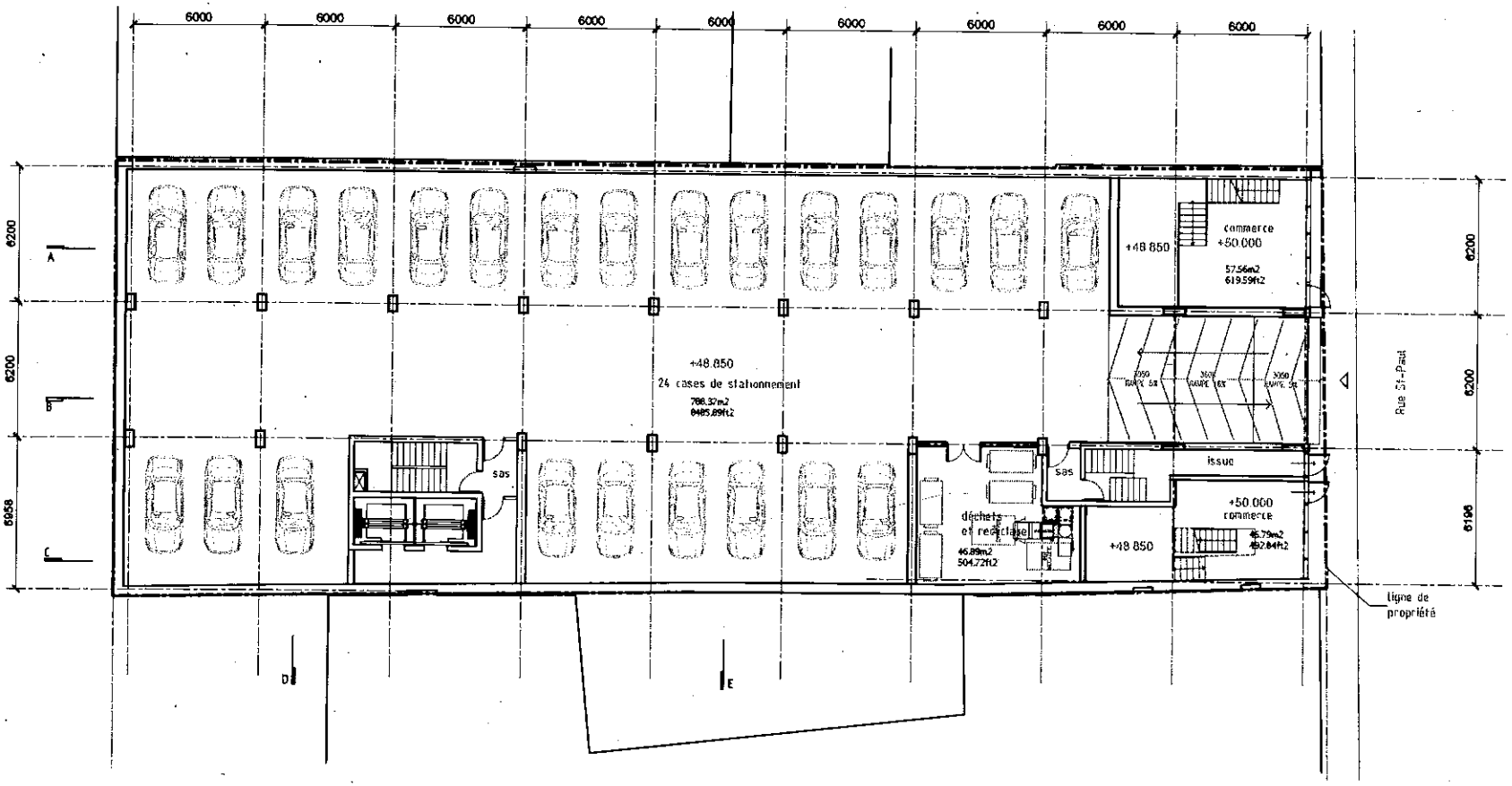
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité suggèrent au demandeur de voir à l'installation d'un système d'éclairage nocturne adéquat afin de mettre en valeur les façades de ce bâtiment situé dans le Vieux-Montréal. Aussi, le mur mitoyen devrait être conçu de manière à laisser passer la lumière le plus possible. À titre d'exemple, des blocs de verre pourraient être utilisés.

Sammy Forcillo
Président

Billy Chérubin
Secrétaire

NIVEAU SOUS-SOL / REZ-DE-CHAUSSÉE ST-PAUL
1:200

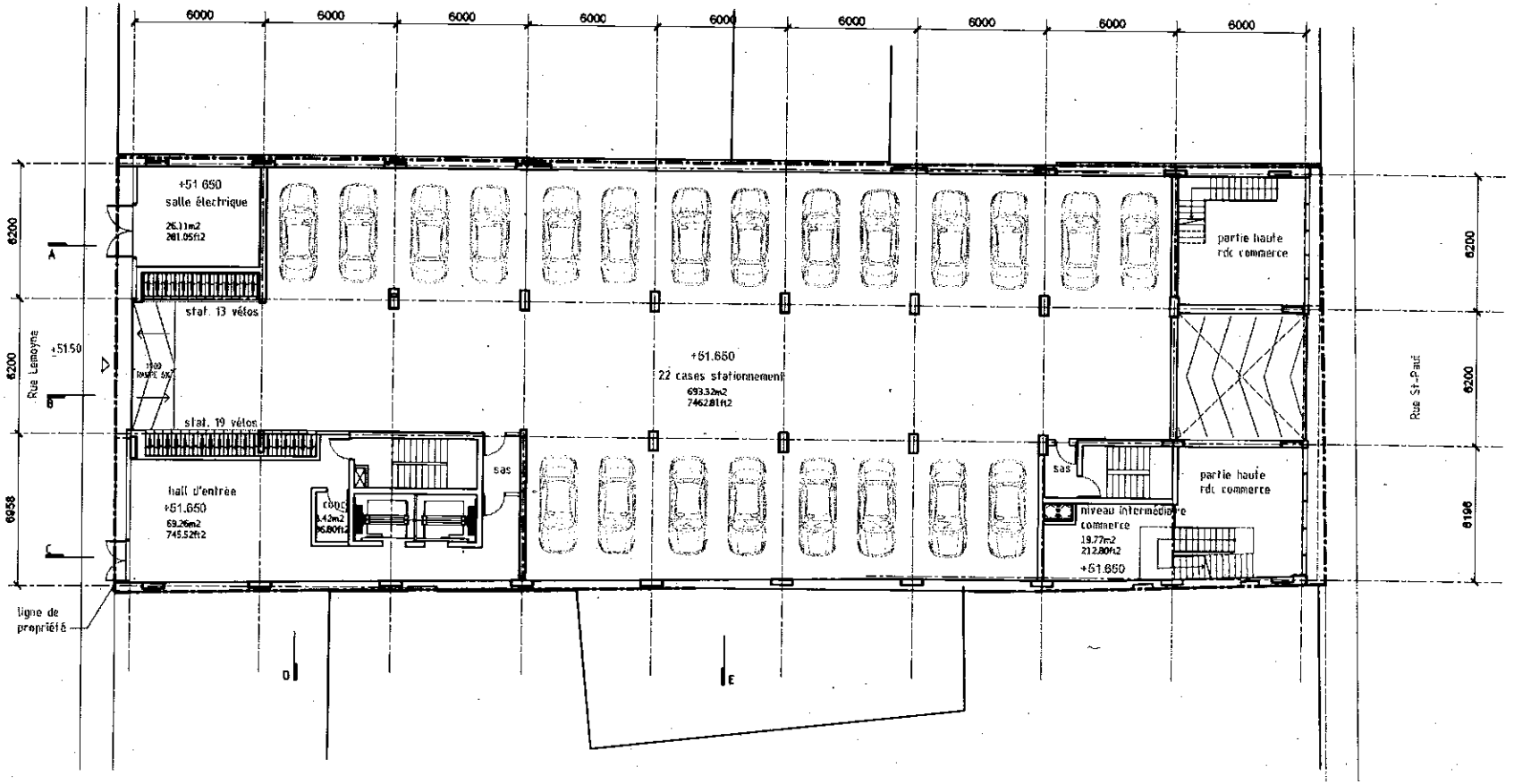


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 AOUT 2019

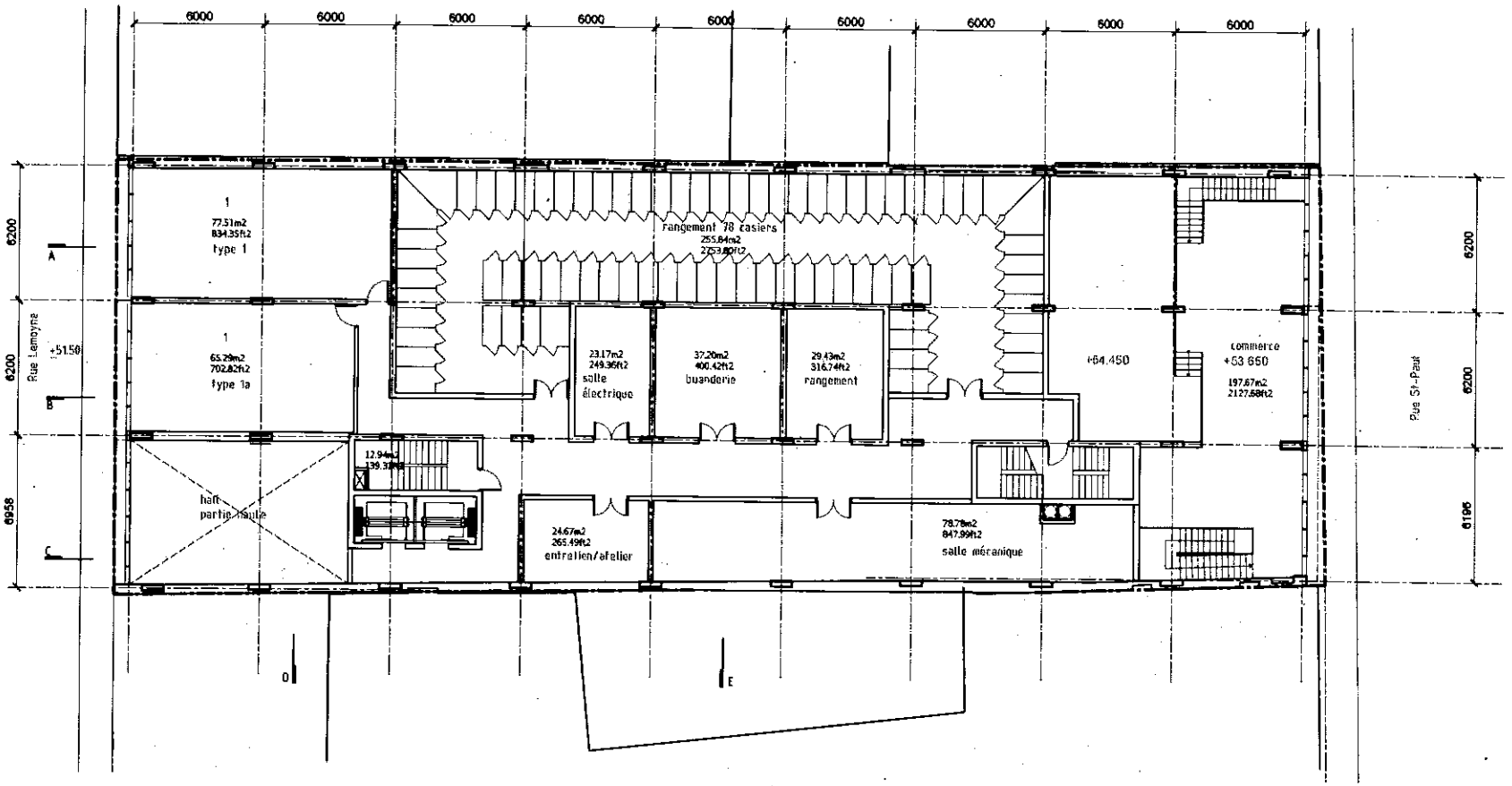
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAU REZ-DE-CHAUSÉE LEMOYNE
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAU 01
1:200

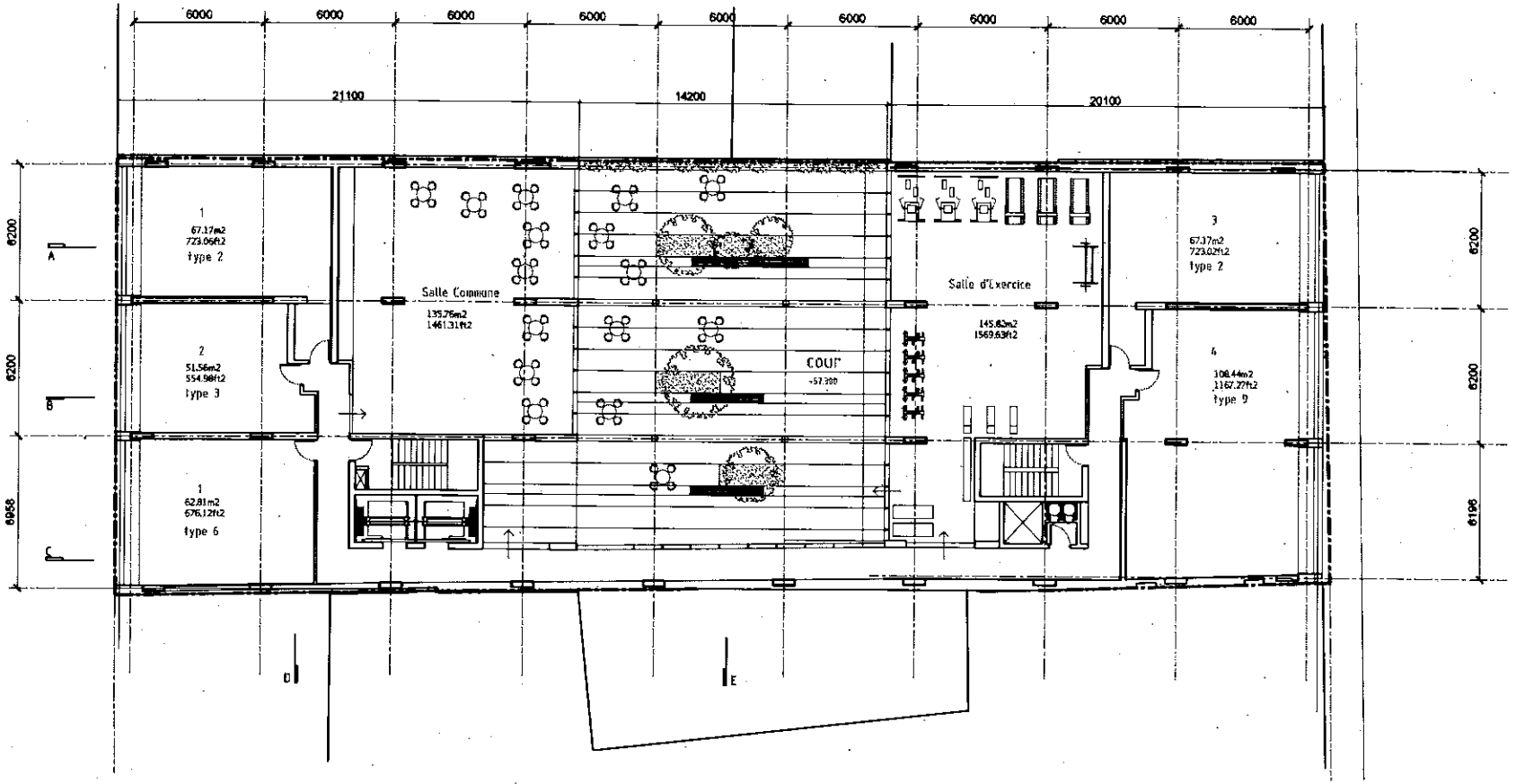


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

0 2 AOUT 2019

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAU 02
1:200

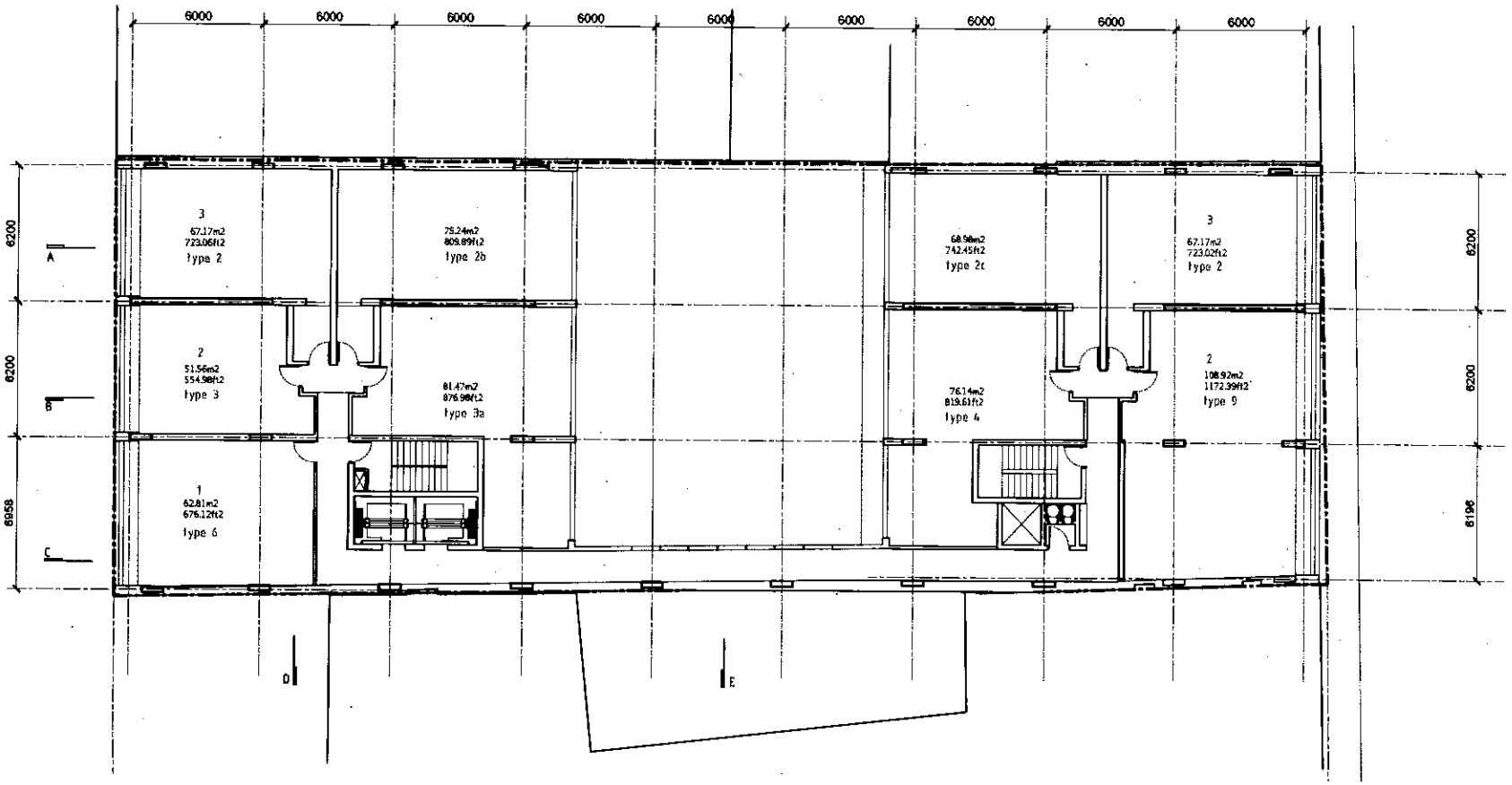


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 AOUT 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAU 03
1:200

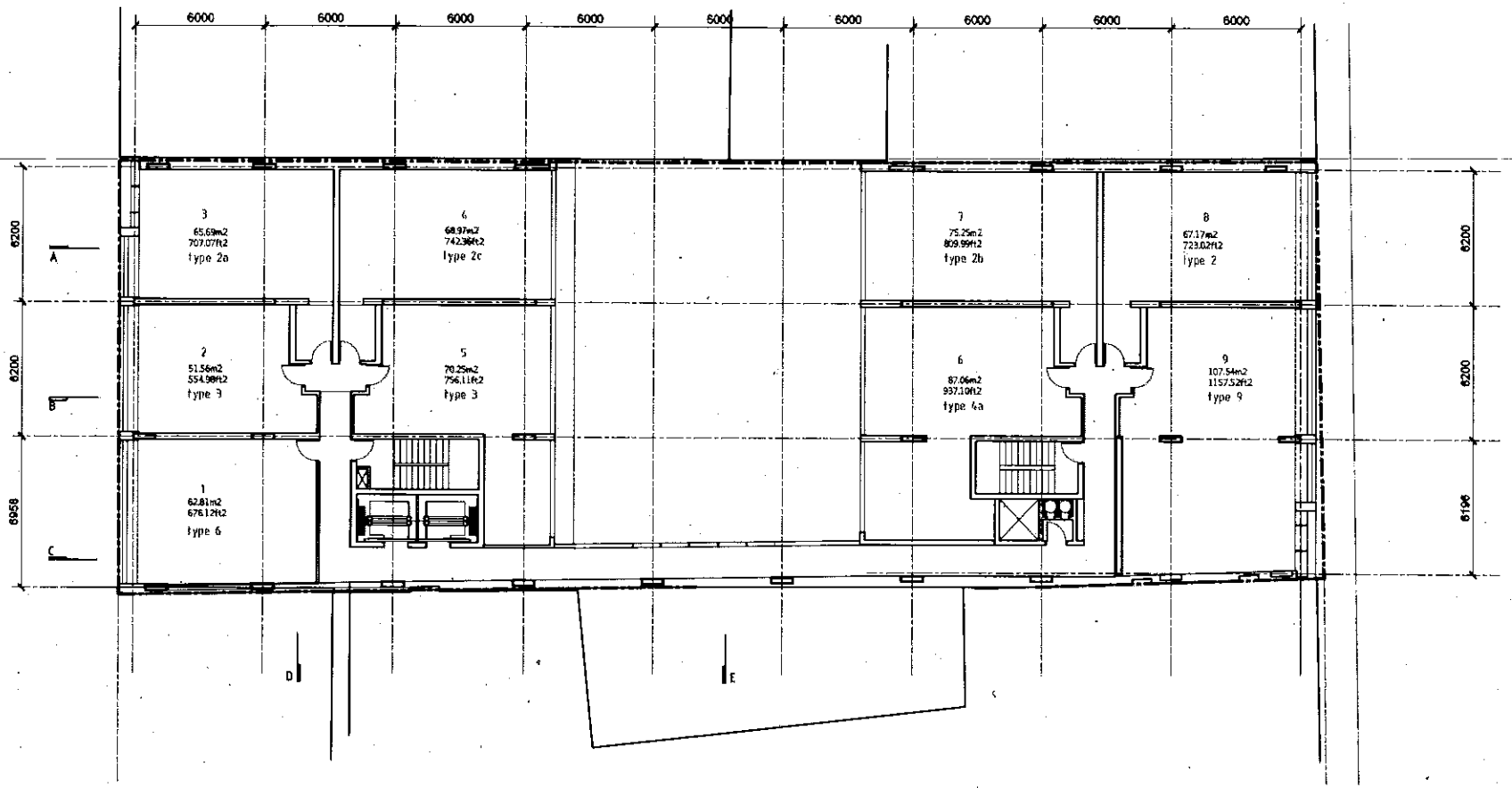


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

0 2 AOUT 2019

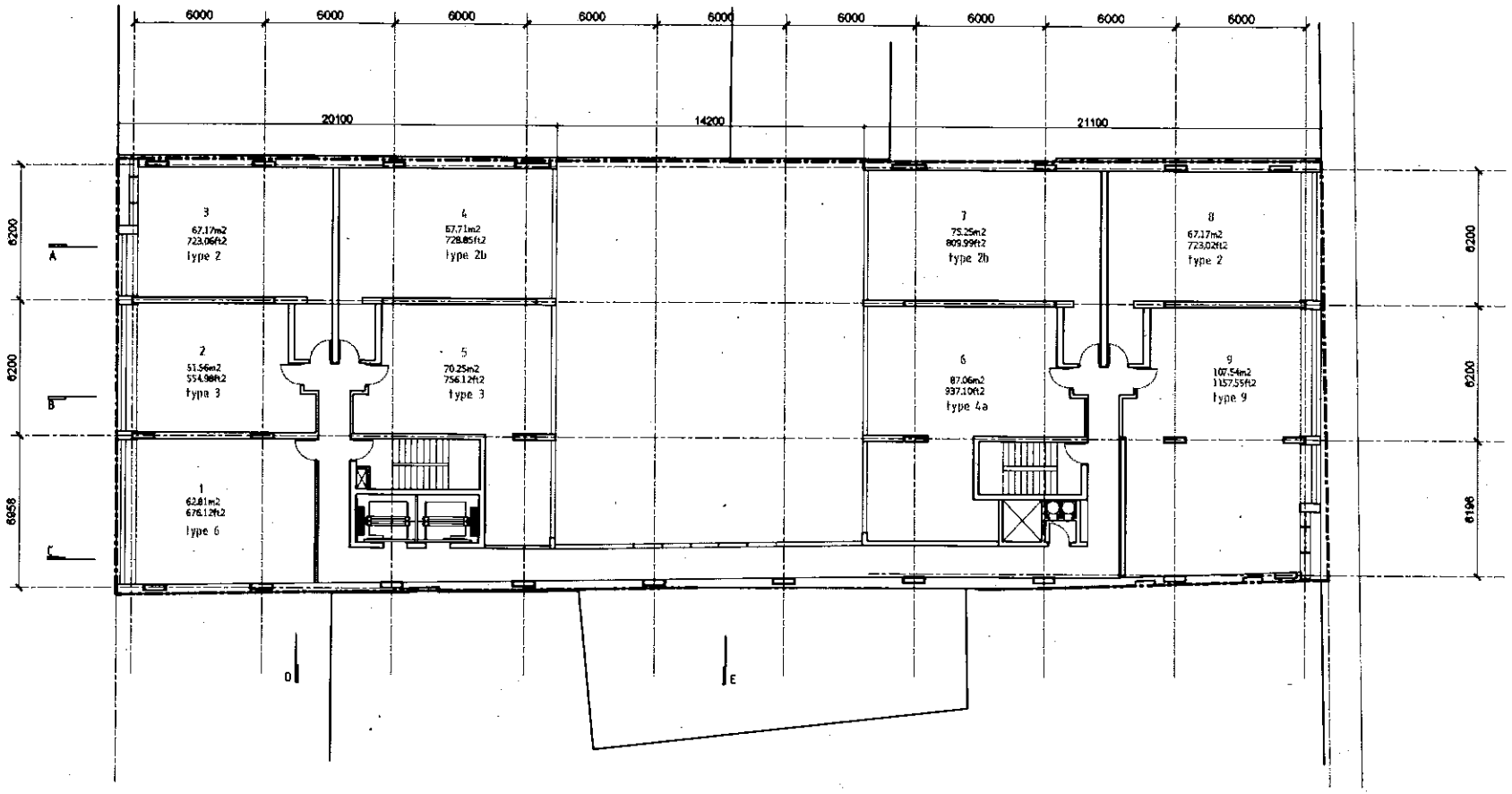
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAUX 04-05
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAUX 06-08
1:200

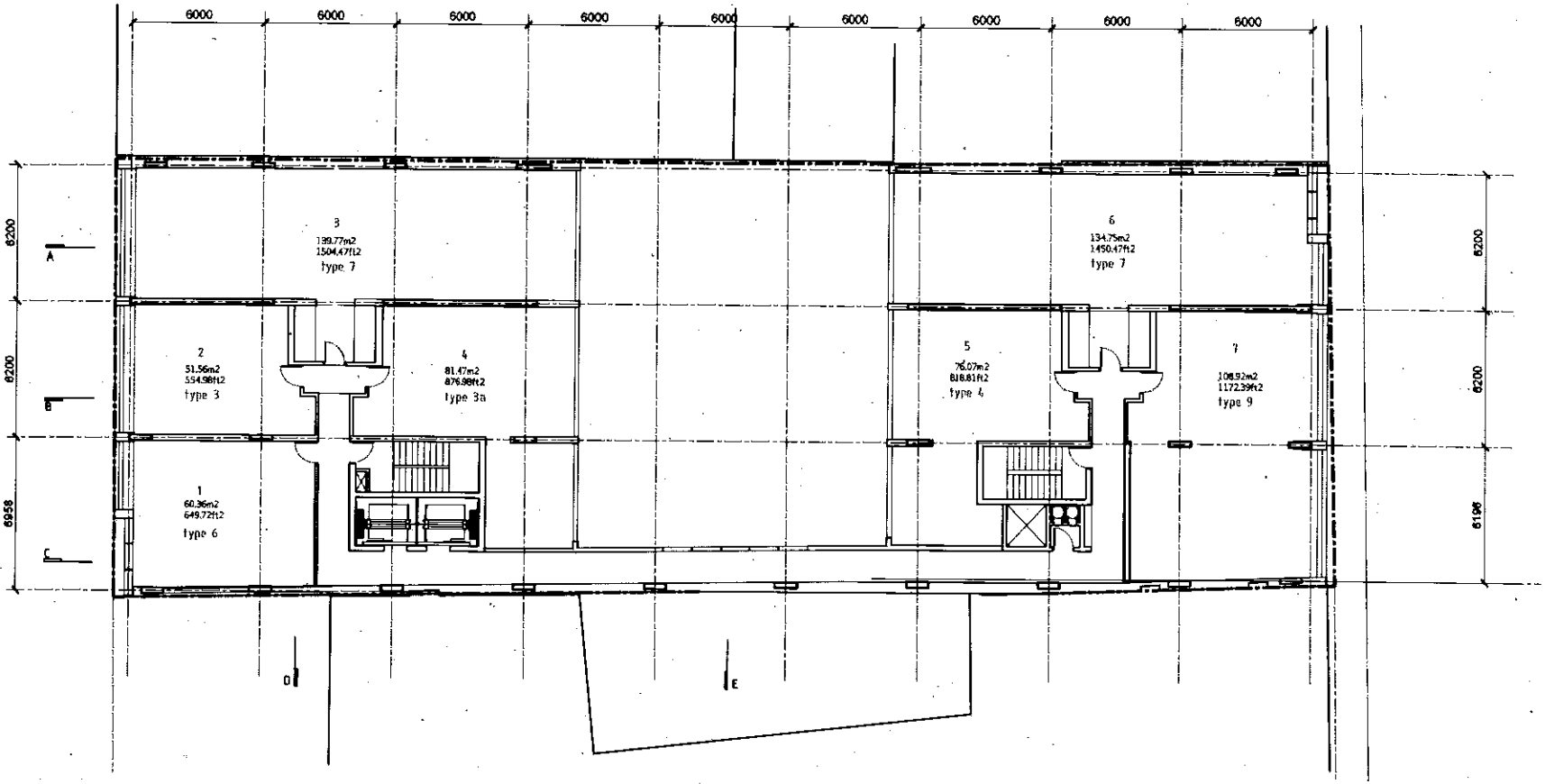


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 AOUT 2019

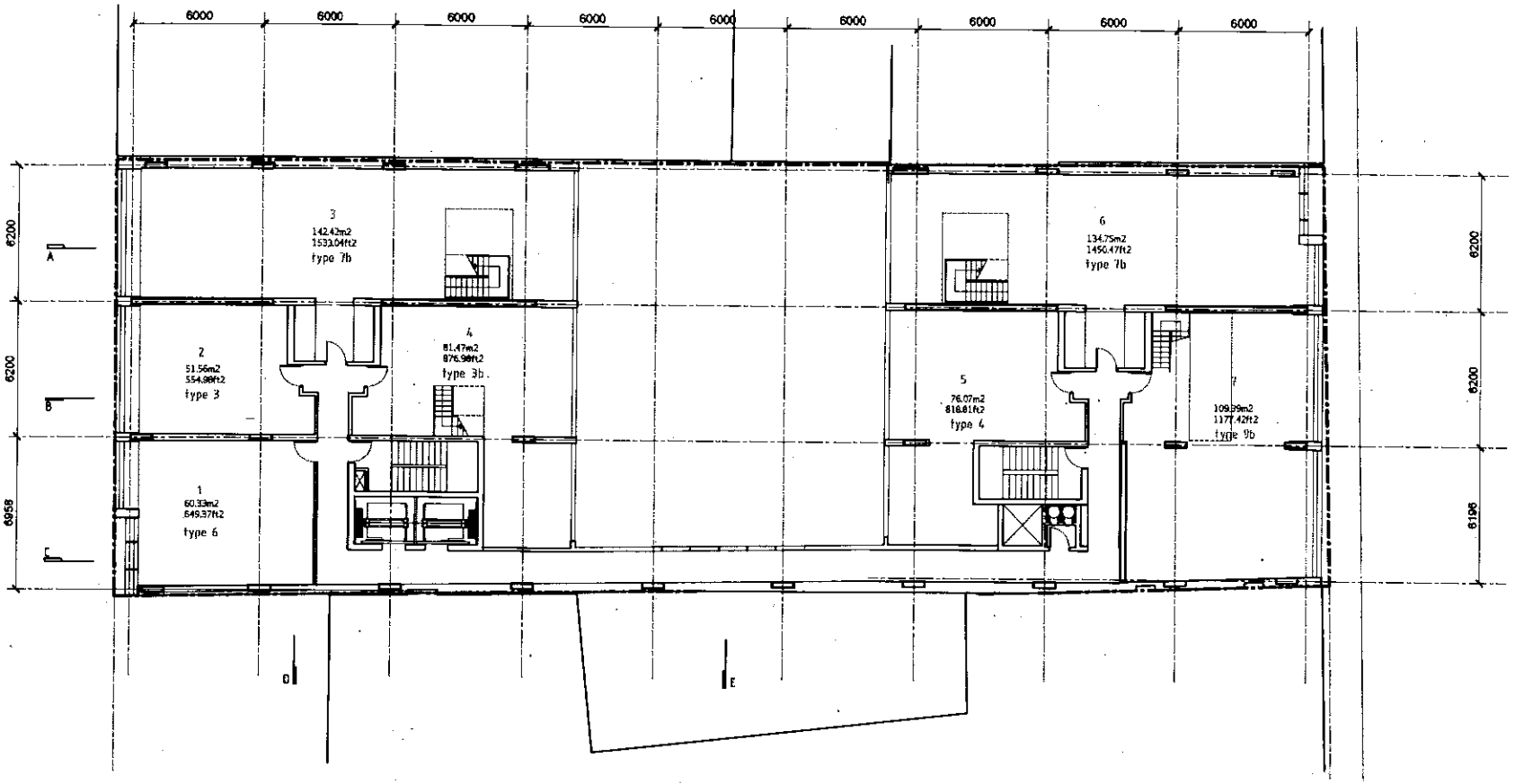
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

NIVEAUX 09-11
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

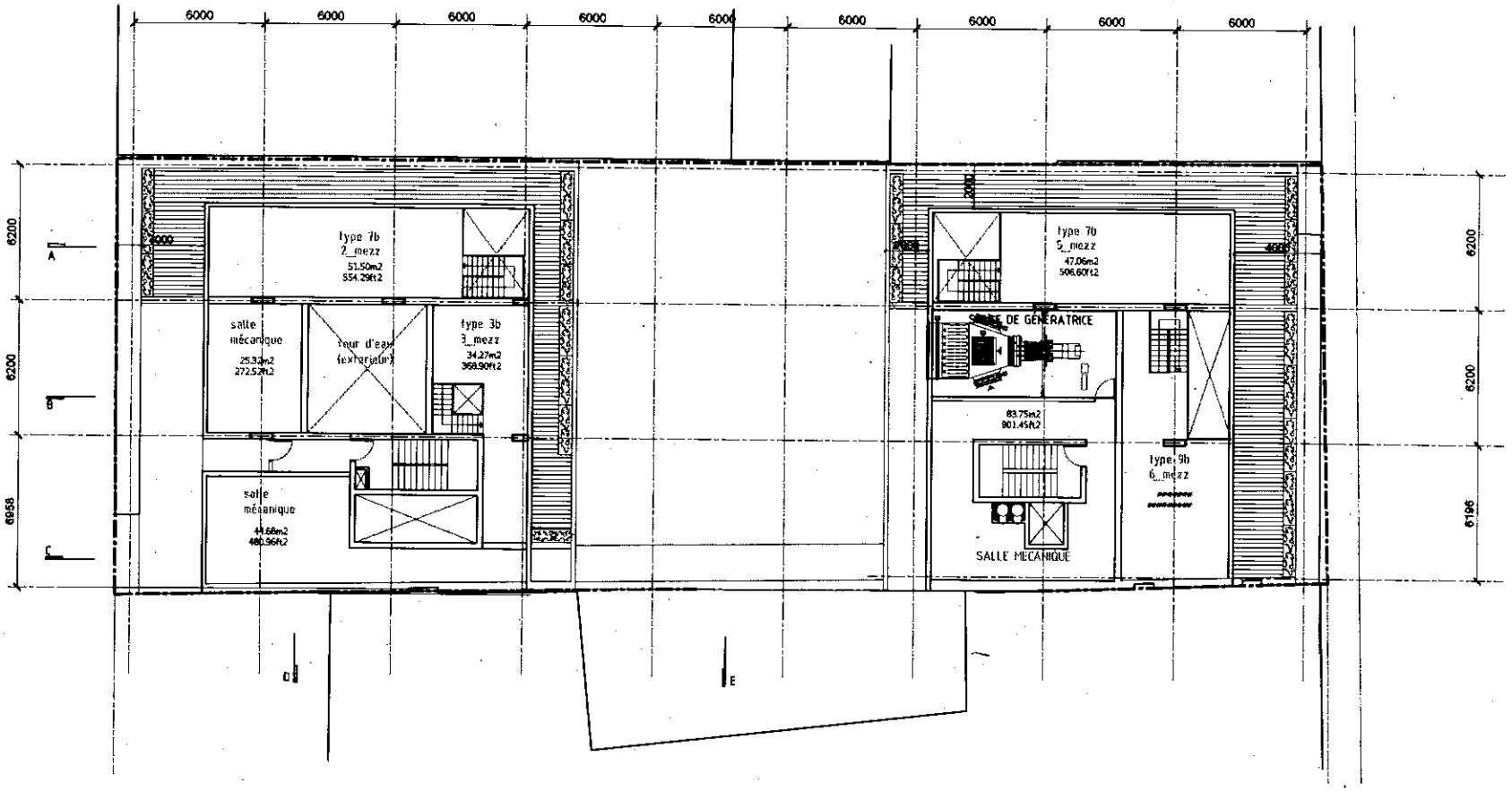
NIVEAU 12
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
HABITATIONS LE MOYNE / ST-PAUL
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

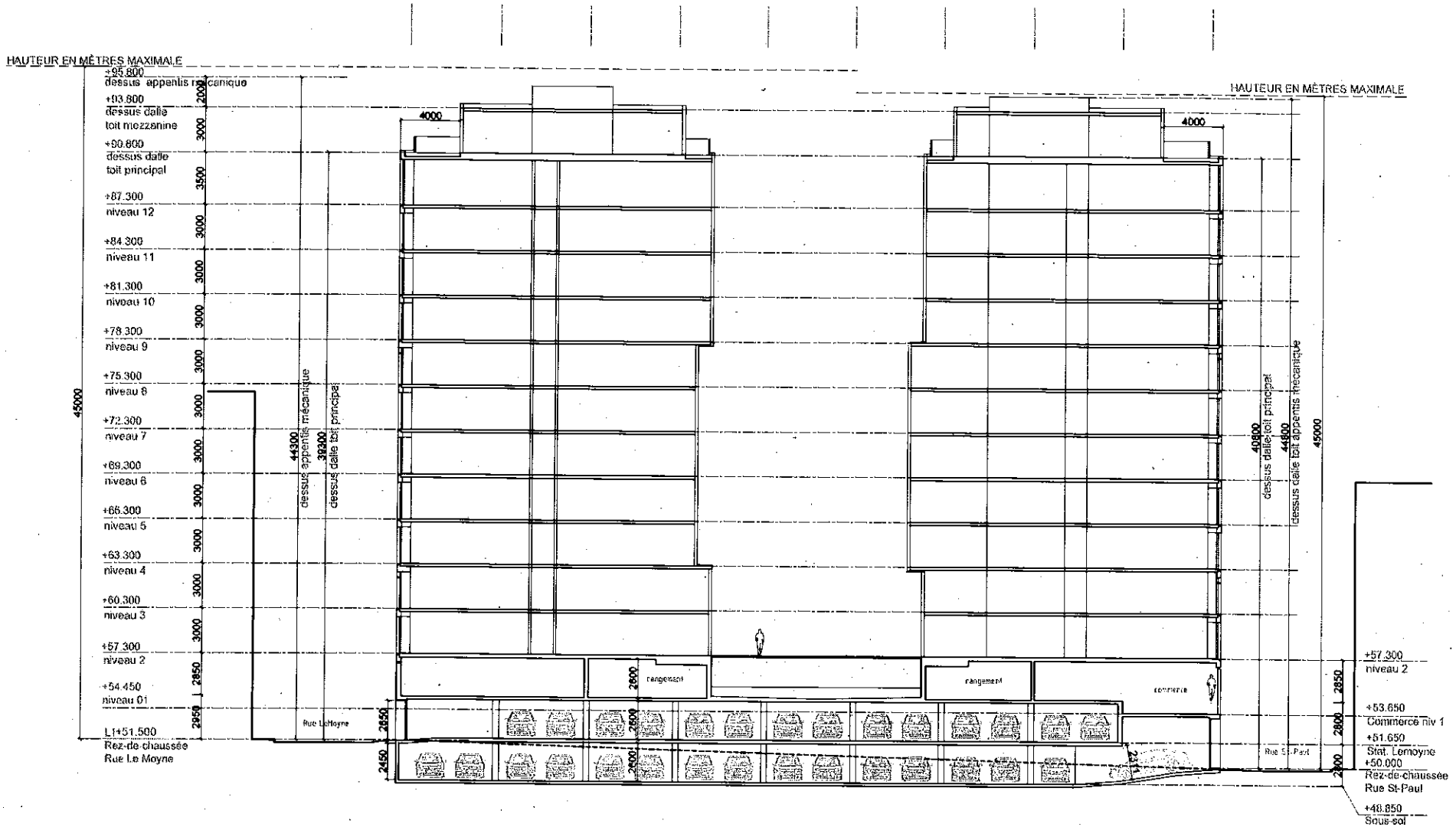
DÉPÔT POUR DEMANDE DE PERMIS 9 JUILLET 2019 33

NIVEAU MEZZANINE
1:200



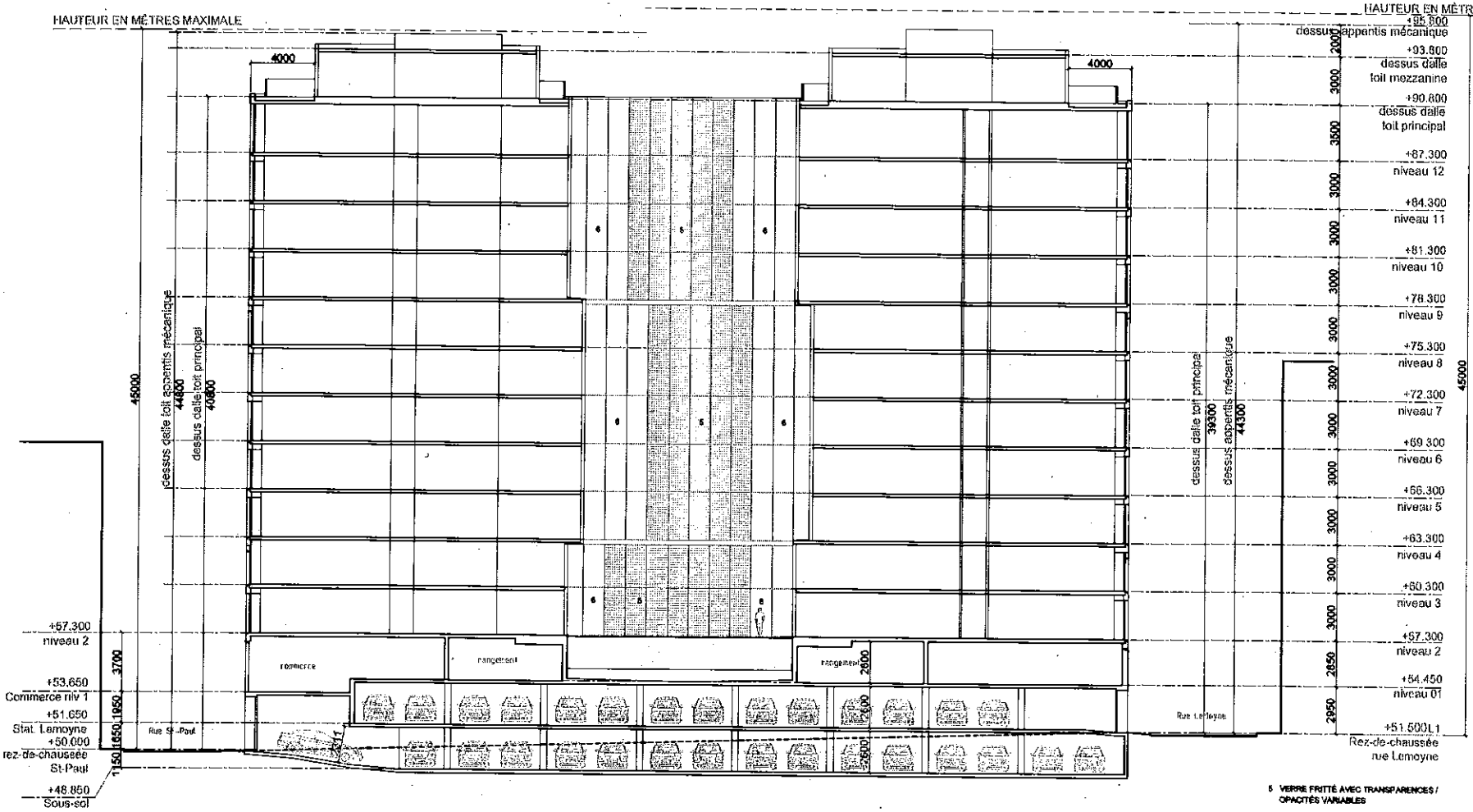
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

COUPE A
1:250



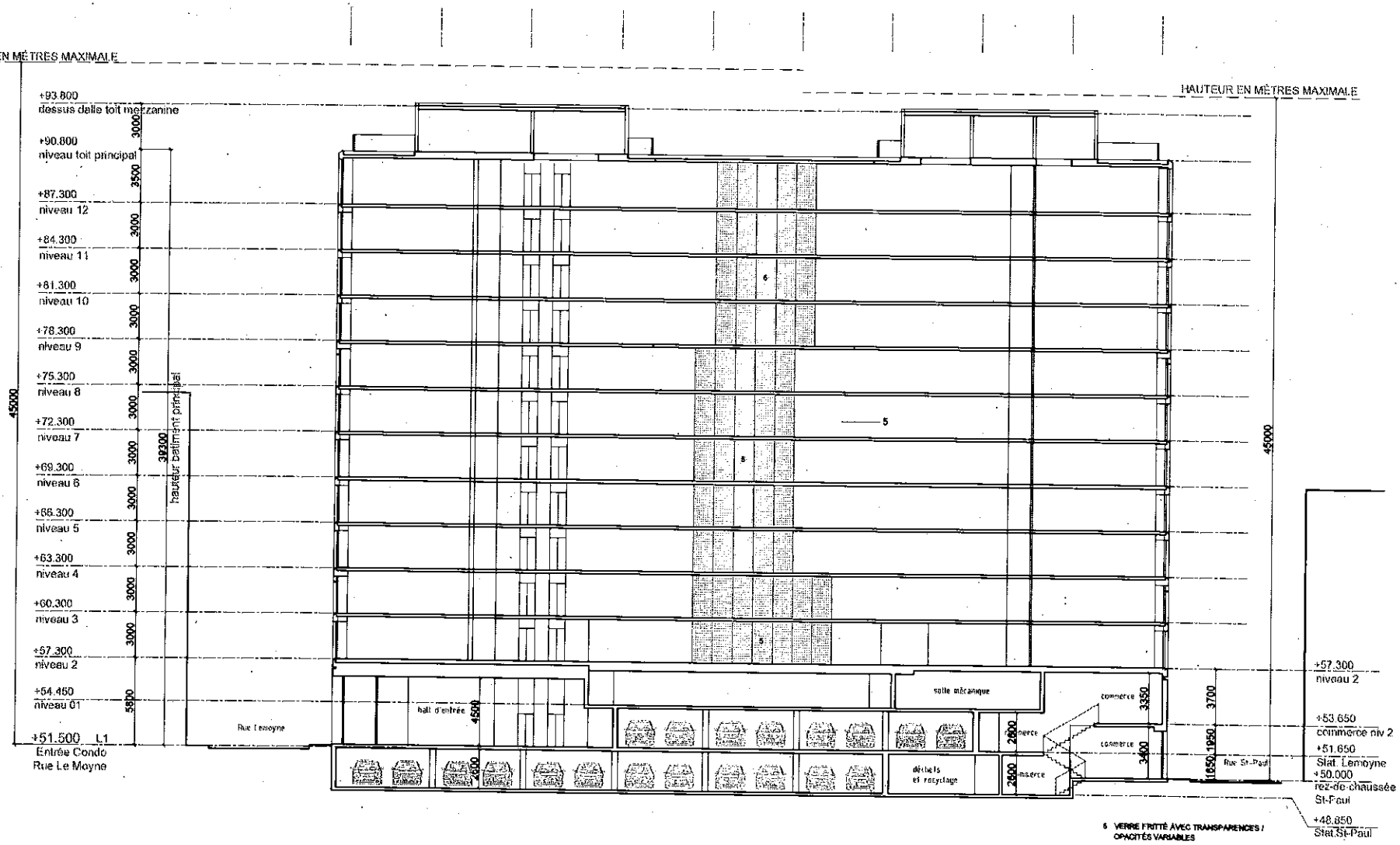
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

COUPE B
1:250



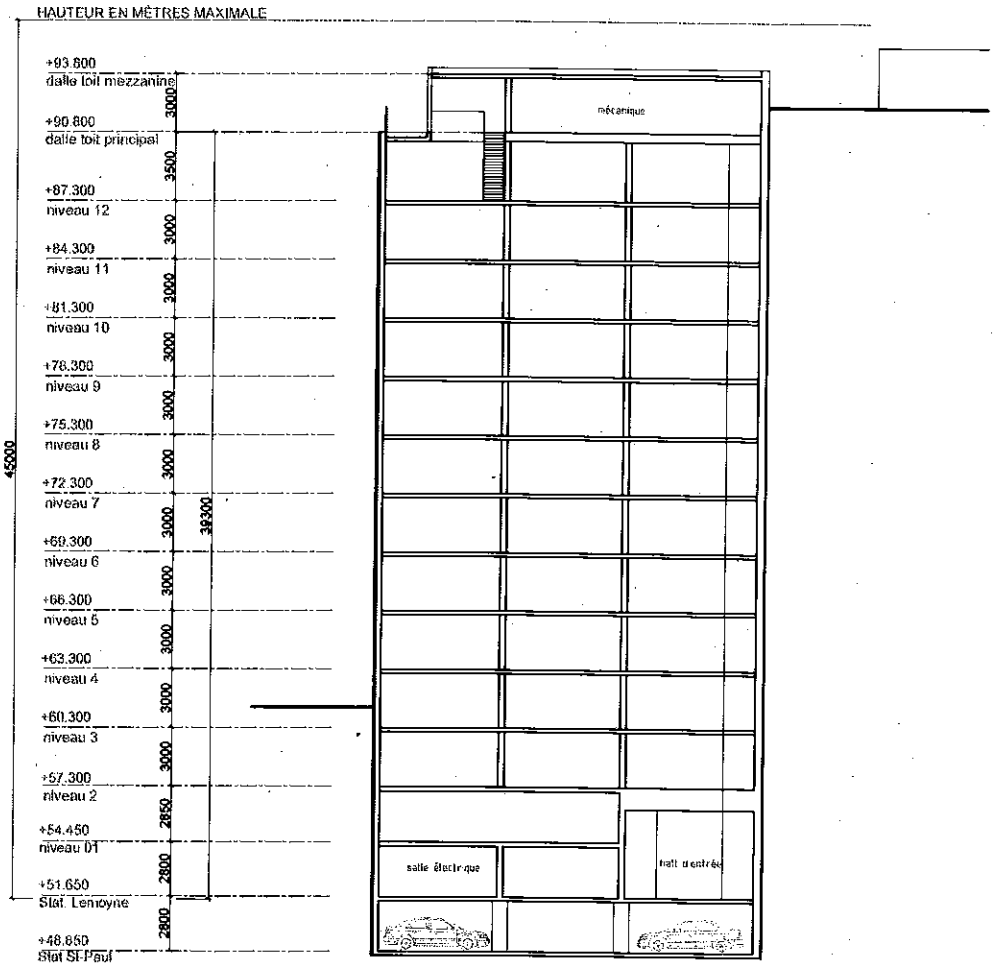
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
HABITATIONS LE MOYNE / ST-PAUL DÉPÔT POUR DEMANDE DE PERMIS 9 JUILLET 2019
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

COUPE C
1:250

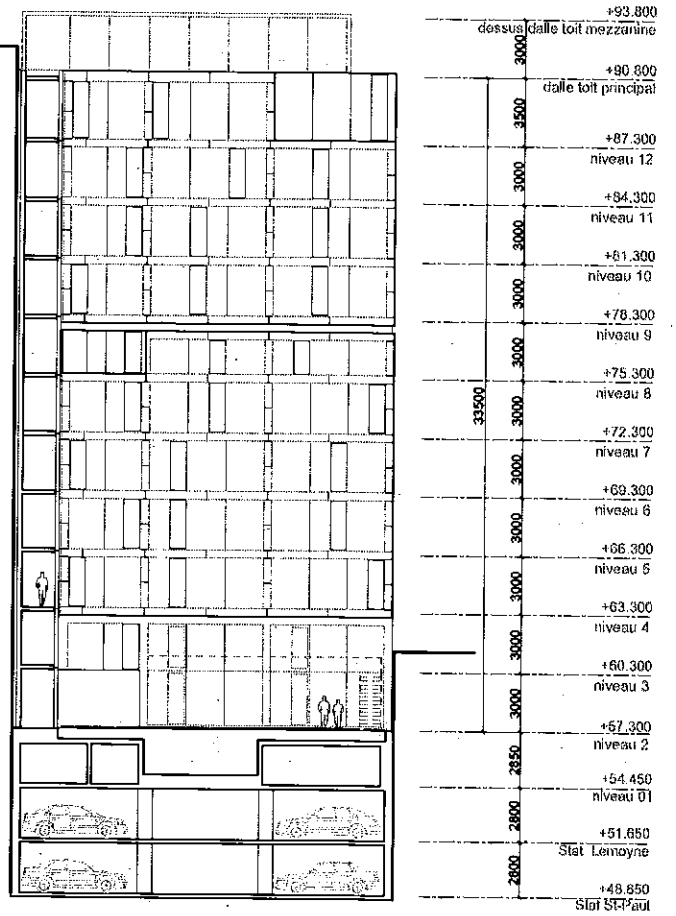


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
0 2 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

COUPE D
1:250



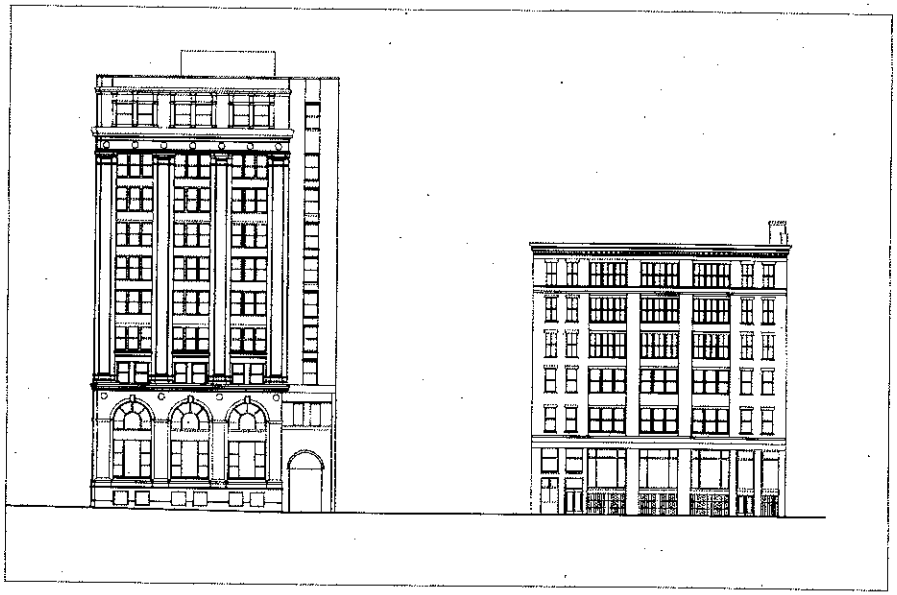
COUPE E
1:250



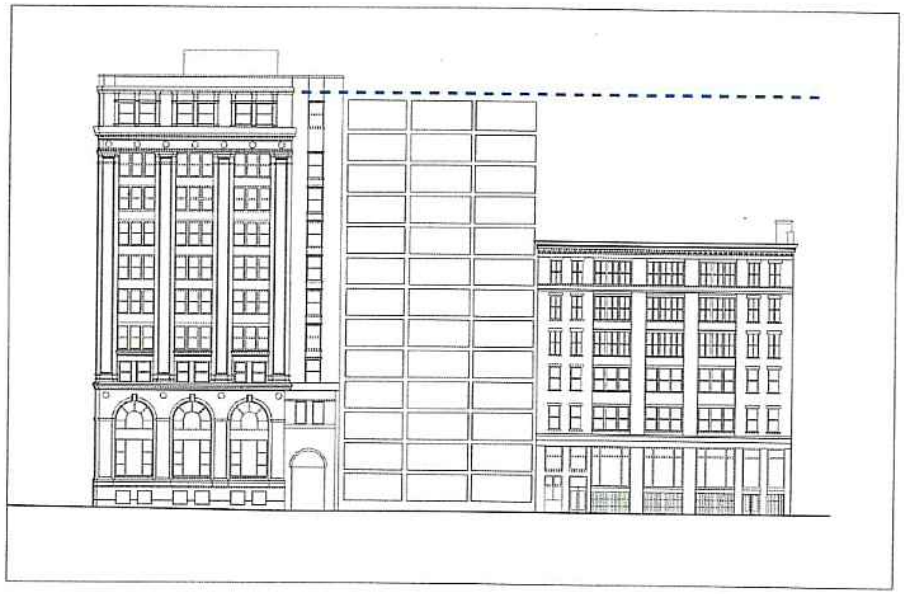
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

DIAGRAMMES
FAÇADE

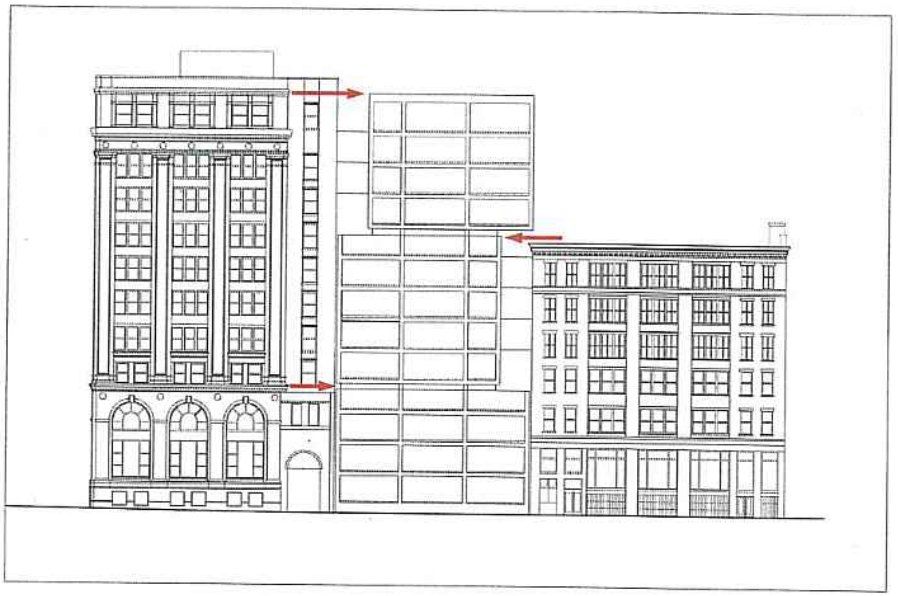
Séquence conceptuelle illustrant le développement des façades dans leur contexte.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



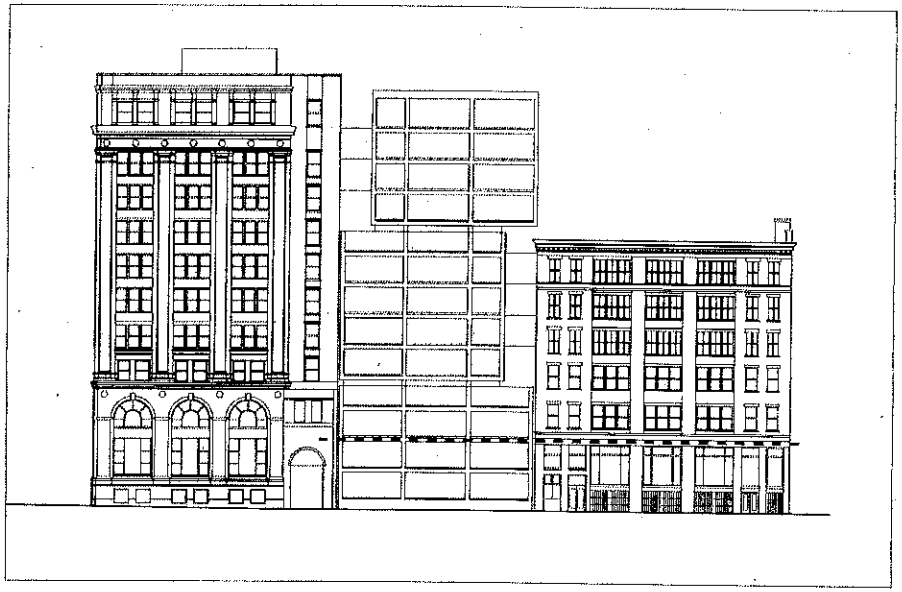
LES UNITÉS D'HABITATIONS SONT INSÉRÉES/JUXTAPOSÉES SUR LE SITE.

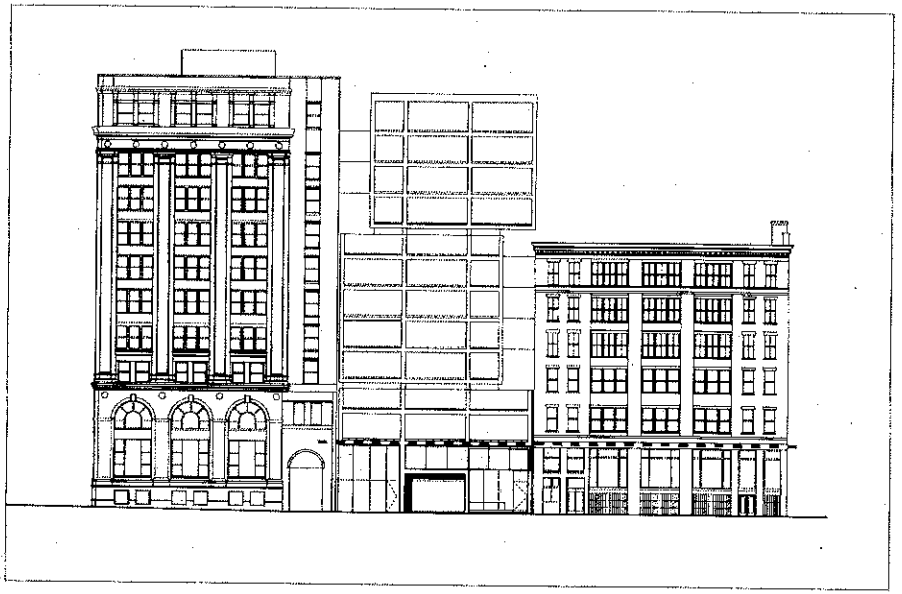


LA FAÇADE DE PIERRE CALCAIRE SE MODULE EN FONCTION DES ÉLÉMENTS ARCHITURAUX MAJEURS DES BÂTIMENTS VOISINS.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

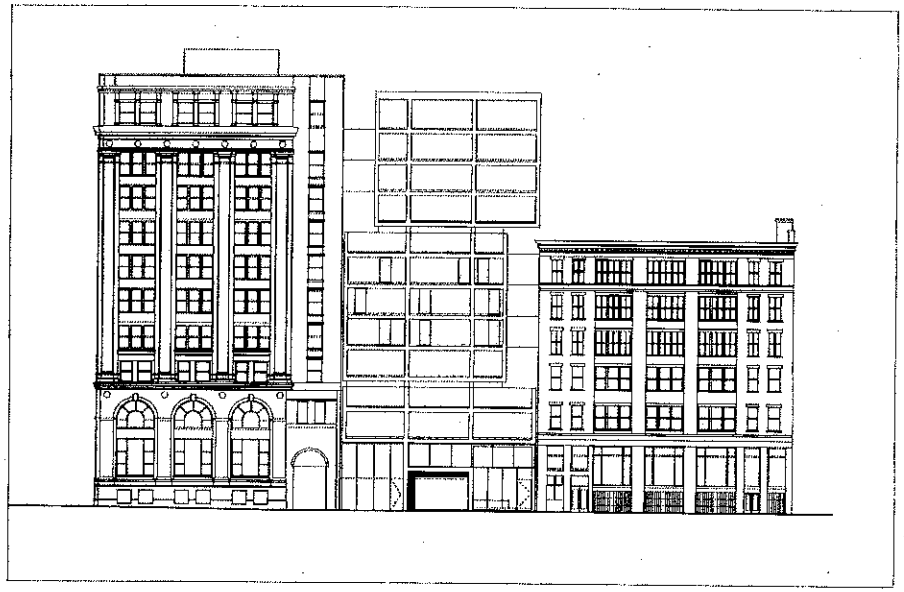
DIAGRAMMES
FAÇADE



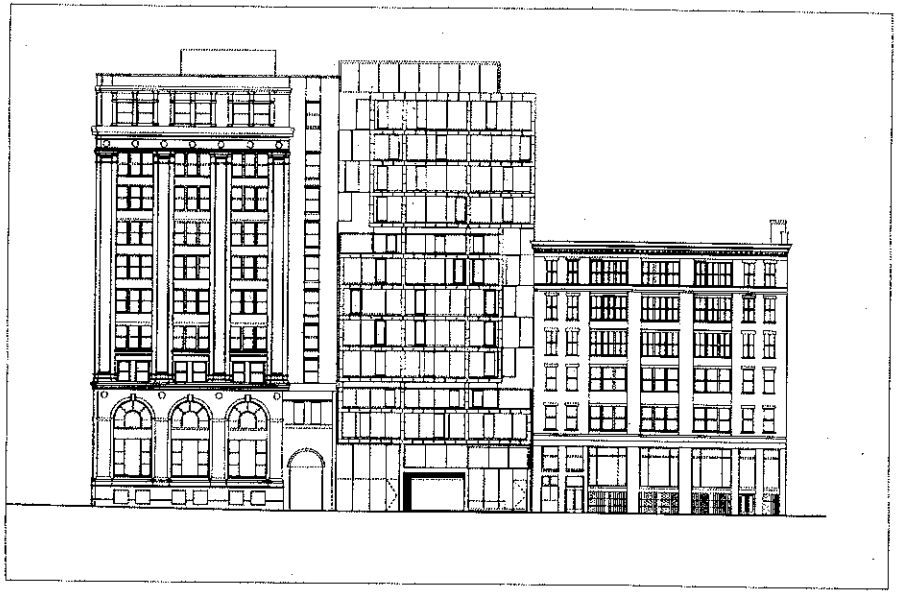


LA BASE DU BÂTIMENT PREND FORME EN SUIVANT LA LIGNE FORTE DE LA BASE DU BÂTIMENT VOISIN.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



L'OUVRANT S'INSÈRE DANS LA LARGE BAIE VITRÉE DE L'UNITÉ. SON ARTICULATION RAPPELLE LA PROPORTION DES FENETRES ADJACENTES.



LE BÂTIMENT DANS SON CONTEXTE.

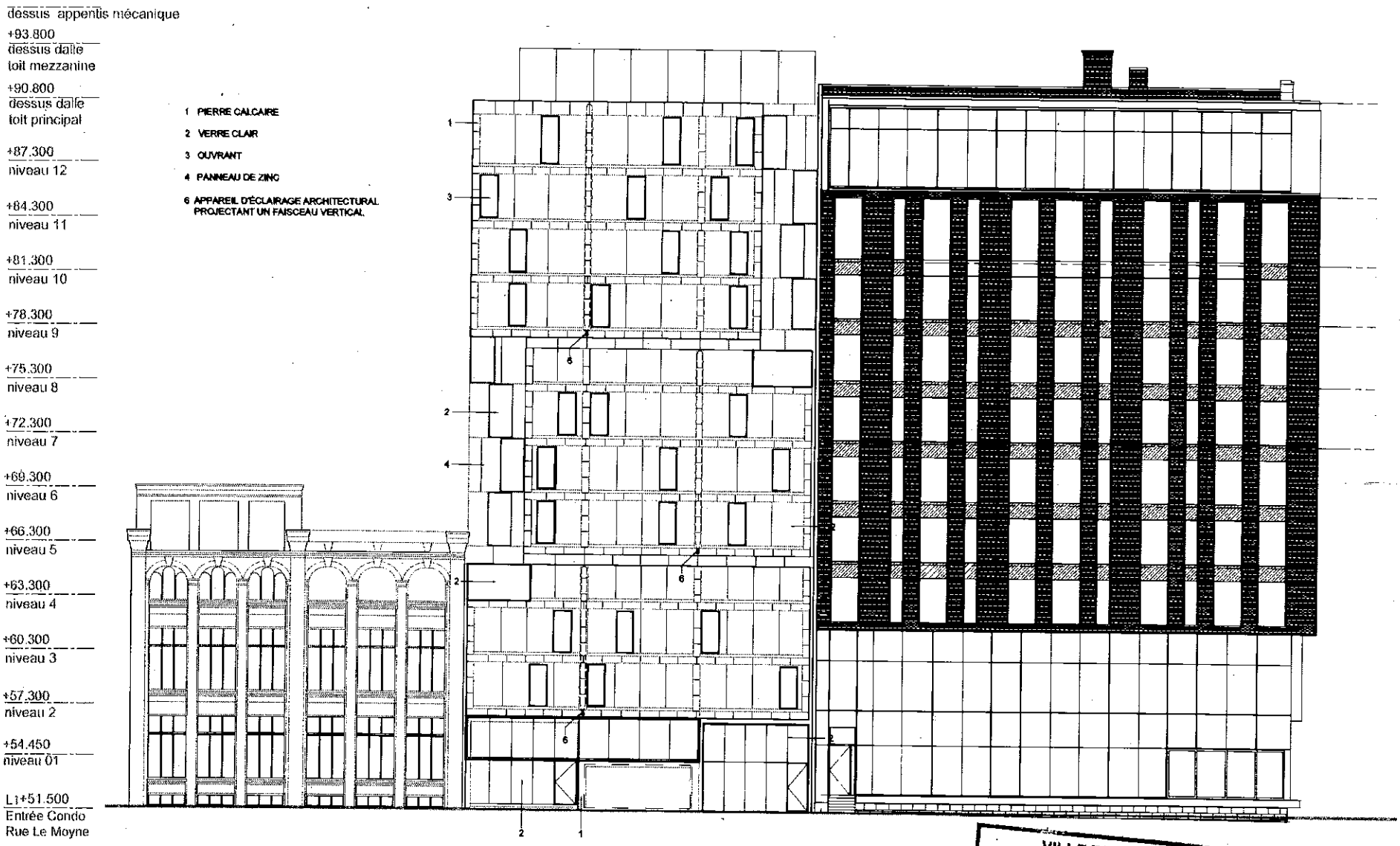
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

ÉLÉVATION ST-PAUL
1:200



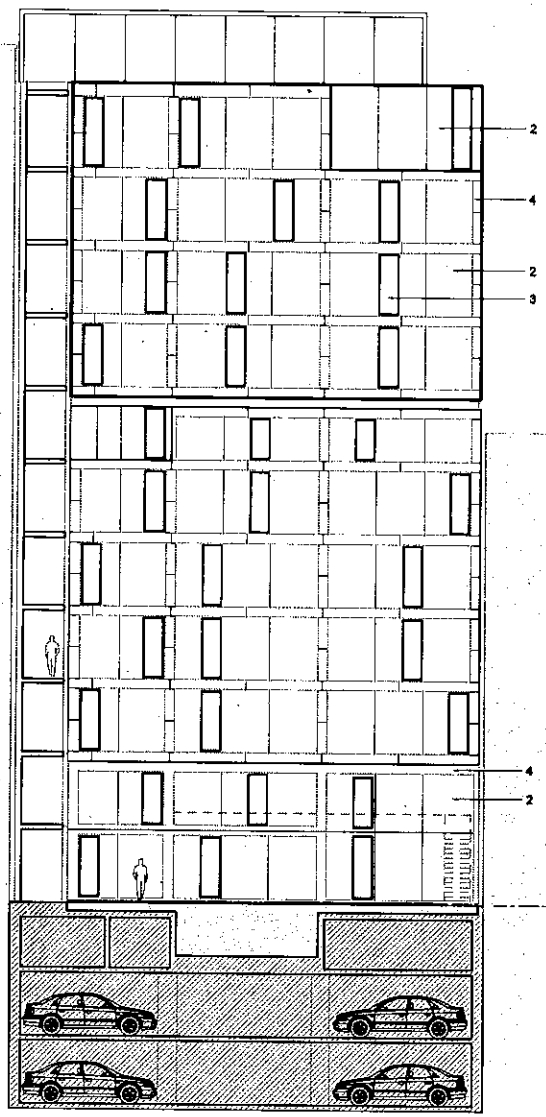
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

ÉLÉVATION LE MOYNE
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
0 2 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

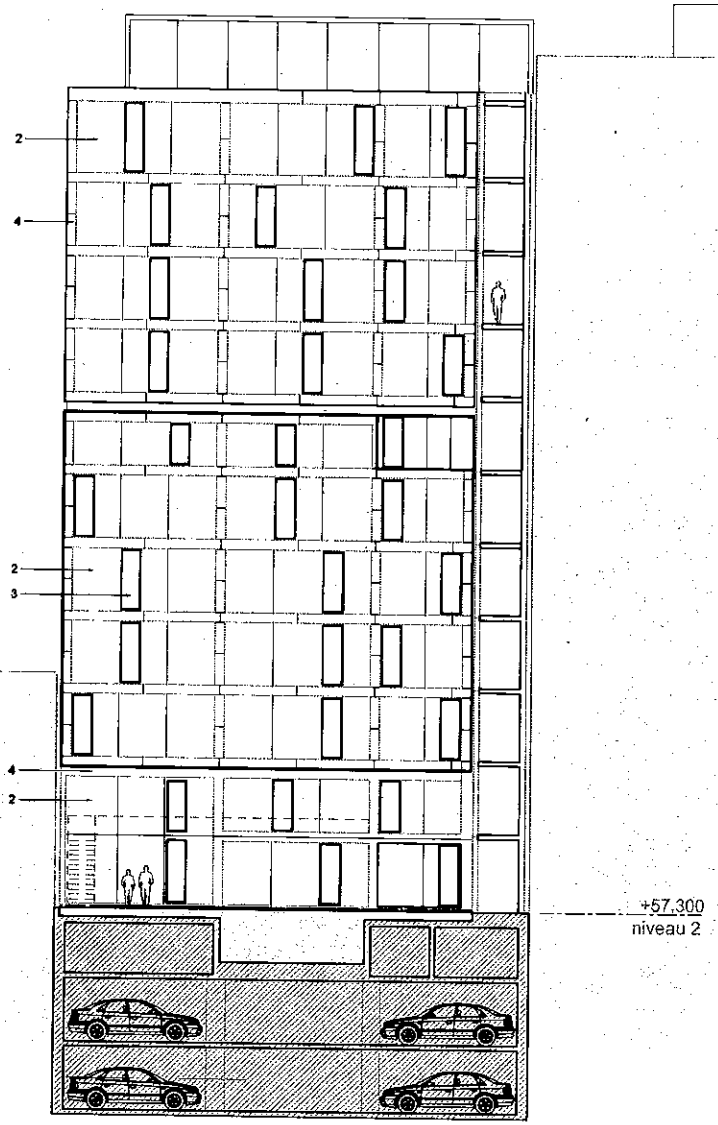
ÉLÉVATION COUR INTÉRIEURE
VUE VERS LE NORD
1:200



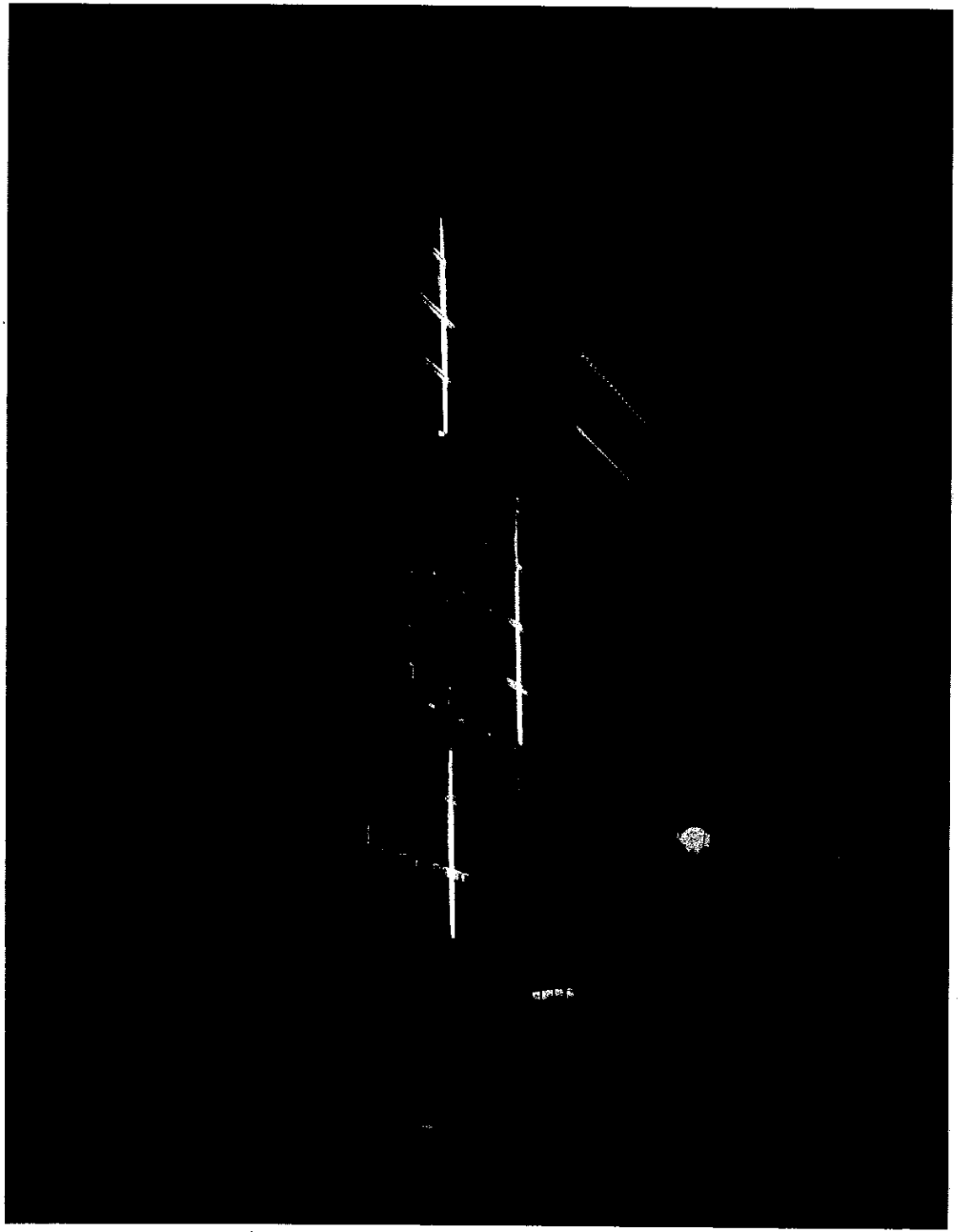
1 PIERRE CALCAIRE
2 VERRE CLAIR
3 OUVRANT
4 PANNEAU DE ZINC

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

ÉLÉVATION COUR INTÉRIEURE
VUE VERS LE SUD
1:200



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
02 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

02 AOUT 2019

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME

PERSPECTIVE RUE LE MOYNE
MONTRANT LE CONCEPT D'ÉCLAIRAGE ARCHITECTURAL

STATISTIQUES HABITATIONS LE MOYNE / ST-PAUL

SITE ET RÈGLEMENTATION	pi2	m2
Superficie du site	11 725	1089,3
Densité maximale permise _ISP=9	105 527	9803,7

Paramètres de calculs:

A: Superficie nette calculée a la face **extérieure** des murs d'enveloppe.
B: Superficie brute calculée a la face **intérieure** des murs d'enveloppe.
C: Exclusions: salles mécaniques, puits mécaniques, escaliers, ascenseurs.
D: Calcul efficacité: superficie nette sur superficie brute moins exclusions.

		SUPERFICIE BRUTE		SUPERFICIE NETTE		EXCLUSIONS			EFFICACITÉ	UNITÉS	TYPES D'UNITÉS			
		ft2	m2	ft2	m2	ft2	m2				commerce	1 chambre	2 chambres	3 chambres
Stationnement	Sous-sol	10 932	1015,6		150,2		42							
(exclus du calcul de superficie brute)														
Stationnement + Condo	RDC, Niv 1	19 959	1 854,2	15 994	1485,9	2 283	212,1			4	2	2		
Condominium	Niv 2	8 065	749,3	6 875	638,7	452	42			5		4	1	
Condominium	Niv 3	8 304	771,5	7 099	659,5	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 4	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 5	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 6	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 7	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 8	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 9	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 10	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 11	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 12	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	1	4
Condominium	Mezz	4 205	390,7	1 958	181,9	2 093	194,4							
Sous-Total		115 274	10 709,2	95 509	9 023,2	9 801	910,5	8,50%	92,09%	91	2	50	35	4

Exclusions:	9 801	910,5
Total Superficie pour calcul ISP	105 473	9 798,7
ISP DU PROJET		8,9954

Note: les superficies présentées dans ce tableau pourraient varier avec le development du projet.
Les superficies ne dépasseront jamais les maximums permissibles.

STATIONNEMENT

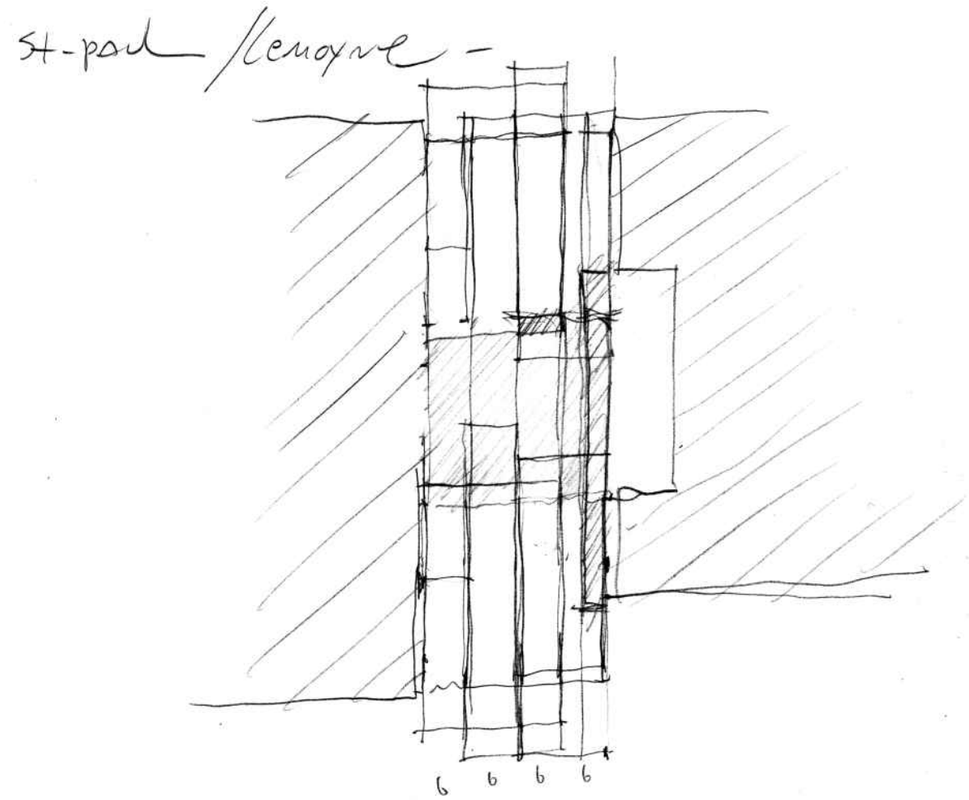
Stationnement bicyclette requis: 25

(1 case par logement pour le premier groupe de 8 unités et 1 case supplémentaire par groupe de 5 unités additionnelles)

Stationnement voiture proposé 46

Stationnement bicyclette proposé: 32

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
0 2 AOUT 2019
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ
DIVISION DE L'URBANISME



HABITATIONS
LEMOYNE ST-PAUL

DÉPÔT POUR PERMIS
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

SAUCIER + PERROTTE ARCHITECTES

9069-8879 QUÉBEC INC
IBER IMMOBILIER INC

9 JUILLET 2019

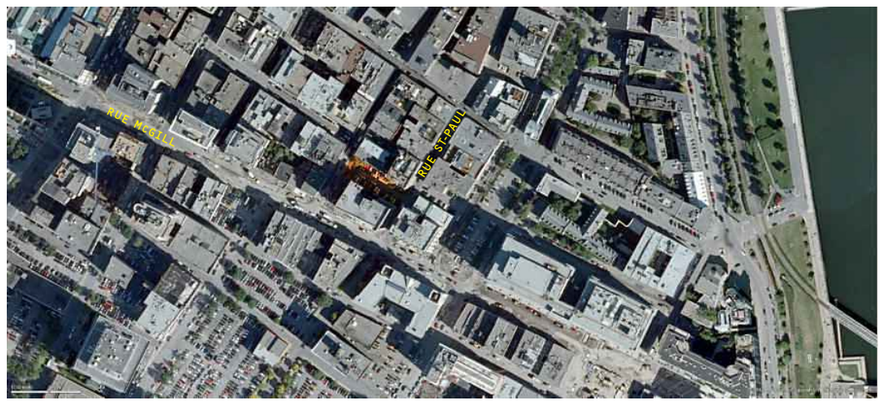




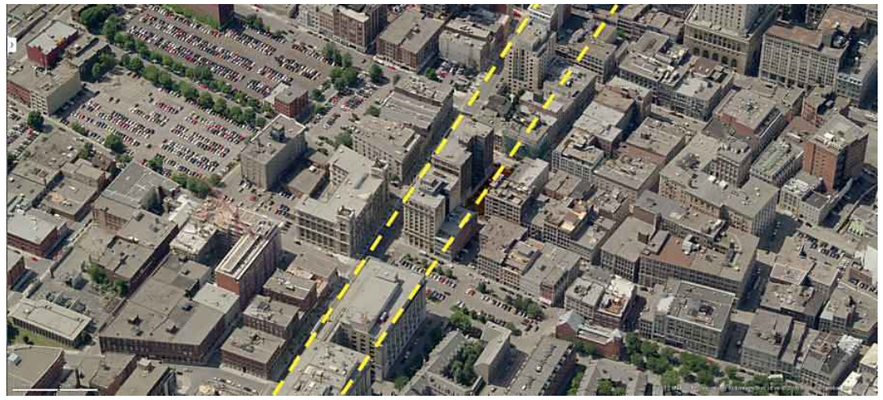


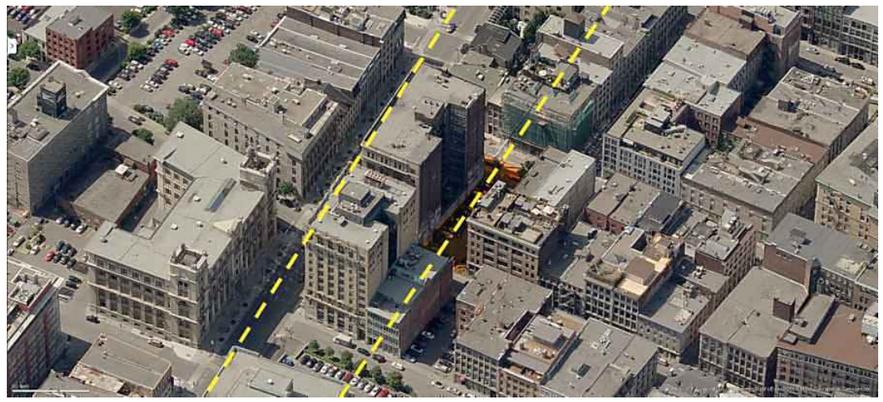


VUES AÉRIENNES

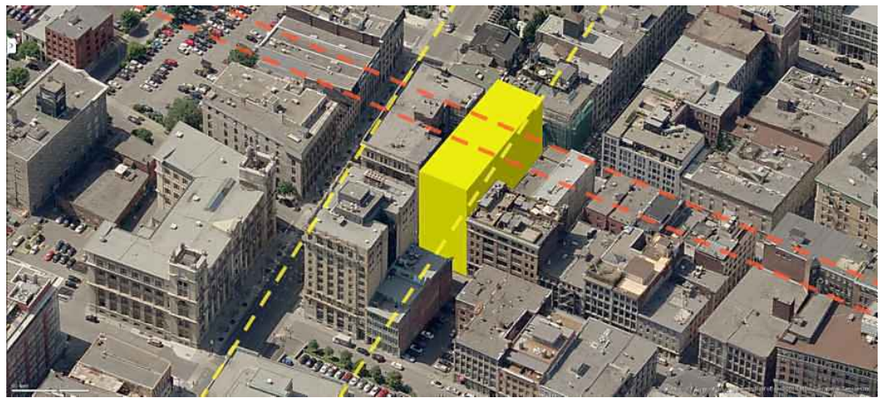


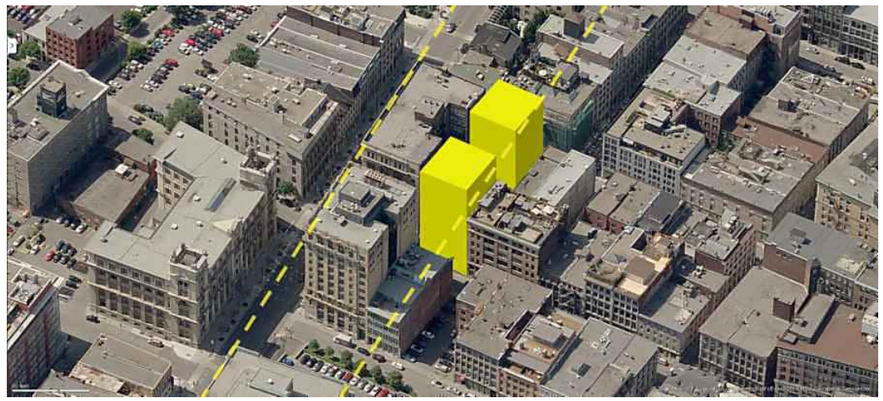
CONTEXTE URBAIN _
LA TÊTE D'ILÔT





LE BÂTIMENT S'INSÈRE DANS LE CONTEXTE URBAIN EN CONTINUITÉ AVEC LA TÊTE D'ILÔT SUR LA RUE MCGILL





CI-CONTRE:
INTERSECTION RUE MCGILL
ET RUE ST-PAUL

CONTEXTE







EXEMPLES D'ARTICULATION DE FAÇADES PRÉSENTES DANS LE VIEUX-MONTRÉAL.



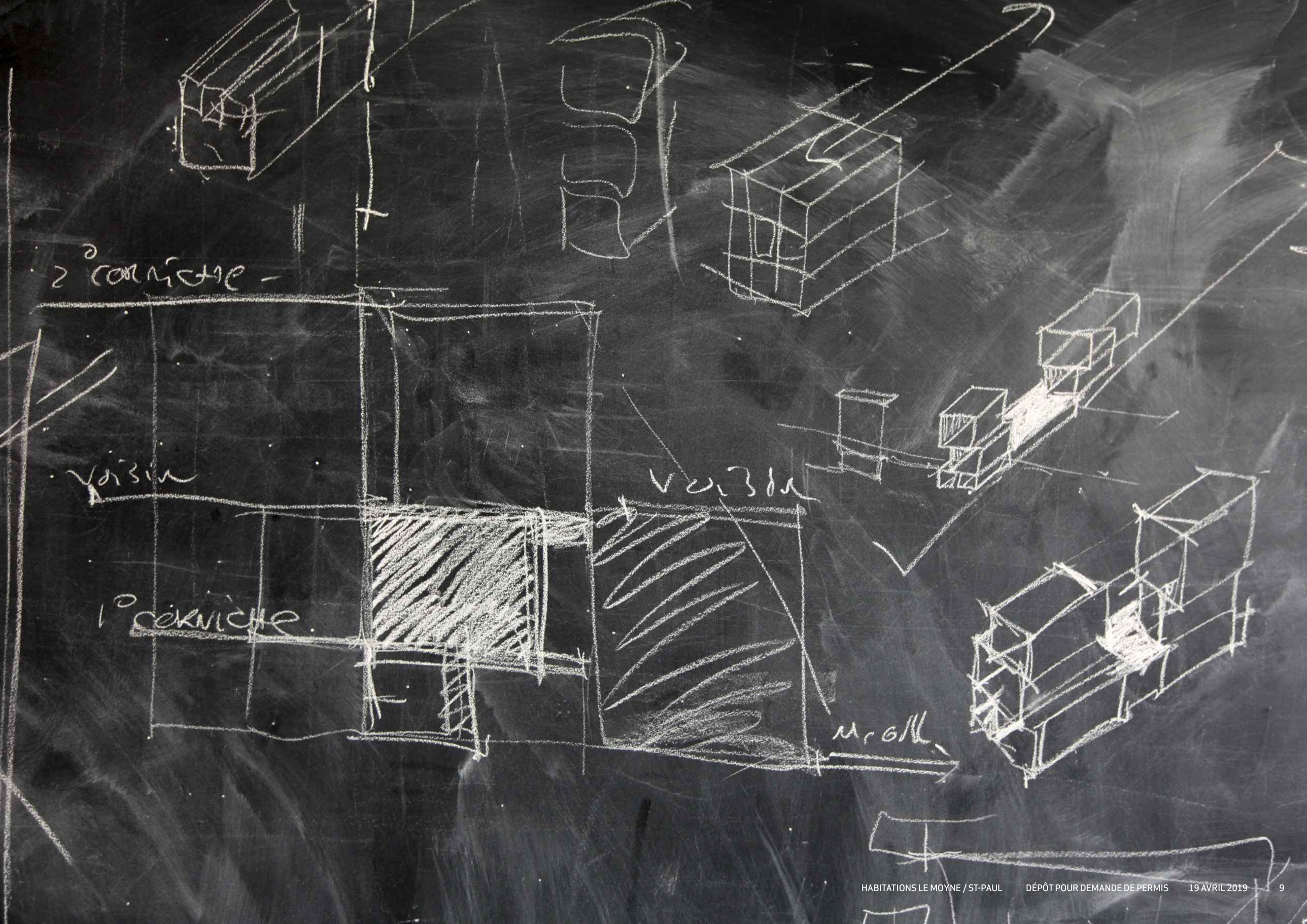



EUR



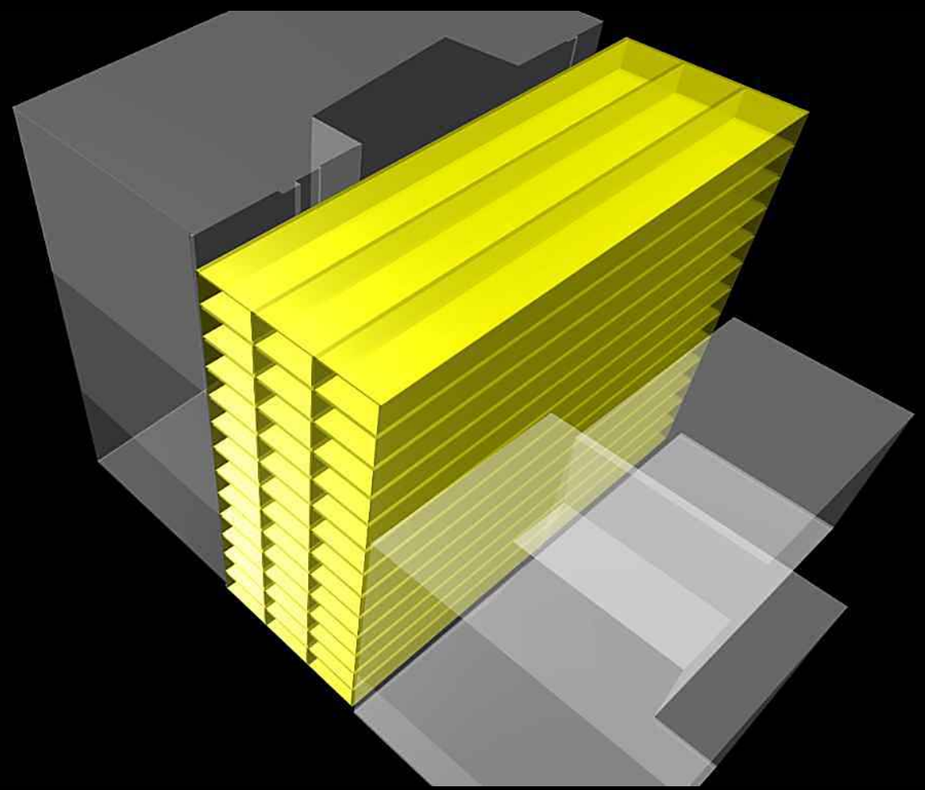
PERSPECTIVE
RUE LE MOYNE

LA FORME ARCHITECTURALE
EST LA RÉSULTANTE DES
INFLUENCES DES FORMES
ARCHITECTURALES VOISINES

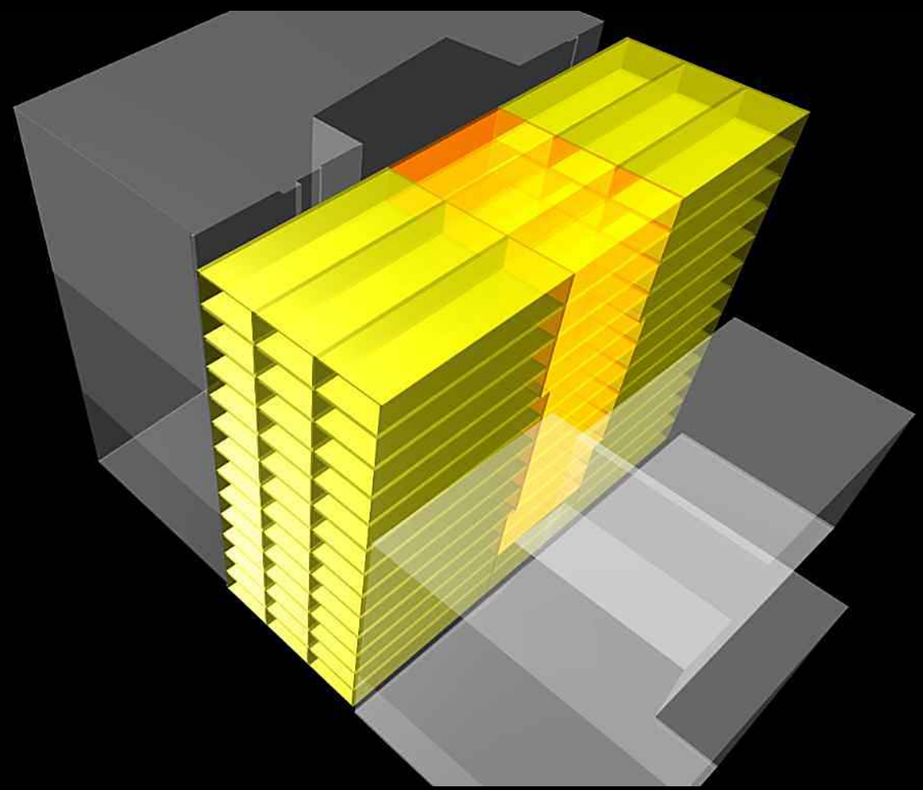

2 commerce
voisin
voisin
1 commerce
McGILL


IMMEUBLE
À VENDRE
514 486-1104
BUILDING
FOR SALE
390
HARRIS
HARRIS

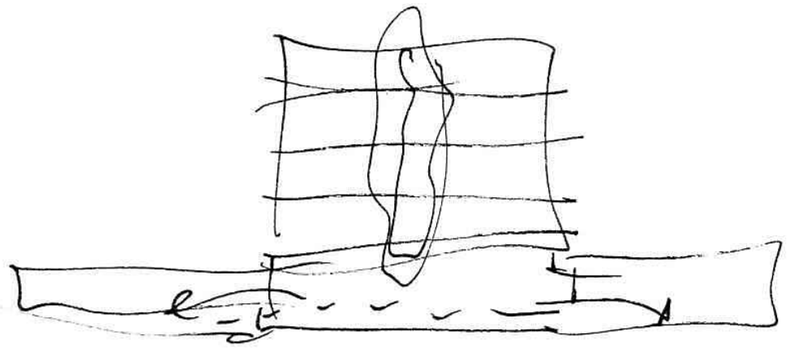

ARRÊT

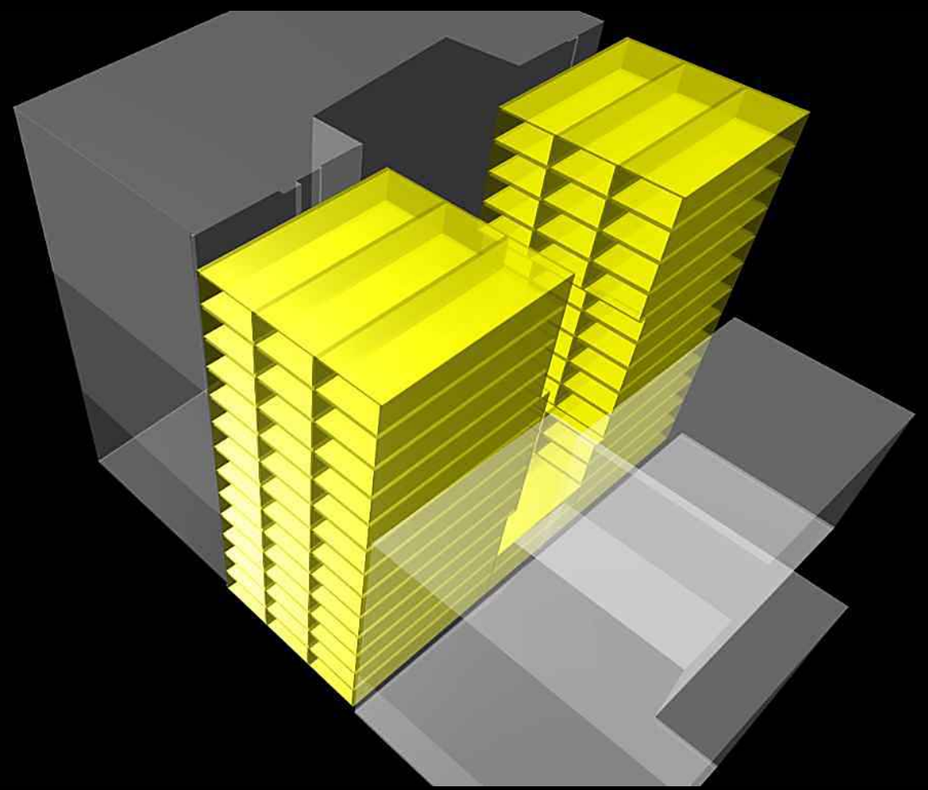


1 - LES UNITÉS D'HABITATIONS SONT INSÉRÉES/JUXTAPOSÉES
SUR LE SITE.

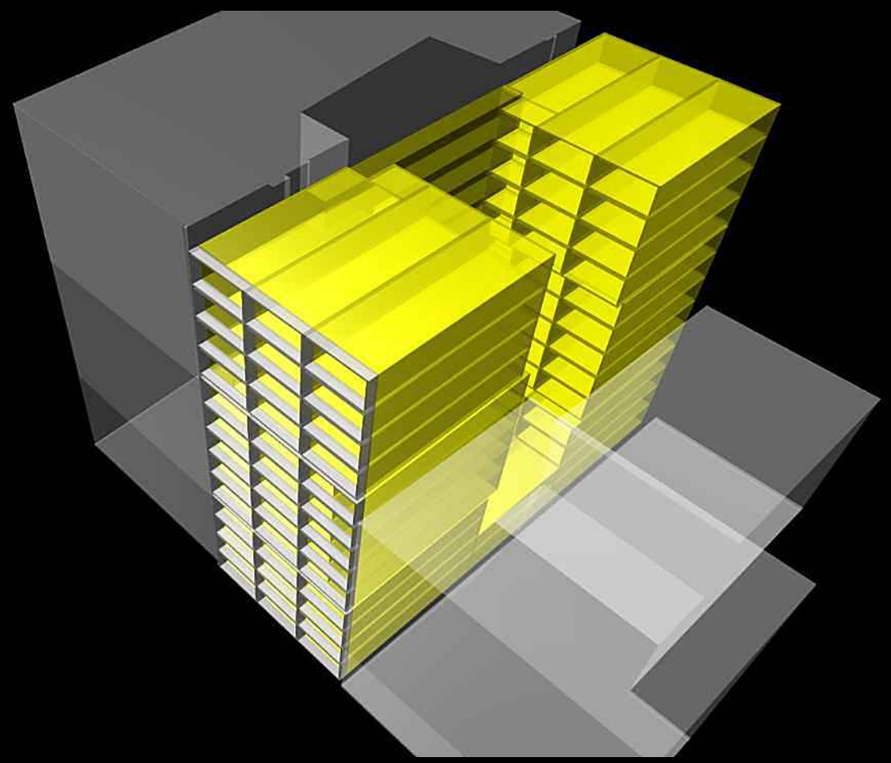


2 - UNE ZONE CENTRALE EST DÉLIMITÉE
AFIN DE DONNER UNE ÉCHELLE À L'UNITÉ.

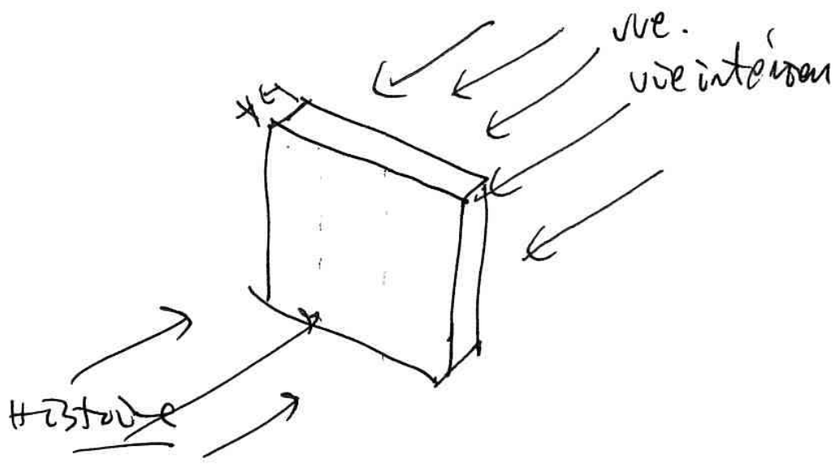


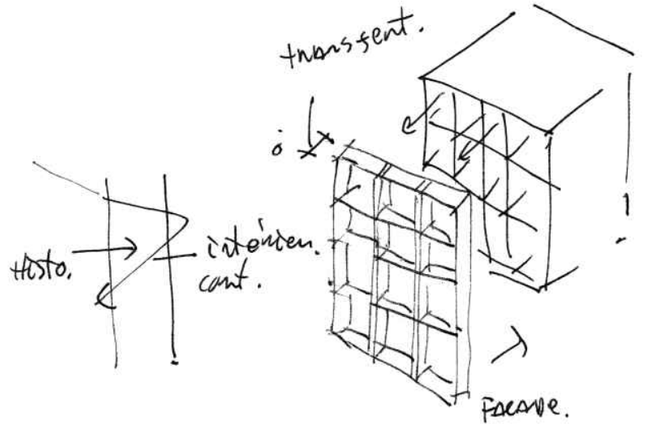


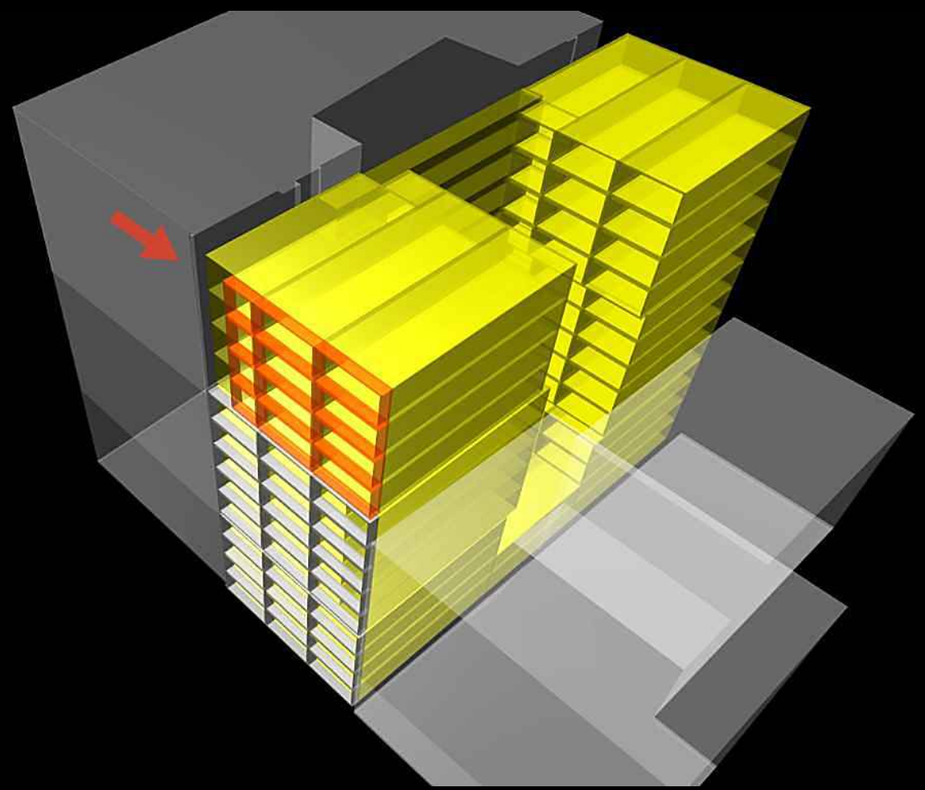
3 - CETTE ZONE CENTRALE EST RETIRÉE, LES UNITÉS SONT FRAGMENTÉES, UNE COUR EST CRÉÉE.



4 - UNE FAÇADE EN PIERRE CALCAIRE EST AJOUTÉE POUR CRÉER UNE INTERFACE AVEC LA RUE ET S'INSÉRER DANS SON CONTEXTE.

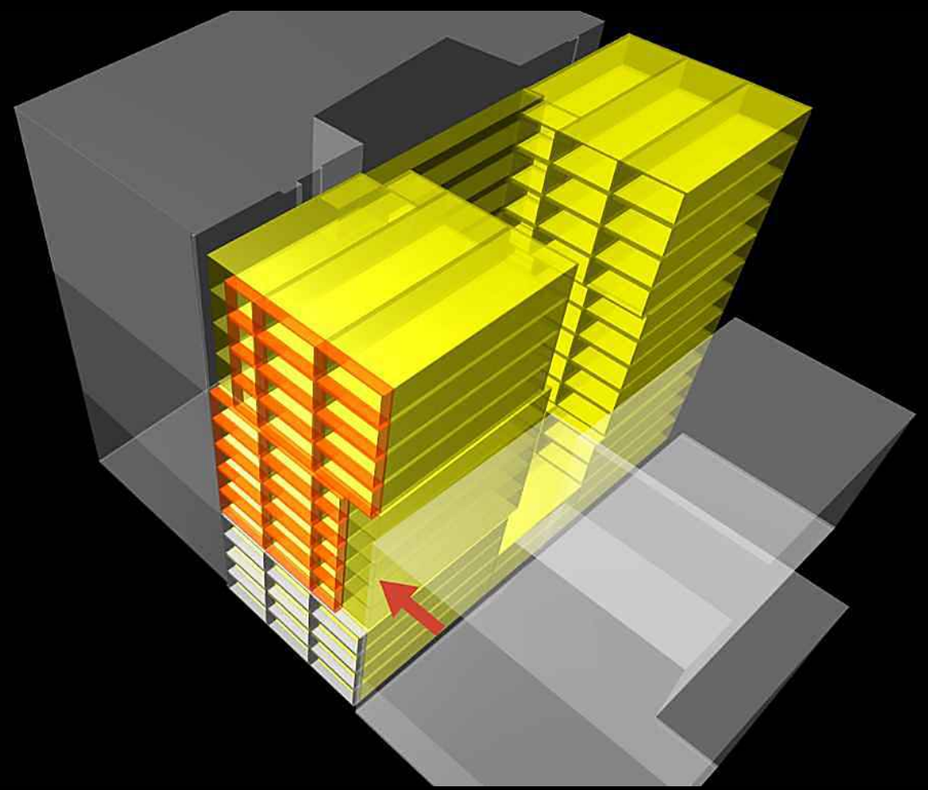






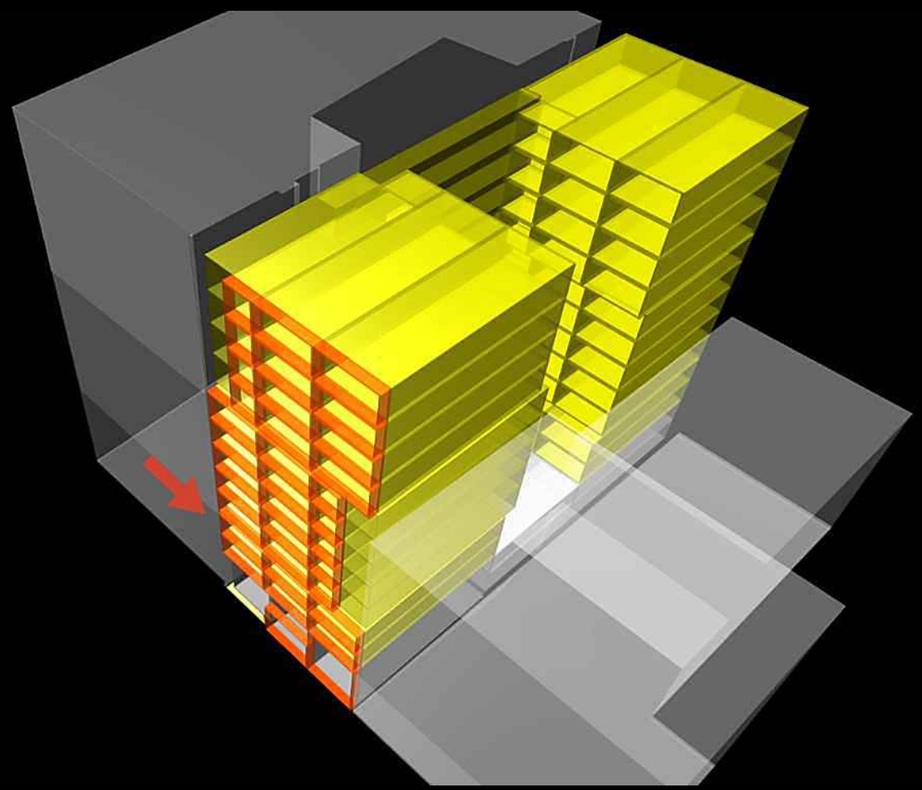
5 - LE SOMMET DU BÂTIMENT

La façade de pierre calcaire se module en fonction des éléments architecturaux majeurs des bâtiments voisins.

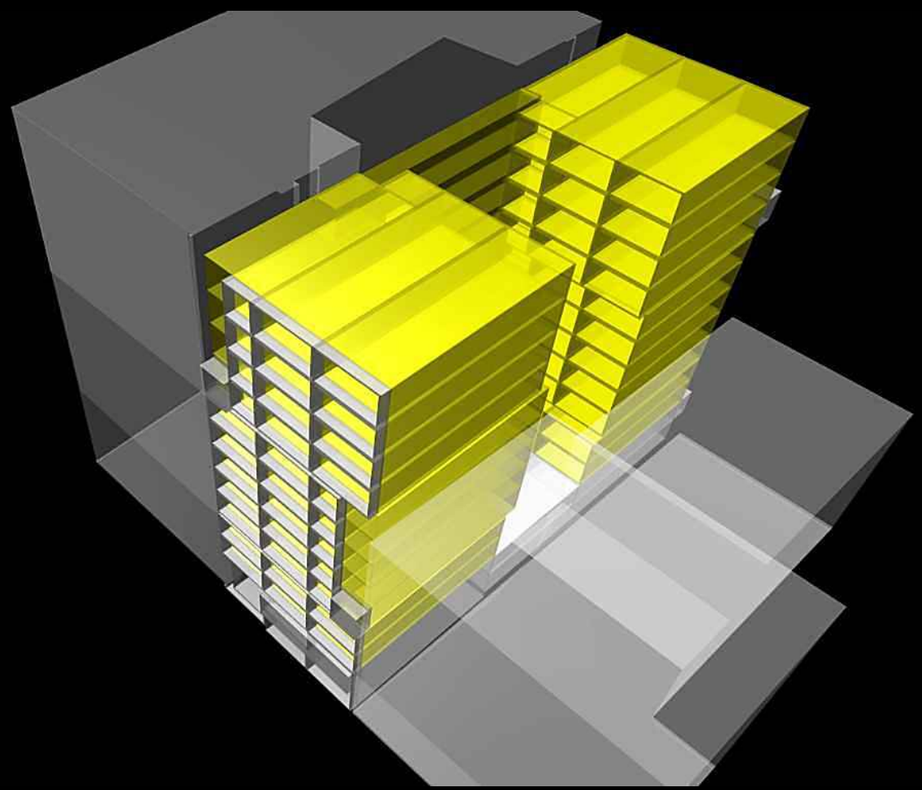


6 - LA PARTIE CENTRALE

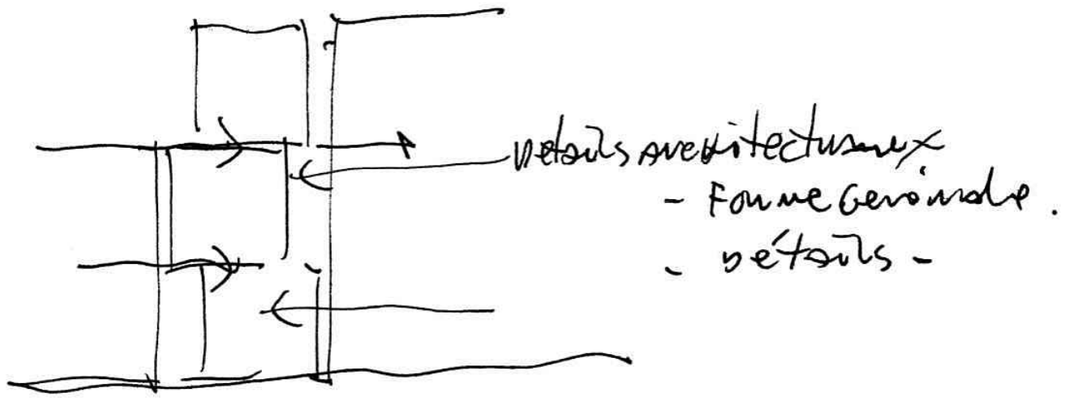


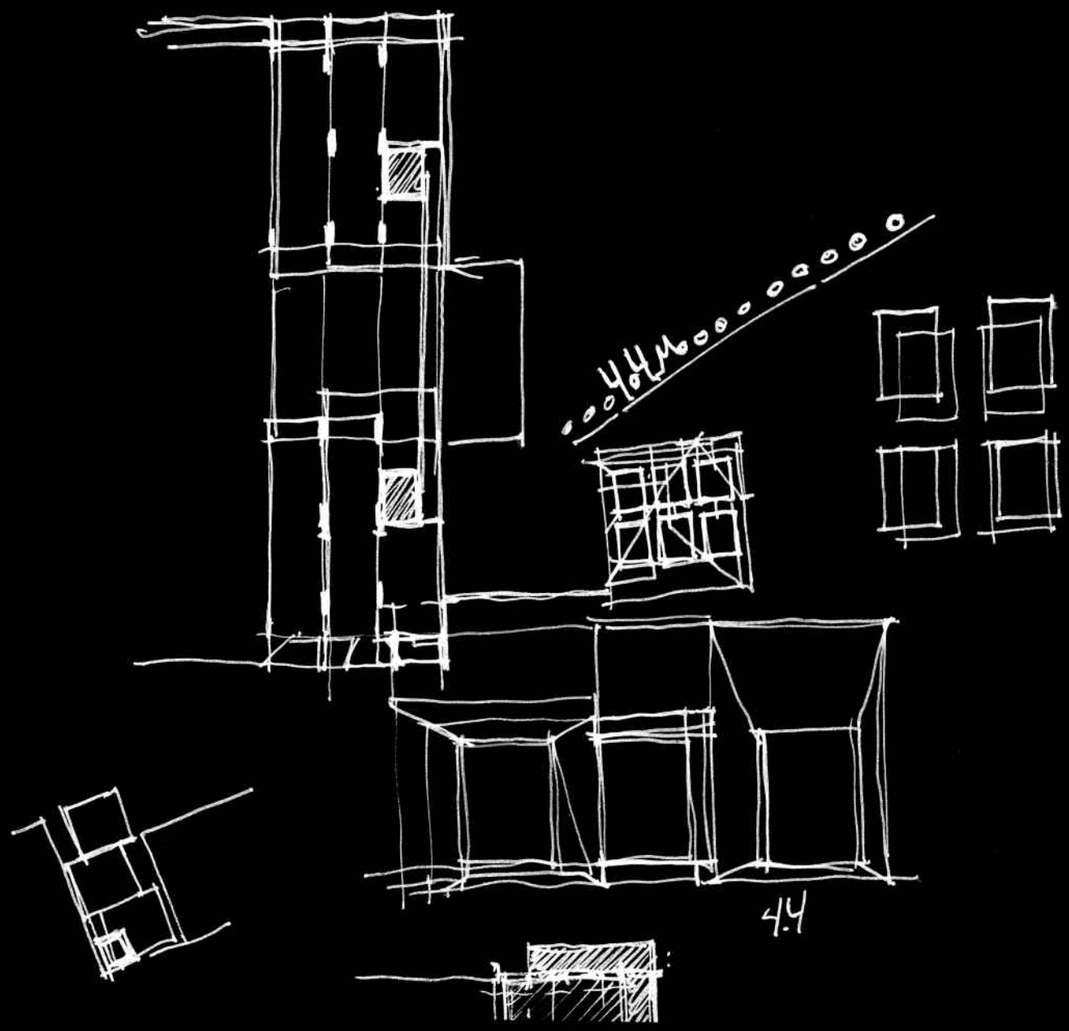


7 - LA BASE

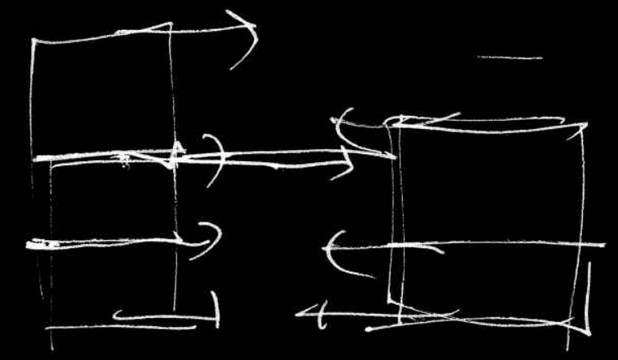


8- LE BÂTIMENT DANS SON CONTEXTE.

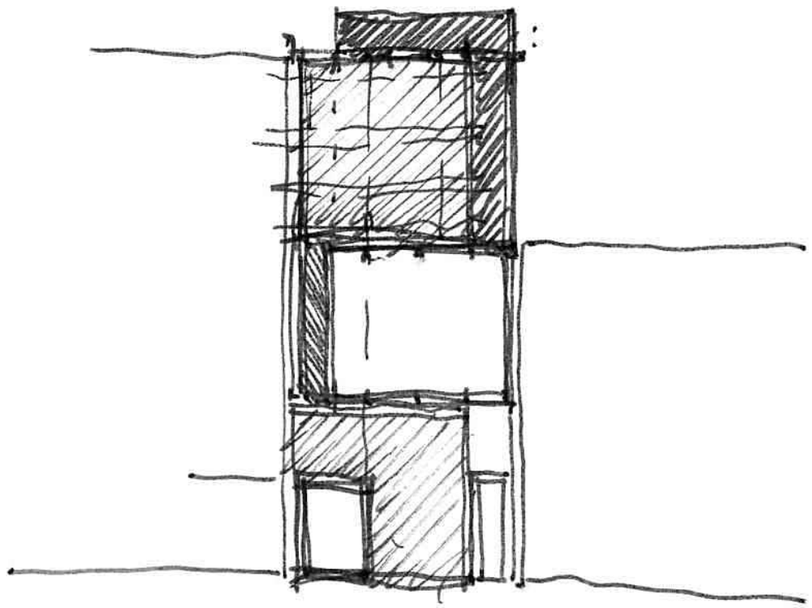


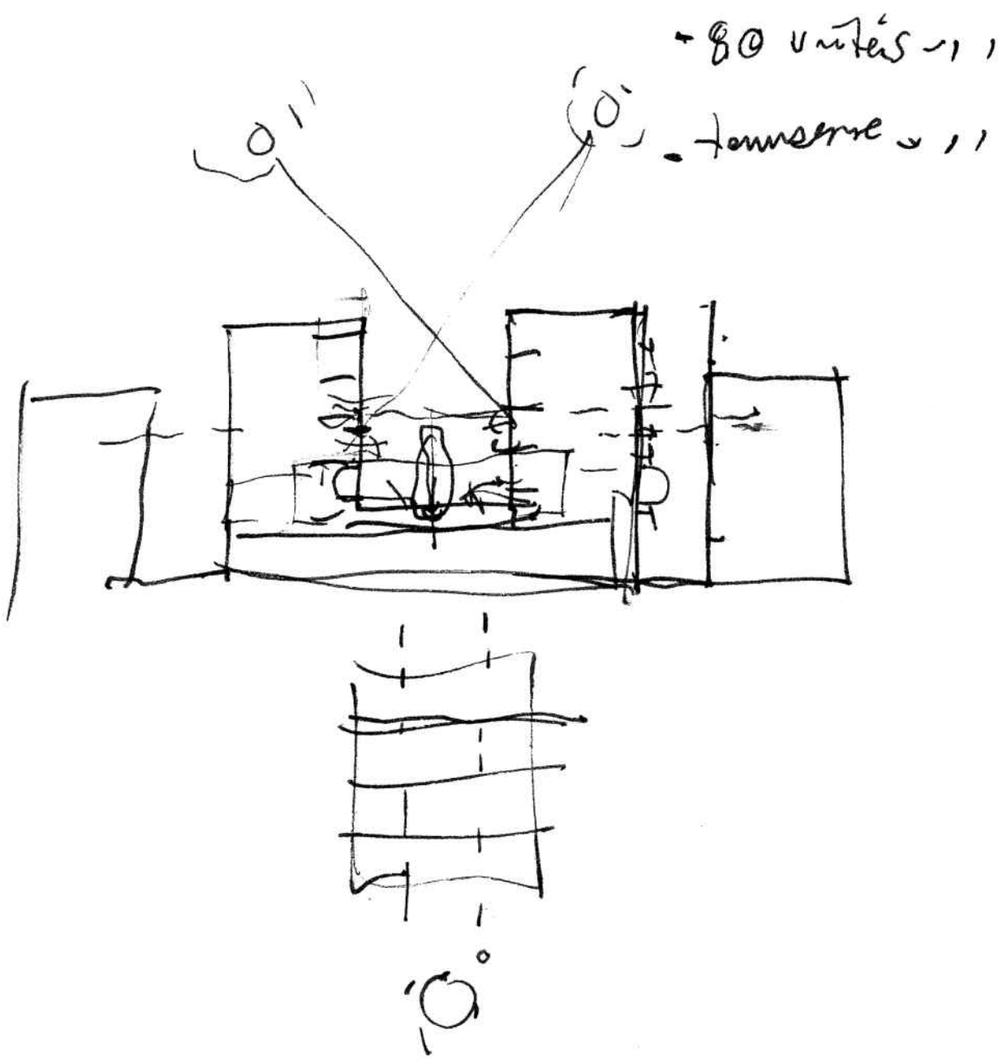


CROQUIS CONCEPTUELS DE
L'ARTICULATION DE LA FAÇADE

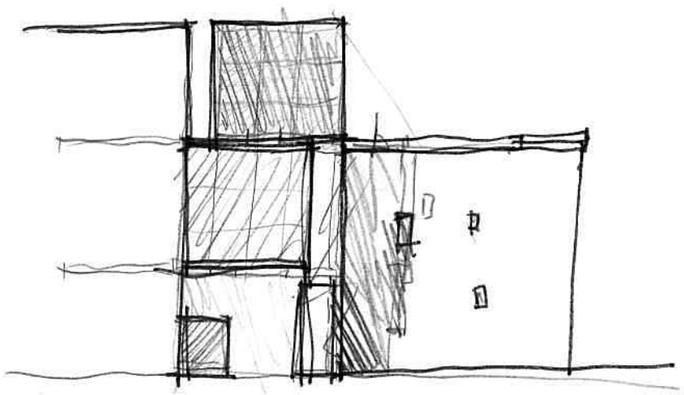


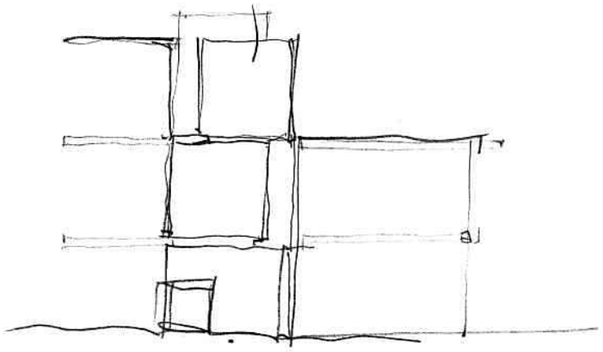
CROQUIS CONCEPTUELS DE LA
VOLUMETRIE DU BÂTIMENT

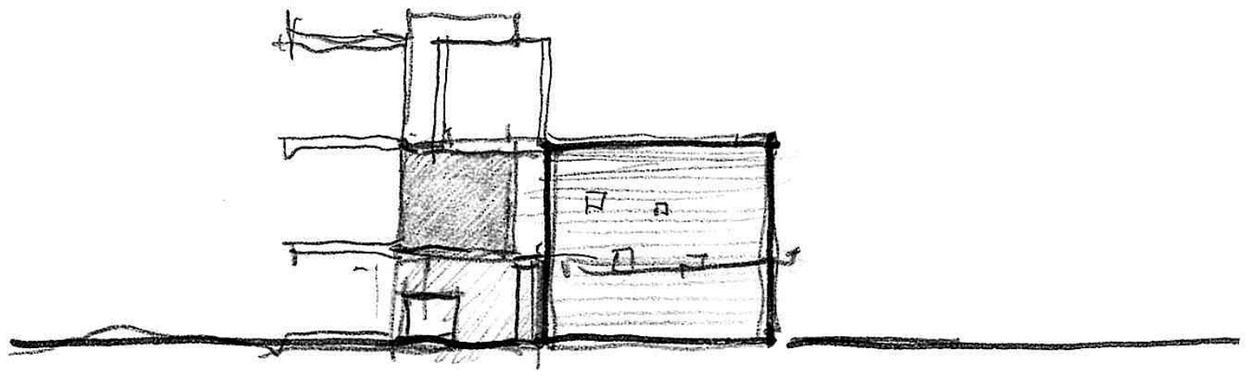


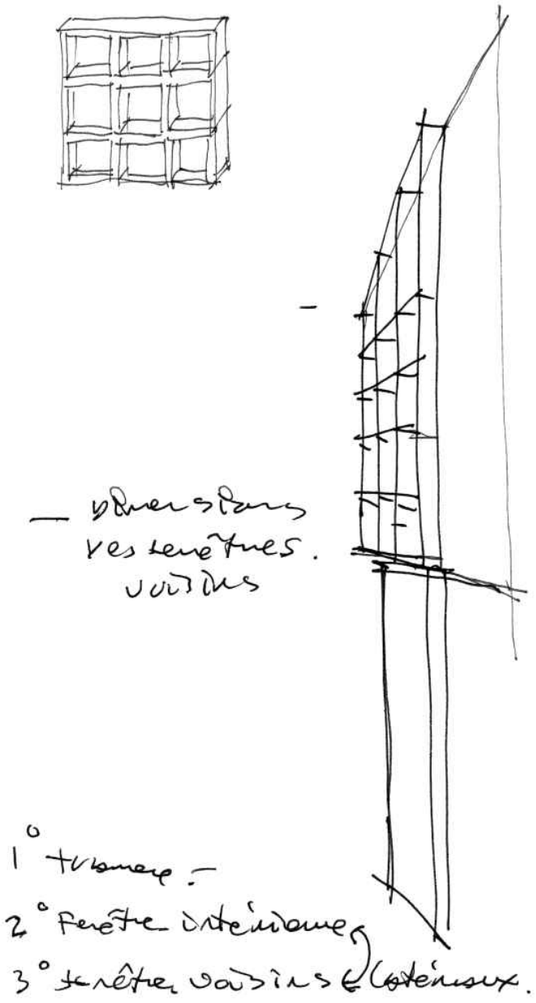


RELATIONS DES UNITÉS AVEC LA
COUR INTÉRIEURE ET LE BÂTIMENT
ENVIRONNANT









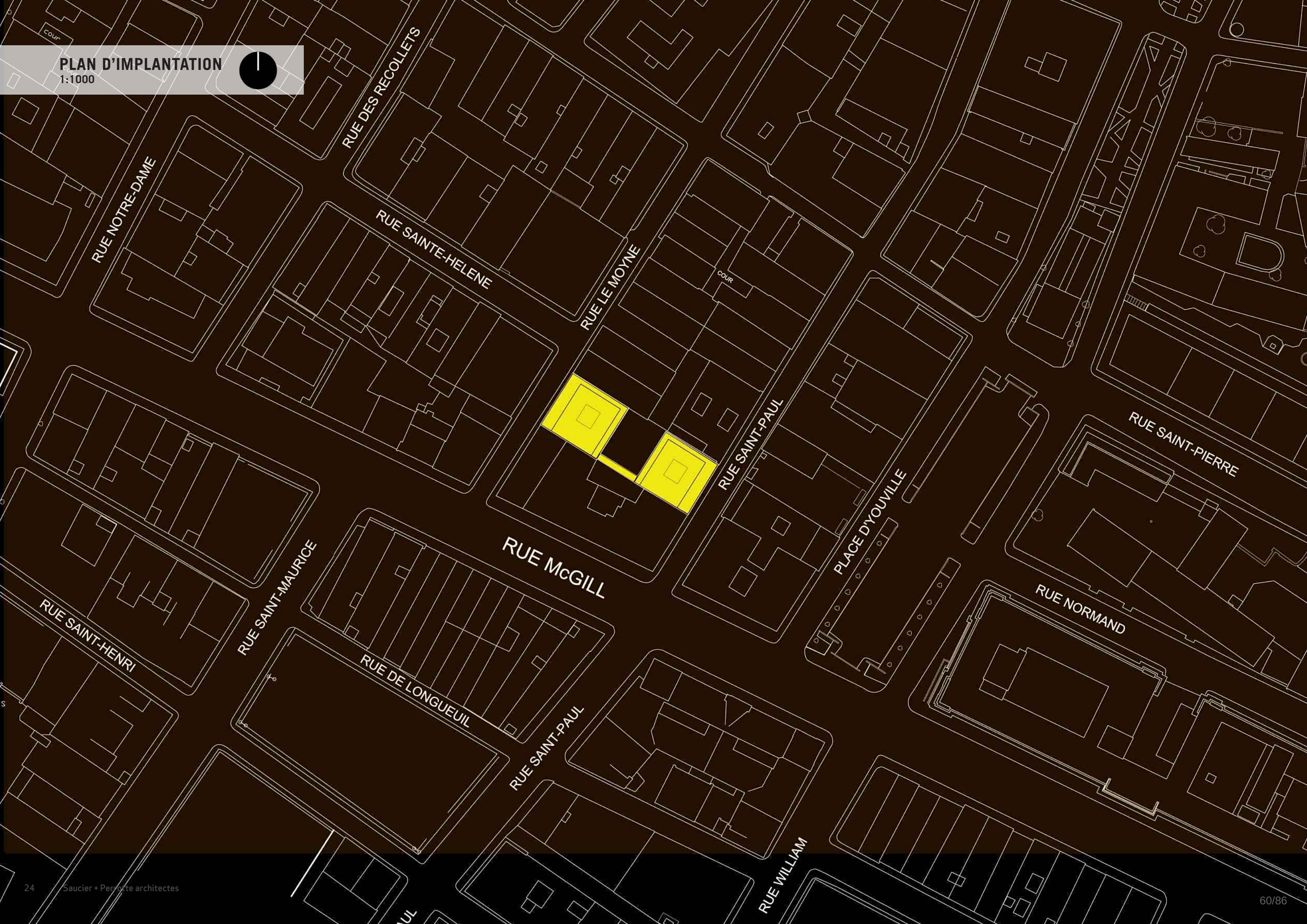
VUE DE LA RUE ST-PAUL VERS L'OUEST.





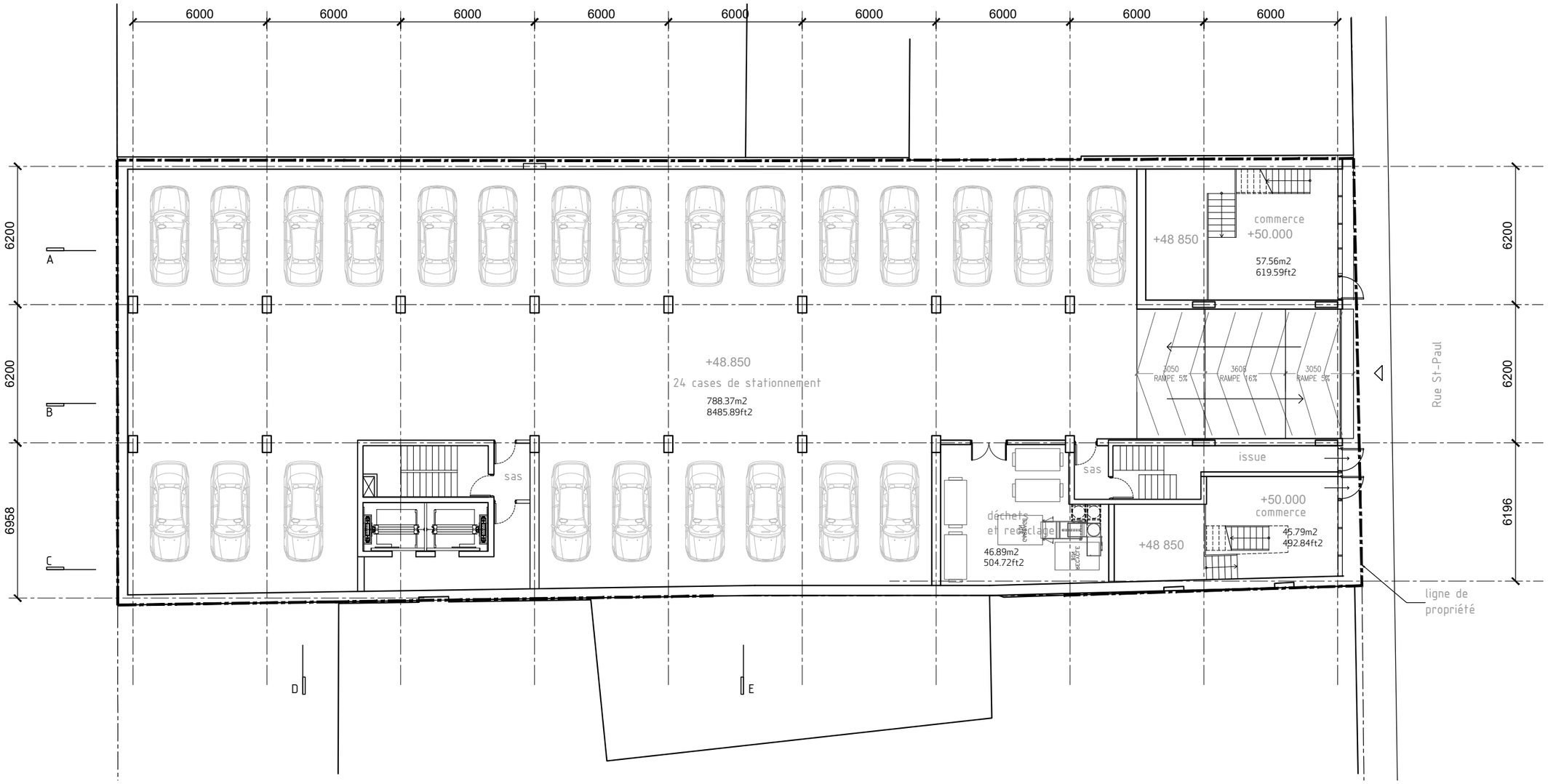
PLAN D'IMPLANTATION

1:1000

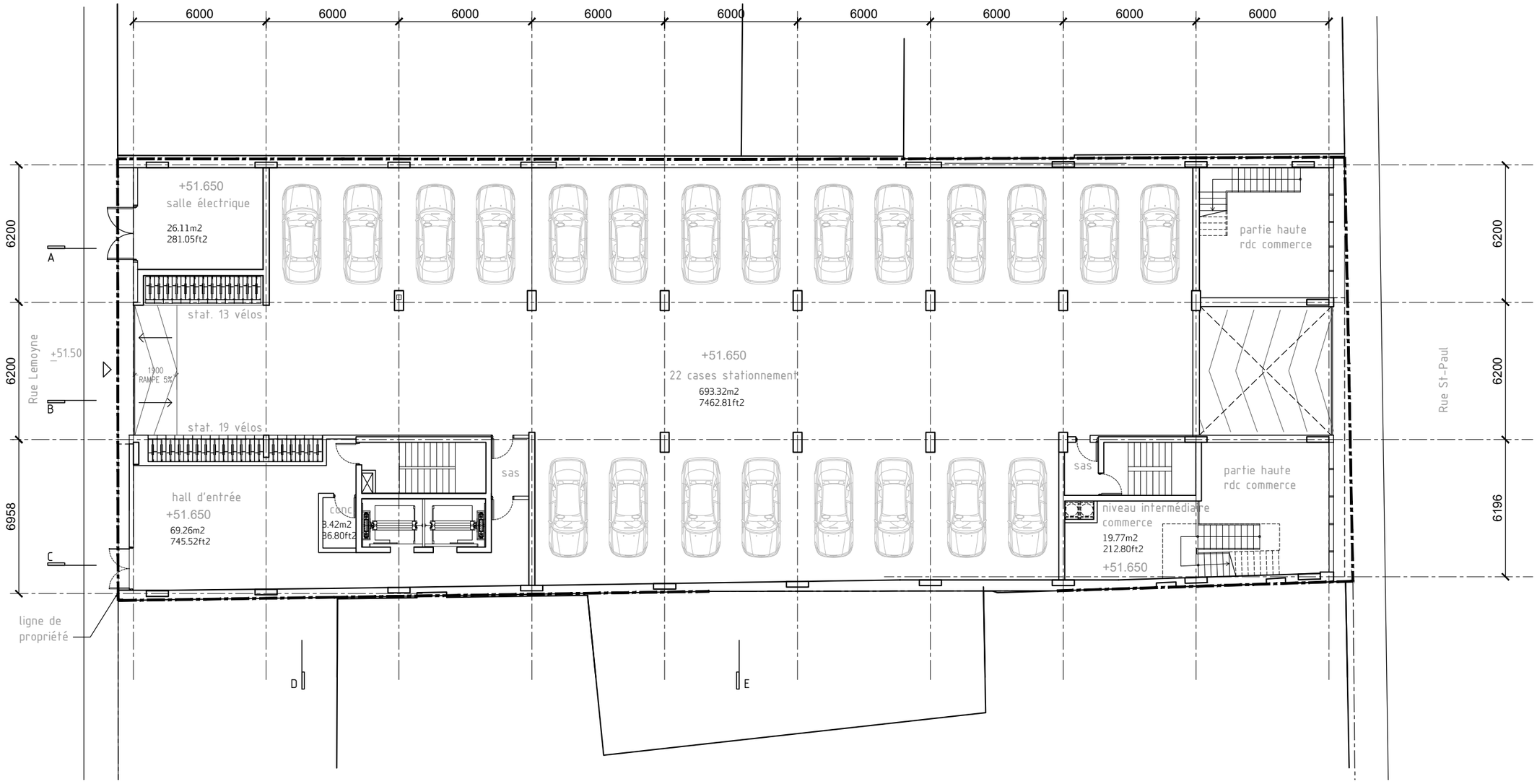


NIVEAU SOUS-SOL / REZ-DE-CHAUSSÉE ST-PAUL

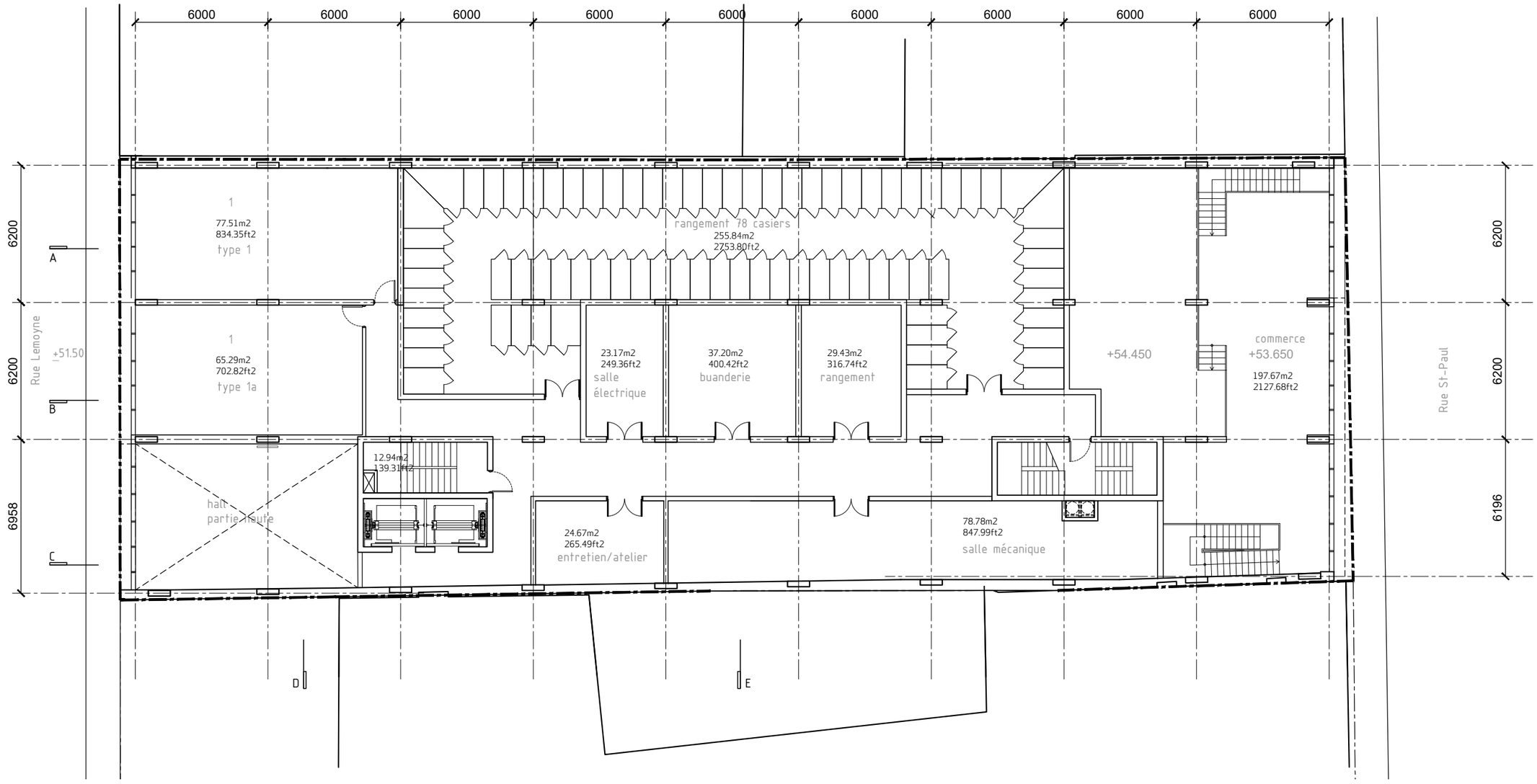
1:200



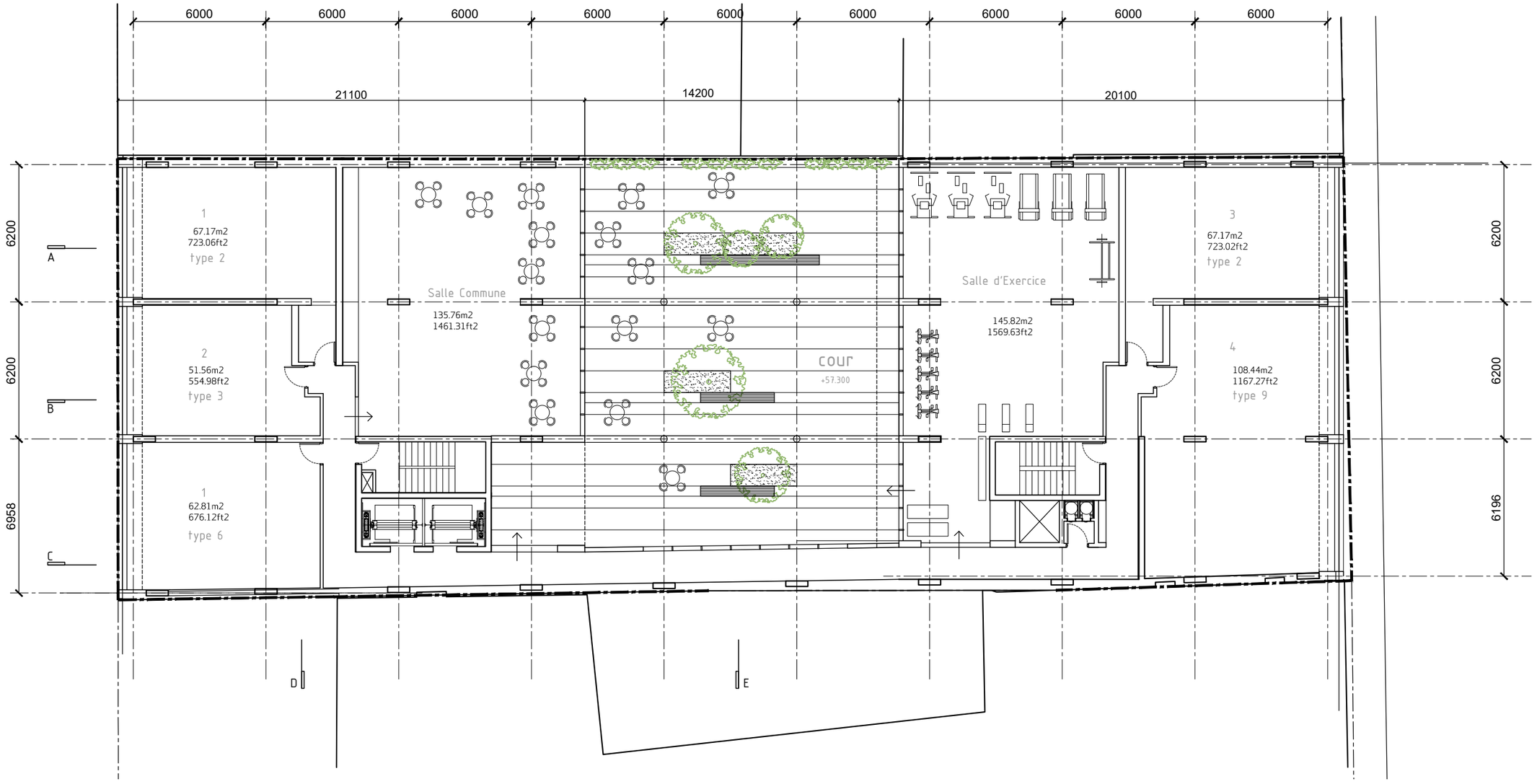
NIVEAU REZ-DE-CHAUSÉE LEMOYNE
1:200



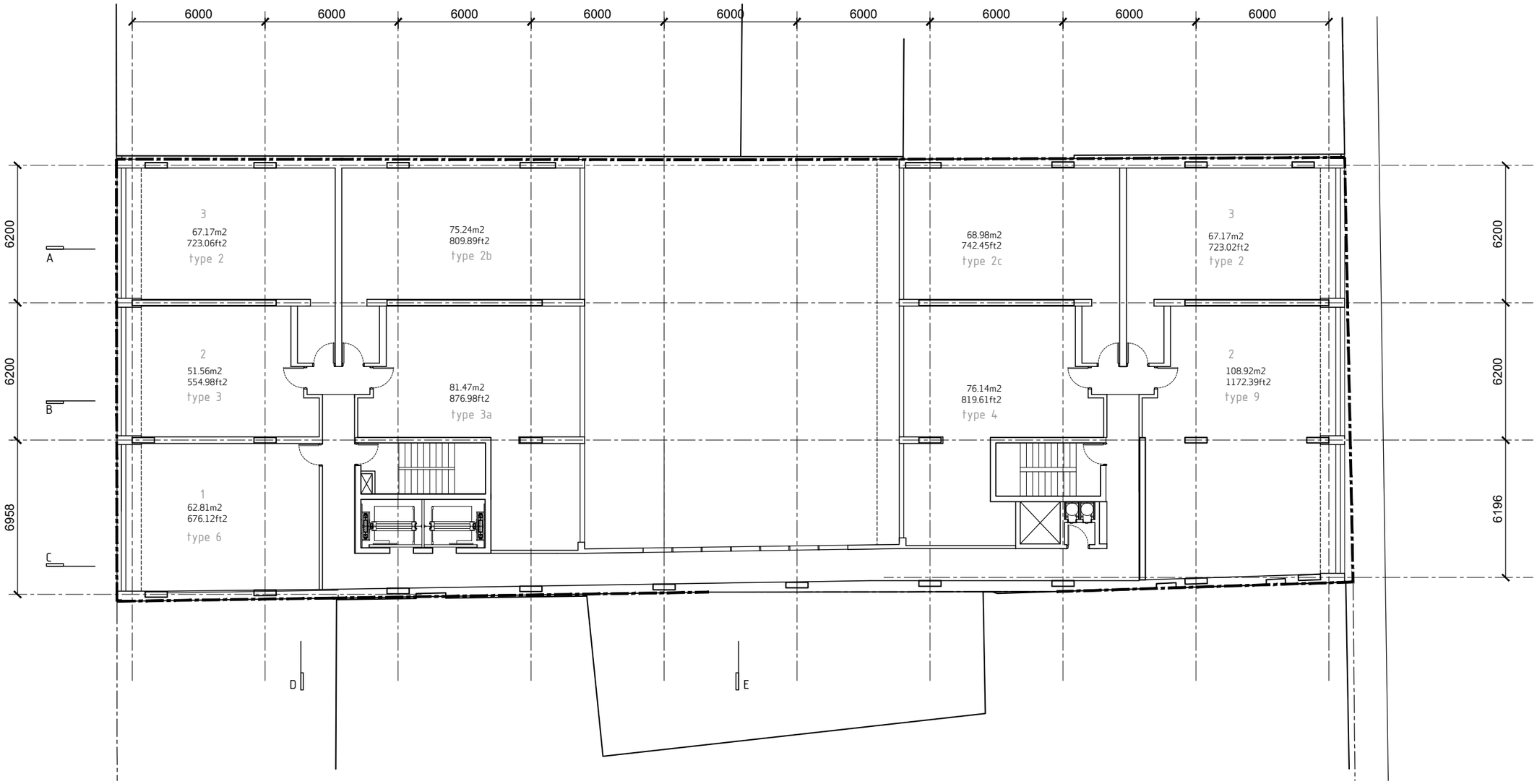
NIVEAU 01
1:200



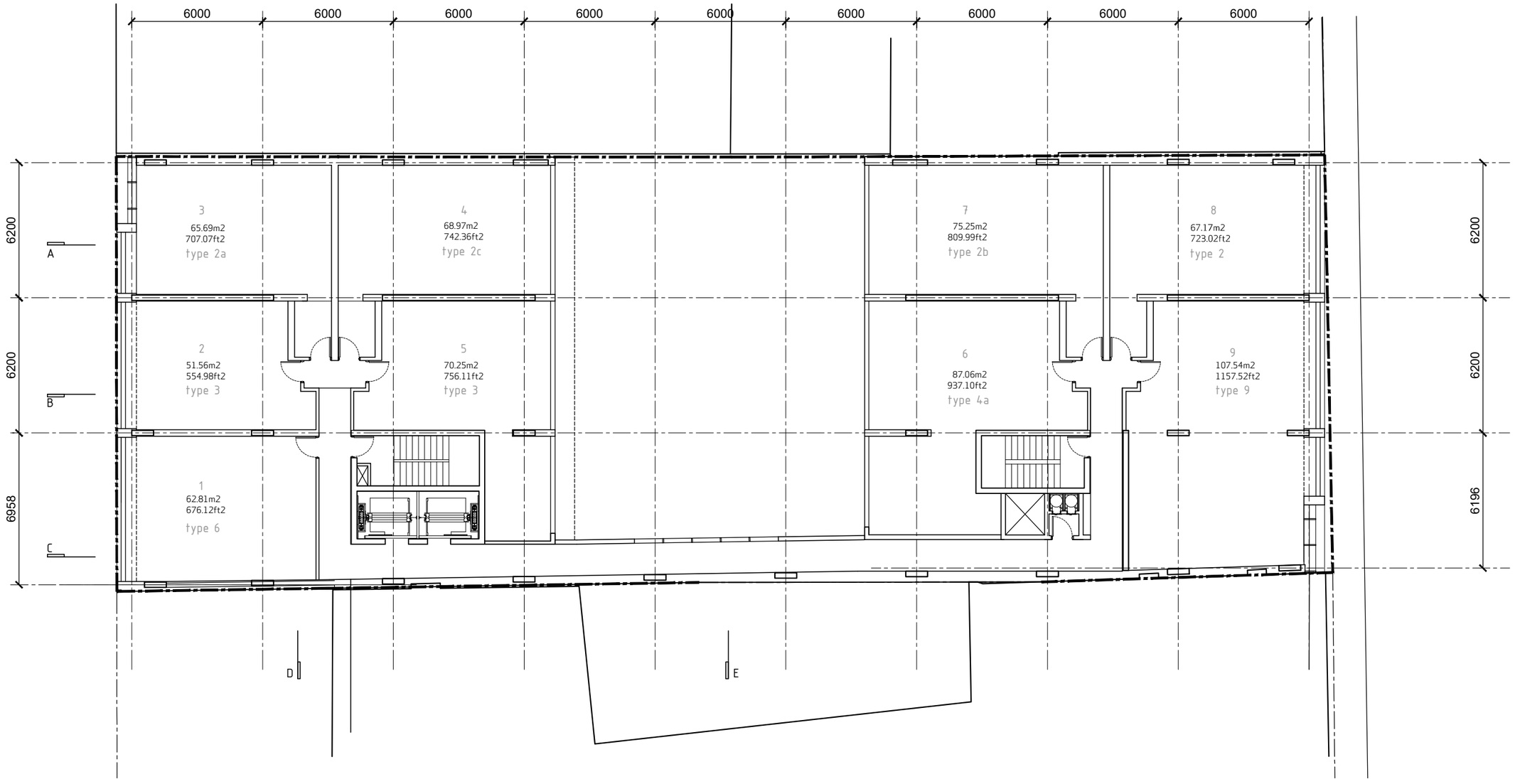
NIVEAU 02
1:200



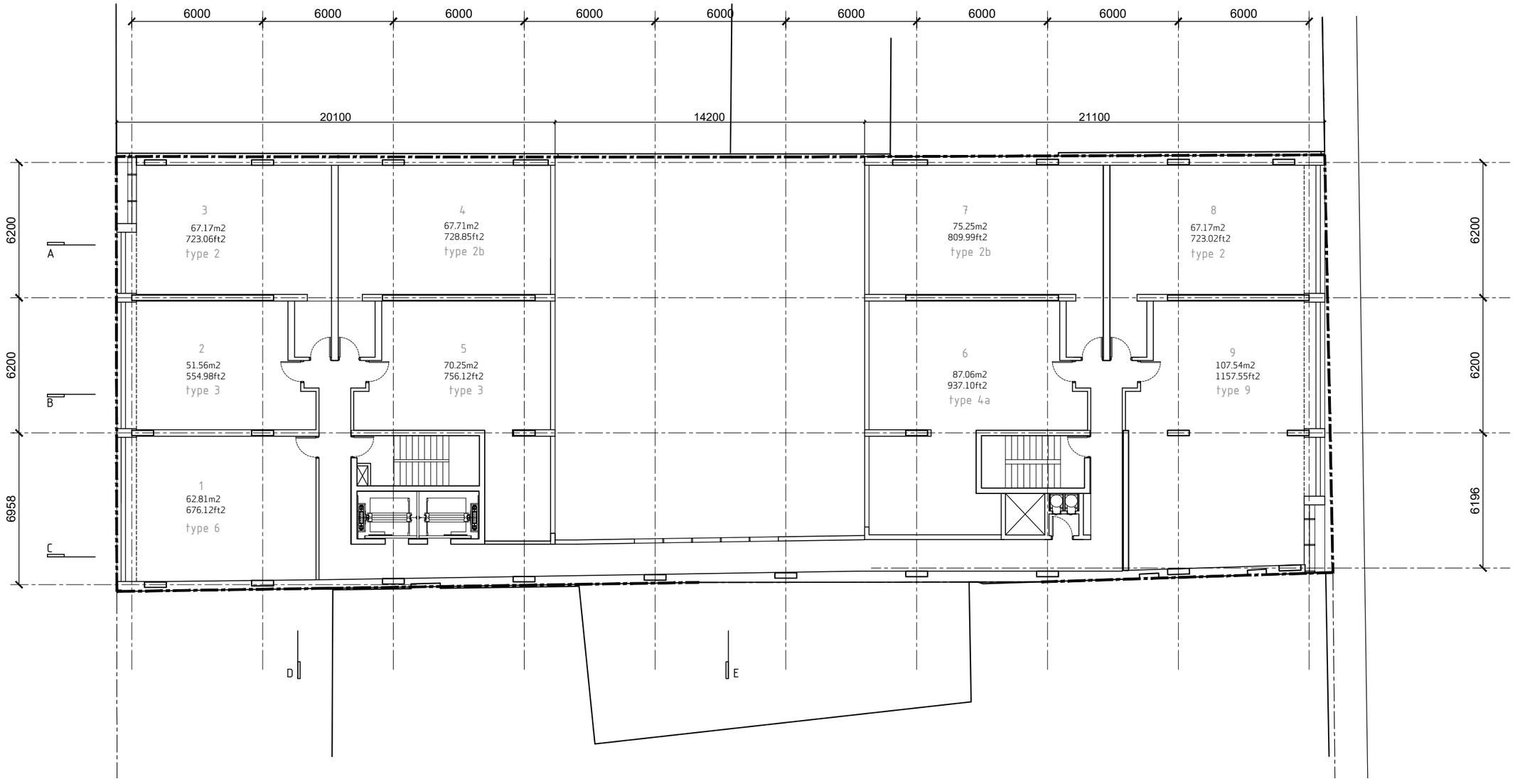
NIVEAU 03
1:200



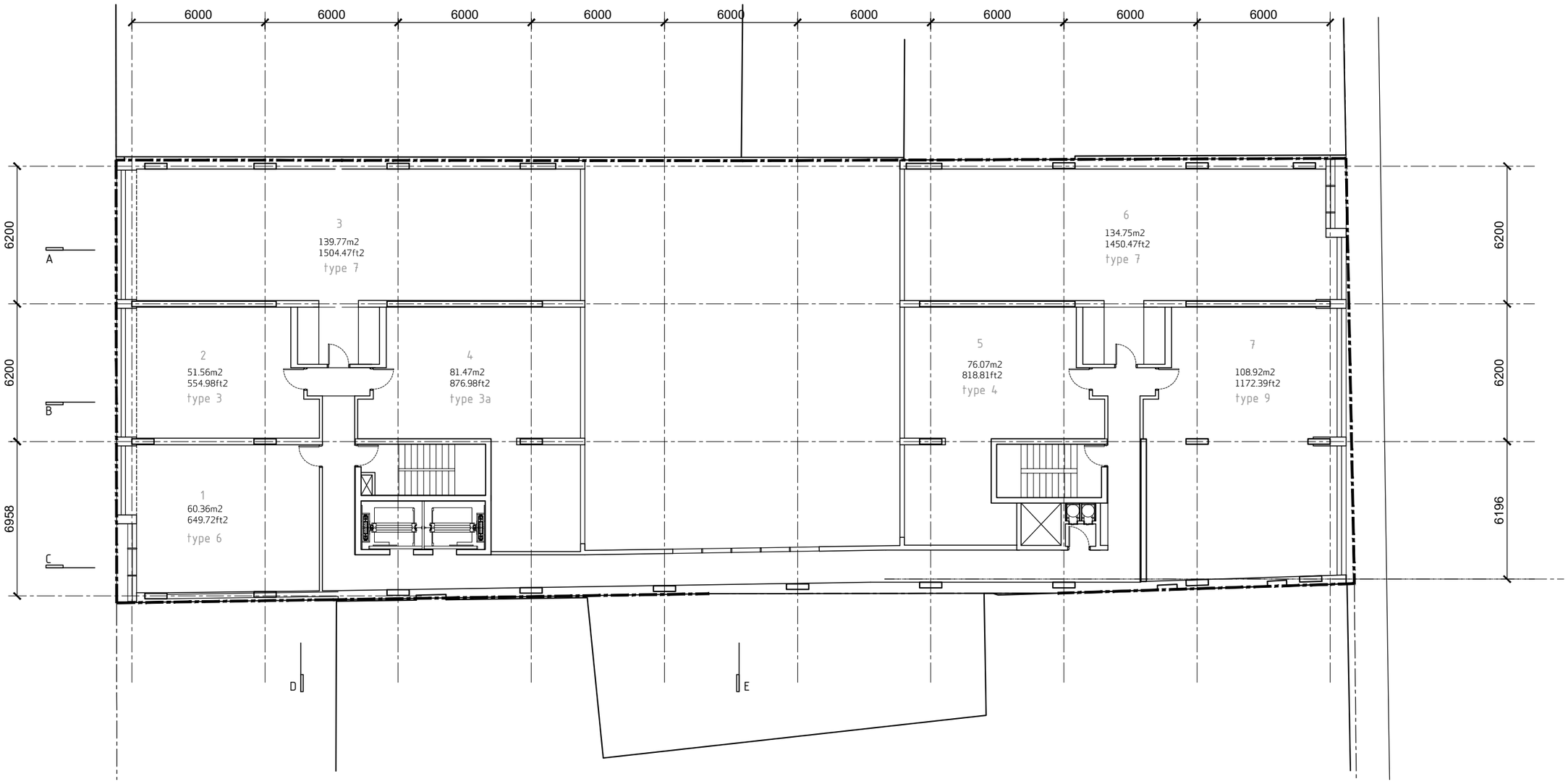
NIVEAUX 04-05
1:200



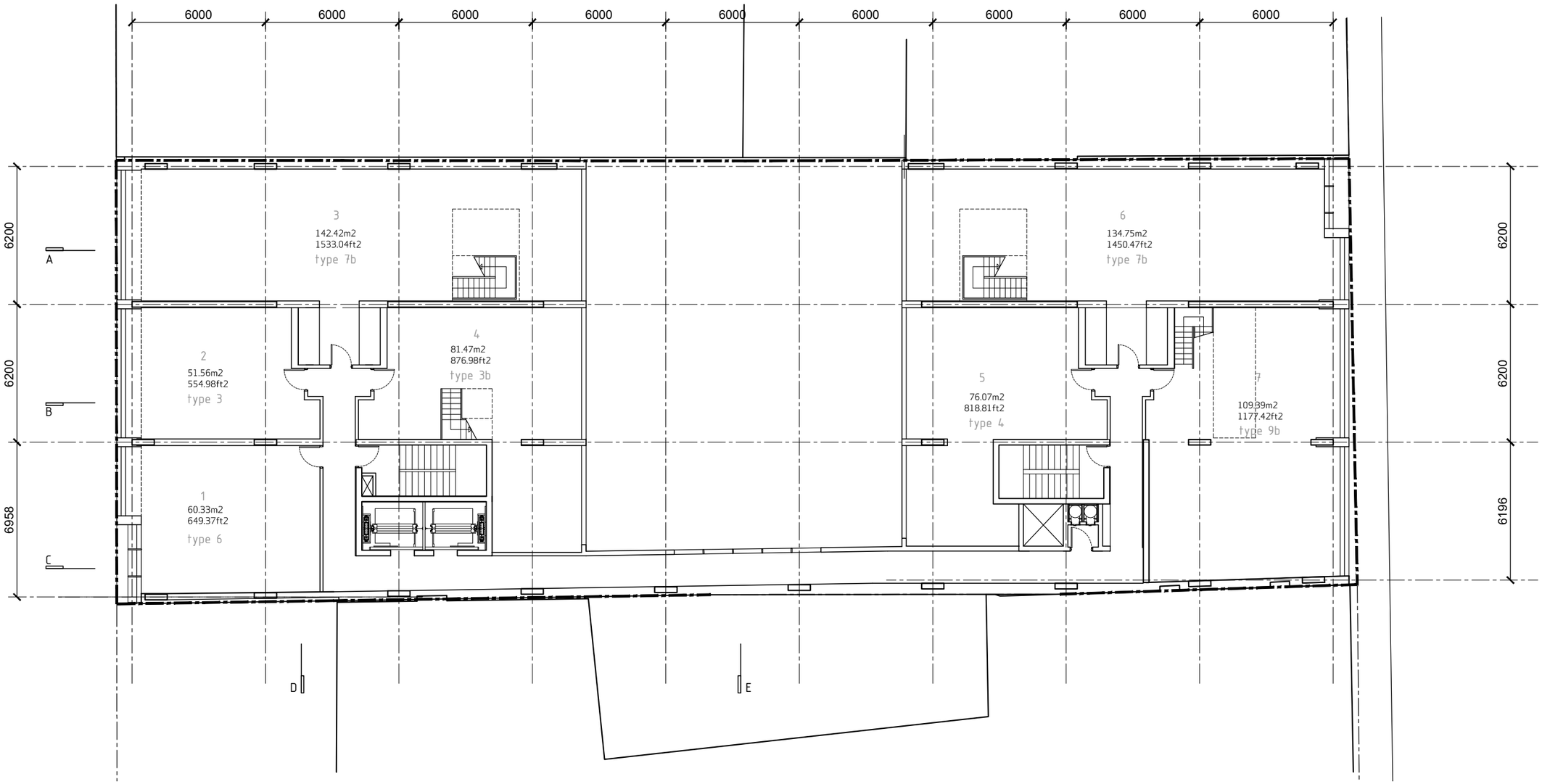
NIVEAUX 06-08
1:200



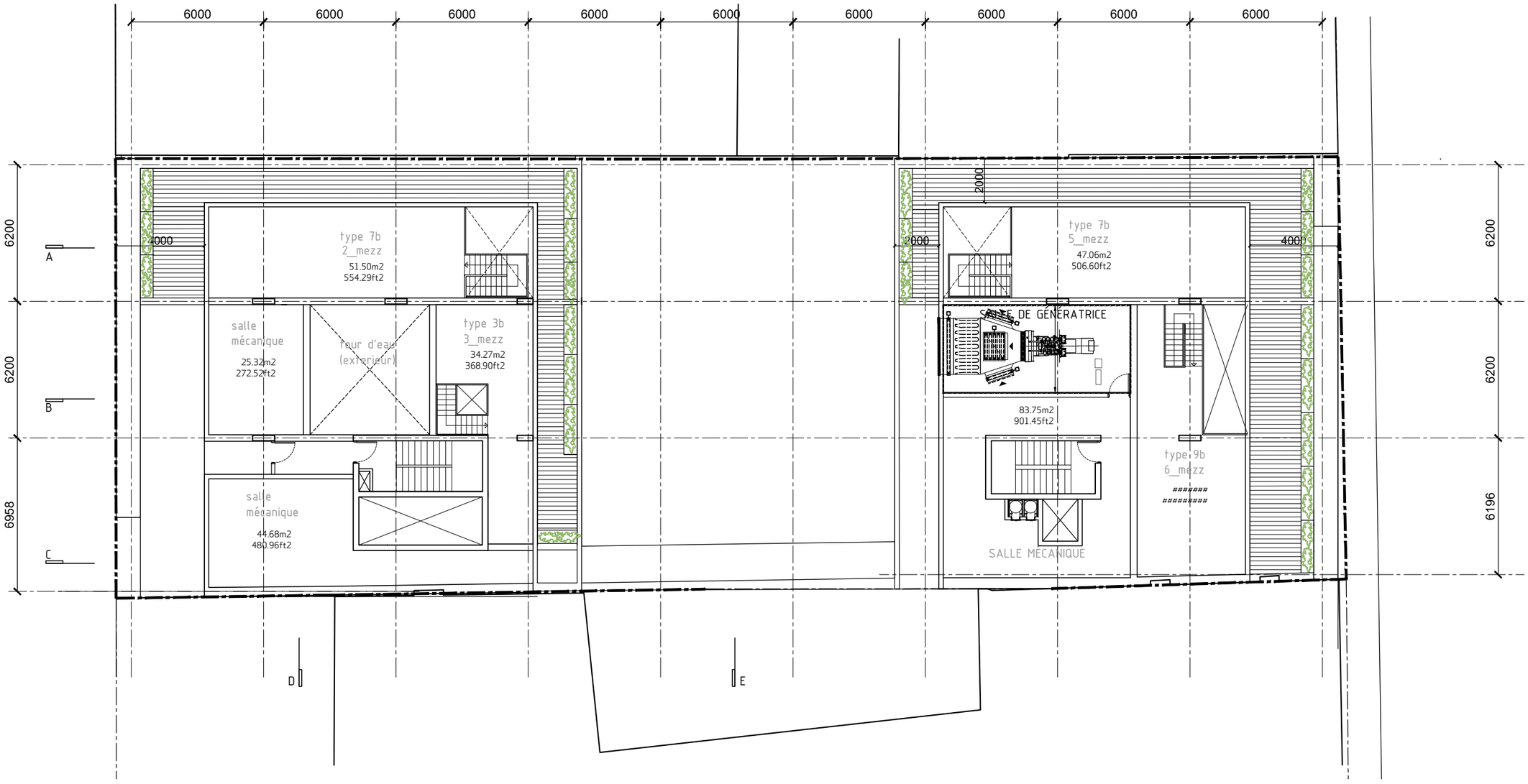
NIVEAUX 09-11
1:200



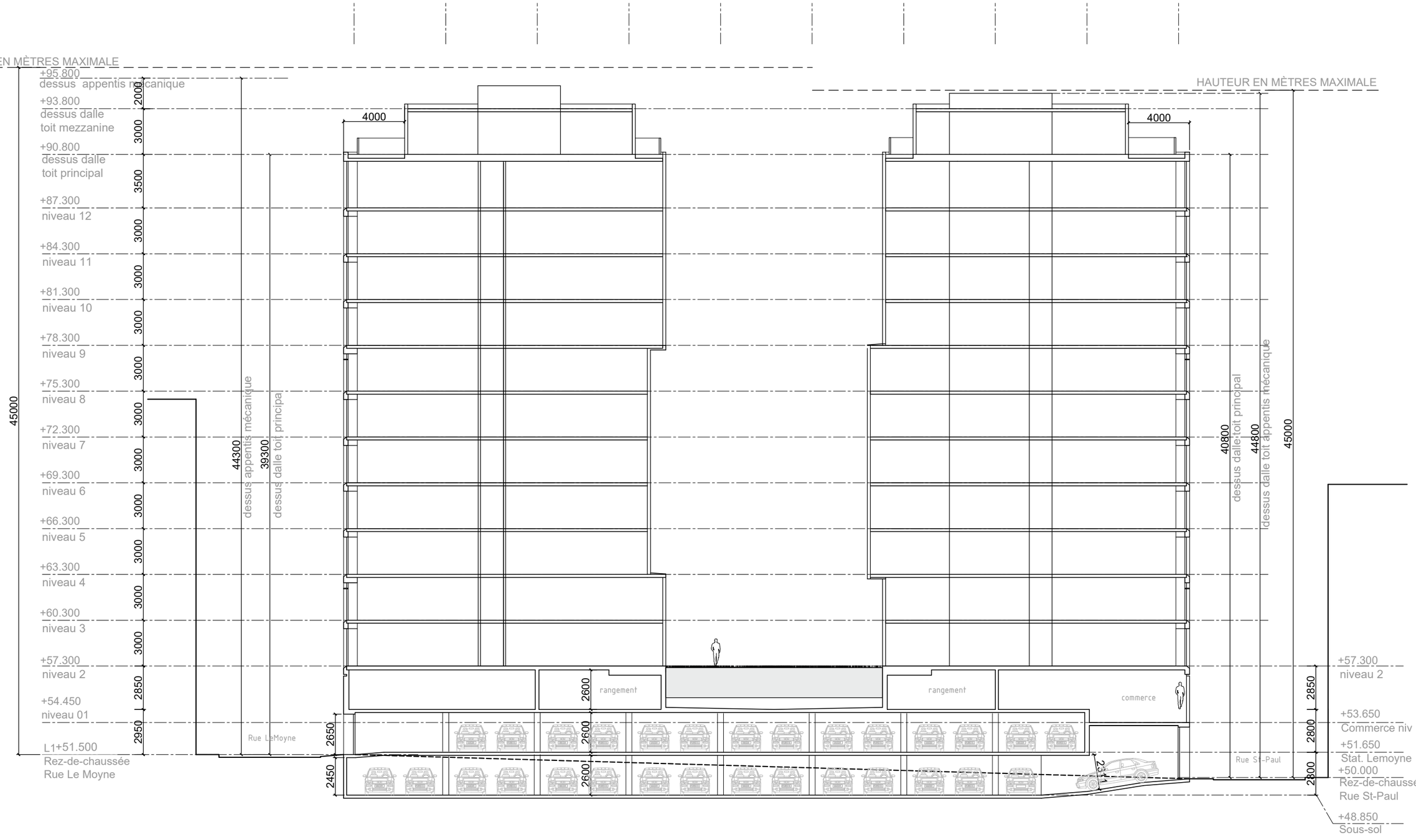
NIVEAU 12
1:200



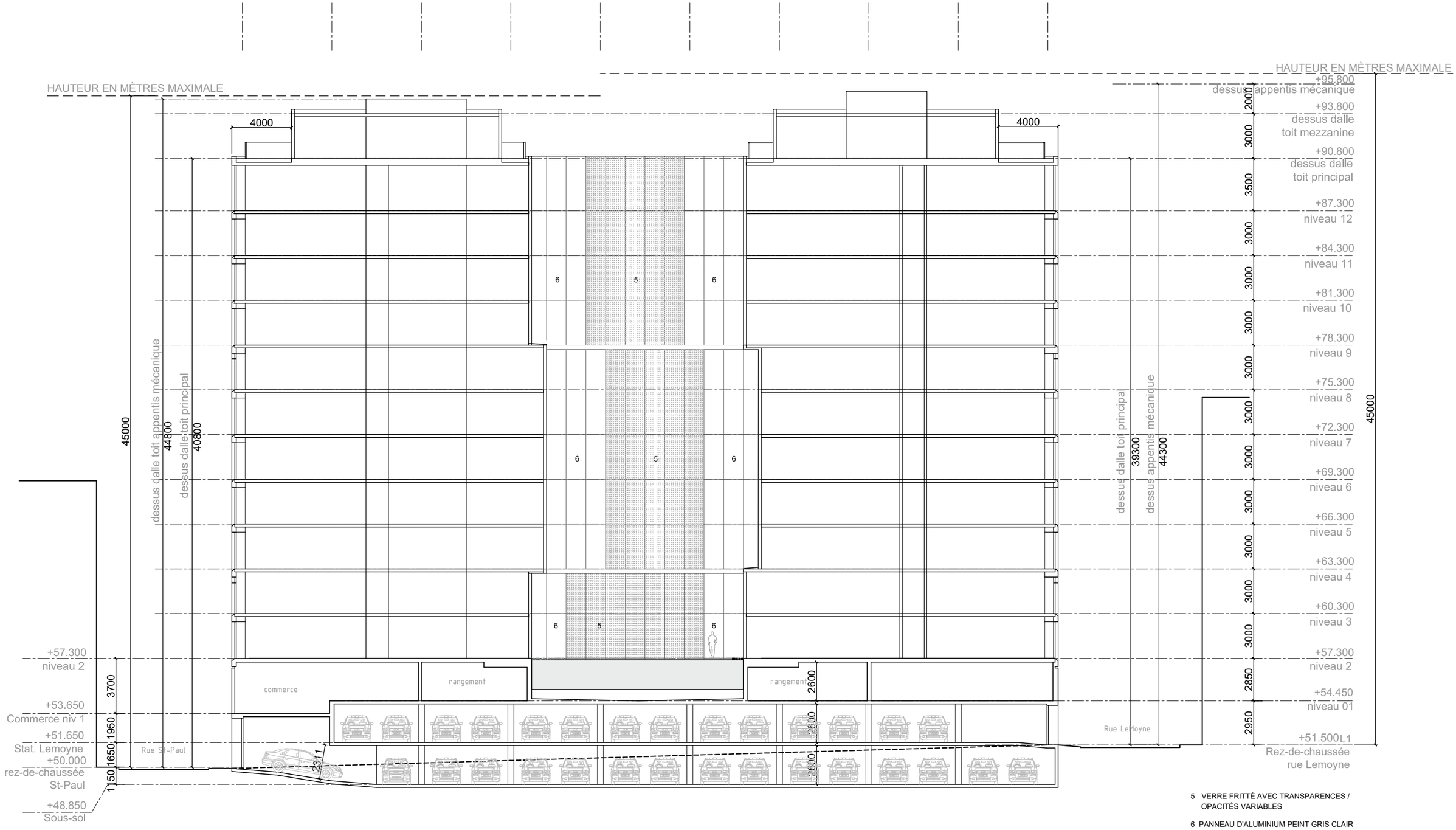
NIVEAU MEZZANINE
1:200



COUPE A
1:250


HAUTEUR EN MÈTRES MAXIMALE
HAUTEUR EN MÈTRES MAXIMALE
+95.800
dessus appentis mécanique
+93.800
dessus dalle
toit mezzanine
+90.800
dessus dalle
toit principal
+87.300
niveau 12
+84.300
niveau 11
+81.300
niveau 10
+78.300
niveau 9
+75.300
niveau 8
+72.300
niveau 7
+69.300
niveau 6
+66.300
niveau 5
+63.300
niveau 4
+60.300
niveau 3
+57.300
niveau 2
+54.450
niveau 01
L1+51.500
Rez-de-chaussée
Rue Le Moyne
45000
2000
3000
3500
3000
3000
3000
3000
3000
3000
3000
3000
2850
2950
44300
dessus appentis mécanique
39300
dessus dalle toit principa
4000
4000
40800
dessus dalle toit principal
44800
dessus dalle toit appentis mécanique
45000
2600
rangement
rangement
commerce
2650
2600
2450
2600
Rue LeMoyne
Rue St-Paul
2850
2800
2800
+57.300
niveau 2
+53.650
Commerce niv 1
+51.650
Stat. Lemoyne
+50.000
Rez-de-chaussée
Rue St-Paul
+48.850
Sous-sol

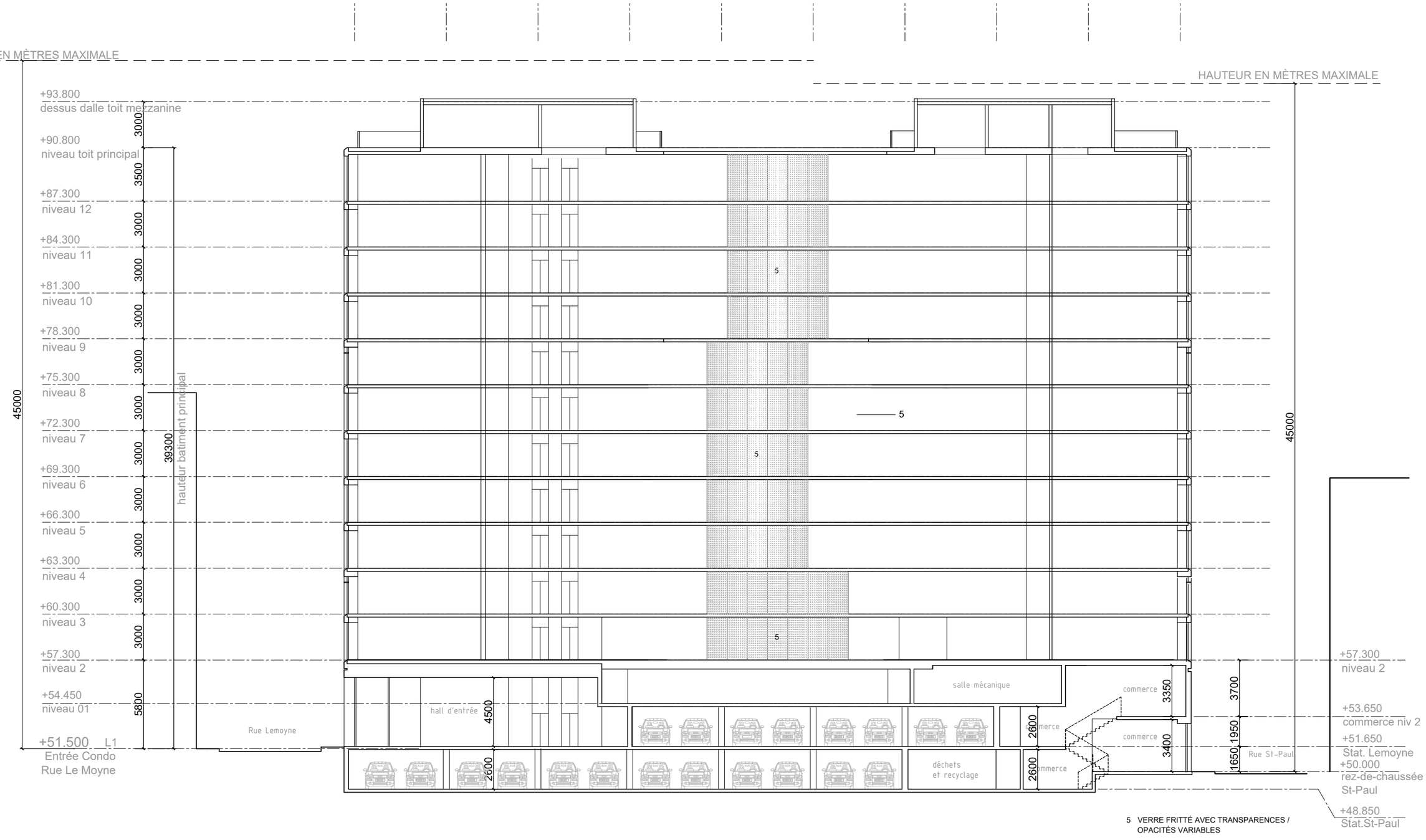
COUPE B
1:250



5 VERRE FRITTÉ AVEC TRANSPARENCES / OPACITÉS VARIABLES

6 PANNEAU D'ALUMINIUM PEINT GRIS CLAIR

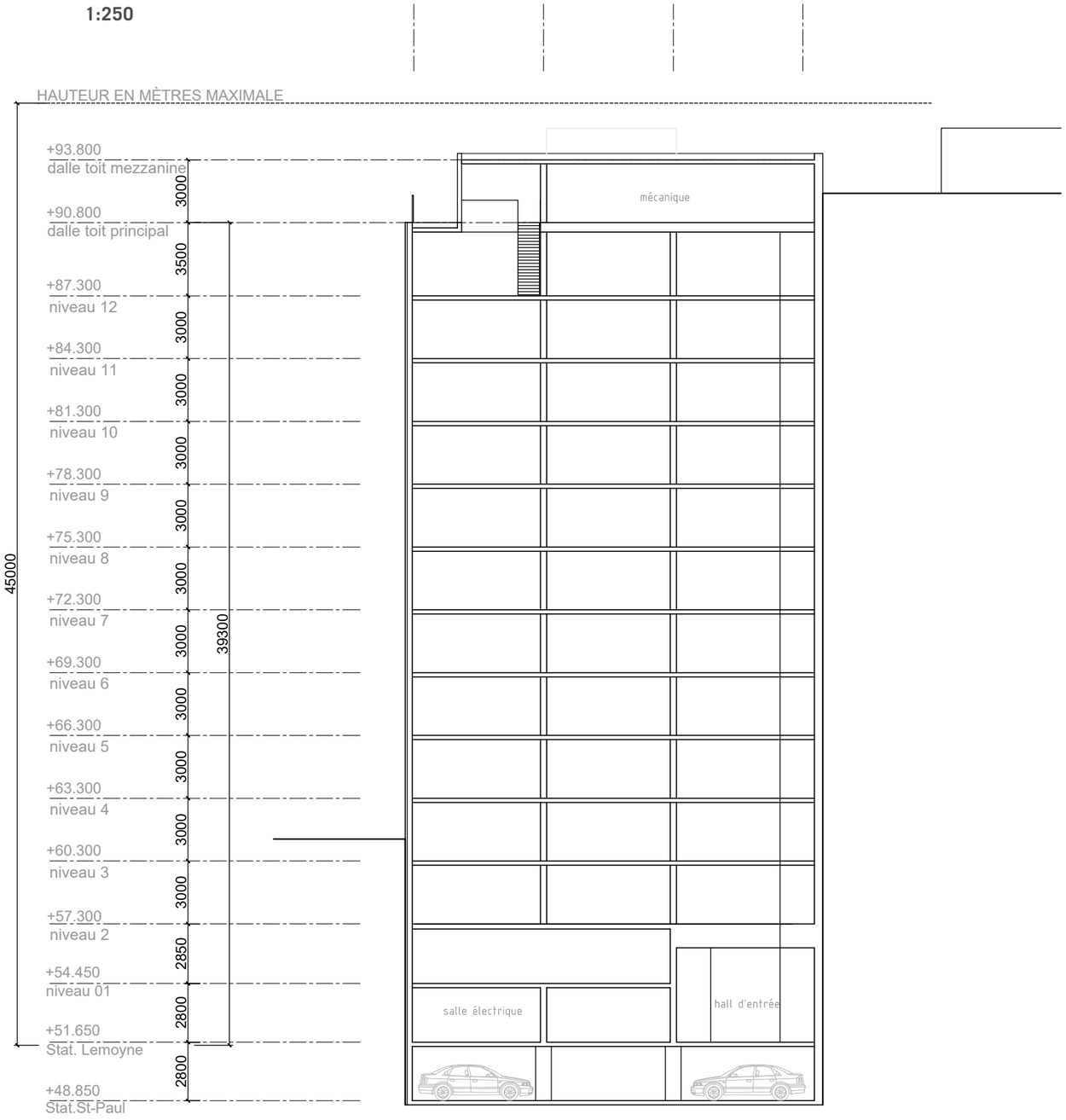
COUPE C
1:250



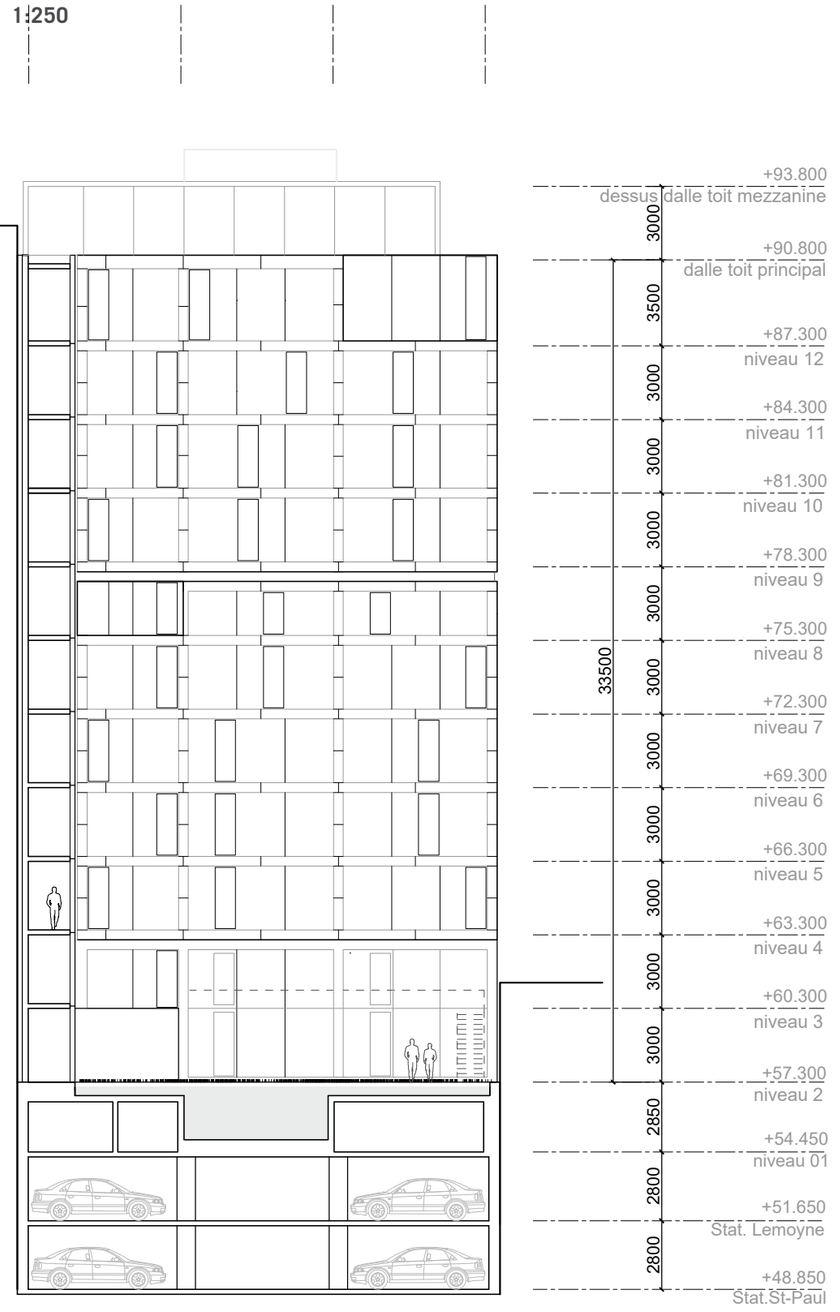
5 VERRE FRITTÉ AVEC TRANSPARENCES / OPACITÉS VARIABLES

5 VERRE FRITTÉ AVEC TRANSPARENCES / OPACITÉS VARIABLES

COUPE D
1:250



COUPE E
1:250



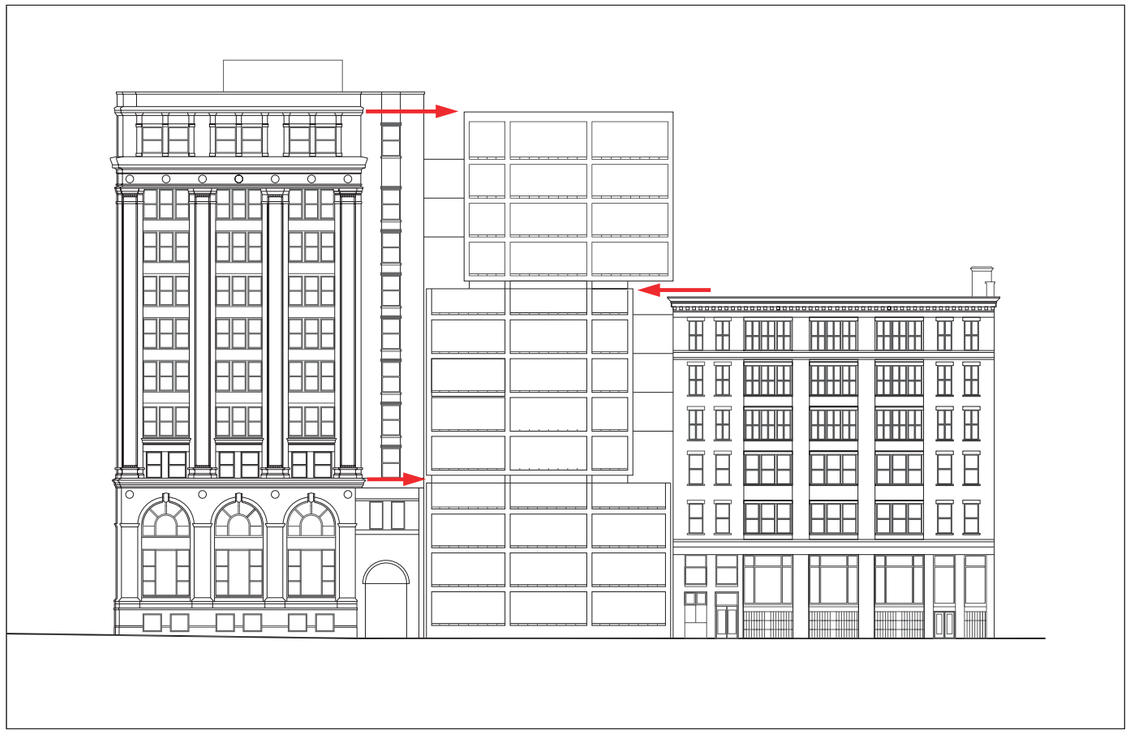
DIAGRAMMES
FAÇADE

Séquence conceptuelle illustrant le développement des façades dans leur contexte.





LES UNITÉS D'HABITATIONS SONT INSÉRÉES/JUXTAPOSÉES
SUR LE SITE.



LA FAÇADE DE PIERRE CALCAIRE SE MODULE EN
FONCTION DES ÉLÉMENTS ARCHITURAUX MAJEURS
DES BÂTIMENTS VOISINS.

DIAGRAMMES
FAÇADE



LA BASE DU BÂTIMENT PREND FORME EN SUIVANT LA
LIGNE FORTE DE LA BASE DU BÂTIMENT VOISIN.





L'OUVRANT S'INSÈRE DANS LA LARGE BAIE VITRÉE DE L'UNITÉ. SON ARTICULATION RAPPELLE LA PROPORTION DES FENETRES ADJACENTES.



LE BÂTIMENT DANS SON CONTEXTE.

ÉLÉVATION ST-PAUL

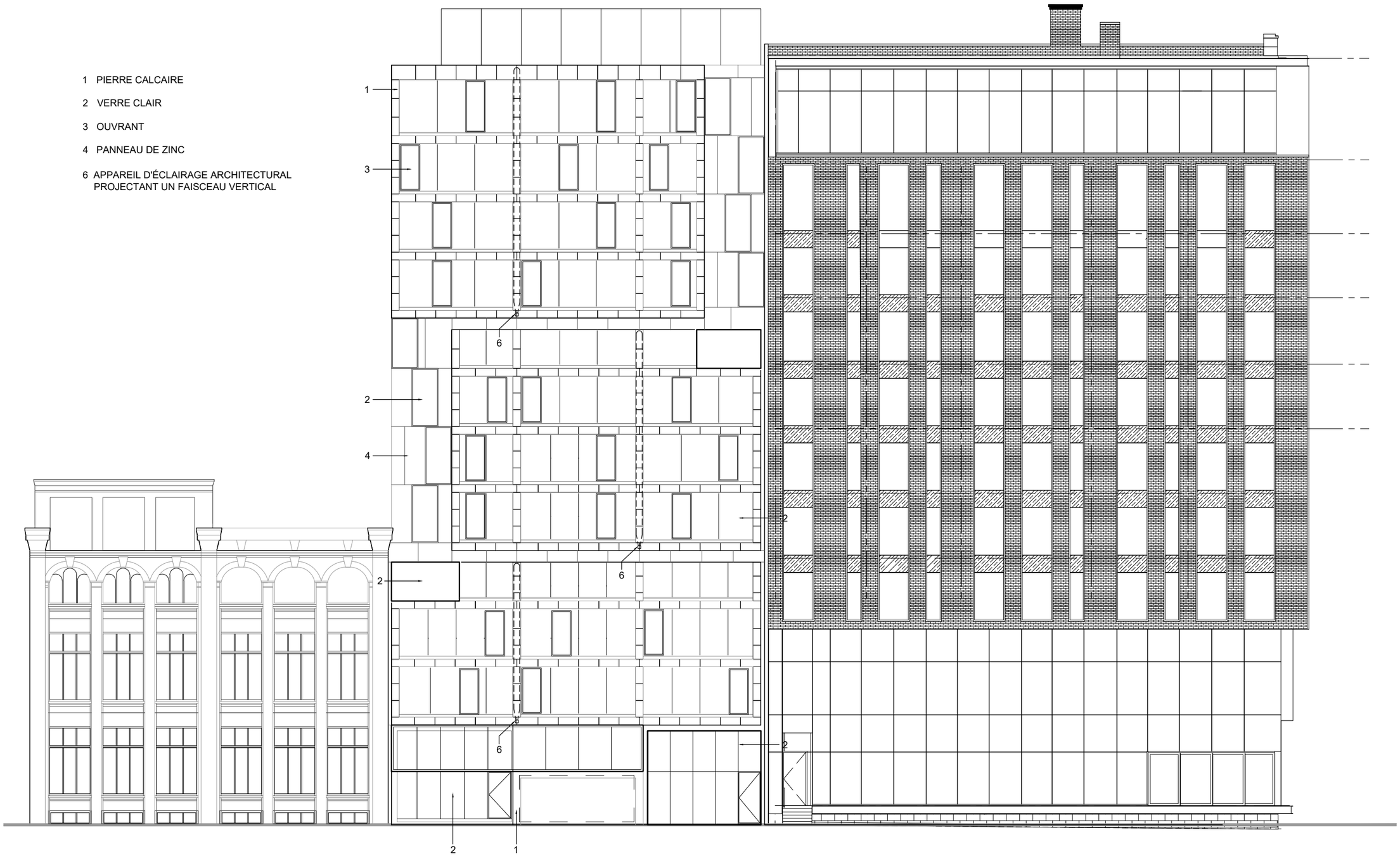
1:200



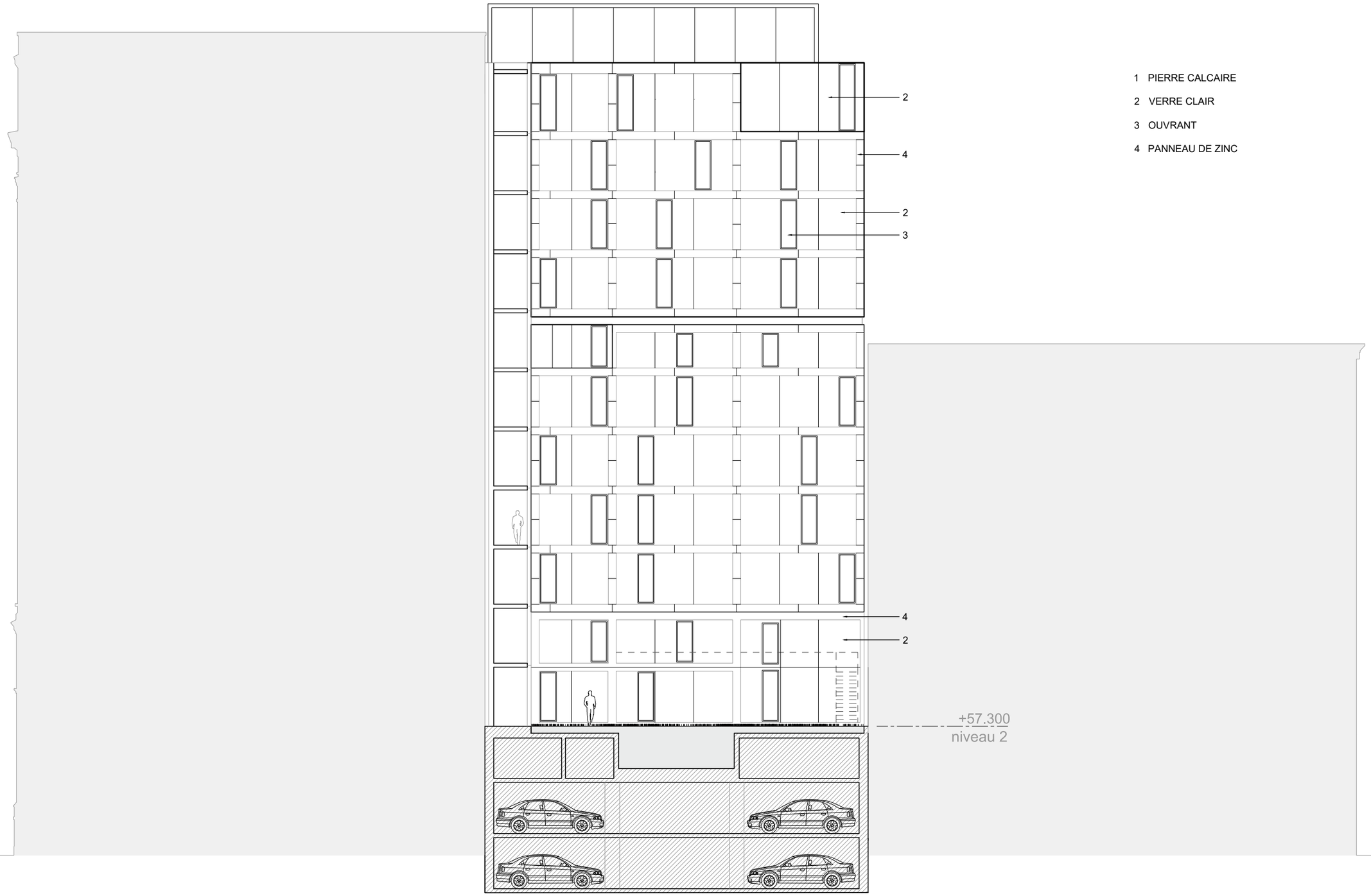
ÉLÉVATION LE MOYNE
1:200

dessus appentis mécanique
+93.800
dessus dalle
toit mezzanine
+90.800
dessus dalle
toit principal
+87.300
niveau 12
+84.300
niveau 11
+81.300
niveau 10
+78.300
niveau 9
+75.300
niveau 8
+72.300
niveau 7
+69.300
niveau 6
+66.300
niveau 5
+63.300
niveau 4
+60.300
niveau 3
+57.300
niveau 2
+54.450
niveau 01
L1+51.500
Entrée Condo
Rue Le Moyne

1 PIERRE CALCAIRE
2 VERRE CLAIR
3 OUVRANT
4 PANNEAU DE ZINC
6 APPAREIL D'ÉCLAIRAGE ARCHITECTURAL PROJECTANT UN FAISCEAU VERTICAL



ÉLÉVATION COUR INTÉRIEURE
VUE VERS LE NORD
1:200



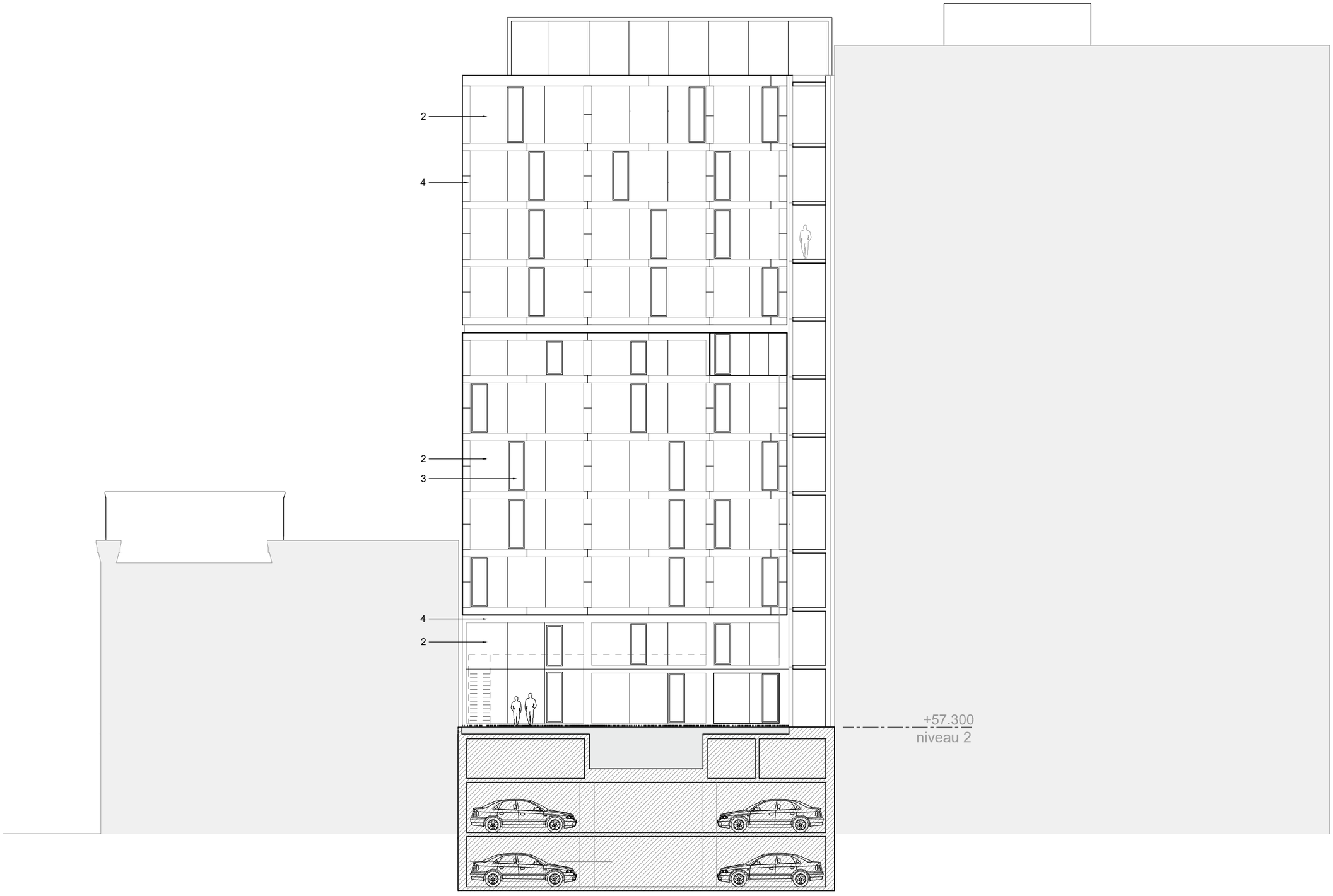
1 PIERRE CALCAIRE

2 VERRE CLAIR

3 OUVRANT

4 PANNEAU DE ZINC

ÉLÉVATION COUR INTÉRIEURE
VUE VERS LE SUD
1:200





PERSPECTIVE RUE LE MOYNE
MONTRANT LE CONCEPT D'ÉCLAIRAGE ARCHITECTURAL



DÉTAIL EN ÉLÉVATION
RUE ST-PAUL

STATISTIQUES HABITATIONS LE MOYNE / ST-PAUL

SITE ET RÈGLEMENTATION	pi2	m2
Superficie du site	11 725	1089,3
Densité maximale permise _ISP=9	105 527	9803,7

Paramètres de calculs:

A: Superficie nette calculée a la face **extérieure** des murs d'enveloppe.
B: Superficie brute calculée a la face **intérieure** des murs d'enveloppe.
C: Exclusions: salles mécaniques, puits mécaniques, escaliers, ascenseurs.
D: Calcul efficacité: superficie nette sur superficie brute moins exclusions.

		SUPERFICIE BRUTE		SUPERFICIE NETTE		EXCLUSIONS			EFFICACITÉ	UNITÉS	TYPES D'UNITÉS			
		ft2	m2	ft2	m2	ft2	m2				commerce	1 chambre	2 chambres	3 chambres
Stationnement	Sous-sol	10 932	1015,6		150,2		42							
(exclus du calcul de superficie brute)														
Stationnement + Condo	RDC, Niv 1	19 959	1 854,2	15 994	1485,9	2 283	212,1			4	2	2		
Condominium	Niv 2	8 065	749,3	6 875	638,7	452	42			5		4	1	
Condominium	Niv 3	8 304	771,5	7 099	659,5	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 4	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 5	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 6	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 7	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 8	8 304	771,5	7 065	656,4	452	42			9		6	3	
Condominium	Niv 9	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 10	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 11	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	5	
Condominium	Niv 12	8 304	771,5	7 064	656,3	452	42			7		2	1	4
Condominium	Mezz	4 205	390,7	1 958	181,9	2 093	194,4							
Sous-Total		**115 274**	**10 709,2**	**95 509**	**9 023,2**	9 801	**910,5**	8,50%	**92,09%**	**91**	2	50	35	4

Exclusions:	**9 801**	**910,5**
Total Superficie pour calcul ISP	**105 473**	**9 798,7**
ISP DU PROJET		**8,9954**

Note: les superficies présentées dans ce tableau pourraient varier avec le development du projet.
Les superficies ne dépasseront jamais les maximums permissibles.

STATIONNEMENT

Stationnement bicyclette requis: 25

(1 case par logement pour le premier groupe de 8 unités et 1 case supplémentaire par groupe de 5 unités additionnelles)

Stationnement voiture proposé **46**

Stationnement bicyclette proposé: 32

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.21

2019/11/12
18:30

(1)

Dossier # : 1195384002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service

D'adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2019-11-05 10:48

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195384002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2020, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la réforme du financement des arrondissements en 2013, l'administration centrale a cédé un espace fiscal aux arrondissements correspondant à 0,05 $ / 100 $ d'évaluation foncière en contrepartie d'une diminution des transferts centraux versés. Cette composante de la réforme est maintenue pour le budget de 2020. Il appartient aux arrondissements de déterminer les orientations relatives à l'indexation, ou non, de cet espace fiscal.
Le taux de taxation est ajusté en fonction du nouveau rôle d'évaluation 2020-2022, et de l'estimé de la croissance immobilière. À noter qu'il ne s'agit pas d'une taxe supplémentaire imposée mais bien d'un transfert de pouvoir provenant de la Ville centre.
Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2020 et prend effet à compter du 1er janvier 2020 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 240612 : Adopter un règlement imposant, à compter du 1er janvier 2019, une taxe à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie afin d'assurer le niveau de service.

DESCRIPTION

La taxe relative aux services est une taxe locale qui permet de compléter la dotation budgétaire consentie par le Service des finances.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil d'arrondissement peut par règlement imposer une taxe sur tous les immeubles imposables situés dans l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La taxe sera applicable à tous les immeubles imposables de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion

- Adoption du Règlement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dominique MARTHET
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514 872-2995
Télécop. : 514 868-3330

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-12

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens, communications greffe et services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Ville-Marie
Montréal

CA-24-308 Règlement sur la taxe relative aux services (exercice financier 2020)

Vu l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ., chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ., chapitre F-2.1);

À la séance du _____ 2019, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 0,0418 % appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la ville sur les taxes, qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier de 2020 et a effet à compter du 1er janvier 2020.

_____

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1195384002) *a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans* Le Devoir *le* _____ *2019, date de son entrée en vigueur.*